ARTHUR CHUQUET

MEMBRE DE L'INSTITUT

DUGOMMIER

(1738-1794)

AVEC PORTRAIT ET CARTES

PARIS

ALBERT FONTEMOING, ÉDITEUR

4, RUE LE GOFF (5e)

1904

Collection " MINERVA "

DUGOMMIER

(1738-1794)

Achat chez Lambert
Bruxelles 15 2 1938
Inv. sh. etran. 25

DU MÊME AUTEUR :

La Guerre (1870-1871). Un vol. in-18 jésus, avec 28 illustrations. 3 fr. 50

Le Général Chanzy. Un vol. in-18 jésus ..... 3 fr. 50
(Couronné par l'Académie française.)

L'École de Mars (1794). Un vol. in-18 jésus, avec une gravure en couleurs ..... 3 fr. 50

Paris en 1790. Voyage de Halem, traduction, introduction et notes. Un vol. in-8° carré ..... 7 fr. 50

L'Alsace en 1814. Un vol. in-8° carré ..... 7 fr. 50

Études de Littérature allemande. *Première série.* Gœtz de Berlichingen — Hermann et Dorothée. — Le Camp de Wallenstein. Un vol. in-18 jésus ..... 3 fr. 50

Études de Littérature allemande. *Deuxième série.* Ewald de Kleist — Gœthe en Champagne — La jeunesse de Schiller — Les Brigands. Un vol. in-18 jésus ..... 3 fr. 50

Stendhal-Beyle. Un vol. in-8° carré ..... 8 fr. »

Études d'histoire. *Première série.* Bayard à Mézières — La sœur de Gœthe — L'Affaire Abbatucci — Le révolutionnaire George Forster. Un vol. in-8° écu ..... 3 fr. 50

Études d'histoire. *Deuxième série.* Le commandant Poincaré — Adam Lux — Klopstock et la Révolution française — Bertèche dit la Bretèche. Un vol. in-8° écu ..... 3 fr. 50

LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION

(Couronné par l'Académie française et par l'Académie des sciences morales et politiques. Grand prix Gobert et grand prix Audiffred.)

La Première invasion prussienne.
Valmy.
La Retraite de Brunswick.
Jemappes et la Conquête de la Belgique.
La Trahison de Dumouriez.
L'Expédition de Custine.
Mayence.
Wissembourg.
Hoche et la lutte pour l'Alsace.
Valenciennes.
Hondschoote.

Chaque volume formant un tout complet : 3 fr. 50

LA JEUNESSE DE NAPOLÉON

Brienne.
La Révolution.
Toulon.

Chaque volume formant un tout complet : 7 fr. 50

Jean-Jacques Rousseau (*Collection des grands écrivains français*) ..... 2 fr. »

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
Boston Library Consortium Member Libraries

http://www.archive.org/details/dugommier00chuq

A. FONTEMOING, ÉDIT.

DUGOMMIER

(d'après le portrait conservé à la préfecture de Perpignan.)

ARTHUR CHUQUET

MEMBRE DE L'INSTITUT

DUGOMMIER

(1738-1794)

AVEC PORTRAIT ET CARTES.

PARIS

ALBERT FONTEMOING, ÉDITEUR

4, RUE LE GOFF (5e)

1904

Collection " MINERVA "

Storage
262

PRÉFACE

Faire une biographie de Dugommier, c'était étudier les premières campagnes de la Révolution, traiter un sujet qui nous est cher, et, malgré les travaux de nos devanciers, il y avait nombre de détails à trouver et à fixer. L'ouvrage d'ensemble que nous présentons au public ne sera donc pas inutile, et nous avons tâché qu'il fût à la fois complet et clair. On voit d'abord comment Dugommier, chef du parti patriote des Antilles, est contraint de se réfugier en France et comment il reçoit le grade de général de brigade. Deux succès qu'il obtient à l'armée d'Italie, à Utelle et à Gilette, lui valent le commandement de l'armée dite armée révolutionnaire qui assiège Toulon. Le combat des Arènes et l'enlèvement de la redoute anglaise lui ouvrent les portes de la ville révoltée, de la « ville infâme ». Le voilà mis à la tête de l'armée des Pyrénées-Orientales. A cet endroit, dans le chapitre intitulé *Perpignan*, on a cru bon de résumer en quelques pages la campagne de 1793, si confuse, si ignorée, et qu'il faut connaître pour comprendre les événements ultérieurs. Suivent trois cha-

pitres sur la mission des représentants Milhaud et Soubrany qui secondent activement Dugommier, sur les collaborateurs du général et sur l'armée qu'il réussit à réorganiser et à remettre sur pied, sur Dagobert qui s'est rendu maître de la Cerdagne et qui meurt prématurément. Grâce aux représentants, grâce aux troupes qu'il anime de son ardeur, grâce à ses propres combinaisons, Dugommier est vainqueur au Boulou. Il force Collioure et Bellegarde à capituler. Pendant ce temps, sa droite, menée par l'aventureux Augereau, a conquis la Fonderie de Saint-Laurent dans la vallée de la haute Mouga. Les Espagnols attaquent Augereau à la Fonderie, et ils ont le dessous. Pour soulager Augereau, Doppet, à la tête de la division de Cerdagne, pousse une pointe sur Ripoll; il recule, et l'ennemi essaie vainement de s'emparer de Bellver. Derechef les Espagnols tombent sur Augereau; derechef ils sont vaincus à Saint-Laurent-de-la-Mouga. Las de la guerre, le gouvernement de Madrid négocie avec Dugommier; mais les conditions qu'il pose sont inacceptables. Aidé, entraîné par l'énergique représentant Delbrel, Dugommier livre la bataille de la Montagne Noire où il périt. Un dernier chapitre contient un jugement équitable, pensons-nous, et impartial sur l'héroïque Guadeloupéen, sur ses talents et son caractère.

DUGOMMIER

CHAPITRE I

LES ANTILLES

La famille de Dugommier. — Son enfance. — La pension Colin. — Le collège d'Harcourt. — Dugommier à la compagnie des cadets de Rochefort. — Dugommier enseigne. — La guerre de Sept Ans aux Antilles. — Mariage. — Dugommier à l'expédition de Sainte-Lucie. — La vie de planteur. — La Révolution. — Dugommier, membre de l'Assemblée coloniale de la Guadeloupe. — Troubles de la Martinique. — Première et deuxième « marche ». — Troisième expédition. — Les troubles de Saint-Pierre et de Fort-Royal. — Dugommier à Saint-Pierre (7 septembre 1790). — Combat de l'Acajou (25 septembre). — Tentatives de conciliation. — Résistance de Dugommier à Saint-Pierre. — Le décret du 6 août sur la discipline militaire. — Le décret de rappel. — Béhague et les commissaires civils. — Départ de Dugommier (24 mars 1791). — Sa situation intenable à la Guadeloupe. — Sa résolution d'aller en France.

Jacques Coquille Dugommier est né le 1er août 1738, à la Basse-Terre, en l'île de la Guadeloupe, dans la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, sur la sucrerie que ses parents avaient prise à ferme. Il était le cadet de la famille. Suivant l'usage des colons, il reçut un surnom, et durant longtemps, et même lorsqu'il commandait les armées de la Révolution, il a signé Coquille Dugommier. Il devait ce surnom à une concession obtenue par son père aux environs de la Basse-Terre, dans les bois qu'on appelait le Gommier[1].

Son père, Germain Coquille, originaire de Melun, con-

1. Sur les commencements de Dugommier, voir principalement Vauchelet, *Revue historique* (mars-avril 1886, p. 276-313), et Pineau, *le Général Dugommier* (1902, p. 1-107). La famille de Dugommier était d'ailleurs nombreuse et, pour se distinguer entre eux, plusieurs de ses membres avaient

seiller du roi, puis procureur général au Conseil supérieur de la Guadeloupe, fut anobli en 1769 selon l'édit royal, qui conférait la noblesse *a patre et avo* aux officiers des conseils des îles du Vent après quarante ans de services[1].

A l'âge de neuf ans, en 1747, Jacques Coquille Dugommier fut envoyé avec son frère aîné à Paris où il avait une tante. Un correspondant et ami du père, Lestache, mit les deux enfants à Picpus, au faubourg Saint-Antoine, dans la pension Colin « très renommée pour les principes épurés de la moralité et des humanités ». Les deux Coquille différaient de caractère et ne s'accordaient pas : l'aîné, tranquille, rassis, réservé, laborieux et faisant de rapides progrès; le cadet, vif, dissipé, loquace, aimé de ses camarades, et vivant avec eux dans une grande intimité, impatient du joug scolaire, peu appliqué dans sa classe, où pourtant, grâce à son intelligence facile, il n'était pas des derniers, donnant plus d'une fois de l'humeur à ses maîtres, leur disant avec franchise qu'il ne fallait pas lui imposer un genre de travail qui ne lui causait que du dégoût, se moquant de son studieux aîné, souvent châtié pour sa pétulance et ne paraissant pas affecté de ses fréquentes punitions[2].

La pension Colin n'enseignait pas au delà de la troisième. En 1751, les deux frères entrèrent au collège d'Harcourt. Les portes de l'institution s'étaient à peine fermées derrière lui que Dugommier déclarait impérieusement à Lestache qu'il voulait servir. Le père, consulté, obtint pour son fils — le 15 mars 1753 — une place dans la compagnie des cadets gentilshommes établie alors au port de Rochefort.

ajouté des surnoms à leurs noms patronymiques; il y avait à la Guadeloupe un Coquille Sainte-Croix, un Coquille Champfleury, un Coquille Valoncourt; on trouve un Robert Coquille, sénéchal en la sénéchaussée de Marie-Galande et député à la Constituante.

1. Il mourut à la Basse-Terre, le 7 février 1774, à l'âge de soixante-quinze ans.

2. Voir la notice de Thouluyre-Duchaumont, camarade et ami de Dugommier (Pineau, 723-727).

La compagnie des cadets de Rochefort, créée le 27 mai 1730, était une véritable école militaire. Elle devait fournir les officiers des troupes entretenues dans les îles d'Amérique. A sa tête était un lieutenant de vaisseau commandant en premier, et un enseigne, commandant en second. Elle se composait de trente jeunes gens dont deux sergents, deux caporaux et deux anspessades. Les cadets apprenaient les mathématiques, la fortification, le dessin et l'anglais; ils s'exerçaient aux manœuvres d'infanterie et au tir du canon; ils faisaient de l'escrime; ils avaient de quinze à vingt-deux ans et se recrutaient parmi les fils d'officiers ou de riches colons. Ils touchaient une solde. Un justaucorps de drap gris-blanc avec boutons de cuivre doré, une veste et une culotte de drap bleu, des bas bleus, un chapeau bordé d'un galon d'or fin, tel était leur uniforme[1].

Dugommier se fit remarquer à l'école de Rochefort par son amour du métier des armes et par son goût pour l'artillerie. Envoyé à l'île de Ré, vers la fin de 1755, pour instruire les recrues des colonies, il fut nommé, le 16 janvier 1757, garçon-major des batteries. Au bout de quatre mois, en mai 1757, il remplissait sous le titre d'enseigne les fonctions de sous-lieutenant. En 1758, à l'époque où les Anglais bloquèrent l'île d'Aix et menaçaient Rochefort, il commandait la batterie de Fouras, à l'embouchure de la Charente. Il n'avait plus d'aversion pour l'étude. Les livres classiques faisaient ses délices. Durant ses heures de loisir, il s'enfermait dans sa chambre pour lire les auteurs latins qu'il détestait naguère, et l'on ne pouvait, dit un de ses amis, l'arracher de sa retraite.

Il revint aux Antilles en 1758 comme enseigne d'une compagnie franche détachée de la marine. Ce fut alors qu'il vit la guerre pour la première fois. Au mois de janvier 1759,

1. Hennet, *Les Compagnies de cadets-gentilshommes et les Écoles militaires*, 1889, p. 7.

il prenait part à l'énergique résistance de Fort-Royal. Repoussés de la Martinique, les Anglais furent plus heureux à la Guadeloupe. Ils bombardèrent la Basse-Terre, ils s'emparèrent de la citadelle, ils firent capituler le gouverneur Nadau du Treil, homme incapable et lâche. Dugommier était venu défendre son île natale : il fut, avec le gouverneur et toutes les troupes, ramené, au mois de mai, par les vainqueurs à Saint-Pierre de la Martinique.

Dix-huit mois plus tard, en janvier 1762, la Martinique était derechef attaquée par les Anglais. Ils marchèrent contre Fort-Royal où il y avait quelques milices, 700 grenadiers royaux et 300 soldats de marine dont Dugommier. Ils avaient la supériorité du nombre ; ils emportèrent les mornes Garnier et Tartanson qui protégeaient les abords de Fort-Royal ; ils bombardèrent la citadelle. Au bout de huit jours, la garnison obtint les honneurs de la guerre. Elle fut embarquée pour la France et, au mois d'août, quatre ans après son départ, Dugommier rentrait à Rochefort. Les vicissitudes de la lutte, les succès et surtout les revers, des sièges, des assauts, de violentes canonnades, des capitulations, tout cela, évidemment, avait mûri son esprit.

La paix se fit presque aussitôt, et la France recouvra les Antilles. Dugommier, réformé avec une petite pension, regagna la Guadeloupe. Il exploita les propriétés qu'il tenait de son père.

Son frère aîné, Robert-Germain Coquille, revenu à la Basse-Terre en 1754, nommé en 1757 membre du Conseil supérieur et, en 1774, procureur général, s'était fiancé après la guerre à la fille d'un riche sucrier de la Grande-Terre. Dugommier courtisa la sœur, et les deux mariages eurent lieu le même jour et au même autel. Le 12 février 1765, Jacques Coquille Dugommier épousait Marie-Dieudonnée Coudroy-Bottée.

L'union ne fut pas heureuse. Les deux conjoints vivaient

presque constamment éloignés l'un de l'autre, et, rapporte un ami, le bruit public donnait des torts à l'époux. Mais Marie-Dieudonnée n'avait-elle pas le caractère difficile et obstiné? Lorsque la sucrerie fut vendue, n'essayait-elle pas d'attirer sur son habitation les noirs que l'acquéreur avait achetés? Elle a, disait ce dernier, causé le dérangement de mes nègres.

Dugommier n'avait abandonné qu'à contre-cœur la carrière des armes. En 1764, il demanda la place d'aide-major commandant aux îles des Saintes. L'année suivante, lorsque furent créées les milices coloniales, il eut le grade de major dans le bataillon de la Basse-Terre et, en 1770, il reçut du ministre de la marine une lettre de félicitations. Le comte d'Ennery, gouverneur des îles du Vent, assurait qu'il était excellent sujet et officier de distinction, qu'il avait déployé beaucoup d'intelligence et de bonne volonté dans la formation des milices.

Aussi, dès qu'il sut que la France secourait les États-Unis d'Amérique contre l'Angleterre, Dugommier leva et équipa à ses frais une compagnie de cinquante volontaires, créoles, mulâtres, noirs, et, le 14 décembre 1778, il se joignit à l'escadre du comte d'Estaing, qui tentait de reprendre Sainte-Lucie. L'expédition échoua. Après trois assauts, les troupes de débarquement durent battre en retraite. Mais Dugommier s'était rendu tellement utile dans cette campagne que le comte d'Arbaud, gouverneur de la Guadeloupe, lui donna le commandement d'un bataillon de volontaires blancs et obtint pour lui, le 16 avril 1780, la croix de Saint-Louis. « Sa bonne volonté, avait écrit d'Arbaud, l'ardeur qu'il montre pour être de toutes les actions de guerre et l'ancienneté de ses services justifient ma demande. »

Mais ce fut en vain qu'il sollicita sa réintégration dans l'armée; en vain que d'Arbaud vanta de nouveau son courage, son zèle soutenu, ses qualités de toute sorte. Dugommier

vint-il alors, comme on l'a prétendu, se mettre à la disposition de Washington ? Fut-il complimenté par le Sénat pour avoir surpris un gros détachement anglais ? Lui offrit-on l'ordre de Cincinnatus ? Cette anecdote est peu croyable. Il dut rester à la Guadeloupe avec son bataillon et, fatigué sans doute et dépité, au mois de janvier 1782 il quitta le service.

Comme auparavant, il mena la vie du planteur. Il passait dans son île pour un homme probe, ferme, bienfaisant, instruit d'ailleurs et qui vaquait à ses travaux domestiques et champêtres sans négliger les lettres. On l'avait surnommé le philanthrope. Ses noirs étaient surveillés par des commandeurs justes et humains. Lui-même rapporte qu'il n'avait pas d'ennemis. Était-il riche ? On a dit sous la Révolution que sa fortune était immense et qu'il possédait pour deux millions de biens. En tout cas, il avait de l'influence. Il fut membre de la Chambre d'agriculture et, en 1787, de l'Assemblée coloniale instituée par ordonnance royale et chargée d'asseoir les impôts de la colonie. Mais il n'était pas de ceux qu'il appelait avec mépris les créatures du gouvernement, et il reprochait amèrement à son frère aîné de flatter les puissants et d'être sans cesse dans leur « atmosphère corrompue »[1].

Dugommier aimait passionnément la France ; il soutenait que les habitants des Antilles devaient tirer directement de la métropole tout ce qui leur était nécessaire, et il avait commencé la construction d'un navire commode et propre à ses spéculations lorsqu'éclatèrent les troubles de 1789[2].

1. Vauchelet, 277-281 et 305 ; — Pineau, 16-42, 638, 640, 725.

2. Pour le rôle de Dugommier aux Antilles, outre l'*Histoire de la Martinique* de Sidney-Daney (V. p. 107-430), le deuxième volume de l'*Histoire de la Guadeloupe* de A. Lacour et des *Antilles françaises* de Boyer-Peyreleau, voir surtout Vauchelet, 281-301, Pineau, 43-104, les *Archives parlementaires*, le *Moniteur*, les documents des Archives nationales, DXXV, 116, et le *Mémoire* de Dugommier, Arch. nat. AD XVIII, 6, 195 (Bibl. nat. LK[12] 139), reproduit d'ailleurs en très grande partie par Pineau (742-776).

Il accueillit la Révolution avec joie et aussitôt son parti fut pris : favoriser les intérêts de la colonie sans léser ceux de la mère-patrie, ôter aux gouverneurs ce que leur pouvoir avait d'arbitraire, supprimer les abus, « briser les chaînes du citoyen sans donner de commotion à celles de l'esclave », tel était son programme. Il se mit à la tête des partisans du nouvel ordre de choses et se prononça vigoureusement contre les adhérents de l'ancien régime, contre ceux qu'il nommait avec mépris les « gens comme il faut » ou le « haut parage ». Lui-même l'a dit : ceux qui de longue date « s'étaient emparés exclusivement des premiers degrés », avaient peine à descendre, et ceux qui, naguère abaissés, étaient soudain relevés par la Déclaration des droits de l'homme, ne pouvaient exprimer froidement les sentiments dont ils étaient pénétrés. De là vint le mal : de la différence des opinions causée par « l'effervescence de ceux qui gagnaient à la Révolution » et par « le dépit des autres ».

La rivalité de la Basse-Terre et de la Pointe-à-Pitre, les deux villes de l'île, détermina les premières « contradictions ». La Pointe-à-Pitre s'irritait que la Basse-Terre fût le siège des autorités. Les esprits s'émurent tellement que le gouverneur baron de Clugny convoqua une assemblée composée de 96 membres ; chacune des 32 paroisses de la Guadeloupe devait élire 3 députés.

Un des 3 députés choisis par la paroisse de la Basse-Terre fut Dugommier. L'assemblée, qui prit le nom d'Assemblée générale coloniale, vota les mesures urgentes : elle transforma les anciennes milices en garde nationale, elle organisa les municipalités. Dugommier s'était mis sur-le-champ hors de pair, et un contemporain assure qu'il était patriote énergique et orateur véhément, qu'il excitait l'admiration, qu'il faisait des prosélytes. Il rédigeait le *Cahier d'un État de la Guadeloupe*, où il développait ses vues sur

la forme de gouvernement qui convenait à l'île. L'homme de guerre perçait dans cette brochure : pour rendre la Guadeloupe inaccessible aux ennemis, il proposait d'installer des batteries sur le bord de la mer et d'élever des forts dans le cœur du pays, à la cime des plateaux.

La Guadeloupe fut d'ailleurs celle des Antilles qui, dans les premiers temps de la Révolution, subit le moins de secousses. Elle ne comprenait que 1.200 noirs contre 12.000 blancs, et, pour l'instant, ces blancs étaient à peu près d'accord [1].

Il n'en était pas de même à la Martinique. La population de Saint-Pierre, encline aux idées nouvelles, accusait le régiment de la Martinique de favoriser l'ancien régime ; elle emprisonna deux officiers qui refusaient de porter la cocarde tricolore et les embarqua pour la France, elle sonna le tocsin, elle se saisit du fort ; le régiment dut gagner Fort-Royal, à 7 lieues de là. La Guadeloupe tenta de réconcilier les deux partis : le gouverneur Clugny et Dugommier se rendirent à Saint-Pierre et à Fort-Royal ; habitants et soldats promirent de ne pas chercher à se nuire. C'était peu ; mais la surexcitation était si grande que ce peu sembla beaucoup.

Ces événements se passaient dans les premières semaines de mars 1790. Un mois après, la Guadeloupe intervint une deuxième fois dans les affaires de la Martinique. La lutte avait éclaté de nouveau entre les patriotes et les aristocrates, entre Saint-Pierre et le reste de l'île, entre la ville commerçante, trafiquante, fière de ses magasins et de ses comptoirs, regardée comme l'entrepôt général du commerce des Antilles, et les planteurs irrités de dépendre de Saint-Pierre, de recourir à Saint-Pierre pour écouler leurs produits,

1. Léon Deschamps, *Les colonies pendant la Révolution*, 1898, p. 164.

de devoir aux riches négociants et banquiers de Saint-Pierre des sommes considérables qu'ils ne pouvaient payer : Barnave ne dit-il pas que Saint-Pierre était vis-à-vis des planteurs dans la situation d'un créancier vis-à-vis d'un débiteur[1] ?

Les aristocrates de la Martinique reconnaissaient pour leurs chefs les six membres du Comité intermédiaire qui s'était formé après la dissolution de l'Assemblée coloniale sous la présidence d'un homme énergique et violent, le chevalier Dubuc, qui prétendait être l'oracle des colonies françaises. Le Comité intermédiaire répandit le bruit que les villes de Saint-Pierre et de Fort-Royal ainsi que les bourgs où les patriotes abondaient, voulaient dominer la campagne ; il arma les mulâtres dont il se fit, selon l'expression des démocrates, une espèce de rempart ; il excita les gens de couleur contre ses adversaires ; il entraina le gouverneur, le vicomte de Damas, qui n'avait que du dédain pour la cocarde nationale. Damas cassa la municipalité de Fort-Royal, qui venait d'élire un maire patriote, et ce maire fut remplacé par un chevalier de Saint-Louis. « Il fallait aux gens comme il faut, dit Dugommier, un maire décoré. » Les Pierrotins ou habitants de Saint-Pierre se sentirent menacés ; ils appelèrent à l'aide leurs frères de la Guadeloupe.

La municipalité de la Basse-Terre et l'Assemblée coloniale de la Guadeloupe décidèrent une « seconde marche » à la Martinique. Huit députés, dont Dugommier, furent chargés par le corps municipal de la Basse-Terre et par l'Assemblée coloniale de la Guadeloupe d'accompagner le gouverneur Clugny à la Martinique et d'y rétablir la paix. Dugommier emmenait 300 volontaires qu'on nommait les volontaires de Dugommier ; pour les réunir, il n'eut qu'à monter sur un banc

1. Archiv. parlem., XXI, 125, et rapport de Barnave, *Mon.*, 30 nov. 1790 ; Deschamps, 163 et 171 ; correspondance de Damas et du maire de Saint-Pierre, 3-7 juin.

du Cours, à la Basse-Terre ; il harangua la foule, et les hommes le suivirent.

Il lança dès son arrivée une adresse des volontaires confédérés de la Guadeloupe aux colons de la Martinique. C'était lui qui l'avait rédigée. Il priait les Martiniquais d'accepter franchement la constitution nouvelle, d'imiter la nation française et l'île de la Guadeloupe où la Révolution « s'était établie dans tous les quartiers avec l'applaudissement général ».

Clugny et les Guadeloupéens échouèrent dans leur mission. Le Comité intermédiaire, qui siégeait à Fort-Royal, resta sourd à leurs prières et à leurs remontrances. Il s'opposait, comme on disait, à la régénération, et les collègues de Dugommier, Clairfontaine, Guillermin, Deshayes, Angeron, s'indignaient avec lui que Fort-Royal fût « le seul coin des colonies où le régime ministériel montrait son front », et que les patriotes, dominés par le fort Saint-Louis et le fort Bourbon qui défendaient Fort-Royal, pressés de tous côtés par les baïonnettes, « dussent garder un silence humiliant ». Après de longues et de chaudes discussions, où les deux partis se reprochèrent l'un à l'autre de bouleverser l'archipel par leurs principes, le Comité intermédiaire promit verbalement de ne pas se mêler des affaires de Saint-Pierre. Mais à Saint-Pierre, Dugommier subit un échec. Des bandes de nègres et de mulâtres, commandées par des blancs, couraient la campagne. Une sortie fut dirigée contre eux. Assailli au Morne aux Bœufs, accablé par le nombre, Dugommier se replia sur le Carbet. Le 29 avril, députés et volontaires se rembarquaient.

A son retour, Dugommier fut couvert de félicitations par ses concitoyens. Le président du Comité général de l'Assemblée coloniale loua la conduite « sage et patriotique » qu'il avait tenue et fait tenir à la brave jeunesse de la Guadeloupe. Aussi fut-il le 16 août élu, à une grande majo-

rité, président de l'Assemblée coloniale, et il rédigea la plus grande partie du *Cahier des demandes* que l'île envoyait à l'Assemblée constituante.

Mais bientôt et pour la troisième fois la Martinique, la « sœur affligée », sollicita le secours de la Guadeloupe.

La lutte renaissait entre les deux partis qui s'étaient naguère combattus, entre le parti des villes et le parti de la campagne, entre les patriotes et les aristocrates. D'un côté étaient les habitants de Saint-Pierre et de Fort-Royal; de l'autre, l'Assemblée coloniale et son Comité intermédiaire qui se qualifiait désormais de Directoire, les planteurs, les mulâtres, les noirs, et le gouverneur Damas.

L'Assemblée coloniale devait, d'après un décret de la Constituante, être confirmée dans ses fonctions par le suffrage des citoyens et, malgré les efforts de ses commissaires, elle n'avait pas réuni la majorité : 19 paroisses sur 27 avaient invalidé ses pouvoirs. Elle passa outre et son Directoire ne cachait pas ses desseins hostiles à Saint-Pierre, qu'il représentait comme une ville peuplée de vagabonds et de coupe-jarrets chassés de France par la misère : réduire Saint-Pierre, c'était tenir sous la dépendance de l'Assemblée coloniale les autres quartiers de la Martinique. Le 3 juin 1790, jour de la Fête-Dieu, une rixe violente éclatait à Saint-Pierre entre les mulâtres et les blancs. Était-ce un complot des aristocrates? Avaient-ils mis, selon le mot d'un magistrat, le poignard à la main des gens de couleur? Quoi qu'il en soit, le sang coula, et plus de 30 mulâtres furent égorgés ou pendus sans autre forme de procès. La municipalité institua une Chambre prévôtale qui jugerait les mulâtres incarcérés; Damas refusa de reconnaître ce tribunal, et, sur la réquisition de l'Assemblée coloniale, marcha contre Saint-Pierre pour y rétablir l'ordre et, comme s'exprime Barnave, pour remettre les choses dans l'état où elles étaient avant la Révolution.

Les habitants n'opposèrent aucune résistance. L'Assemblée coloniale cassa leur municipalité, réforma leur garde nationale et arrêta deux cents citoyens. La plupart furent relâchés ; vingt-trois furent jetés dans la cale d'un navire, puis emprisonnés à Fort-Royal. On ne put trouver contre eux de preuves juridiques, et l'Assemblée décida qu'ils seraient expulsés de la colonie et envoyés en France. Damas sollicita leur élargissement, invoqua l'humanité du Directoire, le priant d'adoucir ses rigueurs, objectant qu'il était contraire à toute règle de chasser des gens d'un pays sans jugement légal. Le Directoire répondait qu'il ne pourrait rien changer à la résolution de l'Assemblée. Mais à cet instant le régiment de la Martinique, qui s'était rangé du côté des aristocrates, se tourna contre eux. Il avait ignoré jusqu'alors certaines circonstances de la Révolution et notamment les fédérations entre citoyens et militaires. Il déclara qu'il faisait désormais cause commune avec les patriotes et, le 1er septembre, il délivra les prisonniers de Saint-Pierre que le Directoire se proposait d'embarquer le lendemain. Il arbora le drapeau national sur le fort Saint-Louis et le fort Bourbon, qui défendent Fort-Royal. Il fit tirer à boulets et à bombes sur les bâtiments de la station qui s'éloignaient du port. Le Directoire, épouvanté, s'enfuit dans la campagne au Gros-Morne où il appela ses partisans. Il y fut rejoint par Damas et par les deux compagnies de grenadiers du régiment dont il avait augmenté la paie. La guerre civile commença. Quatorze paroisses nommèrent des commissaires, qui formèrent l'Assemblée dite des patriotes ou du parti de Saint-Pierre. Cette Assemblée sut que les aristocrates s'approvisionnaient d'armes et de munitions dans les îles voisines ; elle demanda l'assistance de la Guadeloupe [1].

1. Deschamps, 172-173 ; — *Mon.*, 19 et 25 oct., 14, 17, 30 nov. 1790, 2 et 8 févr. 1791 ; — Damas à Clugny, 6 sept. 1790 ; Chabrol à Damas, 8 et 12 sept., etc. Damas, a dit Dugommier, était le chat, et l'Assemblée coloniale, le singe de la fable.

La Guadeloupe décida de venir en aide aux Pierrotins, et le gouverneur, M. de Clugny, approuva la décision. Mais Dugommier, convaincu que Clugny était d'intelligence avec Damas, le fit arrêter ou plutôt lui donna une garde d'honneur. 300 volontaires, 250 soldats du régiment de la Guadeloupe et 12 artilleurs accompagnèrent Dugommier, qui débarqua, le 7 septembre, à Saint-Pierre au milieu de l'enthousiasme des habitants. Une proclamation annonçait leurs intentions à la population de la Martinique ; ils voulaient protéger les colons contre les « ennemis domestiques », contre une classe d'hommes aux prétentions « absurdes et choquantes », contre les mulâtres qui commençaient les hostilités, contre les esclaves qui ne manqueraient pas au premier signal de se livrer au pillage ; ils invitaient les blancs qui ne pensaient pas comme eux à répudier toute idée de combat ; ils comptaient que chacun regagnerait ses foyers pour y attendre tranquillement la médiation de l'Assemblée nationale. Dugommier écrivait en même temps à Damas ; il venait, disait-il, s'opposer aux désordres des esclaves qui profiteraient de la discorde des blancs ; il ne cesserait de prêcher autour de lui la modération, le respect des propriétés, et il priait Damas de rester au Gros-Morne, d'éviter une sortie, car l'effervescence régnait dans sa troupe, qui montrait la plus grande animosité contre les mulâtres et jurait de venger les blancs humiliés.

Les esprits étaient trop surexcités pour qu'une conciliation fût possible. Le 21 septembre, à Fort-Royal, une fédération se formait entre les régiments de la Martinique et de la Guadeloupe, les volontaires des îles et les citoyens de Fort-Royal et de Saint-Pierre. Le colonel du régiment de la Martinique, M. de Chabrol, fut proclamé commandant général de l'armée, qu'on nommait l'armée blanche patriotique, et dans leur joie les femmes l'acclamaient, l'embrassaient, le couronnaient de fleurs. Chabrol se laissa faire.

Comme Damas, il craignait la ruine de la colonie, et il voyait, dit-il franchement, que la majorité dont se flattait l'Assemblée coloniale était du côté des négociants et des villes, qu' « une grande masse de colons » s'élevait contre le parti du Gros-Morne, que tous les soldats étaient en insurrection.

Les patriotes résolurent d'attaquer le camp du Gros-Morne de deux côtés par le Pain-de-Sucre et par le Lamentin. Les troupes qui se trouvaient au Gros-Morne connaissaient le pays, mais elles n'étaient qu'incomplètement armées et ne comptaient que 1.800 hommes au plus ; on croyait en avoir aisément raison.

Le 24 septembre, les gens de Fort-Royal firent une sortie pour se procurer des moyens de transport. Un ancien officier, très énergique et vaillant, Percin, leur tua quelques hommes, et lorsque, sur l'ordre de Chabrol, Dugommier vint à leur secours, il arriva trop tard. Mais sur le sol gisaient trois soldats du régiment de la Martinique, affreusement mutilés et, raconte Dugommier, hachés à épouvanter les sauvages les plus féroces.

A cette nouvelle, les patriotes crièrent vengeance et décidèrent de marcher dans la nuit même contre leurs adversaires qu'ils qualifiaient de tigres. Chabrol et Dugommier s'opposèrent à cette attaque précipitée. « Je fis, dit Dugommier, naître de sages réflexions ; mais je n'obtins que la nuit pour tout délai », et Chabrol assure qu'il était impossible d'empêcher l'expédition, que les patriotes étaient en proie à une exaltation, à une fureur que rien ne pouvait maîtriser.

La sortie eut donc lieu le 25 septembre au matin. 1.500 hommes, soldats du régiment de la Guadeloupe, bourgeois, volontaires, se dirigèrent en deux colonnes sur le Lamentin. La première colonne était commandée par Dugommier, et la seconde, par un capitaine du régiment de

la Martinique, M. de Gannes. Les planteurs, avertis, avaient concentré 400 hommes sur la route du Lamentin, entre les deux habitations de la Trompeuse et de l'Acajou, en un endroit encaissé, bordé de bois et embarrassé par des abatis d'arbres. Ces 400 hommes étaient sous les ordres de Dugué père, officier de milices, très ferme et très brave, assisté de trois lieutenants, Dugué fils, Courville et Percin. Les quatre chefs convinrent de laisser les adversaires s'engager dans le défilé entre la Trompeuse et l'Acajou ; Dugué père et Courville l'accueilleraient à l'Acajou, Dugué fils le prendrait par derrière et Percin en flanc. Ce plan s'exécuta.

Dugommier avait 75 hommes en avant-garde et 15 hommes sur chaque aile pour fouiller les taillis. Pendant qu'il avançait très lentement sur le chemin tortueux, des coups de fusil, partant des haies hautes et profondes, retentirent à la gauche, puis à la queue de sa colonne, puis de tous côtés. Ses gens ripostèrent à l'aventure et continuèrent leur marche. Il ignorait que Chabrol avait donné ordre à la seconde colonne de revenir à Fort-Royal. Heureusement un généreux citoyen vint l'informer de ce mouvement. Son détachement battit en retraite et rentra dans Fort-Royal à six heures du soir, épuisé de faim, de soif et de fatigue. Dugommier se félicitait de s'être « dépêtré de ce défilé » ; mais il avait perdu, sous le feu sûr et incessant de l'ennemi, près de la moitié de son monde. Percin, qui s'était emparé de quatre pièces d'artillerie, porta depuis cette époque le nom de « Percin-Canon » et le titre de « vainqueur de Dugommier ». Une lettre de Damas aux paroisses de l'île annonça que les planteurs n'avaient eu que quatre blessés [1].

Le combat de l'Acajou rendait les aristocrates maîtres de la campagne. Les patriotes restèrent désormais sur la défensive. Ils divisèrent leurs forces. Chabrol commanda Fort-

1. Cf., outre les documents cités, les lettres de Chabrol à Damas, 9 oct., et de Damas aux paroisses, 28 sept. 1790.

Royal, et le major Mollerat, Saint-Pierre. Dugommier avait suivi Mollerat. Il était à la tête de toutes les troupes civiques. Le courage et le sang-froid dont il avait fait preuve dans la journée du 25 septembre lui avaient valu le commandement général des « volontaires confédérés des îles du Vent ».

Dès son retour à Saint-Pierre, il tenta de mettre fin à une guerre dont il déplorait le caractère sauvage. Il renoua des négociations avec Damas : il était, disait-il, conciliateur auxiliaire et, après avoir été auxiliaire, il devenait conciliateur. Il déclarait de nouveau que les patriotes combattaient non pas les blancs, mais une classe d'hommes dont l'armement serait fatal à toutes les colonies ; il répétait qu'il fallait, dans l'intérêt de toutes les îles, ramener les gens de couleur à la soumission qu'ils devaient aux blancs : « Notre désir le plus ardent, concluait-il, est de voir renaître une parfaite union parmi nos frères. » Et il développait ses propositions :

1° Les mulâtres seraient désarmés vingt-quatre heures après la signature du traité ; 2° les blancs armés se retireraient paisiblement ; 3° tous les soldats et les bas-officiers qui servaient dans le camp du Gros-Morne s'embarqueraient pour la France ; 4° leurs officiers cesseraient toute fonction jusqu'au jugement de l'Assemblée nationale ; 5° l'Assemblée coloniale serait dissoute selon le décret du 8 mars ; 6° l'administration de la colonie serait provisoirement remise au plus ancien commissaire de la marine ; 7° la procédure contre les citoyens de Saint-Pierre emprisonnés après l'affaire du 3 juin, serait abolie ; 8° la conduite des différents corps qui avaient « coopéré à la révolution présente » serait approuvée ; 9° la garde des forts serait confiée aux citoyens concurremment avec les troupes réglées.

Dugommier était trop exigeant. L'Assemblée coloniale arrêta que ses propositions étaient inadmissibles, et Damas

lui ordonna de quitter l'île. Les esprits s'enflammaient ainsi de plus en plus, et la réponse de Damas, écrivait Chabrol, ne produisait que des motions incendiaires ; soldats et volontaires, ajoutait Chabrol, se croient dignes des plus grands éloges, et tous disent qu'ils font acte de justice, qu'ils n'ont d'autre but que le triomphe de la nouvelle constitution.

Le 8 octobre, une députation de vingt-quatre colons de la Guadeloupe et de Sainte-Lucie, choisis dans les corps civils et militaires, arrivait à Saint-Pierre ; elle était présidée par le lieutenant-colonel du régiment de la Guadeloupe, Du Barail, et elle déclarait hautement que la Guadeloupe et Sainte-Lucie offraient leur médiation, qu'ils venaient terminer les dissentiments et faire la paix. Damas répondit en enjoignant à Du Barail et à tous les officiers et soldats du régiment de la Guadeloupe de regagner sans retard l'île où ils tenaient garnison. « On espérait, a dit Dugommier, que Damas et l'Assemblée céderaient à cette démarche respectable ; mais on fait la paix quand on n'est que brouillés ; on continue la guerre quand on soutient un système. Notre archipel vit sa médiation échouer devant l'inflexibilité raisonnée de l'aristocratie martiniquaise, qui faisait répéter à M. de Damas cet éternel refrain : « Brigands auxiliaires, retirez-vous ; soldats révoltés, retirez-vous et fiez-vous à ma clémence ! »

Loin de se retirer, les patriotes appelèrent et reçurent des renforts : 400 hommes du régiment de la Guadeloupe, 80 hommes du régiment de la Sarre, qui vinrent de Tabago, et 400 volontaires de toutes les îles.

Dès lors Dugommier fut à Saint-Pierre l'âme de la résistance, et un contemporain le montre « chéri, adoré de son parti, qui ne voyait qu'en lui d'appui et d'espérance ». Il prononça dans les assemblées des discours pleins d'énergie et de feu. Il mit la ville en état de défense. Il établit une ceinture de vingt postes qui correspondaient les uns avec les autres et les garnit de quatre-vingts pièces et mortiers.

Il équipa treize bâtiments, qui croisèrent au vent de l'île pour intercepter les secours qui viendraient aux planteurs. Avec un corps de 200 volontaires il fit, le 19 octobre, une sortie sur le Carbet, dans le dessein de châtier les nègres marrons qui dévastaient quotidiennement les environs de Saint-Pierre. Il ne pouvait comprendre que ses adversaires eussent armé les nègres. En vain Damas représentait que les nègres ne faisaient qu'aider leurs maîtres et que ces maîtres, sages et humains, plus sages et plus humains que les patriotes, savaient contenir les noirs et les employer sans leur lâcher la main. Damas avouait à Clugny que des attroupements d'esclaves s'étaient formés dans plusieurs quartiers, et Dugommier s'écriait plus tard avec quelque raison : « Nous eussions pu aisément doubler, tripler nos forces et les mettre au niveau de l'armée du Gros-Morne, si nous avions voulu l'imiter et armer les esclaves ; mais jamais notre parti n'en eut seulement la pensée, tandis que nos ennemis embauchaient jusqu'aux nôtres et les faisaient combattre leurs propres maîtres. Vous tous qui avez secondé, approuvé l'armement des esclaves contre les maîtres, des noirs contre les blancs, je vous dénonce à mon tour comme les fléaux des Antilles. Une foule de gens de couleur et d'esclaves fugitifs sont passés à Saint-Domingue. Pouvez-vous douter qu'ils ne soient à la tête des bataillons qui en ruinent les campagnes, qui en exterminent les propriétaires? Ils ont appris à la Martinique à se servir de la torche et du fer! Ils ont appris qu'un blanc est aussi facile à tuer qu'un noir, et votre aveuglement, votre rage de dominer vous ont fait préférer de relâcher le lien politique, si nécessaire à vous-mêmes, pour mieux resserrer les chaînes que vous prépariez à vos frères[1] ! »

A la fin d'octobre parurent deux bâtiments de guerre, le

1. Propositions de Dugommier à Damas et réponse de l'Assemblée coloniale ; — Chabrol à Damas, 9 oct. ; — Du Barail à Damas, 5 oct. ; — Damas à Du Barail, 8 et 9 oct. ; — *Mémoire* de Dugommier (Pineau, 751).

vaisseau la *Ferme*, commandé par le marquis de Rivière, et la frégate la *Calypso*, commandée par le capitaine Malevaux. Ils se prononcèrent en faveur de Damas : « L'aristocratie des officiers, disait un ardent patriote de Saint-Pierre, s'accorde parfaitement avec l'hypocrisie des planteurs. » Les deux bâtiments apportaient des dépêches de France et avec elles le décret du 6 août : les délibérations et les associations étaient interdites dans les régiments ; toute sédition, tout mouvement concerté au préjudice de la discipline donnait lieu à des informations judiciaires ; tout militaire, auteur ou instigateur de désordres, était considéré comme traître à la patrie et condamné aux peines infamantes qu'édictaient les ordonnances.

Damas envoya le décret à Fort-Royal et à Saint-Pierre et promit une amnistie aux soldats. Mais inutilement Chabrol et Mollerat lurent le décret devant les troupes : les soldats, 600 hommes du régiment de la Guadeloupe et 250 hommes du régiment de la Martinique, refusèrent de se soumettre. A Fort-Royal, les commissaires de Saint-Pierre, entre autres Crassous de Médeuil, leur firent croire que le décret avait été fabriqué au Gros-Morne, et que même, s'il venait de France, il ne regardait pas les colonies. Chabrol et tous ses officiers donnèrent leur démission en déclarant qu'ils ne servaient plus avec des rebelles : ils furent arrêtés et mis en prison.

On agit de même à Saint-Pierre. Dugommier exhorta les soldats du régiment de la Guadeloupe à résister et à rester. Ils étaient venus à la Martinique, disait-il, par un ordre de leur gouverneur pour y rétablir la tranquillité et ils ne devaient partir que lorsqu'elle serait rétablie. Sur quoi ils écrivirent à Damas qu'ils ne pouvaient s'éloigner parce que les esclaves étaient en insurrection contre les maîtres, qu'ils prêtaient leurs armes à des citoyens français qui les avaient réclamées, qu'ils servaient la cause générale des colonies

dont ils étaient par état les premiers défenseurs, qu'ils ne quitteraient la Martinique que lorsque la paix serait faite. Damas éclata de colère et, dans ses lettres à Clugny, il maudissait ces gens qui n'avaient presque aucune propriété dans l'île et qui voulaient y dominer contre toute justice et raison, Dugommier, Crassous de Médeuil, Vauchot et autres qui, par leurs insinuations et leurs intrigues, par leurs détestables manœuvres, par leur méchanceté, détournaient les soldats de leur devoir et menaient la colonie à une ruine totale. Il s'irritait surtout contre Dugommier, qu'il qualifiait de chef des *brigands* et qu'il accusait de « faire d'horribles dévastations » dans le voisinage de Saint-Pierre[1].

L'Assemblée coloniale de la Martinique joignit ses dénonciations à celles de Damas. Elle écrivit à l'Assemblée coloniale de la Guadeloupe que Dugommier était le fléau des Antilles, qu'il avait commis les plus grands désordres, égaré les soldats, et sans nul mandat, sans nulle mission officielle, attaqué les citoyens de la Martinique et les représentants du roi : « c'est lui qui était à la tête de la colonne qui a marché sur le Lamentin, le 25 septembre dernier, qui en a dirigé les mouvements, qui faisait servir l'artillerie[2] ».

La majorité des collègues de Dugommier se tourna contre lui et, alliée au gouverneur Clugny, qui n'était plus prisonnier, elle entreprit de mettre les patriotes à la raison. « Planteurs, disait un député de la Martinique au milieu de l'Assemblée de la Guadeloupe, réunissons-nous et faisons rentrer les citoyens des villes dans la boue d'où nous les avons fait sortir ! » Le 28 octobre, l'Assemblée coloniale de la Guadeloupe, siégeant à la Pointe-à-Pitre, ordonnait à Dugommier de quitter la Martinique avec tous les volontaires et les soldats du régiment de la Guadeloupe.

1. Damas à Chabrol et à Mollerat, 24 oct. ; — à Clugny, 6 nov. ; — au Gros-Morne, 10 nov. ; — les soldats du régiment de la Guadeloupe à Damas, 27 oct. ; — Arch. parlem., XXII, 467 et 483.
2. *Mon.*, 25 janvier 1791.

L'émotion fut grande dans les Antilles. Les patriotes de la Guadeloupe, de Sainte-Lucie, de Saint-Martin protestèrent. Les deux paroisses de la Basse-Terre arrêtèrent, le 2 novembre, qu'elles ne séparaient pas leur cause de celle de Dugommier et de ses compagnons : Dugommier était à la tête des volontaires parce que les volontaires avaient confiance en lui ; il ne méritait aucun blâme ; il n'avait fait que des démarches mesurées, régulières, dictées par le plus juste patriotisme, approuvées même par l'Assemblée coloniale. Tous les districts de Saint-Pierre envoyèrent à Dugommier l'hommage de leur respect et l'expression de leur indignation douloureuse. Dans le deuxième district du Mouillage, un citoyen lut au milieu des applaudissements l'éloge de celui qu'il nommait le vertueux, le généreux, le brave Dugommier : Dugommier avait volé trois fois au secours des Martiniquais ; cet « immortel Guadeloupéen » était le ferme soutien de la régénération française dans les colonies, le puissant appui de Saint-Pierre, le héros des Antilles, le Lafayette des îles du Vent !

Quant à Dugommier, il refusait d'obéir au décret de rappel. « L'Assemblée coloniale de la Guadeloupe, s'écriait-il, est incompétente, et son décret est le fruit d'une connivence coupable avec ceux qu'elle combattait naguère ! » Il entraîna les volontaires confédérés. Eux aussi déclarèrent que l'Assemblée de la Guadeloupe avait porté trop précipitamment son décret : ils ne pouvaient, disaient-ils, abandonner les patriotes de Saint-Pierre à la vengeance de l'Assemblée illégale et oppressive de la Martinique ; ils n'étaient pas rebelles à la loi en s'opposant à ceux qui la méprisaient, et conserver la liberté à des gens opprimés, ce n'était pas se révolter contre le roi, contre le restaurateur de la liberté. Les soldats et les sous-officiers du régiment de la Guadeloupe imitèrent les volontaires. « Vous ne devez, assurait Dugommier, l'obéissance aveugle que si vous marchez contre

l'ennemi étranger, elle devient un crime quand elle expose les propriétés, la liberté et la vie de vos concitoyens ! » Seuls, les officiers du régiment regagnèrent leur île [1].

Mais la fortune penchait du côté de Damas et des aristocrates. Les deux vaisseaux venus de France, la *Ferme* et la *Calypso*, s'emparèrent peu à peu de tous les bâtiments des patriotes et, le 19 novembre, l'Ilet-à-Ramier, qui défend l'entrée de la baie de Fort-Royal, se rendit, faute d'eau potable, au marquis de Rivière : toute communication maritime était coupée entre Fort-Royal et Saint-Pierre. Six jours plus tard, Rivière bloqua Saint-Pierre et somma la population de capituler sous vingt-quatre heures. Dugommier et ses compagnons répondirent qu'ils aimaient mieux s'ensevelir sous les ruines de la ville. Des menaces s'échangèrent des deux parts. En vain les capitaines des vaisseaux marchands portèrent à Rivière des paroles de paix. En vain Dugommier, inquiet des nouvelles qu'il recevait de l'extérieur, craignant que les Anglais ne missent l'occasion à profit pour se saisir des îles françaises, écrivit à Damas que « le grand intérêt de la mère-patrie » devait seul guider les colons. En vain il invita le gouverneur à s'abstenir de toute hostilité, à s'entendre avec les citoyens « de bonne foi et de concert pour la conservation des Antilles ». Damas disait et laissait dire que Dugommier correspondait avec les Anglais et projetait de leur livrer la Martinique, tandis que Dugommier avait prié simplement le général Mathews, gouverneur de la Grenade, de ne pas secourir les aristocrates, « attroupement monstrueux de blancs, de mulâtres et d'esclaves, capables de cruautés qui font frémir l'humanité ».

Cependant des escarmouches avaient lieu tous les jours devant Saint-Pierre et Fort-Royal. Sur les instances de l'Assemblée coloniale, Damas resserrait le blocus des deux

1. *Mémoire* de Dugommier (Pineau, 752-754); — Vauchelet (294-296).

villes. Déjà Fort-Royal souffrait de la famine. L'Assemblée annonçait l'intention d'en finir avec Saint-Pierre pour arrêter, comme elle disait, le zèle de régénération incendiaire et destructive des habitants. Elle souhaitait même que Saint-Pierre fût brûlé — ce qui eût, remarquait-on, acquitté en un jour les trente millions que les planteurs devaient au commerce de Saint-Pierre. — Elle animait de l'espoir du pillage les équipages des vaisseaux, les gens de couleur, les noirs. Elle avait réparti les esclaves en plusieurs compagnies nommées compagnies de Maltais, parce qu'ils avaient une croix de Malte à leurs bonnets, et placées sous le commandement d'un d'entre eux, le général Fayence. « On le para ce Fayence, a dit Dugommier, d'un uniforme, d'épaulettes et de l'extérieur qui suffit pour rendre respectable aux yeux d'une troupe brute et grossière : il passait pour sorcier dans l'esprit des nègres et pour grand scélérat dans celui des blancs. » Par bonheur, Damas était prudent, et, comme il s'exprime, il évitait de marcher contre Saint-Pierre, que l'armée des colons aurait détruite de fond en comble [1].

L'arrivée d'un nouveau gouverneur et des commissaires civils termina la guerre sans opérer la conciliation. La métropole avait fini par s'émouvoir. Le 29 novembre, l'Assemblée Constituante décrétait d'envoyer à la Martinique le général comte de Béhague et quatre commissaires, Lacoste, Linger, Magnytot et Montdenoix, chargés d'apaiser les troubles et d'organiser définitivement l'administration.

Béhague avait pleins pouvoirs. Mais, a dit Dugommier, cet homme, qui devait tenir la balance entre les partis, s'unit aux aristocrates plus rapidement que l'aimant et le fer. Il parla sévèrement aux soldats, leur ordonna d'évacuer les forts, les désarma, les embarqua pour la France. « On le croyait, rapporte un officier d'artillerie, le protecteur des

1. Damas au Gros-Morne, 10 nov. ; — Arch. parl., XXII, 483, et XXIV, 374 ; — *Mon.*, 2 février 1791 ; — *Mémoire* de Dugommier (Pineau, 754-758).

patriotes et on le regardait comme l'ange tutélaire qui cimenterait la Révolution; il nous qualifia de scélérats et nous renvoya après nous avoir fait essuyer les traitements les plus durs. » Il enjoignit aux volontaires des îles de quitter sur-le-champ la Martinique et leur interdit d'y reparaître en armes sous peine d'être considérés comme fauteurs de nouveaux troubles et traîtres à la patrie.

Ce fut Linger qui vint à Saint-Pierre faire connaître les ordres de Béhague. Il rassembla les troupes, le 22 mars 1791, à la Savane des Pères Blancs et leur lut deux proclamations du gouverneur, l'une qui prescrivait aux confédérés de se retirer dans leurs foyers, l'autre qui défendait d'employer auprès des soldats aucun moyen de séduction. Les volontaires se plaignirent; ils disaient qu'on les renvoyait avec dureté, qu'ils n'avaient pas mérité pareille récompense. Linger leur adressa quelques paroles consolantes et leur délivra un certificat honorable. Il loua même la conduite que leur chef avait tenue dans ces circonstances difficiles où, selon le mot de Dugommier, l'ordre devait si fréquemment souffrir [1].

Dugommier s'éloigna, non sans déclarer qu'il sacrifiait ses sentiments à l'obéissance que tout bon citoyen doit aux lois. Il fit de touchants adieux aux Pierrotins : il se félicitait d'avoir partagé leurs dangers et d'avoir vécu si longtemps avec eux qu'il s'accoutumait à ne plus séparer son existence de la leur; il les remerciait de l'affection qu'ils lui avaient toujours montrée; il désirait ardemment qu'ils fussent heureux à jamais.

Les Pierrotins surent lui prouver leur reconnaissance. Dans une lettre qu'ils adressaient au Conseil général de la Basse-Terre, ils nommaient Dugommier le sauveur de leur cité, le défenseur de leur liberté, le père du peuple ! Ils

1. Les commissaires civils au ministre de la marine, 1er avril 1791; — proclamations du 20 mars; — *Mémoire* de Dugommier (Pineau, 761); — lettre de Pélardy au Directoire, 3 nivôse an IV (A. G.).

assuraient qu'il n'avait parlé qu'au nom de la loi, que la loi l'animait et le dirigeait lorsqu'il calmait les esprits, lorsqu'il « faisait entendre dans les conseils l'éloquence du cœur et du sentiment », lorsqu'il repoussait les « hordes acharnées à la destruction de Saint-Pierre ».

Le 23 mars, les dames de la ville lui offrirent une épée, un hausse-col en or fin et un ceinturon qu'elles avaient brodé de leurs mains.

Le lendemain, Dugommier partait au milieu des témoignages les plus chaleureux d'estime et d'admiration. Après un *Te Deum* qui fut chanté dans l'église du Mouillage, la milice et la population l'accompagnèrent jusqu'au quai d'embarquement, au bruit du canon et aux cris réitérés de *Vive Dugommier! Vive le défenseur de la Constitution française!* La municipalité lui remit une médaille d'or qu'elle avait fait frapper en son honneur.

« Les exclamations fraternelles et tendres, a dit depuis Dugommier, le murmure confus de toutes les expressions, les mains de tous levées pour nous embrasser ou pour intéresser le ciel en notre faveur, des larmes sur tous les visages, qui pourra rendre les scènes délicieuses de ce tableau ? »

Cette ovation déplut à Béhague, et on raconte, sans grande vraisemblance, qu'il essaya de se débarrasser de celui qu'il nommait sa « bête noire ». Le capitaine de la *Calypso*, rencontrant une des embarcations légères qui portaient les volontaires de la Guadeloupe, la héla pour demander si Dugommier était à bord et, sur la réponse négative, « tant pis, dit-il, car je le cherche pour le couler ».

Dugommier fut reçu à la Basse-Terre avec enthousiasme. Il y trouva, lisons-nous dans son *Mémoire*, une ville encore patriote, des amis qui s'empressaient de le féliciter, des concitoyens dont l'accueil tendre et sincère était « bien capable de le consoler de toutes ses peines ». Les démocrates allèrent au devant de lui en jetant des cris d'allégresse, et

leur orateur le compara à Fabius : « Nos sentiments sont contenus dans ce peu de mots : « *Unus homo nobis cunctando restituit rem.* » Vivez heureux, brave, estimable et aimable Fabius; vous avez sauvé Saint-Pierre ; vous nous avez préservés de l'hydre affreux du despotisme. »

Il reçut les mêmes hommages des patriotes de l'archipel. Ceux de la partie française de Saint-Martin exaltaient les vertus patriotiques qu'il avait « si heureusement développées ». Ceux de Marie-Galande louaient sa grandeur d'âme et le proclamaient le libérateur de toutes les Antilles, l'exhortaient à « laisser siffler les serpents de l'envie, puisque c'est le sort des héros d'être persécutés ». Ceux de Castries et de la Soufrière, dans l'île de Sainte-Lucie, le nommaient un modèle de courage et de sagesse et après avoir vanté sa conduite qui leur paraissait au-dessus de tous les éloges et lui avoir promis la couronne civique, ils l'engageaient à garder sa fermeté, à dédaigner les ennemis qui le calomniaient avec acharnement.

Mais le gouverneur de la Guadeloupe, Clugny, n'oubliait pas que Dugommier l'avait menacé et emprisonné, que Dugommier disait hautement qu'il fallait écraser « le despotisme des gouverneurs, toujours soutenus par leurs créatures », et l'Assemblée coloniale, désormais de cœur avec Clugny, regardait le défenseur de Saint-Pierre comme un perturbateur du repos public. Nombre de gens qui ne voyaient en lui qu'un agitateur et le plus enragé des démocrates, firent courir le bruit qu'il usait de son ascendant sur ses trois cents volontaires pour se rendre maître de l'île et se proclamer dictateur. Le 31 mars, dans l'Assemblée coloniale, il était traité d'orateur « incendiaire », de « suborneur des troupes », et on ajoutait qu'il projetait de venir à la Pointe-à-Pitre avec beaucoup de monde pour imposer son vouloir à la population. Vainement les patriotes de la Pointe-à-Pitre protestèrent contre cette inculpation, assurèrent que

Dugommier avait toujours mérité la confiance, que les démarches qu'il avait faites en portant secours à la Martinique étaient légales et avouées par le corps colonial et la municipalité, qu'il avait prudemment employé les forces qu'il commandait, qu'il n'avait pas prononcé de discours incendiaires ni suborné les troupes ni entrepris rien d'hostile contre la Pointe-à-Pitre. Vainement les patriotes de Sainte-Rose l'encourageaient à combattre sans crainte ses ennemis, les riches qui, « sans espoir d'arriver aux honneurs qu'ils obtenaient par la faveur des chefs sous l'ancien régime, n'avaient pas l'énergie pour s'en rendre dignes par une noble conduite sous le nouveau. » Le gouverneur Clugny et plusieurs membres de l'Assemblée coloniale de la Guadeloupe vinrent trouver à la Martinique les commissaires civils et leur dénoncer Dugommier comme « le moteur le plus dangereux des troubles des Antilles »[1].

Dugommier s'aperçut bientôt que le nombre de ses adversaires avait considérablement grossi : « Mon absence, disait-il, a tout changé contre moi. » On s'efforçait de l'humilier, de le vexer. Ses volontaires portaient à la boutonnière une médaille qui leur avait été donnée par la ville de Saint-Pierre. L'Assemblée coloniale leur ordonna de quitter cet insigne. Mais la municipalité de la Basse-Terre refusa de promulguer l'arrêté : elle autorisa les volontaires à garder l'uniforme et leurs armes ; elle reconnut publiquement Dugommier pour leur chef.

Le 3 avril, Dugommier se promenait dans la ville de la Basse-Terre et se dirigeait vers le fort Saint-Charles. Quelques-uns de ses volontaires crièrent : *Vive la nation*, *Vive Dugommier*. Les autorités crurent qu'il voulait se saisir du fort de concert avec les troupes et, par suite, du gouvernement de l'île. Peu de jours après, onze sous-officiers et soldats du régiment de la Guadeloupe étaient appréhen-

1. Lacoste et Magnytot au ministre de la marine, 20 nov. 1791.

dés, conduits à la Pointe-à-Pitre et embarqués pour la France.

Le gouverneur Clugny fit surveiller Dugommier et épier toutes ses démarches. Il craignait son influence sur la garnison de la Basse-Terre ; il mandait, au mois de juin, à Béhague que les canonniers de la compagnie de Marcilly, livrés aux mauvais conseils, donnaient chaque jour des marques d'insubordination, qu'ils avaient député six d'entre eux à Dugommier pour lui offrir les canons de l'arsenal, qu'il fallait renvoyer en France cette compagnie qui ne manquerait pas de s'insurger ; sinon, ajoutait Clugny, la guerre civile ne ferait que changer de théâtre, et la Guadeloupe appellerait chez elle les troupes et les mauvais sujets de la Martinique [1].

La situation n'était plus tenable. Toutes les autorités politiques et judiciaires de l'île avaient pris parti contre Dugommier, et, comme il dit, une ligue atroce lui ravissait par la calomnie l'attachement d'un grand nombre de ses concitoyens. « Illustre Dugommier, lui écrivait un de ses amis de la paroisse des Trois-Rivières, la rage de vos ennemis vomit contre vous les injures et les imprécations. » Son frère même, le procureur général, le poursuivait de sa haine. « Que peut-on, s'écriait tristement Dugommier, contre les menées de l'aristocratie et devant des juges qui veulent trouver coupable ? » Enfin il était embarrassé dans ses affaires, et sa fortune avait périclité pendant ses trois séjours à la Martinique. Il avait dû vendre cette propriété du Gommier dont il portait le nom.

Aussi eut-il l'idée d'aller en France, de « faire une grande tournée dans les places de commerce » pour contracter un emprunt, et, « forcé de passer les mers », il accepta la mission de plaider devant la métropole la cause de son parti

1. Clugny à Béhague, 15 juin 1791 (Pineau, 742).

persécuté. Les patriotes députaient alors à Paris Crassous de Médeuil, dont Dugommier louait le civisme sincère et les talents supérieurs. Ils adjoignirent Dugommier à Crassous, et le chargèrent de porter à l'Assemblée nationale leurs réclamations et doléances, de solliciter instamment « un nouveau mode de gouvernement inaccessible à toutes sortes de despotisme ». Derechef ils l'assuraient de leur reconnaissance, d'une reconnaissance que « leurs enfants suceraient avec le lait, » et ils comptaient que Dugommier confondrait ses ennemis et ses envieux, que le Sénat français saurait rendre justice au patriotisme de leur grand concitoyen et lui donner une récompense méritée. « La mère-patrie, disaient les patriotes de Saint-Joseph, s'empressera de vous démontrer sa gratitude », et ceux du Vieux Fort Lolive : « la cause qu'il va défendre est celle de tout honnête citoyen et colon, l'Assemblée nous le renverra triomphant ».

Dugommier partit. Il était temps. Le 25 juin, de la Pointe-à-Pitre, un ami le priait de se mettre en sûreté : l'animosité de ses ennemis avait atteint le dernier degré ; ils étaient « capables de tout » pour se venger de lui ; ils offraient une somme considérable à ceux qui le livreraient.

Il emmenait avec lui trois de ses fils, l'aîné, le cadet et le troisième, ainsi que son fidèle serviteur, le nègre Patoche. On prétend que Béhague essaya, cette fois encore, de l'enlever au mépris du droit des gens. Malevaux, capitaine de la *Calypso*, courut à la Dominique, à la rade des Roseaux, où un navire de Marseille, le *Bon-Père*, commandé par le capitaine Jansoulin, devait prendre Dugommier et ses enfants. Dugommier, averti, se jeta dans un bateau anglais ; il rejoignit Jansoulin dans le canal d'Antigua[1].

Les troubles des Antilles avaient mûri Dugommier. Certes

1. Cf. Pineau, 726, 738, 743, 762 et la fin du *Mémoire* de Dugommier non reproduite par Pineau (adresses au nombre de treize) ; — Vauchelet, 300-302.

il eut des torts — et qui n'en a dans des temps orageux, lorsque les esprits vivent dans une fièvre ardente ? — Il excita les troupes par ses discours et son exemple à la rébellion. « Les soldats des régiments de la Guadeloupe et de la Martinique, disait-il, n'étaient pas révoltés. Ils ne l'étaient pas plus que tous les militaires citoyens qui, depuis le premier jour de la liberté, ont refusé leur confiance à des chefs ennemis de la Révolution ; ils ne l'étaient pas plus que les armées qui vont attaquer les Damas et les assemblées de Coblenz. Une insurrection n'est point une révolte ; c'est toujours un acte légitime, c'est l'exercice du premier des droits et le plus saint des devoirs ; c'est le soulèvement d'un peuple contre l'autorité illégitime[1] ! »

Mais il avait passé par des épreuves qui le trempèrent et le préparèrent à lutter et à vaincre sur un plus vaste théâtre. Il avait exercé le commandement ; il avait conduit une masse d'hommes assez confuse et indisciplinée ; il avait tour à tour soulevé et calmé les passions populaires. Les habitants de Saint-Pierre louaient en lui une « chaleur féconde », qui les avait consolés dans les revers ; cette « chaleur », Dugommier la développa devant Toulon et au pied des Pyrénées. On peut dire qu'il s'était formé sur le sol de la Martinique au grand rôle qu'il devait jouer en 1793 et en 1794, et il avait déjà tout ce qu'il fallait à cette époque pour mener et manier une armée révolutionnaire. Il avait même acquis une prudence qui lui était jusqu'alors étrangère. La défaite de l'Acajou lui apprit à se mettre en garde. Chabrol lui reprochait de s'être « engagé sans précaution et par une ardeur inconsidérée dans un défilé embarrassé d'abatis ». La leçon ne fut pas perdue pour Dugommier, et peut-être est-il tombé d'un extrême dans l'autre : il était entreprenant, téméraire, aventureux : il devint avisé, circonspect, précautionneux.

1. *Mémoire* de Dugommier (Pineau, 759).

Dugommier n'a pas revu la Martinique ni la Guadeloupe, et, s'il allait, comme s'exprimait son frère, lier le roman de sa vie au drame inachevé de la Révolution, s'il allait conquérir la gloire, il ne reconstitua pas sa fortune déjà si compromise. Il comptait, grâce à l'argent qu'il emprunterait en France, relever sa sucrerie : les denrées coloniales étaient dans la métropole « à un prix fou », et quelques années suffiraient pour « le mettre au large ». Mais, s'il avait un excellent mandataire, digne de toute confiance, le négociant Larriveau, il avait un gérant, un « géreur », du nom de Cauby, qui lui causa de très grands ennuis. Cauby, vif, ardent, exalté, pensait à la politique et non aux cannes à sucre ; il fallut le remplacer. Mme Dugommier, qui demeurait chez sa mère à Sainte-Anne, vint s'établir dans l'habitation, et sa présence augmenta le désordre : Larriveau dut, pour renvoyer à Sainte-Anne cette femme acariâtre et toujours exigeante, lui servir une pension, payable par quartiers, de cinquante moèdes ou de dix-sept cents francs, et lui donner deux négrillons ; il dut même, pour satisfaire les créanciers de Dugommier, vendre la propriété des Trois-Rivières, terre et vigne, à un M. Brindeau, et M. Brindeau jugeait qu'il avait « acheté ce bien horriblement cher ».

Souvent, très souvent la pensée de Dugommier, pendant son séjour en France, se reporta vers les Antilles, vers ceux qu'il y avait connus, vers ses compatriotes dont il désirait le bonheur. Lorsqu'au siège de Toulon il priait le ministre de lui envoyer Richoufftz et Pélardy, il se rappelait ses compagnons d'armes de Fort-Royal et de Saint-Pierre qui, comme lui, avaient lutté contre les planteurs et subi les rigueurs de Damas et de Béhague : « Je connais ces officiers pour d'excellents républicains, écrivait-il, et j'ai pu juger de leurs talents en Amérique, où ils ont servi avec moi. » Du quartier général du Boulou il mandait à une Martiniquaise, la citoyenne Marguerite Micoulin, dont le frère

était prisonnier des Anglais, qu'il s'efforcerait de faire cesser la captivité de ce patriote, et il attestait que Micoulin avait constamment professé les bons principes et tenu la conduite d'un vrai républicain. Il nomma Verdun chef en second du 5e bataillon de chasseurs ; ce Verdun avait été chef du bataillon des volontaires soldés de la Guadeloupe et, disait Dugommier, « la victime des contre-révolutionnaires ». Neuf jours avant sa mort, il marquait au capitaine Félix qu'il gémissait avec lui sur les malheurs des colonies et qu'il ferait son possible pour que la Convention reconnût les sacrifices des patriotes des îles du Vent. Il obtint pour Vauchot un brevet provisoire d'adjudant-général chef de brigade et il l'emmenait devant Toulon, l'emmenait aux Pyrénées, l'envoyait en compagnie de Despinoy traiter de la capitulation avec les Espagnols de Collioure[1].

1. Vauchelet, 301, 305 et 361; — Pineau, 547; — Dugommier à Bouchotte, 4 déc. 1793, et nomination de Verdun, 13 sept. 1794. (A. G.) Richoufftz, capitaine d'artillerie détaché aux îles et plus tard chef de bataillon, mort de ses fatigues en 1796, dit de lui-même qu'il était un des déportés et que son civisme et la hardiesse qu'il avait montrée en bravant l'aristocratie coloniale et en prêchant le patriotisme à sa troupe lui « méritaient bien des égards ». Pélardy, le futur général, lieutenant en troisième au régiment d'artillerie des colonies, avait fait la campagne de 1793 en Belgique et, après avoir été nommé capitaine, il était employé comme sous-directeur de son arme à Lorient, quand Dugommier le demanda au ministre. Félix, capitaine de chasseurs au régiment de la Martinique, s'était rallié aux Pierrotins, et il avait refusé d'obéir à Damas qui, le 8 octobre 1791, lui ordonnait d'aller à Sainte-Lucie. Claude-Ignace Vauchot, né en 1750 à Faucogney (Haute-Saône), s'établit de bonne heure à la Martinique et il connut Dugommier dès 1778 au siège de Sainte-Lucie ; lui aussi, après avoir perdu sa fortune et vu son habitation incendiée, s'était réfugié en France : Dugommier, a-t-il-dit, « placé enfin, non pas sans grandes protections, m'a rappelé et je lui ai prouvé dans toutes les occasions mon attachement à lui et à la République »; il avait quitté depuis un mois l'armée des Pyrénées-Orientales avec un congé de convalescence lorsqu'il apprit la mort de Dugommier; il ne fut pas réemployé, malgré ses instances, et il mourut le 29 avril 1817 à Faucogney.

CHAPITRE II

GILETTE ET UTELLE

Arrivée de Dugommier à Paris (3 déc. 1791). — Discours à l'Assemblée législative (7 déc. 1791 et 28 mars 1792). — Misère et découragement. — Elections à la Convention. — Dugommier député de la Martinique. — Ses trois fils placés dans l'armée. — Lui-même, grâce à Marat, maréchal de camp (10 oct. 1792). — Demandes d'emploi. — Dugommier désigné pour servir en Corse (22 mai 1793). — Départ de Paris (20 août). — Dugommier à l'armée d'Italie. — Combats de Gilette et d'Utelle (18 et 22 oct.). — Martin, Despinoy, Guillot, Parra, Cazabonne, Pelletier, Eberlé, Buget aîné, Partouneaux. — Dugommier prôné par les représentants Ricord et Augustin Robespierre. — Général de division et général en chef de l'armée d'Italie chargé du siège de Toulon (3 nov.).

Dugommier avait quitté son pays natal au mois de juillet : il ne débarqua que le 19 octobre à Marseille, après avoir, dit-il, bien souffert de toutes manières, et il arrivait trop tard pour faire dans les places de commerce la tournée qu'il méditait ; aussi, au bout de six semaines, prit-il le chemin de Paris.

Il arriva, le 3 décembre, dans la capitale et, dès le 7, avec son ami et compagnon de lutte, Crassous de Médeuil, il paraissait à la barre de l'Assemblée législative en sa qualité de député extraordinaire des îles du Vent. Crassous lut un long discours ; il raconta les événements dont la Martinique avait été le théâtre. « Nous étions, dit-il, défendus par les volontaires patriotes à la tête desquels était ce généreux citoyen présent devant vous, supérieur aux préjugés qui l'entouraient. » Et en prononçant ces mots, il montra de la main Dugommier, décoré de la croix de

Saint-Louis; la salle éclata en applaudissements. Dugommier prit la parole après Crassous. Il s'éleva contre les aristocrates des îles du Vent, ces hommes pervers, « qui voulaient la liberté — pour eux seulement » et qui détestaient l'égalité. Il déclara que Béhague n'était qu'un chef de parti qui n'avait d'autre but que d' « anéantir le patriotisme » et que les amis de la Révolution l'avaient chargé, lui, Dugommier, ainsi que Crassous, de porter à l'Assemblée nationale leurs doléances et d'assurer la métropole que leurs souffrances « ne sauraient altérer leur amour pour leur nouvelle religion ». En terminant, il menaça Béhague et le ministre de la marine qui tâchait, selon l'expression de Crassous, de redevenir comme sous l'ancien régime le véritable souverain des colonies. « La confiance de la nation est trahie, concluait Dugommier. Serait-ce le ministre dont les instructions auraient réglé la marche de Béhague? Mais, quand Béhague serait seul coupable, le ministre n'en est pas moins responsable ; il faut les confronter, il faut punir la félonie et donner enfin un exemple de la responsabilité.[1] »

Trois mois plus tard, le 28 mars 1792, Dugommier se présentait de nouveau à la barre de la Législative. Il exposa la cause des troubles qui désolaient les petites Antilles. L'Assemblée coloniale de la Martinique, alliée au gouverneur, avait sacrifié les principes au goût de la domination : elle s'était « continuée par la force » ; elle avait dépêché une armée contre Saint-Pierre pour satisfaire des animosités particulières et « provoqué par son despotisme la guerre civile » ; elle avait opiniâtrément rejeté toutes les propositions ; elle s'était coalisée avec Béhague pour restaurer l'ancien système et préparer la contre-révolution qu'elle attendait de la fuite du roi. Dugommier rappelait qne deux des commissaires envoyés avec Béhague pour rétablir l'ordre, Lacoste et Magnytot,

1. Arch. parlem., XXXV, 623.

avaient donné leur démission et regagné la France, qu'ils dénonçaient la conduite du général, qu'ils avaient vu par eux-mêmes la ligue aristocratique, la ligue des gouverneurs et des administrateurs « poursuivre avec fureur les amis de l'égalité [1] ». Il fallait donc, demandait Dugommier à la fin de sa harangue, venir au secours des bons citoyens, les protéger contre les ennemis avérés de la Révolution, leur donner pour chefs des hommes régénérés.

Peut-être croyait-il être un de ces chefs. Mais ses adversaires étaient encore puissants. Il ne fut pas un des commissaires civils envoyés dans les colonies par le décret du 4 avril 1792, et il ne put, malgré ses sollicitations, appartenir à l'expédition qui fit voile à cette époque pour les Antilles.

Il eut alors de terribles déboires. Il s'était efforcé d'obtenir un emprunt et toutes ses démarches avaient été vaines. Il craignit de tomber dans la détresse et, durant l'année 1792, il eut, assure un contemporain, des accès de profonde mélancolie ; son visage s'altérait sensiblement ; un instant ses amis le crurent brisé par le chagrin [2].

Pourtant il sut réagir, et son courage, son espoir dans l'avenir se ranima. A la fin de février 1793, il apprit qu'il était nommé député à la Convention nationale. Les patriotes de la Martinique et de la Guadeloupe persécutés par Béhague avaient cherché un refuge dans l'île anglaise de la Dominique. Le 28 octobre 1792, ils se réunirent aux Roseaux pour délibérer sur leur situation et sur les mesures qu'ils devaient prendre. Le président, Degalliez, déclara que les assistants étaient les seuls Martiniquais et Guadeloupéens qui pussent se dire Français, qu'ils formaient par suite une assemblée électorale, que les premiers représentants de la

1. On lit en effet dans une lettre de Lacoste et Magnytot que les « orages qui se sont élevés à la Guadeloupe sont les fruits de l'intrigue de Clugny et de quelques membres de l'Assemblée coloniale dont il dispose à son gré ».

2. Vauchelet, 301-305 ; — Pineau, 105-118 et 731.

France s'étaient assemblés où ils pouvaient et que les délibérations du Jeu de Paume avaient été légitimes et approuvées par la nation. Sur quoi les colons présents décidèrent à l'unanimité que puisque les îles de la Martinique et de la Guadeloupe se mettaient en état de rébellion, ils étaient les seuls fidèles à la métropole, les seuls dont la France dût entendre la voix, les seuls qui eussent droit d'élire des députés à la Convention. Et ils élurent quatre députés de la Martinique et quatre députés de la Guadeloupe.

Les députés de la Martinique étaient Dugommier, Crassous, Arnaud de Corio et Janvier Littée ; ceux de la Martinique, Dupuch, Guillermin, Sabathier et Pautrizel[1].

Dugommier avait été nommé par la Martinique et non par la Guadeloupe, non par l'île où il était né et où il avait ses propriétés. Les patriotes de Saint-Pierre voulurent évidemment qu'il fût leur représentant. Ne leur disait-il pas en mars 1791, lorsqu'il leur fit ses adieux, qu'il avait pris l'habitude de vivre avec eux, de lier son existence à leur existence ?

Il comptait siéger aussitôt à la Convention et toucher son indemnité de représentant. Dès le 25 février 1793, lorsqu'il

1. Jean-Augustin Crassous de Médeuil, pourvu le 15 décembre 1779 d'une charge de procureur postulant au bureau des finances et des domaines de la Rochelle, passé en 1784 à la Martinique pour y exercer comme avocat, secrétaire-greffier de la municipalité de Saint-Pierre dont il avait « fait sa patrie », établi à la Rochelle comme homme de loi à la fin de 1791, siégea à la Convention, et le Comité de salut public lui confia plusieurs missions ; Arnaud de Corio ne vint pas ; Janvier Littée était un citoyen de couleur, habitant de Saint-Pierre, qui siégea de même que Crassous, dès le 17 septembre 1793, le surlendemain du décret de validation ; des trois suppléants de la Martinique, Fourniols, Ruste et Maurice, le premier, Michel Fourniols, remplaça Dugommier ; le deuxième, Ruste, ne parut pas ; le troisième, Jean-Pierre-Nicolas Maurice, notaire à Saint-Pierre, vint siéger le 28 février 1795, sans doute à la place d'Arnaud de Corio. Des quatre députés de la Guadeloupe, Elie-Louis Dupuch, domicilié à la Basse-Terre, siégea le 17 septembre 1793 ; Guillermin et Sabathier Saint-André moururent en route ; Louis-Jean-Baptiste Pautrizel, maire de la Basse-Terre, se présenta le 21 août 1794. Des deux suppléants de la Guadeloupe, Lion et Curcier, l'un, Curcier, semble n'avoir pas paru, l'autre, Pierre-Joseph Lion, domicilié à la Pointe-à-Pitre, se présenta le 8 octobre pour remplacer Guillermin (Cf. Guiffrey, *les Conventionnels*, 65 et Arch. nat., C*, II, 2).

sut le résultat des élections faites à la Martinique, il vint au club des Jacobins, avec quelques compatriotes, annoncer que les îles du Vent avaient nommé leurs députés. Le surlendemain, 27 février, il se présentait aux archives de la Convention devant Camus. L'exact archiviste écrivit sur le registre d'inscription que le citoyen Dugommier s'était présenté. Mais Dugommier ne fut réellement membre de l'Assemblée que six mois plus tard. C'est le 15 septembre, pendant qu'il était à l'armée d'Italie, que la Convention, sur le rapport de Bazoche, décida l'admission des députés de la Guadeloupe et de la Martinique. Il ne parut dans la salle du Manège que comme pétitionnaire. C'est ainsi que, le 15 mars, il venait à la barre appuyer une adresse des Guadeloupéens et prier la métropole de secourir ces braves gens, si dévoués à la République [1].

A force de visites et de requêtes il finit par placer ses trois fils : l'aîné, qui désirait entrer dans la garde à cheval du roi, fut nommé le 29 octobre 1792 sous-lieutenant au 4e régiment d'infanterie ci-devant Provence et, l'année suivante, en août 1793, sur les instances de son père, commis d'administration de 3e classe à la Guadeloupe. Les deux autres fils de Dugommier, Dangemont et Chevrigny, reçurent un brevet de sous-lieutenant le 6 mars 1793, et, dès le mois de mars 1792, Chevrigny s'était enrôlé dans le 2e bataillon de Paris.

Lui-même sollicita longtemps du ministre de la guerre des « fonctions actives ». Il rappelait qu'il comptait trente-neuf ans de service, qu'il avait été pendant huit mois à la tête de près de dix mille hommes, militaires et fédérés, troupes de ligne et volontaires, qu'il avait préservé Saint-Pierre de la ruine, que tous les patriotes des îles du Vent attestaient son civisme, et il demandait le grade de maréchal de camp ou de général de brigade. S'il n'avait servi que

1. Archives nat., C 181, dossier 86; — cf. Aulard, *Jacobins*, V, 41; — Pineau, 95.

dans la milice, disait-il, ce service était sous l'ancien régime comme sous le règne de l'égalité le service national, et il avait rempli non sans succès les fonctions de ce grade que « d'autres avaient obtenu par une gradation oiseuse et profané par une honteuse désertion[1] ».

Le 10 octobre 1792, il fut nommé maréchal de camp. La faveur était grande. La dut-il, comme on l'a dit, à Marat, qui l'aurait connu par l'entremise du patriote Héron[2]? On a prétendu qu'il n'avait pu recourir à cet énergumène. Mais étranger à Paris et récemment arrivé des colonies, Dugommier ne pouvait-il se méprendre sur le compte de Marat? D'autres hommes de guerre ne doivent-ils pas leur avancement à l' « ami du peuple »? Poinsot ne fut-il pas promu, de son propre témoignage, adjudant général sur la recommandation de Marat, qui lui savait gré d'avoir dénoncé Westermann? Hoche n'écrivait-il pas à Marat qu'il « embrassait fraternellement » et qu'il appelait « son cher Marat » et « l'incorruptible défenseur des droits sacrés du peuple », pour obtenir le grade d'adjudant général? Duquesnoy ne fut-il pas promu général à la demande d'Hébert? Davout n'était-il pas l'ami de Bourbotte, et Suchet, l'ami de Chalier et de Maignet? On peut donc croire que Dugommier fut présenté, comme on l'a dit, par Héron au fameux révolutionnaire et que Marat l'appuya de son crédit dans les bureaux du ministère : Maximilien Robespierre assurait aux jacobins, dans la séance

1. Cf. Vauchelet, 306; — Pineau, 118-122.

2. Héron, connu, comme on disait alors, pour avoir essuyé les vexations du despotisme, avait été blessé dans la journée du 10 août, où il combattait à la tête des Marseillais. Agent du Comité de sûreté générale. il arrêta le ministre Le Brun et remplit avec énergie des missions qui lui furent confiées en Seine-et-Oise. Accusé par Bourdon, dans la séance du 20 mai 1794, d'avoir fait assassiner des patriotes de Versailles, il fut vigoureusement défendu par Couthon, Moïse Bayle, Robespierre, et un membre déclara qu'il avait soustrait Marat à la rage des assassins et conduit à l'échafaud des négociants, des banquiers et « autres restes impurs de l'ancien régime ». Emprisonné après le 9 thermidor, puis après le 1er prairial, traduit au tribunal révolutionnaire d'Eure-et-Loir, il fut compris dans la loi d'amnistie.

du 23 novembre 1793, que Dugommier avait reçu le brevet de général sur la recommandation de Marat. Après la prise de Toulon, Levasseur de la Sarthe déclarait que Marat avait quelque part dans cet événement, puisqu'il avait fait nommer Dugommier maréchal de camp. « Dugommier, rapporte Desdorides, eut son brevet sur une recommandation à laquelle le ministre d'alors devait tout accorder[1]. »

Il ne suffisait pas d'avoir un brevet : il fallait avoir de l'emploi. Dugommier souhaitait de servir aux colonies. Il pria le ministre de la marine de l'envoyer dans les îles du Vent. Ce ministre n'était-il pas « le protecteur né de tous ceux qui avaient bien mérité de la patrie dans ces contrées »? Dugommier ne possédait-il pas « l'expérience coloniale »? Ne connaissait-il pas, outre l'esprit des habitants et les localités, les inconvénients du climat et les moyens de leur échapper? Ne saurait-il pas imposer « un médium raisonnable qui rétablirait la paix et rendrait l'activité au commerce »? Au mois d'avril 1793, il adressait au Comité un mémoire sur les îles du Vent. La République, proclamée une et indivisible, ne devait-elle pas protéger toutes les parties du territoire et empêcher le moindre démembrement? Ne devait-elle pas défendre ces colonies si nécessaires à la nation et qui, malgré l'urgence des secours qu'elles réclamaient depuis longtemps, paraissaient délaissées? Et Dugommier proposait de créer dans les îles du Vent une station navale de quatre vaisseaux et de huit frégates et d'y expédier 3.000 hommes d'infanterie et d'artillerie, puisque « les garnisons avaient été dévastées par la félonie des anciens gouverneurs, qui avaient constamment déporté tous les militaires fidèles à la République ».

Il comptait que sa demande ainsi que son mémoire serait examinée, et il avait prié le ministre de la guerre Bouchotte,

1. *Mon.*, 12 et 28 nov. 1793, 2 janv. 1794; — *Mém.* de Desdorides (A. G.); — cf. *le Publiciste*, nos 164 et 194.

de placer ses trois fils dans un régiment désigné pour passer aux îles du Vent, le 14e régiment d'infanterie. Toutes ses pensées se tournaient vers les colonies.

Mais on le regardait comme un « vieux militaire » et, en le nommant général de brigade, on n'avait voulu que lui donner une pension assez forte. « Il a été, disait-on dans les bureaux de la guerre, élevé à ce grade pour retraite. »

Au mois de mai, il fait un vigoureux effort. Il écrit, le 15, au Comité et, le 16, à Bouchotte. Il déclare qu'il a tout sacrifié, repos, famille, fortune, pour soutenir les principes de la Révolution, qu'il a sauvé Saint-Pierre de la fureur des royalistes, qu'il a dû fuir et « traverser les mers » pour défendre ses frères devant la métropole, que ses titres militaires et civiques lui ont valu le grade de maréchal de camp, mais que, malgré ses constantes sollicitations, il n'est pas employé ; il réclame donc justice, et il ajoute qu'il renonce à servir aux colonies, que le Comité peut l'envoyer partout où les intérêts de la République l'exigeront, que le ministre peut disposer de lui en tout temps et en tout lieu.

La pétition de Dugommier à Bouchotte était appuyée par quatre membres du club des Jacobins : ils certifiaient que Dugommier était un excellent républicain et qu'il avait sauvé la Martinique en 1790 et 1791. Dès le 16 mai, le chef de division Sijas, lui aussi membre du club des Jacobins, présentait à Bouchotte la requête de Dugommier. « Tout cela est vrai, interrogea le ministre, tu connais le pétitionnaire? » et, sur la réponse affirmative de Sijas, il décidait que Dugommier, recommandé par de bons patriotes, serait provisoirement employé. « Tu peux, vint dire Sijas à Dugommier, te préparer à partir. » — « Comment, s'écria Dugommier, tu as obtenu en deux heures ce que je sollicite vainement depuis tant de semaines! »

Le 22 mai, Dugommier était désigné pour servir en Corse.

Un instant, il eut l'espoir de regagner les îles du Vent. Au

mois de juin, le Conseil exécutif le nomma gouverneur de Tabago, et Dugommier demanda sur-le-champ pour ses deux fils Dangemont et Chevrigny deux places d'adjudant dans l'état-major des colonies. Mais, au bout de quelques jours arrivait la nouvelle que l'île de Tabago était conquise par les Anglais. Dugommier restait donc à la disposition du ministre de la guerre.

Toutefois il était sans ressources. Il obtint du Comité de la marine un arrêté qui lui allouait une somme de six mille francs « en considération des services qu'il avait rendus aux patriotes dans les colonies » ; mais le Comité des finances opposa son veto, et Dugommier n'avait pas un sol pour compléter ses équipages. Ce ne fut qu'après beaucoup d'instances et sur la recommandation pressante du conventionnel Marec, membre du Comité de la marine, qu'il reçut, outre sa gratification de campagne, le décompte de son traitement de général payé sur le pied de paix depuis le 22 mai.

Le temps s'écoulait. Bouchotte s'impatienta. Le 17 août, il déclara que Dugommier devait être à son poste dans quinze jours sous peine d'être remplacé. Le général obéit. Une légende rapporte qu'il partit à pied un bâton à la main, le havre-sac sur l'épaule, et qu'il fit des étapes comme un simple soldat, parce qu'il n'avait pas assez d'argent pour prendre la voiture publique. Non; il partit en poste. Mais — assurait plus tard un de ses aides-de-camp — il dut, avant de s'éloigner, retirer ses épaulettes qu'il avait engagées[1].

Il quitta Paris le 20 août. Le 27, il était devant Lyon, au château de La Pape où il se présentait à Kellermann, commandant en chef des armées des Alpes et d'Italie. Il ne pouvait plus se rendre dans l'île de Corse : Paoli avait appelé les Anglais qui bloquaient ou occupaient les places fortes[2].

1. Voir Vauchelet, 307-313 ; — et surtout Pineau, 119-164.
2. Delaborde était également désigné pour la Corse; promu général de

Kellermann envoya Dugommier commander une brigade à l'armée d'Italie sous les ordres de Dumerbion.

Dumerbion avait un an de plus que Dugommier. C'était un vieux soldat aux façons douces et bienveillantes. Il fit bon accueil à son nouveau lieutenant, qui lui voua un vif attachement. « Je vois, écrivait Dugommier trois mois après à Dumerbion, je vois avec un véritable chagrin la complication des incommodités qui t'affligent, et je désire aussi sincèrement que tu le mérites que tu en sois promptement délivré ; je voudrais partager avec toi le peu de santé dont je jouis, quoique je n'en sois pas absolument riche ; la chose publique s'en trouverait bien[1]. »

Le 15 septembre Dugommier remplaçait Serurier chargé de commander à l'armée des Alpes la division de droite. Il avait sous ses ordres 2.700 hommes, soldats de ligne et volontaires, qui formaient l'aile gauche de l'armée d'Italie.

Ces troupes étaient cantonnées au hameau du Figaret et au village d'Utelle, sur la rive droite de la Vésubie, à Levens, au Broc et à Gilette, sur la rive droite du Var. De fréquentes escarmouches les avaient aguerries. Mais elles souffraient du froid dans ces âpres montagnes. Dugommier les visita dans leurs bivouacs ; il les encouragea, les réconforta ; il leur disait qu'elles n'avaient pour bois de chauffage que les coups de feu que l'ennemi leur tirait, et quand elles lui remontraient qu'elles épuisaient leurs cartouches : « Eh ! mes enfants, répondait-il, vous avez encore vos baïonnettes[2] ! »

brigade le 11 septembre et appelé à l'armée des Alpes, il avait été, après la prise de Lyon, nommé général de division et commandant des troupes de la République en Corse ; Dugommier allait donc servir sous ses ordres. Mais Delaborde se rendit à Ollioules pour « puiser des renseignements près de Saliceti » et à la prière de Doppet, le représentant décida que Delaborde, qui « connaissait déjà les localités devant Toulon », resterait provisoirement à l'armée ; Delaborde devint ainsi le subordonné de Dugommier.

1. Cf. les lettres données par Pineau, 356 et 805.

2. Notice d'Audouin (Pineau, 735, et *le Rédacteur*, 17 brumaire an VII).

La baïonnette lui valut un premier succès. Le 1er octobre, le général autrichien de Vins avait tenté d'enlever Gilette et Utelle; il fut repoussé. Sans se rebuter, il résolut de s'emparer de Gilette, qui maîtrise la route du Var, et que Dugommier nommait un poste essentiel et une des clefs de la frontière. Le 18 octobre, le village, d'abord canonné par six pièces de montagne, fut attaqué par quatre colonnes. Les Français résistèrent vaillamment de dix heures du matin à six heures du soir. Leur situation était critique. Mais d'Utelle, Dugommier vint à leur secours avec 500 hommes. Il fit sept lieues dans la nuit, tant pour arriver plus tôt que pour cacher à l'adversaire la faiblesse de son effectif, et le 19 octobre, au point du jour, il assaillait les Austro-Sardes.

Sa troupe formait trois colonnes, qui devaient avancer dans le plus grand silence, tirer à portée de pistolet, puis charger baïonnette baissée. C'étaient, à gauche, la compagnie franche de Clairac, commandée par Cazabonne[1]; au centre, les chasseurs du 11e et du 91e, conduits par le capitaine Guillot; à droite, les chasseurs du 28e et du 50e, menés par le capitaine Parra. A trois heures du matin, les républicains, descendant du Broc, passent à gué l'Estéron et gravissent sans bruit les pentes de la rive gauche[2]. Cazabonne engage le premier un feu de mousqueterie. Il est bientôt rejoint par Guillot qui suit un autre sentier. Les deux colonnes réunies

1. Cette compagnie franche, formée à Clairac dans le district de Tonneins (Lot-et-Garonne), comptait 77 hommes lorsqu'elle s'assembla le 9 septembre 1792 à Aix-en-Provence pour élire ses quatre chefs, qui furent le premier, Jean-Jacques Cazabonne, natif de Clairac et ancien fusilier du régiment de Languedoc, le deuxième, Jean Cazeaux, le troisième, Jean Foi, le quatrième, Jacques Buscaille. Le capitaine Cazabonne, loué par Serurier qui l'engagea à rester au service parce que la République « avait besoin de braves gens comme lui » et qu' « elle n'avait ni de plus braves défenseurs ni de meilleurs patriotes », fut appelé devant Toulon par Dugommier, blessé à l'assaut de la redoute anglaise et nommé le 20 décembre adjudant-général chef de brigade par les représentants.

2. Il faut descendre plus de 600 mètres pour passer l'Estéron, puis monter 500 mètres.

marchent vers une redoute que les Autrichiens ont eu le temps d'ébaucher sur la hauteur de Longia; elles pénètrent dans la redoute, enlèvent ses deux pièces de 3, et, à neuf heures du matin, font leur jonction avec la garnison de Gilette. Dans le même moment, la colonne du capitaine Parra chemine à mi-côte, parallèlement aux colonnes de Cazabonne et de Guillot; elle gagne un vallon, le ravin de Lunel, entre Notre-Dame des Sales et Lauvette, et, en remontant le ravin, donne contre deux compagnies du régiment piémontais des gardes. Épouvantés par cette apparition inattendue de l'adversaire, les Sardes fuient en désordre et entraînent dans leur débandade les postes de Bonson et de la Moulière, qui se fusillent l'un l'autre. La panique saisit les troupes campées à Tourette et à Revest. Elles se sauvent à Malaussène et à Clans, sur la rive droite de la Tinée. 600 prisonniers, dont 22 officiers — et parmi eux le prince de Marsico-Novo, fils du ministre de Naples à Turin — restèrent entre les mains des Français qui coururent après les Austro-Sardes à plus d'une lieue et demie dans la montagne jusqu'à la tombée de la nuit. « Si j'avais eu, disait Dugommier, 200 hommes de plus à diriger sur l'autre ravin, l'ennemi n'existerait plus[1]. »

Le lendemain au soir, Dugommier rentrait à Utelle. Il arrivait à temps pour remporter un second avantage.

Utelle commande à la fois la rive droite de la Vésubie et le confluent du Var et de la Tinée. Mais le village est lui-même dominé par trois hauteurs : au nord par la hauteur de Parabouquet ou de Gardia, à l'ouest par la cime du Diamant et au sud-ouest par le plateau de la Madone, qui doit son nom à un sanctuaire très vénéré dans la région. Dugommier avait

1. Krebs et Moris, *Campagnes dans les Alpes*, I, 324-329 ; — Thaon de Revel, *Mém.*, 96-101 (« affaire sanglante et désastreuse »); — Pinelli, *Storia militare del Piemonte*, I, 302-310 (le bataillon de Piémont perdit à lui seul 106 hommes et les Austro-Sardes eurent 1.000 morts et prisonniers); — Pineau, 179-183.

fait fortifier ces trois points et, pour mettre Utelle à l'abri d'un coup de main, il avait construit des retranchements au nord et au sud-ouest de l'endroit, à Saint-Martin et à Torriolo, et une grosse redoute à l'ouest, au pas del Gien, qui conduit à la cime du Diamant.

Le 22 octobre, à une heure du matin, le général comte de Saint-André attaquait la position française et, dit Dugommier, l'attaquait avec furie. Il avait avec lui un bataillon de Suse, un bataillon de grenadiers, les volontaires du chevalier Radicati et des milices.

Le bataillon de Suse s'empara de Parabouquet, mais s'arrêta devant les retranchements de Saint-Martin, qui couvraient au nord le village d'Utelle.

Le bataillon de grenadiers échoua contre la redoute du pas del Gien.

Mais les volontaires de Radicati et les milices enlevèrent à la faveur d'un épais brouillard le poste qui gardait la cime du Diamant. « Officiers et soldats, écrit Dugommier, se sont laissé surprendre; ils ont traité trop légèrement le serment de vivre libres ou de mourir; les officiers surtout ont plus à se disculper que personne pour avoir compromis par leur faiblesse la sûreté de douze cents frères d'armes. »

Par bonheur, le plateau de la Madone était encore au pouvoir des Français. Dugommier fit battre la générale et, pendant que les ennemis bivouaquaient, il donna ses ordres. Pas de bruit, pas de feux, pas de fusillade. Il voulait, à son tour, surprendre les Piémontais. Il renforça les postes de la Madone, de Saint-Martin, du pas del Gien et, au point du jour, il assaillait Parabouquet et le Diamant.

Une poignée de grenadiers — ils étaient 36 — à la voix du capitaine Pelletier, gravit un rocher jusqu'alors inaccessible et ressaisit Parabouquet.

Les chasseurs, formés en trois colonnes, et les éclaireurs du capitaine Partouneaux s'élancèrent sur les flancs du

Diamant, les uns à l'est, les autres au sud. Ils étaient 200 contre 600, ou 1 contre 3, comme naguère à Gilette. Mais leur attaque fut si vive, si impétueuse que les Piémontais s'enfuirent au bout de quelques instants. « L'ennemi, marquait Dugommier au ministre, a cru nous prendre en défaut ; il s'est évidemment trompé, et nous l'avons renvoyé avec sa courte honte ; le pas de charge des Français et leur fière contenance lui a fait tourner le dos [1]. »

Le général s'était montré vigilant, résolu, rapide dans ses mouvements, et il entraînait son monde ou, comme il dit d'un de ses lieutenants, il donnait à sa troupe une impulsion rare en annonçant qu'il punirait les lâches et en promettant d'éclatantes récompenses aux braves. Le soir du combat d'Utelle, il sollicitait de l'avancement pour d'intrépides officiers, Joseph Martin, Despinoy, Guillot, Parra, Cazabonne, Eberlé, Buget aîné, Partouneaux, qui tous, à l'exception de Buget tué devant Toulon, et de Cazabonne, devinrent généraux grâce à la recommandation de Dugommier.

Il les jugeait ainsi :

Joseph Martin, chef du 3e bataillon de la Haute-Garonne, servait avec un zèle à toute épreuve, avec la plus grande intelligence, et plusieurs citoyens qui n'avaient pas mieux servi que lui étaient généraux de brigade.

Despinoy, toujours à l'avant-garde, était dans les montagnes depuis le commencement de la guerre, et il venait de marcher à l'ennemi entre deux camarades, l'un tué et l'autre blessé.

Guillot avait enlevé la redoute de Gilette et, malgré sa blessure, si bien défendu le poste du pas del Gien que les Piémontais n'avaient pu y mordre ; pas un seul « événement » de l'armée d'Italie où il ne se fût distingué.

Parra, ancien porte-drapeau au régiment de Lyonnais,

1. Cf. Krebs et Moris, I, 328-329 ; — et surtout Pineau, 185-193.

capitaine au 28e régiment ci-devant Maine, comptait vingt-huit ans de service, et semblait un jeune républicain, puisqu'il avait, un des premiers, sauté dans la redoute de Gilette.

Cazabonne était « le premier à faire la gloire de nos armes », puisqu'il était entré dans la redoute avec Parra.

Pelletier, capitaine depuis 1794, était un rocher et, quand ses grenadiers l'entouraient, un volcan.

L'Alsacien Gaspard Eberlé ou, comme on le nommait simplement, Gaspard, sergent-major aux chasseurs du 28e régiment, avait, à l'attaque du 19 octobre, sommé le commandant de la redoute, en langue allemande, de mettre bas les armes et, avant même que sa compagnie eût pénétré dans l'ouvrage, il désarmait la plus grande partie des prisonniers.

Buget aîné se signalait en toute circonstance : c'était miracle qu'il ne fût pas tué; une balle lui avait transpercé son chapeau, et une autre, enlevé quelques cheveux.

Partouneaux, « capitaine des éclaireurs, et Parisien par dessus le marché, était un jeune citoyen bien intéressant qui dévorait les occasions d'être utile à la patrie. »

Dugommier ne parlait pas de lui. Mais Bouchotte le complimenta. Des succès comme ceux-là, écrivait le ministre, « causaient beaucoup de joie ». Et il félicitait Dugommier d'avoir déjoué par sa prévoyance et sa promptitude les projets de l'adversaire. Les représentants Ricord et Augustin Robespierre firent un très vif éloge du général, de sa valeur, de son civisme. Ils avaient remarqué dans la lettre où il rendait compte de la délivrance de Gilette, ces mots chaleureux : « Nous y entrons victorieux, nous embrassons nos frères, et la montagne retentit du cri de *Vive la République;* c'est bien sur la montagne que ce cri est sincère et dans toute son énergie. » Augustin Robespierre mandait au Comité que Dugommier joignait le républicanisme aux talents et à la vigueur : « Il sait, ajoutait le conventionnel, inspirer l'enthousiasme de la liberté; il est aimé de ses subordonnés

qu'il aime ; il est actif et courageux ; il rendra de grands services à la patrie. » Ricord, chargé par ses collègues d'aller à Paris et de conférer avec le Comité sur la situation du Midi, proposa de confier à Dugommier la direction du siège de Toulon, et le Comité adopta cette proposition. Ricord avait dit au Comité que Dugommier était brave et plein d'expérience, et qu'il fallait, pour réduire Toulon, un homme décidé à se battre et à s'emparer de la ville sans passer par les lenteurs d'un investissement. Barère déclarait à la Convention que Dugommier avait un grand caractère et une réputation militaire. Maximilien Robespierre publia ses louanges aux Jacobins : Dugommier, disait Robespierre, avait pour lui le témoignage des patriotes et celui de ses propres actions, et il devait son brevet de général de brigade à la recommandation de Marat, qui était « une présomption bien favorable[1] ».

Le 3 novembre, Dugommier était promu général de division et nommé « général en chef de l'armée d'Italie, chargé spécialement du siège de Toulon ». Il accepta sur-le-champ la tâche difficile, inattendue, qui lui incombait. Quoi de plus glorieux, de plus utile que de « rendre à la patrie cette partie essentielle que les traîtres lui avaient ravie[2] » ?

1. *Mon.*, 2 nov. 1793 (Cf. le carnet de Max. Robespierre ; (Welschinger, *le Roman de Dumouriez*, 293), il écrit à la page dixième, pour se rappeler le nom que son frère lui a recommandé, « Dugommier, général de brigade à l'armée d'Italie »); — Rec. Aulard, VII, 599 ; — Saliceti et Gasparin au Comité, 30 oct. 1793.

2. Cf. une lettre de Dugommier au 2e bataillon de la Drôme, 2 déc. 1793 Pineau, 799).

CHAPITRE III

TOULON

Fortifications de Toulon. — Travaux des alliés. — Leurs troupes. — Leurs renforts. — Dissentiments. — L'armée assiégeante. — Bonaparte. — Tentative contre l'Eguillette (22 septembre). — La redoute anglaise ou le Petit-Gibraltar. — Carteaux. — La Poype. — Petits échecs. — Lenteurs. — Rappel de Carteaux. — Doppet. — Ricord à Paris. — Affaire du 15 novembre. — Arrivée de Dugommier au quartier général (16 novembre).

Toulon passait, en 1793, pour une des bonnes places d'Europe[1].

Du côté de la mer, le fort La Malgue barrait l'accès de sa Grande Rade, et la Grosse-Tour, ainsi qu'à l'opposé de la Grosse-Tour, les forts Balaguier et de l'Éguillette sur le promontoire du Caire, fermaient l'entrée de sa Petite Rade.

Du côté de la terre, la ville était couverte par une enceinte de sept bastions et par des ouvrages qui couronnaient de hautes collines. A la vérité, ces ouvrages assez mal faits

1. Voir, sur le siège de Toulon, les documents des archives de la guerre; — le rapport de Marescot (*Relations des principaux sièges* de Musset-Pathay, 312-323); les *Mém.* de Doppet et le livre de Pons, *Mém. pour servir à l'histoire de Toulon en* 1793; — les lettres des représentants dans le recueil Aulard, et de Dugommier dans Vauchelet et Pineau; — la *Corresp.* de Napoléon, I, et ses *Mémoires;* — le rapport de Ricord; — les *Mém.* de Marmont et ceux dits du duc de Bellune; — Krebs et Moris, *Campagnes dans les Alpes* I, 373-387; — G. Duruy, *Mémoires* de Barras, I, Préface; — Du Teil, *Napoléon Bonaparte et les généraux Du Teil;* — A. Chuquet, *la Jeunesse de Napoléon*, III; — Colin, *l'Éducation militaire de Napoléon*, et surtout Cottin, *Toulon et les Anglais en* 1793 et la *Nouvelle Revue rétrospective*, *Mém.* de Grasset, de Florindorf, de Pasquier et de Vernes (oct. et nov. 1898, janv. et mai-sept. 1899). — Voir aussi les lettres de sir Gilbert Elliot, II; — la *Corresp.* de lord Auckland, III; — Thaon de Revel; — *Mém. sur les guerres des Alpes;* — la *Gazette de Madrid*, etc.

ne se soutenaient pas mutuellement. Mais, à l'ouest, le fort Malbousquet balayait la route d'Italie; au nord, sur un contrefort de la rocheuse montagne du Faron — que les contemporains nomment presque tous le Pharaon — le fort Saint-Antoine avec ses deux redoutes, la redoute Rouge et la redoute Blanche, la redoute Saint-André, le fort des Pommets, un de ceux dont le tracé était le plus vicieux, dominaient la vallée des Favières; au nord-est, sur un autre contrefort du Faron, étaient le fort l'Artigue et le fort Sainte-Catherine; à l'est, dans le plat pays qui s'étend du Faron à la mer, le fort La Malgue, bâti avec grand soin, pourvu de quatre bastions, et regardé comme la citadelle de Toulon, battait la route d'Italie aussi bien que la Grande Rade.

Les alliés, que les Toulonnais, exaspérés contre la Convention, avaient appelés à la fin du mois d'août 1793, augmentèrent peu à peu cet ensemble de défenses. Pour protéger la Grande Rade, ils construisirent une redoute sur la hauteur du cap Brun et des fortifications dans l'isthme très étroit des Sablettes qui sépare la terre ferme de la Croix des Signaux, au Lazaret et à Saint-Elme. Pour protéger la Petite Rade, ils établirent un camp qu'on nomma le Grand Camp ou le camp de Balaguier[1], sur le promontoire du Caire, au-dessus des forts Balaguier et de l'Éguillette, qui n'étaient que des batteries de côte. Mêmes travaux du côté de la terre. Ils mirent Malbousquet à l'abri d'un coup de main par un chemin couvert entouré de chevaux de frise et d'abatis, et Malbousquet, qui n'était d'abord qu'une redoute, devint un véritable fort. Ils dressèrent des batteries derrière Malbousquet sur les deux hauteurs de Missiessy.

1. Ou encore le grand camp de Caire. Il faudrait dire rigoureusement le promontoire Caire ou de Caire. Les relations toulonnaises donnent l'origine de ce nom; « près la maison de M. Caire », « dans un bien-fonds appartenant à M. Caire. »

Ils garantirent Saint-Antoine par un retranchement en murs de pierres sèches. Ils élevèrent une redoute à la Croix de Faron, sur le point le plus haut de la montagne, et placèrent un détachement à l'issue des gorges d'Ollioules, au pas de la Masque, passage extrêmement difficile par la nature du terrain et la raideur de la pente, défilé très scabreux, comme on disait, par où l'ennemi ne pouvait arriver sans être vu ou entendu.

Ils avaient, pour garder les forts et le port, des troupes et une flotte.

L'escadre anglaise avait à sa tête lord Hood, qui fut, avec le général O'Hara et sir Gilbert Elliot, un des trois commissaires du roi d'Angleterre; l'escadre espagnole, don Juan de Langara; l'escadre napolitaine, le général Forteguerri.

Lord Mulgrave, puis O'Hara, puis David Dundas commandèrent les troupes anglaises; l'amiral Gravina, secondé par Izquierdo et Raphaël Valdès, les Espagnols; le prince de Pignatelli de Cerchiera, les Napolitains; M. de Foras, puis le chevalier de Revel, puis le brigadier de Buller, les Piémontais.

Ces troupes étaient bonnes. Seuls les Napolitains, à l'exception des grenadiers royaux qui se montrèrent partout avec bravoure, firent preuve de couardise. Ils avaient belle mine et ils portaient de brillants uniformes; on les aurait pris, à leur tenue irréprochable, pour des Allemands; mais ils n'aimaient pas le danger. On les entendait dire : « O ma belle Naples, nous ne te reverrons plus », et un officier de l'armée assiégeante les jugeait mauvais et peu entreprenants.

En revanche, les Anglais, les Espagnols, les Piémontais se battirent bien, et les officiers, quoique dénués d'expérience, les soldats, quoique médiocrement aguerris, méritèrent les éloges de leurs généraux : les Anglais, froids, solides, tenaces; les Espagnols, petits, mal vêtus, lents pil-

lards et, dans leur misère, éventrant de nuit les sacs à terre pour les enlever et les vendre trois sous, mais ardents et parfois téméraires; les Piémontais, alertes, résolus, endurants, parfaitement disciplinés[1].

Il y avait dans la place, à la fin du siège, 20.000 hommes de troupes : 2.500 Anglais, 7.000 Espagnols, 2.500 Piémontais, 6.500 Napolitains et 1.500 émigrés français. Mais 4.000 étaient malades, la plupart des Napolitains ne valaient rien, et Dundas ainsi qu'Elliot ne comptaient que 12.000 hommes capables de faire leur devoir et de manier le mousquet. 3.000 étaient dans Toulon, soit pour garder la ville, soit pour porter secours où besoin serait. 9.000 étaient à l'extérieur. 600 tenaient le cap Brun et 1.500 campaient entre le cap Brun et le fort La Malgue. 600 autres, postés au Lazaret et à la gorge des Sablettes, protégeaient le mouillage des escadres. 3.000 occupaient le promontoire du Caire, l'Éguillette et Balaguier; 800, le fort Malbousquet; 800, les deux Saint-Antoine, la redoute Saint-André et le fort des Pommets; 500, la Croix de Faron, le fort Faron et le pas de la Masque; 700, les forts l'Artigue et Sainte-Catherine; 2.000, le fort La Malgue; 400, la Grosse-Tour[2].

Les coalisés n'étaient donc pas assez nombreux pour défendre Toulon et son immense pourtour. Ils formaient une garnison, non une armée, et ils durent confier quelques-uns de leurs postes aux équipages des vaisseaux; ils durent, parce qu'ils manquaient d'artilleurs, appeler des marins au service des batteries de terre.

On annonçait la venue de 1.200 Anglais de Gibraltar et de

1. Florindorf, 345 et 348; — Elliot, II, 204; — Revel, 161; — Cf. les *Mém.* de Napoléon.

2. Lettres de Dundas, 12 déc. (C. A.); — Elliot. II, 203; — Conforti, *Napoli dal* 1789 *al* 1796, 161. Le fort La Malgue était commandé par le capitaine Elphinstone, depuis vicomte Keith; le fort Malbousquet par le colonel Moreno et le camp attenant par le colonel comte del Puerto, le Grand Saint-Antoine par le lieutenant de vaisseau don Mariano Mendinueta et le Petit Saint-Antoine par le capitaine de frégate Uriarte.

5.000 Autrichiens du Milanais que l'amiral Cosby irait prendre à Livourne. Mais le gouverneur de Gibraltar, sir Robert Boyd, refusa de s'affaiblir, et, bien que le cabinet de Londres eût déclaré que les Autrichiens, les premiers soldats de l'univers, soutiendraient par leur courage exercé les troupes novices de Toulon, la cour de Vienne n'envoya pas les quatre bataillons qu'elle avait promis de fournir : elle allégua que Toulon avait plus de monde qu'il n'en fallait, qu'elle devait concentrer ses forces, pourvoir à la sûreté du Milanais. Lord Hood et Elliot finirent par s'adresser aux Français émigrés en Piémont, en Suisse, en Allemagne; mais, la semaine d'après, Toulon succombait, et le régiment de Royal-Provence dont le colonel eût été le comte de Grasset, n'exista que sur le papier.

Aussi les généraux anglais ne cachaient pas leurs craintes, et d'un bout à l'autre du siège ils pronostiquèrent un désastre. O'Hara, d'ailleurs nerveux et, selon Elliot, aussi peu fait que personne pour la situation, disait hautement que les choses tourneraient mal, qu'il ne répondait de rien s'il ne recevait des renforts. David Dundas, vieux, maladif, accablé par le fardeau soudain du commandement, réclamait à grands cris un successeur et voyait, comme O'Hara, tout en noir. Pas un officier supérieur qui ne crût que la possession de Toulon était précaire et qu'il faudrait, pour conserver la ville, 5 à 6.000 hommes de plus. Le 12 décembre, Sidney Smith écrivait que les postes, très éloignés les uns des autres, étaient toujours sur pied et qu'on ne pourrait secourir à temps celui qui serait forcé par l'ennemi; « ne vous étonnez pas d'apprendre, marquait-il à lord Auckland, que les Français aient réussi dans une tentative de ce genre ».

Du reste, les coalisés n'étaient pas d'accord. Les Anglais affectaient une suprématie qui blessait les autres nations; ils s'étaient emparés de tout et ils puisaient librement dans les magasins; s'ils avaient grande confiance dans les Piémon-

tais et fraternisaient avec eux, ils traitaient les Espagnols de gueux avides et rapaces, les blâmaient de leur négligence et de leur laisser-aller, les accusaient de n'avoir ni courage ni discipline et de n'être dangereux que pour leurs amis. Par contre, les Espagnols reprochaient aux Anglais leur orgueil, leur impertinence, leur inaction, l'insuffisance de leurs moyens, et ils insinuaient que la Grande-Bretagne désirait faire de Toulon un second Gibraltar. Les journaux français avaient donc tort de dire que les prétendus alliés se fusillaient dans les rues de Toulon, mais ils avaient raison d'affirmer que la morgue castillane et la rudesse britannique mettaient la discorde entre les assiégés. Quand le Comité général des sections demanda que le comte de Provence vînt à Toulon pour être proclamé régent du royaume, Langara applaudit à ce dessein; Hood, O'Hara, Elliot le désapprouvèrent : n'était-ce pas dépouiller le roi Georges de son autorité ? Chacun tirait à soi. Malgré les protestations de Langara, lord Hood nomma un Anglais, Goodall, gouverneur de la place. Le commandement en chef des troupes de terre avait été donné à l'amiral Gravina; mais les Anglais exigèrent bientôt qu'il fût déféré au major général O'Hara, successeur de Goodall; O'Hara reçut le brevet de lieutenant général, et lorsque le roi d'Espagne promut Gravina au même grade, le cabinet de Londres déclara que la commission d'O'Hara était antérieure à celle de Gravina.

Enfin, Toulon même n'était pas de cœur avec les alliés. Ils y formèrent des troupes dont ils louèrent le courage et la fidélité; deux compagnies de chasseurs toulonnais[1] et le régiment Royal-Louis qui eut à sa tête le major Hustin. Toutefois ils se méfiaient des Français. Ils auraient pu se

1. Le capitaine d'une de ces compagnies franches était un capitaine au 8e bataillon du Var et aide de camp du général Brunet, nommé Isnardon; il se qualifie capitaine de la compagnie franche des grenadiers royaux, et il fut à la fin du siège, le 28 novembre, nommé capitaine du futur régiment de Royal-Provence.

renforcer de 15.000 hommes en profitant de la bonne volonté des milices urbaines et des troupes hostiles à la Convention, infanterie de ligne, marine, garde nationale; ils n'osèrent les employer. Ils n'ignoraient pas qu'un parti républicain existait dans Toulon et ils craignaient une insurrection des ouvriers de l'arsenal. Au mois de décembre, ils firent désarmer tous les habitants sans distinction et licencièrent ce qui restait de la garde bourgeoise[1].

Pourtant la Convention mit plus de trois mois à prendre Toulon. C'est que, lorsque l'investissement commença, les hommes et le matériel faisaient défaut. Bonaparte, qui reçut, le 16 septembre, le commandement de l'artillerie à la place de Dommartin blessé, ne trouva d'autres pièces de siège que 2 canons de vingt-quatre, 2 canons de seize, 2 mortiers, et ce ne fut qu'au bout d'un mois, au 18 octobre, qu'il disposa de 4 mortiers et de 24 bouches à feu imparfaitement approvisionnées. Quant à l'armée républicaine ou, comme on la nommait aussi, l'armée révolutionnaire, elle comprenait deux corps assez éloignés l'un de l'autre et qui n'avaient entre eux qu'une communication difficile : le corps de droite ou division de l'ouest — l'ancienne armée du Midi qui s'était naguère emparée d'Avignon et de Marseille — commandé par Carteaux et installé de Faubrégas au Baou de Quatre-Heures; le corps de gauche ou division de l'est — c'était une division détachée de l'armée d'Italie — établi sous les ordres de La Poype entre Sainte-Marguerite et Tourris et relié par Revest à la division de droite. Or ces deux divisions ne comptaient, au milieu d'octobre, que 10.000 combattants. Elles avaient quelques bonnes troupes : le 59e ci-devant Bourgogne, le 2e bataillon de la Côte-d'Or, le 2e bataillon du

1. Elliot, II, 188, 191-192, 195, 198, 203; — Auckland, III, 157; — témoignage de Maturana (J. G. de Arteche, *Carlos IV*, 273); — Lettres de Dundas (A. G.); — Vivenot-Zeissberg, *Quellen*, III, 295, 362, 381-385; — Pons, 138; *Mon.*, 11 déc. 1793, et 1er févr. 1794; — Cottin, *passim;* — *Mém.* de Vernes.

Mont-Blanc, le 3e bataillon de l'Isère et la légion des Allobroges. Mais la plupart des hommes étaient de la réquisition. La moitié des bataillons n'avaient pas d'armes ou ne pouvaient s'en servir utilement. Les volontaires de l'Ardèche ne savaient même pas charger leur fusil. Les grenadiers des Bouches-du-Rhône quittaient le camp pour se divertir à Ollioules. Les officiers allaient à Marseille sans permission « courir les muscadines ».

Le moyen le plus rapide de réduire Toulon, c'était évidemment de chasser les navires qui tenaient les rades et appuyaient de leurs canons les canons des forts. Cette idée s'imposait à tous les esprits. Elle avait frappé les représentants du peuple, lorsqu'après s'être saisis des gorges d'Ollioules, ils virent au loin la cité rebelle que la Convention les chargeait de punir. Le 4, le 9, le 13 septembre, ils écrivent qu'il faut, pour soumettre Toulon, battre le port et la flotte, brûler la ville et les escadres, obliger les vaisseaux à la retraite en leur jetant des boulets rouges. Mais nul n'avait discerné le point d'où l'artillerie maîtriserait les deux rades et empêcherait l'ennemi de mouiller devant Toulon ; ce point, c'était le promontoire du Caire, et le capitaine Bonaparte l'avait discerné. Dès le lendemain de son arrivée, il s'était rendu au promontoire encore inoccupé et il avait sur-le-champ, comme il disait, conçu son projet.

Généraux et conventionnels voulaient attaquer, à l'est, le Faron et, à l'ouest, le fort des Pommets, puis disposer sur la côte des forges et des grils ; ils pensaient même qu'il serait aisé de prendre successivement tous les forts de Toulon, qui n'avaient chacun qu'une très faible et médiocre garnison. Bonaparte leur déclara qu'il fallait, pour balayer les rades, se saisir de la pointe de l'Éguillette.

Commandant de l'artillerie parce qu'il était le seul capitaine dans les premières semaines du siège, chef de bataillon au mois d'octobre, dirigeant le génie et l'artillerie tout en-

semble, Bonaparte était, après Carteaux et La Poype, le personnage le plus important de l'armée, et les représentants Gasparin et Saliceti n'agissaient que sur ses avis. Il avait pris sur les deux commissaires un irrésistible ascendant, et, dit un témoin, tout lui était soumis, rien ne s'exécutait que par son influence. Gasparin admirait son incessante activité, son impérieuse volonté, son merveilleux coup d'œil. Saliceti était son compagnon et frère d'armes ; il avait fait, de concert avec le jeune officier, la révolution en Corse ; il s'était avec lui prononcé contre Paoli ; il avait juré de le pousser, d'aider autant que possible à sa fortune militaire, et lorsque Bonaparte, allant de Marseille à Nice, était venu voir au Bausset son ami le représentant, le représentant avait retenu Bonaparte, l'avait requis de remplacer Dommartin. On peut même dire que, sans Saliceti, Bonaparte n'eût pas joué dans les opérations un rôle prépondérant. Gasparin tomba malade, et les autres conventionnels, appelés tantôt à Marseille et sur divers points de la Provence, tantôt à l'armée de Nice, ne parurent devant Toulon qu'à de rares intervalles. Saliceti, et par suite Bonaparte, mena tout.

Gasparin et Saliceti approuvèrent donc le plan de Bonaparte, et, comme il a dit, le protégèrent, le sanctionnèrent de leur autorité. Ils décidèrent d'occuper les sommités du Caire pour « fulminer » de là l'escadre austro-espagnole. Mais une attaque que Delaborde [1] tenta, le 22 septembre, contre l'Éguillette, fut conduite sans vigueur, et les alliés, comprenant l'importance du promontoire, y établirent des redoutes. La principale passa bientôt pour formidable. Les Anglais la nommèrent le fort Mulgrave [2]. On l'appela dans

1. Napoléon ne lui tint pas rancune. Il le nomma comte de l'Empire et gouverneur du château de Compiègne. Le 21 mars 1798, il lui donnait ce certificat : « J'ai connu le général Delaborde au siège de Toulon, c'est un officier de la plus grande distinction. »

2. Du nom du commandant des troupes anglaises, Henry Phipps, alors

le camp français la redoute anglaise ou la redoute des Anglais ou le Petit-Gibraltar. C'est ainsi qu'à la même époque d'autres Français baptisaient du nom de Petit-Luxembourg une redoute construite par les Autrichiens devant Maubeuge. Elle n'avait pas la puissance que lui prêtent certaines relations, et Dundas avoue que c'était un poste temporaire, qui ne pouvait opposer une durable résistance à des hommes déterminés. Son profil était faible et son tracé, défectueux ; les ingénieurs, Français pourtant, lui avaient ménagé des flancs, et les républicains, qui l'attaquèrent le 17 décembre, purent se rallier dans son fossé. Mais trois autres redoutes l'appuyaient : la redoute de Grasse ou de Saint-Louis au-dessus de l'Éguillette ; la redoute Saint-Philippe, située sur un mamelon en arrière, à l'est du fort Mulgrave ; la redoute Saint-Charles, sur la hauteur Sauvaire au-dessus de Balaguier. Longue de 150 mètres, elle avait des parapets revêtus au dedans et au dehors de troncs de pin placés horizontalement, des embrasures aux jours garnis de planches, 20 canons et 4 mortiers de gros calibre qui formaient plusieurs batteries séparées par de nombreuses traverses, un fossé de 3 mètres de profondeur sur 5 mètres de largeur, et, en avant de ce fossé une double file de chevaux de frise et une rangée d'abatis.

Bonaparte était outré. « Les Anglais, s'écriait-il, eussent dû être égorgés dans leur descente à l'Éguillette : la fatalité ou notre ineptie voulut qu'elle réussît ; l'affaire de Toulon est manquée ! » Néanmoins il ne démordit pas de son idée et jusqu'à la fin, avec une extrême ténacité, il poursuivit son

baron Mulgrave, qui devint, l'année suivante, pair du Royaume-Uni ; il était colonel et Hood l'avait nommé provisoirement brigadier-général. Il quitta Toulon pour ne pas servir sous O'Hara, et aussi, dit Elliot (II,192), parce qu'il voyait que les difficultés approchaient. Quoique d'un caractère hautain et difficile, il s'entendait avec Gravina, son intime ami, et il ne put, lorsque Gravina fut blessé à l'affaire du Faron le 15 octobre, s'accommoder avec Izquierdo, homme d'honneur, brave et instruit, mais entêté, pointilleux et querelleur.

but, envoyant ordre sur ordre et réquisition sur réquisition, demandant de la poudre et du matériel de tous côtés, établissant un arsenal, une salle d'artifices, un atelier de réparation et une fonderie, formant un parc d'artillerie, dressant sur la hauteur du Brégaillon une batterie qui balayait la moitié de la Petite Rade, armant d'autres batteries qui devaient éteindre le feu de la redoute anglaise et faire brèche dans l'ouvrage, dirigeant contre le fort Mulgrave les deux tiers de ses canons. Par instants, Gasparin et Saliceti, découragés, proposaient d'entamer un siège dans toutes les règles, et ils priaient le ministre de leur dépêcher un bon ingénieur qui conduirait l'opération. Bonaparte leur remontait le moral. Prendre l'Éguillette, répétait-il, voilà le seul moyen de prendre Toulon : que l'artillerie réduise au silence les batteries de l'Éguillette et que l'infanterie enlève la redoute anglaise, qu'on attaque en même temps le mont Faron, qu'on ruine le fort Malbousquet qui domine l'arsenal et la ville et qu'on lui donne l'assaut, qu'on canonne le fort l'Artigue et le front de l'enceinte, qu'on produise une « commotion générale », et Toulon est à nous !

Le commandant en chef était Carteaux, et cet ancien soldat, peintre de tableaux, peu instruit et dénué de l'esprit de discernement, devenu général par son jacobinisme, très fier de sa prestance et de ses faciles succès sur les fédéralistes du Midi, présomptueux, fanfaron, ne voulait en faire qu'à sa tête[1]. Il disait qu'il attaquerait Toulon sur tous les points, qu'il emporterait à l'arme blanche et avec une poignée de braves gens ces redoutes défendues par trois nations, et c'était lui qui, par sa mollesse et parce qu'il craignait sottement de s'étendre sur sa droite, avait, au 22 septembre, causé l'échec de Delaborde à l'Éguillette.

La mésintelligence éclata bientôt entre Carteaux et La

1. En 1795, Aubert-Dubayet lui reproche également, outre ses cris d'alarme, ses fanfaronnades.

Poype. Soutenu par son beau-frère, le représentant Fréron, La Poype ne pensait qu'à contrecarrer Carteaux et à le supplanter. Le 1er octobre — le jour même où le drapeau blanc était arboré solennellement dans Toulon aux acclamations réitérées de *Vive le roi* — La Poype, sans informer Carteaux de son opération, emportait le pas de la Masque gardé par une centaine d'Espagnols et, après un combat où se signalait le chef de bataillon Victor, la redoute de la Croix de Faron. Les alliés s'émurent. Il fallait réoccuper la montagne ou quitter Toulon. Quelques heures plus tard, lord Mulgrave et Gravina débouchaient, le premier par Saint-Antoine, le second par Valbourdin, tandis que le prince Pignatelli marchait sur le Faron, à mesure que les deux autres gagnaient les hauteurs. La Poype essuya, de son propre aveu, une déroute complète ; ses troupes s'enfuirent, au cri de *Sauve qui peut*, sur le revers du Faron, et plus de 200 Français se tuèrent en tombant des rochers.

Carteaux remplaça son indocile lieutenant par La Barre. Mais les commissaires de la Convention réintégrèrent La Poype et, le 15 octobre, La Poype attaquait la hauteur du cap Brun qui domine le fort La Malgue ; il l'enleva, et Saliceti, exultant de joie, mandait qu'il aurait raison des batteries de La Malgue et deviendrait maître d'un des points les plus importants de Toulon. De nouveau, comme deux semaines auparavant, La Poype fut chassé de ce poste par deux colonnes qui menacèrent de l'envelopper.

Les alliés triomphaient, et, s'ils avaient eu un chef énergique qui tînt toutes les troupes sous son autorité, ils auraient pu culbuter l'assiégeant, accabler l'une après l'autre ses deux divisions encore faibles et qui ne communiquaient derrière le Faron que par des chemins malaisés et presque impraticables, détruire au moins la division de l'est qui ne formait que le tiers de l'armée révolutionnaire et qui ne compta longtemps que 4.000 à 5.000 hommes. Ils ne firent

que des reconnaissances et, comme disaient les Toulonnais, que des escarmouchades. Dans la nuit du 8 au 9 octobre, à la faveur du mot d'ordre *Robespierre* livré par des déserteurs, ils dispersaient aux Sablettes un bataillon de nouvelle levée et enclouaient la batterie. Dans la matinée du 14 octobre, ils surprenaient l'avant-garde républicaine établie sur les plateaux des Arènes, des Gaux et de la Goubran.

Le siège traînait, et, comme s'exprimait Bonaparte, cela allait lentement. Les représentants Saliceti et Gasparin écrivirent à Paris qu'ils ressentaient la plus mortelle inquiétude ; qu'ils n'avaient qu'une armée encore incertaine, inexercée et indisciplinée contre de bonnes troupes retranchées derrière de bonnes fortifications ; que Toulon serait bientôt pour la France ce qu'était Gibraltar pour l'Espagne, serait une seconde Vendée d'autant plus dangereuse qu'elle recevait par la Méditerranée des secours de toute sorte. Sur les sollicitations de Bonaparte, ils demandèrent le rappel de Carteaux. Le général était-il « à la hauteur de sa mission »? Était-il « capable de saisir les opérations d'une armée assiégeante »? Ne s'entourait-il pas de gens ignares et entêtés qui ne connaissaient pas « les hommes, les machines militaires et leurs effets »? N'avait-il pas, le 22 septembre, à l'Éguillette, commis une faute « bien cruelle » et fait échouer « le seul plan praticable »? Ne manquait-il pas à la fois de moyens personnels et de bonne volonté? Et si l'expédition de Toulon, qui devait être menée avec intelligence et rapidité, « devenait une affaire de longueur qui ne réussirait plus que par le temps et par le nombre », quel était le coupable, sinon Carteaux[1] ?

Le général n'ignorait pas les critiques dont il était l'objet, et il se plaignait très amèrement des représentants et de

1. Cf. Rec. Aulard, VII, 80, 338, 393, 406.

Bonaparte. Les représentants, disait-il, ne lui marquaient pas d'égards ; ils lui suscitaient mille tracasseries et jalousies ; ils protégeaient La Poype, ce ci-devant, ce « général de toilette », qui visait à l'indépendance et dont les exploits n'avaient d'autres résultats que des enterrements, cet orgueilleux qui disait après ses échecs sur un ton de persiflage qu'il voudrait avoir une pareille affaire tous les jours. Quant à Bonaparte, Carteaux le surnommait le *Capitaine Canon* et, sans oser le punir, l'accusait d'indiscipline et de rébellion : « L'artillerie ne m'est pas soumise, et son chef Bonaparte fait tout en sens contraire ; mais l'attaquer, c'est attaquer les représentants eux-mêmes. »

D'autres conventionnels, Barras et Fréron, représentants dans les départements méridionaux, Ricord et Augustin Robespierre, représentants à l'armée d'Italie, joignirent leurs récriminations à celles des représentants près l'armée révolutionnaire. Ricord et Augustin Robespierre affirmaient que l'éloignement de Carteaux serait une victoire, qu'il existait dans l'armée de ce « fameux général » le plus grand désordre, que personne ne connaissait l'effectif de ses troupes et l'état de ses subsistances et munitions. Barras et Fréron déclaraient que Carteaux ne possédait aucune notion militaire, qu'il avait déjà perdu deux mois, qu'il échouerait certainement. Ils proposaient de donner le commandement à La Poype, et Fréron, son beau-frère, assurait qu'il était un vrai jacobin, qu'il n'avait dans son état-major que des Marseillais du 10 août, qu'il aurait à l'affaire du Faron et à celle du cap Brun conservé les positions si Carteaux l'avait secouru, bref qu'il ferait de la bonne besogne. Mais la femme et la fille de La Poype étaient détenues dans Toulon à l'hôpital du Saint-Esprit, et une partie de l'armée croyait qu'il ne pouvait agir avec ardeur et franchise. « Il a sous les yeux, disait l'amiral Truguet, une ville qui renferme ce qu'il a de plus cher ; saurait-il se défendre d'un

mouvement de sensibilité? » Nombre de jacobins s'opposaient donc à la nomination de La Poype. Le journaliste Hébert rappelait qu'il ne fallait plus de nobles dans les armées, et il blâmait Fréron de devenir aristocrate et muscadin, de traiter durement les patriotes, de mettre en évidence son marquis de beau-frère et de lui attribuer tous les succès. Maximilien Robespierre jugeait que ces restes de noblesse, qu'on reprochait à La Poype, étaient effacés par des services, par des alliances avec la sans-culotterie; mais, ajoutait-il, l'opinion est si contraire au général que le Comité n'ose pas le nommer[1].

Le 23 octobre, le Comité de salut public arrêtait que Carteaux prendrait le commandement de l'armée d'Italie, et Doppet, le commandement de l'armée devant Toulon. Carteaux partit le 7 novembre en disant qu'il cédait sa place à de plus heureux, non à de plus habiles, qui profiteraient de ses labeurs. Mais, comme s'exprimait un ami de Bonaparte et de Saliceti, il n'emportait les regrets de personne, et il aurait fini par désorganiser l'armée. L'amiral Hood n'écrivait-il pas qu'il garderait Toulon « contre mille Carteaux[2] »?

Doppet arriva le 12 novembre au quartier général d'Ollioules. Cet ancien médecin et homme de lettres n'avait ni talents ni expérience. Il écrivait et parlait beaucoup; il avait, aux Jacobins, déclamé contre les généraux aristocrates et proposé que chaque armée eût un comité de propagande qui préserverait les soldats de l'influence des feuillants. Savoyard et chef de brigade de la légion des Allobroges, il avait été nommé général durant la campagne de Carteaux dans le Midi et, pour avoir montré à la tête de l'avant-garde quelque célérité, chargé de commander l'armée

1. Rec. Aulard, VII, 319, 406; — A. Chuquet, *la Jeunesse de Napoléon*, III, p. 299; — *Mon.*, 11 et 28 nov.
2. Lettre d'Aurèle Varese, 8 nov. (Archives des Aff. étrangères, 1538); — Elliot, II, 164; — Cottin, 217.

des Alpes et de brusquer la prise de Lyon. Il s'entendait donc aussi peu que Carteaux au métier de la guerre. Toutefois il avait plus d'esprit et moins de présomption. Il déclara d'emblée qu'il ne possédait pas les connaissances nécessaires à la conduite d'un siège de grande importance, comme le siège de Toulon. « Voilà, s'écriait Saliceti, le commandement dans un état précaire et de nouveau la stagnation! Quand aurons-nous un homme qui pousse les choses vigoureusement[1]? »

Mais Ricord avait gagné Paris et, après plusieurs conférences avec le Comité de salut public, il avait obtenu que lui-même et Augustin Robespierre, Saliceti et Gasparin, Barras et Fréron se réuniraient pour se concerter sur les moyens de rendre promptement Toulon à la République[2], que l'armée révolutionnaire recevrait l'artillerie dont elle avait besoin, qu'elle serait renforcée par les troupes qui venaient d'entrer dans Lyon et par quelques bataillons de l'armée des Alpes, qu'elle aurait pour chef Dugommier qui commanderait en même temps l'armée d'Italie.

Ce fut avec un sentiment de véritable soulagement que Doppet apprit qu'il était remplacé. Et pourtant il faillit, sans le vouloir, s'emparer du fort Mulgrave. Le 15 novembre, dans l'après-midi, une patrouille ennemie se présenta devant La Seyne où commandait Nicolas Brûlé, chef du 2e bataillon de la Côte-d'Or. Les postes avancés allèrent à sa rencontre. Un combat s'engagea. Des patrouilles, des compagnies accoururent de part et d'autre. Au bout d'une heure, dit Brûlé, c'étaient deux armées. Brûlé mit ses troupes en bataille, et fit battre la charge. Les Français, et parmi eux les volontaires du 2e bataillon du Mont-Blanc, fondirent

1. Rec. Aulard, VII, 406; VIII, 412; — Cf. Aulard, *la Société des Jacobins*, V, 25.

2. La Convention avait décrété le 11 octobre qu'il y aurait quatre représentants près les troupes dirigées contre Toulon : Gasparin, Saliceti, Robespierre jeune et Ricord. Le 29, elle leur adjoignit Barras et Fréron.

sur les alliés avec une telle impétuosité qu'ils les refoulèrent jusqu'aux abords de la redoute. Ils chantaient le *Ça ira*, et quelques-uns tombèrent au pied des chevaux de frise qu'ils s'efforçaient d'arracher. Mais l'artillerie anglaise faisait un feu violent sur les assaillants; une frégate et des chaloupes canonnières la secondaient; le gouverneur de Toulon, O'Hara, qui, du pont de la *Victory*, assistait à l'action, vint de sa personne au fort Mulgrave animer la garnison; un détachement du 1er régiment royal d'infanterie, conduit par le capitaine Duncan Campbell, exécuta coup sur coup deux vigoureuses sorties. Brûlé jugea qu'il serait imprudent de tenter un assaut; quand il aurait profité de l'élan de ses bataillons pour emporter la redoute, aurait-il pu la conserver? « Le poste, disait-il, n'était d'aucune utilité pour le moment. » Il recula sur La Seyne en très bon ordre. L'affaire avait duré cinq heures. Napoléon a prétendu plus tard qu'il l'avait dirigée et que Doppet, consterné par la mort d'un de ses aides de camp, avait ordonné la retraite; sur quoi le jeune Corse, frémissant de rage, la figure ensanglantée par une légère blessure qu'il avait reçue au front, aurait galopé vers Doppet en l'apostrophant ainsi: « Quel est le jean-foutre qui a commandé la retraite? Toulon est encore manqué! » Mieux vaut croire Doppet qui, le jour même, écrit au Comité qu'il y a eu une affaire générale, qu'on s'est battu dans l'après-midi aux Sablettes, à Malbousquet, à Saint-Antoine, qu'il n'avait dressé aucun plan d'attaque, que ses forces étaient trop divisées pour qu'il pût espérer des avantages réels et durables, que chaque chef de colonne avait par suite regagné ses positions. Mais le soldat crut un instant à la victoire; il en voulut à Doppet, et le mot que Napoléon rapporte fut sans doute prononcé : « Aurons-nous toujours pour généraux des peintres et des médecins? »

Doppet avait donc hâte de quitter le commandement. Un

de ses officiers alla prier Dugommier de faire diligence et le rencontra au-delà de l'Estérel. De Fréjus, Dugommier répondit à Doppet qu'il ne perdait pas un instant et, le 16 novembre au soir, il arrivait au quartier-général d'Ollioules. La Société populaire de Marseille venait d'écrire aux Jacobins de Paris et dans son adresse, que le représentant Ricord lut au club le 23 novembre, elle demandait que Doppet, l'indispensable Doppet, eût toujours la direction du siège et que Dugommier fût envoyé à l'armée des Pyrénées-Orientales. Mais Saliceti protesta vivement et déclara que le club de Marseille comptait, à côté d'excellents citoyens, des faux frères, des hommes qui n'avaient pas l'amour du bien public. Doppet, non sans effroi, désapprouva les Marseillais. Quelques-uns s'étaient rendus à Ollioules pour lui communiquer leur pétition. Il les reçut avec froideur et leur dit nettement qu'il était affligé de leur démarche imprudente. Le peindre comme un être nécessaire, répétait-il, c'était le compromettre et c'était compromettre la République; il n'avait pas le « rassemblement de talents militaires et de combinaisons » qu'exigeait une tâche si ardue; il refusait d'accepter cette « responsabilité effrayante », et, si on le forçait à rester, il servirait sous Dugommier. Dès le 17 au matin, il avertissait le chef d'état-major de ne plus donner d'ordre en son nom, et, lorsqu'il partit, il eut soin de passer à Marseille pendant la nuit pour ne pas être vu de ces fâcheux Jacobins qui voulaient, malgré « son peu de moyens », malgré la Convention et le Comité, l'obliger à prendre Toulon[1].

1. Doppet, *Mém.*, 207-215; — et lettres à Bouchotte et à Peyron, 17 nov. (A. G.); — *Mon.*, 28 nov.; — Rec. Aulard, VIII, 516; — Cottin, 267; — Chuquet, 298; — cf. sur l'affaire du 15 novembre, le rapport de Brûlé et la lettre de Doppet au Comité, 15 nov. (A. G.).

CHAPITRE IV

LE COMBAT DES ARÈNES

Portrait de Dugommier. — La confiance qu'il inspire. — Ses premiers actes. — Les délégués du Congrès républicain. — Rapports avec Bonaparte. — Conseil de guerre du 25 novembre. — Marescot. — Nouvelles batteries. — La batterie de la Convention. — Sortie du 30 novembre. — Surprise des républicains. — Le combat rétabli par Dugommier. — Capture d'O'Hara. — Envoi d'un parlementaire et d'un trompette dans Toulon (2 décembre). — Le sort des représentants Baille et Beauvais. — Bruits qui règnent dans Toulon. — Alarmes de Dugommier. — Attaque retardée. — Impatience des représentants et du Comité. — Proclamation de la Convention.

Dugommier, alors dans sa cinquantième année, avait des façons résolues et hardies, la taille élevée, la figure martiale et brunie par le soleil, le front large et découvert, les yeux pleins d'esprit et de feu, des cheveux blancs très touffus qui rehaussaient la flamme de son regard, donnaient à sa physionomie plus de vivacité et faisaient dire qu'il ressemblait à un volcan caché sous la neige.

Il n'avait pas encore, quoi qu'eût dit Ricord au Comité, une grande réputation, et Augustin Robespierre reconnaissait qu'on avait trop peu parlé des combats de Gilette et d'Utelle. *Le Courrier d'Avignon* le confondait avec Leygonier [1]. Les Toulonnais, mêlant ce qu'ils savaient de Doppet et ce qu'ils avaient appris confusément sur son compte, croyaient que

1. Cf. le *Courrier d'Avignon*, n° 279, 15 déc. Le général écrivit lui-même au rédacteur du journal : « Je te prie de rectifier mon nom que tu as cru être Ligonier (*sic*) au lieu de Dugommier. »

c'était un médecin créole, qu'il avait demeuré longtemps en Amérique et servi devant Lyon sous Dubois-Crancé[1].

Il lui suffit de se montrer pour en imposer à l'armée révolutionnaire. C'était le général qu'avait demandé Truguet : un général qui eût expérience, habileté, présence d'esprit et non jactance et charlatanerie. Son civisme bravait les soupçons. Le 23 novembre, au club des Jacobins de Paris, Maximilien Robespierre assurait qu'il ne démentirait pas ses heureux débuts et qu'il était du petit nombre des guerriers républicains que le Comité chargeait sans inquiétude du destin de l'État. Les troupes eurent aussitôt confiance. Tout le monde, soldats, officiers, généraux, conventionnels, pressentirent qu'il serait un véritable chef, qu'il prendrait d'une main ferme et habile un commandement jusqu'alors exercé d'une façon faible et maladroite, qu'il avait l'énergie et le talent qui manquaient à Carteaux et à Doppet. L'adjudant général Micas le nommait son père d'armes. Le capitaine d'artillerie Marmont se félicitait que ce digne et galant homme, ce brave et respectable général Dugommier eût remplacé l'imbécile Carteaux. « Il sait, écrivait Augustin Robespierre à la date du 16 novembre, réchauffer les âmes tièdes ; un jour qu'on lui demandait comment il fait pour se faire aimer des soldats, il fit cette réponse qui vous peindra son âme : *c'est que je les aime*. L'ordre va régner. » Quelques jours après, Saliceti mandait que Dugommier allait bien et justifierait l'attente du Comité et des patriotes. Barras était moins favorable au nouveau venu : Dugommier n'avait pu lui donner le chiffre exact des troupes, il ignorait le nom et le nombre des bataillons de son armée, il n'avait fait encore aucune revue, il ne connaissait pas la situation des principales batteries, et Barras l'avait engagé à « s'occuper plus sérieusement de la grande affaire dont le Comité l'avait

1. *Mém.*, de Vernes (*Nouv. Revue rétrosp.*, juil. 1899, p. 29).

chargé et de surveiller toutes les parties de l'administration »; mais le représentant ajoutait que Dugommier venait d'arriver et qu'il paraissait « très bien intentionné », que sa correspondance annonçait un homme de guerre qui avait de grandes vues militaires[1].

Avec Dugommier arrivaient, non pas aussitôt, mais dans les premiers jours de décembre, les secours que les commissaires de la Convention sollicitaient depuis longtemps et que Ricord était allé demander à Paris. Le Comité avait ordonné au représentant Albitte d'envoyer devant Toulon les approvisionnements inutiles à l'armée qui s'était emparée de Lyon. Il fallait, avait-il dit, attaquer Toulon avec la plus grande vigueur et s'en saisir par toute sorte de moyens et quels que fussent les sacrifices. Dans une proclamation du 23 octobre, il exhortait les soldats républicains à chasser les ennemis du territoire : « O douleur, il en reste jusque dans nos cités, il en reste dans l'exécrable Toulon ! » Il prescrivait de réunir toutes les forces disponibles dans l'armée d'Italie, dans celle des Alpes et dans les départements voisins. 7 bataillons venaient de Lyon et 17 autres de l'armée des Alpes ; quelques-uns avaient vu le feu, et Saliceti espérait que leur exemple guiderait les bataillons de première réquisition. 150 canonniers et avec eux le capitaine Marmont partaient du camp de Tournoux. De Besançon, de Lyon et des places du Dauphiné, soit par le Rhône, soit par les routes, débouchait un matériel considérable[2].

Aidé de son chef d'état-major, qui fut d'abord l'adjudant

1. *Mon.* des 12 et 28 nov.; — Rec. Aulard, VIII, 615 ; IX, 57 ; — Truguet à Barère, 28 oct. (A. G.).

2. Rec. Aulard, VII, 480, 585 ; VIII, 116. Albitte serait même allé devant Toulon, et il vint à Chambéry, à Avignon ; il visita dans la Drôme les fonderies de canons ; mais Barras et Fréron écrivirent à Maximilien Robespierre, non sans raison, qu'il avait dans sa précédente mission « tout paralysé » ; il fut rappelé à Lyon. Un autre représentant, Couthon, désirait, après la prise de Lyon, être envoyé devant Toulon, pour y pratiquer, comme à Lyon, le « système de vive force » (*id.*, VII, 530, et VIII, 264, 303).

général Peyron, puis l'adjudant général Grillon, puis le général de brigade Dugua, Dugommier se hâta de mettre en ordre l'armée révolutionnaire où, selon le mot d'un contemporain, il n'avait trouvé que pillage et confusion[1]. Il fallait avant tout resserrer la circonvallation ou, comme il disait, se rassembler, se réunir le plus possible. Dugommier répartit les troupes, qui comprenaient alors 24.000 hommes, en deux divisions, l'une dite division de gauche, commandée par La Poype, l'autre dite division de droite, commandée par Delaborde, Mouret et Garnier. Tous les détachements épars durent se rallier, se concentrer autour d'un noyau principal : l'armée eut ainsi ce qu'elle n'avait pas encore, un peu de cohésion et de solidité. Il rappela les bataillons au respect des lois militaires et distribua dans les camps un extrait du code pénal. Il enjoignit de punir très sévèrement les soldats qui s'amusaient à tirailler sans but et de leur propre chef. Il donna consigne sur consigne pour arrêter la funeste dilapidation de la poudre et des autres munitions de guerre. Il fit dresser l'état des hommes présents dans chaque corps, l'état des hommes sur lesquels on pouvait compter dans une affaire, l'état des hommes qui n'étaient pas armés et qui seraient employés aux travaux des batteries. Il écuma l'armée des étrangers, Italiens, Espagnols, Allemands, qui désertaient tous les jours et emportaient tous les jours le mot d'ordre. Il n'avait confiance que dans les compagnies d'élite, dans les compagnies de grenadiers et de chasseurs, comme celles qu'il commandait à l'armée d'Italie, et qui, sous ses yeux, à Gilette et à Utelle, avaient fait des prodiges de valeur ; il les compléta par les citoyens de bonne volonté qui s'offrirent et qui étaient « noyés dans la nullité de leur corps[2] ».

1. Mot de Desdorides (A. G.).
2. Voir surtout les lettres des 8 et 10 décembre à Bouchotte (A. G.); — Vauchelet, 327-330; — Pineau, 290, 292-294.

Il n'avait pas caché sa surprise en trouvant au quartier général une poignée de jacobins qui prétendaient s'ingérer dans les opérations. Toutes les sociétés populaires du Midi avaient envoyé à Marseille des députés qui s'étaient réunis sous le nom de Congrès républicain, et ce Congrès, soutenu par les autorités de Marseille, par le Comité de surveillance, par la municipalité, ne se contentait pas de délibérer hardiment sur les pouvoirs qu'avait la Convention et sur l'obéissance que la province devait aux décrets venus de Paris. Il dépêchait des commissaires dans les départements et aux armées. Devant Toulon, les délégués du Congrès prenaient des airs de représentants du peuple ; ils proposaient d'établir des redoutes ; ils approuvaient ou désapprouvaient l'installation des batteries ; ils critiquaient les nominations et désignaient au soldat comme aristocrates et royalistes les chefs qui leur déplaisaient ; au contraire des conventionnels, qui donnaient l'exemple de la simplicité, ils vivaient grassement, habitaient de somptueux logis, réquisitionnaient toutes choses, chevaux, voitures, subsistances. Mais le Comité mit Marseille en état de siège. Le petit parlement méridional qu'il accusait d'usurper les pouvoirs et de ressusciter le fédéralisme, fut dissous par Barras et Fréron. Quant aux délégués que le Congrès avait devant Toulon, Saliceti et Ricord leur commandèrent de s'éloigner sous peine d'être traités comme espions de l'Angleterre, et le départ de ces agents, qui tranchaient du souverain, ramena l'ordre dans les camps. Ce sont eux sans doute que Napoléon appelait plus tard les avaleurs de Toulon, des hommes de vent et de jactance qui s'indignaient de l'inertie des assiégeants et qui se sauvaient au plus vite lorsqu'un vaisseau des alliés lâchait sur eux sa bordée[1].

Un des premiers soins de Dugommier avait été de s'abou-

1. Cf. le rapport de Ricord et celui de Barère (*Mon.*, 14 déc.), les lettres des représentants et le *Mémorial* de Sainte-Hélène. On cite parmi les délégués du Congrès ou, comme ils s'intitulaient, les commissaires des sociétés populaires du Midi, Bayssière, Gury et Jouve cadet.

cher avec le commandant de l'artillerie. Ce commandant, c'était le général Jean du Teil qui, selon l'expression de Bonaparte, devait imposer par son grade aux ignorants de l'état-major. Mais Du Teil n'arriva que le 16 novembre, deux heures après Dugommier, et fatigué, malade, accablé de rhumatismes, souffrant sans cesse de points de côté, crachant quelquefois le sang, presque incapable de marcher et de monter à cheval, obligé de se faire porter dans les batteries, il laissa le chef de bataillon Bonaparte diriger le service. C'est Bonaparte qui envoie à Paris les états de situation, le bulletin quotidien des batteries et le récit détaillé des affaires, qui donne les ordres aux canonniers, qui expédie à Dugua fusées et fanaux, qui répond aux généraux. « Quant à l'artillerie, écrit Dugommier au commissaire-ordonnateur, adresse-toi directement à Bonaparte, il te donnera les renseignements que tu désires[1]. »

Dugommier appréciait les gens, disait-il, en les voyant travailler, et sur-le-champ il apprécia ce Bonaparte qui déployait une activité prodigieuse et mieux que tout autre connaissait le fort et le faible de Toulon, ce Bonaparte dont Jean du Teil louait ainsi les mérites : « Beaucoup de science, autant d'intelligence et trop de bravoure ». Bonaparte, témoigne Marmont, prit sur Dugommier le même empire que sur les représentants. Le général éprouvait pour le commandant la plus vive sympathie ; il le nommait *jeune homme* avec le même accent qu'il aurait dit *mon fils*[2].

1. Sur Jean Du Teil, voir le livre du baron Joseph Du Teil et A. Chuquet. Au mois de septembre, Kellermann avait dû ôter à Du Teil le commandement de l'artillerie des armées des Alpes et d'Italie à cause de « ses incommodités, qui s'augmentaient journellement », pour le placer à Grenoble où il veillerait simplement aux approvisionnements, et après le siège de Toulon, par un arrêté du 24 décembre, les représentants le renvoyaient à Metz, son pays natal, soigner sa santé. « Cette mesure, dit complaisamment Dugommier, est la seule qui puisse nous conserver un officier précieux qui a parfaitement rempli ses fonctions et démontré dans toutes ses dispositions beaucoup d'intelligence et de talents militaires. » Cf. Dugommier à Vernet, 23 déc. (A. G.; — et Pineau, 803).

2. A un dîner, Du Teil dit à Bonaparte en lui offrant un plat de cervelle :

Il adopta donc les idées de Bonaparte. Dès son arrivée, il avait examiné les projets relatifs au siège, et presque tous lui semblaient inexécutables : le projet de Doumet-Revest, suivant lequel six colonnes marcheraient concentriquement sur la place ; le projet si vaste et si compliqué de d'Arçon qui voulait attaquer tous les points à la fois, occuper tous les caps et principalement la grande péninsule de la Croix-aux-Signaux, réunir devant la ville 150.000 combattants et 150 pièces de vingt-quatre. « Ils sont, écrivait-il, calculés sur des moyens que je n'ai point. » Mais il avait fait, comme il s'exprime, ses raisonnements sur les localités, et il avait consulté Bonaparte, consulté Saliceti [1], qui, de même que Bonaparte, lui conseillait de « faire travailler à force pour battre la redoute anglaise ». Comme Bonaparte et comme Saliceti, Dugommier était d'avis qu'on ne pouvait entreprendre un siège régulier et cheminer par tranchées : *abréger*, disait-il, violer les préceptes de l'art, profiter d'un incident extraordinaire, saisir une chance heureuse qui mènerait rapidement au but, voilà le plan qui s'imposait. Comme Bonaparte et comme Saliceti, il comprenait que la position qui lui « donnait le plus facilement avantage sur l'ennemi » était incontestablement le promontoire du Caire ou de l'Éguillette ; les autres positions lui paraissaient « trop couvertes par La Malgue et ses fortifications environnantes [2] ».

« Tiens, tu en as besoin. » Il indiquait par là, selon le mot d'un témoin, que Bonaparte était surchargé de travail et qu'il lui fallait de la cervelle pour quatre (*Mém.* de Granet; cités par Louis Brès, *le Sémaphore de Marseille*, 23 déc. 1893).

1. Gasparin malade s'était retiré dans sa famille, à Orange, ou il mourut le 11 novembre, et Saliceti écrivait que sa mort « laissait dans l'affaire de Toulon un vide qu'il ne serait pas possible de remplir. »

2. Cf. (ainsi que pour ce qui suit), outre la lettre de Marescot à Carnot, 25 novembre, et le procès-verbal du Conseil de guerre du même jour. (*Corresp.* de Napoléon, I, 12) le mémoire de Dugommier sur la prise de Toulon et ses *Observations sur le siège* (A. G. — Vauchelet, 371-380 ; — Pineau, 277 et 795). Voir le plan de d'Arçon dans Colin, *l'Educ. milit. de Napoléon*, 383-395.

Le 22 novembre, il fit du fort des Pommets à la batterie de Faubrégas une reconnaissance générale des défenses de Toulon, et trois jours après, le 25, il tenait conseil de guerre. Ricord était arrivé de Paris et avait prié Augustin Robespierre de se rendre sans retard à Ollioules. La réunion eut lieu chez Saliceti. Les principaux officiers de l'armée assistaient à la conférence : les généraux de division La Poype, Mouret et Du Teil ; les généraux de brigade La Barre et Garnier ; le chef de bataillon Brûlé ; les chefs de bataillon d'artillerie Bonaparte et Sugny ; le chef de bataillon du génie Marescot et le capitaine Fournier à qui Marescot proposait noblement de donner le commandement de son arme comme au plus ancien et parce qu'il connaissait parfaitement la ville et les environs de Toulon.

Dugommier déclara qu'il n'avait que 20.000 hommes en état de combattre et que les ennemis étaient dans Toulon au nombre de 25.000. Du Teil, qui prit la parole après lui, assura qu'il n'avait pour le moment que 180 milliers de poudre, qu'il allait recevoir cent autres milliers, que de plus grandes quantités étaient annoncées, mais qu'elles ne pouvaient arriver très prochainement. Sur quoi, le Conseil décida de recourir aux « moyens de terreur ».

Deux projets lui furent soumis, celui de Dugommier et celui du Comité de salut public.

Le général pensait qu'il fallait avant tout agir contre la flotte, éloigner ces vaisseaux qui constituaient les « remparts maritimes » de Toulon et son principal appui. Or, pour éloigner les navires, qui « n'ont jamais attendu les bombes », il était nécessaire d'enlever trois points à l'adversaire : à droite la redoute des Anglais, à gauche le cap Brun, au centre le fort Malbousquet. Prendre la redoute anglaise, c'était s'ouvrir le chemin de l'Éguillette et de Balaguier. Prendre le cap Brun, c'était avoir, à l'opposé de l'Éguillette, une « bonne correspondance » ; si de l'Éguillette

on forçait les alliés d'abandonner la Petite Rade, du cap Brun on les « molestait » dans la Grande Rade. Mais, ajoutait Dugommier, tout en s'établissant au cap Brun et à l'Éguillette, on simulerait ailleurs, pour distraire l'ennemi, des attaques particulières, « qui présenteraient le plan d'une attaque générale », et on tâcherait sérieusement, « dans l'enthousiasme du succès, » d'emporter le fort Malbousquet et de s'y fixer, de s'y enraciner : car on pourrait de Malbousquet bombarder Toulon même, et ce poste resserrait et par conséquent fortifiait le centre des assiégeants, leur facilitait les approches de la place.

Après Dugommier parla Ricord. Il lut le plan que Carnot avait rédigé au nom du Comité de salut public. Carnot estimait, comme tout le monde, qu'un siège régulier était impossible et que Toulon tomberait si les républicains lui coupaient ses communications et bloquaient ses rades. L'armée révolutionnaire se diviserait donc en deux colonnes. La première prendrait le cap Brun, écraserait le fort La Malgue sous les bombes, établirait des batteries à boulets rouges qui sillonneraient la Grande Rade dans tous les sens. La seconde se saisirait de Balaguier et de l'Éguillette pour balayer de ses projectiles la Petite Rade ; elle occuperait la presqu'île de la Croix-aux-Signaux pour croiser ses feux avec ceux du cap Brun ; elle tâcherait d'incendier Toulon et de profiter du désordre causé par le bombardement pour enlever la ville. Enfin les deux colonnes s'efforceraient de concert d'emporter par un coup de main le mont Faron et, si elles pouvaient, le fort La Malgue [1].

Marescot jugeait, à part lui, que ces deux plans différaient très peu. Il y avait pourtant des différences. Carnot laissait de côté le fort Malbousquet, que Dugommier et Bonaparte projetaient de ruiner pour pousser sans obstacle jusqu'aux murs

1. Rec. Aulard, VIII, 222.

de Toulon, et il exigeait trop des troupes républicaines en leur prescrivant, comme d'Arçon l'avait demandé, d'occuper, outre le promontoire du Caire et le cap Brun, la presqu'île de la Croix-aux-Signaux.

Aussi Dugommier objecta sur-le-champ qu'il n'avait pas assez de monde pour réussir sur tant de points, et il proposa de renoncer à cette tentative sur la Croix-aux-Signaux. *Ma courroie est trop courte*, répétait-il. Les membres du Conseil l'approuvèrent, et on convint de s'abstenir de tout mouvement contre la presqu'île.

Mais le Conseil pensa qu'il serait imprudent d'assaillir la hauteur du cap Brun. Elle correspondait sans doute, comme l'avait dit Dugommier, avec le promontoire du Caire, et, si l'on avait ces deux points, on « désolait » la marine ennemie et lui « ordonnait une station critique en cette saison ». Toutefois Saliceti remarqua qu'il était très difficile d'enlever et de garder le cap Brun, et il rappela qu'il assistait à la journée du 15 octobre où La Poype avait pris et perdu ce poste. Mieux valait, selon Saliceti et ainsi que l'avait désiré Bonaparte, diriger sur le mont Faron l'effort de la division de l'est. Le Faron était un point important, un point que d'Arçon considérait comme capital et recommandait d'attaquer en toute vigueur. Dugommier fit observer qu'il faudrait de ce côté des « moyens plus rassemblés ». Mais La Poype visait dès le commencement du siège à la prise du Faron, comme Bonaparte à la prise de l'Éguillette, et il disait volontiers qu'on n'avait qu'à s'emparer de cette montagne pour dominer la place ; il répondit à Dugommier qu'il avait assez de bonnes troupes pour garantir le succès et qu'au 1er octobre il s'était saisi de la crête du Faron.

Finalement, le Conseil résolut de faire une feinte contre Malbousquet et le cap Brun ou, comme écrit Ricord, de les assaillir « simulément » et de prendre le plus tôt possible par une véritable attaque brusque et vive, par un combat à

la française, le Petit Gibraltar, l'Éguillette, Balaguier et le mont Faron. Ce fut Bonaparte qui rédigea le procès-verbal de la séance. Son plan l'avait emporté, le plan qu'il soumettait à Bouchotte, le 14 novembre, en ces termes : « la prise de l'Éguillette et dans le même temps attaquer le Faron. »

En vain, dans les derniers jours de novembre et la première semaine de décembre, Marescot insinuait qu'on aurait dû déployer l'appareil des attaques ordinaires et que la prudence ordonnait de prévoir toutes les chances. En vain il dénigrait Bonaparte, qui n'avait fait jusqu'à son arrivée que commander quelques gabions et que dresser quelques batteries provisoires. Dugommier écoutait Marescot, intime ami de Carnot, et il applaudissait à ses projets : exécuter une ligne de retranchements dans la partie exposée aux sorties des alliés ; fermer les vallées qui s'étendent entre les hauteurs de Pitayas, des Arènes, des Gaux et de la Goubran ; employer à cette tâche des hommes de la nouvelle levée qui seraient soutenus par des détachements armés ; organiser un corps d'ouvriers du génie. Il savait que ces travaux seraient inutiles ; il ne suivait que son plan, c'est-à-dire le plan de Bonaparte qui, de l'aveu même de Marescot, avait sa confiance entière.

Le Conseil de guerre du 25 novembre avait approuvé l'établissement des batteries dressées par Bonaparte. De nouvelles furent élevées sous la direction de Du Teil et de son second, et lorsque Toulon ouvrit ses portes, l'armée révolutionnaire avait peu à peu installé treize batteries. Déjà leur feu, jusqu'alors plus bruyant que dangereux, se rapprochait de la ville ; des boulets tombaient sur les remparts ; les ennemis subissaient tous les jours des pertes sérieuses.

La batterie qui faisait le plus de mal aux alliés était la

batterie dite de la Convention, située sur le plateau des Arènes et dirigée contre Malbousquet. Elle comptait 6 pièces de vingt-quatre. Napoléon rapporte qu'il l'avait cachée par un rideau d'oliviers et qu'il ne voulait la démasquer qu'au dernier moment, le lendemain de la prise du Petit Gibraltar, pour mieux peser sur la résolution des assiégés, mais que les représentants visitèrent la batterie et autorisèrent les canonniers à tirer, qu'il se plaignit vivement à Dugommier. Ses souvenirs l'ont trompé : le Conseil de guerre du 25 novembre avait, au contraire, décidé de canonner Malbousquet pour abuser l'adversaire sur le point d'attaque et faciliter à l'infanterie française la prise de l'ouvrage [1].

Le 28 novembre, la batterie de la Convention tira soudain contre Malbousquet. Les alliés ignoraient son achèvement; leurs soldats étaient assis tranquillement sur les embrasures du fort lorsqu'une grêle de boulets les assaillit. Malbousquet répondit sans discontinuer et unit ses feux à ceux d'un vaisseau qui vint le lendemain s'embosser sur le rivage et lancer à chaque demi-heure des bordées de quarante coups de canon. Mais la Convention riposta, et le 28, le 29, elle envoyait à Malbousquet un coup de canon tous les quarts d'heure.

La batterie était, au jugement des assiégés, bien exécutée et parfaitement placée. O'Hara résolut de l'enlever, tant pour rassurer les Toulonnais qui craignaient un bombardement que pour arrêter les travaux des républicains et donner aux renforts qu'il attendait de Gibraltar et du Milanais le temps d'arriver. Mais, au lieu d'employer 6.000 hommes à cette expédition afin de pousser sérieusement leurs avan-

1. L'aventure racontée par Napoléon se rapporte à la batterie établie sur le plateau des Gaux entre les Arènes et la Goubran et reliée à la Convention par une gabionnade en ligne droite, la batterie dite de la Farinière, qui ouvrit son feu le 8 décembre. D'après la résolution du Conseil de guerre, elle devait être établie « dans la localité la plus favorable entre la batterie de la Convention et Malbousquet, afin de jouer dans le moment le plus propre à porter le découragement ».

tages, les alliés ne firent sortir de la place que 2.000 hommes environ et ils les tirèrent en grande partie de Malbousquet qu'ils n auraient pas dû dégarnir puisque ce fort devait protéger leur retraite.

Le 30 novembre, à cinq heures du matin, 2.350 hommes, 400 Anglais, 300 Sardes, 700 Napolitains, 700 Espagnols et 250 Français, chasseurs toulonnais et soldats du régiment de Royal-Louis, s'ébranlent sous les ordres du général major David Dundas. Ils passent la Rivière Neuve, qui sur le pont, qui à gué. Puis, se divisant en quatre colonnes, les Anglo-Sardes à gauche, les Espagnols au centre, les Napolitains à droite, ils marchent à travers des champs plantés d'oliviers et coupés par des murs de pierre, gravissent sans bruit ni confusion des pentes taillées en terrasses et débouchent subitement sur le plateau des Arènes. Les républicains, surpris, se mettent à fuir. Le général Garnier s'efforce de les rallier ; cette troupe de nouvelle levée se disperse sous la pluie des balles et sous le feu qui part de Malbousquet. Il n'a plus autour de lui qu'une poignée d'hommes hésitants, découragés et qui finissent par plier. Que les coalisés s'avancent sur la route d'Ollioules, qu'ils atteignent ce village, et ils s'emparent du parc d'artillerie. « Quel eût été, s'écrie Marescot, le sort de l'armée ? »

Mais, au lieu de se reformer, selon les instructions qu'ils avaient reçues, sur la cime longue et étroite de la hauteur et de l'occuper solidement, les assaillants, entraînés par leur impétuosité, pillent le petit camp qui gardait la batterie, poursuivent çà et là les patriotes, escaladent les collines avoisinantes, et les voilà disséminés de tous côtés. Au lieu de profiter de la pente du sol pour emmener les canons conquis, ils perdent le temps à les enclouer, assez mal d'ailleurs, et avec des clous et des outils que le comte del Puerto fait venir de Malbousquet.

Il était neuf heures. Dugommier, accompagné de Saliceti,

des deux adjudants généraux Arena et Cervoni et du 3e bataillon de l'Isère, arrivait sur le plateau, et dans son indignation, frappait les fuyards à coups de sabre. Il pria Garnier, qui connaissait le terrain, de conduire les volontaires dauphinois. Garnier plaça 250 hommes derrière un grand pan de mur. Avec le reste, il se rabattit sur la droite, et à onze heures, à la tête de trois bataillons, il s'élançait à l'assaut de la hauteur des Arènes. Les alliés commençaient à rétrograder. Ils voulurent envelopper Garnier; ils descendirent, eux aussi, vers la droite et tombèrent sur le bataillon de l'Isère qui les attendait derrière le mur et sur deux autres bataillons que le général Mouret envoyait de la division du centre. Accueillis par un feu très vif, craignant d'être débordés et coupés, ils se sauvèrent en désordre.

Le gouverneur de Toulon et commandant en chef des troupes combinées, O'Hara, était présent à l'affaire, bien qu'il eût promis à lord Hood, qui se défiait de son ardeur, de ne pas quitter la ville. Brave, téméraire, prodigue de sa personne, comme dit Elliot, étourdi et un peu braque[1], oubliant qu'il était général, comme dit encore un Espagnol, pour faire à tort et à travers le capitaine de miquelets, il était allé dans le vallon aux trousses des Français, malgré ses guides qui le priaient de ne pas s'aventurer plus avant et de ne pas s'engager dans de dangereux défilés. Lorsqu'il vit ses troupes revenir à la débandade, il courut à leur rencontre pour les rallier et les ramener. Il fut blessé au bras, et le sang qu'il perdait lui causa une telle défaillance qu'il dut s'asseoir au pied d'un mur. Deux de ses soldats le soutenaient et le conduisaient; il leur ordonna de se mettre en sûreté. Quelques instants après, il était prisonnier.

Bonaparte a prétendu qu'il avait lui-même capturé le général. Il se trompe; mais il contribua grandement au succès

1. *Harum scarum.*

de la journée. Il plaça sur plusieurs points des canons de campagne qui protégèrent la retraite de Garnier et retardèrent la marche des alliés. A travers un boyau qu'il avait fait pratiquer dans le vallon et recouvrir de branches d'olivier, il arriva sans être aperçu jusqu'à l'épaulement de la batterie de la Convention et envoya de droite et de gauche aux ennemis une décharge de mousqueterie qui les déconcerta.

A midi, les coalisés se repliaient sur la ville par petits pelotons. Plusieurs se rassemblèrent sous le fort Malbousquet. Les troupes de Mouret les suivirent la baïonnette dans les reins, et Mouret voulut profiter de leur élan pour enlever le fort. Elles se portèrent jusqu'aux chevaux de frise, elles détruisirent un ouvrage que les Espagnols commençaient à faire, elles leur prirent quelques tentes ; mais, bien que Bonaparte eût desenclou é les canons de la Convention et ouvert le fort contre Malbousquet, elles durent s'arrêter sous la mitraille du fort.

Les Anglais avaient laissé des pièces d'artillerie sur le bord de la Rivière Neuve. Elles faillirent tomber dans les mains des républicains. Mais le capitaine Collier, le seul des trois officiers qui restaient, fit une énergique résistance. Ses canons tirèrent à mitraille jusqu'au dernier instant, et ils ne s'éloignèrent qu'après avoir épuisé leurs munitions. Le chevalier de Revel couvrit la retraite avec ses Piémontais qu'il avait ralliés. « Tant que je serai en vie, dit-il à Collier, votre artillerie ne sera pas prise. » Il fut promu colonel, et Dundas lui décerna cet éloge : « Vous êtes vaillant, capable et plein de bon vouloir, *stout*, *able and willing*[1]. »

Dugommier traita courtoisement O'Hara. Il lui avait sur-le-

1. Thaon de Revel, 161. 200 prisonniers, 100 soldats et 28 officiers (12 anglais, 10 espagnols, 6 sardes ou napolitains) mis hors de combat, telles étaient les pertes des alliés (Arteche, 276). Voir sur cette affaire le mémoire de Garnier (A. G.), la lettre de Dugommier au Comité, 30 nov. (*Mon.*, 7 déc.), celle de Napoléon, Elliot, Revel, Florindorf, etc. Les Espagnols se vantèrent d'avoir sauvé Malbousquet par leur fermeté.

champ envoyé Bonaparte, Bonaparte qui devait se rappeler le sort d'O'Hara et qui prophétisait le même destin à Wurmser enfermé dans Mantoue. « Que désirez-vous? » dit Bonaparte à O'Hara. — « Être seul, répondit le général anglais, et ne rien devoir à la pitié. » Bonaparte, qui juge O'Hara un homme très commun, loua cette réplique : « Un vaincu, remarquait-il, doit avoir de la réserve et de la fierté, doit ne souhaiter rien, ne demander rien[1]. » Mais ce bel accès de stoïcisme ne dura pas. Quelques instants plus tard, O'Hara recouvrait le sens pratique d'un bon Anglais. Il fit venir de Toulon, avec l'autorisation de Dugommier, son chirurgien, son domestique, ses effets, et, le soir même, tout en disant qu'il était bien malheureux, qu'il avait vu la guerre en Amérique, qu'il avait été en 1781 prisonnier à Yorktown, et qu'il n'avait jamais eu l'humiliation d'être abandonné par ses troupes, il dormit dans le lit du général Garnier.

Saliceti et ses collègues profitèrent de l'événement pour obtenir des renseignements sur les conventionnels Baille et Beauvais, enfermés au fort La Malgue. Ces deux représentants étaient à Toulon lorsqu'éclata l'insurrection royaliste, et ils avaient été hués, menés à la cathédrale pour assister, un cierge en main, au *Te Deum*, traînés de section en section, puis emprisonnés. Leur arrestation fit grand bruit. La Convention décréta que les Anglais, saisis sur le territoire de la République, répondraient sur leur tête de la conduite de l'amiral Hood envers Baille, Beauvais et les autres patriotes incarcérés à Toulon. Mais elle était inquiète du sort de ses membres. Le 4 septembre, Gasparin assurait que Baille avait expiré la veille. Le 18, un agent du Comité de salut public écrivait que Beauvais vivait dans les alarmes au milieu des menaces de mort et que Baille avait été trouvé

1. *Corresp.*, IV, 664. On a dit qu'O'Hara avait jadis capturé Dugommier, qui le capturait à son tour; l'anecdote est fausse.

étranglé dans son cachot, qu'on ne savait s'il s'était tué ou si les Anglais l'avaient sacrifié. Le 27, Adet, adjoint du ministre de la marine, mandait que Beauvais avait subi le supplice de la corde : « Ils ne respectent rien, ces féroces Anglais ! Un représentant du peuple conduit au gibet comme un vil scélérat ! » Au mois d'octobre, cette nouvelle était démentie. On apprenait par des déserteurs et des prisonniers que Baille n'était plus, mais que Beauvais existait encore, qu'on le traitait avec certains égards, qu'il se promenait le jour durant quatre heures. Là-dessus, le 23 novembre, sur un rapport de Billaud-Varenne, la Convention accorda une pension de 1.500 livres à la mère de Baille tombée dans le besoin : « Baille, affirmait Billaud, avait été sommé par les Anglais de crier *Vive Louis XVII*, et il avait répondu : « Ce « n'est pas pour crier *Vive Louis XVII* que j'ai voté la mort « du tyran[1]. »

Les représentants chargèrent Dugommier de s'enquérir exactement du destin de Baille et de Beauvais. Le général voulait envoyer aux alliés un des commissaires des clubs du Midi qui lui semblaient « investis de la confiance publique », Bayssière, Gury, Jouve ; mais il réfléchit qu'ils étaient trop connus dans Toulon. Il choisit un personnage qui parlait et entendait l'anglais. Ce parlementaire, accompagné d'un trompette qui savait l'espagnol, eut mission de remettre une lettre au gouverneur et de visiter les prisonniers du fort La Malgue. Il entra, le 2 décembre, dans la ville, les yeux

1. *Mon.*, 10, 11, 28 sept. et 11 oct. ; — Rec. Aulard, VII, 562 ; VIII, 142, 255. Cf. sur Baille les *Mém.* de Barbaroux et de Louvet qui le nomment un homme violent, grossier, nul pour les affaires (Louvet, *Mém.* p. Aulard, I, 181, et Barbaroux, *Mém.*, p. Dauban, 329). Baille et Beauvais (qui mourut le 28 mars 1794) furent célébrés comme des martyrs. Déjà, en novembre 1793, Musset et Ch. Delacroix donnaient au citoyen Leprince un nom plus digne d'un républicain, le nom de Beauvais qu'ils croyaient « mort à Toulon, victime de la perfidie des Anglais ». Robespierre jeune assura que Baille s'était tué parce qu'il avait entendu dire à ses gardiens que les Anglais arrachaient la langue à leurs prisonniers ou leur coulaient du plomb fondu dans les veines. Sergent demandait qu'il prît rang à côté de Le Peletier et de

bandés, et fut mené au fort en une voiture bien fermée sous la surveillance d'un vieux « croc à moustache ». Beauvais lisait lorsque le parlementaire se présenta. « A-t-on pour vous, demanda l'émissaire de Dugommier, les égards dus à la représentation nationale? » Beauvais répondit avec une sorte de résignation philosophique qu'il ne manquait de rien, qu'il avait de temps à autre du poisson et du dessert, qu'il se promenait librement dans le fort. Désirait-il écrire à ses collègues, les représentants du peuple près de l'armée révolutionnaire? Il répondit qu'il ne les connaissait pas et qu'il n'avait rien à leur dire. « Il a l'air, rapporta le parlementaire, de ne voir la République que dans son cachot et en lui. » Baille était-il mort? Beauvais répondit que Baille croyait que son père avait péri dans Toulon et, qu'une nuit, en un moment d'égarement, il s'était mis au cou un mouchoir ou une corde, qu'on l'avait trouvé le lendemain matin pendu à un gros clou. Le parlementaire vit dix-sept autres prisonniers. Ils faisaient, selon le mot d'un Anglais, une f..... figure et ils souhaitaient d'être échangés aussitôt que possible; mais ils ne se plaignaient pas, bien qu'ils n'eussent pour se coucher que de la paille ou une paillasse.

Marat en ajoutant que sa mort était plus glorieuse que s'il avait succombé à la tête de l'armée (*Mon.*, 3 janv. 1794). « La plume s'arrête d'horreur, disait Barère dans son rapport du 26 mai 1794, il faut cependant qu'elle retrace encore le trait de cruauté exercé par les Anglais contre les représentants du peuple à Toulon, tandis que les patriotes traitaient avec humanité O'Hara et les autres prisonniers anglais. » Trouvé, dans son chant de guerre, *La mort à tout esclave anglais* (*Mon.*, 18 juin 1794), évoquait ainsi les deux députés :

Vous nous guidez à la vengeance,
Mânes si chéris des Français,
Mânes de Baille et de Beauvais,
Martyrs de notre indépendance.

La Convention avait demandé le 7 avril, après une lettre de Maignet qui faisait l'éloge du « martyr », que son Comité d'instruction publique lui fît un rapport sur la translation des cendres de Beauvais au Panthéon, et elle désirait « panthéoniser » en même temps Baille, Fabre (tué à Port-Vendres) et Gasparin; le rapport ne fut pas fait; mais l'urne qui renfermait les cendres de Beauvais fut déposée aux Archives nationales; son buste en cire, placé dans la salle de la Convention, et un secours annuel de quinze cents livres (décret du 28 déc. 1794), voté à sa fille.

Tels furent les détails que Dugommier recueillit du parlementaire, et il se hâta de les annoncer à Paris : « Beauvais n'est point détruit comme on l'avait dit; il existe, nous n'en pouvons pas douter, et nous savons que son collègue Baille a péri par ses propres mains[1]. »

La capture d'O'Hara avait déjà suscité les bruits les plus ridicules dans la population toulonnaise. On prétendait qu'il avait passé volontairement à l'ennemi. Était-ce à lui, gouverneur de la place, de diriger une sortie? N'aurait-il pu regagner la ville comme plusieurs Toulonnais blessés et son guide Barallier? Non; il y avait là un tour des Anglais; ils désespéraient de conserver Toulon, ils n'osaient envoyer un émissaire aux représentants du peuple, et ils avaient usé de cet habile expédient : O'Hara s'était fait prendre par les assiégeants pour traiter avec eux! La venue du parlementaire français et de son trompette surexcita les imaginations plus vivement encore. On disait que ces deux patriotes étaient des conventionnels — et quelques personnes assuraient avoir reconnu Augustin Robespierre —, qu'ils avaient proposé l'échange d'O'Hara contre Beauvais et la famille de La Poype, que Dundas avait répondu superbement : « La rançon d'O'Hara est au bout de nos baïonnettes! » D'autres affirmaient que des négociations étaient engagées, que les Anglais vendaient Toulon aux républicains, que la somme leur avait été comptée, qu'on avait vu deux lourds fourgons

1. Dugommier à Bouchotte, 10 déc.; — Rapport de Bayssière, Gury et Jouve, 3 déc. (A. G.); — Rec. Aulard, IX, 275. Beauvais était méconnaissable lorsqu'on le tira de sa prison; comme l'a dit Augustin Robespierre aux Jacobins, il « ne se montra pas aussi ferme qu'il aurait pu l'être » et il « fut épouvanté de l'image des tourments qu'on lui préparait »; mais, ajoutait Robespierre jeune dans un discours à la Convention, Beauvais délivré devait « donner à cet instant de sa vie le caractère convenable » et « montrer les Anglais capables de tous les crimes ». Beauvais n'y manqua pas. Il écrivit à la Convention que le parlementaire l'avait trouvé dans un noir cachot, sans feu ni lumière — comme si les Anglais auraient commis pareille imprudence! — Cf. *Mon.*, 2, 3 et 6 janvier 1794.

attelés chacun de quatre chevaux et sans doute chargés d'or, entrer à pas de roulage dans l'hôtel du gouverneur et partir au trot, légers comme la plume[1].

Dugommier ne pensait guère à négocier. L'échec du 30 décembre avait répandu l'émoi dans Toulon et démoralisé les troupes, surtout les Napolitains. Elliot ne cachait pas ses craintes. Si les alliés n'avaient que 400 hommes de moins, la moitié de ces hommes étaient Anglais, et Sa Majesté Britannique perdait 12 officiers ; il fallait désormais s'abstenir de sorties et se résigner à la défensive. La plupart des assiégés remarquaient, non sans angoisse, que les républicains recevaient des renforts et que leur travail devenait plus méthodique. Les déserteurs annonçaient que l'armée révolutionnaire comptait de 30.000 à 40.000 hommes et qu'elle ferait bientôt une attaque générale. « Les dernières lettres de Toulon, disait le *Moniteur*, portent qu'elle grossit d'une manière effrayante et que les secours qu'attendaient les alliés éprouvent une lenteur qui les décourage. » Mais Dugommier n'était pas moins alarmé que les Toulonnais et les coalisés[2].

Dans cette affaire du 30 novembre, il s'était battu selon l'expression de Bonaparte avec un courage vraiment républicain, et il avait reçu deux fortes contusions, l'une au bras droit, l'autre à l'épaule. Toutefois, s'il jugeait la journée chaude et heureuse, s'il louait certains officiers et notamment les trois Corses, Bonaparte, Arena et Cervoni, qui « s'étaient le plus distingués » et l' « avaient le plus aidé

1. Cottin, *passim* : — Pons, 135-136 ; — *Mémoires historiques* du chevalier de Fonvielle, 1824, t. II, 542-545, 553 (il assure sérieurement qu' « on peut évaluer à 20 millions en or ce qu'aura coûté à la Convention la livraison de Toulon ! ») ; — Lauvergne, *Hist. de la Révol. fr. dans le dép. du Var*, 440 ; — cf. Louvet, *Mém.*, I, 184 (il accuse Beauvais de trahison !) et Thaon de Revel (*Mém.*, 164) qui proposait à Hood et à Dundas d'échanger O'Hara contre le général Casabianca.

2. Lettres de Dundas, 12 et 21 déc. (A. G.) ; — Elliot, II, 199 ; — Auckland, III, 157 ; — Pons, 141 : — Florindorf, 349 ; — *Mon.*, 11 décembre ; — Cottin, 449.

à rallier et à pousser en avant », s'il se félicitait « d'avoir si bien fait à l'improviste » et s'il augurait qu'il ferait mieux encore lorsque l'attaque serait « concertée et bien mesurée », s'il avait la joie d'annoncer à Paris la capture d'O'Hara, du major anglais Archibald Campbell, du colonel espagnol Echaburu et de quinze autres officiers, cette surprise du plateau des Arènes lui révélait la faiblesse et l'inexpérience de ses troupes. Il devait s'avouer que son aile gauche avait été culbutée sans essayer la moindre résistance et que c'étaient 5 à 600 braves, le 3e de l'Isère et le 59e régiment ci-devant Bourgogne qui, sous ses ordres et à la voix de Garnier et de Mouret, de Bonaparte, d'Arena et de Cervoni, avaient reconquis la position qu'une division de 6.000 hommes perdait en un instant. Il déplorait l'énorme consommation des cartouches : « La chose est incroyable, s'écriait-il, et pourtant elle est vérifiée ; l'armée a, le 30 novembre, usé 500.000 cartouches[1] ! »

L'exécution des mesures prescrites par le Conseil de guerre fut suspendue, et l'attaque, qu'il avait fixée au 8 décembre, retardée. Les républicains se bornèrent, pendant la première quinzaine du mois, à perfectionner leurs retranchements et à tirer des coups de canon.

Aussi, en Provence et à Paris, désespérait-on de l'issue de l'entreprise. Des plaintes s'élevaient contre le général en chef de l'armée assiégeante. Toulon était donc invincible ! Les jacobins de Marseille demandaient à Dugommier pourquoi l'odieuse ville n'était pas encore vaincue. Marescot écrivait à Carnot que Dugommier différait sans doute son attaque pour la rendre certaine et décisive, mais que plus elle tarderait, plus elle serait épineuse et sanglante, qu'il était temps de commencer. Saliceti priait le général de faire une « action d'éclat », de « frapper le coup », de remplir le « grand objet

1. *Corresp.* de Napoléon, I, 22 ; — Dugommier à Bouchotte, 30 nov. ; — et relation de Garnier (A. G.) ; — Rapport de Ricord.

de l'attente nationale », et marquait au Comité que Dugommier était brave, ardent, patriote, mais un peu lent dans ses mesures. Augustin Robespierre et Ricord représentaient que l'armée révolutionnaire n'avait du blé et de la farine que pour quinze jours, qu'elle n'aurait plus de ressources sous deux semaines, que le seul moyen de s'approvisionner était de prendre Toulon. Le Comité, plus impatient que jamais, arrêtait que l'armée des Pyrénées-Orientales serait provisoirement réduite à 15.000 hommes et que le surplus des troupes qui la composaient, irait sur-le-champ devant Toulon sous la conduite de Garrau, commissaire de la Convention, que Bordeaux fournirait 10.000 fusils, que Toulouse enverrait des citoyens de bonne volonté : Toulon, trop longtemps impuni, devait enfin trembler, devait être dompté par un « nouveau noyau de forces », par une violente et suprême tentative. De même, la Convention. Le 17 décembre, le jour où tombait le Petit Gibraltar, une proclamation de l'Assemblée que Bouchotte ordonnait de répandre à deux mille exemplaires dans l'armée révolutionnaire et les clubs du Midi, reprochait aux assiégeants de « cerner en vain les brigands » et les sommait de conquérir Toulon : « Le Nord a triomphé. Les rebelles sont vaincus dans la Sarthe. Le Midi serait-il seul déshérité de la portion qu'il doit avoir dans la gloire nationale? Non, vous n'avez pas été assez fortement indignés des trahisons toulonnaises. Les travaux du siège languissent. Faudra-t-il donc appeler le Nord pour vous défendre? La République vous commande la victoire[1] ! »

1. Rec. Aulard, IX, 73, 147, 327 ; — rapport de Ricord, 10-11 ; — Marescot à Carnot, 10 déc. ; — Saliceti au Comité, 20 nov. et 12 déc. (A. G.) ; — *Mon.*, 20 déc. (Adresse de la Convention à l'armée de la République sous les murs de Toulon, 17 déc.)

CHAPITRE V

LA REDOUTE ANGLAISE

Renforts. — Craintes de Dugommier. — Conseil de guerre du 11 décembre. — Effort des batteries. — Attaque de la redoute anglaise (17 décembre). — Instructions de Dugommier. — Désordre des colonnes. — Bravoure et blessures des officiers. — Résistance des Anglo-Sardes. — Enlèvement du fort Mulgrave. — Abandon des forts Saint-Louis et Saint-Philippe. — Les alliés autour du fort Saint-Charles sous le commandement d'Izquierdo. — Le promontoire évacué dans l'après-midi du 17 décembre. — La division de l'Est et la prise du Faron. — Conseil de guerre des alliés. — Leurs préparatifs de départ. — Panique des Toulonnais. — Embarquement des coalisés dans la nuit du 18 au 19. — Incendie de l'arsenal. — Entrée des républicains, le 19, à une heure du matin. — Occupation de Toulon. — Le drapeau blanc. — Excès des troupes. — Douleur de Dugommier. — Ses dernières mesures. — Représailles des représentants. — Motifs qui déterminèrent Dugommier à abandonner le commandement. — Il est envoyé aux Pyrénées-Orientales (27 décembre). — Dugommier à Marseille (5 janvier 1794), à Arles (9 janvier), à Montpellier (14 janvier), à Perpignan (16 janvier). — Quel a été son rôle à Toulon.

Dugommier hésitait encore à « ouvrir la scène ». Carteaux avait dit qu'il ne craignait que la guillotine. Comme Carteaux, comme Houchard et d'autres, Dugommier savait que l'échafaud attendait le général vaincu. « En chaque chose, lit-on dans une de ses lettres, toutes les têtes qui ont quelque autorité sont de la partie, et cependant, quand elle est perdue, la tête seule du pauvre général en répond. » Avant l'assaut du fort Mulgrave il disait tout bas à Victor : « Il faut prendre la redoute, ou sinon... » et, sans achever la phrase, il se passait la main sur le cou.

Il ne voulait agir que lorsqu'il aurait tous les secours promis : « Plus notre masse sera forte, écrivait-il, plus elle sera terrible ». Il demandait à Dumerbion les officiers qu'il connaissait, Martin, Despinoy, Guillot, Eberlé, Partouneaux, les deux

Buget, Cazabonne et les troupes qu'il commandait naguère à l'armée d'Italie, le 28e ci-devant Maine, le 3e de la Haute-Garonne, la compagnie de chasseurs de Clairac ; il « mendiait » près de Carteaux une ou deux compagnies d'artillerie ; jusqu'au dernier jour, il reçut des bataillons, des détachechements et, le 15 décembre, arrivaient dans son camp, à marches forcées, 2.000 hommes de l'armée d'Italie. Il fut heureux de revoir ses compagnons de Gilette et d'Utelle, et lorsque Martin, Despinoy, Eberlé, Partouneaux, les deux Buget vinrent au quartier général d'Ollioulles, il les présenta gaiement aux commissaires de la Convention comme ses *gens de confiance*. « Je les ai fait venir, disait-il, pour m'aider à prendre la redoute. »

Il n'avait pas foi dans le nombre et il affirmait avec l'accent de la conviction que la moitié de son armée était nulle, qu'il ne pouvait pas rassembler plus de 8.000 hommes « pour une expédition chatouilleuse », que de 35.000 combattants énumérés sur l'état de situation, 15.000 au plus lui inspiraient quelque confiance, que le reste formait un troupeau inerte et plus nuisible qu'utile. Ne voyait-il pas à Ollioules, à son quartier général, les hommes quitter le corps de garde pour découcher et les sentinelles oublier le qui-vive, s'asseoir, s'endormir sans souci de la consigne ? Ne dit-il pas que les trois quarts des officiers ne doivent leur avancement qu'à l'ancienneté ou au hasard de l'élection, qu'ils ne pensent qu'au plaisir et ne servent que par orgueil, par amour-propre, pour avoir un grade et en jouir, qu'ils ne valent pas leurs subordonnés et ne savent pas les conduire, les soutenir dans le danger par le ton et par l'exemple ? « L'ignorance, écrit-il alors, est sur la même ligne que le talent ; pire que cela, le vice marche au niveau de la vertu, et souvent la balance est en sa faveur, parce que le vicieux est plus ancien que l'homme de mérite[1]. »

1. Dugommier à Bouchotte, 30 nov., 4 et 10 déc. ; — aux représentants,

Le 11 décembre, eut lieu à Ollioules un second Conseil de guerre. Il ne fit qu'approuver les résolutions du 25 novembre. Cette fois encore, Dugommier déclara que Toulon n'avait qu'un côté faible par où les assiégeants pouvaient approcher l'escadre combinée et l'accabler de boulets : c'était le promontoire du Caire ou de l'Éguillette ; maîtres de l'Éguillette, les républicains « commanderaient impérativement » aux ennemis d'évacuer les rades; le départ de la flotte jetterait la consternation, et cette consternation livrerait la ville. Le Conseil arrêta donc qu'on attaquerait la redoute anglaise, qu'on tâcherait de prendre le mont Faron et qu'on ne ferait ailleurs que des diversions. Deux vaillants soldats, Victor et Brûlé, assistaient à cette conférence. Ils avaient reçu le billet suivant : « Tu te rendras à deux heures précises, aujourd'hui, chez le général en chef pour objet de service ; il t'attend à dîner. » Dugommier leur destinait le commandement des colonnes qui monteraient à l'assaut de la redoute des Anglais, sous les ordres immédiats de Delaborde. Il appréciait leur valeur et leur expérience. Victor, nommé adjudant-général chef de brigade, après la journée du 1er octobre, où il avait gravi, puis défendu les rudes escarpements du Faron, attaché ensuite à la division de l'ouest, a dit lui-même qu'il fut chargé spécialement de préparer les troupes et de les disposer pendant l'affaire du 17 décembre. Brûlé qui, sous les yeux de Doppet, avait, le 15 novembre, mené les républicains à l'attaque de la redoute, commandait la « division de la plaine » ou les troupes campées dans la plaine de La Seyne, et il devait finir en héros, quatre mois plus tard, au combat de Saorge [1].

13 déc. ; — témoignage de Buget (A. G.) ; — rapport de Ricord, 11 ; — Rec. Aulard, VII, 226, 338. Saliceti disait pareillement que les soldats s'étaient très bien battus au 30 novembre et que, s'ils avaient des officiers, ils feraient des prodiges, et il avait affirmé qu'au 1er octobre, à l'attaque du Faron, s'il y avait eu de la lâcheté, c'était de la part des officiers. Cf. le mot de Gasparin, après la surprise des Sablettes, que les volontaires « ne savent pas se garder ».

1. Mémoire de Dugommier sur la prise de Toulon. Voir sur Brûlé, *les*

La redoute anglaise devenait ainsi le but principal de l'assiégeant. A diverses reprises, Dugommier l'avait reconnue. Le 6 décembre, souffrant encore de sa blessure, il se faisait porter pour observer le flanc gauche de l'ouvrage, et le lendemain il allait voir la droite. Le 12, à deux heures de l'après-midi, il explorait d'autres parages et non sans danger; un coup de canon, tiré du fort des Pommets, tua deux hommes à ses côtés, et un second coup faillit enlever le capitaine du génie, Fournier, qui lui parlait[1]. Le 14, accompagné de Marescot, de Bonaparte et de quelques officiers, il examinait, étudiait une dernière fois la fameuse redoute. C'était, disait-il, non sans exagération, un chef-d'œuvre de l'art, et ses défenses de toutes sortes, ses canons et ses mortiers, une double enceinte, un camp retranché, des chevaux de frise, des buissons épineux, les feux croisés de trois autres redoutes qui lui servaient d'appui et de soutien, la rendaient formidable; mais elle dominait tout le promontoire, et décidément les républicains n'auraient Toulon que s'ils avaient ce promontoire.

Le 14 décembre, le 15, le 16, trois jours durant, les batteries françaises tonnèrent incessamment contre le fort Mulgrave. « Nous faisions, a dit Dugommier, entendre nos dernières raisons », et il ajoute, en pensant à son collaborateur et ami, Bonaparte, que cette terrible canonnade, diri-

Généraux morts pour la patrie, de J. Charavay, 19. Victor Perrin, plus tard maréchal de France et duc de Bellune, a gardé le nom de Victor qu'il prit au 4e régiment d'artillerie, parce qu'il y avait dans le corps deux Perrin, un Claude Perrin, dit Bourguignon, et un Joseph Perrin, dit Perrin. Adjudant sous-officier au 3e bataillon de la Drôme, puis chef du 5e bataillon des Bouches-du-Rhône, il commandait devant Toulon un bataillon de chasseurs. Nommé adjudant-général chef de brigade, pour s'être conduit à merveille, disaient les représentants, et parce qu'une voix unanime s'élevait pour lui, il fut chargé, écrit-il, du commandement de la division de droite — en réalité, de la droite de l'aile droite — « parce que les généraux manquaient », et c'est ainsi, ajoute Victor, qu' « il l'a conduite à l'attaque de la redoute anglaise ».

1. Dugua à Bouchotte et à Micas, 7 et 12 déc. (A. G.).

gée par le plus grand talent, annonçait aux ennemis leur destinée[1].

Six batteries avaient été dressées contre le Petit Gibraltar :

La batterie des Sans-Culottes ou, comme on la nommait brièvement, la Sans-Culotte, établie à la pointe de Brégaillon;

La batterie de la Grande Rade, près de La Seyne, entre Faubrégas et les Sablettes;

La batterie du Bréguart ou de Faubrégas;

La batterie des Sablettes, sur une hauteur, dans l'isthme du même nom et vis-à-vis de la redoute;

La batterie des Quatre-Moulins, en seconde ligne, derrière La Seyne;

La batterie des Hommes-sans-Peur, la plus exposée de toutes, qui se trouvait à l'endroit appelé l'Écaillon, sur une petite éminence, dite Roquille, où se voient aujourd'hui encore, sous les broussailles et les ronces, des traces d'épaulements et les débris d'un four à boulets rouges.

Le 15 décembre, une septième batterie, la batterie des républicains du Midi ou des Jacobins, armée de trois pièces de 24 et de cinq mortiers de 12, ouvrit son feu; elle avait pour chef un ancien soldat du régiment de La Fère, le lieutenant Vermot, à qui Bonaparte écrivait ce mot flatteur : « Je compte trop sur vous pour m'inquiéter d'aucune manière. »

Le lendemain, une huitième batterie, celle des Braves ou Chasse-Coquins, munie de trois mortiers et de trois pièces de 24, s'élevait à droite des Hommes-sans-Peur.

Le fort Mulgrave était donc l'objectif de huit batteries, qui faisaient un feu continu, et l'on voyait par instants dans l'air jusqu'à sept bombes dirigées contre elle. L'artillerie anglaise, commandée par le lieutenant Duncan, ripostait

1. « Con suma viveza, con la misma estraordinaria viveza », disent les relations espagnoles.

vigoureusement, et le 16 décembre, le vent d'une de ses bombes jeta par terre Bonaparte, qui se releva meurtri. Mais Dundas remarquait avec anxiété les progrès de l'assiégeant; il reconnaissait que la redoute, dépourvue de blindages, souffrait beaucoup, que ses défenseurs étaient exténués de fatigue, qu'ils avaient un nombre considérable de tués et de blessés, et il leur envoya 300 hommes de renfort. Lord Hood essaya de rassurer Dundas. Il venait d'apprendre que deux régiments anglais partaient enfin de Gibraltar, et il sautait de joie lorsqu'il entra dans la chambre d'Elliot pour annoncer la nouvelle. Dundas et Elliot lui répondirent que les deux régiments arriveraient trop tard et que la situation de Toulon était, d'heure en heure, plus critique[1].

Dugommier avait résolu d'assaillir la redoute le 17 décembre, à une heure du matin. Le centre et la gauche de la division de l'ouest, commandés par Garnier et Mouret, resteraient sous les armes, et leurs batteries feraient le feu « le plus vif ». Pendant ce temps, la droite, sous les ordres du général de division Delaborde, attaquerait la pointe de l'Éguillette. Elle se composerait de 7.000 hommes, dont 4.000 seraient choisis dans les bataillons les plus aguerris. Ces 7.000 hommes se réuniraient à La Seyne. Ils comprendraient trois colonnes. La première colonne, formée de 2.000 hommes et conduite par Victor, marcherait directement sur le fort Mulgrave; elle serait accompagnée par les représentants Saliceti et Augustin Robespierre, ainsi que par le capitaine du génie Locquin. La deuxième colonne, menée par Brûlé, longerait le rivage sur le flanc gauche du fort et irait occuper l'extrémité inférieure du promontoire, intercepter les communications de la redoute avec la mer et couper toute retraite à ses défenseurs; elle aurait avec elle les représentants Fréron et Ricord, ainsi que le capitaine du

1. Lettres de Dundas (A. G.); — Elliot, II, 199; — Chuquet, III, 215.

génie Flayelle. La troisième colonne devait d'abord tourner la montagne du côté des Sablettes; mais Dugommier craignit quelque erreur inévitable dans une attaque de nuit, et il décida que cette troisième colonne se tiendrait en observation pour secourir la première ou la deuxième selon les circonstances. Bonaparte, commandant de l'artillerie, établirait un dépôt de munitions et d'approvisionnements, pourvu de tous les moyens qu'exigeait la prompte construction des batteries à mortiers et à boulets rouges qui seraient dirigées, dès la prise du Petit Gibraltar, sur les vaisseaux des alliés. Il se concerterait avec Marescot, chef du génie, pour employer les volontaires qui n'avaient pas encore d'armes, soit à porter des fascines et des échelles pour combler les fossés et faciliter l'escalade, soit à élever les épaulements et les retranchements nécessaires. Du calme, du silence, de l'ordre, telles étaient les dernières instructions de Dugommier [1].

Le soir du 16, les colonnes s'assemblèrent dans la plaine de La Seyne, au débouché du village. Le temps était affreux; depuis le matin, la pluie tombait par torrents, et Dugommier, inquiet, craignant, comme il disait, que ces contrariétés n'attiédissent l'ardeur du soldat, demandait s'il ne ferait pas mieux de différer l'assaut de vingt-quatre heures. Les commissaires de la Convention protestèrent et, dans une courte conférence qu'ils eurent avec Bonaparte, ils lui offrirent le commandement. Bonaparte refusa de supplanter celui qu'il nommait son brave général; il eut un entretien avec Dugommier, et il lui représenta que les conventionnels se montraient mécontents, que la pluie n'empêcherait pas l'expédition de réussir puisque la baïonnette était l'arme principale, que tous ceux qui voulaient sincèrement le triomphe de la Révolution attendaient avec impatience le

1. *Ordre général* que doit suivre la division de l'ouest (A. G.); — cf. Vauchelet, 374; — Pineau, 301.

signal de marcher. Dugommier fut convaincu. Mais à ce moment Saliceti et ses collègues, pris de scrupules à leur tour, ébranlés par les arguments de certains officiers qui doutaient du succès, désireux de rejeter sur autrui la responsabilité d'un échec, exprimèrent l'intention de tenir conseil de guerre. Dugommier déclara qu'on ne pouvait plus reculer, qu'on devait attaquer sans hésitation ni retard.

Il espérait arriver jusqu'au fort Mulgrave sans être aperçu et y pénétrer aisément. Un premier poste défendu par des Anglais, puis un second défendu par des Espagnols furent enlevés à la baïonnette. Mais ces deux troupes avaient fait une vive fusillade, et les pièces de la redoute dirigèrent aussitôt vers les assaillants un feu de mitraille. Le désordre s'empara des colonnes françaises ; la pluie battante, l'obscurité encore épaisse et les grenades enflammées qui tombaient soudain dans leurs rangs, les égarèrent ; elles se mêlèrent, se confondirent, se portèrent droit vers le fort. Encore une faible portion de ces deux colonnes prit-elle part à l'attaque. Encore la seconde colonne, celle qui devait tourner la redoute par la gauche, fut-elle quelques instants en débandade ; elle cria *sauve qui peut* et *à la trahison*, et il fallut, pour la rallier, les discours de Fréron et de Ricord et surtout les efforts des généraux Delaborde et Dugua qui les rangèrent tant bien que mal en bataille. Ricord a écrit que la nature semblait de sa volonté propre intervenir dans ce grand événement, que le bruit du tonnerre se mêlait à celui du canon, qu'un orage épouvantable ajoutait à la majesté du tableau. Les représentants n'eurent pas le temps de faire ces belles remarques ; ils ne pensaient qu'à dissiper la panique. Ils haranguèrent les soldats. « On a déjà voulu, disaient-ils, désorganiser notre division, et même ici les traîtres développent leur système ; même ici la malveillance fait manquer une expédition si importante. » Ainsi se vérifiait, dans cette nuit du 17 décembre comme dans la matinée du 30 no-

vembre, ce qu'avait annoncé Dugommier, qu'il ne pouvait compter que sur la moitié ou le tiers de son monde. Et c'était l'élite de ses bataillons qu'il avait jetée sur le promontoire !

Mais ceux qui montaient à l'assaut et qui rappelaient plus tard avec orgueil qu'ils avaient pris la redoute anglaise, c'étaient les plus vaillants de l'armée révolutionnaire, c'étaient ceux qui, selon le mot de Dugommier, avaient juré de se lever et de ne s'asseoir qu'à la place de leurs ennemis. C'étaient le général Delaborde ; le général Dugua — il eut son habit percé d'une balle ; — l'adjudant-général Victor, — il marchait, a-t-il raconté, à la tête des grenadiers, et il reçut un éclat de mitraille qui lui ouvrit le bas du ventre ; — Bergeron, adjoint à l'état-major et qui devint colonel commandant de place, chargé naguère de garder O'Hara et de le mener à Aix — il reçut une balle à la cuisse. — C'étaient les officiers tout récemment arrivés de l'armée d'Italie : l'adjudant-général Despinoy — il fut blessé grièvement à l'épaule — ; l'adjudant-général Eberlé, qui s'était mis au premier rang des chasseurs d'avant-garde ; — l'adjudant-général Guillot qui fut, après l'affaire, nommé commandant de l'ouvrage conquis; le capitaine Partouneaux — il reçut à bout portant un coup de feu qui lui traversa le genou droit ; — le capitaine de la compagnie franche de Clairac, Cazabonne — il reçut un coup de feu à la joue — ; les deux Buget, l'aîné, le lieutenant François, qui tomba blessé à mort sur le parapet de la redoute, et le cadet, le sous-lieutenant Claude-Joseph, destiné au généralat. C'étaient Bonaparte — il reçut un coup de baïonnette à la cuisse, et les matelots du *Northumberland* disaient, lorsqu'il voguait vers Sainte-Hélène, que la main d'un Anglais lui avait fait sa première blessure — ; Junot, ce sergent de la Côte-d'Or que Bonaparte avait pris pour secrétaire à cause de sa belle main et nommé lieutenant-adjoint à l'état-major d'artillerie ; le capitaine Muiron, chef

d'état-major de Bonaparte, qui devait périr au pont d'Arcole — il reçut un coup de pique ; — le capitaine Marmont — les cinq ou six hommes les plus proches de lui furent mis hors de combat ; — le lieutenant Favas, adjudant major de Muiron et plus tard chef de bataillon — lui aussi fut blessé — ; le sergent Pétout, le brave des braves, qui commandait la batterie des Hommes-sans-Peur et qui, le sabre au poing, menait ses canonniers — il fut frappé d'un coup de sabre à la jambe et d'un coup d'écouvillon à l'épaule.

La résistance des Anglo-Sardes, qui tenaient la redoute, fut acharnée. En vain les républicains arrachent les chevaux de frise, dérangent les abatis, escaladent les parapets, franchissent les traverses multipliées qui font comme une seconde enceinte. En vain ils se hissent sur les épaules les uns des autres jusqu'au haut du fort. En vain, le sabre entre les dents, le fusil en bandoulière, ils passent par les embrasures des canons. L'ennemi, qui se presse autour d'eux, les accable, les précipite dans le fossé. Deux fois ils furent repoussés et culbutés ; deux fois ils rentrèrent dans l'ouvrage. On ne tirait pas à cause de la pluie, et les grosses pièces des Anglais qu'ils ne pouvaient servir promptement ni incliner, leur devenaient inutiles ; on s'abordait corps à corps, et la seule arme était la baïonnette, le sabre ou l'écouvillon. Dugommier avait pénétré dans la redoute ; il fut refoulé et, dans son désespoir il s'écria : « Je suis perdu » ; puis, se ressaisissant, il ordonna d'appeler la réserve. Elle parut au même instant. Bonaparte était à la tête de cette colonne. Il avait eu son cheval tué sous lui lorsqu'il sortait de La Seyne. Sans perdre son sang-froid, il commande à Muiron de tourner la hauteur avec un bataillon d'infanterie légère[1] et, à

1. Sans doute le 8e chasseurs. Le chef de ce bataillon, Méric, fut nommé adjudant-général chef de brigade, et il servit, l'année suivante, à l'armée des Pyrénées-Orientales (il était à Elne, avec Eberlé, sous les ordres immédiats de Guillot, dans la division Sauret) ; sa nomination ne fut pas ratifiée, probablement parce qu'il était noble, et il disparait de l'histoire militaire.

la faveur des inégalités de terrain, d'arriver au fort sans être remarqué. Muiron exécuta cet ordre très habilement : il gravit l'escarpement et, à l'improviste, se jeta dans une embrasure avec une partie de ses hommes. Bonaparte le suivit. Ce fut le troisième et suprême élan. Une lutte terrible s'engagea dans l'intérieur et au sud de la redoute sur une sorte de place d'armes. Peu à peu les alliés se virent cernés. Les Piémontais et leur chef, le chevalier Costa de Beauregard, réussirent à se frayer un chemin. Les Anglais, à la voix du capitaine Conolly du 18e régiment, combattirent avec fureur, et leurs artilleurs se firent hacher sur leurs pièces. Mais l'opiniâtreté britannique finit, comme dit Dugommier, par céder à l'audace française. Le jeune sous-lieutenant Buget, qui s'était emparé d'un canon, criait dans la fièvre du combat : « Il est à moi, c'est moi qui l'ai pris, personne ne me le disputera ! » A trois heures du matin, la redoute, cette redoute que les Français nommaient affreuse et infernale, cette redoute couverte de morts et de mourants, était au pouvoir des républicains, et de toutes les poitrines s'échappait le cri : « Vive la République, la redoute est à nous ! »

Bonaparte donna sur-le-champ le commandement de l'artillerie du fort au capitaine Marmont, qui retourna les pièces contre les vaincus. Il fut très difficile, au milieu de l'averse et du vent, parmi nombre de morts et de blessés, d'établir les bouches à feu assises sur affût marin, et l'on dut abattre les masques en terre qui couvraient les passages entre les traverses.

A l'aube, les représentants se montrèrent, le sabre à la main, l'air décidé, et ils félicitèrent les vainqueurs. Ils n'étaient pas montés à l'assaut, quoi qu'on lise dans les relations du temps et dans le rapport de Dugommier. S'ils avaient encouragé les troupes, si Fréron et Ricord avaient rallié la seconde colonne, si Saliceti et Augustin Robespierre avaient marché sur les flancs de la première, ils

n'arrivèrent, de leur propre aveu, dans la redoute qu'après avoir rencontré les blessés qui leur criaient : « Avancez, nous sommes les maîtres ! » Ils déclarèrent sur-le-champ qu'il fallait profiter du succès et de la consternation de l'ennemi pour s'emparer de tout le promontoire. Dugommier chargea de cette tâche Delaborde et Guillot : on devait, disait-il, achever ce qu'on avait commencé et battre le fer pendant qu'il était chaud.

Les alliés étaient encore à Balaguier, à l'Éguillette et dans les trois redoutes que Dugommier nommait les postes inférieurs. Mais, sans le vouloir, dans le désordre de leur nocturne agression, les républicains avaient pris, en même temps que le fort Mulgrave, une de ces redoutes, d'ailleurs beaucoup plus accessible que la redoute anglaise, celle de Saint-Louis. Il y avait là 437 Espagnols, commandés par le colonel don Luis de Ariza. A l'extrême violence du tir des Français qui lui avaient lancé dans la journée 300 bombes et 600 boulets et renversé quelques-uns de ses parapets, Ariza jugeait l'assaut imminent : sa petite garnison avait ordre de veiller et, quand elle serait attaquée, de se battre à outrance ; les officiers ne devaient pas quitter leur épée, et les soldats tenaient en main leur fusil, tout en le préservant de l'ondée. Aux premières détonations il rangea sa troupe sur les parapets en lui recommandant de ne tirer que lorsque les Français approcheraient. Mais, malgré le feu de mousqueterie qu'il dirigea sur eux, malgré les coups de canon que le sous-lieutenant don Joseph Chacon leur envoya, les républicains entrèrent par les embrasures de la batterie principale ; ils furent refoulés. Une deuxième fois, ils revinrent, pénétrèrent de nouveau dans la redoute par des parapets éboulés ; de nouveau ils furent repoussés après une mêlée sanglante où succomba le lieutenant-colonel Nieto, capitaine des grenadiers du régiment de Cordoue. Une troisième tentative leur réussit ; ils se jetèrent dans le

fort par trois endroits, et vainement les Espagnols, réduits par la pluie continuelle à n'user que de l'arme blanche, résistèrent bravement à coups de sabre, de baïonnette et de pique. La foule des assaillants ne cessait de grossir, et les Espagnols avaient perdu plus du tiers de leur monde. Au bout de deux heures, Ariza, blessé à l'épaule et à la cuisse, voyant le capitaine Castellanos tomber à ses côtés, abandonna le fort Saint-Louis ; du moins fut-il, avec le lieutenant don Juan de Molina, le dernier à se retirer.

Le général espagnol Izquierdo avait le commandement du promontoire, et dès le début de l'affaire il était accouru à la redoute Saint-Philippe qui flanquait la gorge de la redoute Saint-Louis. De là, les gens qu'il avait avec lui, 50 Espagnols qui venaient de débarquer, 80 Suisses du régiment de Betschart et 40 Napolitains tiraient avec vivacité sur les Français. Ce fut à Saint-Philippe et autour de ce poste que se réfugia tout ce qui restait des défenseurs de Mulgrave et de Saint-Louis. Mais cette redoute, qui devait être armée de cinq pièces, inachevée, dépourvue d'épaulements et par suite de canons, n'était pas tenable. Le major Reding l'occupa quelques instants, puis la quitta, craignant d'être coupé sur ses flancs. Izquierdo fit alors garnir la hauteur et la redoute de Saint-Charles qui lui semblaient propres à une longue résistance. Toutefois ses troupes n'étaient pas encore revenues de leur émoi, et la confusion se mit dans leurs rangs. Les Napolitains gagnèrent le rivage en disant qu'ils voulaient rentrer à Toulon ; Izquierdo dut, avec le capitaine de frégate Marron et d'autres officiers, courir après eux et les ramener à Saint-Charles. En ce moment il reçut un renfort de 400 Anglais que Dundas et Gravina lui envoyaient de la ville. Sur l'ordre de l'amiral, il essaya de reconquérir les positions perdues. Anglais, Espagnols, Napolitains, Sardes se formèrent en deux colonnes et s'ébranlèrent sous la protection du canon de Saint-Charles.

Les Sardes étaient à l'avant-garde de la colonne de gauche ; Izquierdo avait pris le commandement de la colonne de droite.

Mais les républicains d'abord inquiets, puis rassurés par l'artillerie de Marmont et par la lumière du jour, s'étaient réunis au rappel des tambours. Eux aussi recevaient des renforts, le régiment de Bourgogne, qui connaissait le promontoire, le régiment du Maine et quelques pièces de campagne. De peur d'un retour offensif des coalisés, Dugommier désirait en finir avant la nuit, et son chef d'état-major Dugua prescrivait à Delaborde d'attaquer le soir même : « Je te prie d'organiser la force nécessaire pour cette expédition et de te pourvoir de quelques guides que tu pourrais te procurer à Sixfours. Choisis ce qu'il y a de meilleur dans toute ta division. »

Izquierdo n'osa tenter un mouvement agressif. Il voyait de nouvelles troupes paraître à tout instant sur le promontoire, et il désespérait de venir à bout de tant d'ennemis. Il remarquait que deux pièces installées par les républicains dans la redoute de Saint-Louis tiraient à mitraille. Il apprenait que les Napolitains qui tenaient la hauteur de l'Éguillette, s'embarquaient après avoir encloué sottement deux canons de 24 qui auraient protégé la marche de leurs alliés. Enfin il jugeait, non sans raison, qu'il était bien plus difficile d'attaquer les forts Mulgrave et Saint-Louis par Balaguier que par La Seyne.

Gravina, Langara, Hood l'engageaient, s'il ne pouvait ressaisir les forts, à résister énergiquement, sinon à regagner Toulon. Il résista jusqu'à une heure de l'après-midi et il fit de Saint-Charles le feu le plus vif et le plus ordonné. Trois frégates espagnols et deux vaisseaux français, le *Pompée* et le *Commerce-de-Marseille* commandé par le capitaine Pasquier et monté par l'amiral Trogoff, s'embossèrent pour le secourir, et leur canonnade fut un instant si violente

que Marmont eut vingt hommes tués en ouvrant dix embrasures. « Nous arrêtâmes toute la journée, dit Pasquier, le travail des républicains, ainsi que leur poursuite. » Izquierdo put ainsi enclouer l'artillerie; il put égorger les mulets et bêtes de somme; il put embarquer tout son monde, même les blessés de l'hôpital, même ses vingt-six dragons espagnols avec leurs chevaux, même la poudre, les cartouches et ce que les Anglais avaient entassé dans la tour de Balaguier. Sa retraite s'exécuta, témoignent les Français, si adroitement et avec tant de finesse qu'il fut impossible de l'inquiéter.

Mais si les républicains n'avaient pas été, selon le mot de Dundas, assez entreprenants, ils possédaient, dans l'après-midi du 17, la pointe de l'Éguillette. Dugommier avait réussi; il avait, suivant son expression, enlevé le promontoire tout entier dans une brusque attaque. 9.000 hommes occupaient la position, et Bonaparte, aidé de Marmont, passa le reste du jour ainsi qu'une partie de la nuit à y établir des batteries de mortiers et des pièces de 24[1].

L'attaque de la division de l'Est, sans être aussi décisive, eut un semblable succès. La Poype avait partagé sa petite armée en trois colonnes. Il était avec Laharpe, colonel du 35e régiment ci-devant Aquitaine, et Masséna, alors général de brigade, à la tête de sa colonne de gauche. Micas commandait la colonne du centre. Argod menait la colonne de

1. *Gazette de Madrid*, 1794, nos 1, 2, 5, 6; — Thaon de Revel, 165-169 : — rapport de Dundas, 21 déc.; — *Mém.* de Dugommier, de Marescot, de Marmont, de Pasquier; — Gauthier de Brécy, *Révol. de Toulon*, 30; — Imbert, *Précis histor. sur les évén. de Toulon*, 27-28; — lettres des représentants (Cf. Rec. Aulard, IX, 505); — *Mon.*, 3 janvier 1794; — *Courrier d'Avignon*, no 286; — lettres de Dugua, 17 décembre 1793 et 27 janvier 1794 (A. G.), etc. Selon Dundas, le fort Mulgrave perdit la moitié de sa garnison, et dans la journée du 17, tant au Faron qu'au Caire, les Anglais eurent 300 tués. Suivant Gravina, les Espagnols eurent, au Caire et au Faron, 70 morts, 45 blessés et 251 prisonniers (dont 12 officiers, 4 morts, 4 blessés, 4 prisonniers). Marescot dit que les Français firent 400 prisonniers, et Dugommier, qu'ils n'avaient que 80 morts et 200 blessés.

droite. La colonne de La Poype, partie du château de Beaudouvin, ne put s'emparer du fort Faron, malgré trois attaques réitérées, et les cris de *sauve qui peut, nous sommes trahis* retentirent dans les rangs. Argod, venu de Revest, échoua pareillement contre les Espagnols qui tenaient les ouvrages du Saint-Antoine sous les ordres de Mendinueta et d'Uriarte. Mais Micas surprit le pas de la Masque. Le défilé avait été fermé par un retranchement tel que des hommes agiles auraient eu peine à l'escalader, même s'ils n'avaient pas trouvé de résistance. Micas l'emporta sans coup férir, tandis que les Anglais, brusquement réveillés, s'enfuyaient au fort Saint-Antoine. Il fit sa jonction avec Argod, et tous deux, gravissant la montagne, attaquèrent la Croix-Faron défendue par les Piémontais. Bien que la redoute fût ouverte à la gorge parce qu'on n'imaginait pas qu'elle pût être assaillie de ce côté, les Piémontais se battirent avec la plus grande vaillance. Leur chef, le lieutenant-colonel chevalier de Germagnan, homme jeune, valeureux, superbe, fut tué d'une balle à la tête en montant sur le parapet : ils s'exhortèrent à le venger ; ils roulèrent des quartiers de roc attachés à de grands chevaux de frise et, en dépit des efforts incessants de l'ennemi, la redoute leur resta. Les républicains ne bougèrent plus durant la journée du 17. Toutefois, s'ils n'avaient ni Saint-Antoine ni le fort Faron ni la Croix-Faron, c'était une espèce de prodige d'avoir franchi ces escarpements qui semblaient inabordables, et l'incroyable témérité des patriotes, la rapidité qu'ils avaient mise à frayer un chemin, le canon qu'ils avaient hissé à travers rochers et précipices, tout cela terrifiait l'adversaire. « Vos succès, écrivaient Saliceti et ses collègues à Barras, opèrent la plus heureuse diversion, et l'ennemi a perdu la tête[1]. »

1. Lettre de Barras (Rec. Aulard, IX, 507) ; — *Courrier d'Avignon*, n° 286 ; — Thaon de Revel, 167, 170 ; — *Mém.* de Vernes, de Pons, de Marescot.

Pendant que Marmont restait au Petit Gibraltar, Bonaparte courait au plateau des Arènes pour faire canonner plus vivement que jamais le fort Malbousquet par les batteries de la Convention, de la Poudrière et de la Farinière. Mais c'était assez d'avoir pris l'Éguillette, et il jurait à Dugommier que, le lendemain ou le surlendemain au plus tard, l'état-major coucherait dans Toulon. A vrai dire, le général en chef ni les représentants ne croyaient le dénouement si proche : Dugommier ordonnait de poser, dans la soirée du 18, des échelles sur les murs de la ville ; les commissaires écrivaient que Toulon serait pris sous peu de jours et qu'ils avaient grand besoin de cartouches. Mais depuis longtemps Dundas et Elliot étaient convaincus que la perte d'un seul point serait fatale. Dans la matinée du 17, les alliés tinrent un conseil de guerre chez l'amiral Hood et, après avoir entendu le rapport des ingénieurs et des officiers de l'artillerie, ils reconnurent bon gré mal gré que leur ligne de défense était percée dans les deux endroits les plus essentiels ; qu'il serait impossible de reconquérir les positions perdues ; qu'on ne pouvait dégarnir aucun poste, pas même la ville, où étaient 1.500 hommes de toutes nations ; qu'on avait bien 1.500 hommes de troupes fraîches, mais que cette force ne suffirait pas à chasser les Français ; qu'un nouvel échec causerait la ruine de l'armée entière, déjà diminuée et harassée ; bref qu'il fallait évacuer en toute hâte une place devenue intenable. Le temps était nuageux et sombre. Si les vaisseaux tardaient à s'éloigner, le *libeccio*, le terrible vent d'orage qui soufflait dans cette saison, ne les empêcherait-il pas de quitter le port?

Dans l'après-midi du 17, la flotte combinée, déployant ses voiles, gagnait la Grande Rade, et le *Commerce de Marseille*, qui couvrait l'embarquement des derniers défenseurs de l'Éguillette, n'avait que le temps d'appareiller. Déjà les républicains tiraient sur sa chaloupe qui serpait l'ancre d'af-

fourche à demi-portée de mousquet du rivage, et son ancre fut perdue ; au soir, les troupes abandonnaient successivement Saint-Antoine, fort Rouge et fort Blanc, le fort des Pommets, qui fut détruit à moitié par l'explosion de son magasin à poudre, le fort et la redoute du Faron. « Les Anglais, écrivait Thune, secrétaire des représentants, dénichent de partout ! »

Dès que Dugommier eut appris l'évacuation des forts Saint-Antoine et du fort des Pommets, il chargea Garnier de les occuper, et il priait ce général d'être sur ses gardes et partout en mesure, de renforcer ses postes, de surveiller la plaine et les chemins qui conduisaient à la batterie de la Convention : les ennemis méditaient peut-être de se porter en masse sur un seul point. Pourtant il finissait par croire que les troupes étrangères céderaient bientôt tous les postes et vraisemblablement Toulon. Il envoyait à Mouret l'ordre de tâter Malbousquet, ce fort qui « faciliterait singulièrement les approches de la ville ».

Or le conseil de guerre des alliés avait décidé que la garnison de Malbousquet ainsi que celle de Missiessy tiendrait jusqu'à l'extrémité pour couvrir la retraite du côté de l'ouest. Dans la nuit du 17 au 18, les Napolitains lâchèrent de leur propre mouvement les batteries de Missiessy après les avoir enclouées. Sur-le-champ, les Espagnols, leurs voisins, quittèrent Malbousquet, sans confusion néanmoins et malgré les tirailleurs français qui se cachaient derrière les murs des jardins. Mouret prit possession du fort, et quelques instants plus tard Bonaparte y faisait venir des pièces de campagne qui balayaient les remparts de Toulon et des mortiers qui lançaient des bombes sur le port.

Les forts l'Artigue, Sainte-Catherine et La Malgue restaient encore aux mains des alliés, et Dugommier reconnait que La Malgue suffisait seul à protéger Toulon. Mais les bruits qui de la ville montaient vers les assiégeants,

révélaient le désespoir et le désarroi d'une population qui se sait perdue.

Le 17, à la première heure, les Toulonnais avaient vu la crête du Faron couverte dans toute sa longueur de troupes républicaines qui de loin ressemblaient à des fourmilières, et avec la lunette d'approche ils avaient pu compter dix-sept drapeaux tricolores qui flottaient sur ces cimes réputées inaccessibles. Durant la matinée ils avaient entendu la canonnade et la mousqueterie qui tonnaient sur le promontoire du Caire, et à midi les chaloupes des vaisseaux ramenaient les débris de la garnison du Petit Gibraltar, les uns blessés, mutilés, les autres fatigués et abattus, tous annonçant que le grand camp de Balaguier était emporté. Bientôt les actes des coalisés indiquèrent un départ prochain. A deux heures de l'après-midi et sans se soucier de leurs alliés, les Napolitains embarquèrent sur leurs vaisseaux de guerre et sur leurs transports les bagages des officiers et les effets de campement, les tentes et les marmites. Vainement Dundas fit renforcer les patrouilles et afficher deux proclamations pour recommander le calme. La consternation était peinte sur tous les visages. On n'entendait plus que ces mots : « Nous sommes perdus. » Des Toulonnais, des Marseillais obtinrent à prix d'or passage sur des bâtiments marchands, génois ou livourniens. D'autres gagnèrent la flotte des alliés, après avoir été dans des transes mortelles, car les navires étaient loin et il fallait du temps à leurs canots pour faire le trajet.

Le 18, à neuf heures, se produisit une véritable panique. Une bombe venue de Malbousquet mit le feu aux environs de la porte de France. Le bruit se répandit que les républicains étaient entrés dans la ville. On cria *voici Carteaux :* beaucoup d'habitants croyaient que Carteaux commandait encore l'armée révolutionnaire, et son nom inspirait l'effroi. L'apparition d'une patrouille de dragons espagnols qui

galopait sur le port acheva de troubler les esprits. Saisis d'épouvante, hommes, femmes, enfants se précipitèrent vers le quai, se heurtant, se battant, se blessant pour arriver plus vite. A la vue de ces gens effarés et débouchant de toutes les rues, ceux qui se trouvaient déjà sur le port s'imaginèrent que l'ennemi pénétrait dans Toulon et s'élancèrent aussitôt dans les embarcations en abandonnant leurs bagages. Il y eut des scènes affreuses. Les membres d'une famille qui s'embrassaient et se serraient les uns contre les autres furent, par la poussée soudaine de la foule, séparés pour toujours. Nombre de personnes se noyèrent. Des femmes qui sautaient à bord d'une felouque disparurent dans les flots avec l'or et les bijoux dont leur tablier était rempli. Les bateaux, surchargés et penchant sous leur poids, ne s'éloignaient qu'avec lenteur ; pour les atteindre, des malheureux se jetaient dans la mer, l'eau par dessus la ceinture, et, non sans peine, les accostaient. Mais ceux qui s'étaient sauvés et que le danger rendait implacables, les repoussaient avec une sorte de rage, et à coups de sabre leur frappaient les mains, leur coupaient les poignets. A l'aspect de cette confusion, des soldats de garde — des Napolitains — pensant, eux aussi, que la ville était au pouvoir de Dugommier, couchèrent en joue les mariniers, qui durent les recueillir. Enfin, après deux grandes heures de désolation et de désordre, la panique cessa. Si le mot de trahison courait de bouche en bouche, si des imprécations se faisaient entendre contre les Anglais, des officiers de Naples et d'Espagne assuraient l'embarquement de la population civile qui se poursuivit jusqu'au soir avec plus de calme. Des républicains, montés sur des canots, tiraient de loin sur les fugitifs, et les batteries de l'Éguillette coulèrent deux chaloupes qui passaient à leur portée. Mais les bateaux furent entourés de matelas. 7.400 Toulonnais trouvèrent un asile sur les bâtiments de commerce et sur la flotte combi-

née. Chaque navire reçut autant de monde que possible, et l'amiral Hood céda généreusement dans son vaisseau la chambre du Conseil à dix ménages, c'est-à-dire à trente personnes pour le moins[1].

Durant ce temps, les troupes étrangères quittaient Toulon. Le Conseil de guerre avait décidé qu'elles se réuniraient à la porte d'Italie et s'embarqueraient à minuit près du fort La Malgue à l'abri du canon des républicains. Mais dans l'après-midi du 18, les Français occupèrent les forts l'Artigue et Sainte-Catherine, et leur artillerie plongeait sur la porte d'Italie. Les coalisés résolurent de sortir à dix heures du soir par une poterne qui donnait sur les fossés et de gagner sans être vus le fort La Malgue. Le mouvement eut lieu, et Dugommier avoue qu'il s'accomplit avec autant d'ordre que d'habileté : « L'ennemi, dit-il, eut l'adresse de couvrir sa fuite et nous ne pûmes le poursuivre. » La Malgue tenait toujours et la ligne des vaisseaux faisait bonne figure. Les portes de la ville étaient fermées et surveillées avec le plus grand soin. Pas un avis ne parvint au dehors. A huit heures, les troupes se rassemblaient ; à neuf heures, elles s'ébranlaient, tandis qu'un détachement espagnol masquait l'opération en tiraillant avec fureur contre le fort Sainte-Catherine; à dix, grâce aux nuages qui voilaient la clarté de la lune et à l'ombre des énormes murs qui, dans l'espace qu'elles parcouraient, interceptaient la lumière des incendies, elles avaient toutes abandonné la ville; à onze, elles montaient dans des chaloupes qui les menaient aux vaisseaux. L'embarquement des Anglais, dirigé par le gouverneur du fort La Malgue, le capitaine Elphinstone, et par le major Koehler, fut méthodique ; celui des Napolitains, des Sardes et des Espagnols,

1. D'après Elliot (II, 200), il y avait 2.500 fugitifs à bord des vaisseaux anglais. Cf. Vernes ; — Pasquier ; — Florindorf ; — Grasset ; — Brécy, 33 ; — Pons, 148 ; — Lauvergne, 414 ; — Elliot, II, 206 ; — rapport de Ricord, 13 ; — Rec. Aulard, IX, 537 ; — Mém. et lettres de Dugommier, etc.

confus, désordonné. De pauvres Napolitains, tombés dans l'eau jusqu'au cou et réfugiés sur la pointe d'un rocher, criaient d'une voix lamentable *Napoli*, *Napoli* pour attirer les barques de leur nation. Nombre d'entre eux périrent, et quelques jours plus tard Dugommier assurait qu'une foule de cadavres que la mer rendait au rivage attestaient la fuite précipitée des ennemis. Mais, le 19 décembre, La Malgue et la Croix-aux-Signaux, où les Anglais restèrent jusqu'au bout, étaient évacués, et la flotte voguait vers les îles d'Hyères : dans la nuit, les Français l'avaient vue à l'horizon sur le ciel noir s'éloigner en bon ordre, ses fanaux allumés, comme une longue procession [1].

Le feu, qui soudain éclata le soir du 18, fut, dit Dugommier, le seul indice du départ des alliés. Les Anglais ne voulaient pas quitter Toulon sans détruire les principaux établissements maritimes qui faisaient sa force. « Ils partiront, écrivait Gasparin dès le 4 septembre, après avoir brûlé l'arsenal et ceux de nos vaisseaux qu'ils ne pourront pas emmener. » A trois heures de l'après-midi, Sidney Smith se rend à l'arsenal avec son aviso *l'Hirondelle*, trois canonnières anglaises et trois canonnières espagnoles. Il doit incendier les vaisseaux, les magasins, les chantiers, et ses marins versent partout des tonneaux de goudron. L'opération ne s'exécute pas sans obstacle. Mais Smith fait face aux difficultés. Pour contenir les ouvriers de l'arsenal, qu'il redoute par dessus tout, il dirige deux pièces de campagne sur la porte par laquelle ils peuvent déboucher. Les six cents forçats témoignent par leur attitude hostile et par un murmure menaçant l'intention de s'opposer à son dessein, et quelques-uns n'ont déjà plus les fers aux pieds : Smith braque sur eux les canons de *l'Hirondelle* et d'une de ses chaloupes, et lorsqu'il est rejoint par le brûlot le *Vulcain*, qui se place habilement par le travers des vaisseaux,

1. Cf. Thaon de Revel, 176-177 ; — Brès, *loc. cit.* ; — Mém. de Dugommier.

les galériens se taisent ; on n'entend plus que les coups de marteau qu'ils frappent pour briser leurs chaînes, et l'Anglais les laisse faire afin qu'ils aient les moyens de fuir lorsqu'ils seront atteints par la flamme. Une troupe de républicains descend la colline, approche des murs de l'arsenal et du poste de la boulangerie : Smith leur envoie de temps en temps des décharges de mitraille, et une de ses chaloupes s'embosse de telle sorte qu'elle enfile le mur extérieur. A neuf heures, éclate le signal convenu entre Smith et le gouverneur : une fusée qui part du centre de la ville. Aussitôt les lances se baissent sur les traînées de poudre. Les lieutenants de Smith mettent le feu de divers côtés : Tupper, au magasin général et aux magasins de poix, de goudron, de suif et d'huile ; Middleton, au magasin de la grande mâture ; Pater, là où l'embrasement semble s'éteindre. Douze vaisseaux flambent. Sur l'un d'eux, le *Thémistocle*, sont deux cent quatre-vingts prisonniers français, résolus à se défendre, les patriotes du *Thémistocle*, dits « patriotes opprimés », qui devaient le surlendemain désigner les victimes de la Convention et prononcer sur le sort des Toulonnais : Smith leur parle, leur promet de les déposer en lieu sûr s'ils quittent le vaisseau sans résistance, les débarque, et le *Thémistocle* est consumé. Soudain une explosion épouvantable déchire l'air. Elle est suivie d'une seconde plus effrayante encore. Il y a dans la rade intérieure deux frégates, l'*Iris* et le *Montréal*, chargées chacune de deux mille quintaux de poudre ; les Espagnols qui doivent les couler bas, les ont incendiées. La secousse, pareille à celle d'un tremblement de terre, ébranle la ville jusque dans ses fondements, et le bruit est si formidable qu'il parvient à plusieurs lieues de là, au camp des Fourches, qui se croit attaqué. Smith et les siens courent un extrême danger ; la mer écume et d'innombrables éclats de bois et de fer tombent autour d'eux ; par miracle, personne n'est touché, et Smith, non sans regretter d'épargner quelques

vaisseaux, content du moins d'avoir brûlé tout ce qui se trouve à sa portée, fier d'avoir tant fait en si peu de temps et avec si peu de moyens, rejoint l'escadre anglaise. Il a épuisé ses matières combustibles et ses hommes succombent à la fatigue. Lui-même, lorsqu'il paraît sur le pont de la *Victory*, les cheveux hérissés, le costume en désordre, a, dit un témoin, l'air d'un diable d'opéra. « Nous n'aurions pu avoir, s'écriait Elliot, un meilleur incendiaire [1] ! »

La rade offrait alors un spectacle terrible, aussi sublime que terrible, et Bonaparte l'a plus d'une fois rappelé à ses entours : les navires dont la carcasse et les mâts se dessinaient noirs et nets dans cette conflagration, ressemblaient à des feux d'artifice ; l'arsenal, d'où montait un tourbillon de flamme et de fumée, était un volcan en éruption ; une immense lueur rouge se répandait dans le ciel et se réflétait sur les eaux, on voyait en pleine nuit comme en plein jour, et sur les vaisseaux, à deux lieues du rivage, on lisait aisément un journal.

Cependant les bombes ne cessaient de tomber dans Toulon. Mais le silence de la terreur y avait remplacé les cris et les gémissements. On n'entendait plus que les crépitements du feu ou les chants des républicains qui se disposaient à escalader les remparts, et de loin ces chants avaient quelque chose de sinistre et de poignant qui présageait la vengeance. Plusieurs hommes avaient conservé leur sang-froid. Les uns s'assuraient que les Anglais n'avaient pas mis de mèches pour faire sauter les poudrières. Les autres couraient à l'arsenal où les galériens s'efforçaient non de se sauver, mais de sauver les débris de la marine nationale. D'autres, pensant désarmer les vainqueurs par un acte de soumission,

1. Relation de Sidney Smith (*Mon.*, 4 févr. 1794) : — Auckland, III, 164. — Cottin, 330. — Don Juan Langara ne peut s'empêcher dans son rapport (*Gazette de Madrid*, n° 2) d'exprimer sa douleur et de comparer Toulon à la Troie de Virgile : « il aspecto mas lastimoso que puede concebirse... Ver á Tolon fué ver á Troya. »

se joignaient aux patriotes du *Thémistocle* et aux forçats pour ouvrir les portes de la cité.

Les représentants craignaient quelque embûche, l'armée disait que Toulon était miné, et, bien que Dugommier n'en crût rien, il dut introduire ses troupes dans la ville avec lenteur et précaution, après la visite des magasins à poudre. Le 19, à une heure du matin, par une porte où se voyait un écusson fraîchement peint aux armes de France, l'adjudant-général chef de brigade Cervoni, un des héros du siège — il avait été, le 30 novembre, blessé à la cuisse — l'agent militaire de Saliceti et de Gasparin, l'officier que Dugommier chargea de porter à la Convention la nouvelle de l'événement, Cervoni entrait dans Toulon avec deux cents grenadiers. Les bataillons que Dugommier destinait à la garde de la ville suivirent peu à peu cette avant-garde. Tous marchèrent droit au port couvert encore des malles et des paquets que les fugitifs avaient abandonnés : il fallait d'abord, avait dit le général en chef, préserver des flammes l'arsenal et les vaisseaux. A midi, Toulon était complètement occupé. On n'apercevait personne dans les rues. Quelques vieilles femmes osaient à peine se montrer ; elles criaient *Vive la République*, et les soldats leur répondaient par de grossières injures.

Selon l'ordre de Dugommier, le pavillon blanc fut hissé sur les forts, et durant huit jours des navires alliés, un brigantin espagnol, une gabarre, des bâtiments marchands, trompés par la couleur du drapeau, vinrent se faire capturer avec des munitions de guerre et de bouche par les républicains. Une frégate anglaise, la *Junon*, échappa; elle mouillait sous la Grosse Tour; deux officiers français, montés sur un petit bateau, l'accostèrent en déclarant qu'ils l'amarinaient comme prise; le capitaine, Samuel Hood, cousin de l'amiral, les retint à son bord, puis, coupant les câbles, s'éloigna sous les coups de canon. Mais, un soir, Bonaparte vit un canot anglais atterrir au quai; l'officier lui demanda où

était l'hôtel du gouverneur ; il commandait un beau brick et apportait des dépêches ; il dut livrer et ses dépêches et son brick.

L'armée révolutionnaire s'était, dès ses premiers pas dans la ville, portée à de très grands désordres. Pendant un jour entier, les volontaires abandonnèrent leur poste pour enlever dans les magasins et les maisons ce qui leur plaisait. Afin d'être de moitié, des Toulonnais leur indiquaient les habitations des riches. En quelques instants tous les logements furent pris, et les représentants, qui s'étaient rendus dans une salle de l'Hôtel de Ville pour conférer sur les moyens d'établir un peu de tranquillité, ne purent trouver un abri. Deux cents chevaux espagnols, sellés et bridés, étaient restés dans les écuries ; ils furent saisis par des cavaliers démontés ou vendus à bas prix aux officiers. Près de la porte du rempart, se tenait une sorte de foire où les soldats mettaient à l'enchère des ânes, des chaudrons, du pain, tout ce qu'ils avaient volé. Les conventionnels durent faire quelques arrestations et apposer les scellés sur les édifices publics. Dugommier nomma le général Garnier commandant temporaire en le chargeant de réprimer les excès. Il envoya de nouveau dans les camps et dans les compagnies un extrait du code pénal militaire, qui contenait les articles relatifs à la désertion, à l'insubordination, au pillage et au vol. Il enjoignit de mettre dans un dépôt général le butin du soldat et de le vendre sous la responsabilité de commissaires choisis dans chaque corps. Mais cette mesure ne fut pas exécutée : elle « entraînait nécessairement, dit Dugommier, des lenteurs et plusieurs autres inconvénients ». Il obtint alors des représentants un arrêté qui prescrivait de restituer aux magasins de l'État tous les objets pris et qui allouait à chaque soldat et volontaire une indemnité de cent livres.

Jusqu'au bout il remplit son devoir militaire. Il finit par établir dans le port et les magasins une surveillance sévère.

Il organisa la défense de la ville et, sur ses ordres, Bonaparte, devenu général de brigade et commandant réel de l'artillerie, à la place du vieux et infirme Du Teil, désenclouait les canons, réparait les batteries, installait des pièces à l'Éguillette, à Balaguier, à la Grosse Tour. Il fit dresser un état exact des pertes de la République, et il constata que les alliés n'avaient pas eu le temps, dans la confusion et dans la hâte de leur retraite, d'opérer tout le mal qu'ils voulaient, qu'ils n'avaient pu ni brûler ni emmener quatorze vaisseaux et frégates[1], qu'ils n'avaient pas touché au grand hangar, au magasin aux câbles, à la corderie ; qu'ils avaient oublié leur trésor. Chaque jour, il découvrait, écrit-il, de nouveaux avantages, de nouveaux dépôts d'une extrême utilité, du bois et du chanvre en quantité, quarante mille charges de blé, et ces subsistances, ces munitions, ces mille objets précieux, ce trésor de guerre — qui, à vrai dire, ne comptait que 450.000 livres dont les trois quarts en assignats — des fortifications augmentées et si bien perfectionnées que Toulon était plus que jamais dans le cas de se défendre, rachetaient au centuple quelques vaisseaux brûlés ou enlevés, quelques magasins incendiés.

Il déblayait le camp devant Toulon et, selon l'arrêté des représentants, cantonnait les troupes sur tout le littoral de Marseille à Menton « proportionnellement à la capacité des localités ». La flotte des alliés était aux îles d'Hyères, et comme disait Dugommier, après avoir abandonné la « superbe protection » qu'ils avaient, ils ne méditaient plus d'entreprise contre les côtes de Provence. Il rendait donc tous les chevaux requis pour le service de l'artillerie, toutes les pièces de campagne fournies par les arsenaux des places voisines. Il rendait les bataillons qu'il avait reçus de divers côtés et il assurait qu'on pourrait verser avantageusement

1. Ils avaient brûlé treize bâtiments et emmené trois vaisseaux, cinq frégates, deux corvettes, trois gabarres et un brick.

dans les armées d'Italie et des Pyrénées-Orientales tout ce qui était superflu à la garde de Toulon. » Il envoyait de la poudre et des cartouches à Dumerbion, qui en avait grand besoin. Il rédigeait enfin un mémoire sur la prise de Toulon : les conventionnels rapportaient qu'ils avaient découvert dans le parc aux vivres beaucoup de bœufs, de moutons et de cochons, « seules troupes que le pape eût envoyées avec quelques moines », et là-dessus les journaux disaient que les Français n'avaient trouvé dans Toulon que de « vils troupeaux » ; Dugommier crut utile de redresser l'opinion publique que de fausses relations pouvaient « induire en erreur[1] ».

Les représailles depuis longtemps annoncées contre ce Toulon que les patriotes qualifiaient de « repaire du crime » et que le Comité nommait la Vendée honteuse du Midi et la dernière espérance des rois, avaient aussitôt commencé. Dès le 6 septembre, le manifeste rédigé par Barère et adressé par la Convention aux départements méridionaux menaçait d'une inexorable vengeance ces Toulonnais qui n'étaient pas des Français, qui n'étaient même pas des hommes et qui foulaient aux pieds tous les droits, tous les titres de l'humanité. « Il faut absolument, disait Couthon, que Toulon soit brûlé et disparaisse du sol de la liberté. » *Sauver Marseille et raser Toulon*, tel était le but de Barras et de Fréron, et ces cinq mots, ils les avaient insérés dans leur proclamation du 12 octobre au département des Bouches-du-Rhône. « Nous ne serons véritablement heureux, mandaient-ils à Maximilien Robespierre, que quand nous aurons mis Toulon à feu et à sang. » Le 13 novembre, Fréron jurait qu'il n'aurait pas de pitié, qu'il détruirait Toulon et passerait

1. Dugommier à Bouchotte, 19, 24, 28 déc. ; — au Comité, 24 déc. ; — à Dumerbion, 27 déc. ; — à Mouret, 28 déc. (A. G.) ; — Pineau, 334-335, 353-357, 797-798, 801, 885 ; — *Corresp.* de Napoléon, I, 22 ; — Rec. Aulard, IX, 537, et X, 80 ; — Rapport de Ricord, 14 ; — Brès, *loc. cit.*

les habitants au fil de l'épée, que sur la place où s'élevait la ville les sans-culottes feraient un banquet patriotique. La menace des représentants faillit s'exécuter. Non seulement la Convention décréta que le nom de Toulon serait supprimé, que cette commune s'appellerait désormais Port-la-Montagne, que toutes les maisons de l'intérieur seraient démolies, qu'il ne resterait que les établissements nécessaires au service de la guerre et de la marine; mais Fréron, Barras, Saliceti, quoique convaincus du départ des meneurs et des vrais coupables, firent fusiller en quinze jours huit cents Toulonnais[1].

L'âme haute et généreuse de Dugommier fut révoltée. Il avait loué le rôle des représentants durant le siège et dans la journée du 17 décembre. « Ils ont, disait-il, donné l'exemple du dévouement; Saliceti, Robespierre, Ricord et Fréron étaient sur le promontoire de l'Éguillette, et Barras sur la montagne du Faron; nous étions tous volontaires, et cet ensemble fraternel et héroïque était bien fait pour mériter la victoire. » Mais il ne vit pas sans frémir d'horreur les fusillades, les exécutions en masse, l'affreux déploiement de vengeance qui suivit la prise de Toulon. Cervoni refusait d'égorger les habitants en alléguant qu'il n'avait pas d'ordre écrit. Bonaparte usait de son crédit pour sauver quelques victimes et demeurait grave, silencieux, étranger à ces massacres qu'il réprouvait dans le secret de son cœur. Dugommier fit de même. Non qu'il ait jeté, comme on l'a prétendu, des cris d'indignation et de pitié. Il était général en chef, il était membre de la Convention, il ne pouvait déso-

1. Rec. Aulard, VII, 404, 530; VIII, 536; — *Mon.*, 27 nov.; — lettre de Fréron (A. Chuquet, *Jeunesse de Napoléon*, III, 298); — *Courrier d'Avignon*, nos 241 et 285: « Il faut que Toulon disparaisse, ainsi que ses habitants, du reste de la terre. » Cf. *Mon.*, 10 déc. (Toulon, repaire de brigands) et tous les écrits du temps. *Infâme* est l'épithète accolée au nom de Toulon par tout le monde, par les conventionnels et les clubistes, par les journalistes, par les militaires. Même quelques semaines plus tard, les soldats, les officiers, rapportent qu'ils ont servi et que leurs camarades sont morts devant l' « infâme » Toulon.

béir à la volonté de la représentation nationale, il ne pouvait s'opposer au châtiment de ce Toulon qu'il nommait l'infâme Toulon et de ces Toulonnais qu'il traitait d'hommes vils. Et ne dit-il pas, le 7 décembre, à Bouchotte, qu'il désire « épouvanter par l'exemple de Toulon les rebelles qui voudraient, à l'avenir, troubler la République? » Il n'a donc pas protesté, non plus que Bonaparte, contre les mesures des commissaires de l'assemblée[1].

Le 25 décembre, il écrivait au président de la Convention qu'il abandonnait le commandement de l'armée d'Italie et qu'il irait s'asseoir à son banc de député. Faut-il croire, avec tous les historiens, qu'il était désespéré de ne pouvoir arrêter les représentants dans leur œuvre de sanglante répression? Non. Les motifs qui le déterminèrent étaient tout différents, et il les expose dans ses lettres, très brièvement, il est vrai, sans les développer; mais on les comprend assez en pesant les termes qu'il emploie. Le commandement en chef d'une armée lui semble, dit-il, « trop scabreux ». Il a, écrit-il encore, « vu de près la tempête et les écueils », et il commettrait une imprudence en se jetant de nouveau dans le tourbillon d'où il s'est heureusement échappé. Sans cesse il a été « dévié »; les circonstances l'ont « maîtrisé », l'ont « assujetti ». Il n'a pu faire tout le bien qu'il voulait, et on l'a rendu responsable du moindre incident. Or il ne veut répondre que de sa personne, et il évoque les événements qui se sont passés après l'entrée des troupes dans Toulon, non les fusillades, mais l'indiscipline des soldats : il avait pris des mesures de police; « elles ont été contrariées, et leur inexécution a entraîné des désordres inséparables de l'anarchie[2]. »

1. Cf. sur Cervoni le livre de Michel (en réalité d'Eyguières), *Hist. de l'admin. départ. des Bouches-du-Rhône*, 162-163; — et sur Bonaparte, notre *Jeunesse de Napoléon*, III, 223; — Dugommier à Bouchotte, 7 et 19 déc.

2. Les représentants n'écrivaient-ils pas que « beaucoup de coquins s'étaient glissés dans l'armée »? (Rec. Aulard, IX, 617).

Qu'on étudie sa correspondance avec le ministre, les représentants et le Comité pendant le siège de Toulon. Que de tribulations! Que de dégoûts! Il demande des renforts, et au lieu de lui donner des bataillons exercés qui stationnent inutilement dans les garnisons de l'intérieur, on lui envoie des bataillons de nouvelle levée qui n'ont pas d'armes et des troupes très mauvaises, comme les sans-culottes de Marseille. Il appelle des détachements éloignés de leur corps; on les retient malgré lui, et il s'écrie amèrement qu'un général d'aujourd'hui ne sait jamais si ses dispositions s'effectuent. A chaque instant il se plaint sans qu'on ait égard à ses plaintes : les fourrages manquent, et les subsistances, et les munitions, et les fusils, et les habits. Vainement il réclame des souliers : « La partie la plus essentielle, ce sont les souliers; le climat est assez doux, et l'on supporte aisément les autres privations; mais les souliers sont indispensables. » Enfin il n'ignore pas que les représentants le surveillent et l'épient, qu'ils l'accusent d'indécision, qu'ils lui reprochent de temporiser, qu'ils désapprouvent ses procédés trop courtois envers les alliés. « Les Anglais, disait Augustin Robespierre à la Convention, sont peut-être trop ménagés par nos soldats. » Dans une circonstance mémorable les commissaires de l'Assemblée ont blâmé formellement Dugommier[1].

O'Hara, prisonnier et blessé, avait été mis sur un brancard et porté par quatre volontaires du 4e bataillon de l'Ardèche à l'ambulance. En chemin, un Allobroge voulut tuer cet « habit rouge » et en fut empêché par deux volontaires de l'Isère et deux soldats du 59e. L'Anglais pria Dugommier de distribuer à ceux qui l'avaient sauvé une somme de

1. Lettre de Dugommier, 24 déc. (cf. 7, 10 et 13 déc.); — *Mon.*, 3 janv. 1794 (séance du 1er janv., Augustin Robespierre à la Convention); — Cf. le carnet de Maximilien Robespierre (Welschinger, *le Roman de Dumouriez*, 296); il écrit à la seizième page : « Dugommier excite la défiance par la manière dont il s'est conduit avec le général anglais. »

soixante louis. Soldats et volontaires déclarèrent qu'ils n'avaient pas besoin d'argent, qu'ils étaient Français et savaient leur devoir. Sur quoi Dugommier écrivit à O'Hara : « Mes frères d'armes ont tous refusé l'argent avec la même générosité qui t'a décidé à le leur offrir ; ils se contentent du plaisir qu'ils ont eu à secourir l'humanité malheureuse. » Les représentants jugèrent que Dugommier avait traité O'Hara avec trop de politesse. Dugommier dut se justifier, dut leur répondre qu'il était resté républicain, tout en étant humain, et qu'il avait, comme l'armée entière, comme les soldats qui sauvaient O'Hara des coups de l'Allobroge, éprouvé « ce sentiment sublime qui a toujours distingué le Français victorieux et qui ne peut que s'exalter dans un cœur libre ». Mais le Comité se joignit aux représentants. Dugommier avait écrit à Dundas, commandant des alliés. Avant même que le capitaine Moncrieff, aide de camp d'O'Hara, vînt s'enquérir du sort de son général, Dugommier avait fait remettre aux avant-postes anglais une lettre qui donnait des nouvelles du prisonnier avec la permission de lui envoyer chirurgien, domestique et effets. Il fut morigéné par le Comité. « Je lui avais prédit, marquait Saliceti au Comité, que vous n'auriez jamais approuvé le style de sa lettre, et s'il m'avait consulté, il se serait épargné le désagrément qu'a dû lui causer le juste reproche que vous lui avez fait. » Et Dugommier répondit à Saliceti qu'il *effacerait son tort* par la prompte exécution du plan d'attaque[1] !

1. Voir sur cet épisode d'O'Hara (un des volontaires qui le transportèrent était Amand Blachère de Largentière) Vaschalde, *les Volontaires de l'Ardèche*, 253 ; — une lettre d'Elliot à Henri Dundas, 1er déc. (Cottin, 449) ; — Dugommier aux représentants, 13 déc. et à O'Hara, 10 déc. (Pineau, 273 et 296). O'Hara aurait dit à l'aide de camp qui lui apporta la lettre de Dugommier : « Dites à votre général qu'avec de pareils soldats il sera bientôt maître de Toulon. » Un mot plus authentique et qu'on lit dans une lettre d'O'Hara au ministère anglais, est la suivante : que l'armée française se compose de gardes indisciplinées, mais que, « par ses élans soudains, elle est capable de faire impression sur les armées les mieux commandées et même victorieuses » (Cottin, 240).

Telles étaient les raisons qui poussaient Dugommier à quitter les camps. Mais sa renommée avait grandi. Le représentant Levasseur disait au club des Jacobins qu'il s'était conduit en héros. Le vainqueur de Toulon semblait indispensable aux armées et la France avait plus besoin de son bras que de sa parole. Le Comité arrêta, le 27 décembre, qu'il irait commander l'armée des Pyrénées-Orientales pendant la maladie de Doppet. Il accepta le poste que le gouvernement lui confiait. L'Espagne était, selon le mot du Comité, à l'ordre du jour; ses troupes victorieuses s'avançaient sur notre territoire, et il fallait les chasser, il fallait, comme disait Dugommier dans le style du temps, purger le sol français du souffle impur qui le souillait. Le général écrivit qu'il allait seconder Doppet de toutes ses forces et qu'il viendrait siéger à la Convention lorsque son frère d'armes serait guéri [1].

Le 5 janvier, il partait pour Marseille. Il y resta deux jours; de là il fit envoyer des fusils à Montpellier à trois bataillons de nouvelle levée qui devaient appartenir à son armée. A Arles, le 9, il rencontra des bataillons qui se rendaient de Toulon aux Pyrénées-Orientales. Après les avoir passés en revue, il écouta leurs doléances : ils n'avaient pas reçu l'indemnité de cent livres accordée aux vainqueurs de la « ville infâme ». Dugommier prévint sur-le-champ les représentants du peuple en Provence : « Pareille réclamation, leur disait-il, me sera faite à Perpignan », et il les priait de prendre un arrêté qui l'autoriserait à donner cette indemnité aux bataillons qu'il rencontrerait sur sa route. Il arriva le 14 à Montpellier. Le surlendemain au soir, il était à Perpignan [2].

1. Dugommier à Bouchotte et au Comité, 24 déc. et à Dumerbion, 27 déc. 1793; — à la Convention, 4 janvier 1794 (A. G.); — *Mon.*, 2 et 13 janv. 1794; — Rec. Aulard, X, 219.

2. Lettres de Dugommier aux représentants, 9 janvier 1794, à Jourdeuil, 14 janvier, à Doppet et aux représentants, 15 janvier (A. G.).

On a souvent discuté la part qui revient à Dugommier et à Bonaparte dans la prise de Toulon. Certes, Bonaparte, présent, de même que le représentant Saliceti, son patron et ami, à tout le siège, Bonaparte assistant à presque tous les combats, préparant sans un instant de distraction et de relâche l'outillage de l'artillerie, coordonnant et ajustant les parties du plns important des services, déployant dans l'accomplissement de sa tâche un zèle inlassable et une fougue de jeunesse déjà réglée et dirigée néanmoins, ainsi qu'en 1796, par la prudence, Bonaparte, inspirant les résolutions décisives aux commissaires et aux généraux qui le jugent indispensable et l'écoutent avec une sorte de respect, Bonaparte a été l'âme de l'armée révolutionnaire. A proprement parler, le plan d'attaque ne lui appartient pas. L'armée entière comprenait qu'il suffisait d'éloigner la flotte pour s'emparer de Toulon et qu'une fois la flotte éloignée, la garnison ne pouvait se défendre. Quiconque connaissait les lieux savait qu'il fallait maîtriser la rade pour maîtriser la place. Mais Bonaparte a indiqué le point essentiel, le point unique dont la prise entraînait inévitablement la prise de Toulon. Il n'a cessé de dire que les républicains installés au Petit Gibraltar accableraient l'escadre, qu'ils devaient s'approcher des vaisseaux et qu'un seul endroit permettait cette approche, que la redoute anglaise était la clef du promontoire du Caire et le promontoire du Caire la clef de Toulon. Il a répété en désignant l'Éguillette sur la carte et en la montrant du doigt : *Toulon est là.* Tous les militaires instruits virent dans Bonaparte le « preneur » de la ville ; dès 1794, l'Autrichien Girola déclare que Bonaparte a conçu et exécuté à la fois le plan qui réduisit Toulon, et il exprime évidemment le sentiment du peuple et de l'armée. Pourtant il ne faut pas rabaisser le mérite de Dugommier. Doué d'un esprit net et clairvoyant, Dugommier adopta le plan de Napoléon ; il rétablit la confiance de l'armée révolutionnaire et, grâce à lui, les troupes

qui bloquaient Toulon eurent consistance et ensemble; il donna, suivant sa propre expression, aux moyens qu'il avait trouvés le ressort nécessaire au succès; il frappa le grand coup; il fit résolument ce que Carteaux et Doppet n'avaient pu faire[1].

1. Cf. A. Chuquet, *Jeunesse de Napoléon*, III, 230. Voici encore d'autres témoignages inédits; il faut y faire la part de l'inexactitude et de l'exagération, mais ils méritent d'être connus. Le 10 décembre 1797, dans un discours au Directoire, Andréossy (qui n'était pas à Toulon, mais qui connut intimement Dugommier), disait de Bonaparte : « L'artillerie s'honore de l'avoir produit, et il était encore capitaine dans cette armée lorsqu'il arracha Toulon aux Anglais. » Le général Buget écrivait en 1808 : « Si j'osais, je raconterais la première entrevue du grand Napoléon avec Dugommier à Ollioules, dont j'ai été témoin, et dans laquelle le génie de ces deux grands hommes se saisit au premier coup d'œil, les lia d'une étroite amitié, où se concertèrent entre eux deux les opérations du siège, je dirais les conseils que Sa Majesté donna alors au général en chef, l'activité qu'elle mit à le seconder, l'admiration qu'elle lui inspira, les services importants qu'elle rendit à la chose publique; je ne craindrais pas d'avancer qu'elle partagea avec le général en chef la gloire d'avoir reconquis sur l'Angleterre cette importante place. » On remarquera que Buget n'a pu être témoin de la première entrevue de Dugommier et de Bonaparte, puisqu'il arriva devant Toulon au mois de décembre; ce qu'il dit est toutefois curieux.

CHAPITRE VI

PERPIGNAN

La campagne de 1793 aux Pyrénées-Orientales. — Invasion des Espagnols. — Prise de Céret (20 avril). — Bataille du Mas-Deu (19 mai). — Capitulation de Fort-les-Bains (3 juin), de Prats-de-Mollo (5 juin), de Bellegarde (25 juin). — Echec de Ricardos devant Perpignan. — Le Valmy des Pyrénées-Orientales (17 juillet). — Prise de Villefranche (4 août). — Suspension du général de Flers (7 août). — Nouveaux revers des Français, Corbère, Corneilla. — Suspension de Puget-Barbantane (14 septembre). — Victoire des Français à Peyrestortes (17 septembre) et reprise de Villefranche (19 septembre). — Leur défaite à Trouillas (22 septembre). — Dagobert remplacé par d'Aoust. — Attaques stériles contre le camp du Boulou. — Le puig Singli (15 octobre). — Turreau général en chef. — Les représentants Fabre et Gaston. — Echec de Delattre à Espolla (28 et 30 octobre). — Départ de Turreau. — Les Espagnols à Saint-Ferréol (26 novembre). — Défaite des Français à Villelongue (7 décembre). — Leur revanche au même endroit (19 décembre). — Maladie de Doppet. — Ecrasement de la division Delattre et prise de Collioure (20 décembre). — Retraite de d'Aoust sur Perpignan (21 décembre).

La région des Pyrénées-Orientales, où Dugommier allait faire sa dernière campagne, comprend deux parties. La première, qui s'étend des sources de la Garonne à Montlouis, est peu praticable aux armées. La seconde, de Montlouis à la Méditerranée, présente de vastes dépressions, des pentes accessibles, des vallées qui s'inclinent peu à peu vers l'est. Ces vallées débouchent en France dans le Roussillon et en Espagne dans l'Ampurdan, et lorsque la guerre a pour théâtre les Pyrénées-Orientales, les plaines du Roussillon et celles de l'Ampurdan sont toujours un terrain de combat[1].

1. Cf. Fervel, *Campagnes de la Révolution française dans les Pyrénées-Orientales*, t. I, 30-32. 1re éd. 1851 ; 2e éd. 1861.

Dès le début des hostilités, c'est-à-dire depuis le mois de mars 1793, les Espagnols occupaient l'Ampurdan, et avaient pour but l'invasion du Roussillon.

Ils pouvaient ou bien forcer directement la chaîne qui sépare les deux plaines ou bien la tourner. S'ils voulaient la prendre à revers, il leur fallait gagner les gorges du Tech ou celles de la Tet, et la chose n'était pas aisée puisqu'ils devaient gravir dans l'Ampurdan des rampes extrêmement difficiles, puis s'enfoncer dans un long défilé, soit celui du Tech défendu par Prats-de-Mollo et Fort-les-Bains, soit celui de la Tet, barré par Montlouis et Villefranche-de-Conflent. S'ils descendaient droit dans le Roussillon, trois passages s'offraient à eux : le col de Banyuls, le col du Perthus et le col de Portell.

Le col de Portell qui s'ouvre à l'ouest de Bellegarde était commode et personne ne le gardait. Le col du Perthus par où passe la grande route de Perpignan à Barcelone était plus abordable, mais commandé par le fort de Bellegarde. Le col de Banyuls, raide et âpre, menait, non dans la plaine du Roussillon, mais dans une saillie montagneuse de la côte, et l'envahisseur venait se heurter à trois postes militaires, Saint-Elme, Port-Vendres et Collioure.

Un Conseil de guerre tenu à Madrid décida de renouveler la manœuvre du comte de Saint-Germain en 1676. Une armée de 30.000 hommes dont le général serait Ricardos, se saisirait du col de Portell et se retournerait aussitôt contre Bellegarde, dont la prise lui donnerait le col du Perthus et la grande route de Perpignan.

Les émigrés conseillaient de débarquer à la pointe de Leucate et de prendre le Roussillon à dos. Le plan était bon, et si les Espagnols l'avaient exécuté, ils auraient mis à contribution les départements de l'Aude et de l'Hérault ; ils auraient plus tard tendu la main aux rebelles de la Lozère, de Lyon et de Marseille ; ils auraient pu faire dans le

Midi une contre-révolution complète. Ce plan ne fut pas adopté [1].

Dans la seconde moitié d'avril commença, aux Pyrénées-Orientales, cette campagne de 1793, si confuse et si incohérente, si dramatique, si féconde en péripéties.

Les Français, qui tenaient le Roussillon, avaient pour général un neveu de Voltaire, le vieux La Houlière, et ils n'étaient que 8.000, dont 6.000 dans les places. La Houlière ne disposait donc que de 2.000 hommes : le 7e régiment ci-devant Champagne, des volontaires inexpérimentés et quatre compagnies de miquelets. L'armée, avouaient les représentants, est presque nulle. Ricardos n'eut pas de peine à la vaincre. Il s'empara, le 17 avril, de Saint-Laurent de Cerdans, le 18 d'Arles-sur-Tech au pied de Fort-les-Bains et le 20, il enfonçait devant Céret ce simulacre d'armée. Mais il était lent, circonspect, méthodique. « Si l'on avait eu affaire, disait Dugommier en 1794, à des ennemis plus entreprenants, le Roussillon serait aujourd'hui province d'Espagne. » Ricardos perdit son temps à canonner Bellegarde et à faire une route qui reliait le col de Portell à Céret devenue sa place d'armes [2].

Le 19 mai, il remportait toutefois un nouveau succès. La Houlière, suspendu par les représentants, s'était dans son désespoir brûlé la cervelle. Il avait eu le général de Flers pour successeur. Flers était calme, réservé, prudent, trop froid pour commander en cette époque orageuse, et il devait être bientôt accusé de tiédeur et de temporisation. Il reçut quelques renforts et résolut de s'établir à dix kilomètres de Perpignan, sur le plateau du Mas-Deu, entre la ville et les Aspres, dans la presqu'île du Réart ; cette position, pensait-il, couvrait le chef-lieu du département, protégeait les canton-

1. Rec. Aulard, XIII, 741.
2. Dugommier à Bouchotte, 21 janvier 1794 (A. G.); — Rec. Aulard, III, 379.

nements de l'armée et « plaçait les troupes loin des délices de Perpignan ». Il mit deux détachements à droite et à gauche dans deux gros bourgs, Thuir et Elne, qui gardaient les communications de Perpignan, l'un avec la montagne, l'autre avec la côte. Mais, comme s'exprimaient les commissaires de la Convention, les soldats s'effrayaient à la moindre alerte, et Flers lui-même déclarait qu'il ne pouvait répondre de l'honneur des armées de la République. 700 hommes de la ligne — 7e et 61e régiment — deux bataillons de volontaires levés depuis six mois, des gardes nationales des départements voisins requis en toute hâte par les représentants, 50 dragons qui n'avaient pas de sabre, 300 gendarmes qui semaient l'épouvante et assuraient qu'on les menait à la boucherie, voilà l'armée qu'il commandait, et, sans les soins des commissaires, écrivait-il, il n'y aurait rien[1].

Son avant-garde, c'est-à-dire presque toute son armée, confiée au général Dagobert et composée de 5.000 fantassins et de 300 gendarmes, munie de 15 canons, fut attaquée par Ricardos le 19 mai. L'Espagnol avait l'avantage du nombre : 12.000 hommes d'infanterie, 3.000 cavaliers et 24 pièces. Les gendarmes déguerpirent en criant *sauve qui peut*, et le centre plia totalement. La droite et la gauche tinrent bon tout le jour ; au soir, effrayées par quelques coups de fusil, prises de panique, elles s'enfuirent à Perpignan dans la plus affreuse confusion. Le détachement qui vint d'Elne sous les ordres de Dugua se poster sur les hauteurs du Réart, couvrit cette déroute. Mais l'armée était démoralisée. Le 4e bataillon du Gard refusa par trois fois de se rendre au camp ; les trois quarts finirent par se soumettre ; Flers dut désarmer et renvoyer le reste[2].

Heureusement Ricardos ignora la débandade des Français qui retrouvèrent, le lendemain, leurs effets de campe-

1. Flers à Bouchotte, 17 et 20 mai (A. G.); — Rec. Aulard, III, 529.
2. Cf. la lettre de Flers, du 26 mai (A. G.).

ment et toute l'artillerie, sauf deux pièces ! Il occupa Argelès, Elne, et passa le mois de juin à prendre, non sans précautions inutiles, trois forts qu'il pouvait laisser derrière lui, Prats-de-Mollo, Fort-les-Bains et Bellegarde. L'armée française put se grossir et s'exercer en sécurité. Perpignan respira; de la citadelle, les habitants distinguaient l'ennemi immobile dans les champs d'oliviers, entre Elne et le Boulou, et la nuit, du haut des remparts, ils voyaient les bombes qui ne cessaient de tomber sur Bellegarde[1].

Mais les trois forteresses succombèrent l'une après l'autre et c'étaient, comme disaient les représentants, des pertes très sensibles qui décourageaient les troupes et offraient à l'adversaire de grands avantages.

La petite ville de Prats-de-Mollo, située sur la rive gauche du Tech, en tête du Vallespir — de l'*aspera vallis* qui ne mérite plus son nom — garde les cols des Eres et de Prégon qui mettent en communication la vallée française du Tech avec la vallée espagnole du Ter. Elle n'a qu'une vieille enceinte, et sa seule défense, c'est le fort Lagarde, au nord-est, sur le penchant de la montagne. Ce fort, méchant amas de murailles, tomba le 5 juin.

L'avant-veille, le 3 juin, Fort-les-Bains, qui coupe au-dessous de la trouée de Saint-Laurent le chemin de la vallée du Tech, avait ouvert ses portes. Ce fort, confié au capitaine Daudiès, subit un blocus de six semaines et capitula le lendemain du bombardement. Ses remparts croulaient sous le feu de ses propres canons, et les Espagnols trouvèrent des artilleurs évanouis d'inanition sur les pièces.

Bellegarde, dont le gouverneur était le brave Dubois-Brullé, résista à outrance : investi durant deux mois et canonné durant un mois, ce fort se rendit le 25 juin, faute de vivres et après avoir reçu plus de trente mille projectiles.

1. Lettre d'un agent de la trésorerie, 4 juin (A. G.).

La soumission de Bellegarde fit une grande sensation. Les représentants marquaient qu'on n'avait pu, avec les faibles troupes dont on disposait, percer les lignes espagnoles pour ravitailler la place; qu'on devait se tenir sur une défensive à la fois humiliante et périlleuse; que, Bellegarde pris, rien n'arrêterait l'envahisseur; qu'il pouvait se porter partout où bon lui semblait, et le procureur général syndic du département, un des grands patriotes du Midi, l'honnête et vaillant Llucia, avouait que les Pyrénées étaient à la merci de l'ennemi. Ricardos occupa les rives du Tech, sa gauche à Céret, sa droite à Argelès, son centre dans la plaine du Boulou[1].

Il allait pourtant éprouver des échecs. Il voulut surprendre Collioure et il échoua par deux fois, le 30 juin et le 6 juillet, contre la hauteur du puig Oriol, héroïquement défendue par le capitaine Serre et les volontaires de l'Ariège. Il essaya d'emporter Perpignan et il fut repoussé.

Flers avait rallié les siens à une petite lieue en avant de la ville, dans une position qu'il fit retrancher et qu'on nomma le camp de l'Union ou le camp du Mas-Ros, la droite appuyée au moulin d'Orle et la gauche au village de Cabestany. « J'ai pris devant Perpignan, écrivait-il plus tard, un camp dont la situation avantageuse a sauvé le Roussillon pendant trois mois. » Il s'était plaint, dans les derniers jours de mai et durant tout le mois de juin, des troupes de réquisition qu'il avait : elles ne savaient rien ; elles refusaient d'entrer dans les anciens corps et de travailler aux retranchements ; elles prétendaient rester à l'armée quinze jours ou un mois au plus, le temps de faire un coup de main ; elles désertaient pour aller à la moisson. Une telle armée, demandait-il, pourrait-elle marcher sur l'ennemi? Et il sollicitait du ministre et du Comité de bonnes troupes capables d'ins-

1. *Mon.*, 9 juillet; — Rec. Aulard, IV, 473, 566, 613; V, 207.

truire les autres et de leur donner de l'assurance; tous ses soldats, disait-il, souhaitaient hautement d'avoir avec eux des bataillons qui eussent fait la guerre. On lui envoya des canons, de la cavalerie, sept bataillons, dont deux anciens et instruits, le 79e et le 3e du Tarn, et il eut ainsi 12.000 fantassins, 400 cavaliers et 50 bouches à feu[1].

Le 17 juillet, se livrait la bataille qu'on appelle la bataille de Perpignan. Ricardos, sortant enfin de l'inaction, voulait réduire au silence l'artillerie des ennemis, ou, comme il s'exprimait, des assiégés; puis, lorsqu'il aurait jeté le désordre dans leur camp, fondre sur eux en cinq colonnes. Ses dispositions furent maladroites. Il assaillit les républicains sur leur point le plus fort et il affaiblit la vigueur de son attaque en détachant des troupes qui devaient exécuter un mouvement tournant et couper la retraite aux vaincus. Les vaincus, ce furent les Espagnols. Leur grande batterie, placée à seize cents mètres, ne fit que consommer inutilement sa poudre, et les canons français prirent l'ascendant sur elle. Ricardos recula, et cette journée, qui fut le Valmy des Pyrénées-Orientales, ranima les courages[2].

Un revers éclatant la suivit : la reddition de Villefranche-de-Conflent. Cette place barrait la gorge profonde de la Tet, à cinq lieues au-dessous de Montlouis, et Ricardos qui désirait passer la rivière pour prendre à dos Perpignan, craignait de laisser ce défilé sur sa gauche. Le 4 août, après douze heures d'une canonnade qui, selon le témoignage de l'ingénieur Grandvoinet, ne tua personne et ne ruina pas la moindre partie des parapets, Villefranche était livrée aux Espagnols.

Les représentants s'irritèrent contre le général de Flers. Depuis plusieurs semaines, et non sans injustice, ils l'accusaient d'apathie, d'ignorance, de nullité. Flers, suivant eux, n'avait rien su organiser; il n'avait pas acquis la confiance;

1. Flers à Bouchotte, 26 mai, 2, 3 et 5 juin, 11 sept. (A. G.).
2. Fervel, I, 83-90.

il n'avait ni ce maintien ni ce ton qui gagnent le cœur des soldats ; pas de plan arrêté ; une versatilité continuelle dans ses projets ; oui et non dans la même minute, selon l'impulsion qu'il recevait. Le 7 août, lorsqu'ils surent la prise de Villefranche, ils suspendirent Flers et le remplacèrent par Puget-Barbantane[1].

Barbantane affichait le républicanisme ; il avait quelque expérience du métier militaire, et Flers assurait qu'il s'était donné la plus grande peine pour débrouiller et dresser l'infanterie de l'armée. Mais Barbantane, qui venait dire secrètement aux commissaires de la Convention qu'il croyait Flers tout à fait incapable, était plus incapable que Flers. Il ne savait mener et manier une armée, et il avait raison d'écrire à Paris qu'il ne pourrait suffire au fardeau, que les représentants l'avaient choisi parce que les borgnes sont rois dans le royaume des aveugles. Aujourd'hui encore, on dit à Perpignan d'un écervelé et d'un sot que c'est un Barbantane[2].

Il tint bientôt le même langage que Flers : il déclara que l'armée manquait de tous les moyens d'action, qu'elle n'avait aucune instruction, qu'elle présentait des corps incomplets où il y avait autant d'officiers que de volontaires, qu'il voyait dans les bataillons une quantité d'enfants, que le nombre des malades augmentait. Il comprenait que Ricardos allait passer la Tet pour se porter sur les derrières de Perpignan et il tenta, dans la nuit du 25 au 26 août, de s'opposer à ce dessein. Mais les Espagnols, chassés du village de Corbère, se réfugièrent dans le château, et leur fusillade jeta le désordre parmi les républicains ; les deux colonnes françaises tirèrent l'une sur l'autre ; la confusion fut telle qu'elles battirent en retraite[3].

1. Rec. Aulard, V, 232, 439, 459.
2. Vidal, *Hist. de la Révol. française dans le département des Pyrénées-Orientales*, II, 342 ; — Barbantane aux représentants, 6 août ; — Flers à Bouchotte, 22 juin (A. G.).
3. Barbantane à Bouchotte, 22 et 26 août (A. G.).

Trois jours plus tard, le 29 août, après de grands et inutiles délais, Ricardos passait la rivière, enlevait le camp de Corneilla et refoulait sur Salces, à l'extrémité du Roussillon, la division Montredon. Eperdu, Barbantane écrivit à Paris que l adversaire l'enveloppait déjà, que l'armée se désorganisait, que les ordres les plus importants n'étaient envoyés et exécutés qu'avec lenteur, que les charretiers d'artillerie détalaient en abandonnant leurs chevaux. Sur les conseils du chef d'état-major Giacomoni, il décida de quitter Perpignan. Les Espagnols s'apprêtaient évidemment à marcher vers Rivesaltes et Peyrestortes. Ne lui couperaient-ils pas les communications ? Le général et les commissaires de la Convention devaient-ils laisser une barrière entre eux et les départements méridionaux ? Barbantane et Giacomoni résolurent donc de transférer à Salces le quartier général : une division commandée par d'Aoust resterait au camp de l'Union. La nouvelle consterna Perpignan, et Ricardos essaya de profiter de cet émoi pour rejeter les troupes dans la place. Durant la nuit du 2 au 3 septembre, il fit assaillir le moulin d'Orle et le village de Cabestany. L'attaque manqua de vigueur. Les Français, surpris, eurent le temps de se remettre et repoussèrent l'ennemi. Mais l'épouvante de Perpignan fut au comble, et malgré les clameurs, Barbantane s'éloigna. Il avait, disait-il, une fonction épineuse dont l'histoire offrait peu d'exemples, et il était général en chef de l'armée, non de Perpignan ; 9.000 hommes sous d'Aoust et le représentant Fabre défendaient la ville ; pour lui, il allait, ainsi que le représentant Bonnet, voir si les renforts arrivaient et leur imprimer une direction. Sur quoi il partit avec l'état-major, le trésor et toute la cavalerie. On croyait qu'il s'établirait à Salces où était la division Montredon. Il se rendit à Narbonne où il pourrait, assurait-il, former une nouvelle armée ! Déjà Fabre mandait au Comité que le découragement était au plus haut degré et que Perpignan, bien-

tôt cerné, ne saurait résister. Le club se lamentait : les Espagnols s'étendaient en demi-cercle autour de la cité et, sur presque tous les points, ils n'étaient qu'à une lieue des remparts [1].

Le Comité prononça le 14 septembre la destitution de Barbantane que le club de Perpignan accusait de n'avoir ni expérience ni habileté. Mais Barbantane avait l'avant-veille résigné ses fonctions en alléguant qu'un travail immense épuisait ses forces physiques et qu'il était au-delà de son intelligence de diriger l'armée. Le 16, les représentants Fabre et Bonnet, tout en acceptant la démission de Barbantane et en lui ordonnant de gagner Paris pour rendre ses comptes au Comité, organisaient le commandement : Dagobert, prôné par Barbantane, par le représentant Cassanyes, par le peuple de Perpignan, serait provisoirement général en chef ; jusqu'à l'arrivée de Dagobert qui se trouvait en Cerdagne, l'armée serait sous les ordres de d'Aoust, naguère chef d'état-major et regardé par Flers comme l'homme indispensable sur qui roulaient toutes les affaires ; Goguet remplacerait le faible Montredon à la tête de la division de Salces et il se concerterait avec d'Aoust pour assurer le succès des opérations [2].

A leur ordinaire, les Espagnols n'avaient pas profité de la situation. Ils tâtèrent les Français au lieu de les attaquer franchement. Ce ne fut que le 8 septembre que Las Amarillas s'empara de Rivesaltes et des hauteurs de Peyrestortes. La division de Salces, encore menée par Montredon, essaya de défendre la position ; mais elle ne fut pas soutenue par la division de Perpignan ; elle prit la fuite, et sa cavalerie, en pleine déroute, s'enfuit jusqu'à Sigean [3].

1. Giacomoni à Barbantane, 29 août et 1er sept. ; — Barbantane à Bouchotte, 31 août ; — le club de Perpignan au Comité, 6 sept. (A. G.) ; — Rec. Aulard, VI, 282, 442.
2. Arrêté des représentants, 16 sept. (A. G.).
3. Giacomoni à Bonnet, 9 sept. (A. G.).

Ricardos, le sage Ricardos commit alors de très graves imprudences. Il dissémina son armée, la divisa en trois ou quatre tronçons, établissant un camp à Peyrestortes au nord-ouest de Perpignan et un autre camp à Ponteilla et à Trouillas au sud-ouest de la place, dépêchant quelques milliers d'hommes à Argelès pour surveiller Collioure, envoyant quatre bataillons de renfort dans le Conflent. Ainsi éparpillés, les Espagnols étaient à la merci d'un adversaire résolu. Que les Français se concentrent, qu'ils tombent sur Ponteilla, puis sur Peyrestortes, et ils ont raison des envahisseurs. Ricardos n'a même pas coupé les communications entre Salces et Perpignan ; à peine si quelques patrouilles s'aventurent sur la grand'route [1] !

Cette témérité fut sévèrement châtiée. Perpignan reprenait cœur depuis que le représentant Fabre avait menacé de faire guillotiner quiconque murmurerait le mot « capitulation », et le 17 septembre, d'Aoust remportait, grâce à l'énergie d'un autre représentant, Cassanyes, une victoire qui sauvait la ville.

Au matin, les Espagnols s'étaient saisis d'un poste essentiel, le hameau du Vernet, à trois kilomètres de Perpignan, et leurs boulets tombaient déjà sur les murs de la cité. Cassanyes rallia les troupes du Vernet ; d'Aoust les réunit en deux colonnes, le Vernet fut repris et l'assaillant repoussé sur son camp de Peyrestortes. Une grande partie de la population de Perpignan était venue acclamer les vainqueurs ; dans l'enthousiasme du succès elle cria : « à Peyrestortes ! » et d'Aoust, docile, marcha vers Peyrestortes. Il aurait dû mettre à profit l'ardeur de ses soldats et les jeter aussitôt sur la position : il engagea un combat d'artillerie et quand ses colonnes s'ébranlèrent, elles ne purent, par trois fois, sous un feu écrasant, franchir le ravin profond

1. Fervel, I, 134.

et escarpé qui les séparait de l'ennemi. Mais Cassanyes était allé chercher à Salces la division Goguet. Il l'entraîna sur Peyrestortes. Un quart d'heure après, elle s'arrête. Cassanyes galope vers Goguet : « Que fais-tu, malheureux? » Goguet lui montre un contre-ordre signé Fabre et d'Aoust. Indigné, Cassanyes vole au Vernet; il couvre de reproches Fabre et d'Aoust. Les deux hommes, qui voulaient à eux seuls s'emparer de Peyrestortes, assurent qu'il y a eu méprise. Cassanyes court porter à Goguet l'ordre formel d'avancer. Il n'arrive devant Peyrestortes qu'à la nuit close, lorsque d'Aoust est en retraite; il connaît les lieux; il guide la division et la mène à la droite des hauteurs; subitement, au cri de *baïonnette en avant*, les Français s'élancent dans le camp espagnol. Avertie par trois coups de canon, la division d'Aoust revient à la charge. A dix heures du soir, les républicains étaient maîtres de Peyrestortes [1].

Sur un autre point, la fortune les favorisait. Dagobert avait chassé du camp de la Perche La Peña qui menaçait Montlouis et battu complètement Vasco à Olette. Le 19 septembre son avant-garde, commandée par Gilly et précédée par la nouvelle de l'échec de Peyrestortes, entrait dans Villefranche-de-Conflent sans trouver de résistance.

Voilà où aboutissaient, au bout de cinq mois, les efforts de Ricardos ! Ce général tant vanté avait commis fautes sur fautes. Mais était-il secondé ? A la bataille de Perpignan, le duc d'Ossuna, qui lui avait disputé le commandement, faisait échouer l'attaque de droite. Las Amarillas refusait d'exécuter ses ordres. La discipline de ses troupes se relâchait ; si les hôpitaux étaient bien tenus et, dit-on, avec trop de luxe, les vivres manquèrent quelquefois, et il arriva que

1. Voir surtout Vidal, *Hist. de la Rév. fr. dans les Pyr.-Or.*, II, fin., et III, VII-XXIV. — Turreau a dit assez justement que cette victoire de Peyrestortes « n'est due qu'à des circonstances très heureuses et qui ne prouvent rien en faveur de d'Aoust ». — Cf. Fervel, I, 137-146.

les Espagnols durent rompre le combat parce qu'ils n'avaient plus de munitions. Ricardos ne luttait qu'à son corps défendant; routinier et ne comprenant pas que l'envahisseur doit, selon le mot du prince de Ligne, tonner et étonner, imbu des idées philosophiques, montrant une singulière modération envers l'ennemi, il désapprouvait, comme plusieurs de ses compatriotes, la guerre contre la France, et au mois de juin, il mandait au ministre Godoy que, s'il s'emparait de Perpignan, il n'irait pas plus loin [1].

Lorsqu'on sut à Madrid la défaite de Peyrestortes, on crut donc que Ricardos évacuerait très prochainement le Roussillon. L'arrivée de Dagobert qui venait prendre le commandement, semblait accroître les chances des républicains. Mais ce fut peut-être l'intervention de Dagobert qui rétablit les affaires des Espagnols. Les représentants pensaient que l'intrépide guerrier, comme le nommait Cassanyes, se jetterait aussitôt sur le camp de Ponteilla. Il refusa d'exécuter le plan d'autrui, et aux instances de Fabre et de Cassanyes qui le pressaient d'attaquer, il répondit sèchement en homme du métier qu'il voulait manœuvrer.

L'entêté Dagobert perdit ainsi deux jours précieux à « ruminer ses idées », et lorsque, le 22 septembre, il assaillit tardivement Ricardos à Trouillas, il fut battu. Ricardos, qui ne déploya jamais autant d'activité, avait rappelé tous les corps détachés et dans cette journée il fit preuve de résolution et d'initiative. Les Français eurent 3.000 hommes hors de combat. Madrid exulta; Ricardos reçut le titre de comte de Trouillas; ses lieutenants, Courten, La Union et autres, furent comblés d'honneurs; sûrement Perpignan allait enfin ouvrir ses portes !

On apprit soudain que Ricardos reculait malgré sa victoire, qu'il jugeait sa position intenable, qu'il réoccupait son camp

1. Baumgarten, *Geschichte Spaniens zur Zeit der spanischen Revolution*, 475.

du Boulou! Il avait raison. Il savait que les Français se renforçaient considérablement; il craignait, s'il restait à Ponteilla, d'être coupé de l'Espagne par les inondations du Tech, par une de ces pluies qui changent au bout de quelques heures un petit cours d'eau en un torrent infranchissable, et une démonstration que Dagobert fit faire contre le pont de Céret lui causa les plus vives alarmes. Dans les premiers jours d'octobre, il écrivit à Madrid qu'il croyait bon de repasser les Pyrénées et de revenir à Figuières! Mais Godoy, la reine, le roi s'indignèrent, s'écrièrent que cette retraite serait honteuse; Ricardos eut ordre de demeurer en territoire ennemi, et on promit de lui envoyer des secours, entre autres un corps portugais de 6.000 hommes[1].

Les fautes des Français rassurèrent bientôt Ricardos. Les représentants Fabre et Gaston avaient remplacé Dagobert par d'Aoust et prétendaient refouler l'invasion, non par des calculs et de froides combinaisons, mais par l'arme blanche. Fabre disait volontiers que la fortune est pour les fous et qu'il se moquait de Polybe et de Folard.

Pendant que Dagobert rentrait en Cerdagne et poussait des pointes inutiles sur Camprodon et Montella, d'Aoust assiégeait Ricardos, et à plusieurs reprises, du 3 au 19 octobre, l'assaillait dans le camp du Boulou sur une ligne de quatre lieues d'étendue. Attaques confuses et tumultueuses! Canonnades stériles! L'épisode le plus marquant fut celui de la *batterie du sang*. D'Aoust voulait s'emparer du puig Singli — qu'il nommait le Poussengli; — il regardait le point comme important et pensait que la possession de ce poste le mettrait en mesure de brûler le camp ennemi, de bombarder le quartier-général, de couper les communications du Boulou avec Céret. Le 15 octobre, de minuit à l'aube,

1. Le Portugal avait consenti, par un traité du 15 juillet 1793, à fournir une division à l'Espagne. — Baumgarten, 489; — Fervel, I, 149. — Vidal, III, 1-18.

Français et Espagnols se disputèrent avec une incroyable fureur la redoute du puig Singli; trois fois de suite les républicains furent repoussés; un grand nombre de lâches, affirme d'Aoust, abandonnaient leurs braves camarades pour se cacher dans les ravins à la faveur des ténèbres[1].

Turreau avait été nommé général en chef par le Conseil exécutif. Mais d'Aoust était le protégé des représentants Fabre et Gaston; ils auraient voulu garder ce jeune homme qui savait caresser leur amour-propre. Vainement Bouchotte leur marquait que Turreau avait déployé dans la Vendée capacité et activité, qu'il était sans-culotte de naissance et de principes, qu'avec ce vrai patriote l'armée ferait « des choses bien utiles et bien avantageuses ». Avant même que Turreau fût arrivé, les représentants assuraient qu'il ne connaissait ni le pays ni l'organisation de l'armée et qu'il paralyserait le succès des mesures déjà prises. Ils lui firent l'accueil le plus froid, le plus dédaigneux, et devant ses aides de camp Gaston disait : « Je ne connais ni généraux ni pouvoirs particuliers ; seul je dois commander et l'on m'obéira; on se targue des ordres du ministre; le ministre est pour moi ce qu'est un chien dans un jeu de quilles! »

La situation parut lamentable à Turreau : pas de magasins de fourrage et aucun espoir d'en former, les chevaux privés de nourriture pendant plus de vingt-quatre heures, une consommation démesurée de munitions, pas de voitures pour transporter les effets d'armement et de campement des bataillons, les représentants entourés d'hommes qui les flattaient, faisant des promotions sans nombre, avilissant les grades supérieurs qu'ils confiaient à des incapables, cherchant à diriger les opérations et à substituer leurs idées à celles des généraux, prenant leurs rêves pour des plans de campagne; l'armée menacée d'une dissolution totale.

1. D'Aoust à Bouchotte, 13 et 17 octobre (A. G.).

Aussi saisit-il un prétexte pour refuser le commandement. Les bureaux ne lui avaient pas envoyé son brevet de général en chef; il déclara que tant qu'il n'aurait pas reçu sa nomination officielle, il laisserait d'Aoust à la tête des troupes, qu'il ne pouvait rien hasarder avant de connaître parfaitement la région, et il alla visiter la frontière. D'Aoust resta donc, comme il dit lui-même, à la grande armée, au centre des opérations dont il avait la responsabilité [1].

Dès le 13 octobre, d'Aoust écrivait au ministre qu'il préparait une expédition contre Figuières et Roses. Le représentant Fabre avait conçu ce plan et le développait avec chaleur. On devait, selon lui, effrayer les Espagnols sur leur propre territoire, emporter Roses et Figuières, leurs deux grands magasins, reprendre ainsi Toulon en Espagne; il avait « tâté » le pays et remarqué que les habitants n'étaient pas dangereux; il ne demandait que 8.000 hommes; 4.000 marcheraient contre Figuières qu'ils bombarderaient à boulets rouges; 4.000 autres canonneraient Roses et surtout les vaisseaux qui se trouvaient dans le port; on sommerait les deux villes et on s'en saisirait par toutes les ruses de guerre, par un semblant de forces imposantes; après ce succès, on se dirigerait sur Bellegarde pour attaquer les Espagnols du Boulou sur leurs derrières et leur fermer le retour. Fabre oubliait que Figuières n'avait jamais ouvert ses portes à l'ennemi et que Roses, assailli par terre et par mer en 1645 et en 1693, avait résisté durant des mois, que les troupes chargées de l'opération s'engageraient à travers d'âpres montagnes où le transport des vivres serait infiniment difficile et au milieu d'une population hostile. Aussi Turreau obtint-il que l'expédition aurait pour objet non pas Figuières,

1. Bouchotte aux représentants, 10 oct.; — Turreau à Bouchotte, 25 et 28 oct.; — aux représentants, et à Ronsin, 2 et 8 nov.; — notes de Turreau; — d'Aoust à Bouchotte, 29 oct. (A. G.).

mais Roses, et qu'elle ne serait qu'un coup de main destiné à hâter la retraite de Ricardos[1].

Elle fut confiée à Delattre. C'était un ancien élève de l'Ecole des Ponts et Chaussées, nommé lieutenant du génie le 1er mai 1793 et général de division six mois plus tard, le 3 novembre, le jour même où Dugommier devenait, lui aussi, divisionnaire et recevait le commandement de l'armée devant Toulon. Il n'avait donc aucune expérience ; mais Fabre et Gaston assuraient que ce jeune sans-culotte était courageux et possédait les connaissances les plus approfondies. Au reste, quand Delattre eût mérité cet éloge, il n'avait pas assez de monde pour réussir. S'il avait disposé de forces considérables et, si au lieu de se porter sur Roses, il s'était rabattu vers Bellegarde pour couper les communications des Espagnols avec la Catalogne, il aurait mis Ricardos dans une situation critique. Son armée — l'armée de Collioure, comme on l'appelait — comptait 6.000 hommes à peine. D'Aoust lui ordonna de la répartir en trois colonnes qui chemineraient à la même hauteur et quitteraient Collioure le vendredi 25 octobre, de grand matin ; celle de droite observerait ce qui pouvait venir du côté de Bellegarde ; celle de gauche et celle du centre arriveraient devant Roses le dimanche 27, à la pointe du jour, et Delattre sommerait la ville au nom de l'avant-garde de la grande armée de la République française. Rien de tout cela ne fut exécuté. La colonne de droite franchit le col Fourcat et marcha vers Espolla par Cantallops et Vilaortoli ; mais, après avoir manqué de vivres, elle fut battue par un détachement de troupes régulières et ramenée à la frontière par les paysans de l'Ampurdan. La colonne de gauche qui longeait la côte et passait par le col des Balistres, ne put aller que jusqu'au petit port de Llança, et les habitants la refoulèrent pareillement. La colonne du centre où étaient

1. Plan signé Fabre, sans date ; — d'Aoust à Bouchotte, 13 oct. ; — Turreau à Bouchotte, 8 nov. (A. G.).

Delattre et Fabre, traversa le col de Banyuls le 26 octobre, repoussa Ildefonse Arias malgré son opiniâtre résistance, et deux jours après parut devant le village d'Espolla où les Espagnols avaient un camp retranché ; elle dut reculer. Le surlendemain 30, elle reçut des secours et réitéra son attaque ; elle fut de nouveau rejetée dans les montagnes et exposée à toutes les rigueurs du froid : des traîtres, disait d'Aoust, avaient crié *sauve qui peut* et arraché la victoire des mains des braves républicains[1].

Tandis qu'avait lieu cette expédition malheureuse, Dagobert la soutenait par une diversion devant Céret. Mais il n'avait que 2.000 hommes. Pourtant il aurait pu s'emparer de Céret : il se conforma strictement à ses instructions qui portaient de garnir les hauteurs qui dominent la ville, et le 1er novembre, après avoir attendu tout un jour des ordres et des renforts qui ne vinrent pas, il se retira.

Il eût évidemment fallu se saisir de Céret, le seul point qui pût, en cas d'échec, offrir aux Espagnols une voie de retraite. Mais, malgré l'insuccès d'Espolla, les représentants ne pensaient qu'à l'invasion de l'Ampurdan, et ils voulaient recommencer l'expédition de Roses. Un Conseil de guerre fut réuni, le 12 novembre, à Banyuls-dels-Aspres : dix-neuf généraux assistaient à la conférence ; seuls Turreau, Dagobert et Poinsot s'opposèrent à l'entreprise. Les représentants se vengèrent ; ils suspendirent Poinsot et Dagobert.

Quant à Turrean, il en avait assez. Dénoncé par les conventionnels qui lui reprochaient de n'avoir ni idées politiques ni habitude du commandement, dégoûté des prétentions de Fabre et des emportements de Gaston qui ne répondait que par de vagues inculpations et des accès de colère lorsque

1. Marcillac, *Histoire de la guerre entre la France et l'Espagne*, 183 ; — Rec. Aulard, VII, 619 ; — ordre donné à Delattre pour l'expédition de Roses (A. G.). La colonne de droite ou d'observation était commandée par Cuzel (et non, comme dit Fervel, par Clauzel) ; celle de gauche, par Raymond ; celle du centre, par Rampon.

le général lui remontrait que l'expédition de Roses n'aboutirait à rien, écœuré de la mésintelligence qui régnait entre les chefs militaires, du désordre et de l'indiscipline de l'armée, de l'incertitude des moyens de résistance, comprenant qu'il ne pouvait exercer réellement l'autorité et refusant d'agir comme un être absolument passif, il avait donné sa démission.

De nouveau d'Aoust eut l'intérim pendant que Delattre restait à la tête de la division de Collioure. Mais, ainsi que disait Turreau, d'Aoust et Delattre n'avaient ni caractère ni talents, et ils n'étaient que les lieutenants des représentants. « Il ne faut pour chefs, écrivait Turreau, que des individus qui approuvent les représentants, et c'est Fabre qui commande l'armée. » Il ajoutait que les conventionnels en mission avaient trop souvent fait ce qu'ils ne devaient pas sans faire ce qu'ils devaient, qu'ils s'arrogeaient le rôle des dictateurs romains et que la République n'avait pas besoin de ce genre de tyrannie pour être sauvée[1].

Mais Ricardos, qui venait de recevoir ses 6.000 Portugais, avait décidé de tenter un vigoureux et suprême effort pour prendre ensuite ses quartiers d'hiver et donner un repos nécessaire à des troupes fatiguées et décimées par la maladie. Il fallait avant tout conserver Céret et son pont. Le 26 novembre, les républicains, commandés par le général Sol-Beauclair, attaquaient la redoute du pont et en chassaient les Portugais. Ils furent assaillis à leur tour par La Union et repoussés. La Union leur enleva même le poste de Saint-Ferréol, qui domine tous les environs, et ce succès ouvrit aux Espagnols les Hautes Aspres, affermit leur gauche, assura leurs communications[2].

A ce moment, arrivait le successeur de Turreau, Doppet,

1. Turreau, notes et lettres au Comité, 28 oct., et à Bouchotte, 8 nov. (A. G.); — cf. *Revue de la Révolution*, 1885, Docum.
2. Fervel, I, 212-215.

le Doppet de Toulon, et il écrivait aussitôt qu'il trouvait dans les camps une quantité de chevaux morts de faim, des bataillons couchés sous la tente sans un brin de paille ou dépourvus de tentes, beaucoup de malades. Mais, bien qu'il se dit le meilleur ami de Robespierre, bien que Gaston l'accueillit avec plaisir comme un « montagnard distingué », Doppet n'était pas homme à rétablir la fortune. On le promenait et le ballottait d'armée en armée à cause de ses opinions prononcées, et il ne commandait que de nom. Les représentants ne le consultaient même pas[1].

L'armée des Pyrénées-Orientales était alors bizarrement placée. La division de gauche ou division de Collioure, conduite par Delattre, et en réalité par le représentant Fabre, comptait 15.000 hommes ou la moitié des troupes ; elle tenait le penchant des Albères, Laroque, Villelongue-dels-Monts et le petit camp du Mitgdie. La division du centre, aux ordres de d'Aoust, comprenait 5.700 hommes, postés à Banyuls-dels-Aspres, au Pla-del-Rey et à l'ermitage Saint-Luc. La division de droite, confiée à Laterrade, s'était, après l'échec de Saint-Ferréol, repliée derrière le centre, de Tresserre à Llauro.

Le 6 décembre, les Portugais s'emparèrent du petit camp du Mitgdie. Le représentant Cassanyes souhaita de le reprendre, le reprit et, enhardi par ce succès, résolut d'enlever de vive force, avec les meilleures troupes de la division, la position de Montesquieu. Mais, par une étrange coïncidence, Ricardos avait, lui aussi, conçu le dessein d'enlever Villelongue dans la même nuit : après avoir dégagé sa gauche en occupant Saint-Ferréol, il voulait, en occupant Villelongue, dégager sa droite. Pendant que quatre bataillons français, menés par le chef de brigade Raymond, s'ébranlent pour attaquer Montesquieu, 5.000 Espagnols,

1. Doppet, *Mém.*, 241-245 ; — Rec. Aulard, VIII, 686 ; — Grange à Robespierre, 24 déc. (A. G.).

commandés par Courten, s'avancent vers Villelongue à la faveur des ténèbres. Les Espagnols gagnent les Français de vitesse. Le 7 décembre, au matin, à six heures, ils se jettent sur Villelongue et Laroque ; six à sept minutes leur suffisent pour se rendre maîtres des cinq batteries qui couronnent les deux hauteurs. Les Français restés dans le camp et ceux qui s'étaient aventurés vers Montesquieu, consternés par ce brusque assaut, s'enfuient dans une complète déroute en perdant 2 drapeaux, 34 pièces d'artillerie et 1.200 hommes, dont 760 prisonniers[1] !

Doppet prétendit que les aristocrates avaient causé cet échec. Un commissaire du Conseil exécutif, Hardy, était de son avis : suivant Hardy, on respirait dans le camp un air pestiféré ; des nobles de tout grade infectaient les divisions Delattre et d'Aoust ; on ne voyait, on n'entendait que cette race maudite. A la prière de Doppet, les représentants suspendirent tous les nobles ; puis le surlendemain, de crainte de bouleverser et de ruiner l'armée, ils annulèrent leur arrêté. Ils réintégrèrent d'Aoust et Delattre dont Doppet avait obtenu la suspension ; mais Bernède, qui s'était laissé surprendre à Villelongue, et le chef d'état-major Chaillet de Verges furent suspendus : « Il n'est pas possible, disait Doppet, que le chef d'état-major ne soit pas coupable lorsqu'une armée est désorganisée[2]. »

A la suite de l'affaire de Villelongue, le quartier général avait été transféré à Perpignan, la ligne du Tech, abandonnée, et l'armée allait rentrer dans le camp de l'Union. Mais il ne suffisait pas de prescrire cette retraite pour l'opérer, et l'artillerie manquait d'attelages. Doppet eut une idée heureuse. Il voulut frapper un grand coup, aussi grand

1. Hardy à Bouchotte, 12 déc. ; — lettre du capitaine Rondet, 13 déc. ; — rapport de Lenthéric (A. G.) ; — cf. Fervel, I, 216-222.

2. Doppet et Hardy à Bouchotte, 13 déc. ; — Doppet aux représentants, 8 déc. ; — arrêtés des représentants, 8 et 10 déc. (A. G.).

qu'imprévu. « Nos troupes, disait-il, sont meilleures pour l'attaque que pour la défensive ; l'ardeur du républicain diminue dans l'attente ; s'il marche, l'énergie de la liberté l'entraîne, et il gagne en chaleur ce qu'il n'a pas en tactique. » Seulement, ajoutait-il, on ne devait pas attaquer sans son ordre soit par vanité soit pour lui faire pièce. Il décida d'assaillir Villelongue le jour même où la grosse artillerie se retirait sur Perpignan [1].

Le 19 décembre, au matin, 2.000 hommes, commandés par d'Aoust, abordaient Villelongue. Ils formaient deux colonnes ; la première, conduite par Laterrade, échoua ; la seconde, qui avait à sa tête Sauret, Guieu et Banel, emporta le camp et dispersa les Portugais qui le gardaient ; dix-neuf pièces d'artillerie furent emmenées à Perpignan. Le pauvre Doppet n'assistait pas à l'action. Les représentants l'avaient envoyé à Elne ! Il devait de là se rabattre sur Villelongue, lorsque d'Aoust l'appellerait ; mais il attendit vainement le signal de marcher ; d'Aoust allégua qu'il avait perdu ses fusées d'avertissement ! Dévoré de dépit, bien que Hardy l'eût félicité de servir aux Espagnols un plat de son métier, fatigué, pris de fièvre, Doppet ne revint à Perpignan que pour s'aliter, et il faillit mourir du typhus [2].

D'Aoust disait triomphalement que le succès du 19 décembre effaçait les mauvaises impressions du passé, réparait l'honneur et ranimait les courages. Mais pendant ce temps la division de Collioure était écrasée. Courten avait attaqué, le 15 décembre, les troupes de Delattre au col de Banyuls et les avait enfoncées, refoulées sur Port-Vendres après leur avoir pris 300 hommes et 23 canons. Cinq jours plus tard, le 20 décembre, au lendemain du second combat de Villelongue, La Cuesta culbutait près de Saint-Elme la divi-

1. Voir la lettre de Doppet à Bouchotte, 13 déc. (A. G.).
2. Hardy à Bouchotte, 19 et 20 déc. ; — d'Aoust aux représentants, 19 déc. (A. G.).

sion Delattre. Les fuyards se jetaient dans Saint-Elme, dans Port-Vendres, dans Collioure, et ces trois places se rendaient incontinent. Duffau livra Saint-Elme. Port-Vendres ouvrit ses portes à la suite d'un malheureux combat où fut tué le représentant Fabre. Ce conventionnel buvait l'eau-de-vie et bivouaquait avec les soldats; il les menait à l'ennemi et les réconfortait par son exemple autant que par ses discours; il s'attelait à la bricole avec les canonniers pour traîner une pièce d'artillerie, et il était toujours au poste le plus périlleux. Mais il abusa de ses pouvoirs et il se crut homme de guerre; il voulut avoir son armée, avoir sa victoire; du moins sa mort expia ses erreurs [1].

Restait Collioure, munie de 88 canons, remplie d'approvisionnements considérables, commandée par un homme de cœur du nom de Manneville et par d'énergiques municipaux. La place capitula sous la menace d'un bombardement et lorsque la garnison entière refusa de se défendre. N'avait-on pas vu à Port-Vendres les volontaires se dissimuler dans les ravins et derrière les rochers pour ne pas se battre?

C'était la débâcle ou, comme disait Gaston, l'horrible défaite. Le 21 décembre, à une heure de la nuit, d'Aoust, déjà serré de près et débordé, reculait sur Perpignan. Il n'échappa qu'avec peine à une catastrophe. Ricardos l'attaqua dans sa retraite et l'aurait mis en pleine déroute si Pérignon, qui menait l'arrière-garde, n'avait fait à Saint-Luc une vigoureuse résistance. Après avoir perdu 500 hommes et laissé dans les mains de l'Espagnol 200 prisonniers et 23 pièces de canon, la division d'Aoust, rejointe par les débris de la division Delattre, s'entassa dans le camp de l'Union. « L'ennemi, mandait Gaston au Comité, n'a qu'un

1. Cf. sur la conduite de Fabre, le *Mon.* du 8 nov.; — Vidal, II, 231; — Fabre au Comité, 5 juillet (A. G.).

pas à faire pour s'emparer de Perpignan, et c'est apparemment la dernière lettre que je vous écris[1]. »

De nouveau Ricardos n'osa pas. Au lieu d'assiéger Perpignan, il prit, selon l'usage du temps, ses quartiers d'hiver. Ses troupes occupèrent tous les villages entre Arles et le Boulou sur le cours du Tech et garnirent une suite de retranchements qui fut élevée du Boulou à Collioure ; leurs avant-postes étaient sur la rive gauche de la rivière à Saint-Ferréol et à Saint-Luc. Elles couvraient ainsi l'approche des Pyrénées ; leurs communications avec la Catalogne étaient assurées, et le camp du Boulou, ainsi que le Tech, leur offrait une ligne imposante de défense.

Les Français firent de même. Ils s'établirent dans des quartiers d'hiver entre la Tet et l'Agly. Leur camp de l'Union appuyait sa droite à Toulouges et sa gauche à Cabestany. Mais abattus, indisciplinés, décimés par la désertion et les maladies, manquant de tout, ils vivaient comme dans l'anarchie.

Le Comité de salut public comprit enfin le péril du Midi. Il suspendit l'exécution de l'imprudent arrêté qui réduisait l'armée des Pyrénées-Orientales à 15.000 hommes. « Les jalousies, lui écrivait Bouchotte, et les flagorneries adroites dont les représentants sont circonvenus, ont mis la mésintelligence parmi les chefs et l'incohérence dans l'armée. » Le Comité résolut de tout changer, représentants, généraux, état-major, et, selon les expressions du ministre, de tout refondre, de confier tous les postes à de bons et vrais sans-culottes qui n'avaient pas, comme les nobles et les muscadins, la charlatanerie du métier et l'art de transformer les défaites en victoires. Il fit mettre hors la loi Duffau, commandant du fort Saint-Elme, et arrêter tous les ci-devant qui composaient l'état-major ainsi que les généraux Bernède, Chaillet

1. Rec. Aulard, IX, 578 ; — Vergnes à Lamer, 23 déc. (A. G.) ; — Fervel, p. 237-248.

de Verges, Delattre et d'Aoust. Le ministre ne disait-il pas que d'Aoust était un noble, un ancien marquis, et un faible officier qui travestissait en une journée glorieuse la retraite de l'armée ; que Delattre avait manqué de conduite dans l'expédition de Roses et ne possédait aucune expérience; que Bernède et Chaillet de Verges, eux aussi ci-devant, étaient suspects? En outre, le Comité rappela Cassanyes, Fabre et Gaston parce qu'il jugeait dangereux de laisser les représentants trop longtemps dans un pays et surtout de les employer dans leur propre département : Cassanyes était des Pyrénées-Orientales et, marquait l'agent Hardy, Fabre et Gaston, députés de l'Hérault et de l'Ariège, étaient trop près de chez eux et avaient beaucoup de personnes à placer. Il envoya à l'armée des Pyrénées-Orientales une adresse qui l'exhortait à prendre sa revanche sur « l'ignare soldat du tyran de Madrid ». Il donna le commandement à Dugommier, et Bouchotte informa le nouveau général en chef que 25.000 hommes de renfort marchaient vers Perpignan : 12.000 venaient de Toulon; 6.000 de Toulouse; 7.000 des Pyrénées-Occidentales. « Allons, disait Bouchotte à Dugommier, courage! Continue de bien servir la République. Ses armes triomphent sur le Rhin; les brigands de l'intérieur sont anéantis ; forçons enfin les Espagnols de repasser les monts. Depuis un mois les baïonnettes républicaines ne cessent d'avoir des succès; il ne faut point qu'on s'amuse à fusiller ; il faut charger les esclaves à la baïonnette ; on voit alors que ce ne sont que des automates incapables de résister au choc terrible des républicains[1] ! »

Dugommier proposait au Comité d'amener à marches forcées sous les murs de Perpignan l'armée qu'il commandait en Provence. Au lieu de la partager entre les Pyrénées

1. Hardy à Bouchotte, 11 déc. ; — Bouchotte aux représentants et au Comité, 25 et 31 déc. ; — à Dugommier, 23 janvier 1794 (A. G.).

et les Alpes, au lieu d'en laisser une portion dans les Alpes en une saison où s'arrêtaient les opérations militaires, ne pouvait-on jeter à l'improviste sur les Espagnols, à peine établis dans leurs quartiers d'hiver, cette masse victorieuse et encore enivrée de sa victoire ? Le Comité n'adopta pas cette belle combinaison, qui réunissait toutes les chances de succès.

Les représentants firent une faute presque aussi grave. Dugommier avait, à son départ de Toulon, mis en mouvement les troupes destinées à renforcer l'armée des Pyrénées-Orientales et préférant au nombre la qualité, il avait désigné certains bataillons qu'il connaissait, comme le 2e bataillon du Mont-Blanc, dont l'exemple aurait produit au camp de l'Union le meilleur effet. Ricord, Barras et Fréron refusèrent de les lui donner. « Cependant, remarquait Dugommier, rien n'était plus simple, et j'aurais eu bon compte des ennemis si j'étais arrivé à eux avec des moyens efficaces. On me les a ôtés. Pourquoi ? Que font à l'armée des Alpes tous ceux qui y sont ? Qu'y a-t-il de plus urgent que de chasser l'Espagnol de notre territoire ? Il n'en serait plus question si nous avions pu tomber sur lui avec dix mille hommes de choix. Mais plusieurs fondés de pouvoirs n'ont vu que la partie confiée à leurs soins au lieu de fixer un coup d'œil plus étendu sur toute la République. Un jour viendra qu'un général aura confiance entière et que l'on se défiera autant de l'égoïsme des autres que du sien[1]. »

1. Dugommier au Comité, 1 et 17 février (A. G.); — cf. Pineau, 391 et 409.

CHAPITRE VII

MILHAUD ET SOUBRANY

Doppet et Dugommier. — Arrivée des représentants du peuple. — Milhaud. — Soubrany. — Leurs premières mesures. — Râfle des royalistes et modérés. — Le tribunal militaire révolutionnaire. — Exemples terribles. — Retraites et suspensions prononcées par le ministre. — Arrestations ordonnées par les représentants. — Baude, Boissier, Giacomoni, Bellon, Cavrois, Béthencourt, d'Hargenvilliers, Soulérac, Lenthéric. — Exécution de Ramel et de Bernède. — Fêtes républicaines. — Inauguration du temple de la Raison. — Autodafé à Canet. — Blâme du Comité. — Bougon-Duclos. — Le pas de victoire. — Arrêtés en faveur des malades et des blessés. — Châtiment des fournisseurs. — Rétablissement de la discipline. — Chaussures. — Approvisionnements. — Fourrages. — Moyens de transport. — Pas d'amalgame. — Incorporation suspendue. — Camps d'instruction. — Arrêtés contre les réquisitionnaires déserteurs.

A peine Dugommier était-il à Perpignan, que Doppet sollicitait de nouveau le commandement. Il était tombé malade, disait-il, parce que la désorganisation de l'armée et la crainte des trahisons avaient vivement affecté son âme, et il ajoutait — l'aveu, venant d'un médecin, est assez plaisant — que les médecins l'avaient imprudemment soigné et qu'ils n'avaient su voir que le siège de sa maladie était dans le moral, qu'il aurait fini par « succomber sous leur art homicide ». Sur sa demande, il reçut l'autorisation d'aller en Savoie respirer l'air natal qui hâterait sa convalescence, et Bouchotte l'engagea poliment à revenir dès qu'il pourrait. Doppet prit le ministre au mot. Le 21 janvier, il sentit sa santé renaître, et il écrivit qu'il aurait bientôt assez de forces pour monter à cheval et paraître devant ses frères d'armes, qu'il retrouvait à Perpignan de braves et intelligents offi-

ciers, ses compagnons à Marseille, à Lyon et à Toulon. Le ministre fit la sourde oreille. Doppet se tourna vers Dugommier : s'il gardait encore la chambre, assurait-il, il avait assez de loisirs pour surveiller l'administration de l'armée. Très cordialement et comme en s'excusant de l'avoir remplacé, Dugommier accepta la proposition de Doppet : « L'amour de la chose publique te dévore, je suis fier de te ressembler. Les relations et les connaissances que tu as acquises dans cette armée te mettront à même de m'aider souvent; instruis-moi de ce qui pourrait m'échapper, et tandis que mon devoir m'appellera à l'extérieur, fais-moi connaître ce qui peut être utile à l'intérieur. » Mais la direction d'une armée doit être unique. Des difficultés ne tardèrent pas à s'élever, et dès le mois de février les représentants priaient le Comité de subordonner Doppet à Dugommier : le salut de l'armée exigeait que l'autorité fût entre les mains d'un seul ; quel autre moyen d'établir l'ensemble, l'uniformité, la rapidité des mouvements? Quelque temps après, ils arrêtaient que Doppet irait commander la division de Cerdagne[1].

Ces représentants, nommés le 22 décembre, c'étaient Milhaud et Soubrany, tous deux intègres, actifs, braves, énergiques, prêts à partager les fatigues et les périls du soldat, tous deux exaltés, s'intitulant de vrais sans-culottes montagnards, s'efforçant, selon le mot du temps, d'électriser par leur chaleur patriotique la région pyrénéenne, résolus à frapper les traîtres et à déporter à cent lieues dans les prisons de l'intérieur ou à livrer au tribunal révolutionnaire quiconque leur paraîtrait désirer le succès de l'Espagnol et compromettre la sûreté de la frontière, commençant chacun de leurs arrêtés par ces mots : *mort aux tyrans*, *paix aux*

1. Doppet à Bouchotte, 13 janvier 1794; — Dugommier à Doppet, 6 février (A. G.); — Rec. Aulard, XI, 241.

peuples, et le terminant par cette formule : *périssent tous les gouvernements ennemis de l'humanité et assassins de la nature.*

Milhaud, le plus fougueux et le plus violent des deux, avait alors, et comme s'exprime son collègue Cassanyes, la tête très inflammable. Il avait voté la mort du roi en disant que la souveraineté de la nation est au-dessus de la souveraineté du peuple, qu'une nation n'a pas le droit de faire grâce aux tyrans et que si la peine de mort n'existait pas, il faudrait l'inventer pour le despote. Des missions lui furent confiées : à l'armée des Ardennes où il suspendit nombre d'officiers accusés d'incivisme et à l'armée du Rhin. Il ne se borna pas en Alsace à parcourir la frontière et à réconforter le soldat. Il se vantait d'avoir touché sans crainte à la graine d'épinards et d'avoir par trois fois épuré l'état-major. A l'entendre, il avait emprisonné ou exterminé presque tous les conspirateurs, mettant la terreur à l'ordre du jour, établissant un tribunal révolutionnaire qu'il chargeait de « détruire la cupidité » des Strasbourgeois, envoyant dans les cachots de Dijon tout l'état-major de la garde nationale, ordonnant d'arrêter les riches fanatiques, mâtant l'égoïsme des aristocrates et leur arrachant l'argent qu'ils refusaient, faisant, selon ses propres termes, une ronde révolutionnaire dans la campagne et exigeant quatre millions des propriétaires qui n'allaient pas à la messe constitutionnelle, puisque cette messe était alors un « thermomètre qui faisait reconnaitre les amis de la Révolution ». A son retour à Paris, il se signala par ses motions au club des jacobins. Il proposait de transférer les suspects dans des départements éloignés de leur domicile, d'incarcérer jusqu'à la paix les officiers destitués, d'engloutir dans les flots de la mer tous les contre-révolutionnaires que le Comité de sûreté générale regardait comme dangereux à la liberté! « Il faut, disait-il, que la France lance sur des vaisseaux la

tourbe impure des ennemis de l'humanité et que la foudre nationale les engloutisse tous dans le fond des mers; vomissons de nos foyers toutes les bouches inutiles, tous les serpents liberticides qui déchirent le sein de la patrie et précipitons tous nos ennemis dans le néant. Pénétrons-nous de cette grande vérité : quiconque n'est pas pour le peuple, est contre le peuple et mérite la mort. Marat, l'ami du peuple, a dit avec beaucoup de raison que, pour l'affermissement de la liberté publique, la massue nationale devait faire tomber deux cent mille têtes ! »

Il tint presque le même langage à Perpignan. Le 2 février, au club, il déclarait que la France se divisait en deux classes : la première, celle des montagnards; la seconde, celle des modérés et des feuillants; mais ces vils égoïstes n'échapperaient pas à la tempête, ils seraient atterrés par la foudre des patriotes, par une loi salutaire ainsi conçue : « La race des méchants ne doit pas exister dans la société des hommes libres[1]. »

Il prit le prénom républicain de Cumin — de même que le général Doppet prit celui de Pervenche, le général Peyron, celui de Myrte, le général La Barre, celui de Pioche, l'adjudant-général Cosson, celui de Zinc, l'adjudant-général Bon, celui d'Apocyn[2] — et, comme Saint-Just, il afficha l'austérité. Dans un de ses derniers arrêtés, du 29 août, il

1. Cf. Vidal, III, 261 : — *Mon.*, réimpr., XVII, 443; XVIII, 380, 421, 439, 490 ; — Séance du 14 pluviôse II de la Société régénérée de Perpignan.

2. C'est ainsi qu'on trouve, au bataillon des Vengeurs, les capitaines Romarin Delbrel, Frêne Aussenac, Cochlearia Delbrel, le sous-lieutenant Zinc Izart et le sergent-major Coriandre Petit. C'est ainsi qu'on rencontre dans la légion allobroge les adjudants-majors Tonneau Barbier et Pivoine Deveyle, l'adjudant sous-lieutenant Frêne Bœuf, le chirurgien Neige Magnin, et les capitaines Romarin Bussat, Romarin Duc, Apocyn Gamon, Apocyn Loquet, Frêne Janet, Frêne Marion, Cerise Torliz, Jasmin Guinet, Cognée Royer, Pierre à chaux Dubuisson. Le 17 février 1794, le Comité envoie six élèves de la patrie, Erable Lageneteur, Cerfeuil Alluaud, Basilic Liénard, Cerisier Gombart, Noisetier Foulbert, Colza Segoillat, s'instruire au laboratoire de l'administration des armes portatives (Rec. Aulard, XI, 222).

disait que les intérêts de la République ne devaient être confiés qu'à des mains pures et incorruptibles, que les hommes dont la conduite était immorale sous l'ancien régime ne pouvaient être les vrais amis du peuple, et il ordonnait que tous les fonctionnaires de la République qui avaient avant la Révolution fait une banqueroute frauduleuse ou commis des actes d'improbité, seraient destitués sur-le-champ et chassés des comités révolutionnaires.

Il aimait le soldat et après la session il se fit soldat. Le métier convenait à son tempérament actif, audacieux, infatigable. Durant sa mission aux Pyrénées-Orientales, il n'avait pas ménagé ses forces. Lorsqu'il partit au mois de septembre, il dut se reposer trois semaines à Aurillac : le travail et les bivouacs avaient altéré sa santé, ses jambes étaient enflées, et il se consolait, écrivait-il, en pensant que la garnison espagnole de Bellegarde mourait de faim[1].

Soubrany, ancien lieutenant de dragons, commandant de la garde nationale et premier maire de Riom, député à la Législative, puis à la Convention, avait voté la mort du roi sans phrase aucune, par un simple *oui*. Commissaire de l'assemblée à l'armée de la Moselle, il avait démêlé les friponneries de plusieurs agents des subsistances, et avec Maribon-Montaut, représenté Custine comme un traître dont le seul talent était une jactance insolente. Droit, sincère, ardent, il laissa de profonds regrets à ceux qui le connaissaient de près. Dugommier louait l'austérité de ses principes et son extrême bravoure qui lui faisait toujours recher-

1. Arrêtés des 15 et 20 fructidor; — Milhaud au Comité, 5 sept. (Arch. nat. AFII, 260). Au sortir de la Convention, Milhaud, n'ayant que vingt-neuf ans, était trop jeune pour appartenir au Corps législatif. Il entra dans l'armée. On supposa qu'il avait été nommé le 9 mars 1793 capitaine au 14e chasseurs à cheval, et le 22 juillet suivant chef d'escadrons au 20e régiment de la même arme, et le 23 janvier 1796, il fut fait chef de brigade du 5e dragons : il devint divisionnaire et un de nos plus brillants généraux de cavalerie (Thoumas, *Les Grands Cavaliers du premier Empire*, II, 149-183).

cher les périls. Le chef d'état-major Lamer déclarait qu'il avait témoigné le plus vif intérêt à l'armée et contribué grandement à ses succès. L'armée le chérissait; elle parla longtemps de sa vaillance extraordinaire et de ses visites au camp où il passait, les mains croisées derrière le dos, devant le front des bataillons; lorsqu'elle sut qu'il avait péri sur l'échafaud, elle crut que la Révolution succombait avec lui. Mais durant sa mission, de tristes pensées assombrirent parfois l'héroïque Soubrany. Il était noble et il poursuivait les nobles, invitait les soldats à dénoncer les officiers nobles. Quand il apprit que le club des Jacobins rejetait impitoyablement les ci-devant, il s'irrita, se désespéra. « Ne devait-on pas excepter de l'anathème les hommes qui n'avaient jamais « dévié », jamais cessé d'appartenir aux sociétés populaires? Était-ce sa faute s'il tirait son origine de cette caste « infernale »? N'avait-il pas, dès 1789, mérité la haine des aristocrates? « Me voilà, s'écriait-il, confondu avec l'écume de la nation, que la fermentation de la Révolution repousse de son sein! Cette idée fait le tourment de ma vie! » Et c'est pourquoi Soubrany redoublait de zèle révolutionnaire; c'est pourquoi il combattait avec une sorte de fureur tout ce qui tenait à l'ancien régime[1].

Les deux représentants se défiaient de la population pyrénéenne, et dans leurs premières lettres ils traçaient un effrayant tableau du pays : égoïsme, mauvais esprit, étroites relations avec les émigrés et les prêtres déportés, les habitants plus Espagnols que Français; presque tous les fonctionnaires liés avec l'étranger et leurs parents servant dans l'armée de Ricardos; les autorités constituées n'agissant qu'avec indolence ou perfidie; une foule de gens projetant de livrer le Midi aux Castillans; le peuple refusant de recevoir les assignats; les ouvriers ne travaillant pas à moins de

5. Cf. H. Doniol, *Dix-neuf Lettres de Soubrany*, 39; — Claretie, *Les Derniers Montagnards*, 117-119; — Lamer à Clauzel, 10 sept. (A. G.).

dix livres par jour et à condition d'être payés en argent. Aussi demandaient-ils au Comité et au grand club de Paris une centaine de bons jacobins pour « mettre au pas les aristocrates » et « évangéliser » le département[1].

Ils maintinrent Perpignan en état de siège. Ils ordonnèrent, le 11 janvier, que tout individu qui n'était pas domicilié à Perpignan depuis un an, quitterait la ville dans les vingt-quatre heures, et que tout citoyen qui désirait y rester serait tenu de se munir d'une carte civique délivrée par le Comité révolutionnaire sur l'attestation du club de son pays et visée par le commandant de la place. Ils firent une « râfle » de tous les parents des fédéralistes et des émigrés. Ils envoyèrent au tribunal révolutionnaire de Paris Vaquer, ex-maire de Perpignan, Sérane, l'ancien président, et Fabre, l'ancien vice-procureur-général syndic du département. A leur avis, la nécessité commandait de guillotiner tous les meneurs du fédéralisme ainsi que la moitié des gens suspects et de déporter le reste sur la côte d'Afrique. La mesure était inexécutable, et ils se contentèrent, selon le mot de Soubrany, d'être sévères sans être sanguinaires. « La ville entière de Perpignan, disait plus tard Soubrany, avait trempé dans le fédéralisme ; si j'avais été sanguinaire, si je n'avais pas distingué l'erreur du crime, trois cents bons sans-culottes, qui nourrissent aujourd'hui leur famille du fruit de leurs travaux, victimes d'un système où on les avait entraînés sans qu'ils y comprissent rien, auraient laissé des veuves éplorées et des enfants au désespoir. Leurs chefs seuls ont été frappés[2]. »

1. *Mon.*, 15 février ; — Rec. Aulard, X, 609, et XI, 241.

2. Wallon, *Hist. du Trib. rév.*, IV, 496 ; — Rec. Aulard, X, 609-610 ; — H. Doniol, *Dix-neuf Lettres de Soubrany*, 68. — Ajoutons que, pendant que Milhaud et Soubrany étaient à l'armée, à la fin d'avril et au commencement de juin, ils furent remplacés à Perpignan par Chaudron-Roussau. Ce représentant cassa le club et le réorganisa, le régénéra « suivant les principes révolutionnaires » ; il épura les administrations ; il arrêta cin-

Milhaud et Soubrany se rappelaient la mission de Saint-Just et de Le Bas à l'armée du Rhin ; ils répétaient que la frontière des Pyrénées était dans une situation plus critique que la frontière d'Alsace après la prise des lignes de Wissembourg, et Milhaud avait vanté aux Jacobins, dans la séance du 21 novembre 1793, les services que Saint-Just et Le Bas rendaient à la France dans le Bas-Rhin et à Strasbourg. Ils prirent les mêmes mesures que Saint-Just et Le Bas ; ils tinrent les mêmes discours, employèrent les mêmes expressions, et Bouchotte, les félicitant de leur chaleur patriotique et de leur fermeté, assurait que leurs efforts, semblables à ceux de Saint-Just et de Le Bas, auraient d'aussi heureux résultats. « Tu seras vengée, s'écriaient-ils en phrases à la Saint-Just dans une proclamation aux soldats, tu seras vengée, brave armée des Pyrénées-Orientales ; c'est sous tes yeux, c'est là où le crime s'est commis que des exemples terribles de justice doivent satisfaire la vengeance de la République. Les traîtres, les lâches, les fripons seront jugés révolutionnairement et fusillés à la tête des camps[1] ! »

Comme Saint-Just et Le Bas, qui avaient érigé le tribunal militaire de l'armée du Rhin en commission spéciale et révolutionnaire, ils convertirent, par un arrêté du 18 janvier 1794, la commission militaire de Perpignan en *tribunal révolutionnaire :* il fallait, écrivaient-ils, affranchir ce tribunal de la lenteur des formes et lui imprimer le mouvement de la Révolution, lui donner une célérité d'opérations qui

quante-huit personnes suspectes de fédéralisme, et livra l'un d'eux, Escalès aîné, au tribunal révolutionnaire qui le condamna à mort (Rec. Aulard, XIII, 171-172 ; XIV, 93 et 462).

1. Bouchotte aux représentants, 21 janv. (A. G.). Remarquons que, le 3 janvier, sur la proposition de Billaud-Varenne, la Convention avait décrété que les généraux condamnés par le tribunal révolutionnaire seraient exécutés à la tête de l'armée qu'ils auraient commandée : « Si Custine, disait Billaud, avait été supplicié à la tête de l'armée du Nord, peut-être serions-nous maintenant dans la Belgique. »

effrayerait les malveillants ; il fallait sauver l'armée et le département par une sévérité républicaine, rendre l'énergie aux troupes par le supplice de ceux qui les avaient trahies. Le tribunal, composé de cinq membres, jugerait révolutionnairement tous les délits militaires et autres ; il siégerait au quartier-général, et lorsque les chefs de l'armée comparaîtraient devant lui, il tiendrait audience dans un pavillon dressé exprès au centre du camp et nommé le pavillon de la Justice[1].

Le tribunal ne satisfit pas Milhaud et Soubrany. Vainement ils le stimulaient, le menaçaient; il était à leur gré trop indulgent. Enfin la colère les prit. Le tribunal avait rendu deux jugements, l'un qui mettait des émigrés hors de cause, l'autre qui condamnait à la déportation et non à la mort un capitaine Fortet. Les représentants annulèrent les deux arrêtés et décidèrent de supprimer le tribunal. « Nous allons, mandaient-ils au Comité, former une nouvelle commission composée de braves sans-culottes, qui fera guillotiner dans moins de deux décades tous les généraux perfides, les fripons et les égoïstes. Le tribunal ne veut pas juger révolutionnairement; il sera lui-même jugé comme coupable d'indifférence à punir les traîtres! » Le 17 février, ils le cassaient et le jetaient en prison, parce qu'il avait, selon leurs expressions, trompé l'espoir des sans-culottes et trahi la cause populaire par une lenteur criminelle et une fausse application des lois. Trois jours après, ils instituaient un nouveau tribunal militaire révolutionnaire : cinq juges, Mittié fils président, Forestier, Guinard, Belliard, Carbonel, un accusateur public, Ricord fils, et un greffier, Dessaix[2]. Le tribunal exauça les vœux des représentants. Il condamnait le 9 mars à la peine capitale le capitaine Fortet, qui

1. Vidal. III, 180, 212.
2. Sans doute un frère de Joseph Dessaix, le futur général, alors chef de la légion des Allobroges.

s'était permis de présider l'ancienne commission, d'interroger les prévenus sans assembler le tribunal et de soustraire des dénonciations à la connaissance des juges[1].

Il ne dura pas. Une loi parut qui exigeait que les membres des tribunaux militaires eussent au moins vingt-cinq ans et ne fussent attachés à aucune armée. Or tous les membres du tribunal créé le 21 février étaient atteints par cette loi, soit à cause de leur âge, soit parce qu'ils servaient dans les camps. Ils se démirent. Les représentants leur signifièrent d'abord de rester en place : le tribunal existait avant que la loi fût connue et il ne pouvait suspendre ses importantes fonctions sans compromettre la tranquillité du département et les succès de l'armée. Mais, réflexion faite, ils acceptèrent les démissions.

Deux arrêtés, l'un du 19, l'autre du 27 mars, établirent une commission militaire révolutionnaire composée de trois membres et chargée de juger définitivement et sans appel les déserteurs, les conspirateurs et tous les individus inculpés de vol et de filouterie ; elle ne suivrait pas les formes ordinaires, ne consignerait pas les interrogatoires dans ses procès-verbaux ou jugements, et quand le délit était suffisamment prouvé, n'entendrait pas d'autres témoins. Elle condamna les voleurs aux fers et les déserteurs à la mort et lorsqu'elle fut dissoute, le 23 mai, par le décret qui sup-

1. Wallon, *les Représentants en mission*, II, 395-398 ; — Rec. Aulard, X, 610, XI, 241 ; — *Mon.*, 24 mars (discours de Barère) ; — Arch. nat., AFII, 134. — Mais les membres du premier tribunal, Fromilhagues, Vicens, Clara, Donat ne furent pas, comme on l'a dit et malgré les menaces des représentants, traduits au tribunal révolutionnaire de Paris. Le président du nouveau tribunal, Mittié fils, était un jacobin de Paris, un des « apôtres » appelés par les représentants. Il avait été envoyé à Marseille par le Comité de salut public, et il y fit au Congrès des sociétés populaires l'oraison funèbre de Gasparin (*Mon.*, 2 déc. 1793). Lorsqu'il revint de l'armée des Pyrénées-Orientales, il parla, le 18 et le 20 août, aux Jacobins contre le « machiavélisme » de Robespierre et demanda, vainement du reste, que les soldats punis pour fautes de discipline par le chef de bataillon, fussent, non plus envoyés en prison, mais forcés de monter la garde.

primait toutes les commissions révolutionnaires, les représentants la félicitèrent de son zèle[1].

Appuyés sur ce tribunal, Milhaud et Soubrany firent les terribles exemples qu'ils avaient annoncés. Deux officiers supérieurs du 15e dragons, le lieutenant-colonel François-Jean de Guérard de Montarnal de La Prade et le capitaine La Croix de Plainval, des administrateurs des remontes et des charrois, même des soldats, entre autres des grenadiers des Bouches-du-Rhône, venus de Toulon et convaincus d'avoir signé une adresse où ils disaient qu'ils verseraient la dernière goutte de leur sang pour restaurer Louis XVII, furent livrés à l'échafaud[2].

Les généraux ne furent pas épargnés. Milhaud et Soubrany regrettaient de n'avoir pas sous la main d'Aoust, Delattre et Chaillet de Verges que Bouchotte avait appelés à Paris. Mais il y avait encore à Perpignan, lorsqu'ils arrivèrent, nombre d'officiers supérieurs que le ministre avait mis à la retraite, Grandpré, Le Moyne, Duvignau, Soulérac, Laroque, Soulier, d'Hargenvilliers, ou qu'il avait suspendus, Montredon, Giacomoni, Boisconteau, Béthencourt, Bellon, Cavrois, Ramel, Bernède, Sahuguet, Laffite-Clavé, Mellinet, Baude, Lenthéric, Boissier.

Retraites et suspensions avaient été prononcées par Bouchotte dans une lettre du 3 nivôse ou 23 décembre 1793, soit d'après les renseignements particuliers qu'il avait reçus de certains membres de la Convention et du général Turreau, soit d'après le rapport d'un homme qu'il jugeait sûr, Revest, commissaire du Comité d'instruction publique. Il avait naguère épuré l'état-major de l'armée du Nord sur les indications de l'agent du Conseil exécutif Cellier[3]; il épurait l'état-

1. Les membres semblent avoir été Mucius Lefébure, président, Gracchus Solon, Coulon et Bellouard, juges ; Defiennes, accusateur ; Scévola Biran, secrétaire-greffier.
2. Rec. Aulard, X, 668 ; XI, 240.
3. A. Chuquet, *Hondschoote*, 63.

major des Pyrénées-Orientales sur les indications de Revest.

Le général de division Grandpré n'était plus à l'armée des Pyrénées-Orientales, lorsqu'avaient eu lieu les désastres : il commandait les côtes maritimes de Leucate à Aigues-Mortes ; mais il avait soixante et un ans ; Revest le regardait comme un « faible officier », et Turreau, comme un homme « auquel on peut accorder sa retraite ».

Le Moyne, colonel du 23e cavalerie et général de brigade depuis le 15 mai, était, disait Revest, cassé par l'âge, et assurait que ses longs services le mettaient hors d'état d'agir ; lui-même écrivait que ses forces physiques l'abandonnaient, qu'il ne pouvait plus faire un métier aussi actif, qu'il serait heureux de terminer sa carrière après avoir « pris sa bonne part de la victoire de Peyrestortes ».

Duvignau, colonel-directeur du génie et général de brigade depuis le 8 mars, était, selon Revest, bon militaire, mais très malade, et lui-même avait demandé sa retraite.

Soulérac était un vieux soldat estimable. Pérignon l'aimait et le regretta ; « si j'étais ministre, lui marquait Pérignon, tu serais bientôt rendu au poste que je t'ai vu parfaitement occuper », et au mois de novembre 1794 Dugommier lui confiait les fonctions de commandant amovible à Carcassonne. Mais Revest l'accusait d'indolence, et Bouchotte décida que des « motifs de politique » ne permettaient plus à Soulérac de commander les troupes de la République.

Nicolas Roque, dit Laroque, colonel du 79e, était général de brigade depuis le mois de septembre 1793, et son régiment attestait qu'il avait toujours montré une « ardeur marquée » et un « civisme épuré ». Revest le dénonça comme ci-devant, Bouchotte lui signifia de présenter un « mémoire en retraite », et Laroque s'inclina, tout en objectant qu'il ne savait pénétrer les motifs politiques qui l'empêchaient de servir désormais.

Soulier, ancien capitaine à Royal-Roussillon, lieutenant-colonel du 1er bataillon de l'Hérault, promu général de brigade par les représentants, commandait à Narbonne; mais Revest le jugeait cassé, et Turreau, incapable.

Le général de brigade d'Hargenvilliers bravait tous les soupçons. Revest le trouvait bon militaire, et Turreau le regardait comme un homme de beaucoup d'esprit, moins instruit peut-être dans l'art de la guerre que dans le reste, et ne négligeant rien « pour paraître à la hauteur de la Révolution ». Le ministre le mit à la retraite comme « ci-devant ».

Montredon conduisait la division qui, le 29 août 1793, avait cédé le camp de Corneilla, et Barbantane déclarait qu'il avait dirigé la retraite avec intelligence. Mais il dut, après cet échec, s'éloigner de l'armée pour commander à Carcassonne; il était noble; le député Clauzel le dénonçait comme suspect; Turreau affirmait qu'il n'avait pas la réputation d'un patriote. Bouchotte le suspendit.

Le général de brigade Giacomoni, brave et habile, avait rendu de grands services à l'armée. Le 19 mai, au Mas-Deu, il couchait sur le champ de bataille avec une garde de soixante hommes, pendant que le reste des troupes fuyait à Perpignan, et il ne quitta la place que le lendemain au matin. Le 3 septembre, à Orle, il animait la résistance. Il avait combattu le projet d'expédition contre Roses, et Barbantane n'accepta le commandement qu'à la condition de mettre Giacomoni à la tête de l'état-major. Malade, fatigué, remplacé dans ses fonctions par Chaillet de Verges, Giacomoni demandait un congé lorsqu'il fut suspendu. On lui reprochait d'avoir au 29 août, après l'échec de Corneilla, proposé l'évacuation de Perpignan; Bouchotte le jugeait « intrigant » et « peu délicat »; Revest, qui le reconnaissait assez bon militaire, lui trouvait le « caractère louvoyeur », et Turreau le notait ainsi : « excellent chef d'état-major pourvu que le général le surveille ».

Lamy de Boisconteau, lieutenant-colonel du régiment d'Aunis, puis colonel du régiment de Champagne, devenu adjudant-général, était qualifié par Revest : « intrigant, sans mérite, nouveau patriote ». Suspendu.

Le général de brigade Béthencourt était signalé par Revest comme « ci-devant. » Suspendu.

Charles de Bellon Sainte-Marguerite, capitaine à Chartres-cavalerie et aide de camp de Barbantane, avait été nommé par les représentants adjudant-général chef de bataillon, puis adjudant-général chef de brigade, puis général de brigade, sur la recommandation de Flers et de d'Aoust. Mais si Turreau avait plus de confiance dans son patriotisme que dans ses talents, Revest le dénonçait à Bouchotte comme ci-devant et suspect. Suspendu.

Louis-Joseph Cavrois, devenu sous-lieutenant grâce à la Révolution et promu général de brigade par les représentants sur la proposition de d'Aoust, pour la bravoure qu'il avait déployée aux combats du Vernet et de Peyrestortes, ignora toujours les motifs de sa suspension : Revest le traitait d'intrigant, et Turreau avait dit que son avancement était trop prompt pour résulter de ses talents militaires.

Jean-Pierre Ramel, naguère procureur-général syndic du département du Lot et député à l'Assemblée législative, commandant des chasseurs à cheval de la Légion des Pyrénées, avait été nommé chef de brigade par Bonnet et Espert sur la recommandation de Flers qui louait son courage inébranlable, et promu général par Fabre et Gaston sur la présentation de d'Aoust. Barbantane applaudissait aux excellentes mesures qu'il avait prises à la retraite de Corneilla. Mais l'agent Revest l'avait noté « fourbe, lâche, pillard », et les conventionnels du Lot, Monmayou, Cledel, Bouygues, Salleles, le dénonçaient au ministre comme un intrigant, un fayettiste décidé, un feuillant, un ami de Dufresne Saint-Léon, un patriote de circonstance qui n'avait jamais servi que la

messe de son frère, curé d'une des paroisses de Cahors et l'un des plus ardents apologistes du fédéralisme. Suspendu[1].

Le général de brigade Bernède était, au dire de Revest, suspect, et Turreau jugeait qu'il n'avait pas de talent, qu'il était dangereux par sa souplesse. Suspendu.

Sahuguet, colonel au 14e dragons, maréchal de camp après Valmy, commandait dans le val d'Aran. Un commissaire du Conseil exécutif, Comeyras, écrivit à Bouchotte qu'on doutait extrêmement de son civisme, que s'il avait de l'aménité, du sang-froid, un très bon esprit, des paroles républicaines et que ses actes ne semblaient pas démentir, c'était un ci-devant et qu'il fallait se défier des ci-devant. Suspendu[2].

Lafitte-Clavé, nommé colonel directeur en 1791 et maréchal de camp à la fin de 1792, était une des gloires du génie, et Grimoard a dit de lui qu'il avait incontestablement des talents distingués. Employé durant quatre années en Turquie, il avait, en 1787, fortifié Oczakov, et Choiseul-Gouffier témoignait qu'il honorait le nom français par ses capacités comme par sa conduite et qu'il savait obtenir la confiance et forcer le respect des musulmans les plus fanatiques. Chargé, au mois d'avril 1793, de visiter les places du midi, des Bouches-du-Rhône à l'estuaire de la Loire, puis, au mois de juillet, d'inspecter les fortifications de Perpignan, il arriva le 29 août à l'armée des Pyrénées-Orientales, dans l'instant où les ennemis passaient la Tet. Il se rendit utile ; il prit des précautions pour empêcher le bombardement de Perpignan, et il vint au camp de Banyuls-sur-Mer tracer des retranchements qui protégèrent les postes avancés. Mais

1. Ramel, chef de brigade (28 juil.), et général de brigade (11 oct.), fut dénoncé à Bouchotte par une lettre des députés du Lot qui date du 26 nov. 1793 (A. G.).

2. Comeyras à Bouchotte, 10 oct. 1793 (A. G.). Sahuguet devait être réintégré le 8 mai 1795 et nommé général de division le 7 juin suivant.

Revest le jugeait suspect et Turreau écrivait que ses aptitudes si vantées ne lui semblaient pas bien démontrées, qu'il n'était pas patriote et ne tâchait pas de le paraître. Bouchotte lui signifia sa suspension. Lafitte s'éloigna ; dans sa retraite, disait-il, il travaillerait sans relâche à rédiger des mémoires militaires [1].

Mellinet, capitaine au bataillon de Nantes, avait été nommé adjudant-général chef de brigade par le représentant Fabre pour sa bravoure au combat d'Orle. Vainement il demanda les motifs de sa suspension et envoya des certificats de civisme. Vainement le chef d'état-major Lamer et nombre d'officiers-généraux déclarèrent qu'il avait donné l'exemple des vertus qui distinguent le défenseur de la liberté. Vainement ses camarades du bataillon de Nantes attestèrent qu'il n'avait cessé de mériter l'estime des sans-culottes qui se battaient pour la patrie. Vainement les clubistes de Perpignan assurèrent, dans la séance du 3 janvier, qu'il s'était toujours conduit en vrai républicain et en soldat courageux ; il dut regagner Nantes et rester plusieurs années dans l'inaction. Mais il soupçonnait qu'un agent du ministre l'avait desservi, et, en effet, Revest l'avait qualifié de suspect. « Je te plains, écrivait Mellinet à Bouchotte, d'avoir près des armées des agents indignes de ta confiance et qui te trompent impudemment [2]. »

Trois autres adjudants-généraux, Baude, Lenthéric et Boissier, furent également frappés. Le seul crime de Baude était son avancement rapide. Revest le jugeait intrigant. Suspendu.

Lenthéric, chef de l'état-major de la division de Collioure,

1. Lafitte-Clavé mourut en l'an II.

2. Turreau lui avait donné cette note : « Voyez l'article de Deverges », et, selon Turreau, Chaillet de Verges était ambitieux, avide de faveur, « exagéré dans toutes ses expressions », désireux de faire croire que « ses opinions étaient à la hauteur de la Révolution », craignant trop d'être soupçonné de trahison pour ne pas le faire présumer.

avait été dénoncé à Bouchotte par la Société populaire de Cette comme partisan de la Gironde et des « scélérats du Marais », par Revest comme « intrigant ». Suspendu[1].

Boissier, qui s'était signalé dans la guerre de Vendée, avait été chargé par d'Aoust d'organiser à Toulouse, sous les ordres de Marbot, le camp de la Liberté. Il partit avec Augereau pour conduire des renforts devant Toulon; il arriva quand la ville était prise, et Dugommier le félicita de la tenue de ses troupes et de la discipline qu'elles avaient observée pendant la route. Mais durant ce temps Revest mandait à Bouchotte qu'il était suspect. Suspendu.

Milhaud et Soubrany ne se contentèrent pas d'exécuter les ordres du ministre. Le Comité leur avait enjoint, par une décision du 27 décembre, de faire arrêter tous les nobles de l'état-major. Ils firent arrêter la plupart des officiers que Bouchotte avait suspendus ou mis à la retraite, Soulérac, d'Hargenvilliers, Montredon, Giacomoni, Béthencourt, Ballon, Cavrois, Ramel, Bernède, Baude, Lenthéric, Boissier.

L'adjudant-général Baude passa trois jours dans la prison militaire de Perpignan; mais, le troisième jour, Milhaud et Soubrany furent convaincus de son innocence et de son civisme; il leur prouva qu'il était absent de l'armée des Pyrénées-Orientales lorsque le ministre l'avait frappé, et il reçut des représentants l'autorisation de se rendre à Paris pour obtenir la levée de sa suspension[2].

En revanche, l'adjudant-général Boissier, qui de Toulon regagnait les Pyrénées avec cinq bataillons, fut arrêté à Nîmes, conduit à Perpignan par des gendarmes et envoyé à Paris devant le Comité de sûreté générale, sur l'ordre de Soubrany et de Milhaud.

Giacomoni fut détenu pendant dix-huit mois à Perpignan.

1. A vrai dire, le chef d'état-major Lamer écrivait plus tard qu'il était nul.
2. Boisset à Bouchotte, 1er févr. 1794 (A. G.).

Il ne recouvra la liberté que le 3 mars 1795. N'était-ce pas, disait le représentant Goupilleau de Fontenay, « contraire aux principes de loi et de justice de tenir dans les fers un citoyen contre lequel il n'existait aucune plainte ni dénonciation » ?

Bellon était à son poste et commandait au camp de l'Union l'avant-garde de la division Pérignon, lorsqu'il fut arrêté le 11 janvier 1794. En vain Gaston attesta qu'il s'était toujours comporté en vrai républicain, et Pérignon, qu'il s'était distingué « de toutes les manières ». Il ne fut relâché qu'au bout de quelques mois.

Cavrois se disposait à rentrer dans son village de Gaudiempré, dans l'Artois, quand il fut mis en arrestation. Il subit une détention de cinq mois et sortit de prison au commencement de juin : « Mon républicanisme, disait-il, s'est nourri dans l'adversité. »

Béthencourt fut arrêté parce que les représentants le rendaient responsable de la capitulation de Collioure. Ils reçurent des renseignements sur sa bonne conduite et le renvoyèrent dans ses foyers. Mais il avait comparu devant le tribunal militaire révolutionnaire. On l'accusait d'être *fils de roi*. Est-ce parce qu'il était né à Madère et fils d'un capitaine au service du Portugal? Est-ce parce qu'un Jean de Béthencourt avait conquis jadis les Canaries et obtenu du roi de Castille le titre de seigneur de ces îles ? Le tribunal déclara l'inculpation dénuée de tout fondement.

D'Hargenvilliers fut pareillement emprisonné par ordre des représentants. Le tribunal militaire révolutionnaire l'acquitta. Il a dit depuis que Dugommier, « qui avait de l'amitié pour lui, le pressa beaucoup de ne pas abandonner la carrière militaire et lui offrit de le faire envoyer à l'armée d'Italie ».

Ramel fut moins heureux. On lui imputa les fautes d'autrui. On lui reprocha de n'avoir pas inquiété la retraite des Espagnols après le combat de Cabestany et d'être resté dans

l'inaction à Sainte-Colombe, pendant que Dagobert se faisait écraser à Trouillas. Il mourut sur l'échafaud.

Bernède eut le même sort. Le 28 janvier, il fut condamné et exécuté dans le camp de l'Union. Il était accusé par Cassanyes, par Doppet, par la municipalité de Collioure : il avait temporisé ; il avait refusé des cartouches à ses bataillons ; il avait laissé prendre le camp de Villelongue. Le tribunal militaire révolutionnaire le déclara « atteint et convaincu du crime de trahison et fortement indicié (*sic*) de celui de dilapidation ». Milhaud et Soubrany applaudirent au supplice de Bernède. « De tels exemples, écrivaient-ils, donnent de l'énergie et de la confiance aux soldats ; un seul cri répété par vingt mille bouches s'est fait entendre : *Vive la République, vive la Montagne, périssent ainsi tous les traîtres*[1] ! »

Le général de brigade Soulérac et l'adjudant-général Lenthéric furent traduits devant le tribunal militaire révolutionnaire le même jour que Bernède. Les juges acquittèrent Soulérac ; mais, « par forme de police correctionnelle », il fut condamné à un mois de prison pour avoir rudoyé un caporal. Comme Soulérac, Lenthéric fut acquitté. Les représentants décidèrent toutefois qu'il serait détenu jusqu'à la paix, et il ne sortit de prison qu'après le 9 thermidor.

Des fêtes républicaines destinées à réchauffer l'enthousiasme se joignaient aux guillotinades et aux arrestations. « Il faut, disait Soubrany, des processions et des fêtes à un peuple superstitieux et fanatisé : eh bien ! nous en célébrerons souvent. » De concert avec Milhaud, il avait différé la fête des Victoires jusqu'à l'arrivée de Dugommier et des renforts. Cette fête eut lieu le 29 janvier, lorsque les vainqueurs de Toulon parurent dans les rues de Perpignan et défilèrent au son de la musique. « Leur tenue, écrivait Soubrany, est

1. Jugement prononcé, le 9 pluviôse an II (28 janv. 1794), par Fromilhagues, président, Vicens et Donat, juges ; — Cf. Rec. Aulard, X, 910.

admirable ; ils portent sur le front cet air mâle et confiant qu'inspire la victoire. »

Puis, le 8 février ou 20 pluviôse, ce fut une fête donnée par le club. Ce jour-là était un décadi, et la Société populaire avait résolu de le solenniser. Une petite fille de cinq ans, appelée jusqu'alors Marie-Antoinette, reçut au pied de l'arbre de la Liberté le prénom romain de Virginie.

Autre fête le mois suivant, lorsque fut inauguré le temple de la Raison. « La Raison, mandaient Milhaud et Soubrany au Comité, fait chaque jour des progrès », et ils envoyaient à la Monnaie de Paris les vases sacrés, « vieux hochets du fanatisme » ; ils félicitaient le club de Perpignan d'abattre « les soi-disant saints qui montaient la garde au coin des rues ». Le 7 mars, des détachements de la garnison et des différents corps de l'armée — quatre hommes et un tambour par bataillon — se réunissaient sur la place et se rendaient, précédés de la gendarmerie nationale et d'un escadron de hussards, au logis de Dugommier, pendant que le canon tonnait du haut des remparts et que la musique jouait de toutes parts la *Marseillaise* et le *Ça ira*. Ainsi accompagnés, Dugommier et son état-major allèrent se joindre aux représentants du peuple et aux autorités constituées. Le cortège se dirigea vers le temple de la Raison. En tête marchaient deux cent filles ou femmes vêtues d'une robe blanche serrée à la taille par une ceinture tricolore, des enfants que leurs mères tenaient par la main, et des vieillards. Plusieurs orateurs montèrent dans la chaire du temple : Milhaud ; Dugommier qui parla, raconte un témoin, avec le feu de la jeunesse et enleva l'assemblée ; le gouverneur de la ville, le général Peyron, qui s'écria, en montrant à l'auditoire une *Décollation de Saint Jean-Baptiste*, que le scélérat Hérode, assis à côté de sa Marie-Antoinette, se délectait à voir une putain, une Polignac qui lui présentait le chef d'un homme juste. Après plusieurs hymnes patriotiques, les soldats et les

bourgeois, l'armée et le peuple gagnèrent l'Esplanade. Là, étaient un autel de la patrie décoré des portraits de Le Peletier, de Marat, de Chalier, et un bûcher où s'entassaient des tableaux de saints et de saintes ; il y en avait cent quintaux. Sur le désir de Soubrany, une fillette de cinq ans, une jeune fille de seize ans et une femme mariée mirent le feu à cet amas. La cérémonie se termina par un repas public et par des danses. Des tables étaient dressées devant chaque maison. Sitôt rassasiés, républicains et républicaines exécutèrent une grande farandole, qui fut conduite par les généraux La Barre et Micas.

Des scènes pareilles se passèrent à l'instigation des représentants en d'autres endroits des Pyrénées-Orientales. A Canet, au sortir d'un bon dîner, Milhaud, un colonel de cavalerie, et une dame Laignu, se rendirent à l'église; la dame but dans le calice sacré ; Milhaud, assis sur l'autel, fit un discours aux habitants; puis toutes les boiseries et les statues furent transportées sur la place et livrées aux flammes[1].

Ces autodafés ne sauvaient pas la patrie, et les représentants cédèrent trop souvent à leur exaltation.

C'est ainsi que, le 6 septembre, Milhaud imposait une contribution de cent mille livres aux riches de Narbonne, qu'il accusait d'être égoïstes et indifférents au salut du peuple.

C'est ainsi que les deux conventionnels déclaraient au mois de février que les saints de la Catalogne devaient rejoindre ceux de la France dans le creuset de la République.

Le Comité les blâma, leur reprocha d'aller trop loin. Ils avaient décidé, le 22 février, que les fils et les frères, les oncles et les neveux des ex-nobles, des fermiers généraux, des prêtres déportés et des guillotinés seraient exclus du service militaire. Le Comité les pria de « revoir » cet arrêté,

1. Rec. Aulard, X, 608, 611 ; — Vidal, III, 197 et 260-263 ; — Société régénérée de Perpignan, séance du 14 pluviôse an II (Arch. nat., AF II, 259); — Myrthe Peyron à toute la République (A. G.).

de « peser » de pareilles dispositions ; la mesure, ajoutait-il, n'était pas assez réfléchie, et elle méritait un plus sérieux examen[1].

Mais, si les deux représentants furent, comme Milhaud l'a dit de Carrier, entraînés, emportés par le torrent révolutionnaire, ils rendirent de grands services à l'armée des Pyrénées-Orientales. Leurs pouvoirs étaient illimités, et un seul fait en donnera l'idée : l'adjudant-général Favre, qu'ils envoyaient en mission, est arrêté sur l'ordre de Dugommier qu'il n'a pas informé de son départ ; « dès que les représentants ont signé, répond-il, la signature du général en chef est inutile[2] ! »

Ils aidèrent Dugommier dans sa difficile besogne et lui prêtèrent constamment leur appui ; ils traitèrent avec déférence le vainqueur de Toulon qui, comme eux, était membre de la Convention, et lui-même atteste que Milhaud et Soubrany lui laissaient l'exercice libre de ses fonctions ; « rien, écrit-il au Comité, n'égale le zèle et le dévouement de ces deux représentants ; le peuple ne pouvait faire un meilleur choix pour confier ses intérêts[3]. »

Ils retinrent à l'armée le 1er régiment de hussards que le Comité ordonnait de dépêcher à l'armée des Alpes.

Lorsque Bougon-Duclos, chef de ce régiment, fut destitué parce qu'il était frère de Bougon-Longrais, procureur général syndic du Calvados et l'un des principaux meneurs du fédéralisme, ils déclarèrent que la conduite militaire de Bougon-Duclos était digne d'éloges, qu'il avait donné plusieurs preuves éclatantes de courage à la tête des hussards, que ses hommes lui témoignaient la plus grande confiance ; ils le

1. Rec. Aulard, XII, 227 ; — Cf. X, 669.
2. Favre, envoyé en Savoie par un arrêté des représentants du 14 septembre, fait cette réponse au Comité de surveillance révolutionnaire du district de Montpellier (lettre du Comité à Dugommier, 1er nov., Arch. nat., AF II, 203).
3. Dugommier au Comité, 1er février et 7 mars (A. G.).

rétablirent dans son emploi, et Carnot ne les désapprouva pas[1].

Surtout, comme dit Dugommier, ils remontèrent les ressorts. Ils enflammèrent le courage des troupes par leurs discours. Elle les acclamaient; elles leur juraient de vaincre pour la patrie, leur assuraient qu'elles avaient foi dans la Convention, qu'elles assumaient la tâche de battre les ennemis du dehors, qu'elles se reposaient sur l'assemblée du soin de châtier les ennemis du dedans. « Le pas de charge, leur disaient Milhaud et Soubrany, le pas de charge, cette marche rapide si analogue au caractère et à la bravoure des Français, est pour les républicains le pas de la victoire, et il faudrait le nommer ainsi désormais. » Elles adoptèrent avec joie cette dénomination et « leurs applaudissements, écrivaient les représentants, nous sont garants que ce pas de charge ou de victoire sera la terreur des despotes[2]. »

Ils firent nommer par le club de Perpignan des commissaires qui visitèrent chaque jour les hôpitaux pour surveiller les agents et dénoncer les abus[3]. Ils changèrent à Narbonne l'hôpital de mendicité en hôpital militaire et remplacèrent par des soldats les indigents qui furent recueillis par les riches[4]. Ils mirent en réquisition dans les départements de l'Aude, du Gard, de l'Hérault, de l'Ariège et du Tarn un officier de santé et deux pharmaciens de chaque district qui furent répartis dans les hôpitaux de la région. Ils exigèrent du payeur particulier de la guerre une somme de cinquante mille livres pour améliorer les hôpitaux déjà existants et en créer de nouveaux. Tous les administrateurs de district

1. Les représentants au Comité, 16 juillet (A. G.); — Cf. Rec. Aulard, XI, 480, et XIV, 347.

2. Dugommier à Bouchotte, 17 février (A. G.); — Milhaud et Soubrany à Bouchotte, 15 août (Arch. nat., C, 318). Voir pour tout ce qui concerne la mission de Milhaud et de Soubrany les cartons des Archives nationales, AF II, 259 et 260.

3. Arrêté du 4 février.

4. 20 janvier.

furent autorisés à choisir des maisons nationales pour former des hôpitaux et à requérir les effets nécessaires à leur établissement et à leur entretien[1]. Nombre de soldats, entassés dans les hôpitaux de Narbonne et de Perpignan, où l'air devenait malsain, furent transférés chez les citoyens les plus aisés, et ce fut la République qui, sur un état certifié par la municipalité, acquitta les frais de leur séjour[2]. Trois infirmiers coupables d'avoir porté dans la salle des morts des agonisants qui n'avaient pas encore rendu le dernier soupir, furent traduits devant le tribunal révolutionnaire[3]. D'autres dépouillaient les malades de leur linge et de leur portefeuille ; Milhaud et Soubrany affichèrent que, s'ils étaient surpris, ils seraient guillotinés dans les vingt-quatre heures[4]. Un arrêté du 24 juillet prescrivit en faveur des blessés une mesure généreuse : s'ils étaient hors d'état de servir, ils auraient une somme de cent francs, une place gratuite dans la voiture qui les mènerait au pays natal et la subsistance militaire jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu leur retraite ; s'ils pouvaient rester au service, ils recevraient une somme de cinquante francs ; s'ils ne devaient recouvrer la santé qu'au bout de quelque temps, ils seraient envoyés dans les lieux les plus propres à leur convalescence. Un des derniers actes de Milhaud — le 3 septembre — fut de réquisitionner les femmes de Perpignan qui n'étaient pas salariées et qui durent, sous la surveillance de la municipalité, faire de la charpie et raccommoder du linge pour les défenseurs de la patrie aux jours « qu'on appelait jadis dimanches ou fêtes de prêtres ».

Les fournisseurs et les agents infidèles que Dugommier signalait à la sévérité des représentants, subirent un châtiment mérité. Un d'eux fut exécuté à Narbonne. D'autres,

1. 16 février.
2. 17 janvier et 24 février.
3. Mais ils ne furent pas, comme dit Fervel, guillotinés ; — Cf. Vidal, III, 188 ; — et Rec. Aulard, X, 606.
4. 5 mars.

convaincus de dilapidation, payèrent de fortes amendes. D'autres, soupçonnés de friponnerie et de malveillance, furent menacés de la guillotine. Les préposés d'Albi étaient accusés de peser les fourrages à vue d'œil; on les avertit qu'ils répondaient sur leur tête de la moindre négligence ou malversation : « Dénoncez-nous, écrivaient les représentants aux clubistes d'Albi, dénoncez-nous les scélérats qui entravent chaque jour les opérations militaires[1]. »

Les deux députés ne se contentèrent pas d'encourager le soldat et de lui recommander d'être « plus jaloux de la tenue de ses armes que de son amante ». Ils défendirent à tout militaire d'entrer dans les charrois et ordonnèrent que quiconque solliciterait de l'emploi dans cette administration serait regardé comme suspect et emprisonné jusqu'à la paix[2]. Dès leur première visite au camp, ils avaient remarqué peu d'ordre et d'ensemble; ils déclarèrent que les officiers seuls étaient coupables, qu'on s'en prendrait personnellement aux officiers seuls[3]. Par des arrêtés rigoureux ils rétablirent la discipline. Les officiers qui ne lisaient pas à la troupe le *Bulletin* de la Convention et les proclamations et lois qu'ils recevaient, seraient destitués et transférés comme suspects dans les prisons de l'intérieur. Un grand nombre d'entre eux, oubliant leur devoir, quittaient leur poste pour se divertir dans les villes; d'autres se faisaient envoyer au dehors sous prétexte de régler les affaires de leur corps ou de hâter une confection d'uniformes, et Chateauneuf-Randon s'étonnait de voir tant d'officiers « promener et prostituer leur oisiveté ». Sur l'ordre des représentants, nul ne put sortir du camp qu'avec une permission bien motivée du général en chef et nul ne put entrer à Perpignan sans une carte signée

1. Rec. Aulard, X, 608; — Vidal, III, 198; — Dugommier au Comité, 28 juin (A. G.).
2. 17 janvier.
3. 19 janvier.

du commissaire ordonnateur ou du général divisionnaire. Serait fusillé comme déserteur tout officier qui découcherait hors du territoire que sa division occupait. Fusillé, le général ou l'officier qui, dans l'instant du combat, ne paraîtrait pas à la tête de sa division. Fusillé, l'officier ou le soldat qui jetterait ses armes devant l'Espagnol. Fusillé, tout homme qui chercherait à égarer et à décourager les défenseurs de la République par des propos inciviques. Fusillé, tout officier qui, par sa négligence, laisserait surprendre un poste avancé. Fusillée, la sentinelle qui fuirait sans avertir. Fusillé, comme complice des ennemis de l'État, quiconque communiquerait avec les vedettes ou toute autre personne sur le territoire compris entre les avant-postes des deux armées. Fusillé, quiconque abandonnerait son corps pour se livrer au pillage ou à l'ivresse au lieu de poursuivre l'adversaire. Les républicains, disaient Milhaud et Soubrany, imiteraient-ils « ces hordes de barbares salariées par les despotes et traînant après elles la dévastation et tous les crimes dont les rois se faisaient un jeu » ? Et ils exhortaient les futurs libérateurs de la Catalogne à ne jamais s'écarter de leurs drapeaux « par l'appât d'un vil butin », à se rappeler que la chaumière du pauvre est « un asile dont ne doivent jamais approcher les horreurs de la guerre », à « respecter les préjugés religieux des peuples[1]. »

Les chaussures manquaient. L'armée les eut par l'arrêté du 9 mars. Tous les souliers passablement bons à double semelle étaient mis en réquisition et versés aux magasins de Perpignan. Le citoyen qui n'avait qu'une paire de souliers la remettrait à son district et la remplacerait par des sabots. Si les souliers étaient neufs, ils seraient payés au prix du maximum ; s'ils avaient servi, au prix d'estimation. Qui-

1. Arrêtés des 16 janvier, 4 mars, 30 mars et 30 mai (Arch. nat.) ; — ordre du 3 mai (A. G.) ; — Rec. Aulard, XIII, 433.

conque n'obéirait pas dans les vingt-quatre heures à cet arrêté serait puni d'une amende de mille livres.

Les départements affectés à l'approvisionnement de l'armée des Pyrénées-Orientales ou, selon l'expression du temps, l'arrondissement, la division de l'armée, étaient la Lozère, l'Ariège, les Pyrénées-Orientales, l'Hérault, le Gard, l'Aveyron, le Tarn, l'Aude et la Haute-Garonne. Les représentants leur rappelèrent que leur premier devoir comme le premier intérêt de tous les bons citoyens était l'approvisionnement de l'armée, et ils défendirent aux autorités et administrations sous peine de mort d'envoyer ailleurs qu'à l'armée des Pyrénées-Orientales leurs grains et fourrages ainsi que leurs armes et munitions. L'année précédente, en Lorraine, Soubrany disait que sans les représentants l'armée de la Moselle n'eût jamais été suffisamment ravitaillée et pourvue des choses nécessaires ; il put dire pareillement, en 1794, que sans lui et Milhaud l'armée des Pyrénées-Orientales n'aurait pas eu de vivres[1].

Ce qui manqua surtout, ce furent les fourrages. Lamer écrivait qu'un génie malfaisant entravait ce service et Dugommier jugeait qu'il n'y avait pas d'administration plus coupable que celle-là[2]. Du commencement à la fin de leur mission les représentants ne cessèrent de rendre à ce sujet arrêtés sur arrêtés. Ils ordonnèrent, le 16 mars, que tout propriétaire de trois chevaux ou mulets, tout propriétaire de foin enverrait aux magasins de l'armée vingt-cinq quintaux de foin aussitôt payables, sous peine d'être emprisonné à Perpignan et condamné à mort dans les vingt-quatre heures, comme « complice du despote castillan ». Le même jour, le département de l'Aude, dont les approvisionnements étaient considérables, recevait ordre de verser cent mille quintaux

1. (H. D.). *Dix-Neuf Lettres de Soubrany*. 28.
2. Lamer à Pérignon et à Probst, 31 mai ; — Dugommier à Lamer, 31 juillet (A. G.).

de froment, et quand arrivèrent de l'Ain et de la Saône-et-Loire des foins de médiocre qualité, les représentants prescrivirent que, puisque la prochaine récolte s'annonçait favorablement de toutes parts, les cultivateurs ou propriétaires qui possédaient trois chevaux ou mulets livreraient vingt-cinq quintaux de bon foin contre autant de mauvais foin. Le 12 juin, ils arrêtaient que les agents nationaux recenseraient après la récolte les foins, pailles, luzernes, avoines et autres espèces de fourrages ainsi que les chevaux, mulets et bestiaux employés à la culture des champs, qu'ils feraient après la coupe du blé battre, fouler et vanner le froment, le seigle, l'orge et verser incontinent tous ces grains dans les magasins militaires, à condition que l'agent de l'administration des vivres les paierait sans délai et tout en réservant aux propriétaires la quantité nécessaire à la consommation d'un mois. Puis, l'état des magasins de l'année précédente empêchant d'attendre l'effet des mesures édictées le 12 juin, ils ordonnaient, deux semaines plus tard, que l'Aude, la Haute-Garonne, l'Hérault, le Tarn, le Gard et la vallée d'Aran fourniraient immédiatement trois cent mille quintaux de foin et cinquante mille quintaux d'avoine. Ils déclaraient que tous ceux qui résisteraient aux réquisitions des autorités constituées, qui commettraient la moindre négligence dans l'exécution des ordres donnés pour la levée de la récolte ou qui refuseraient de travailler au prix du maximum, seraient regardés comme ennemis de l'humanité et punis de mort. Lorsqu'ils apprenaient que les biens nationaux, notamment ceux des émigrés, étaient dans un tel abandon que l'herbe des prairies pourrissait sur pied, ils enjoignaient aux corps administratifs de faire tout couper, tout récolter, tout emmagasiner, et ils les autorisaient à requérir les ouvriers indispensables.

Les moyens de transport étaient insuffisants, et Dugommier avait l'âme révoltée en voyant des fourrages pourrir

faute de charrois sur le port de Narbonne et ailleurs[1]. Milhaud vint à Narbonne où étaient de grands dépôts de vivres et de fourrages, et un arrêté du 29 janvier régla le service des charrois. Chaque canton fournirait une charrette à ridelles, attelée de trois chevaux complètement harnachés et conduite par un charretier dont le canton répondait. Chaque commune dont la population était divisée en sections, livrerait autant de voitures qu'elle avait de sections. Ces voitures se rendraient à Narbonne le 17 février au plus tard. Toute personne qui serait coupable de négligence ou qui s'opposerait à l'exécution de l'arrêté serait regardée comme suspecte et enfermée jusqu'à la paix.

D'autres arrêtés suivirent. Le 5 février, les représentants ordonnaient de construire cent voitures à quatre roues, d'acheter quatorze cents mulets, vingt dans chaque district, et de fabriquer autant de harnais. Ils décidaient, le 12 juin, que les conducteurs de charrettes chargées de fourrages mettraient cinq jours pour aller de Narbonne à Perpignan et de Perpignan à Narbonne. Le 8 août, lorsque les transports de fourrages qui venaient de l'intérieur ne pouvaient suffire, ils invitaient au nom de la patrie les citoyens qui avaient des charrettes, chevaux ou mulets, à consacrer une journée au service de la République, et, le 31 août, Soubrany requérait les citoyens du district de Castelnaudary, qui possédaient une charrette avec chevaux et mulets ou bien une voiture à bœufs, de transporter à Carcassonne des grains et des fourrages « pour un voyage seulement ».

Les représentants durent recourir à des mesures semblables pour assurer, outre le service des charrois, les services de l'artillerie et des ambulances. Ces trois services avaient pris des chevaux à louage, et beaucoup de bêtes, infirmes ou vieillies, louées néanmoins à très haut prix, consommaient inuti-

1. Dugommier à Bouchotte, 17 février (A. G.).

lement le fourrage de la République. Milhaud et Soubrany arrêtèrent, le 9 mars, d'acheter tous les chevaux valides et de rendre les autres dans les vingt-quatre heures à leurs propriétaires. Quatre mois plus tard, le 24 juillet, ils ordonnaient aux districts et aux municipalités de leur fournir des moyens de transport pour évacuer avec célérité les soldats malades ou blessés et traîner l'artillerie : ils avaient laissé, disaient-ils, passer l'instant de la moisson, et ils pensaient que rien ne s'opposerait désormais à l'exécution de leur réquisition.

Enfin ils résolurent fort sagement de suspendre l'amalgame des volontaires avec les troupes de ligne. Cette opération se faisait ou plutôt s'essayait presque partout ; mais sur la frontière d'Espagne elle eût été inopportune, et, comme dit l'agent Hardy, elle causait beaucoup de troubles et de difficultés. Les mouvements qu'elle exigeait auraient désorganisé les divisions déjà prêtes et retardé l'attaque projetée par Dugommier. Lorsqu'au commencement d'avril Châteauneuf-Randon, qu'un décret du 8 février avait chargé de l'embrigadement aux armées des Pyrénées-Orientales et Occidentales, vint au quartier-général de Perpignan, il trouva l'armée entièrement formée, exercée depuis deux mois à marcher aux ennemis, présentant la plus « belle tenue, la plus grande discipline et le plus grand courage. » Ainsi que Dugommier, ainsi que Milhaud et Soubrany, il jugea très dangereux de toucher à cette armée parfaitement constituée et d'y changer quoi que ce fût dans l'instant où elle s'ébranlait et se disposait à porter des coups vigoureux. « Les mouvements nouveaux que nécessiterait l'embrigadement, écrivait Dugommier au Comité, nuiraient sensiblement aux divisions déjà bien établies. Les officiers qui y commandent, connaissent les troupes à leurs ordres ; ils en sont connus, et le déplacement inévitable de l'embrigadement renverserait cet avantage. Peut-on encore, sans compromettre le succès de nos armes, détourner l'attention du sol-

dat et de l'officier qui ne voient en ce moment que le combat, pour les occuper d'un intérêt différent? Est-il même possible d'exécuter l'embrigadement au milieu des marches et contremarches auxquelles l'armée est appelée à chaque instant? Non, ce n'est pas au milieu des combats qu'on peut organiser, c'est dans les cantonnements et loin de l'ennemi. » Deux demi-brigades, la 39e et la 147e, avaient été formées à l'armée des Pyrénées-Orientales ; elles furent les seules. Les sept régiments de ligne, qui n'avaient chacun qu'un bataillon, et les bataillons de volontaires ne furent pas amalgamés, ils furent simplement complétés[1].

Pour opérer ce « complément », Dugommier et les représentants, Milhaud, Soubrany, Châteauneuf-Randon, n'exécutèrent pas l'incorporation immédiate des bataillons destinés par la loi à remplir les anciens cadres. On sait que les jeunes gens âgés de dix-huit à vingt-cinq ans et appartenant à la levée des 600.000 hommes ou de première réquisition, avaient été formés dans le chef-lieu de leur département en bataillons de neuf compagnies. Quand les premiers arrivèrent à l'armée des Pyrénées-Orientales, ils apprirent qu'ils étaient dissous et que tous les hommes qui les composaient devaient être, sans distinction de grade, incorporés dans les vieux bataillons. Ils se fâchèrent; ils entendaient rester ensemble entre gens du même pays, ainsi que les volontaires d'antan, et bien que la Convention eût menacé de les traiter comme émigrés, s'ils tentaient de se soustraire à la loi, un nombre considérable regagnèrent leur département. On laissa les bataillons tels quels et, disait Dugommier, ils étaient, les uns, presque nuls, et les autres, incomplets. C'est pourquoi, lorsque de nouveaux

1. Hardy à Bouchotte, 29 déc.; — Dugommier au Comité, 13 avril et 16 oct.; — lettre de Lamer 18 mars, (A. G.); — Rec. Aulard, XII, 613 et 636. C'est ainsi que Gillet, représentant aux armées des Ardennes et de la Moselle, pensait qu'il serait plus avantageux de renvoyer à la fin de la campagne l'opération de l'embrigadement (Rec. Aulard, XIII, 350).

bataillons de réquisition, des *masses*, comme on les nommait, se présentèrent dans son camp, le général pria Milhaud et Soubrany de ne pas les incorporer aussitôt. Grâce à cette mesure, il arrêta leur désertion, sinon totalement, du moins en très grande partie, et il put les garder : « Sans la secousse subite de l'incorporation, remarquait-il, ces hommes, placés convenablement, auraient alimenté peu à peu notre première ligne. » En attendant, ils furent à la disposition du commissaire ordonnateur, qui les employa à divers soins, notamment au secours des malades[1].

Le mieux, c'était de laisser les bataillons de réquisition dans l'intérieur et de les envoyer à l'armée lorsqu'ils seraient dégourdis, disciplinés et instruits. Pourquoi, par exemple, faire entrer dans la légion des Allobroges d'emblée et sans nulle préparation 800 Savoyards qui n'avaient ni armes ni expérience? Lamer s'écriait justement que cette légion était « noyée de recrues » et que « son existence militaire, jusqu'alors fort bonne, serait désormais altérée ». Châteauneuf-Randon proposa de mettre tous les bataillons, neufs encore et absolument inexercés, dans des *camps d'instruction :* les incorporer sur-le-champ, disait-il, c'était envoyer à l'armée des bouches inutiles et augmenter sa consommation sans augmenter sa force. Il arrêta tous les détachements qui se rendaient aux Pyrénées-Orientales et leur ordonna de rester sur les derrières. Dugommier approuva cette mesure et Lamer la jugeait infiniment profitable[2].

Il y eut ainsi trois camps d'instruction, à Launac près de Montpellier, à Carcassonne, à Toulouse. Le camp de Launac

1. Dugommier à Bouchotte, 27 mars; — Lamer à Probst, 30 mars, (A. G.).

2. Lamer à Desroches, 8 mai; — Dugommier à Châteauneuf-Randon, 22 mai (A. G.). Quelques bataillons pourvus d'armes et d'habits furent toutefois incorporés, par exemple le 7e bataillon de la Montagne, qui comptait 300 hommes bien armés, dans le 6e de l'Hérault, et le 1er bataillon de Quillan dans le 8e du Bec d'Ambez ou de la Gironde.

était commandé par l'adjudant-général Desroches; celui de Carcassonne, par le général Bonnet; celui de Toulouse, par le général Marbot. Chacun devait contenir environ 3.000 à 3.500 hommes, et chacun en contint bien davantage. On vit à Launac, durant plusieurs jours, 6.500 à 7.000 réquisitionnaires venus du Gard, de l'Ardèche, de l'Aveyron; mais il n'y avait dans le camp que 300 fusils, et si quelques recrues s'exerçaient au maniement de l'arme, on ne pouvait former les autres qu'à la marche et aux évolutions. Les représentants durent employer la moitié d'entre eux à la récolte et dans les ateliers de souliers, de cuirs et de couvertures[1].

Ils s'efforcèrent d'ailleurs de rassembler les citoyens de la première réquisition qui s'obstinaient à ne pas s'éloigner de leur village ou de leur district, et ils prirent arrêtés sur arrêtés pour les dépayser et les mettre en état de compléter l'armée. Le 8 février, ils ordonnaient que tous ceux qui n'avaient pas rejoint se réuniraient au chef-lieu de leur district pour s'exercer; sinon ils seraient déclarés émigrés, et leurs père et mère, traités comme père et mère d'émigrés; celui qui les dénoncerait, recevrait une récompense de 500 livres payables sur leurs biens; le fonctionnaire qui négligerait de les appréhender au corps ou qui les exempterait sans nul fondement serait emprisonné jusqu'à la paix et frappé d'une amende proportionnelle à sa fortune. Le 20 avril, ils annonçaient que ceux qui n'avaient pas quitté leur foyer ou qui restaient dans le chef-lieu du district où des affections particulières les détournaient de leur ardeur civique, devaient se rendre aussitôt, selon leur département, dans les chefs-lieux de dépôts, à Montpellier, à Carcassonne ou à Toulouse. Le 8 juin, ils décidaient qu'un camp de réserve, commandé par le général Prévost, serait établi près de Carcassonne, et

1. Lamer à Pérignon, 1er juin, et à Doppet, 17 juin (A. G.).

le 16 juillet, de concert avec Chaudron-Roussau, que tous les jeunes gens qui n'étaient pas encore incorporés dans un bataillon gagneraient ce camp dans les huit jours sous peine d'être regardés comme déserteurs[1].

1. « On n'a pas, écrivait Châteauneuf-Randon, l'idée de l'abus qui régnait à cet égard; il faudrait punir tous les réquisitionnaires ainsi que les agents nationaux. » Au mois de juillet, lorsque le commandant de Béziers dirigeait sur Puycerda les 1.000 hommes qu'il avait en dépôt, ils se dispersaient au moment du départ et l'on ne pouvait en rassembler que 500 à 600. Le 3 novembre, le représentant Vidal dut ordonner que les jeunes gens de la réquisition de Nîmes qui, malgré son arrêté précédent et trois arrêtés de Châteauneuf-Randon, refusaient de partir, seraient appréhendés sans délai par le commandant de la gendarmerie, mis à la citadelle et dirigés ensuite sur Carcassonne.

CHAPITRE VIII

L'ARMÉE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Première visite de Dugommier au camp de l'Union (20 janvier 1794). — Ses impressions. — Impatience de Barère. — Mesures de Dugommier. — Service des ambulances. — Cavalerie. — Artillerie volante. — Infanterie. — Dugommier et Bonaparte. — Bataillons d'élite. — Grenadiers. — Chasseurs. — Première ligne. — Deuxième ligne ou ligne d'inertie. — Les collaborateurs de Dugommier. — Le chef d'état-major Lamer. — Cosson, Compans, Grézieu, Clauzel. — Les trois divisionnaires, Augereau, Pérignon et Sauret. — Les généraux de cavalerie, La Barre et Dugua. — Le commandant de l'artillerie, Fabre de La Martillière. — Andréossy. — Lemoine, Quesnel, Rougé, Chabert. — Victor, Despinoy, Micas, Guillot, Pelletier, Martin. — Davin, Guieu, Bon, Mirabel. — Banel, Beyrand, Causse, Charlet, Point, Robert. — Bessières, Dessaix, Destaing, Duphot, Lannes, Papin. — Ardeur de l'armée. — Témoignages des généraux et des officiers.

La première visite de Dugommier au camp de l'Union se fit avec éclat. Elle eut lieu le 20 janvier, à dix heures du matin. Les représentants l'accompagnaient. Les tambours battaient aux champs. Les troupes de service étaient sous les armes. Les autres avaient mis les fusils en faisceaux et, officiers en tête, s'alignaient devant les tentes. Généraux de brigade, chefs de brigade, adjudants-généraux, chefs de bataillon s'étaient placés à leur ordre de bataille. A mesure que Dugommier et les conventionnels passaient sur le front de bandière, les soldats s'écriaient, selon les instructions qu'ils avaient reçues : *Vive la liberté! Vive la Montagne! Vive le vainqueur de Toulon*[1] *!*

Quelques jours plus tard, après avoir vu le reste des can-

1. Ordre du jour du 20 janvier (A. G.).

tonnements, Dugommier résumait ses impressions. Une grande partie des troupes était déguenillée ou n'avait pas de souliers. Les bataillons d'ancienne formation ne comptaient plus que très peu de vieux soldats. La plupart des nouveaux n'avaient pas d'armes, n'avaient « pour se défendre que les ongles et les dents ». Les sept huitièmes des fusils manquaient de baïonnettes; 8.000 étaient avariés, délabrés, et Dugommier prenait sur lui de nommer un commissaire chargé d'aller partout, jusqu'à Saint-Étienne et à Tulle, pour acheter les garnitures qui « leur rendraient la vie ». D'autres fusils arrivaient; mais ils étaient couverts de rouille ou de mousse, et il fallait les envoyer à l'atelier de réparation. Encore n'étaient-ils pas d'un calibre semblable; fusils de chasse et fusils de munition, tout avait été confondu, et le même bataillon offrait une incroyable variété d'armes[1].

Ainsi que dans toutes les armées de la République, la cavalerie était et devait rester faible ou, comme on l'avouait, nulle. Elle ne se composait que de recrues sans aucune instruction. Au commencement d'avril, le 22e régiment de chasseurs comptait cinquante chevaux blessés et ses deux escadrons n'étaient en état de servir qu'au bout d'un mois. Au 19e régiment nombre d'hommes n'avaient même pas d'éperons. « Je suis chagrin, écrivait le général La Barre, d'avoir une cavalerie aussi mauvaise sur tous les points et je ne prévois que du déshonneur pour celui qui la commandera. » Le représentant Gaston et le chef d'état-major Chaillet de Verges ne disaient-ils pas, en décembre 1793, qu'ils attendaient toujours de la cavalerie et que sitôt qu'elle arrivait, le défaut de subsistances obligeait de la renvoyer sur les derrières? Il fallut diminuer fréquemment la ration de foin, les chevaux n'eurent pas d'avoine dans la dernière semaine de janvier, et vainement des adjudants-généraux,

1. Dugommier à Bouchotte, 1er février; — au Comité, 1er et 27 février; — à Bonaparte, 3 février; — à Doppet, 12 mars (A. G.).

des adjoints coururent de divers côtés et même fort loin pour obtenir des fourrages. Que de fois dans le cours de cette campagne Dugommier s'écria qu'il ne pouvait bouger « sans cette partie essentielle » !

Aussi la majeure partie des chevaux et des mulets de l'artillerie, des ambulances et du service des vivres était dans un état pitoyable. On dut réformer les uns et envoyer les autres loin de l'armée pour les reposer et les refaire. Cette opération terminée, il resta 800 à 900 chevaux, et l'artillerie seule en exigeait 3.000 ! « Il est impossible, disait Dugommier, que la chose aille sans un meilleur ordre[1]. »

Enfin, les hôpitaux présentaient l'image la plus triste. Dugommier s'indignait de leur insalubrité : un désordre révoltant ; des salles toujours ouvertes ; la malpropreté la plus dégoûtante dans les draps, dans les chemises, sur les personnes ; des cours pleines d'immondices ; les cuisiniers employant des casseroles de cuivre mal étamées et exposées au vert-de-gris ; plus de cinq cents malades enlevés à la vie, du 21 décembre au 1er février, par cette criminelle négligence. « La santé la plus robuste, concluait Dugommier, y serait ruinée en peu de jours, et quand vous sortez du foyer pestilentiel, vous êtes encore poursuivi au dehors par des miasmes infects capables de propager la putridité dans les corps les mieux constitués[2]. »

Il n'était donc pas en mesure d'attaquer. Barère, impatient, lui faisait la leçon. Le 12 février, l'orateur du Comité annonçait que les républicains avaient eu l'avantage à Saint-Jean-de-Luz : « Quelle est cette armée qui a fait reculer les hordes de l'Espagne ? Est-ce l'armée des Pyrénées-Orientales qui est renforcée par l'armée victorieuse de Toulon et qui est

1. La Barre à Dugommier, 6 avril ; — Chaillet de Verges à Doppet, 10 décembre ; — Dugommier au Comité, 20 février (A. G.) ; — Rec. Aulard, IX, 456.

2. Dugommier aux représentants, 20 janvier, au Comité et au ministre, 1er février (A. G.).

forte de 60.000 hommes? Non, c'est l'armée des Pyrénées-Occidentales qui vient de fournir 3.000 hommes à la Vendée et qui a envoyé 7.000 hommes à l'armée qui est devant Perpignan. Espérons que l'armée des Pyrénées-Orientales sentira bientôt l'exemple qui lui est donné par celle des Pyrénées-Occidentales; les républicains sont solidaires de gloire. »

Dugommier laissa dire Barère tout en remarquant au ministre que « son armée était bien éloignée des 60.000 hommes qu'on lui avait supposés dans la tribune de la Convention ». Il faisait son plan, calculait ses moyens, assurait tant bien que mal ses subsistances et munitions de toute espèce. Avant de frapper un coup décisif, il voulait refondre, régénérer cette armée où, disait-il, l'intrigue et l'égoïsme avaient longtemps régné[1].

Sur ses instances, de Toulouse à Perpignan, les villes et les bourgs transformèrent leurs édifices publics et leurs places en ateliers de réparation des armes, et les fonderies d'Albi, les manufactures de Bergerac, les fabriques de baïonnettes d'Alais et d'Anduze se remplirent d'ouvriers.

Des réquisitions prudemment ordonnées garantirent aux troupes leurs subsistances. Il fut plus difficile d'avoir des fourrages. Dugommier s'était hâté, avec l'autorisation du Comité, d'envoyer à Lyon deux commissaires, un fournisseur des charrois, Pey, et le lieutenant de hussards Collet. Les représentants qui se trouvaient à Lyon répondirent qu'ils ne pouvaient rien livrer qu'à l'armée des Alpes. « Votre mission, dirent-ils à Pey et à Collet, ne signifie rien, et vous venez nous tirer le sang des veines. » Dugommier, indigné, déclara que cet égoïsme était presque aussi funeste que le fédéralisme, et, à force d'arrêtés menaçants, Milhaud et Soubrany arrachèrent le foin et l'avoine qui manquaient.

1. Dugommier à Bouchotte, 28 mars, et à Doppet, 6 février (A. G.).

Le service des ambulances laissait encore à désirer. Les chirurgiens n'étaient pas assez nombreux, on n'avait pas de civières et de brancards en grande quantité ni en bon état, et Dugommier se plaignait au mois de mai que l'administration, faute de prévoyance et d'activité, eût fait languir plusieurs blessés devant Saint-Elme. Mais le général avait convoqué, le 12 février, les médecins de l'armée, et le Comité de santé établit, de concert avec les chefs de bataillon, les moyens curatifs et préservatifs les plus convenables; il avait payé les infirmiers; il avait obtenu des remèdes et des médicaments ; il avait mis dans de bons cantonnements les bataillons où les maladies avaient le plus sévi; il avait affecté dans chaque bataillon une tente particulière aux galeux ; il avait décidé que les volontaires qui n'avaient pas d'armes et ne connaissaient pas le métier militaire seraient formés en détachements et chargés spécialement de porter les blessés aux ambulances. Deux hommes dont il louait le dévouement et qui, disait-il, étaient tout entiers à leurs fonctions, le médecin en chef Roussillon et le chirurgien en chef Bénezet le secondaient activement. A la fin de la campagne, les hôpitaux qu'il avait qualifiés de tombeaux, étaient bien aérés, très proprement tenus, et les malades y recevaient les meilleurs soins [1].

La cavalerie ne pouvait s'améliorer qu'avec le temps. Si Dugommier était satisfait du 1er régiment de hussards et du 15e régiment de dragons, il ne comptait nullement sur le 14e et le 22e régiment de cavalerie. Du moins fit-il attacher au 1er hussards une batterie d'artillerie volante. « Les canonniers, écrivait-il, sont ici pour la plupart amis et camarades des hussards, ils se protègent mutuellement. » Mais il se contenta des cavaliers qu'il avait et qui ne servaient que depuis

1. Ordres des 11 et 13 février; — Dugommier au Comité, 10 mai, 11 septembre et 3 novembre; — lettre d'Augereau, 17 août; — mémoire de Desdorides (A. G.).

plusieurs mois : pas de recrues, ou très peu ; elles devaient, avant de venir à l'armée, s'exercer dans les dépôts et s'affermir sur leurs étriers ; « si elles faisaient la moitié et même le tiers de chaque régiment, marquait-il au représentant Beauchamp, elles perdraient la chose indubitablement ».

L'artillerie volante lui inspirait les mêmes inquiétudes. On lui avait envoyé trois compagnies qu'on donnait comme parfaites ; or la troisième était hors d'état de servir, ses canonniers ne savaient rien du tout, et les deux autres compagnies avaient une instruction si incomplète qu'il s'estimait heureux de pouvoir les fondre en une compagnie à peu près passable[1].

Toute son attention s'était portée sur l'infanterie. Pas un instant n'avait été perdu dans les camps et cantonnements pour l'instruction du soldat.

Les fusils, les baïonnettes, les cartouches qu'il attendait avaient fini par arriver. Il les demandait à Toulon au général d'artillerie Bonaparte, qu'il nommait son cher camarade, son brave et sincère ami : « J'espère bien que mon brave ami Bonaparte ne négligera aucun des soins qu'il pourra nous donner », et il invoquait le patriotisme du jeune général en même temps que son affection : « Tu mériteras de la patrie, je te jure, et ton sincère ami te remerciera[2]. »

Il s'était, dès les premiers jours de son commandement, étonné de l' « énorme quantité de recrues », et il comprit sur-le-champ que l'armée avait été battue en 1793 parce qu'elle se composait de jeunes gens timides et faibles, nullement aguerris, encore moins disciplinés, qui n'avaient pas eu le temps de s'exercer et de s'habituer au feu. C'était l'avis de Flers qui n'avait cessé de réclamer des troupes expérimentées qui donneraient confiance aux troupes nouvelles.

1. Dugommier à Beauchamp, 17 février, et au Comité, 9 et 11 avril (A. G.).
2. Famet, *Carnet de la sabretache*, 1902, p. 473-475.

C'était l'avis de Hardy, l'agent du Conseil exécutif : lui aussi écrivait qu'il n'y avait à l'armée que des bataillons de la masse qui désertaient continuellement. « Qu'est-ce que la masse peut faire ? », disait-il une fois, et il plaignait ce troupeau de réquisitionnaires, vêtus d'habits de toile et malmenés par les généraux qui n'avaient pour eux qu'orgueil et dureté. C'était l'avis des représentants : ils mandaient après l'affaire du Mas-Deu qu'il y avait dans l'armée trop de gardes nationaux neufs, pusillanimes, insubordonnés, qui se débandaient au plus petit échec. Gaston avait exprimé cette opinion avec force : ce qui manquait, selon lui, c'était non seulement les munitions de guerre et de bouche, mais des hommes choisis et déjà formés au maniement des armes, des troupes éprouvées, quelques bons bataillons d'infanterie, et il attribuait les revers aux « masses », qui fuyaient devant l'ennemi en criant *sauve qui peut*, qui jetaient ou brisaient leur fusil et qui refusaient, malgré les pressantes sollicitations et les vigoureuses mesures des conventionnels, de revenir au combat. Dugommier avait acquis la même conviction ; il croyait que l'armée des Pyrénées-Orientales avait été défaite parce que les représentants et les généraux mêlaient imprudemment le bon et le mauvais. Bouchotte prétendait que tous les bataillons républicains étaient bons et qu'il ne s'agissait que de les bien mener. « Je ne suis pas de ceux, lui répondait franchement Dugommier, qui disent que tous les bataillons sont bons ; c'est une erreur qui peut ruiner une armée. » Il s'attacha donc avant tout à former de bons bataillons. A Utelle, à Gilette, devant Toulon, il avait vu de ses yeux ce que valaient les compagnies de grenadiers et de chasseurs. A l'armée des Pyrénées-Orientales, il les embataillonna[1].

1. Cf. Rec. Aulard, IV, 261, 427 ; V, 279 ; VII, 460 ; VIII, 686 ; IX, 456, 577 ; X, 59, 607 ; — Flers à Sauviac, 14 juillet ; — Hardy à Bouchotte, 2, 7, 11 décembre ; — Dugommier à Bouchotte et au Comité, 17 février ; — Bouchotte à Dugommier, 23 janvier (A. G.).

Il constitua d'abord six bataillons de grenadiers réunis. Mais, le 24 mars, il renvoyait toutes les compagnies à leur bataillon. Un seul bataillon, le 1er, commandé par Lagrange, fut excepté de cette mesure ; encore ses compagnies durent-elles, le 13 octobre, rejoindre leur corps. Il eut sans doute la même désillusion que Custine et d'Oyré. Ces compagnies d'élite étaient solides, vigoureuses à la tête de leur bataillon et, après leur retour, elles donnèrent l'exemple de la bravoure et des vertus militaires. Toutefois leur départ avait affaibli, énervé les corps auxquels elles appartenaient, et mises ensemble, elles formaient de médiocres bataillons qu'il était difficile de plier à une discipline exacte. Custine, à l'armée du Rhin, et d'Oyré, au siège de Mayence, avaient fini par dissoudre leurs régiments de grenadiers, et en juin 1793, Beaupuy écrivait qu'une pareille organisation était vicieuse, que chaque compagnie apportait avec elle son esprit particulier et que l'esprit général, l'esprit utile à la République, manquait[1].

Par contre les bataillons de chasseurs subsistèrent. Il y en eut d'abord six, deux par division, et les commandants furent nommés par les trois divisionnaires Augereau, Pérignon et Sauret parmi les officiers supérieurs de chaque division et dans les bataillons où il y avait deux chefs. Tous les bataillons de l'armée fournirent chacun une compagnie. Cette compagnie avait son conseil d'administration et sa comptabilité propre ; elle se composait de 67 hommes, officiers compris ; elle devait toujours être au complet ; les absents étaient aussitôt remplacés par des « postiches » tirés des compagnies de fusiliers, et si des volontaires ne se présentaient pas, le commandant du bataillon choisissait les plus dispos, les plus aguerris, ceux qui « aimaient l'activité et les bonnes aventures ». Les officiers et sous-officiers étaient élus

1. A. Chuquet, *l'Expédition de Custine*, 234 ; et *Mayence*, 208.

par le conseil d'administration sur tous ceux du bataillon et leur place restait vacante. Les soldats étaient triés autant que faire se pouvait par proportion égale dans chaque compagnie de fusiliers; mais ils ne servaient que de leur consentement et pour la durée de la campagne ; ils comptaient toujours à leur corps. Ils portaient l'épaulette verte. Le chef d'état-major Lamer assure que dans la plupart des bataillons tous les fusiliers désiraient être chasseurs pour marcher constamment à l'avant-garde et frapper les premiers coups. Angereau témoigne que, malgré le tableau des fatigues et des périls que les vétérans leur mettaient sous les yeux, une foule de jeunes gens alertes, résolus, avides de se signaler, entrèrent dans les compagnies de chasseurs, et ceux qui formèrent l'avant-garde de sa division se couvrirent de gloire; il les appelle plus d'une fois, non sans raison, pendant cette année 1794, ses héroïques, ses invincibles chasseurs[1].

1. Cf. Dugommier à Bouchotte, 17 février, et au chef du 7e bataillon de chasseurs, 28 avril; — mémoire d'Augereau, 18 septembre; — instruction pour la formation d'une compagnie de chasseurs par bataillon; — correspondance de Lamer, 18 et 28 mars, 22 avril (A. G.). — Voici, du reste, la composition de ces bataillons de chasseurs au mois d'avril, dans la première partie de la campagne; ils furent formés par des compagnies de chasseurs tirés des bataillons suivants : 2e *bataillon :* 7e, 35e, 79e, 1er Côtes maritimes, 2e Ardèche, 4e Haute-Garonne, 4e Mont-Blanc, 5e Vaucluse, 7e Ariège; — 3e *bataillon :* 1er, 2e et 3e bataillon de la 39e demi-brigade, 8e Bec d'Ambez, 2e et 3e Côtes maritimes, 3e Haute-Garonne, 6e Hérault, 9e Drôme; — 4e *bataillon :* 28e, 1er Gard, 1er Béziers, Amis du peuple, 1er Cantal, 4e Côtes maritimes, 5e et 6e Bec d'Ambez, 6e Montagne; — 5e *bataillon :* 53e, 1er Ariège, 2e Haute-Garonne, 3e et 4e Tarn, 3e Haute-Vienne, 4e Aude, 4e Lot, 5e Haute-Garonne; — 6e *bataillon :* 70e, 3e et 4e Pyrénées-Orientales, 4e Gard, 5e, 6e et 7e Aude, 1er Hautes-Alpes, 7e Haute-Garonne; — 7e *bataillon :* 1er, 2e et 3e bataillons de la 147e demi-brigade, 3e Ardèche, 4e Ariège, 6e et 7e Côtes Maritimes, braconniers montagnards. Il semble que le 1er bataillon n'ait jamais été formé et que les six bataillons de chasseurs aient porté les nos 2, 3, 4, 5, 6 et 7. Nous avons retrouvé les noms de quelques-uns de ceux qui les commandèrent. Le 2e bataillon de chasseurs eut pour chef Barbot: le 3e, Compans; le 4e, Bon; le 5e, Sempé; le 6e, Laforge; le 7e, Rabié. Deux de ces chefs, Compans et Bon, sont connus. Laforge (François-Denis), capitaine au 10e d'infanterie, nommé devant Toulon adjudant-général, chef de bataillon par les représentants, mourut à Perpignan le 26 octobre 1794. Rabié, ancien fourrier au

La première ligne de l'armée comprit les bataillons de chasseurs et, selon le mot de Dugommier, les meilleurs bataillons et la meilleure portion des autres. Il ne voulut, sous aucun prétexte, que cette ligne se confondît avec la deuxième : lorsqu'il sut, au commencement de juin, que Augereau avait un instant mêlé les deux lignes, il exprima son étonnement : « Voilà donc la confusion que je désirais éviter, établie ; je ne ferai pas un pas en avant que nous n'ayons organisé de nouveau la ligne qui doit marcher ! »

La deuxième ligne, c'était la réquisition, la « masse ». Elle demeurait en arrière, dans des postes retranchés où elle pouvait s'armer, se discipliner, s'accoutumer, suivant l'expression de Dugommier, à son nouvel état. Ne fallait-il pas, pour en tirer parti, la regarder comme une *force d'inertie*, jusqu'à ce que l'exercice et l'habitude du métier l'eussent rendue active et capable de combattre ? « Comment, écrivait le général à Bouchotte, veut-on raisonnablement qu'un homme sache avant d'apprendre ? Non qu'il faille à nos républicains une fine tactique pour vaincre l'ennemi, mais il faut que le plus grand nombre voie que tous les coups de fusil ne tuent pas, et lorsqu'un bataillon est tout neuf, il est bien difficile qu'il ne s'ébranle pas au premier feu, surtout quand il ne connaît ni droite ni gauche, et à peine la charge de ses armes, qui font même peur à celui qui les porte. Vois une troupe faire l'exercice à feu pour la première fois, tu remarqueras la peur des soldats tournant la tête quand le

régiment d'Agenois, chef du 5e bataillon de la Gironde, devint colonel et commandant d'armes au Havre. Lagrange, que Pérignon jugeait excellent officier, était à la tête du 1er bataillon de grenadiers. Noguès, qui devint général de brigade (capitaine au 2e bataillon des Hautes-Pyrénées, il avait été fait chef de bataillon après Peyrestortes), conduisit le 2e bataillon de grenadiers ; il reçut un coup de feu à la bataille de Saint-Laurent de la Mouga ; Pérignon le nomme un des plus braves et des meilleurs officiers de l'armée. « Il s'est, dit Pérignon, distingué dans toutes les actions et ne doit son avancement qu'à son mérite. »

coup part. Crois-tu que le bruit des balles et des boulets les rassurerait[1] ? »

Ce tableau de l'armée des Pyrénées-Orientales, telle que Dugommier l'avait trouvée et telle qu'il la réorganisa, serait incomplet si l'on ne connaissait les collaborateurs qu'il sut choisir ou garder.

Le général Lamer, qui fut, sous l'Empire, inspecteur aux revues, était chef de l'état-major. Il avait déjà fait ses preuves à l'armée des Pyrénées-Orientales. Le commissaire Hardy le qualifiait de bon républicain. L'agent Revest le jugeait patriote, intelligent, courageux, et le 10 janvier 1794, les représentants Milhaud et Soubrany, comptant sur son zèle et son dévouement, le nommaient général en chef provisoire jusqu'à l'arrivée de Dugommier. C'était un très bon administrateur, et il contribua grandement aux succès de la campagne. A cette époque, la principale fonction du chef d'état-major, c'était d'exercer la police de l'armée et d'assurer ses besoins; le généralissime concevait les plans et dirigeait les opérations. On voit donc Lamer, durant le cours de l'année 1794, se prodiguer, se multiplier; il est tantôt ici, tantôt là; il a, dit-il, sur les bras une armée de 60.000 hommes, qui s'étend sur un terrain immense, et il désire être partout; il visite les cantonnements et les hôpitaux; il envoie les mauvais sujets aux prisons de Perpignan; il stimule, il tance le commissaire-ordonnateur et les adjudants-généraux; il transmet de tous côtés les ordres du général en chef. Rarement il accompagne Dugommier. Il n'assiste pas au siège de Collioure, et il écrit qu'il souhaite de se trouver à la reddition de cette place pour « établir le plus grand ordre et sauver à la République les magasins et effets ». Actif, agissant, infatigable, il recommande

1. Dugommier à Lamer, 14 février; à Bouchotte, 17 février; — au Comité, 31 mars; — à Augereau, 2 juin (A. G.).

à ses auxiliaires sa propre activité, fiévreuse, incessante : « Il faut faire en ce moment comme faisait Moïse. » Il a son franc parler et il proteste courageusement contre les réquisitions des représentants qui désorganisent parfois les bataillons et les « saignent ». Dans certains, 150 à 200 hommes sont absents. « Il semble, remarque Lamer, que tous les genres de métiers s'y trouvent; les armées ne sont-elles donc composées que de maçons, de manouvriers et de charpentiers? » Il est simple dans ses goûts, ménager des deniers publics, soucieux d'accroître les ressources du trésor national, et il prie l'administration du district de Perpignan de vendre les meubles précieux que renferme la maison de l'émigré Campredon, occupée par l'état-major : « Nous n'avons pas besoin de glaces et de fauteuils; des tables, des escabelles nous suffisent. » Il s'attacha sincèrement à Dugommier, et peut-être l'avait-il connu jadis, car il avait fait trois campagnes à la Martinique, de 1770 à 1772. Ce qu'on sait, c'est que plus tard il évoquait volontiers l'ombre de son immortel ami « planant dans le séjour céleste de la vertu ». En 1794, lorsqu'il apprend que Dugommier a reçu devant Saint-Elme une contusion, « ta contusion, écrit-il affectueusement, sera, comme à Toulon, le présage d'une seconde victoire ». Il sait que Dugommier ne peut supporter le pain de munition qui contient du sable; il lui fait envoyer chaque jour deux ou trois petits pains blancs fabriqués à l'ambulance. « C'est, dit-il, une attention que je prends avec lui pour le dédommager, s'il est possible, des peines qu'il éprouve au bivouac. » Il lui réserve dans le butin espagnol un bon lit et de bons matelas. « Qui mieux que toi, lit-on dans une de ses lettres à Dugommier, a le droit de profiter de ces petits avantages? Je voudrais deviner ce qui peut t'être agréable en tout genre pour te prouver mon dévouement et mon pur attachement. »

Lamer avait de bons collaborateurs. Tous les officiers de

l'état-major qui ne pouvaient remplir leurs fonctions et qui ne savaient faire les reconnaissances topographiques ou tracer les directions des colonnes et les mouvements de l'armée, étaient rentrés dans leurs corps. Ceux qui restaient reçurent des instructions rigoureuses, et Lamer leur rappela fréquemment leurs devoirs : « procéder avec méthode et clarté », « tenir la main à l'exécution des lois et des arrêtés des représentants », « s'occuper sans relâche de l'organisation de leur division », s'efforcer, par leur vigilance et leur zèle, d'« atteindre à la perfection de l'ordre et de la discipline[1] ».

Les principaux étaient Cosson, Compans, Grézieu, Clauzel.

Cosson, ancien aide de camp de Flers, nommé en octobre 1794 adjudant-général chef de brigade sur la demande de Dugommier, par Milhaud et Soubrany, était chargé de la partie de l'infanterie et de la cavalerie. Revest, Lamer, Pérignon, Schérer, firent son éloge. Revest assurait qu'il était bon patriote, et Lamer, qu'il servait avec la plus grande distinction; Pérignon le croyait propre à tous les emplois, et Schérer disait plus tard qu'il n'y avait qu'une voix dans l'armée sur son compte.

Compans, naguère capitaine au 3e bataillon de la Haute-Garonne, avait été promu, après le siège de Toulon, adjudant-général chef de bataillon; c'est le Compans d'Austerlitz, de Leipzig et de Waterloo.

Grézieu, lieutenant-colonel de la légion des Pyrénées, noté par Revest comme patriote et bon militaire, était grand ami de Pérignon, qui le jugeait fait pour servir d'exemple à tous égards et qui l'emmena dans son ambassade d'Espagne; c'est un des rares officiers de cette époque qui refu-

1. Hardy à Ronsin, 12 décembre; — Lamer aux administrateurs du district de Perpignan, 24 mars; — à Bonnet, 26 mars; — à Motte, 6 mai; — à Clauzel, 7 mai; — à Dugommier, 9 et 11 mai; — à Cros, 14 mai (A. G.).

sèrent le grade de général : « l'emploi d'adjudant-général, disait-il modestement, me rassure contre la juste défiance que j'ai de mes forces. »

Clauzel était le futur maréchal, l'homme que Napoléon regrettait de n'avoir pas nommé en 1815 ministre de la guerre, l'homme qui par ses moyens et sa vigueur semblait au prisonnier de Sainte-Hélène capable de renverser les Bourbons et de se mettre à leur place. Sous-lieutenant d'infanterie, capitaine de cavalerie dans la légion des Pyrénées, devenu bientôt, grâce à Pérignon et à son oncle le conventionnel, adjudant-général chef de brigade, il attirait déjà l'attention. Lamer louait ses talents et son zèle pour le bien de la chose publique; Pérignon le regardait comme excellent, très brave, et quoique jeune, digne de sa place, plein des qualités qui « rendent un citoyen cher à la patrie ».

Les principaux lieutenants de Dugommier étaient les trois divisionnaires auxquels il avait confié les trois divisions de son armée : Augereau qui commandait la droite, Pérignon qui commandait le centre, Sauret qui commandait la gauche.

Augereau avait aux yeux de l'armée un incontestable mérite : son républicanisme avéré. Le conventionnel Sergent, qui le connaissait par son beau-frère Marceau — Augereau et Marceau avaient servi côte à côte dans la légion germanique — l'avait recommandé vivement à Bouchotte comme « honnête homme », plein de franchise et de courage, habitué au métier et né dans le faubourg Saint-Marcel. Ami de Turreau qui l'avait emmené aux Pyrénées-Orientales, l'adjudant-général Augereau attira par ses lettres l'attention du ministre : il écrivait en novembre 1793 que les troupes manquaient de tout, que le plus grand désordre régnait dans les administrations des vivres et des charrois, que personne ne se trouvait à son poste, que les représentants se faisaient généraux et que les « généraux étaient nuls ou

peu de chose ». Le 23 décembre, Bouchotte le nommait général de division en assurant au Comité qu'il était patriote et qu'il avait des moyens militaires. Augereau marchait alors vers Toulon à la tête des bataillons envoyés de Toulouse ; il revint sur ses pas. « Dans ton grade nouveau, lui marquait Bouchotte, tu seras plus à même de développer tes talents guerriers et civiques pour le service de la République. » Tous les jacobins des Pyrénées-Orientales applaudirent à cette promotion. « Nous voyons au moins, s'écriait Hardy, un général sans-culotte ! » Mais Augereau avait d'autres et admirables qualités. Il fut le héros de la campagne de 1794, et il ne devait pas déployer seulement l'intrépidité, l'énergie impétueuse; il jugeait d'un coup d'œil ferme et prompt une situation ou un terrain. Extraordinairement actif, il ne cessait de visiter ses positions, d'observer les mouvements de l'ennemi, de concevoir des manœuvres hardies et rapides ; il devinait, flairait le danger des siens et paraissait toujours à propos pour les tirer d'embarras. Ses soldats ne juraient que par lui, et pourtant il les traitait sévèrement et leur imposait une rigoureuse discipline : « Il faut, disait-il, de l'ordre dans une armée, et il faut de plus, dans une armée républicaine, un zèle ardent et un dévouement sans bornes. » Dugommier le prit en affection et le préférait de beaucoup à Pérignon et à Sauret. Évidemment il aimait la chaleur révolutionnaire d'Augereau et son heureuse audace, sa vigueur de main : il avait en lui la plus grande confiance. « Je suis, lui mandait-il une fois, d'autant plus tranquille que tu sauras tirer parti des circonstances où tu te trouveras » ; et à la veille de la bataille du Boulou : « Je me repose parfaitement sur toi[1]. »

Pérignon, déjà noté comme un vaillant officier, intelli-

1. Augereau à Sergent, 8 novembre; — et Bouchotte à Augereau, 23 décembre ; — Hardy à Bouchotte, 4 janvier; — ordre du jour d'Augereau, 28 août; — Dugommier à Augereau, 28 avril et 7 mai (A. G.).

gent, zélé et bon à tout lorsqu'il n'était que sous-lieutenant aux grenadiers royaux du Quercy, où il faisait les fonctions d'adjudant-major, Pérignon, membre de l'Assemblée législative où il connut de près les hommes et apprit à les manier, lieutenant-colonel de la légion des Pyrénées qu'il se piquait d'avoir présentée chaque jour à l'ennemi et non sans succès, Pérignon montrait à la fois bravoure et décision. A la défense du camp de l'Union, il avait ramené sa légion au combat en courant, le fusil d'un blessé à la main, se joindre aux grenadiers du régiment de Champagne qui résistaient encore ; à l'attaque du plateau de Peyrestortes, il commandait le centre de la division d'Aoust ; à Trouillas, il était à la tête de la gauche ; à Saint-Luc, le 21 décembre, il arrêtait par sa froide ténacité l'élan des Portugais qui fondaient sur notre droite, et c'était lui qui formait l'arrière-garde, qui au soir couvrait la retraite. Aussi, sur la recommandation de Revest et de Turreau, fut-il promu général de division : Revest le jugeait patriote et bon militaire, et Turreau avait écrit qu'on pouvait également compter sur ses talents et son civisme.

Sauret, disait Lamer, jouissait à juste titre de la meilleure réputation ; Bouchotte, Revest, Turreau le regardaient comme excellent officier. Il servait depuis 1756, et il avait reçu à Rossbach un coup de sabre sur la tête : c'est pourquoi il était sous-lieutenant avant la Révolution. Devenu colonel de son régiment, le régiment de Champagne, en 1793, il avait combattu vaillamment contre Ricardos. Le 20 avril, à Céret, il donnait aux fuyards le temps de s'écouler par la route du Boulou. Le 19 mai, au Mas-Deu, il obtenait des représentants, pour sa conduite ferme et courageuse, le grade de chef de brigade. A la reprise de Villelongue, où il commandait la seconde colonne, il était atteint d'un coup de feu à la jambe gauche. A la retraite du 21 décembre, il luttait vigoureusement au Pla del Rey contre Las Amarillas. Il fut

le surlendemain, de même que Pérignon, promu général de division par Bouchotte.

Deux brillants généraux commandaient la cavalerie : La Barre et, après la mort de La Barre, Dugua.

La Barre fut une des figures les plus originales de cette armée. Né au fort du Missouri, dont son père était gouverneur, il avait fait la campagne d'Amérique comme lieutenant de dragons et reçu sous les murs de Savannah une blessure qui lui valut la croix de Saint-Louis et le brevet de capitaine. Colonel en 1791, il obtint le grade de général de brigade à l'armée d'Italie et devant Toulon. Carteaux voulait lui confier la division de l'est à la place de La Poype. Il était noble et ne faisait pas mystère de sa noblesse; on le savait gentilhomme de la province de Normandie, et il avait été, au mois de juillet 1792, inscrit sur la liste des émigrés de la Seine-Inférieure. Mais sa haute taille, son air résolu et pourtant empreint de douceur et de bonté, sa bravoure, sa belle ardeur, l'énergique discipline qu'il imposait à ses troupes, ses qualités aimables, l'urbanité de ses manières et cette politesse d'ancien régime que les officiers de la Révolution appréciaient encore, l'entraînante gaieté de sa conversation, le feu qu'il portait dans l'amitié, tout le rendait populaire et cher à ses entours[1].

Dugua, naguère chef d'état-major de Dugommier au siège de Toulon, s'était déjà signalé dans la campagne de 1793. Avec ses gendarmes, il avait, à la bataille de Perpignan, appuyé notre droite hésitante et refoulé les escadrons espagnols. Après la prise de Toulon, il fut chargé par Saliceti, Barras et Fréron, de conduire la légion des Allobroges et les renforts destinés à l'armée des Pyrénées-Orientales. Employé par Milhaud et Soubrany, il commanda d'abord la cavalerie de l'aile droite, puis toute la cavalerie. Brave,

1. Cf. un mémoire de Baudart (A. G.).

chargeant l'adversaire quand s'offrait l'occasion, et incapable, disait-il, de faire autrement, il se vantait de n'avoir obtenu qu'au milieu des coups de fusil les grades de général de brigade et de division que lui avaient donnés les représentants. Il sut à la fin de la campagne conserver tant bien que mal, à force de soins et d'expédients, la cavalerie qui manquait de fourrages et que Schérer trouvait, en 1795, dans le meilleur état possible. Inspecteur général de l'armée et commandant de diverses provinces en Égypte, préfet du Calvados où il acquit l'estime et l'affection des habitants, il unissait, témoigne Pérignon, à la valeur, aux talents et à l'expérience une grande fermeté jointe à l'esprit de conciliation. Mais sagace, mordant, mécontent de son inaction, Dugua se permit en 1794 de critiquer les opérations du général en chef. Dugommier le traita froidement et parfois le tança. Dugua avait écrit directement au capitaine Bessières, adjoint du représentant Beauchamp, pour avoir des selles, et Bessières lui avait répondu; Dugommier déclara que Bessières ne devait aucun compte à Dugua : « Je ne vois pas la nécessité de correspondre avec un de mes subordonnés lorsqu'il s'agit d'un objet d'intérêt général; ces demandes doivent arriver à moi, et c'est à moi à les adresser à qui de droit. » Dugua avait apostillé une requête de l'artillerie volante aux représentants; Dugommier remarqua que cette lettre concernait le service et devait être envoyée au général en chef qui la remettrait aux commissaires de la Convention : « Voilà, ajoutait-il, la marche qu'il faut suivre et sans laquelle l'ordre est renversé et le service troublé; je ne suis point jaloux de mon autorité; mais je dois l'exercer pour les intérêts de la République, et chacun doit se renfermer dans les bornes de la sienne[1]. »

Le commandant de l'artillerie était le sexagénaire

1. Dugommier à Dugua et à Bessières, 3 et 6 juillet (A. G.).

Fabre de La Martillière, qui put parler à Dugommier de l'île de la Guadeloupe, où il avait passé quatre années, de 1764 à 1768. Il s'était prononcé de bonne heure pour la Révolution et il assurait qu'il professait depuis 1789 le plus pur patriotisme, qu'il n'appartenait pas à la caste ci-devant privilégiée. Colonel au mois d'octobre 1792 après avoir dirigé la fonderie des canons du citoyen Périer et les travaux du camp sous Paris, il fut promu général de brigade au mois d'août 1793. Il avait décidé du gain de la bataille de Perpignan. Flers affirmait qu'à force de soin et de fatigue, malgré la pénurie totale d'officiers de son armée, il avait su dans cette journée pourvoir à tout, et les représentants ajoutaient qu'on ne pouvait trop faire son éloge. A Peyrestortes, ce fut encore lui qui mena et plaça l'artillerie. « Je sers, écrivait-il, avec tout le zèle possible et avec une activité supérieure, j'ose le dire, à celle de mon âge. » Il était probe, modeste, estimé de chacun pour ses qualités et ses vertus. Pérignon, qui lui fit obtenir, en avril 1795, le grade de général de division, déclarait qu'il avait la chaleur d'un jeune homme, qu'il rendait des services inappréciables, que jamais militaire n'avait mieux mérité de la patrie, et lorsqu'il fut nommé sénateur, Berthier vanta ses talents et le dévouement qu'il avait montré au blocus de Gênes et aux armées du Rhin-et-Moselle, d'Allemagne, de Mayence et du Danube.

Le génie était représenté par le chef Fournier-Verrières, directeur à Perpignan, et par un homme qui joua plus tard un grand rôle, le chef de bataillon Andréossy. Il avait activement conduit les travaux du camp de l'Union en 1793, et Dugommier lui témoigna sa confiance. Lorsque le généralissime allait au mois de juillet à Narbonne, à Leucate et à Agde fixer les points de la côte qu'il faudrait défendre et armer, il emmenait Andréossy avec lui.

Outre Andréossy et La Martillière, outre La Barre et Dugua, Sauret, Pérignon et Augereau, il y avait encore

à cette armée nombre de généraux de brigade dignes d'être mentionnés.

C'était Lemoine, récemment chef du 1er bataillon de Mayenne-et-Loire, nommé général par Bouchotte pour sa conduite au siège de Lyon; mais, au mois d'octobre, il dut quitter les Pyrénées pour aller à Saumur respirer l'air natal et rétablir sa santé.

C'était Quesnel, adjudant-général chef de brigade après l'attaque de la batterie du Sang, promu naguère général sur la proposition de Pérignon, qui louait son patriotisme, son zèle, ses talents militaires et le regardait comme un de ses meilleurs officiers.

C'était Rougé qui, selon l'expression de Pérignon, méritait son avancement par sa valeur et l'estime de l'armée par ses vertus morales. Lieutenant-colonel du 7e bataillon de la Haute-Garonne, commandant des chasseurs de la division du centre, il fut nommé général à la fin de 1795 par les représentants Delbrel et Vidal, pour sa « bravoure rare » et ses « talents précieux ».

C'était Théodore Chabert, chef du 4e bataillon des grenadiers de Villefranche ; comme Lemoine, il s'était signalé au siège de Lyon, et le représentant Reverchon attestait qu'il avait sauté le premier dans une redoute et coupé le bras à un canonnier qui se préparait à mettre le feu à une pièce chargée à mitraille. Il se distingua de nouveau devant Saint-Elme, devant Collioure, et Pérignon assure qu'il joint l'activité à la valeur, qu'il s'est « comporté dans toutes les opérations avec le courage d'un républicain et l'intelligence d'un bon officier ».

C'étaient ceux qui devaient leur grade de général à Dugommier et qu'il avait appelés presque tous de l'armée d'Italie à celle de Toulon et de celle de Toulon à celle des Pyrénées-Orientales : Victor, Despinoy, Micas, Guillot, Pelletier, Joseph Martin.

Victor commandait la réserve, et Pérignon lui rendait alors cet hommage, qu'il avait de grands talents et réunissait toutes les qualités qu'on peut désirer dans un général.

Despinoy, capitaine au 91e, nommé adjudant-général chef de bataillon par les représentants Barras, Baille et Beauvais, s'était, témoigne Dugommier, « comporté supérieurement » à Utelle. La blessure qu'il reçut devant Toulon — il disait lui-même qu'il avait été « blessé mortellement ! » — lui valut le grade de général. Il remplit au siège de Collioure les fonctions de chef d'état-major, et ce fut lui qui proposa et régla les articles de la capitulation.

Micas, chef d'état-major de la division de l'est devant Toulon, commandait la colonne qui, au 17 décembre, avait, suivant ses propres termes, *seule* emporté les retranchements du Faron, et sur-le-champ Barras le promut général pour la bravoure et l'intelligence qu'il avait déployées dans cette journée. « J'ai été nommé, disait Micas, sur la montagne du Faron. » Il se signala de même à l'armée des Pyrénées-Orientales, et Pérignon certifiait qu'il était rempli de talent et de vertu, qu'on ne saurait trop faire son éloge.

Guillot a été loué par Bonaparte, qui le jugeait un excellent militaire, et par Pérignon, qui voyait en lui un bon et brave officier, très propre à commander une avant-garde.

Pelletier, naguere capitaine de grenadiers au régiment du Maine, avait été bombardé général sur la recommandation de Dugommier.

Joseph Martin, plus tard membre du Conseil des Cinq Cents[1] et préfet du département des Pyrénées-Orientales, regardé dès 1795 par Lamer comme très propre au commandement d'une division territoriale par son caractère et son exactitude, unissait les qualités de l'administrateur à celles

1. Il fit, le 14 décembre 1797, un rapport sur la maison militaire des Invalides.

du militaire. Il est « très intéressant sous tous les rapports, disait Pérignon, et susceptible de bien bonnes combinaisons pour des opérations en grand ».

Les généraux qui servirent plus spécialement sous Augereau, Davin, Guieu, Bon, Mirabel, ont une place à part.

Davin, sergent-major au 4e régiment d'artillerie, était entré dans les bataillons de volontaires et il commandait le 3e de la Drôme lorsqu'il fut appelé devant Lyon. Il se distingua durant le siège ; il dut, dit-il, « remplir à la fois les fonctions d'officier supérieur de l'artillerie et du génie et de commandant des colonnes d'infanterie. » Aussi fut-il, avec Lemoine et Chabert, promu au grade de général par le ministre Bouchotte. Il reçut à l'armée des Pyrénées-Orientales les éloges de Dugommier, qui le jugea « bon, intelligent et actif[1] ».

Guieu, ancien soldat au 7e régiment d'artillerie, élu en 1791 capitaine et en 1792 lieutenant-colonel du 1er bataillon des Hautes-Alpes, chef de brigade en 1793, général depuis le 25 décembre, passait pour un excellent officier. Schérer le trouvait très bon et très brave, et Pérignon assurait qu'il s'était toujours conduit avec beaucoup de valeur et d'intelligence, qu'il possédait toutes les connaissances militaires.

Bon, qui mourut devant Saint-Jean d'Acre, était un ancien soldat de Bourbon-Infanterie, élu en 1792 chef du 1er bataillon des grenadiers de la Drôme et placé par Dugommier à la tête du 4e bataillon de chasseurs. D'un bout à l'autre de la campagne de 1794, il ne cessa de se mettre en évidence. « Partout où il a été employé, dit Augereau, il a développé les plus grands talents militaires, la plus rare intelligence, et la conduite de ses chasseurs, qui ont dans toutes les occasions fait des prodiges de valeur, est au-dessus de tout éloge. » Il donne à Oms des preuves du plus beau sang-froid, et bien

1. Dugommier à Augereau, 28 juin (A. G.).

qu'il reçoive deux coups de feu, il ne quitte l'action que lorsqu'elle est finie. Au 19 mai, à l'affaire de la Fonderie qui lui vaut le grade d'adjudant-général chef de brigade, et le 13 août, à la journée de Saint-Laurent de la Mouga, il est un de ceux qui contribuent le plus puissamment au succès. Le 17 novembre, à la Montagne Noire, il guide l'avant-garde, et le 20 où il est blessé, les représentants Delbrel et Vidal le nomment général, parce qu'il « s'est signalé par les traits de bravoure les plus éclatants ».

Mais le plus remarquable des lieutenants d'Augereau et, avec Augereau et La Barre, le plus populaire de tous les généraux de cette armée, c'était Mirabel. Il avait servi pendant quatre années au régiment des dragons de Languedoc et il était peseur au bureau des douanes d'Agde lorsqu'il fut nommé par les représentants du peuple lieutenant instructeur de la cavalerie nationale du Gard et de l'Hérault, puis capitaine instructeur de toute la cavalerie nationale et de l'artillerie légère de l'armée des Pyrénées-Orientales. Il déploya sur les champs de bataille de 1793 une bravoure extraordinaire. Dans l'espace de cinq mois, il reçut quatre blessures : le 19 mai, un coup de feu à la jambe ; le 17 juillet, un coup de sabre à l'épaule ; le 29 août, un coup de sabre à la tête ; le 17 septembre, un coup de sabre à la main. Devant Perpignan, seul contre sept cavaliers espagnols, il en avait tué deux, démonté le troisième et mis en fuite les quatre autres. A Peyrestortes, c'était lui qui, au galop de son cheval, avait porté les ordres de Cassanyes et de Fabre à la division Goguet. Aussi devint-il avant la fin de l'année commandant des flanqueurs à cheval, et le 23 décembre, Bouchotte, reconnaissant qu'il ne cessait de se distinguer, lui envoya le brevet de général. Nul, même Augereau, ne l'égalait en ardeur belliqueuse et en flamme martiale. « Je ne te parle pas, écrivait-il le 13 mars 1794 à Bouchotte, de ce que produira le zèle des généraux

sans-culottes ; ils feront leur devoir ; ce mot embrasse tout. » Les représentants ne s'exprimaient sur son compte qu'avec admiration. « Nous l'avons connu, disaient Milhaud et Soubrany, sous les rapports les plus avantageux du républicanisme et du courage. » Aux jours de bataille, il se multipliait, on le rencontrait partout, et les Espagnols, qui ne voyaient que lui dans la mêlée, le prenaient pour le général en chef. Lorsqu'il mourut, Dugommier lui paya un juste tribut de regrets. Ses soldats l'enterrèrent dans le camp avec les plus grands honneurs au pied de l'arbre de la Liberté, et ils témoignèrent leur douleur d'une façon naïve et touchante dans un procès-verbal qui recueillit un nombre considérable de signatures : « Ami sincère du soldat, aussi prompt à l'obliger que zélé défenseur de ses droits, il sut toujours lui rendre justice et lui servir de père ; aussi a-t-il emporté au tombeau les larmes de ses frères d'armes, et ils ont cru, par ce faible narré, donner à ce brave homme des marques de leur estime et de leur attachement. » Les habitants du pays où il faisait la guerre, s'étaient pris pour lui d'une vive sympathie ; ils le nommaient, à cause de sa moustache, le général Moustachou, et la mémoire de Mirabel vécut longtemps dans la vallée de la Mouga. Il avait relevé de ses ruines la chaumière d'un jeune et pauvre ménage de La Guardia ; le soir du combat où il périt, dans la gorge de Terradas, la femme qu'il avait secourue alla prier et pleurer sur son cadavre, et plus d'un demi-siècle plus tard, lorsque, vieille et infirme, elle montrait à un Français l'endroit où Mirabel était mort, elle s'agenouillait et de nouveau elle priait en pleurant pour son bienfaiteur[1].

Comme Mirabel, plusieurs généraux de cette armée devaient mourir pour la patrie — non pas à l'armée des

1. Dugommier à Augereau, 15 août (A. G.) ; — Fervel, II, 155-156.

Pyrénées-Orientales, mais à l'armée d'Italie — c'étaient Banel, Beyrand, Causse, Charlet, Point, Robert[1].

Banel, ancien sergent au régiment de Vintimille, chef d'un bataillon de l'Aude, s'était fait remarquer dans la campagne de 1793, au combat d'Orle, à la bataille de Peyrestortes, à la reprise de Villelongue. Il périt, en 1796, à l'attaque du château de Cossaria. C'est, disait Lamer, un homme plein d'ardeur qui, à la tête des avant-gardes, rend et rendra d'inappréciables services; et Pérignon le tenait pour un des officiers les plus valeureux de la République, pour un de ceux « avec lesquels on ne peut que vaincre », parce qu'il s'était « distingué particulièrement dans une infinité d'actions ».

Beyrand, ancien soldat de Bassigny et de Touraine, capitaine au 2e bataillon de la Vienne, alors adjudant-général, devait, après avoir décidé du combat de Lodi, succomber à Castiglione, en menant ses soldats à l'attaque des hauteurs; les représentants Delbrel et Vidal le nommèrent général à la fin de novembre 1794, à cause de sa bravoure éprouvée et, ajoutaient-ils, de sa grande application et des vues très saines qu'il avait toujours montrées.

Causse, ancien sergent-major au régiment de Boulonnais, promu lieutenant et adjudant-major par la Révolution, alors lieutenant-colonel du 1er bataillon du Mont-Blanc, reçut en 1796, à Dego, une blessure mortelle. Pérignon a dit de lui qu'il était excellent officier et servait avec un zèle et une exactitude dignes d'éloges.

Charlet s'était signalé, dès 1782, comme sergent au régiment de Penthièvre en sauvant ses compagnons naufragés sur la côte de Cadix, et il mourut d'un coup de feu à la tête en pénétrant à Loano dans les retranchements ennemis.

1. Voir sur ces généraux (tous généraux de brigade à l'exception de Charlet, général de division depuis le 23 décembre 1793), le livre de J. Charavay, *les Généraux morts pour la patrie*, passim.

L'agent Revest le notait bon militaire et Dugommier rendit hommage à ses talents. Charlet, écrit Pérignon, « a donné plusieurs fois des preuves de son expérience à la guerre, et il remplira toujours ses devoirs avec honneur et à l'avantage de la République. »

Point, adjudant de Royal-Champagne cavalerie, chef du 2e bataillon du Mont-Blanc, général de brigade depuis le mois d'octobre 1793, fut tué en 1798, dans les Abruzzes, au pont de Popoli.

Robert, garde-française et vainqueur de la Bastille, alors adjudant-général, fut, à la fin de 1794, général de brigade, et il devait tomber au pont d'Arcole, en poursuivant les Autrichiens. Augereau disait de lui qu'il avait déployé constamment du patriotisme et du courage, et Pérignon, qu'il était capable de bien mener une brigade.

D'autres officiers de cette armée, destinés à la gloire, ne furent généraux que plus tard : Bessières, Dessaix, Destaing, Duphot, Lannes, Papin.

Bessières, capitaine des grenadiers de la garde nationale de Prayssac, sa ville natale, avait servi dans la garde constitutionnelle de Louis XVI. Mais nul n'était, en 1793 et en 1794, plus jacobin que lui. Il assurait qu'il avait, durant son séjour à Paris, assidument fréquenté le club : « Je n'étais, écrit-il alors, jamais plus content que lorsque je siégeais dans son sein. » Au sortir de la garde constitutionnelle, il s'enrôla dans le bataillon de la section de la Fontaine de Grenelle, et au 10 août, il marcha contre les Tuileries. Adjudant sous-officier dans la cavalerie de la légion des Pyrénées, il se signala par ses motions à la Société populaire d'Auch et s'attira, dit-il, la haine de Ramel, son chef d'escadron : « Ramel était le plus scélérat et le plus traître de tous les conspirateurs ; il m'opposait son autorité, j'opposais mon patriotisme et une conduite irréprochable ; il a péri sur l'échafaud, peine due à ses forfaits ; j'ai le bonheur

de servir encore la patrie. » Envoyé à Toulouse pour hâter la confection des uniformes de la légion, il alla, sur l'ordre du représentant Chaudron-Roussau, arrêter le girondin Dardignac, et il se vantait d'avoir opéré cette arrestation « malgré l'insolence et la supériorité d'un parti effréné et aristocratique ». Employé à l'armée des Pyrénées-Orientales, élu par ses camarades sous-lieutenant, puis lieutenant, puis capitaine de la cavalerie légère de la légion, devenue le 22e chasseurs, il fut adjoint de l'adjudant-général Quesnel et, durant trois mois, du représentant Beauchamp, qui loua son zèle et sa connaissance des détails[1].

Dessaix, qu'on a surnommé le Bayard de la Savoie, Dessaix, blessé naguère devant Toulon, au 21 septembre, lorsque Delaborde essaya de prendre l'Éguillette, était alors chef de la légion allobroge, et il a glorifié dans ses lettres non seulement l'enthousiasme de ses hommes pour la République et la haine de la tyrannie qui se gravait de plus en plus dans leurs cœurs, mais le dévouement de toute l'armée et le courage qu'elle montra pendant les campagnes de 1794 et de 1795, privée de solde, réduite à la demi-ration et supportant les privations sans se plaindre[2].

Destaing, neveu de Delzons, était procureur à Aurillac, sa ville natale, lorsqu'il entra comme lieutenant dans le 1er du Cantal. Élu bientôt chef de bataillon, nommé par Soubrany et son compatriote Milhaud adjudant-général chef de brigade, il passait pour un excellent républicain : Carrier disait qu'il était camarade de Destaing en Révolution, qu'il avait avec Destaing et Milhaud consolidé dans le Cantal le règne de la liberté. Lamer n'aimait pas Destaing et ne lui reconnaissait ni talents ni moralité. Mais Dugommier le jugeait aussi instruit que brave, et Pérignon déclarait qu'il était valeureux et rem-

1. Cf. un mémoire de Bessières à Milhaud et Soubrany (A. G.).
2. Folliet, *les Volontaires de la Savoie*, 37, 52, 55.

plissait bien ses fonctions. Destaing se distingua surtout au siège du fort Saint-Elme; blessé d'un éclat de bombe au poignet droit, il refusa de quitter le bivouac. Il devait être promu en Égypte général de brigade pour le courage dont il fit preuve à la bataille des Pyramides et général de division pour les grands services qu'il rendit à l'armée d'Orient. Mais il périt tragiquement, le 5 mai 1802, dans un duel où Reynier était son adversaire.

Duphot, ancien sergent au régiment de Vermandois et adjudant-major au 1er bataillon du Cantal, alors adjudant-général, sauta le premier, à la bataille du 20 novembre 1794, dans la redoute de Notre-Dame del Roure.

Lannes, capitaine de grenadiers au 2e bataillon du Gers, avait été blessé, le 7 décembre 1793, dans la surprise de Villelongue, et bien que sa plaie ne fût pas fermée, il avait quitté l'hôpital pour prendre part, le 19 décembre, à la reconquête du plateau; c'était lui qui commandait l'avant-garde de la première colonne; il avait avec Laterrade et Garin rallié ses compatriotes du Gers, et il déploya tant de bravoure que les représentants Gaston et Cassanyes le nommèrent sept jours plus tard chef de brigade. « Il a bien voulu, disait d'Aoust, se trouver à l'action malgré une blessure ouverte. » Lannes devait se distinguer dans les campagnes suivantes, et le chef d'état-major Lamer lui rendait ce témoignage en juin 1795 : « Il a donné depuis le commencement de la guerre les preuves de la plus grande valeur et l'exemple des actions les plus intrépides et les plus sagement combinées; tout ce qu'on peut dire de lui est infiniment au-dessous de ce qu'il mérite. »

Papin est moins connu. Pourtant, dans les campagnes des Pyrénées, il joua son bout de rôle. Lieutenant-colonel du 8e bataillon de la Gironde, il reçut des habitants de Bordeaux, sa patrie, pour sa conduite en Cerdagne, un sabre d'honneur avec cette inscription : *au brave Papin*, et ce fut lui qui, dans

l'expédition dirigée par Doppet, fit enfoncer les portes de Ripoll. Passé à la division de droite sous Augereau, il commanda les chasseurs à l'avant-garde, devint adjudant-général et refusa, comme Grézieu, le grade de général de brigade. Il quitta le service après la paix ; mais, royaliste de cœur, il conspire, et le 14 décembre 1805 il est condamné à mort par la commission militaire de Nantes pour avoir fait partie d'une agence anglaise qui travaillait dans l'Ouest à renverser le gouvernement. Papin s'était réfugié en Amérique. Louis XVIII le nomma maréchal de camp[1].

Avec de pareils chefs, l'armée des Pyrénées-Orientales, une fois reconstituée, pouvait espérer la victoire. Avant l'arrivée de Dugommier, elle était, selon le mot d'Augereau, dans un état inconcevable de découragement et d'abaissement. Dugommier avait ranimé sa confiance et lui avait redonné du cœur. Sous l'influence du nouveau généralissime, qu'elle connaissait énergique et attentif, sous l'impression des terribles exemples que les représentants avaient statués, elle s'était transformée. Elle sentait la nécessité d'une discipline ferme, de cette discipline que les volontaires du camp de l'Union qualifiaient, en 1793, de chaîne et d'une chaîne bonne au plus pour les esclaves du tyran de Castille. Doppet avait dit que dans cette armée, au moment de l'attaque, tout le monde voulait commander, que chacun proposait ce qu'il fallait faire et que rien ne se faisait ; on savait désormais qu'un seul homme commandait, qu'un seul homme décidait de ce qu'il fallait faire. Un agent du Conseil exécutif vantait la tenue de la division Augereau : supérieurs et subalternes contents les uns des autres, les soldats aimant leur fusil et s'exerçant avec zèle, toutes les tentes alignées et garnies de paille, pas une ordure dans les rues, chaque bataillon ayant son poteau auquel est attaché le bulletin de la Convention,

1. Papin, nommé maréchal de camp le 1er février 1817, est mort à Agen le 5 août 1825.

une grande partie de la maison où loge Augereau convertie en un hôpital de convalescents qu'un sergent dirige sans qu'il en coûte un sol à la République. « Par une discipline sévère, rapporte Augereau, et par les soins les plus constants que je me donnais pour l'instruction du soldat, je parvins à rendre dans la suite ma division respectable à l'ennemi et un objet d'émulation pour tous nos frères d'armes. » Il en était à peu près de même dans les deux divisions Pérignon et Sauret. Les témoignages sont unanimes sur l'entrain des troupes, sur leur obéissance, sur leur patriotisme. Mirabel informait Bouchotte que l'armée n'offrait plus un aspect affligeant, que l'ordre et la subordination qui régnaient faisaient présager les plus brillants avantages : « L'avant-garde est le modèle de toutes les vertus militaires ; avec des soldats libres, courageux et disciplinés, on vient à bout de tout. » Dessaix écrivait à la même date que l'armée avait bonne figure ; « elle est dans les meilleures dispositions ; nous avons des généraux sans-culottes, dignes des soldats qu'ils ont l'honneur de commander, et avec eux on est sûr de la victoire ». Dans une lettre du 10 avril, Milhaud et Soubrany annonçaient à la Convention que l'armée était régénérée et pourvue de tout, que son excellente organisation et son ardeur promettaient le triomphe, que jamais troupes n'avaient été mieux tenues ni plus républicaines, qu'officiers et soldats montraient la même valeur, le même amour de la patrie, la même « fraternité philanthropique ». Lamer marquait que l'armée désirait se battre, qu'on ne parlait de la liberté qu'avec enthousiasme dans tout le camp, que « les sages arrêtés des représentants et l'active vigilance du général en chef avaient heureusement introduit et maintenaient la discipline ». Dugommier voyait l'impatience généreuse de ses bataillons, et il n'hésitait pas à leur dire : « Patience et constance, camarades, il nous manque encore quelque chose pour un plein succès ! » Plusieurs années plus tard, l'interprète Pontet évoquait ainsi

les souvenirs de la campagne commençante : « Dugommier visitait souvent son armée et lui inspirait cette énergie patriotique, ce brûlant courage qui animaient son âme. L'armée en était imbue. Elle avait le sentiment de ses propres forces. Nos camps offraient un spectacle terrible et bien consolant en même temps ; toutes les vertus semblaient s'y être réfugiées, la tendre amitié, une confiance entière, le désintéressement le plus absolu, un dévouement sans bornes à la cause de la liberté[1] ! »

1. Mémoire d'Augereau, 18 septembre ; — Hardy à Bouchotte, 17 février ; — Mirabel à Bouchotte, 13 mars ; — Lamer à Ricord, 19 avril ; — ordre du jour du 12 avril ; — Mémoire de Pontet (A. G.) : — Revilliod, *Portraits et Croquis* (1882), I, 158 ; — lettre des représentants, 10 avril, *Mon.* du 19 ; — Doppet, *Mém.*, 253 ; — un des meilleurs bataillons était le 3e bataillon de l'Ardèche, « fort de 1.100 hommes, bien armé, bien équipé et composé d'une très belle jeunesse » (Lettre de Lamer, du 6 mars).

CHAPITRE IX

DAGOBERT

La Cerdagne. — Dagobert. — Sa carrière antérieure. — Commande la frontière depuis Olette jusqu'aux sources de la Garonne (7 août 1793). — Combat du col de la Perche (28 août). — Entrée à Puycerda et à Bellver (29 août). — Combat d'Olette (4 septembre). — Commande en chef l'armée des Pyrénées-Orientales, — Défaite de Trouillas (22 septembre). — Retour de Dagobert en Cerdagne (30 septembre). — Prise de Camprodon (5 octobre). — Prise de Montella (17 octobre). — Excès et soulèvements. — Dagobert rappelé par Turreau à Perpignan. — Diversion sur Céret. — Conseil de guerre du 12 novembre. — Dagobert suspendu (17 novembre). — Son voyage à Paris. — Sa réintégration (31 janvier 1794). — Son plan d'invasion adopté par le Comité de salut public (12 mars). — Objections de Dugommier. — Dagobert à Puycerda (28 mars). — Reprise de Montella (8 avril). — Dagobert devant Urgel (10 avril). — Sa maladie et sa retraite. — Sa mort (18 avril). — Son grand dessein abandonné.

Ce fut en Cerdagne que se rouvrirent les hostilités.

La Cerdagne commence à la descente du col de la Perche et finit au défilé d'Urgel. C'est une plaine qui n'a que cinq lieues de longueur et une lieue dans sa plus grande largeur. Mais elle est fertile; elle nourrit de nombreux troupeaux et abrite entre ses montagnes plus de cent bourgs et hameaux. Les deux parties qu'elle comprend, la Haute Cerdagne ou Cerdagne française, et la Basse Cerdagne ou Cerdagne espagnole[1], ne sont pas séparées l'une de l'autre par une limite naturelle; des blocs de granit marquent la frontière; il y a même sur notre territoire une enclave étrangère, la com-

1. La Cerdagne française comprend le canton de Saillagouse et les communes de Montlouis, Bolquère, La Cabanasse et Saint-Pierre dels Forcats; la Cerdagne espagnole s'étend de Bourg-Madame au défilé d'Isobol.

mune de Llivia, reliée à l'Espagne par un chemin neutre et resserrée entre trois villages français. La Sègre, dont la source est en France, parcourt le pays du nord-est au sud-ouest, et c'est la portion supérieure de son bassin qui forme la Cerdagne. Elle passe d'abord par Saillagouse, Eyne et Estavar, par l'enclave de Llivia et par Bourg-Madame où elle reçoit le Raour et entre sur le sol espagnol; là elle contourne Puycerda et, grossie à gauche par la Vanera, à droite par l'Aravo ou rivière de Carol, baigne les murs de Bellver; puis elle traverse le Martinet, où elle recueille la Llosa, et coule vers le sud au-dessous de la Seu d'Urgel.

La Cerdagne française a pour capitale Montlouis. Bâtie par Vauban, à 1.400 mètres au-dessus de la mer, sur un rocher escarpé, au pied du col de la Perche, cette place, la plus élevée et la plus froide de France, commande à la fois quatre rivières, la Tet, l'Ariège, l'Aude et la Sègre. Mais, pour maîtriser la Cerdagne ainsi que pour couvrir la trouée de l'Ariège et le comté de Foix, il faut posséder, outre Montlouis, les forteresses espagnoles de Puycerda et de Bellver.

Aussi, dès le commencement de la guerre, en 1793, les généraux Servan et la Houlière voulurent s'emparer de Puycerda. Les Espagnols les devancèrent et ce furent eux qui vinrent, sous les ordres de La Peña et de Crespo, après la prise de Villefranche-de-Conflent, par la rampe qui remonte la gorge de la Tet, par Olette et le facile plateau des Llançades, observer et ensuite resserrer Montlouis.

Le péril de Montlouis, qu'on appelait alors Mont-Libre et qu'on regardait avec raison comme la clef des montagnes, émut les représentants. Ils décidèrent d'envoyer une division de 3.000 hommes dans la Cerdagne menacée. Le général Dagobert, qui depuis longtemps proposait d'opérer une diversion sur le sol espagnol, offrit de commander ce secours. Il fut accepté.

Dagobert[1] dont le nom est lié pour jamais à celui de la Cerdagne, n'était pas aussi âgé qu'on le croit d'ordinaire, et on a tort de dire le *vieux* Dagobert, puisqu'il avait cinquante-sept ans en 1793. C'est une des figures les plus originales, sinon les plus sympathiques, de l'armée de la Révolution. Alerte encore malgré ses cheveux blancs, et actif, bien qu'à l'entendre il fût toujours malade ou fatigué, impatient, brusque, rude, ironique, bravant les commissaires de la Convention et osant leur répondre par d'amères railleries et des sarcasmes, enclin à la jalousie et cédant à des dépits d'amour-propre, marquant son dédain et une morgue d'ancien régime aux jeunes officiers qui prétendaient l'éclipser, refusant d'exécuter avec une coupable obstination les plans qui n'étaient pas siens ou les exécutant de mauvaise grâce, à la lettre et non sans le secret désir de les voir échouer, cachant une profonde ambition sous un air d'insouciance, aspirant aux plus hauts grades et les sollicitant, prenant, lorsqu'il était à la tête des troupes de Cerdagne, le titre de général en chef de l'armée centrale des Pyrénées, souhaitant de commander l'armée entière et acceptant avec joie la succession de Barbantane, intrépide, marchant un bâton à la main en avant de ses bataillons, héroïque au milieu de la mêlée et trouvant dans le combat parmi les balles et comme si l'odeur de la poudre le surexcitait, une manœuvre hardie, sagace néanmoins hors du champ de bataille, capable de manier des masses et aussi propre à de vastes opérations qu'à des camisades, fougueux quelquefois, poussant l'audace jusqu'à la témérité, aimant son indépendance, passionné pour la guerre de montagnes, pour sa guerre de Cerdagne qu'il menait avec entrain et librement sans trop relever des conventionnels, sans tenir nul compte des difficultés du terrain, redouté des Espagnols qui l'appelaient le *demonio*,

1. Dagobert de Fontenille (Luc-Siméon-Auguste), est né le 1er mars 1736, à La Chapelle-en-Juger, dans la Manche.

adoré des soldats qui le regardaient comme un des leurs et le nommaient le *général-soldat*, leur passant tout, les traitant de son aveu en enfants gâtés et les laissant piller et brûler les villages, leur plaisant par ses saillies, par ses gauloiseries, et au pont de Céret déboutonnant sa culotte pour faire ses besoins et montrant le dos aux canons de l'ennemi, tel était Auguste Dagobert de Fontenille.

Il avait assisté à la guerre de Sept Ans et à celle de Corse. Lieutenant au régiment de Tournaisis, il fit les campagnes de 1759 et de 1760 aux volontaires de l'armée commandés par le comte du Vair, qui le nomma major de sa troupe, et il reçut quatre blessures : une balle à la joue à la prise de Minden, une balle à la main gauche à l'affaire d'Oberweimar, une forte contusion à l'épaule à l'assaut de la porte principale de Wetzlar, deux coups de feu dont une balle qui lui resta dans le pied droit à une escarmouche aux environs de Wesel. Capitaine commandant au Royal-Italien[1], major du bataillon des chasseurs royaux du Dauphiné, il refusa d'émigrer. Non qu'il eût pour le nouveau régime un vif attachement. Tous ceux qui l'ont vu de très près s'accordent à dire qu'il était royaliste au fond du cœur ; l'agent Revest écrit qu'il ne passe pas pour républicain, et Cassanyes reconnaît qu'il n'aimait pas la Révolution ; mais il était, ajoute Cassanyes, brave, excellent pour un coup de main, et, faute de mieux, il fallait se servir de lui. Aussi fut-il nommé colonel du 51e régiment au mois de mai 1792 et maréchal de camp provisoire au mois d'octobre suivant[2].

Il se signala dans les opérations qui marquèrent l'occupation du comté de Nice et il reçut le commandement de l'Escarène. « J'ai pris, disait-il, Lucéram et Coaraze, j'ai repoussé l'ennemi toutes les fois qu'il s'est présenté. » Le

1. On peut noter que le colonel de ce régiment, Lascaris, lui reprochait de manquer de « liant dans le caractère ».
2. Cf. Vidal, III, 55.

14 février 1793, à deux heures du matin, il partait de l'Escarène avec 1.200 hommes, franchissait le col de Braus, attaquait Sospel, et, après un combat de six heures, pénétrait dans la ville où il capturait 300 Autrichiens avec cinq officiers et le major Strasoldo : « L'événement, rapportait-il, est d'autant plus glorieux qu'il a été obtenu sur des troupes aguerries, sur les régiments de Belgiojoso et de Caprara qui ont combattu les Turcs. »

Une semaine plus tard, lorsque les bureaux du ministère lui annoncèrent que sa promotion au grade de maréchal de camp ne pouvait être confirmée, il éclata. « Quoi, écrivait-il à Beurnonville, parce qu'il aura plu aux Servan et aux Pache de combler la mesure et d'appeler à ce grade des personnages qui n'étaient pas nés lorsque j'arrosais de mon sang les plaines de l'Allemagne, j'en serai privé, moi qui depuis trois mois en fais les fonctions, j'ose dire avec distinction ! » Et il rappelait Sospel, ses blessures, ses dix campagnes, ses quarante-neuf années de service ; il menaçait de demander à la Convention l'annulation des nominations prononcées par les derniers ministres pour que chacun fût mis à sa place selon son ancienneté et ses actions de guerre.

Sa promotion fut confirmée. Depuis Sospel, il n'avait cessé de se faire remarquer, s'emparant de Lantosque et de Belvédère, tenant la route de Tende, sur les hauteurs de Braus, avec dix bataillons choisis, prenant part à l'heureuse attaque du col de Pérus.

Envoyé à l'armée des Pyrénées-Orientales, il commanda l'avant-garde. Le 19 mai, au Mas-Deu, il eut un cheval tué sous lui, et lorsque le centre céda, il fit un habile changement de front, repliant la droite, prolongeant la gauche, opérant de la sorte une manœuvre qui sauvait le camp et favorisait la retraite de l'artillerie, lassant par son opiniâtreté les Espagnols qui n'osèrent poursuivre les fuyards, et les représentants, jugeant qu'il s'était conduit en héros, lui

donnèrent le grade provisoire de général divisionnaire. A la bataille dite de Perpignan, le 17 juillet, au soir, il assaillit le village de Canohès, et *l'Écho des Pyrénées* vantait sa bravoure audacieuse ; mais il faillit compromettre le succès de la journée ; il s'était avancé trop loin dans la plaine, et sa troupe se débanda pour n'être pas enveloppée par la cavalerie[1].

Le 7 août, les représentants le chargeaient de secourir Montlouis et lui conféraient le commandement de la frontière depuis Olette jusqu'aux sources de la Garonne avec le pouvoir de requérir les gardes nationaux des départements de la Haute-Garonne et de l'Ariège et des districts de Quillan et de Prades.

Il se montra digne de leur confiance. Le 28 août, au matin, il chassait les Espagnols du col de la Perche. La colonne de droite demeura immobile. La colonne du centre, composée de braconniers montagnards, s'enfuit dès le commencement du combat. Une colonne de miquelets, qui devait tourner l'adversaire, resta ventre à terre dans les bois. Mais la colonne de gauche, que Dagobert et son lieutenant Poinsot animaient de leur énergie, fit une charge vigoureuse à la baïonnette en criant : *Ça ira, nous vous tenons!* Elle prit le camp des Espagnols, leur artillerie, leur bagage ; elle eût même pris, si Dagobert avait eu cinquante hommes de cavalerie, tout ce qu'il y avait d'ennemis.

Le lendemain, 29 août, sans tirer un coup de canon, Dagobert entrait à Puycerda, à Bellver, et poussait, en longeant la gorge de la Sègre, jusqu'à trois lieues d'Urgel : en vingt-quatre heures, il avait, comme il disait, remis sous le drapeau tricolore la Cerdagne française et conquis la Cerdagne espagnole.

Il ne voulait pas s'en tenir là, et le 3 septembre il allait

1. Rec. Aulard, IV, 261 ; — Vidal, II, 156, 257 ; — Fervel, I, 88.

reconnaître les passages qui débouchent par Ribas, Camprodon et Ripoll. Mais il sut que les Espagnols d'Olette profitaient de son absence pour presser Montlouis. Sans retard, il rebroussa chemin, et le 4 septembre, au point du jour, dans le brouillard, semblable, écrit le représentant Cassanyes, à l'épervier, il fondait sur le camp d'Olette. Après deux heures d'un feu de mousqueterie très vif, les Espagnols se sauvèrent en laissant leurs munitions, leurs pièces d'artillerie et trois cents prisonniers dont trente officiers. « Leur perte, rapporte un contemporain, fut considérable, et cet échec devint dans la suite d'une conséquence majeure[1]. »

Ces succès valurent à Dagobert le commandement en chef de l'armée. Mais il fut moins heureux dans le Roussillon que dans la Cerdagne, et par sa faute autant que par celle de ses lieutenants et des représentants.

Lorsqu'il arriva le 19 septembre à Perpignan, deux jours après la victoire de Peyrestortes, parmi les acclamations de joie et d'enthousiasme, il ne cacha pas le dépit que lui inspirait un avantage remporté sans lui et la répugnance qu'il avait pour cette ovation populaire. Les représentants, qui souhaitaient de profiter du moment, avaient tout disposé pour une nouvelle attaque : durant la nuit, d'Aoust tournerait le camp de Ponteilla par la droite et Goguet par la gauche, les ordres étaient donnés, les troupes s'ébranlaient. Dagobert déclara sur-le-champ que l'affaire n'aurait pas lieu. Il désirait attendre la division qu'il amenait de Montlouis et qui se trouvait encore à vingt kilomètres de là, attendre les secours et les réquisitions qui ne tarderaient pas à venir ; il ajoutait que Ricardos avait rappelé et concentré ses forces, que la ligne espagnole pouvait être regardée comme une suite de sept camps qu'il faudrait enlever au prix de sept combats. « Je ne compromettrai pas,

1. *Mon.*, 6, 10, 15 sept. 1793 ; — Poinsot aux représentants, 29 août (A. G.) ; — Marcillac, 158 ; — Vidal, II, 325-339.

disait-il, le salut de la chose publique et je ne livrerai pas l'élite de l'armée au sabre de la cavalerie espagnole. » Fabre se fâcha contre les « tacticiens » et les « envieux », s'écria que le général faisait manquer un succès complet, et que « frapper tout de suite », ce serait exterminer les ennemis. Cassanyes, avec plus de douceur, fit des observations. Dagobert s'obstina, s'entêta; il répliqua qu'il savait son métier et qu'il était responsable des événements ; en réalité, il ne voulait exécuter d'autres plans que les siens propres.

Le jour suivant, 20 septembre, les représentants Fabre et Cassanyes écrivirent à Dagobert que tout démontrait la retraite des Espagnols, qu'il fallait la leur couper, que l'instant d'une action générale était peut-être passé, mais qu'il serait utile de se porter sur les hauteurs du Réart et de là à Banyuls-dels-Aspres. Le général vint leur dire qu'il ne pouvait encore faire ce mouvement.

Le 21, pendant qu'ils dînaient, Dagobert entra pour leur annoncer qu'il allait manœuvrer sur le front des Espagnols et assaillir vigoureusement leurs derrières, enlever Saint-Ferréol, faire sauter le pont de Céret. Les représentants lui objectèrent que les chemins étaient impraticables, que les chèvres seules pouvaient y passer, que l'armée y mourrait de faim. « C'est absurde », s'exclamait Fabre, et Cassanyes s'indignait que Dagobert eût l'idée de détruire le pont de Céret, ce chef-d'œuvre de l'art. Dagobert s'éloigna sans dire mot. Au sortir de leur repas et après avoir délibéré, convaincus que l'entreprise proposée par Dagobert était fort dangereuse, les conventionnels lui dépêchèrent le citoyen Morris, agent du Conseil exécutif, pour l'inviter à se rendre dans leur chambre. Il répondit qu'il était très fatigué. Mais, à minuit, il leur envoyait un nouveau plan.

Il consentait à une agression contre le camp de Ponteilla et de Trouillas. La droite, commandée par Goguet, viendrait de Peyrestortes et, masquant le poste de Thuir, tom-

berait sur Trouillas par Llupia et Terrats. Le centre, que Dagobert dirigerait en personne, attaquerait le front de la ligne espagnole, en avant de Ponteilla, sitôt que Goguet aurait opéré son mouvement tournant. La gauche, conduite par d'Aoust et composée, en majeure partie, des troupes de réquisition qui ne seraient là que pour faire nombre, gagnerait les hauteurs du Réart.

Les représentants adoptèrent ce plan. Mais, le 22 septembre, lorsqu'il livra bataille, Dagobert ne fut pas soutenu par ses deux ailes. A gauche, d'Aoust, qui n'avançait que très lentement, laissa l'adversaire le devancer sur les hauteurs du Réart et, à cette vue, recula dans le plus grand désordre. A droite, Goguet engagea contre Thuir une longue canonnade et, lorsque les Espagnols marchèrent sur ce point, il se retira à une lieue en arrière sur les éminences de Sainte-Colombe, où toute sa cavalerie était blottie dans un bois d'oliviers. Dagobert restait seul au centre. Avec le courage du désespoir, il fondit sur le centre des ennemis : il enleva leurs premiers retranchements ; mais il ne put emporter la grande batterie du camp dont le feu était épouvantable, et il faillit être cerné par Ricardos, qui ramenait sur lui ses deux ailes et sa réserve. Pour échapper au désastre, il eut l'audace d'aller, par une marche de flanc, se joindre à Goguet. Le régiment de Vermandois fut enveloppé ; sommé de se rendre, il demanda vingt minutes de trêve afin de consulter Dagobert. Le général, furieux, le couvrit de mitraille !

Après sa retraite, qu'il fit sur Perpignan en se jetant dans les Aspres, Dagobert incrimina d'Aoust et Goguet, surtout Goguet. Ils prétendirent qu'il n'avait donné aucun ordre et ils le défièrent de prouver le contraire, l'accusèrent d'avoir commis les sottises qu'il leur imputait. Il avait pourtant formulé, contre son habitude, un ordre écrit ; mais peut-être cet ordre ne fut-il pas envoyé à temps. Quoi qu'il en soit,

d'Aoust n'avait agi qu'avec une lenteur inouïe et Goguet s'excusait étrangement en alléguant qu'il ne connaissait pas la région et que ses guides l'avaient abandonné. Sans nul doute, d'Aoust et Goguet avaient secondé très mollement Dagobert, qui méprisait leur plan et les qualifiait, l'un de jeune aide de camp et l'autre, de médecin-général. Ils avaient, comme s'exprime Cassanyes, sacrifié la chose publique à leur vengeance et placé leur caprice au-dessus de l'intérêt de la patrie.

Il était très fâcheux, selon le mot d'un témoin, de se faire battre le 22 septembre, après s'être opposé, le 19, à la bataille. Mais Dagobert ne se rebuta pas. Dès le lendemain, il ordonnait à Goguet de simuler une attaque à Céret sur les derrières de l'ennemi. Goguet n'exécuta cet ordre que le surlendemain en prétextant l'extrême fatigue de ses troupes, et il l'exécuta si mal qu'il perdit deux canons. Toutefois cette démonstration insignifiante produisit son effet, et le victorieux Ricardos se replia sur le Boulou. Dagobert enjoignit à Goguet d'assaillir son arrière-garde à Thuir ; Goguet s'attarda, et cette arrière-garde, qui pouvait être écrasée, échappa.

Dagobert conçut alors un grand et audacieux dessein : occuper Banyuls-dels-Aspres et, de là, intercepter la route du Boulou, en jetant 3.000 hommes dans les Albères. « Ce n'est pas toujours en livrant des combats, disait-il, c'est souvent en prenant des positions qu'on obtient les plus brillants succès. » Le 29 septembre, il commençait l'opération. Les représentants l'arrêtèrent. Il les pria sur-le-champ de l'autoriser à regagner la Cerdagne, et les conventionnels, heureux de se débarrasser de lui, le renvoyèrent à Montlouis. Le 30, il s'éloignait, traitant d'Aoust de jouvenceau qui ne savait pas son métier, répétant que Goguet s'était à l'affaire de Trouillas caché dans un bois d'oliviers, assurant que Fabre projetait de donner le commandement à ce

Goguet, son compatriote et ami, maudissant les commissaires qui lui liaient les mains et lui défendaient de porter dans les montagnes une division qui aurait « plongé la route d'Espagne et obligé les ennemis à une retraite précipitée » ! Il se plaignit au Comité que Fabre, Gaston, Cassanyes l'eussent empêché de frapper un coup décisif : « Est-il dans l'ordre des choses qu'un homme qui n'est pas militaire, qui n'entend rien au militaire, vienne paralyser les opérations les mieux combinées? » Mais, de leur côté, les représentants ne le ménageaient pas ; ils l'accusaient d'avoir autant d'incapacité que de bravoure, et il lut dans le *Moniteur* du 13 octobre une lettre où Bonnet et Gaston déclaraient que les détails d'une armée dépassaient ses forces et que, s'il était utile à la tête de 5.000 hommes, il ne pouvait « conduire un plan vaste et organiser une grande machine[1] ».

Le « démon des Espagnols » avait hâte de se signaler. Il voulut faire une pointe dans la haute Catalogne, sur les bords du Ter, et enlever la riche manufacture d'armes de Ripoll.

Afin de mieux réussir, il divisa sa petite armée en deux colonnes : l'une qu'il commandait lui-même et qui marcherait sur Ripoll par Camprodon ; l'autre que le général de brigade Poinsot conduirait vers Ripoll par Ribas. Pour aller à Camprodon, au confluent du Ter et du Riutort, et remonter de là le Ter jusqu'à Ripoll, Dagobert partirait de Prats-de-Balaguer et par le col de Naufonds, très rude et bordé de précipices, descendrait aux Sept-Cases et au village de Mollo, qu'il nommait la clef de la Haute-Cerdagne. Pour aller à Ribas, au confluent du Ripart et du Fraser, Poinsot, partant de Puycerda, prendrait le col de Tosas qui forme la limite de partage des eaux entre le bassin du Ter et celui

1. Cf. sur tous ces événements, outre Fervel et Vidal, les lettres des représentants au Comité, 20 septembre, et à Bouchotte, 22 octobre : — de Mathias à Bouchotte, 23 sept. ; — de Dagobert au Comité et au ministre, 30 sept., 1er et 23 oct., etc. (A. G.).

de la Sègre, le plus commode des cols qui mènent à Ribas, et le seul qu'on fréquente en hiver parce qu'il est le plus épargné par les neiges.

Le 4 octobre, à la pointe du jour, Dagobert quitta les environs de Montlouis. A quatre heures du soir il était devant Camprodon. Ce bourg, jadis fortifié, mais rasé sous Louis XIV, n'avait pour défense qu'un mur d'enceinte. Dagobert essaya d'abord contre ce mur ses quatre pièces de canon. Deux crevèrent à la première décharge. Il fit alors sommer l'alcade. Ce magistrat, homme de cœur, qui se nommait Guttierez, demanda vingt-quatre heures pour consulter le capitaine-général. Dagobert répondit qu'il n'accordait que deux heures pour recevoir des otages. Sur quoi, l'alcade répliqua crânement qu'il enverrait des balles en guise d'otages et qu'il barricaderait les portes du bourg avec des cadavres français. Au matin du 5 octobre, Dagobert lança quatre colonnes. Après une vive fusillade, les habitants s'enfuirent, et Dagobert eut, écrit-il, la douleur de ne trouver personne et par suite de ne pouvoir lever une contribution ni saisir d'otages. Le bourg fut mis au pillage. On prit le pain, le vin et, comme dit le général, de quoi faire des culottes et s'équiper de tout point.

Il n'osa marcher vers Ripoll. Il attendait la colonne qui s'acheminait sur Ribas. Or Poinsot, qui la commandait, était tombé malade ; Marbot, qui suppléait Poinsot, avait dû se rendre à Toulouse pour se mettre à la tête des renforts envoyés devant Toulon, et le gouverneur de Montlouis, Voulland[1], qui remplaçait Marbot, n'était parti que le 5 octobre. Il avait sous ses ordres un détachement de 800 hommes qui fit sa jonction, le lendemain matin, à Dorria avec 300 hommes que l'adjudant-général Pellenc et le représentant Cassanyes

1. Voulland, chef du 2e bataillon des grenadiers du Gard, était oncle du conventionnel ; ce qui lui valut le grade de général. Il assure que son détachement essuya cent mille coups de fusil, qu'il n'eut que trois tués et six blessés, qu'il fit vingt-deux prisonniers... et qu'il brûla cinq à six villages par ordre de Cassanyes. Cf. Vidal, II, 29-41.

amenaient de Puycerda, et ces 1.200 hommes s'emparèrent de Ribas. Mais ce retard obligea Dagobert à revenir sur ses pas, et ses soldats désiraient rentrer à Montlouis pour déposer le butin dont ils étaient chargés ! « Les généraux sont malades ou absents, écrivait-il, les canons me font faux bond ; mais *ça ira ;* je passe au Mont-Libre pour y rassembler le monde dont j'ai besoin pour l'expédition dont je n'abandonne pas l'exécution. »

Sa nouvelle expédition fut dirigée, non contre Ripoll, mais contre La Seu d'Urgel. Pour s'ouvrir le long et étroit défilé qui s'étend de Bellver à cette place, il fallait prendre un gros bourg fermé, Montella, dont les maisons s'étagent au flanc d'une haute colline, sur la rive gauche de la Sègre, à une lieue et demie en aval de Bellver. Le 17 octobre, après une violente fusillade, Dagobert occupait Montella. Le bourg était désert. Il fut pillé de même que les villages d'alentour et les soldats mirent le feu aux maisons. Le représentant Cassanyes avait accompagné Dagobert ; il protesta contre de pareils excès et réunit un conseil de guerre qui décida que les troupes ne pouvaient pousser sur la Seu d'Urgel, qu'il fallait les ramener « pour rétablir la discipline ». Dagobert ne cacha pas son dépit ; il se plaignit de Cassanyes, qui avait eu la « fantaisie » de l'arrêter en pleine marche. « J'aurais réussi, disait-il plus tard, à m'emparer d'Urgel où le succès que je venais d'obtenir avait porté l'épouvante, si une autorité supérieure ne m'avait forcé de rétrograder [1]. »

Ces pointes de Dagobert, ces courses momentanées, comme Doppet les nommait, étaient plus nuisibles qu'utiles. Par faiblesse pour ses soldats, le général les laissait ravager, saccager, incendier les villages. Aussi, peu importait que le représentant Cassanyes fût allé avec le général d'Arbonneau remercier Dieu des succès des armes françaises dans l'église

1. Dagobert à Bouchotte, 23 oct. 1793 ; — cf. son plan de campagne, 9 février 1794 (A. G.).

de Puycerda. Peu importait qu'il eût recommandé, pour ne pas *nationaliser* la guerre, de respecter les personnes et les propriétés ; qu'il eût « péroré » les troupes ; qu'il eût été « beaucoup mortifié » lorsqu'il sut qu'elles avaient à leur entrée dans la Cerdagne fait quelques dégâts dans les bourgs. Lui-même n'avait-il pas à Ribas, de son propre aveu, essayé d'arrêter les ennemis dont les balles pleuvaient dans les rues, en plaçant au premier rang de ses bataillons les femmes espagnoles encapuchonnées de blanc? Ne dit-il pas qu'une de ces femmes fut blessée ? N'avait-il pas mis le feu à Ribas et Dagobert ne l'accusait-il pas d'avoir donné le signal des désordres ? La population se soulevait de tous côtés. Les habitants de cette région tenaient de leurs aïeux que Vauban nommait « gens un peu pendards, aimant l'escopetterie et se faisant un grand plaisir de chasser aux hommes ». Ils sonnaient le tocsin à l'approche des Français, et conduits par leurs curés, gagnaient la cime des rochers avoisinants. Les contrebandiers ou *parrots* se joignaient aux paysans. Déjà un vicaire de Camprodon, Martin Cuffi, qui dirigeait aux 4 et 5 octobre la résistance de ses paroissiens, avait le renom d'un chef de bandes [1].

Après les affaires de Camprodon et de Montella, Dagobert fut rappelé à Perpignan. Il agissait à sa guise depuis son retour en Cerdagne sans correspondre avec l'état-major et sans rendre compte de ses mouvements. Le nouveau généralissime Turreau déclara que Dagobert ne devait plus rien entreprendre sans le consulter. Mais, au sortir d'une confé-

1. Doppet, *Mém.*, 242; — Fervel, II, 179-181; — Vidal, III, 29-41; — Cassanyes à ses collègues, 29 août; — Dagobert au Comité, 17 oct. (A. G.). — Cf. ce témoignage de Voulland, 10 oct. : « Je fis sortir les femmes et les mis à la tête, de manière même à être exposées; rien ne put soumettre ces brigands », et le passage des *Mém.* de Cassanyes, cité par Vidal (III, 36). Mais Doppet (*Mém.*, 317) ne dit-il pas que Dagobert, lui aussi, au sortir de Camprodon, mit des femmes et des enfants dans sa colonne pour empêcher les hommes de tirer sur lui dans sa retraite et qu'il les renvoya dans leurs foyers dès que sa troupe fut dégagée ?

rence qui eut lieu entre les deux hommes à Montlouis, Turreau fit l'éloge de Dagobert, de ses grands talents militaires, de sa longue expérience, de sa profonde connaissance du pays; il jugeait Dagobert franc, brave, très actif, digne de la confiance du soldat et le seul à qui le commandement de l'armée pût convenir [1].

Ramené par Turreau à Perpignan, Dagobert fut chargé d'une diversion sur Céret pendant que Delattre opérait contre Roses. Il échoua, et peut-être se souciait-il peu de réussir. N'avouait-il pas que c'était pénible pour lui d'être aux ordres de d'Aoust — qui commandait alors par intérim — et de jouer un rôle subalterne? Il tourna les positions de l'ennemi et arriva par les Aspres de vallée en vallée jusqu'aux hauteurs qui dominent Céret; il pouvait occuper la ville et enlever le pont; il exécuta simplement ses instructions qui lui prescrivaient de s'emparer des hauteurs.

Quelques jours plus tard, le 12 novembre, les représentants tinrent conseil de guerre. Ils convoquèrent dix-neuf généraux, non sans répugnance. Mais Turreau, averti que Fabre et Gaston projetaient de recommencer l'expédition de Roses et avaient à Collioure des conciliabules, exigea la réunion d'une sorte de comité militaire. Tous les membres de la conférence, à l'exception de Turreau, de Dagobert et de Poinsot, approuvèrent les représentants, et la reprise de l'expédition fut résolue [2].

Mais Dagobert avait été vif. Il railla Fabre et sa foi robuste. Il lui reprocha de favoriser la division de Collioure qui se regardait comme une armée à part et de confier l'élite des troupes à ce blanc-bec de Delattre; il dit que Delattre ne pouvait conquérir que quelques mauvais villages, qu'on n'allait

1. Notes de Turreau et lettres à Bouchotte, 15, 24 et 25 oct. 1793 (A. G.).

2. Cf. Fervel, I, 184-201; — Vidal, III, 51-65; — les documents de la guerre. Un seul mot de Dugua (Dugua à Foignet, 31 oct.) explique peut-être au mieux l'affaire de Céret : « Sol-Beauclair est à Saint-Ferréol pour attaquer le pont de Céret, tandis que Dagobert attaque Céret par le dessus. »

pas à Roses quand on ne savait défendre Perpignan, que Ricardos ne souhaitait qu'une pareille expédition, que si ce général entendait son métier, pas un seul Français n'échapperait, et, lorsque Fabre déclara qu'il accorderait une amnistie aux Espagnols, s'ils rendaient Bellegarde, « à votre place, répondit Dagobert, je leur demanderais Barcelone [1] ».

Les représentants, piqués, le qualifièrent de royaliste, de ci-devant et de traître, l'accusèrent de vouloir avec Turreau mettre l'armée en cantonnements d'hiver, de corrompre le club de Perpignan qui n'était plus composé que de *turreautistes* et de *dagobertistes*, et par un arrêté du 17 novembre ils le suspendirent, lui enjoignirent de s'éloigner à vingt lieues des frontières. Dagobert avait plusieurs jours auparavant prié Bouchotte de le sauver des griffes de ses ennemis et de l'envoyer en un endroit où il n'y eût ni Fabre ni Gaston. Il accueillit froidement sa suspension et partit pour Paris.

Fabre et Gaston désiraient qu'il fût « traduit au tribunal redoutable ». Mais il n'était pas de ceux qui se laissent égorger sans crier ni regimber. Il écrivit au ministre, au Comité, à la Convention. Il imprima sa *Réponse* aux représentants en assurant qu'il ne pouvait se taire, que son honneur lui commandait de détruire les soupçons qui planaient sur lui. Hautement, fièrement, il rappela ses actes : il avait conquis la Cerdagne, remporté deux victoires brillantes qui « faisaient dire de lui qu'il avait sauvé les départements méridionaux », repris Villefranche-de-Conflent et par ses manœuvres délogé les Espagnols de leur camp de Prades. N'avait-il pas assez de titres pour être réintégré ? La Convention ne devait-elle pas décréter qu'il avait bien mérité de la patrie ? Ne faisait-il pas dans son armée le métier de caporal plutôt que le métier de général ? Et pourquoi les représen-

1. Doppet, *Mém.*, 262 ; — Vidal, III, 55 ; — Cf. plus haut, pp. 137-141.

tants lui déclaraient-ils une guerre implacable? Parce qu'il n'était pas leur mannequin; parce qu'il avait eu le malheur de sourire en lisant dans le bulletin de la Convention *Fabre se conduit en héros. Signé Fabre*[1]; parce qu'il avait exprimé son opinion sur leurs favoris, sur leurs enfants chéris, sur d'Aoust, jeune homme qui n'avait pas de talents, sur Delattre, autre jeune homme sans services et sans expérience qui n'était que le prête-nom de Fabre. Fallait-il donc applaudir aux plans de Fabre et de Gaston? Ces plans étaient-ils comme l'arche du Seigneur qu'on ne peut toucher du doigt sans être frappé de mort? Eh bien, sa suspension à lui, Dagobert, c'était sa mort; car autant être mort que de ne pouvoir servir la patrie, et il priait la Convention de le rappeler du séjour des morts[2].

A ses protestations se joignaient celles des militaires et des clubs. Il a, mandait Duvignau à Carnot, « au moyen du degré de confiance dont il enivre les troupes, deux fois en moins de huit jours (à la Perche et à Olette), battu les Espagnols à plate couture, et tout l'espoir des citoyens de cette partie repose sur ce bravissime Dagobert ». Turreau affirmait qu'il avait l'estime générale et réunissait les suffrages du peuple et de l'armée, qu'à sa voix les bataillons acceptaient toutes les fatigues. Revest écrivait qu'il faisait son métier avec exactitude et qu'un tas d'intrigants cherchait à l'éloigner. Hardy témoignait qu'il était aimé, non des généraux, mais des soldats; que les soldats le suivraient d'un pôle à l'autre, qu'ils le regrettaient, qu'ils soupiraient après lui, qu'ils disaient unanimement que son retour ramènerait

1. Voir le *Mon.* du 15 oct., lettre du 6. Son lieutenant Poinsot employait les mêmes expressions; il déclare qu'il n'a pas consenti, ainsi que Turreau et Dagobert, à l'expédition de Roses, et que « le héros Fabre, qui veut être général en chef et représentant, a besoin de mannequins pour généraux et non de vrais soldats ».

2. Rec. Aulard, VIII, 685; — Dagobert à Bouchotte, 6 et 21 nov., à la Convention et au Comité, 10 et 19 déc. (A. G.).

la fortune. Le club de Perpignan, apprenant sa suspension, lui envoyait aussitôt quatre députés pour l'engager à rester, tandis que quatre autres délégués allaient demander les motifs de sa suspension aux représentants qui les accueillaient par des menaces et leur refusaient toute espèce d'éclaircissement. La société populaire de Lavelanet dans l'Ariège marquait à la Convention qu'il avait été calomnié, et, lorsqu'il revint aux Pyrénées, le district de Lagrasse dans l'Aude remerciait chaleureusement l'assemblée [1].

Il eut gain de cause. Bouchotte avait un faible pour lui. Il le ménageait, et quand Dagobert s'emportait contre Fabre, le priait doucement de vivre en bonne intelligence avec les conventionnels, lui remontrait sur un ton amical et indulgent que rien ne serait plus fâcheux que la dissension entre les représentants et les chefs de l'armée [2].

Mais des deux commissaires de la Convention que Dagobert regardait comme ses adversaires acharnés, l'un, Fabre, était mort, l'autre, Gaston, fut rappelé. Deux généraux, d'Aoust et Goguet, le combattaient encore ; mais d'Aoust allait être traduit devant le tribunal révolutionnaire, auquel Fabre et Gaston avaient proposé de livrer Dagobert. Quant à Goguet, il était mandé à Paris, et vainement il vantait sa sincérité montagnarde, invoquait en sa faveur le témoignage des représentants, ces *argus* du Comité et de la Convention : « Je me suis, disait-il, attiré la haine de Dagobert en lui marquant ma surprise de ce qu'il n'a pas, le 19 septembre, poursuivi l'avantage du 17. Dagobert est jaloux et ne m'a jamais pardonné mes débuts de Peyrestortes, l'amitié des représentants et surtout la franchise avec laquelle je lui ai toujours dit mes sentiments. » Un agent de Bouchotte écrivait qu'on se plaignait de Goguet, que « la confiance était

1. Duvignau à Carnot, 15 sept. ; — Turreau au Comité, 24 oct. et notes ; — Hardy et Revest au ministre, 14, 19, 21 nov. et 21 déc. (A. G.); — *Mon.*, 15 déc. 1793 ; — Séance du 26 mars 1794.

2. Note de Bouchotte à une lettre de Dagobert, du 23 oct. (A. G.).

incertaine ». Le ministre décida que Goguet ne serait plus employé aux Pyrénées-Orientales et lui fit expédier une lettre de service pour l'armée du Nord[1].

Dagobert triomphait. Il fut réintégré, le 31 janvier 1794, par le Comité de salut public et renvoyé à l'armée qu'il venait de quitter. Avant de partir, il avait soumis à Carnot et à Garrau[2] un plan d'opérations que ces deux conventionnels avaient admiré.

Il disait que les Romains n'avaient fait sortir Annibal d'Italie qu'en portant la guerre sur le sol de l'Afrique, et il proposait, pour rappeler les Espagnols sur leur territoire, d'envahir la Catalogne par le point le plus facile, par le point « indéfendu » de la Cerdagne et par le col de Tosas dont l'accès est aisé. Pendant que l'armée des Pyrénées-Orientales tiendrait Ricardos en respect et l'inquiéterait sur sa droite en attaquant Collioure avec la plus grande vigueur, un corps, composé d'hommes lestes, irait jeter la terreur au centre de la Catalogne et, dans une expédition aussi lucrative que glorieuse, mettre à contribution les villes et les bourgs entre les Pyrénées et l'Èbre, enlever le trésor, les grands chandeliers d'argent massif et les ex-voto de Notre-Dame de Montserrat, faire ses dévotions dans Saragosse à Notre-Dame del Pilar. N'est-il pas certain, remarquait Dagobert, que les Espagnols auraient bientôt ordre d'évacuer le Roussillon pour venir couvrir leur propre pays? Il assurait de réussir s'il avait dix à douze mille hommes d'infanterie, six cents dragons et hussards, douze pièces de 4 et autant de canonettes[3].

1. Goguet à Bouchotte, 11 nov. et au Comité, 13 déc. (A. G.).

2. Cf. Rec. Aulard, XIII, 748. — Garrau, député de la Gironde, avait été envoyé, en 1792, avec Lamarque et Carnot, dans les départements voisins des Pyrénées; de là l'amitié qui l'unissait à Carnot et l'attention qu'il portait à cette frontière. Il devait être de nouveau commissaire, d'abord à Perpignan, puis à l'armée des Pyrénées-Occidentales, et assister en cette qualité à la prise de la fonderie d'Orbaïcet.

3. Plan de campagne, signé Dagobert et daté de Paris 21 pluviôse an II (A. G.).

Entraîné par Garrau et Carnot, le Comité de salut public approuva le plan de Dagobert et arrêta, le 12 mars, qu' « un corps de 12.000 hommes de troupes d'élite armées à la légère avec 600 chevaux serait tiré de l'armée des Pyrénées-Orientales et mis tout de suite à la disposition du général Dagobert [1] ».

Dugommier, qui se préparait à frapper les envahisseurs au cœur même de leurs quartiers, ne put cacher son déplaisir, lorsqu'il sut le projet de Dagobert et la décision du Comité. Il consulta sur-le-champ Milhaud et Soubrany. Devait-il exécuter sans délai et sans réserve l'ordre du 12 mars ou attendre de nouvelles instructions? Évidemment le Comité, ignorant la situation, « ne pouvait connaître tout le vice de cette mesure ». Le général écrivit au Comité. Comment donner à Dagobert 12.000 fantassins et 600 cavaliers? Il n'avait que 18 à 20.000 hommes disponibles en première ligne ; le reste était sans armes et sans nulle expérience. S'il obéissait à l'arrêté, il n'aurait plus que 7 à 8.000 hommes et dès lors serait-il assez fort pour attaquer l'ennemi, selon le désir du Comité, de front et sur les flancs? Non; l'exécution « rigoureuse et subite » de ce plan exposerait l'armée des Pyrénées-Orientales et le territoire qu'elle devait protéger. La diversion conseillée par Dagobert était bonne et « bien vue » ; mais ce n'était qu'une simple diversion, et il ne fallait pas que l'armée de Montlouis eût le rôle prépondérant ; autrement l'armée principale n'avait plus qu'à tenir Perpignan et à garder la défensive. Dugommier ajoutait que son plan, à lui, était fait avant qu'il reçût l'arrêté, qu'il tâcherait néanmoins de plier ses moyens au projet du Comité, mais qu'il fallait tout d'abord battre l'Espagnol dans le Roussillon. « Dagobert, concluait Dugommier, reconnaît lui-même la nécessité de gêner ici l'ennemi

1. Doppet, *Mém.*, 292.

par quelque coup heureux avant de rien entreprendre ailleurs »[1].

Sur les instances de Dugommier et des représentants, Dagobert consentit à n'exécuter son dessein qu'après le grand mouvement que Dugommier méditait d'opérer dans les derniers jours d'avril; à ce moment, Dagobert irait couper aux ennemis leur ligne de retraite dans le Vallespir et descendrait dans la vallée du Ter pour manœuvrer sur les derrières de l'Espagnol. Dores et déjà Dugommier lui donna deux bataillons.

Dagobert revint à son quartier général de Puycerda. Mais il brûlait d'en découdre. Dès le 31 mars, il écrivait au ministre qu'il allait se porter sur Urgel, que les représentants du peuple avaient confirmé l'arrêté du 7 août par lequel leurs prédécesseurs le nommaient général en chef des troupes cantonnées entre Olette et les sources de la Garonne. Il oubliait de citer une phrase de Milhaud et de Soubrany qui le faisait dépendre de Dugommier : « entendent néanmoins que le général en chef dans cette partie sera toujours sous les ordres du général en chef de toute la division militaire », et le 28 mars, c'était Dugommier qui lui ordonnait de se rendre dans le plus court délai à Puycerda pour commander la division de Montlouis et les forces qui y seraient envoyées[2].

Quoi qu'il en soit, le 6 avril, lorsqu'il apprit qu'un de ses soldats avait été haché en morceaux par des paysans, Dagobert, de sa propre autorité, ouvrit la campagne et, à la tombée de la nuit, pour que le bruit de son expédition ne fût pas éventé, il entrait à Bellver.

Le marquis de Saint-Hilaire commandait à la Seu d'Urgel, et il avait pris des mesures de défense, renforcé ses postes,

1. Dugommier aux représentants et au Comité, 27 mars 1794 (A. G.).
2. Dagobert à Bouchotte, 31 mars (A. G.) ; l'arrêté de Milhaud et de Soubrany est du 27 mars 1794.

établi une redoute à Montella, transféré à Organya les hôpitaux et à Castel-Ciudad les vivres et les munitions. Sa gauche était à Vilella et à Llès, son centre au Martinet, sa droite à Montella.

Comme l'année d'avant, Dagobert s'empara d'abord de Montella. Mais cette fois il essaya de capturer la garnison. Son lieutenant, le général Charlet, qui disposait de 2.000 hommes, dut balayer le pays de Vilella à Llès et après avoir refoulé la gauche des Espagnols, venir au pont de Bar leur couper le chemin de la Seu d'Urgel.

Le 8 avril, à une heure et demie du matin, Dagobert, avec 2.300 soldats, s'enfonçait dans la vallée de la Sègre et se dirigeait en silence, au milieu de la neige, vers Montella. Selon sa coutume, il marchait en tête de la colonne et, comme il dit, il se harassa tellement qu'il eut, la nuit suivante, mal de tête et mal de reins. A l'aube, lorsque la diane battait dans le camp, après avoir évité tous les postes avancés, il tombait sur les Espagnols et leur enlevait « en un clin d'œil » la redoute, le bourg, 4 canons et 300 fusils. Ils mirent, en se sauvant, le feu au magasin à poudre qui sauta dans l'instant où quatre artilleurs y entraient; un d'eux, nommé Maury, pria son officier d'écrire à sa mère qu'il mourait en brave garçon avec les mots *Vive la République* sur les lèvres.

Si Charlet arrivait à temps, les Espagnols, qui n'avaient d'autre voie de retraite que le pont de Bar, étaient capturés jusqu'au dernier. Mais la marche de Charlet éprouva des retards infinis. Un de ses bataillons[1] alla prendre à Bellver, à seize kilomètres de là, le pain qu'on avait négligé de lui donner à Bolvis ; un autre n'avait pas de cartouches, et il fallut arrêter la tête de la colonne pour ôter des cartouches

1. Charlet avait avec lui le 2e des Pyrénées-Orientales, le 8e de l'Aude, le 1er et le 2e de la Montagne et une compagnie de miquelets ou chasseurs du Mont-Libre.

aux miquelets et les distribuer à ce bataillon; Charlet avait une artillerie composée de six petites républicaines et d'une pièce longue dite suédoise; mais cette pièce fut apportée sans son pivot et il la laissa. La colonne, qui devait partir à sept heures du soir, ne s'ébranla donc qu'à minuit et demi. Trois miquelets servaient de guides; soit par maladresse, soit à cause de la pluie et d'un brouillard très épais, ils égarèrent plusieurs fois les troupes et les menèrent par de si grands détours qu'elles n'arrivèrent à la Bastide qu'à cinq heures du matin : elles avaient encore plus de quatre lieues à parcourir pour atteindre le pont de Bar ! A la Bastide, Charlet rallia ses hommes un peu épars et, après avoir mis à l'avant-garde les compagnies de chasseurs de chaque bataillon, marcha sur Vilella et Llès. Il s'empara de ces deux postes; il prit à Vilella 3 canons et à Llès un millier de bœufs et de vaches, beaucoup de vivres, 50 fusils; mais il ne fut au pont de Bar qu'à six heures du soir.

Le lendemain 10 avril, au matin, les Français se portaient sur la Seu d'Urgel. La ville est dominée de tous côtés. Toutefois les Espagnols avaient établi trois fortins sur les trois ressauts d'une bande étroite de rochers, qui longe au centre de la vallée, à 900 mètres d'Urgel, la rive droite de la Balire, et ils avaient coupé le pont entre la ville et les trois fortins.

Dagobert n'avait ni artillerie de siège ni équipage de pont, et, quelques semaines auparavant, il regardait comme « problématique » le succès d'une expédition sur Urgel : « Depuis le mois d'octobre, écrivait-il, on a y monté sur des affûts et mis en batterie des pièces de gros calibre qui y furent laissées par le maréchal de Noailles. » Pourtant il essaya d'intimider Saint-Hilaire par une sommation conçue en ces termes : « Le général français somme le commandant espagnol de se rendre, sinon lui et ses troupes s'exposent aux suites d'un assaut. » — « Le général espagnol, répliqua

Saint-Hilaire, répond au général français qu'il ne craint ni son ennemi, ni ses menaces. » Dagobert fit mine d'attaquer la ville et de couper les communications entre la citadelle et les dépôts d'Organya. Mais la troupe qu'il avait envoyée sur le chemin d'Organya ne put, après avoir traversé la Balire en face de Calvinya, que surprendre la queue d'un convoi et, lorsqu'elle eut gravi les hauteurs d'en Vinyes, elle fut rudement repoussée. Dagobert pénétra dans Urgel la nuit suivante et frappa les habitants d'une imposition de 100.000 livres qu'ils ne purent payer. Il prit 400 charges de blé, des balles d'étoffes, des bestiaux en grand nombre; il enleva six otages qui s'engagèrent à faire acquitter sous quinzaine la contribution de guerre; il envoya les clefs de la cité aux représentants. Puis, malade de fièvre, d'une fièvre inexprimable, disait-il, qu'il avait gagnée en montant à Montella, il ordonna la retraite.

Elle s'opéra lentement. Les mineurs mirent un jour à faire sauter le pont de Bar, bien qu'il ne fût formé que d'une arche de maçonnerie. Les soldats, encore animés du désir des représailles, brûlaient et saccageaient tout sur leur passage. Ce fut à la lueur des incendies que Dagobert, porté dans une litière, rentra dans la Cerdagne. Le 13 avril, il arrivait à Bellver, d'ou il datait son dernier bulletin que Barère appela le chant du cygne. Le 18, il expirait à Puycerda[1].

« Sa franchise, mandaient les représentants Milhaud et Soubrany, son courage, sa constance, sa fermeté dans les moments critiques et des talents acquis par quarante années de services le font regretter de toute l'armée. » Ils arrêtèrent que son sabre serait donné au soldat qui se serait le mieux distingué dans la prochaine affaire. « C'est la patrie,

1. Rapport de Charlet au Comité, 21 août 1794, et Dagobert aux représentants, 13 avril; — Lamer au commandant de Perpignan, 30 juin (A. G.); — *Mon.*, 19 et 29 avril; — *Gazette de Madrid*, 1794, nos 34 et 35.

disaient-ils, c'est le peuple français qui offre cette récompense. »

Dans un ordre du jour, Dugommier annonça les derniers avantages de Dagobert : « On nous a devancés dans les succès, mais tous les lauriers ne sont pas cueillis ; nous la paierons avec usure, cette lettre de change que Dagobert vient de tirer sur nous ; le terme approche ; camarades, ce sera le jour de la vengeance et celui de votre gloire[1]. »

A la nouvelle de la marche de Dagobert, Madrid s'effraya. Dans le premier émoi, le général Saint-Hilaire avait écrit que Dagobert s'établissait sur les hauteurs qui commandaient Urgel, qu'il voulait sans doute recommencer la manœuvre du maréchal de Noailles en 1691, prendre Urgel, puis Camprodon et Ripoll, puis Girone et de là menacer Barcelone. La cour s'alarma, et le roi, qui ne rêvait que de victoires, s'écriait indigné : « Ces Français, qui peuvent remporter des succès sur moi, sont favorisés par le diable ! » Le jour même où il reçut la lettre de Saint-Hilaire — le 25 avril — il convoquait un conseil d'État, et Godoy ordonnait que le duc de Castel-Franco viendrait d'Aragon au secours d'Urgel et qu'au risque d'exposer Collioure et Port-Vendres, l'armée du Roussillon enverrait des forces considérables contre Puycerda pour couper la retraite à Dagobert[2].

Ce qu'il faut reprocher surtout à Dagobert, c'est d'avoir aliéné à la France les cœurs des *Cerdanyous*. Pourquoi, disait Doppet, les troupes de Dagobert avaient-elles, en revenant d'Urgel, brûlé tant de villages, entre autres Montella et le Martinet, et obligé de fuir tant d'agriculteurs de la Cerdagne espagnole ? Dagobert projetait de publier une adresse en langue catalane pour proclamer ce principe républicain,

1. Ordres du jour des 10 et 24 avril (A. G.). Dugommier écrivait de même, le 11, à Dagobert : « Nous avons appris ton glorieux début, tu nous as passés de vitesse, et je vais acquitter la lettre de change que tu as tirée sur nous. »

2. Baumgarten, 515.

mort aux tyrans, paix aux peuples. Il eût mieux fait de respecter le culte. « On s'est mal conduit ici, ajoute Doppet, et les habitants fuient par la seule raison de leur croyance. » N'écrivait-on pas d'Urgel à la *Gazette de Madrid* que les Français avaient non seulement incendié la maison où logeait Saint-Hilaire, mais lacéré les tableaux de l'église-cathédrale à coups de sabre, foulé sous leurs pieds l'image de Dieu, profané les saintes huiles[1] ?

Le grand dessein de Dagobert, ce dessein qui, selon le mot d'un émigré, aurait décidé du sort de la Catalogne, resta lettre morte. Dugommier et Lamer, dociles à l'ordre du Comité, avaient promis sincèrement d'aider Dagobert et, comme ils s'exprimaient, d'être exacts à remplir la convention. Au début d'avril, Dugommier s'engageait à lui envoyer le 14e régiment de cavalerie, et Lamer lui mandait qu'il « profiterait du premier moment lucide », qu' « après l'affaire », après la première victoire, il « organiserait le complément » des 12.000 hommes que le Comité mettait à la disposition du général en chef de l'armée de Cerdagne. Mais l'arrêté du 12 mars ne fut pas exécuté. « La perte

1. Doppet, *Mém.*, 295-296 ; — *Gazette de Madrid*, 1794, n° 34 ; — Cf. la lettre de d'Aoust à Bouchotte sur l'expédition d'Espolla, 12 nov. 1793 (A.G.) : « les habitants des communes voisines, craignant de nouvelles représentations des incendies et pillages commis à Camprodon, Montella et autres lieux par le corps de troupes aux ordres de Dagobert, courent aux armes et rendent ainsi les forces de l'ennemi supérieures aux nôtres ». C'est ainsi qu'en 1695, lorsqu'après le départ du maréchal de Noailles les troupes françaises s'étaient livrées au pillage et aux profanations, la haine des Catalans avait éclaté avec fureur ; les peuples, dit l'abbé Millot, étaient « terribles dans le désespoir et la vengeance. » Voici la composition de la division de Montlouis au 19 avril : *à Montlouis :* 1er et 2e de la Montagne, 3e Haute-Garonne (masse); 3 compagnies de Mont-Libre, 2 compagnies de Tarascon, 5e Gard ; *à Puycerda*, 5e Ariège, 1er district de Muret, 16e infanterie légère, Légion des Pyrénées, 8e Bec d'Ambez, Vengeurs ; *à Alp*, 2e Pyrénées-Orientales ; *à Ossega*, 4e Montagne ; *à Talltendre*, chasseurs de Montlouis et chasseurs de la Tet ; *à Foix*, 9e de la Dordogne ; *à Bellver*, 8e Aude et 5e Lot ; *à Villefranche*, 12e Drôme ; *dans le val d'Aran*, bat. des Thermopyles, 1er de la 2e réquisition, 2e de la 1re réquisition, 1er et 2e Gers, 5e Mont Blanc.

de Dagobert, disait Carnot, est irréparable, et il vaut mieux abandonner le projet hardi que nous avions concerté entre lui, Garrau et moi, que d'en compromettre le succès [1]. »

1. Rec. Aulard. XIII, 748; — Lamer à Dugommier, 14 avril; — Dugommier à Dagobert, 5, 11 et 15 avril (A. G.); — Marcillac, 256.

———

CHAPITRE X

LE BOULOU

Position de l'armée espagnole. — Marche des Français en avant. — Premier engagement (30-31 mars). — Escarmouches réitérées. — « Farces » et « espiégleries ». — Combat de Palau (18 avril). — Lettres de Las Torres. — Premier plan de Dugommier. — La flottille de Castagnier. — Le comte de La Union, général en chef des Espagnols. — Son armée. — Son caractère. — Augereau devant Céret. — Illusions de La Union. — Manœuvre de Pérignon. — Enlèvement de Montesquieu (30 avril). — Retraite du Boulou (1er mai). — Déroute des Espagnols. — Les Français à Céret. — Résultats de la victoire.

Les Espagnols gardaient toujours leur position du Boulou, c'est-à-dire cette suite d'éminences et de plateaux qui partagent les bassins du Tech et du Réart — non pas entièrement — ils n'avaient pas assez de monde pour tenir une ligne aussi longue. Mais ils s'étaient établis sur les points essentiels[1].

Le gros de leur armée campait sur la rive gauche du Tech

1. Voir sur la campagne de Dugommier, en 1794, la correspondance et les registres de l'armée aux Archives du ministère de la guerre; les relations de l'interprète Pontet, de l'adjudant général Baudard, du général Desdorides et du chef d'escadron Poinçot (mais elles ne contiennent guère que des documents); — Marcillac (*Hist. de la guerre entre la France et l'Espagne*) n'a connu que des pièces espagnoles, mais ne mérite pas le mépris de Fervel, qui l'a souvent consulté; — *Mémoires* du duc de Bellune (t. Ier). Mais, si le fils de Victor a dépouillé consciencieusement les cartons de la guerre, il a le tort de romancer les faits ou de leur donner un tour trop pittoresque; — l'excellent, le classique Fervel, *Campagnes de la Révolution française dans les Pyrénées-Orientales*, tome II (Fervel entre dans un grand détail, il est du métier, il sait l'espagnol, il a presque tout consulté, et il a vu de ses yeux le théâtre des opérations; mais il a de l'emphase, il vise à l'effet et parfois il enjolive les choses; le duc de Bellune, dont l'ouvrage parut en 1847, a déteint sur lui); — Pineau, *le Général*

dans la petite plaine où est situé le village du Boulou, au pied de la rampe qui mène à Bellegarde, non loin de l'endroit où le Tech reçoit le ruisseau de Maureillas. Le Puig-Singli, le pla del Rey, ou, comme on le nommait alors, le pla de la République, et l'ermitage de Saint-Luc couvraient le camp du Boulou. Le Puig-Singli était presque inaccessible de front; une redoute s'élevait sur le pla del Rey, et une autre redoute couronnait l'ermitage de Saint-Luc.

A l'ouest ou à leur gauche, les Espagnols défendaient toutes les avenues du beau pont de Céret et barraient la descente des Aspres ; une chaîne d'avant-postes détachés sur les crêtes reliait le Puig-Singli à l'ermitage de Saint-Ferréol ; cette hauteur importante qui fait face à Céret et commande les principaux chemins de la contrée, était armée de trois redoutes, et un ouvrage à corne protégeait la tête du pont de Céret[1].

A l'est, la droite espagnole s'étendait en avant des Albères sur la rive droite du Tech. Elle occupait dans le saillant de la rivière deux hauteurs, unies l'une à l'autre par un retranchement continu, les Trompettes-Basses et les Trompettes-Hautes, qui devaient leur nom à deux métairies voisines et qui formaient le camp dit des Trompettes; de là, par une série de redoutes, elle se prolongeait jusqu'au village de Montesquieu ou de Montesquiou, juché sur un palier des Albères, à 90 mètres au-dessus de la plaine.

Ces lignes, munies de nombreux canons, étaient bordées par 27.300 combattants : une division de 2.000 Portugais dans le Vallespir; 3.200 Espagnols à Céret (brigade Mendinueta); 6.400 en avant du Boulou (brigade La Cuesta);

Dugommier, sa vie, sa correspondance (a surtout le mérite de reproduire beaucoup de pièces) ; — Vidal, *Hist. de la Révolution française dans les Pyrénées-Orientales*, t. III ; — Arteche, *Reinado de Carlos IV*, 1892 (dans la *Historia generale de España*) ; — *la Gazette de Madrid* ; — le recueil Aulard, etc.

1. Lettre de Lamer, du 29 juin (A. G.).

5.700 sur la rive opposée du Tech, entre les Trompettes et la montagne (brigade Vivès); 5.000 d'Argelès à Port-Vendres (brigade Navarro), et 5.000 cavaliers, les uns en deçà, les autres au-delà des monts. En l'absence de Ricardos, que son roi Charles IV avait appelé à Madrid, le plus ancien des lieutenants-généraux, le marquis de Las Amarillas, exerçait le commandement[1].

L'armée française que Dugommier venait, selon le mot des représentants, conduire à la victoire, comprenait une réserve de 3.000 hommes, menée par Victor, une cavalerie de 900 hommes qui avait à sa tête le général La Barre, et trois divisions : celle de droite ou avant-garde, qu'Augereau commandait et qui comptait 6.500 hommes; celle du centre, forte de 12.500 hommes avec Pérignon pour chef; celle de gauche qui se composait de 5.000 hommes sous les ordres de Sauret. Il y avait 27.000 fantassins. 9.000 étaient de nouvelles levées et Dugommier les avait placés en arrière sur une bonne défensive; ils ne devaient paraître que pour présenter à l'ennemi l'aspect de leur masse. Les 18.000 autres, qui tous avaient le même fusil, le fusil du calibre 18, étaient destinés à agir offensivement et en première ligne[2].

Tout ce monde cantonnait encore aux environs de Perpignan, le centre au camp de l'Union, la gauche à Toulouges, la droite près de l'étang de Saint-Nazaire. Ce fut la division Sauret qui s'ébranla d'abord. Elle occupa la petite ville d'Elne et les villages de Saint-Cyprien et de Montescot. Puis, le 27 mars, l'armée entière, sortant de ses quartiers d'hiver, s'avança. Le service des subsistances était assuré : les administrateurs promettaient de fournir 20.000 tentes et d'hospitaliser dès qu'on le voudrait 1.350 malades ou blessés.

1. Fervel, I, 169-172; II, 16.
2. Dugommier au Comité, 31 mars (A. G.).

Six divisions d'ambulanciers se tenaient prêtes à marcher. Le payeur général et le directeur de la poste avaient un personnel suffisant. Les moyens de transport ne manquaient pas : 1.000 mulets, 650 charrettes, 70 caissons d'ambulance, 18 litières, 12 voitures suspendues, 80 charrettes de réquisition, 100 fourgons pour les vivres. Les représentants avaient lancé leurs derniers arrêtés. Tous les officiers en permission devaient rejoindre leur corps, quel que fût le motif de leur absence; sinon ils seraient destitués et détenus jusqu'à la paix comme suspects. Tout soldat ou officier arrêté au-delà de Salces serait ramené au camp et, comme déserteur, fusillé le lendemain. Celui qui, six heures après l'action, ne serait pas sous ses drapeaux pour répondre à l'appel, serait enfermé jusqu'à la paix et, s'il était pris à une demi-lieue en arrière des lignes, immédiatement fusillé. Nul ne pourrait désormais entrer à Perpignan sans une autorisation imprimée et signée par le chef de l'état-major[1].

La division de droite commandée par Augereau s'établit au Mas-Deu, la droite à Fourques au pied des Aspres; son front était couvert par une ligne d'avant-postes qui s'appuyait aux deux villages de Passa et de Villemolaque, gardés chacun par un bataillon de chasseurs. La division du centre ou division Pérignon se porta de même en avant de Bages, non loin des ruines du château de Réart, sur le plateau de Brouilla, en face de Banyuls-dels-Aspres. La division de gauche ou division Sauret vint s'adosser aux hauteurs d'Ortaffa. Son camp était défendu par deux batteries : l'une dominait la plaine d'Elne; l'autre, sise en avant d'Ortaffa, correspondait avec la première batterie du camp de Bages. La cavalerie était à Ponteilla; le quartier-général, à Pollestres, puis à Nils. Les bataillons dits d'inertie, confiés, ainsi que le quartier général, à Despinoy, s'exerçaient

1. Arrêtés des 25 mars et 12 avril (Arch. nat., A. F., II, 259); — cf. Pineau, 422.

dans trois camps en arrière des trois divisions dont ils faisaient partie.

La position prise par Dugommier offrait un double avantage : les Français, resserrant leur ligne, recevaient plus facilement leurs subsistances et, comme disait le général, ils se rapprochaient de l'adversaire à l'instant où ils s'apprêtaient à le frapper[1].

Un léger engagement qui se produisit dans la nuit du 30 au 31 mars, entre deux patrouilles, fournit matière à un vibrant ordre du jour. Un chasseur du 79e régiment fut blessé à la cuisse, et pendant que ses camarades le portaient à l'hôpital, « mes amis, dit-il, j'enrage que, pour une foutaise comme cela, il me faille aller à l'hôpital; mais j'espère que je vous rejoindrai bientôt; recommandez bien à mon caporal qu'il ne me fasse pas remplacer. » En revanche, dans la même affaire, un caporal s'était enfui et, sur la demande de son bataillon, il avait été dégradé. Dugommier, en retraçant l'événement, rappela que la loi frappait de mort les lâches et loua le chasseur blessé : « Ce chasseur a ouvert la campagne par un acte de courage. Soldats, le même intérêt nous guide, le même esprit nous anime tous, nous serons tous dignes de notre brave camarade[2] ! »

Dès lors les escarmouches succèdent aux escarmouches. Le 4 avril, Las Amarillas opérait sur Tresserre une grande reconnaissance, avec plusieurs compagnies de grenadiers, de l'artillerie et de la cavalerie, et, dépassant ce village, échangeait des coups de canon avec la brigade Guieu, cantonnée à Villemolaque et à Passa. Les Espagnols, en se repliant, mirent le feu à Tresserre, parce que la population tirait chaque matin sur les patrouilles.

Le 7, les Français reprenaient possession de Banyuls-dels-Aspres. Le général en chef mena l'expédition en personne.

1. Dugommier au Comité, 30 mars (A. G.).
2. Ordre du jour du 1er avril (A. G.).

Il se hâta de faire hisser le drapeau tricolore, qui fut salué par des acclamations de joie. Deux bataillons gardèrent le village et l'entourèrent de quelques ouvrages de campagne.

Au lieu de s'opposer aux progrès des républicains, au lieu de leur reprendre Banyuls-dels-Aspres, Las Amarillas restait sur la défensive. Dugommier profita de son inaction. Il fit harceler les avant-postes de Las Amarillas par des tirailleurs et de petits détachements : il voulait tromper les Espagnols sur ses intentions, leur cacher le moment de sa véritable attaque, et aussi les mettre sur les dents, les épuiser, les user. « L'ennemi fatigué, assurait-il, est à moitié battu ; mettons le nôtre dans cet état et nous aurons barre sur lui. »

Sur son ordre, Augereau, Pérignon, Sauret, choisirent chacun dans leur division une centaine d'hommes, commandés par des officiers intelligents, qui devaient quotidiennement, entre neuf et dix heures du soir, marcher vers le camp espagnol et tirer sur les patrouilles qu'ils rencontraient sans trop se compromettre ni s'engager. Cette « farce », cette « espiéglerie », disait Dugommier, se produirait toutes les nuits jusqu'à la grande et sérieuse attaque. Il ne fallait pas tenir sur pied des bataillons entiers pour troubler le repos de toute l'armée, ni avancer en ordre de bataille, ni perdre du monde. Non : 150 soldats au plus dans chaque division suffiraient à la tâche ; ils formeraient une ligne assez considérable pour faire croire qu'une grande force s'approchait, et ils aborderaient et entameraient l'adversaire par groupes de douze à quinze hommes. Et, remarque Dugommier dans ses lettres, les Espagnols répondaient parfaitement à ses vues : chaque nuit, la générale battait dans leurs camps ; chaque nuit, des signaux répétés de toutes parts prouvaient qu'ils étaient debout, qu'ils donnaient dans le piège, qu'ils s'imaginaient être véritablement assaillis[1].

1. Dugommier aux généraux, 11 et 12 avril, au Comité, 15, 16, 17 avril (A. G.).

« Des reconnaissances fréquentes, a dit Augereau, et des surprises nocturnes accoutumaient peu à peu nos troupes à ne plus craindre un ennemi devant lequel elles avaient fui naguère et qui leur paraissait méprisable parce qu'il n'osait sortir de ses lignes. » Les plus notables de ces escarmouches, que Dugommier nommait des « préludes de succès », eurent lieu au Mas de la Paille, le 14 avril, et sur la rive du Tech, le 15, le 17, le 18 avril. Elles aguerrirent les hussards commandés par le chef de brigade Bougon-Duclos : c'étaient les hussards de Bercheny ou du 1er régiment ; ils s'habituaient à faire le coup de sabre avec la cavalerie espagnole ; ils capturaient des chevaux ; ils ramenaient des prisonniers.

L'action la plus importante fut celle de Palau, le 18 avril. Une batterie espagnole de trois pièces de gros calibre, soutenue par le poste de Palau, enfilait le gué d'Ortaffa, et il fallait s'en débarrasser. Après avoir passé le Tech et laissé deux bataillons de réserve sur la rive gauche du torrent, Sauret avec 200 hussards et quelques pelotons de grenadiers poussa sur Palau, et presque sans coup férir refoula les Espagnols vers Saint-André. Un parti de cavalerie, composé de 150 chevaux, accourut de Villelongue à la voix de son colonel, le marquis de Las Torres, et attaqua la droite de Sauret. Mais le général s'était mis en mesure : trois compagnies de grenadiers, sous les ordres du capitaine Bréda, attendaient cette cavalerie à trente pas et, d'une première décharge, la mirent en fuite. Un détachement d'infanterie, conduit par le brigadier Donadio, vint à l'aide de Las Torres. Bréda, accablé par le nombre, recula vers Palau et repassa le Tech ; mais Donadio, blessé, dépourvu de munitions, craignant pour ses derrières que menaçait notre réserve, regagna Villelongue. L'inquiétude fut telle parmi les Espagnols qu'ils évacuèrent Villelongue à la tombée de la nuit. Toute la rive gauche du Tech, depuis les Trompettes jusqu'à Argelès, était libre ; le chemin des Albères,

abandonné; le camp du Boulou, entièrement séparé de Collioure; d'eux-mêmes, les ennemis ouvraient à Dugommier le passage qu'il projetait de forcer! Pour ne pas trop les alarmer, il lâcha le village de Palau et réoccupa sur l'autre bord du Tech la position d'Ortaffa.

Mais il allait bientôt se porter en avant. Le marquis de Las Torres, jeune et brillant officier, dont les qualités, disait Las Amarillas, promettaient au roi un bon général de cavalerie, était tombé sur le champ de bataille. Deux lettres trouvées sur son cadavre et adressées l'une à son père, l'autre à une jeune fille de Séville, révélaient la détresse des Espagnols. Las Torrès écrivait qu'ils ne pouvaient avec si peu de monde défendre l'étendue de la ligne et qu'ils ne se soutenaient que par miracle, qu'ils n'avaient plus aucun moment de repos, qu'ils livraient de continuelles escarmouches et restaient les armes à la main, depuis l'entrée de la nuit jusqu'au lever du soleil, pour n'être pas surpris par ces maudits Français, que leur fatigue était intolérable, que l'armée périssait de faim, de misère et de maladie. « Ah! disait-il à sa maîtresse, si vous voyiez cela comme vous voyez de votre balcon les courses de taureaux, vous seriez très étonnée d'entendre les propos des soldats! » et il n'espérait que dans la sainte Vierge de l'Étoile, dont il portait l'image sur son cœur. « Cette protection, remarquent les représentants, ne l'a pas sauvé de l'impétuosité de nos grenadiers[1]. »

Dès son arrivée Dugommier avait agité plusieurs plans de campagne. Il voulait d'abord assiéger Bellegarde; cette place tombée, les autres places tombaient d'elles-mêmes. Mais il craignit avec raison les longueurs du siège et les difficultés de l'approvisionnement. Il aima mieux attaquer

1. *Gazette de Madrid*, n° 35 ; — lettres de Las Torres (A. G.); — *Mon.*, 29 avril; — cf. Fervel, II, 37-39.

Saint-Elme, Port-Vendres et Collioure, rétablir ainsi ses communications avec la mer, puis assaillir Bellegarde « après avoir réduit la partie maritime ». En ce cas 6.000 hommes iraient « travailler » les forteresses de la côte ; pendant ce temps, les autres bataillons de l'armée, postés à Fourques, au Mas-Deu et à Ortaffa, de façon à s'entr'aider aisément, interdiraient le passage aux secours que l'ennemi voudrait, de Céret et du Boulou, jeter dans Collioure. 12.000 formeraient la première ligne ; 9.000, non encore armés et instruits, seraient en seconde ligne et offriraient à l'Espagnol « le spectacle d'une armée plus nombreuse » [1].

Pour prendre Collioure et Port-Vendres, Dugommier avait besoin de la marine, et il désirait que la flottille de Toulon, commandée par le capitaine de vaisseau Castagnier[2] et composée de neuf chaloupes canonnières et de deux bombardes, vînt soutenir l'armée de terre. Castagnier tarda, et Dugommier s'impatientait, se consumait, comme il disait, à compter les minutes. Durant quatre semaines il attendit Castagnier, lui envoya lettres sur lettres, le conjura de se hâter, de se presser. Que Castagnier, écrivait-il, accoure au plus tôt pour « se lier au sort de l'armée ». Castagnier ne se montrait pas. « Le diable est contre nous, s'écriait Dugommier, et je suis désespéré ! »

Enfin, après d'incroyables retards, la flottille parut. Elle relâcha le 26 avril à Leucate, et Castagnier se rendit le lendemain au quartier-général de Pollestres pour conférer avec Dugommier. Il reçut l'ordre de mouiller à Saint-Laurent-de-la-Salanque. Mais les vents l'arrêtèrent, et Dugommier

1. Voir le plan d'attaque dans Pineau, 437-440.

2. Ce Castagnier avait, l'année précédente, au siège de Dunkerque, commandé les carcassières ou chaloupes canonnières, qui secondaient les mouvements de la garnison et prenaient les Anglais en écharpe. Le Comité le chargeait, au mois de novembre, de tenter le blocus des rades de Toulon (cf. Rec. Aulard, VIII, 359), et Hoche, qui le jugeait homme de tête, devait lui confier, dans l'expédition d'Irlande, la seconde légion des Francs, la légion noire, composée de galériens d'élite.

perdit patience. Il résolut de fondre sur les Espagnols avant d'assiéger Saint-Elme, Port-Vendres et Collioure. Fallait-il laisser le temps aux ennemis de se renforcer et aux républicains de se refroidir? Non : toutes ses dispositions sur terre étaient faites, et toutes ses ressources préparées; ses troupes ne resteraient pas dans l'inaction, et il profiterait de leur entrain pour « exécuter la grande mesure d'une attaque générale ». Le meilleur moyen de conquérir une place, n'est-ce pas de battre l'armée qui peut la secourir? Et passer le Tech, marcher sur Collioure sous les yeux des Espagnols encore intacts, n'était-ce pas exposer son flanc gauche et livrer ses communications[1]?

Ricardos avait été mandé à Madrid pour délibérer sur le plan de campagne dans le Conseil d'État avec Caro, le prince de Castel-Franco, le duc de Crillon et le comte O'Reilly. Vieux, maladif, fatigué du voyage, épuisé par d'orageuses discussions et par les démarches qu'il avait faites à la cour, il eut une défaillance en prenant congé du roi Charles IV; il dut s'aliter et, le 13 mars, il expirait.

Sur le désir instant de Ricardos, le roi lui avait donné pour successeur le comte O'Reilly, et le choix de cet Irlandais intrigant, qui passait pour une créature de Godoy, avait mécontenté tout le monde. Mais, tandis qu'il se rendait à l'armée, O'Reilly eut de violentes coliques. Il mourut en chemin le 23 mars[2].

La Union obtint le commandement.

Don Louis de Carvajal Vargas, comte de la Union, fils d'un grand maître des postes qui fut, en 1788, créé duc[3] de San-

1. Dugommier à Castagnier, 30 mars; — à Pérignon, 25 avril; — au Comité, 22 et 29 avril (A. G.); — Fervel, II, 36.

2. Baumgarten, 494 et 504-508.

3. Cf. sur La Union, les articles du P. J. Delbrel parus dans les fascicules de juin, août, septembre, octobre et novembre de 1889, des *Etudes religieuses, philosophiques, historiques et littéraires des Pères de la Compagnie de Jésus*. Il est né à Lima le 21 août 1752.

Carlos, était un Espagnol de vieille roche. Il avait sept ans lorsqu'il fut armé chevalier de l'Ordre de Saint-Jacques, et à l'âge de treize ans, quand il partit pour l'Espagne, il promit à son père de combattre en habit de gala, s'il était attaqué par un corsaire musulman et, dans le cas où il aurait peur, de se faire attacher à un mât pour mourir d'une mort pieuse et honorable. Élève des jésuites, au collège de Lima, puis au collège des Nobles de Madrid, il entra dans l'armée vers 1768 et conquit rapidement les premiers grades par les qualités qu'il déploya. Il était bon pour ses soldats ; il les encourageait, leur montrait de l'amitié ; mais il leur imposait la plus stricte discipline et il partageait leurs fatigues ; à la guerre, s'ils manquaient de tentes, il dormait comme eux en plein air, et on rapporte qu'il ne reposa jamais sur un matelas dans les garnisons de même que dans les camps. Ses mœurs étaient pures, austères : il n'avait pas de liaisons, et il refusa constamment de se marier en disant que quiconque exerce le métier des armes doit garder le célibat. Il était un des généraux les plus populaires de l'Espagne lorsque la cour lui confia le commandement au mois de mars 1794. Colonel du régiment de Majorque après la guerre contre l'Angleterre, commandant-général des grenadiers après une expédition en Afrique, maréchal de camp, gouverneur de Figuières, il suivit Ricardos dans le Roussillon comme major-général, et la *Gazette de Madrid* avait souvent cité son nom durant la campagne de 1793. Le roi l'estimait et l'aimait ; lorsqu'il revit La Union, au mois de janvier 1794, il l'embrassa tendrement en prononçant ces paroles : « C'est un plaisir d'être roi quand on a des sujets comme toi ! », et La Union, fort de la faveur du souverain et de l'appui de Godoy, n'hésitait pas, ainsi que le duc d'Ossuna, à traiter Ricardos de vieillard faible, irrésolu et incapable ; selon lui, il fallait, pour réussir, agir tout au contraire de Ricardos.

Il se défiait de l'armée. Elle avait été victorieuse en 1793 ;

il craignait qu'elle ne fût vaincue en 1794. Sans doute la cavalerie, instruite, bien équipée, pourvue de chevaux excellents, était supérieure à la cavalerie française ; les représentants la jugeaient formidable et Dugommier reconnait qu'elle était nombreuse et le meilleur atout des Espagnols. Sans doute l'artillerie avait une réputation que lui valaient sa science, ses exercices répétés, son abondant matériel ; elle était, disait le général Turreau, très belle et très bien servie ; si elle employait en campagne du canon de 24 et des mortiers de tout calibre, si elle n'adopta qu'en 1795 l'artillerie volante des républicains, elle disposait d'obusiers de la plus avantageuse qualité, et sa poudre avait plus de force et de portée que la poudre française. Mais l'armée espagnole du Roussillon ne pouvait mettre en ligne que 1.500 chevaux parce qu'elle avait dû, faute de fourrages, renvoyer le reste en Catalogne. Mais son artillerie était pesante et peu mobile. Mais son infanterie — et sur le sol difficile et montueux où la guerre allait s'engager, l'infanterie serait l'arme décisive — était notablement inférieure à l'infanterie française. L'enthousiasme des troupes avait disparu. Touchées, pénétrées par les idées nouvelles, elles n'éprouvaient plus la même haine pour la Révolution ; elles désiraient la paix. Dès la fin de 1793, Ricardos remarquait qu'elles ne se battaient plus avec ardeur et que les désertions, les débandades étaient fréquentes. Au mois de septembre il se plaignait déjà de la désobéissance, du désordre, de la lâcheté qui régnaient dans une grande partie de son armée ; il dénonçait l'impéritie et la négligence des officiers ; il déplorait les vices du système d'administration et il jurait qu'il ne ferait pas la seconde campagne, qu'il prévoyait des déroutes, la retraite des Espagnols et l'invasion des Français[1].

Aussi La Union refusa par trois fois le commandement. « Il

1. Cf. le P. Delbrel, *loc. cit.*, août, 644 ; — les notes du représentant

faudrait à l'armée, disait-il, dans l'état lamentable où elle est, un ange et non un homme. » Devant la volonté du monarque il s'inclina. La guerre était à ses yeux une « guerre d'idées », une sorte de guerre sainte, une guerre « à laquelle la religion était extrêmement intéressée ». Profondément chrétien, implacable ennemi de la Révolution, il croyait en combattant la France être le champion et du roi et de Dieu. Il engageait les Catalans, dans une longue proclamation, à lutter contre des ennemis qui profanaient les sanctuaires et voulaient « détrôner Dieu », à défendre le culte qui garantit le bon gouvernement des peuples et la félicité éternelle tout ensemble, à faire ce que les martyrs faisaient jadis, et lorsqu'il chargeait les corrégidors d'organiser les milices territoriales, il donnait aux agents qui, dans chaque canton, activaient le recrutement, le nom de « promoteurs de la défense de la religion et de la patrie ».

Brave jusqu'à la témérité, il s'exposait au danger comme un simple grenadier ; le ministre dut lui écrire que le roi trouvait des soldats plus facilement que des généraux, et l'amiral Gravina, son intime ami, le priait de se souvenir qu'il était le chef de toute l'armée et qu'il devait se conserver pour elle. Mais ses mérites n'égalaient pas sa vaillance. S'il commandait parfaitement une division, s'il s'entendait aux petites combinaisons de la guerre, il n'avait pas assez d'expérience, assez de sang-froid et de fermeté pour manier des masses et entreprendre de vastes opérations. Il était jeune encore, et il avait les défauts de la jeunesse : de la hauteur, de la présomption et une extrême confiance en lui-même. Augereau, qui s'entretint de lui avec des officiers espagnols, le représente comme un homme orgueilleux et vain, qui croyait avoir tous les talents d'un général parce

Delbrel dans la *Revue de la Révolution*, 1885, janvier, p. 21 ; — Hardy à Bouchotte, 11 déc. ; — Dugommier au Comité, 27 août (A. G.); — Fervel, I, 25, et II, 17.

qu'il en avait le titre, qui refusait d'écouter les gens de bon conseil et qui dans l'embarras ne recueillait les avis des plus habiles que pour les rejeter[1].

Il avait eu, l'année précédente, dans la journée du 20 avril où il tourna la gauche des Français et mit leur ligne en déroute, un grand avantage à Céret. Il prit Céret en affection, il regarda Céret comme la clef des positions espagnoles, c'est à Céret qu'il transféra son quartier-général. Il oubliait qu'il était sur la défensive, qu'il devait avant tout ménager sa retraite sur Bellegarde ; il ne songeait pas que Céret ne lui était utile que s'il prenait une offensive décidée et s'il avait de bons chemins, que le point le plus important pour lui, c'était la droite du Boulou et non Céret.

Le général français profita des illusions de La Union. Dès le 30 mars, il avait écrit au Comité qu'il savait par ses espions que les Espagnols envoyaient leurs meilleures troupes à Céret dans la crainte d'y être attaqués et qu'il tâcherait de tirer parti de leur erreur. Il menaça très ostensiblement Céret, et l'Espagnol tomba dans le piège ; préoccupé de sa gauche, La Union dégarnit son centre qui fut enfoncé.

Augereau, dont la division allait être, selon le mot d'un officier de cette armée, la cheville ouvrière des succès, fut chargé de donner le change à l'adversaire. « Je fais à la droite, mandait Dugommier, diverses attaques simulées, et l'ordre est donné pour y enlever un poste qui nous devient indispensable. » Ce poste, c'était le poste d'Oms, le poste le plus important des Aspres, parce qu'il couvre le torrent du Réart et offre la meilleure base d'opérations contre Céret. Il est situé au pied d'un massif d'où se détache de l'ouest à l'est, le long de la rive gauche du Tech, une branche de montagnes jalonnée par trois pitons principaux, l'En Françou ou Butte-

1. P. Delbrel, *loc. cit.*, août, 652 ; — Bourgoing, *Tableau de l'Espagne moderne*, II, 102, et III, 284 ; — Augereau, mémoire du 18 sept. (A. G.) ; — *Mon.*, 28 avril (« un homme extrêmement jeune »).

Verte au sud d'Oms, le Mouscaillou à la hauteur de Saint-Ferréol et la Calcine au-dessus du village de Llauro[1].

Après avoir mis son centre à Oms, sa droite à Taillet et sa gauche à Llauro, Augereau fit semblant de s'installer sérieusement dans sa position. De tous côtés ses soldats remuaient la terre. Des ébauches de redoutes se dessinaient au sommet et sur les flancs du Mouscaillou. Cinq cents paysans requis par Augereau traçaient au pied de cette montagne un chemin destiné à l'artillerie. A cette nouvelle qui lui fut transmise par les travailleurs mêmes, La Union s'émut. Évidemment les Français voulaient le tourner sur sa gauche! Il se hâta d'étendre cette aile qu'il croyait menacée. Une redoute était déjà construite au sud-ouest de Saint-Ferréol, sur la hauteur de Palméra. Trois cents hommes d'élite élevèrent une autre redoute sur une hauteur beaucoup plus considérable, le mont Riorol, qui saillit, ainsi que la Palméra, de la Butte-Verte aux sources du Riucerda.

Augereau avait son avant-garde sur la Butte-Verte. Il assaillit les Espagnols. Le 27 avril, à la pointe du jour, deux colonnes s'engageaient sur les deux rives du Riucerda; celle de gauche aborda la Palméra; celle de droite fit une démonstration sur le Riorol. La redoute de Palméra aurait succombé si deux bataillons de gardes wallonnes n'étaient arrivés à son secours avec six canons. Augereau se retira.

Le lendemain 28, il revint à la charge. La Union avait fait évacuer le Riorol et renforcer la Palméra de deux bataillons. Le combat, dit Dugommier, fut très vif. Les républicains emportèrent la Palméra et refoulèrent les Espagnols jusqu'aux bords du Tech. Ils étaient 1.200; pas un chasseur, pas un des Allobroges de Dessaix qui n'eût brûlé au moins soixante cartouches.

1. Fervel, II, 41; — Augereau, mém. du 18 sept.; — Cf. Dugommier au Comité, 30 mars, et mém. de Pontet (A. G.).

La Union jugea que le moment était propice pour tomber sur cette droite française qui se risquait imprudemment contre lui. « Ce général, témoigne Augereau, croyait que mon projet était de le cerner dans Céret, que je faisais pratiquer un grand chemin dans les montagnes pour passer l'artillerie et que toute ma division se portait sur ce point-là pour la protéger; il voulut me cerner à mon tour dans le village d'Oms. » La Union réunit donc sous le commandement de Mendinueta tous les Espagnols qu'il avait à Céret, et les Portugais répandus plus loin sur la rive gauche du Tech entre Palalda et Arles. Il tira de son centre, du camp des Trompettes, 2.000 hommes que le prince de Montforte lui amena. Le 29, à l'aube, une colonne de 3.000 Espagnols, partie du pont de Céret, attaquait brusquement Augereau. Les Français reculèrent sur Oms, puis en arrière d'Oms. Deux bataillons de chasseurs, a écrit Augereau, se replièrent de butte en butte et de position en position pour amuser l'ennemi pendant toute la journée. La Union exultait de joie. Mais 8.000 des siens s'étaient enfournés dans les Aspres. « Il a, marquait Dugommier, fait une équipée et donné dans le panneau jusqu'au cou; il a cru que le chemin que j'avais fait tracer à la droite de l'armée était celui dont je voulais me servir pour aller à lui; il s'est empressé d'en interrompre la communication, et il a eu la sottise de perdre son temps dans la montagne[1]. »

Aussi, le 30 avril, Augereau se contenta de reprendre Oms et de tenir l'adversaire en haleine. Il avait atteint son but; il avait opéré, comme dit le général en chef, l'heureuse diversion dont l'armée avait besoin.

Isolé de sa droite qui gardait Port-Vendres et Collioure,

1. Dugommier à Pérignon et à Augereau, 28 et 29 avril; — ordre du jour du 29 avril; — mém. de Pontet; -- Augereau, mém. du 18 sept. (A. G.).

La Union n'avait à compter dans une affaire générale que sur son centre et sa gauche. Mais sa gauche, formée de la division Courten et de la division portugaise Forbes, ainsi que des 2.000 hommes que le prince de Montforte avait amenés du camp des Trompettes, s'était empêtrée dans les Aspres, et son centre, qui tenait le camp du Boulou, ne se composait que de 8.300 hommes ; 5.500 dans les retranchements de la rive gauche du Tech et 2.800, dont 800 dragons, sur la rive droite, à Montesquieu et au camp des Trompettes.

C'était sur ces 2.800 Espagnols que Dugommier allait se jeter. Tandis qu'Augereau, avec 6.400 fantassins et 80 cavaliers, entrainait dans les Aspres la gauche de l'ennemi, tandis que Sauret, avec 7.300 fantassins et 100 hussards, se préparait à repousser la droite ou, comme s'exprime Dugommier, les secours que Collioure aurait pu fournir, Pérignon avec 16.800 hommes — 8.500 fantassins et 1.300 cavaliers secondés par une réserve de 7.000 hommes — marchait contre le centre et il était sûr du succès.

Une nouvelle faute de La Union facilita la manœuvre de Pérignon. Pour tourner le camp du Boulou et prendre à revers la ligne d'opération des Espagnols, Dugommier n'avait qu'à franchir les Albères. Or, un point essentiel de cette chaîne, c'était le pic de Saint-Christophe qui la termine et qui commande les pentes voisines. Saint-Christophe, disait Dugommier, « nous donne les montagnes, nous donne toutes les Albères ». Les Espagnols ne l'occupaient pas ! Maîtres des deux rives du Tech depuis qu'ils possédaient les places de la côte, ils jugeaient ce pic inutile et croyaient avoir assez fait en garnissant, sur le versant du Saint-Christophe, à 850 mètres au-dessous de la chapelle qui couronne la cime, le village de Montesquieu[1].

Le 29 avril avant minuit commençait le mouvement. Pen-

1. Dugommier à Augereau, à Sauret, à Dugua, 30 avril (A. G.).

dant que Sauret déployait sa division entre le Tech et les montagnes vis-à-vis d'Argelès, pendant que derrière Sauret, en seconde ligne et en réserve, la brigade Victor, s'étendant dans la plaine, appuyait sa gauche à la rivière et faisait face à Saint-Genis pour arrêter les secours qui viendraient d'Argelès après avoir échappé à Sauret, les troupes de Pérignon passaient le Tech au gué de Brouilla, en trois colonnes.

La première colonne ou brigade Martin était chargée de se saisir du Saint-Christophe. Cinquante chasseurs, hommes déterminés et ingambes, comme disait Dugommier, la précédaient. Eux-mêmes étaient conduits par autant de miquelets qui connaissaient tous les sentiers, et les douze premiers qui entreraient à la chapelle de Saint-Christophe, devaient avoir chacun cent écus. Ainsi guidée, la colonne laissa Saint-Genis à droite, traversa Laroque, et de là, par un chemin étroit où elle dut défiler homme par homme, atteignit le faîte des Albères à la pointe du jour. Martin, lui dixième, arrive au sommet du Saint-Christophe ; il établit sa brigade autour de la chapelle ; il place avantageusement six pièces de 12 et douze républicaines montées à dos de mulets ; puis il descend à La Croix-des-Signaux par le pla de l'Arc et intercepte au pont Maillols, près de l'Ecluse-Haute, la route du Boulou à Bellegarde.

La deuxième colonne ou brigade Chabert vint se poster derrière la butte qui formait l'ancien camp de Villelongue, sans avoir rencontré, comme la brigade Martin, une seule patrouille espagnole.

La troisième colonne ou brigade Point se porta à la droite et à la hauteur de la brigade Chabert en faisant face aux Trompettes.

La cavalerie du général La Barre, composée de 800 chevaux et accompagnée de 14 pièces d'infanterie volante, prit une position en potence sur la droite de la troisième colonne vis-à-vis la montagne.

Durant ce temps la réserve demeurait à Banuyls-dels-Aspres où Dugommier avait mis son quartier-général et dressé une batterie de trois pièces de 24, qui pouvaient canonner les Trompettes-Basses. Cette réserve comptait 14 bataillons et 550 chevaux. Elle devait être, selon le mot de Dugommier, imposante et, au besoin, décisive. Derrière elle, sur les hauteurs de Tresserre, se déployaient 8.000 hommes de la réquisition, destinés, suivant une autre expression de Dugommier, à ajouter à l'ensemble des dispositions le prestige de la supériorité du nombre[1].

Le 30 avril, à six heures du matin, les Espagnols s'apercevaient avec une surprise mêlée de frayeur que les Albères étaient aux mains de l'ennemi ; ils voyaient leur droite tournée ; derrière eux, au-dessus d'eux, devant eux, sur les pointes des rochers et dans la plaine apparaissaient les Français ; tout était hérissé de baïonnettes.

A huit heures, sur l'ordre de Pérignon, pendant que deux pièces établies à Villelongue ouvraient leur feu, Montesquieu était assailli de tous les côtés à la fois, par Martin, par Chabert et par l'adjudant-général Frère, qui commandait l'avant-garde de la brigade Point formée de trois compagnies de grenadiers de la 147e demi-brigade. La position était bonne : au nord, un escarpement bordé de solides parapets ; à l'est et à l'ouest deux ravins profonds et encombrés d'abatis ; au midi, une butte couronnée par une redoute ; un vieux château qui servait de réduit ; vingt obusiers et trois canons de gros calibre, deux de 12 et un de 16 ; un régiment d'infanterie commandé par un homme de cœur, le colonel don Francisco Venegas. Ce fut un des combats les plus acharnés de cette guerre et, écrit Dugommier, il y a peu d'exemples d'une pareille opiniâtreté. Après une heure de canonnade et de fusillade, Milhaud pria Pérignon de livrer

1. Fervel, II, 48 ; — instructions de Dugommier à Pérignon ; — mém. de Baudard (A. G.).

l'assaut. Pérignon, avare du sang de ses soldats, voulait attendre l'instant où les Espagnols, dont le nombre diminuait dejà, feraient leur retraite sur le Boulou. « Le poste, dit-il au représentant, a été assailli vingt fois dans la dernière campagne, et vingt fois nous avons été repoussés ; dans une heure cependant je t'y ferai entrer. » Mais sans plus écouter le général, le fougueux Milhaud courut se mettre à la tête de 60 hussards. Pérignon dut donner le signal de l'attaque. A travers les balles et la mitraille, et, raconte un témoin, au milieu du feu le plus animé de l'artillerie et de la mousqueterie, les hussards, les grenadiers, les chasseurs — ceux du 7e bataillon menés par le commandant Rabié et le capitaine Cassan — franchirent ravins, abatis, fossés, et baïonnette croisée, sabre au poing, envahirent Montesquieu de toutes parts. Chamorin, le futur général, alors sous-lieutenant au 1er bataillon de l'Hérault, sauta le premier dans la redoute. Les Espagnols qui survivaient, s'échappèrent, emportant avec eux Venegas, grièvement blessé. Quelques-uns toutefois tombèrent entre les mains des hussards[1].

La Union avait dépêché des secours aux défenseurs de Montesquieu. Il renvoya de Céret au camp des Trompettes les 2.000 hommes du prince de Montforte. Mais Montforte n'osa dépasser le Boulou. La vue des masses françaises qui couvraient la plaine, l'intimida ; il se contenta de détacher deux bataillons qui vinrent à mi-distance entre le Boulou et Montesquieu recueillir les débris de la garnison.

Dugommier qui s'était placé, pendant l'action, sur une éminence en avant de Banyuls-del-Aspres, avait rejoint Pérignon. Il félicita ses troupes et annonça qu'il demanderait pour le brave Chamorin le grade de capitaine. Il fit relever

1. Mém. de Baudard ; — témoignage de Rabié : — Dugommier au Comité, 30 avril (A. G.) ; — Arteche, 331. Chamorin fut blessé et refusa de quitter le combat pour se faire panser ; la Convention le nomma, le 8 septembre, capitaine au 8e bataillon de la Côte-d'Or (*Mon.* du 10 septembre).

en hâte les retranchements de Montesquieu et tourner contre les Trompettes-Hautes les pièces espagnoles. Il rappela les deux brigades Lemoine et Quesnel, qui constituaient sa réserve : l'une renforça la brigade Martin, l'autre remplaça dans la plaine les Français qui s'étaient établis à Montesquieu. Les 550 chevaux que commandait le général Quesnel se joignirent devant les Trompettes-Basses à la cavalerie de La Barre. Enfin la brigade Victor fut mise à la disposition de Pérignon, qui réunit ainsi sous ses ordres les deux tiers de l'armée. Tout ce monde bivouaqua durant la nuit; un grand nombre de feux s'allumèrent sur le versant des Albères, et l'Espagnol, dit un officier, « sentit qu'il ne fallait plus penser à rentrer dans Montesquieu. »

Le désespoir de La Union était extrême : les Français occupaient les Albères, prenaient Montesquieu, tournaient le camp du Boulou, coupaient l'armée espagnole en deux tronçons ! Il tint conseil de guerre à Céret. Son chef d'état-major ou, comme on disait à cette époque, son quartier-maître général, Thomas de Morla, était un homme avisé. Dès le 29 avril, après le combat du Riorol et de la Palméra, il assurait que Céret n'était pas l'objectif des Français, qu'Augereau tentait une fausse attaque, une *llamada falsa*, sans avoir avec lui beaucoup de monde, *no mucha gente*. Il proposa dans le Conseil d'attaquer directement Dugommier : pendant que la division de Collioure se ferait jour à travers la gauche de l'armée française, les troupes du Boulou et celles de Céret se réuniraient pour fondre sur Montesquieu. Ce plan, si audacieux qu'il fût, pouvait réussir et rouvrir aux Espagnols le chemin de Bellegarde, l'unique route qui restait à leur cavalerie et à leur immense matériel de guerre. Mais la majorité du Conseil déclara qu'il valait mieux se retirer par le col de Portell. Là-dessus Morla opina que la retraite se fit du moins par le Vallespir où étaient les Portugais. Cette fois encore, le Conseil vota

contre lui. On arrêta que les Portugais seuls se replieraient par le Vallespir et les gorges du Ter. Quant aux Espagnols qui tenaient la rive gauche du Tech, ils gagneraient le pont de Céret et de là le col de Portell. Ceux qui campaient sur la rive droite iraient se poster à Maureillas et de là le long du Tech jusqu'au pont de Céret pour couvrir la marche et faire l'arrière-garde[1].

Mais, au lieu de commencer sa retraite incontinent, dans la soirée même, ou du moins d'envoyer en avant, sans perdre une minute, les bagages et la grosse artillerie, La Union retarda ses mouvements jusqu'au lendemain, et le lendemain, qui était le 1er mai, les Français se jetèrent sur lui de tous côtés pour le cerner.

Dès quatre heures du matin, les généraux Martin et Lemoine enlevaient la batterie des Signaux et celle des Trompettes-Hautes, dont la résistance ne fut ni longue ni vigoureuse. Puis, tournant Saint-Christophe, ils marchaient, l'un sur l'Écluse-Haute pour barrer la route de Bellegarde, l'autre sur l'Écluse-Basse pour aller de là couper le col de Portell aux ennemis.

La retraite des Espagnols avait commencé. Après avoir allumé de grands feux, Mendinueta quittait sans bruit les positions qu'il occupait autour du village d'Oms en face d'Augereau et gagnait précipitamment le pont de Céret. Las Amarillas évacuait le camp du Boulou pour s'acheminer par la rive gauche du Tech vers le gué de Saint-Jean de Pages, qui débouchait sur Maureillas. Le prince de Montforte abandonnait le camp des Trompettes-Basses et, selon la décision du Conseil de guerre, remontait la rive droite du Tech pour se rendre à Maureillas et de là, ainsi que Las Amarillas, au col de Portell.

1. Arteche, 329; — cf. G. F., officier au service du Portugal, *Mémoire raisonné sur la retraite de l'armée combinée espagnole et portugaise du Roussillon effectuée sous les ordres du comte de L'Union, le 1er mai* 1794. 1795.

Montforte avait avec lui 800 dragons. Il eut l'idée d'envoyer la moitié de cette cavalerie sur l'autre bord du Tech par le pont du Boulou pour protéger la reculade de Las Amarillas. Mais La Barre, qui s'avançait au grand trot dans la plaine, était aux aguets. Lorsqu'il vit les dragons espagnols se diviser, il divisa pareillement ses dragons. Il lança Quesnel, son lieutenant, avec 800 chevaux aux trousses de Montforte sur la rive droite. Lui-même, à la tête du 1er régiment de hussards, du 22e régiment de chasseurs et d'une demi-batterie d'artillerie légère, traversa le Tech à la Trompette et courut sur la rive gauche pour assaillir Las Amarillas au gué de Saint-Jean.

Cette inspiration décida de la journée. Quesnel, poussant les troupes de Montforte dans un étroit couloir entre la montagne et un torrent, les mit dans le plus affreux désordre ; tout se dispersa sous le choc de ses 800 dragons et chasseurs ; une foule d'Espagnols se jetèrent sur la route de Bellegarde pour tomber dans les mains de la brigade Martin, qui les attendait à l'Écluse-Haute.

Sur la rive gauche du Tech, les divisions de Mendinueta et de Las Amarillas faillirent avoir pareil sort. La Barre pressait avec ses chasseurs et ses hussards les dragons qui couvraient la retraite de Las Amarillas ; il allait les charger et il pensait en avoir bon marché lorsqu'il vit sur la droite une poignée d'artilleurs espagnols qui venaient d'évacuer des redoutes avec leurs pièces et, presque au même moment, une colonne d'infanterie de 800 hommes environ. Sa batterie volante lâcha quelques coups de canon à bout portant sur les artilleurs, qui se rendirent sur-le-champ. Quant à l'infanterie, menacée de loin par deux bataillons qui sortaient du camp de Trouillas, il suffit de braquer sur elle une pièce de 8 ; elle déposa les armes. Mais il avait fallu suivre ces Espagnols jusque sur les hauteurs du puig Singli, et en amusant La Barre ils avaient sauvé ce qui restait de leur

armée. Pendant ce temps, la division de Las Amarillas avait franchi le Tech. Le général Quesnel arriva trop tard pour arrêter la cavalerie espagnole ; elle dut toutefois, afin d'échapper à l'infanterie de Martin, abandonner ses chevaux et fuir à travers les rochers. Un régiment de dragons enfila, non sans hardiesse, le col du Perthus ; il fut, à l'Écluse-Haute, criblé de balles par le 1er bataillon du Gard qui bordait la route ; les uns rebroussèrent chemin ; les autres passèrent sous le feu des Français en laissant une quinzaine des leurs sur la place.

C'était vers le pont de Céret que refluait toute l'armée ennemie. Mais à ce pont courait La Barre, courait Augereau. Dès qu'il avait su que Mendinueta se retirait sur Céret, Augereau s'était jeté à sa poursuite, et ses deux brigades Guien et Mirabel avaient gagné rapidement Saint-Ferréol. Le pont fut obstinément défendu par Vives qui disposait de six pièces de gros calibre et qui salua la cavalerie de La Barre par plusieurs volées de canon. Enfin, Vives céda aux efforts d'Augereau, et La Barre, traversant le pont au galop, s'engagea dans le défilé de Céret à Maureillas. L'impétueux général tomba sur la colonne des équipages espagnols, qu'il prit en queue pendant que Quesnel la prenait en tête. Il y eut alors une scène indescriptible de confusion. Tout le matériel de l'armée espagnole, son artillerie, ses voitures, ses chevaux, ses mulets, étaient là sur la berge escarpée d'un torrent, au pied de la montagne. Les ennemis mirent le feu aux poudres ; ils précipitèrent des pièces au fond des ravins ; ils essayèrent désespérément de fuir à travers les rochers et les abîmes. Mais pas un chariot, pas un caisson, pas une bête n'échappa.

La victoire eût été complète si le général Lemoine, parti de l'Écluse-Basse, avait pu prévenir les Espagnols au col de Portell. La fatigue de ses troupes et les âpres sentiers de la montagne ralentirent sa marche. Mais si la plus grande

partie de l'infanterie espagnole s'échappa, elle était découragée, démoralisée, incapable d'un nouvel effort. Dès l'ouverture de la campagne, le premier pas de Dugommier était, comme dit un de ses officiers, un pas de géant[1].

Quinze cents Espagnols tués et presque autant de prisonniers, dont un général, un colonel et 75 officiers de tous grades, 150 bouches à feu, 800 chevaux et mulets, les tentes, les effets de campagne, les bagages de 20.000 hommes, les équipages de l'état-major, la belle et pesante vaisselle de La Union, tels étaient les trophées de ces deux journées du 30 avril et du 1er mai 1794, qui portent le nom de bataille du Boulou, et pour enlever toutes ces prises, Milhaud dut prendre le 9 mai un arrêté qui requérait des charretiers dans les départements de l'Hérault et du Gard.

Bellegarde et Collioure restaient aux mains des Espagnols ; mais ils avaient repassé la frontière, et leurs alliés les Portugais abandonnaient sans résistance les petites places de Fort-les-Bains et de Prats-de-Mollo. Les Français perdaient à peine 20 hommes! C'est, comme s'exprimait Dugommier, que les mesures avaient été bien prises ; c'est que l'armée des Pyrénées-Orientales, entraînée par son nouveau chef, pleine d'enthousiasme, animée du désir de chasser l'envahisseur et de laver les taches de 1793, n'avait cessé d'agir avec autant d'ensemble que d'ardeur. Sous les ordres de Dugommier, a dit Augereau, elle avait le meilleur esprit, et elle ne demandait que d'en venir aux mains. La Convention décréta qu'elle avait bien mérité de la patrie.

Et Dugommier avait, lui aussi, et cette fois encore, bien mérité de la patrie. Les généraux français de 1793 s'étaient heurtés aux retranchements de Montesquieu et jetés aveuglément sur le front de la position espagnole; ils n'avaient

1. Mot du futur général Albert au Directoire (23 mai 1798); — voir, pour tout ce qui précède, le mém. de Baudard et la lettre de Dugommier au Comité, 1er mai (A. G.), Fervel, Arteche, Pineau, etc.

pas pensé à se porter sur la crête des Albères, à ce pic de Saint-Christophe d'où le camp du Boulou se présentait ouvert à sa gorge ; ils n'avaient pas songé que l'occupation de ce point leur donnait les Albères. Dugommier conçut et accomplit cette belle manœuvre que ses devanciers n'avaient pas même entrevue, et il sut l'exécuter après avoir mis toutes les chances de son côté. Il fit sans doute des gaucheries et des maladresses. Mais il jouait presque à coup sûr. Les précautions qu'il prescrit à la veille de l'action sont infinies. Il craint que les ennemis ne le préviennent et ne l'attaquent, et il commande à ses généraux d'exercer une extrême surveillance, de ne négliger aucune mesure pour éviter une surprise : que les bivouacs soient doublés, que les canonniers aient leur mèche allumée, que la cavalerie soit aux aguets et que Dugua et Quesnel se partagent la nuit[1]. Il

1. Dugommier à Augereau et à Pérignon, 28 avril (A. G.). Voici, au 19 avril, la composition de l'infanterie des Pyrénées-Orientales : Troupes dans les garnisons : bataillon de Castres, bataillon d'Alby, 5e bataillon Haute-Vienne, 1er et 2e bataillon de Perpignan (2.500 hommes à Perpignan et citadelle) ; *Cantonnements maritimes* (2.733 hommes) : 4e Côtes Maritimes (Saint-Laurent) ; 5e Aude (Salces) ; 4e Tarn (Saint-Hippolyte) ; 70e (Leucate) ; 1er Hautes-Alpes (Sigean) ; 7e Aude (Gruissan) ; 4e Lot (Torreilles) ; *Cantonnements éloignés* (16.231 hommes) : 5e Hérault, 6e Dordogne, 2e de la Révolution (Agde) ; 1er Montblanc, 1er Phocéens, 2e grenadiers Bouches-du-Rhône (Cette) ; bataillon de Brutus (Poussan) ; 7e Mont, d'Aix (Bouzigues) ; 2e bataillon légion helvienne (Gigean) ; 3e bataillon légion helvienne et Mont. Républ. (Montpellier) ; 5e Ardèche (Frontignan) ; 5e Corrèze (Avignon) ; 9e Lot, 3e Ariège, 1er Charente (Aveyron) ; 4e infanterie légère de la Montagne et compagnie franche de Prades (au col Ternère). — Corps de troupes disponibles : *Division de droite* (10.751 hommes) : 1er bataillon grenadiers montagnards, 2e Haute-Garonne. 4e Aude, 39e demi-brigade, 1er grenadiers, 3e et 5e Haute-Garonne, 3e Haute-Vienne, 1er Ariège, 9e Drôme (au Mas-Deu) ; légion des Allobroges et légion de la Montagne (Fourques) ; 6e chasseurs (Passa) ; 3e chasseurs (Villemolaque) ; 3e Pyrénées-Orientales (Fourques) ; 7e Ariège (Thuir) ; 3e Montagne (Sainte-Colombe) ; 3e Tarn (Terrats) ; 6e Hérault (Llupia) ; 3e Côtes Maritimes (Trouillas) ; *Division du centre* (11.305 hommes à Bages) : 147e demi-brigade ; 61e régiment ; 6e et 7e Côtes Maritimes ; 53e régiment ; bataillon de la Moselle ; 10e de la Montagne ; 4e Gard ; 2e Hautes-Pyrénées ; 2e grenadiers du Gard ; 1er de Béziers ; 3e Ardèche ; 4e Ariège ; 5e chasseurs ; 3e chasseurs des montagnes ; 1er Cantal ; 4e Pyrénées-Orientales ; 7e chasseurs ; 2e Côtes Maritimes ; 6e Montagne ; 1er Amis du peuple ; 9e Aude ; 6e Hérault ou de Lodève ; 1er braconniers montagnards ; *Division de gauche :* 5e Vaucluse

veut avoir des nouvelles de chacun d'heure en heure pour porter des secours où besoin sera ; « il faut bien, dit-il, s'attendre à quelques défectuosités dans un grand corps. »

(Canet) ; 79e et grenadiers Basses-Alpes (Saint-Nazaire) ; 7e (Lagrange); 2e chasseurs (Latour-bas-Elne) ; 4e chasseurs, 8e Haute-Garonne, chasseurs éclaireurs (Saint-Cyprien) ; 1er et 8e infanterie légère, 28e régiment, miquelets de Collioure (Elne) ; chasseurs sans-culottes (tuilerie d'Anglade) ; 4e Mont Blanc (Montescot) ; 1er Côtes Maritimes (Corneilla) ; 4e et 7e Haute-Garonne, 3e Drôme, 2e Ardèche, 5e et 6e Bec d'Ambez, 32e régiment, 6e Aude, 5e Montagne, 4e Corrèze, 1er Tarn (Ortaffa).

CHAPITRE XI

COLLIOURE ET BELLEGARDE

Fautes de Dugommier. — Les places de la côte, fort Saint-Elme, Port-Vendres, Collioure. — Occupation du puig de Las-Daynas. — Bombardement de Saint-Elme. — Sortie du 17 mai. — Impuissance de Castagnier. — Attaque du 22 mai et tentative d'escalade. — Saint-Elme évacué dans la nuit du 25 mai, ainsi que Port-Vendres. — Capitulation de Collioure (26 mai). — Départ de sa garnison (27 mai). — Ses armes déposées à Banyuls sur-Mer. — Décret du 3 juin. — Violation de la capitulation. — Correspondance de Dugommier et de La Union. — Fureur des représentants. — Le décret de guerre à mort (11 août). — Proposition d'arbitrage. — Investissement de Bellegarde. — Capitulation du fort (17 septembre). — Lettres de Dugommier et du représentant Delbrel au Comité.

Si brillante que fût la victoire du Boulou, elle était incomplète. Dugommier avait commis des fautes. Pourquoi n'appelait-il pas à lui tous les bataillons dont il disposait? 12.000 hommes environ tenaient la côte, depuis les Bouches-du-Rhône jusqu'à la Tet : le tiers de ces troupes n'aurait-il pas suffi pour renforcer la brigade Lemoine, qui n'avait pu, parce qu'elle était harassée de fatigue, intercepter à temps le col de Portell?

Que faisait, pendant ces mémorables journées, la division de Cerdagne? Un jacobin de Perpignan n'écrivait-il pas à Paris qu'elle allait couper la retraite aux vaincus de Céret et du Boulou? Deux députés des Pyrénées-Orientales, Delcasso, le curé de Montlouis, et Montégut, ne disaient-ils pas, au mois de mars, que si les Espagnols étaient battus au Boulou et refoulés sur Figuières, elle pourrait leur barrer le chemin et leur disputer le passage du Ter, puisqu'elle serait

sur l'autre rive? Ce plan était celui de Dagobert, et Dugommier ne l'ignorait pas; lorsqu'il sut la mort de Dagobert, il demanda au Comité s'il devait le suivre : une diversion bien opérée, remarquait-il, ne pouvait manquer d'être utile. Au moins aurait-il dû envoyer en toute hâte à la division de Cerdagne l'ordre de se porter dans le Vallespir pour fermer la gorge du Ter aux Portugais. Cette division ne détacha que 2.000 hommes, commandés par l'adjudant-général Porte, et ces 2.000 hommes se contentèrent de pousser lentement dans la vallée de la Sègre l'ennemi qui reculait devant eux; ils entrèrent dans Montella, ils incendièrent Alqueu et Caves dont les habitants avaient tiré sur eux; ils épargnèrent Villanova qui n'avait pas résisté, et après ces beaux faits, non sans avoir râflé du pain, du grain et du bétail, ils regagnèrent leurs quartiers. N'eût-il pas mieux valu que ces 2.000 hommes fussent employés contre les Portugais qui s'échappaient du Vallespir[1]?

Le général commit une faute plus grave encore. Il devait suivre son avantage, franchir le col de Portell, rejeter dans Figuières et dans Girone les Espagnols déconcertés, pendant que la division de Cerdagne les prenait en flanc ou à dos. C'était finir la guerre, et les places de Collioure et de Bellegarde, abandonnées à elles-mêmes, auraient bientôt capitulé comme capitulèrent dans le nord Le Quesnoy, Landrecies, Valenciennes et Condé. En 1675, lorsque le col de Portell était aux mains des Espagnols, le maréchal de Schomberg, débouchant par le col de Banyuls, n'allait-il pas chercher sous les murs de Girone les clefs de Bellegarde?

Dugommier faisait la même faute que Ricardos, en mai 1793, après le combat du Mas-Deu. Maître de la campagne, le général espagnol aurait dû marcher sur Perpi-

1. Fervel, II, 60; — *Mon.*, 23 avril (séance des Jacobins); — Observations de Delcasso et de Montegut; — Dugommier au Comité, 20 avril (A. G.).

gnan, et il avait perdu tout le fruit de ses succès en attaquant Prats-de-Mollo, Fort-les-Bains et Bellegarde, trois places qu'il avait dépassées et qu'il aurait masquées sans difficulté ni péril.

Un homme d'expérience et d'esprit perspicace, le général Dugua, jugeait mieux la situation. Il disait que Dugommier « profitait bien mal de sa victoire » ; qu'assiéger les places de la côte, c'était donner aux Espagnols le temps de se remettre de leur frayeur et de se rassembler; qu'ils ne seraient pas aussi lents qu'on le croyait à réparer leurs pertes. Quoi, s'écriait Dugua, au lieu de réunir leurs forces et de poursuivre l'ennemi sans relâche, les vainqueurs du Boulou s'arrêtaient à deux kilomètres de la frontière! « Est-ce, ajoutait Dugua, l'égoïsme ou est-ce l'ignorance? Est-ce un motif plus criminel? Le général en chef a été s'enterrer derrière Saint-Elme, à six ou dix mortelles lieues des autres divisions, dans une batterie d'où il canonne ce nid de pie, qui ne devrait être que l'objet d'un coup de main[1]! »

On a prétendu que Dugommier craignait la colère du Comité. Mais le Comité ne lui avait rien prescrit. Naguère le général ne prenait-il pas sur lui d'intervertir l'ordre des opérations et de commencer par l'attaque du Boulou? C'était par dessus tout un homme prudent et méthodique. « Pas de pointe en Espagne, dit-il nettement à ceux qui l'entourent; avant de rien tenter à l'extérieur, il faut chasser l'Espagnol de Collioure et de Port-Vendres. » Le sage et froid Lamer l'approuvait. « Ceux, écrit-il, qui n'ont jamais vu d'armée, pensent que l'on peut courir la poste. » Milhaud et Soubrany étaient du même avis ; malgré leur ardeur et leur fougue, les deux représentants pensaient, ainsi que Dugommier et Lamer, qu'il fallait d'abord « purger le territoire », et après avoir déclaré, le 3 mai, que

1. Dugua à un représentant, 25 mai (A. G.).

tout particulier qui cacherait dans sa maison des fuyards de l'armée espagnole ou des émigrés ou des effets appartenant aux uns et aux autres, serait fusillé comme traître à la patrie au milieu de l'armée, ils s'acheminaient, avec le général en chef, vers les places de la côte[1].

Dugommier laissa donc La Union reculer par le col de Portell sous le canon de Figuières et envoyer à Bellegarde, par La Jonquère, deux bataillons de renfort et des approvisionnements. La division du centre, commandée par Pérignon, aurait pu, de Maureillas, troubler les communications du général espagnol avec Bellegarde, qui reçut le 8 mai un dernier convoi; elle se tint immobile durant quatre jours. Ce ne fut que le 6 mai que Pérignon gagna le col de Portell et descendit en terre espagnole à La Jonquère où il mit son quartier-général. De là, avec les brigades Martin, Point et Lemoine, il observa Bellegarde.

De même que les Espagnols, les Portugais avaient repassé la frontière sans être inquiétés. Lorsque la division de droite conduite par Augereau s'ébranla au soir du 2 mai, il était trop tard : Augereau remonta la vallée du Tech; il prit possession des deux petites places évacuées par les Portugais, Fort-les-Bains et Prats-de-Mollo; il occupa Saint-Laurent-de-Cerdans; mais la division du général Forbes avait sur lui vingt-quatre heures d'avance, et il ne put l'atteindre.

Pendant ce temps la division de gauche, menée par Sauret, mettait le siège devant Collioure. A peine la bataille du Boulou était-elle terminée que Dugommier ordonnait à La Barre de se diriger sur Argelès avec tout ce qu'il pouvait réunir de troupes à cheval, à Sauret de suivre La Barre, à Chabert, dont la brigade était détachée du centre, de fermer le col de Banyuls avec 2.000 hommes qui passeraient par les Albères et emporteraient deux jours de vivres.

1. Dugommier au Comité, 7 mai; — Lamer à Desroches, 8 mai (A. G.).

Ces mouvements s'exécutèrent, mais dans le désarroi et la fatigue de la victoire, avec assez de mollesse. « Tout est lent, disait Dugommier, et il n'y a de vivacité que dans les attaques. »

Chabert, qui longeait la côte des Albères, s'égara parmi les rochers et, lorsqu'il arriva le 5 mai dans la soirée au col de Banyuls, après deux jours de marche, une grande partie de la cavalerie espagnole, 500 chevaux environ, avait franchi le défilé. La Barre n'entra dans Argelès que le 2 mai, au matin : la garnison, qu'il croyait enlever, était déjà partie [1].

Mais, dans l'après-midi du même jour, Dugommier venait à Argelès et prenait sur-le-champ toutes ses dispositions.

Le commandant de Collioure, sommé par La Barre de se rendre, avait répondu que le temps n'était pas encore venu. Il se nommait Eugenio Navarro et il avait le grade de maréchal de camp : homme brave, intègre, juste, pénétré de la crainte de Dieu, et qui, selon le mot de Thomas de Morla, avait encore mille autres vertus, fantasque toutefois, indocile et ignorant. Mais il avait 7.000 soldats, 91 pièces en batterie et de bonnes murailles [2].

Collioure à gauche, le fort Saint-Elme au centre, Port-Vendres à droite formaient un seul système de fortifications. Port-Vendres, entièrement ouvert du côté de la campagne, avait un excellent port que ses batteries ne suffisaient guère à défendre. Le fort Saint-Elme qui séparait et dominait tout ensemble Port-Vendres et Collioure, était un rocher à l'abri d'une attaque de vive force, et les Espagnols ne l'avaient eu l'année précédente que par trahison. Collioure possédait une enceinte bastionnée qui reliait deux forts situés à ses deux extrémités, le Château et le Miradoux ; mais ce qui valait mieux que cette enceinte, c'était le

1. Cf. Dugommier aux généraux, 1er mai, et à Doppet, 3 mai (A. G.).
2. Arteche, 341, note.

camp de la Justice ou les ouvrages extérieurs : la tour et les deux redoutes en maçonnerie construites sur la hauteur de Las Forcas, une suite de retranchements de campagne qui s'étendait jusqu'au puig Oriol, et le puig Oriol où s'élevaient deux redoutes.

Avant d'assiéger ces trois points, il fallait se saisir du puig de Las Daynas. C'était de Las Daynas que se détachaient trois arêtes de montagnes, trois branches ou rameaux, l'un qui enveloppait Collioure et l'isolait de la plaine du Roussillon, l'autre dont la pointe était couronnée par le fort Saint-Elme, le troisième qui se terminait au cap Béar en laissant Port-Vendres à sa gauche. Pour empêcher l'investissement des trois places de la côte, les Espagnols n'avaient qu'à tenir le puig de Las Daynas, et ils pouvaient le faire d'autant plus aisément qu'ils avaient le double de monde nécessaire. Ils ne comprirent pas qu'ils résisteraient plus longtemps s'ils défendaient les dehors de leur position, s'ils occupaient le puig de Las Daynas, dont les rochers leur constituaient comme une seconde enceinte. Ils crurent inutile de s'établir sur ce massif qui semblait inaccessible. Garder le camp de la Justice, n'était-ce pas assez ? Navarro ne mit donc de l'infanterie et du canon que sur les hauteurs qui vont de la côte au puig Oriol.

Il comptait sans Dugommier qui se montra dans cette circonstance à la fois adroit et audacieux. Dans la nuit du 2 au 3 mai, les 14.000 hommes dont se composait l'armée de siège, c'est-à-dire la division Sauret formée en six brigades, partaient d'Argelès où ils s'étaient concentrés. La brigade Guillot ouvrait la marche. Il lui fallut pour aller d'Argelès au Mas Jordis, par un chemin étroit où deux hommes seulement passaient de front, une demi-heure ; du Mas Jordis au Mas Vergès un quart d'heure ; du Mas Vergès au Mas Rimbaud trois quarts d'heure. Puis, trompant la vigilance des postes du puig Oriol, longeant le petit torrent du Rave-

nel et sa gorge tortueuse, elle monta en une heure par un mauvais sentier au pic de Taillefer, et de là descendit en un quart d'heure au puig de Las Daynas.

Deux autres brigades, les brigades Micas et Pelletier, suivaient les traces de la brigade Guillot. Arrivées au puig de Las Daynas, elles se dirigèrent par la crête de l'arête sur le col de Perdiguer, portant leur droite à la vigie de Béar et détachant un bataillon de chasseurs au col del Mitg et cinquante miquelets à la tour de la Massane qui domine toute cette région. Deux autres brigades, les brigades Causse et Pinon, occupèrent le Mas Jordis et les défilés du Mas Frère jusqu'au pied des monts. La sixième brigade, la brigade Victor, barrait la plaine et fermait en avant du Mas Leclerc la ligne d'investissement. La cavalerie de La Barre en seconde ligne s'étendait dans la plaine d'Argelès.

Un léger échec assombrit l'expédition. La brigade Micas devait, selon des instructions antérieures que Dugommier avait ensuite annulées, prendre à revers deux batteries de Port-Vendres qui défendaient au pied des hauteurs du cap Béar l'accès du goulet. Elle fut repoussée. « Elle a cédé, disait Dugommier, à la démangeaison d'entrer à Port-Vendres et elle a perdu quelques hommes ; c'est une leçon qui lui fera sentir la nécessité de respecter rigoureusement mes ordres[1]. »

Toutefois cette attaque téméraire jeta l'émoi dans Port-Vendres. Cinq frégates et nombre de chaloupes espagnoles mouillaient à l'entrée du port; malgré le gros temps, elles mirent aussitôt à la voile et plusieurs de ces embarcations furent submergées, avec elles des émigrés de la légion de la Reine. « Une grande quantité d'hommes et de femmes et qeaucoup d'émigrés, écrivait Milhaud, ont été engloutis dans

1. Ordre du jour du 2 mai ; — Dugommier au Comité, 3 mai (A. G.).

les flots, et une belle bombarde chargée d'un mortier à la Gomer a échoué sur notre rive[1]. »

Enfin la divison Sauret interceptait tous les défilés et cernait entièrement les places de la côte. « Voilà, s'écriait Dugommier, Collioure resserré, et il est impossible à un chat espagnol de passer ! » En une nuit, sur trois à quatre lieues de terrain, parmi des rochers que nulle troupe n'avait encore abordés, par une manœuvre aussi habile que hardie, Dugommier avait environné Saint-Elme, Port-Vendres et Collioure. Dans l'après-midi du 3 mai, il venait avec Soubrany et son état-major s'établir au puig de Las Daynas dans une méchante cabane de chevrier et partager, comme il disait, en cette froide cahute, le bivouac de ses frères d'armes. Il donnait ainsi l'exemple de l'endurance. Pendant vingt-quatre jours, sans tente, presque sans abri, les troupes, gardant tous les cols par où l'ennemi pouvait s'évader, allaient supporter dans les montagnes des pluies fréquentes et un froid rigoureux avec abnégation et, selon l'expression des représentants, avec une constance stoïcienne. « Nous sommes ici, marquait Dugommier à Peyron, sur une montagne très venteuse, et je t'écris de la tanière d'un renard ; ce qui me console, c'est que je ne tarderai pas d'être un loup[2]. »

Saint-Elme était la clef de la position ennemie et Dugommier dirigeait tous ses efforts contre Saint-Elme. Si Saint-Elme tombait, disait-il, tout le reste tomberait. Saint-Elme, c'était la redoute anglaise, c'étaient les Albères : la redoute anglaise lui avait donné Toulon ; les Albères lui avaient donné le Boulou, Céret et les postes environnants ; Saint-Elme lui donnerait Port-Vendres et Collioure[3].

1. *Mon.*, 21 mai ; — Vidal, III, 237.
2. Dugommier à Chabert et à Peyron, 7 mai ; — Rec. Aulard, XIII, 687, 809.
3. Dugommier à Pérignon et au Comité, 4 mai (A. G.).

Construit en forme d'étoile à six pointes autour d'une ancienne vigie, le fort Saint-Elme ne pouvait être battu que d'un seul côté. Il avait des escarpes d'une hauteur de dix-huit mètres, et une plate-forme soutenue par une série de voûtes et bordée de parapets d'une maçonnerie assez épaisse et dure. Mais ses défenseurs, au nombre de 150, n'avaient que dix bouches à feu; son fossé manquait de contrescarpe et de chemin couvert; son enceinte était entièrement exposée aux coups du dehors; l'assiégeant n'avait qu'à dresser sur le puig de Las Daynas, à cinq cents pas des murailles, une batterie de brèche.

Dugommier avait cru d'abord sur la foi de quelques officiers que le calibre de 12 suffirait à réduire Saint-Elme; il reconnut bien vite qu'il avait eu de « faux renseignements », et il dut emprunter des pièces de 24 à Castagnier.

Selon l'ordre du général, Castagnier vint le 5 mai débarquer à l'anse des Paulilles, non loin de Béar, douze pièces de 24, trois de 12 et huit mortiers de divers calibres. Milhaud montait la même canonnière que Castagnier, la *Dune-Libre*, et Dugommier, rappelant que Soubrany était avec lui sur la montagne, disait que les deux représentants se partageaient la terre et la mer[1].

Restait à transporter canons et mortiers à trois cents mètres au-dessus du rivage en face de Saint-Elme par des pentes très raides et par un sentier qu'un homme à pied aurait difficilement suivi. Les pièces, même tirées par cinquante chevaux, ne pouvaient démarrer. On les enveloppa dans des douves de tonneaux entourées de cordes, on usa de leviers, deux cents hommes s'attelèrent à chacune et, après plusieurs jours d'énergiques efforts, douze bouches à feu furent hissées sur la cime de la montagne. Encore dut-on détacher en avant des pionniers qui préparèrent les rampes et

1. Dugommier au Comité, 7 et 10 mai; — à Pérignon, 12 mai (Milhaud quitta la flottille le 10 mai).

en un certain endroit dresser des gabions pour échapper aux enfilades de Saint-Elme. L'arête atteinte, de nouveaux obstacles se présentèrent. L'artillerie du fort couvrait les travailleurs de projectiles, et dans cet espace étroit, sur un sol rocheux, la sape était presque impossible. Il fallut cheminer de nuit. Durant le jour les canons étaient calés et cachés sous des fascines.

La batterie de brèche, placée à 450 mètres du fort sur le puig Japone et armée d'abord de trois pièces de 12 et de deux mortiers de 8, ouvrit le 9 mai un feu très vif qui démonta deux canons aux Espagnols. Dugommier ne fut pas satisfait de ce tir de plein fouet. Il imagina de bombarder la tour pour rendre la plate-forme intenable par les éclats de la maçonnerie : il se souvenait sans doute que Bonaparte avait, devant Toulon, après la prise de la redoute anglaise, refusé de mettre du canon à Balaguier et à l'Éguillette de peur que ses camarades ne fussent tués par les ricochets des boulets et par les débris de la tour qui servait de gorge à ces deux batteries. Mais la vieille tour de Saint-Elme résista, et le général attendit, non sans impatience, la grosse artillerie.

Dans la nuit du 10 au 11 mai, la batterie française, accrue de quatre pièces de 24 et d'un mortier de 12, s'établit en avant du puig Japone dans une dépression de la crète, sur un nouvel épaulement. En quelques heures elle réduisit au silence le canon de Saint-Elme sans faire néanmoins beaucoup de dégradations dans la muraille[1].

Le 14 mai, deux pièces de 24 vinrent s'ajouter à la batterie de brèche. Navarro, alarmé, résolut de la détruire, et il opéra dans la nuit du 16 au 17 une sortie qui rappelle la sortie que firent les défenseurs de Toulon au matin du 30 novembre 1793.

Trois mille Espagnols, commandés par le marquis de Cas-

1. Dugommier au Comité, 20 mai (A. G.).

trillo partirent de Collioure et de Port-Vendres en deux colonnes pour assaillir le puig Japone et le puig de Las Daynas. Ils passèrent à côté des avant-postes de l'assiégeant en répondant *républicains français* à leur qui-vive. Mais la lune, se levant soudain à onze heures, trahit leur marche. Il était trop tard pour reculer. Castrillo paya d'audace et, tambour battant, gravit les escarpements. Il parvint presque, dit Milhaud, à cerner nos troupes. Dugommier, réveillé en sursaut, atteint à l'épaule par un biscaïen, ne dut son salut qu'aux grenadiers du 28e infanterie ci-devant Maine. Un combat opiniâtre s'engagea où se distinguèrent, outre les grenadiers du 28e, les chasseurs de Provence et ceux des Vosges, 1er et 8e. Grâce à leur intrépidité, non à leur vigilance, les Français l'emportèrent, et ils n'eurent pas 80 hommes hors de combat. Les Espagnols avaient 18 morts, 125 blessés et 98 disparus, et, comme disait Dugommier, leur coup était raté. Le général jugeait toutefois cette sortie vigoureuse et très bien concertée. Il s'irritait qu'une colonne ennemie pût s'avancer si loin parallèlement aux lignes françaises sans être aperçue ;« l'événement, écrivait-il à Micas, prouvait que les points nécessaires à la défense n'avaient pas été suffisamment reconnus[1]. »

L'impuissance de Castagnier, de ce Castagnier qu'on surnommait le brave, et qui, selon Milhaud, ne laisserait rien échapper, redoublait la colère de Dugommier. Il avait déjà dit que la flotte de Castagnier faisait plus de bruit que de mal, qu'elle ne pouvait servir que d'épouvantail. Le 13 mai, lorsqu'il vit Castagnier s'enfuir à l'aspect de l'escadre espagnole, il éclata d'indignation. Cinq chaloupes canonnières, armées chacune d'un canon de 24, sortirent de Port-Vendres et engagèrent le feu contre Castagnier ; pendant ce temps quatre frégates espagnoles s'approchaient, convoyant soixante

1. Rec. Aulard, XIII, 681 : — *Gazette de Madrid*, n° 46 ; — Dugommier à Micas, 17 mai, et à Pérignon, 18 mai (A. G.).

voiles qui se dirigeaient vers Collioure et Port-Vendres. Muni d'une excellente longue-vue, Dugommier contemplait ce spectacle; il s'imaginait que Castagnier oserait accepter la lutte ; il croyait même que Castagnier aurait l'avantage : chacune des canonnières françaises portait trois canons de 24 et des fourneaux à réverbère qui rougissaient les boulets à la minute. Castagnier ne fit rien : après avoir rendu quelques coups aux canonnières qui venaient de Port-Vendres, il alla se réfugier sous les batteries de Banyuls et laissa la flotte espagnole entrer intacte dans Collioure. Dugommier était hors de lui. Voilà ce Castagnier qui, disait-on, avait, à Dunkerque, détruit de gros vaisseaux ! Est-ce que ses neuf canonnières n'étaient pas « de supériorité impérieuse » ? Est-ce qu'il avait affaire à de grands navires ? Évidemment il devait s'attendre à des difficultés ; mais avec de l'audace, on a bientôt battu l'ennemi ! « Les bateaux espagnols, écrivait-il à Castagnier, semblent se jouer de tes forces, et ils ont porté du renfort à Collioure ; je te prie de me faire connaître positivement ce que tu vas devenir et de quelle utilité tu peux encore être à cette armée. » Quatre jours plus tard, même inaction de Castagnier. Des prêtres, des moines, des émigrés français, craignant la vengeance prochaine des républicains, s'embarquaient sur des frégates espagnoles qui les déposaient dans les ports de la Catalogne. « Je vois avec douleur, dit alors Dugommier, que les ennemis ont la facilité, à la dernière extrémité, de s'évader; ils n'ont de ressources que par la mer; ils en profiteront et, selon toute apparence, ils évacueront par là. » Six semaines après, il renvoyait à Toulon cette flottille qui, de l'aveu même de Castagnier, ne pouvait seconder l'armée de terre et briser la supériorité incontestable de la marine espagnole. Il ne garda que deux avisos qui faisaient le service des côtes et assuraient les convois[1].

1. *Mon.*, 21 mai et 1er juin; — Dugommier à Chabert et à Lamer,

Il essayait cependant d'intimider le commandant de Saint-Elme. Le 18 mai, il le somma de nouveau. « Commandant, lui disait-il, il est des bornes à tout, et quiconque veut aller au delà est toujours dans le cas de s'en repentir. Regarde les débris de ton fort. Tu connais les lois de la guerre et tu dois prévoir le sort de tes frères d'armes, s'ils subissent un assaut avant d'obéir à l'ardeur des miens. Je te somme, au nom de l'humanité, de réprimer une opinion désormais inutile à l'avantage de ceux pour qui tu combats. Veux-tu continuer à te défendre ou céder à la force victorieuse? Réponds-moi en un mot *oui* ou *non*. » L'Espagnol répliqua qu'il ferait connaître ses intentions quand le temps serait venu. Aussi, le 19 mai, lorsqu'un parlementaire vint en son nom demander une suspension d'hostilités, Dugommier répondit à son tour qu'il ferait connaître ses intentions quand le temps serait venu. Le lendemain, l'Espagnol envoyait un autre parlementaire « argumenter » sur la sommation; Dugommier lui fit tirer des coups de canon.

Il fallait en finir. Le 19 mai, dans un Conseil de guerre qu'il tenait au puig de Las Daynas avec les représentants et les généraux, Dugommier avait exprimé sa résolution de tenter un suprême effort. Il proposa d'assaillir le puig Oriol; il attendait, disait-il, de cette attaque les effets les plus heureux, et il jugeait que de cette redoute dépendait le sort de Collioure et des trois forts qui défendaient la place du côté d'Argelès; maîtres de cette position, les républicains n'avaient-ils pas une ligne de communications plus facile et plus sûre? Mais les généraux chargés de l'entreprise remontrèrent les difficultés du terrain. Dugommier dut renoncer à son projet. Et pourtant, remarquait-il, tout commandait de se hâter, la mer se couvrait de frégates, il était essentiel

7 mai; — au Comité, 10 et 14 mai, 28 juin; — à Castagnier, 14 mai; — à Augereau, 16 mai (A. G.).

de frapper un grand coup, de « détruire l'ennemi » ; les soldats déployaient une énergie, une ardeur qui s'userait dans des lenteurs et des atermoiements. Le Conseil décida d'enlever les camps que l'Espagnol avait établis sur le revers de la montagne entre Port-Vendres et Saint-Elme. Il y aurait de fausses attaques. Victor tiendrait en respect le puig Oriol et le camp de la Justice ; Guillot, Collioure ; Sauret, Port-Vendres ; durant ce temps Micas culbuterait les camps entre Collioure et Port-Vendres ; les forces de l'adversaire ainsi divisées et occupées, on s'approcherait de Saint-Elme qu'on tâcherait de prendre d'assaut, et Dugommier donna ordre de préparer des échelles ; toutefois il ajouta qu'on devait être prudent et n'aborder le fort que si « quelque circonstance heureuse » se produisait. Soubrany assurait que la valeur française ne connaît pas d'obstacles, que Saint-Elme serait emporté d'emblée. Dugommier objecta l'élévation des escarpes, et il obtint qu'on ne s'approcherait de Saint-Elme que si le feu de la terrasse était complètement éteint et sa plate-forme évacuée.

Le 22, à neuf heures du soir, pendant que Victor, Causse, Pinon assaillaient les dehors de la Justice et le puig Oriol, Micas se jetait entre Collioure et Port-Vendres. Tous les postes à droite et à gauche de Saint-Elme, toutes les grand'gardes qui reliaient la Justice au puig Oriol furent rapidement enlevés. Mais Soubrany, cédant à son ardeur, n'attendit pas que les assiégés eussent quitté la plate-forme de Saint-Elme ; il entraîna vers le fort la colonne qui s'était massée derrière la batterie de brèche. Les échelles d'assaut se trouvèrent trop courtes. Par deux fois les grenadiers descendirent dans le fossé ; par deux fois ils durent reculer sous un feu terrible de mousqueterie et sous la grêle des obus. Selon le mot d'un témoin, Saint-Elme ressemblait à un volcan qui ne cesse de vomir des flammes. L'imprudent Soubrany reçut une blessure dangereuse. « L'escalade, écri-

vait Dugommier, a manqué, comme l'avaient annoncé ceux qui connaissaient ce genre d'attaque qui ne réussit jamais que par surprise; au lieu de fatiguer les assiégés et de ne s'approcher de Saint-Elme que lorsque le feu de la terrasse aurait cessé, on s'est jeté avec précipitation dans les fossés, on a essuyé tout le feu du fort ; tout a manqué, et le jour nous a commandé la retraite. Cet incident a bien prouvé à ceux qui ne voulaient pas le croire que les canons seuls peuvent réduire ce fort ; il nous a déjà usé six pièces de 24 que je ferai changer aujourd'hui. Nous avons un morceau bien difficile à digérer, un morceau dur et plus dur que nos boulets. »

Le lendemain de l'assaut, le commandant du fort, ébranlé par l'audace française, offrit de capituler. Les conditions de Dugommier lui parurent inacceptables et le feu continua. Mais La Martillière avait, sur l'ordre du général en chef, envoyé ce qu'il avait de meilleur en canonniers, bombardiers et officiers. La batterie de brèche, qui n'avait encore fait que découvrir une des voûtes et qu'écorcher l'antique maçonnerie, comptait désormais quinze pièces. Elle fit de Saint-Elme un monceau de ruines. Dans la nuit du 25 mai, les Espagnols, voyant une des faces du redan d'attaque éventrée, les voûtes de la plate-forme effondrées, les parapets rasés, la terrasse à peu près écroulée, l'escalier presque bouché par les décombres, quittèrent le fort : il avait en seize jours reçu 10.800 projectiles, et trois mois auparavant, Dagobert assurait qu'il suffirait de jeter tout au plus quelques centaines de bombes pour déloger l'ennemi[1] !

Port-Vendres devenait intenable, et Navarro évacua la place dans la nuit même.

1. Fervel, II, 79-80 ; — Rec. Aulard, XIII, 687 ; — Dugommier à Grandvoinet, à La Martillière, à La Barre, à Augereau, à Doppet, 21 mai ; — Mémoire de Pontet ; — plan de Dagobert du 9 février (A. G.) ; — selon Dugommier, les Français avaient eu, à l'assaut de Saint-Elme, soixante blessés et fort peu de morts.

Tous les Espagnols, au nombre de 7.000, étaient dès lors renfermés dans Collioure, et ils se seraient embarqués sur la flotte de l'amiral Gravina sans un gros temps qui força les vaisseaux à tenir le large.

Navarro capitula le 26 mai, et il avouait plus tard à La Union qu'il voulait percer les lignes françaises, que ses officiers l'avaient obligé de capituler en ameutant les soldats. Avant de se rendre, il avait fait échapper sur des bateaux les émigrés de la légion de la Reine. Dugommier connaissait leur présence dans Collioure ; les déserteurs lui avaient rapporté que sans ces trois à quatre cents Français qu' « il renfermait dans le sac et qui n'avaient de ressource que leur désespoir », les Espagnols auraient capitulé plus tôt. Il exigea qu'ils lui fussent livrés, et Navarro put lui répondre : *on ne croit pas qu'il y en ait.*

Le général espagnol obtint les honneurs de la guerre. Ses troupes défilèrent tambour battant, mèches allumées, drapeaux déployés, et, après avoir déposé les armes, rentrèrent en Espagne par le col de Banyuls, sous condition de ne plus servir de toute la guerre contre la République. Un nombre égal de prisonniers français qui prêteraient le même serment seraient désignés par ancienneté de détention et incessamment renvoyés. Les citoyens des Pyrénées, arrachés de leurs foyers et menés en pays ennemi, seraient rendus à leurs familles.

Le 27 mai, les Espagnols sortirent de Collioure. Plusieurs habitants de Perpignan étaient venus assister au défilé. Ces républicains français, qui se piquaient de lumières et s'enorgueillissaient de la victoire, n'eurent pour leur adversaire que mépris et risée. Ils se moquent de l'aumônier qu'ils nomment le capucin de la garnison. Ils trouvent que les généraux n'ont pas l'air imposant et que Navarro, monté sur un mulet à longues oreilles, coiffé d'un chapeau pointu, armé d'une petite épée de quinze pouces, chaussé de souliers

blancs et de guêtres de peau, ressemble à un curé de village, Ils traitent les Espagnols d'esclaves, de soldats du pape : « Des figures grotesques, des hommes sales et remplis de vermine, vêtus à peine et chaussés en partie avec des lisières de drap qui s'attachent avec une ficelle autour de la jambe; quelques-uns avaient des scapulaires qu'ils baisaient avec respect; fort peu sont beaux, et le reste a l'air si bête, si abâtardi qu'on voit bien qu'ils portent le péché de tous leurs préjugés. »

Les Espagnols devaient déposer leurs armes à Banyuls-sur-Mer. Ce village avait été choisi non pas seulement parce qu'il était le dernier du territoire français, mais à cause de sa vaillante conduite. Les habitants s'étaient, le 15 décembre précédent, battus contre les soldats de Ricardos; assistés de leurs femmes et de leurs enfants qui chargeaient les fusils, ils avaient refusé de se rendre, et tous s'étaient éloignés de leurs foyers souillés par l'étranger. Les hommes avaient servi d'éclaireurs et de guides à l'armée française. Les femmes étaient venues en aide aux assiégeants de Collioure; chaque jour elles avaient, sous le feu de l'Espagnol, gravi les revers escarpés de Las Daynas pour panser les blessures des Français et leur porter dans leurs tabliers ou leurs bonnets des médicaments, des cartouches et du pain. Dugommier saisit l'occasion de récompenser le dévouement des Bagnolènes. La plupart étaient rentrés dans leurs demeures à la suite de la brigade Chabert. Ce fut sur la place de Banyuls que les Espagnols mirent bas les armes et jurèrent de ne plus servir de toute la campagne contre la France. Peu de jours après, le 3 juin, la Convention décrétait qu'ils avaient, ainsi que l'armée des Pyrénées-Orientales, bien mérité de la patrie et qu'un obélisque de granit serait élevé sur la place de Banyuls avec cette inscription : *Ici* 7.000 *Espagnols déposèrent les armes devant les républicains et rendirent à la valeur ce qu'ils tenaient de la trahison.* Par le

même décret, elle changeait le nom de Port-Vendres en celui de Port-de-la-Victoire et le nom de Saint-Elme en celui de fort du Rocher.

Ce fut Victor qui, en sa qualité de commandant de Collioure, transmit le décret aux municipaux et habitants de Banyuls : « Que je te félicite, disait-il, heureuse contrée de Banyuls ! Tu as bien mérité de la patrie ; aussi la Convention nationale, en reconnaissant ton mérite, consacre à jamais tes vertus. Le citoyen, en voyant cet obélisque, souvenir glorieux de la valeur républicaine, se rappellera aussi que c'est à cet endroit que les bras de tes enfants, nouvellement armés, ont repoussé les ennemis de la liberté et de l'égalité. » Les représentants Milhaud et Soubrany joignirent au décret de la Convention un arrêté qui exemptait les Bagnolènes de la réquisition maritime et les invitait au nom de la patrie à garder les passages des Pyrénées qu'ils avaient si courageusement défendus. Dugommier applaudit à cette résolution des représentants : les Banyulenchs, disait-il, ne rendraient jamais sur mer autant de services que sur terre, puisqu'ils connaissaient tous les sentiers de la montagne, et il comptait sur eux pour exécuter un projet d'attaque contre Roses. Quelques mois plus tard, le commissaire de Narbonne demandait l'état des marins de Banyuls ; le général écrivit au maire du village, le rassura, lui promit que les habitants ne seraient pas employés sur les vaisseaux : « Je me charge toujours de défendre vos intérêts[1]. »

Barère avait proposé le décret du 3 juin et il fit à cette occasion une de ses plus brillantes carmagnoles. Les historiens de la Révolution américaine, disait-il, avaient célébré la capitulation de Saratoga, mais la capitulation de Col-

1. Lettres de Dugommier et des représentants et discours de Barère, *Mon.*, 5 juin ; — Dugommier au Comité, 10 mai (A. G.). — Fervel, II, 87 ; — Vidal, III, 249-253 ; — Rec. Aulard, XIII, 811 ; — l'obélisque décrété par la Convention n'a été élevé que le 12 août 1894 (Cf. Pineau, 493).

lioure était bien plus remarquable parce qu'elle couvrait de honte « le trône élevé dans Madrid par la superstition des moines et le despotisme des Bourbons », parce qu'elle rendait à leurs familles et à l'armée 7.000 prisonniers français en échange d'une « tourbe de serfs à uniforme ». Il louait le courage des canonniers qui, devant Saint-Elme, avaient frayé parmi les précipices une route à des pièces de 24 ; ces canonniers, c'était l'image du bataillon sacré des anciens, et la Convention confirmerait par un décret le nom de fort du Rocher qu'ils avaient donné de leur propre mouvement au fort Saint-Elme. L'orateur du Comité n'oubliait pas Dugommier : « Il est dû un nouveau tribut d'éloges au général. Quoiqu'il ne soit pas permis de parler d'un homme dans les événements nationaux, nous ne pouvons nous empêcher de dire qu'il a épargné par ses belles dispositions militaires le sang des républicains. Honneur soit toujours rendu aux généraux qui, au milieu des malheurs de la guerre, stipulent pour l'humanité ! Je vais lire la lettre de Dugommier ; vous y verrez la modestie d'un bon citoyen qui fait son devoir sans en tirer vanité[1]. »

Quelques jours après, Barère proposait de graver aux portes et barrières de Paris — qui serait désormais la ville aux cent portes — les noms des batailles gagnées ; chaque porte signalerait un triomphe, et on lirait sur la porte d'Enfer, « qui ne rappelait qu'une ineptie fanatique », les paroles suivantes : « Le 7 prairial an II 7.000 Espagnols posèrent les armes devant les républicains. Le même jour, Collioure et Port-Vendres, vendus par la trahison, furent repris par le courage. »

Dugommier donna sans doute à la capitulation de Collioure des formes un peu vives qui blessèrent l'orgueil espagnol. Le premier article portait que Navarro rendait

1. *Mon.*, 5 juin.

aux Français une partie du territoire « que la trahison avait livrée », et le cinquième article, que les émigrés étaient des conspirateurs, des rebelles, des traîtres à la patrie. L'Espagnol, disait Lamer, reconnait donc qu'il a eu les places par trahison ; il reconnait donc, ajoutaient les représentants, ce que valent les émigrés, et il avoue leurs forfaits[1] !

Néanmoins le général n'avait pas usé de rigueur envers une garnison qu'il tenait à merci : c'est qu'il craignait que, si le vent tombait, Gravina ne vînt embarquer les assiégés. Le club de Cahors lui reprocha sa générosité. « Au moment où la garnison défilait, répondit Dugommier, les bâtiments espagnols faisaient voile vers Collioure pour en faire l'évacuation. Si je n'avais pas saisi l'à-propos, nous aurions de plus à combattre les 7.000 hommes qui ont été envoyés sur les côtes d'Afrique et dans les îles de la Méditerranée ; nous aurions perdu des munitions de toute espèce que nous avons trouvées dans les magasins, et tout cela n'a tenu qu'à un jour ![2] »

Enfin Dugommier comptait obtenir, en échange des 7.000 Espagnols qui repassaient librement les montagnes, le retour de 7.000 Français détenus en Espagne. Mais le temps s'écoulait. La capitulation ne s'exécutait pas. Le 3 juillet, Dugommier écrivit à La Union qu'aucun article de la convention signée trente-trois jours auparavant n'était encore rempli, que Navarro n'avait même pas renvoyé les mulets qu'on lui avait prêtés, que nul Français, soldat ou citoyen du département des Pyrénées, n'avait paru : l'armée républicaine murmurait, demandait si le traité était illusoire, et Dugommier invitait par conséquent La Union à prouver promptement que les Espagnols respectent la bonne foi.

1. Lamer à Doppet, 29 mai (A. G.); — Rec. Aulard, XIII, 808 ; — Doppet (*Mém.*, 275) croit que « ces mots, signés par le général espagnol et mis dans une capitulation, engagèrent l'Espagne à ne pas vouloir remplir les engagements contractés ».

2. Dugommier au club de Cahors, 1er octobre (A. G.).

La Union ne répondit pas ou plutôt sa réponse n'arriva que tardivement. Le 20 juillet, Dugommier lui écrivit de nouveau, non sans violence : il venait d'apprendre que les prisonniers français avaient été dirigés sur la province la plus reculée d'Espagne et qu'ils faisaient en ce moment dans une saison meurtrière une marche longue et pénible. N'était-ce pas de la barbarie? N'était-ce pas se conduire au mépris de toute probité et au contraire des Français qui traitaient les prisonniers espagnols avec le respect qu'on doit à des hommes? « Réponds, disait Dugommier en terminant, réponds enfin à la capitulation de Collioure ou je t'annonce tous les maux qui peuvent résulter de la foi trahie et de la vengeance d'une armée qui ne voudra plus faire de prisonniers. »

La Union refusa de ratifier la capitulation. Il la qualifia d'absurde. Navarro, disait-il, était à ses ordres, et, selon l'usage en un semblable cas, aurait dû consulter le général en chef, obtenir sa confirmation et sa sanction. Or, lui, La Union, n'aurait pas donné son approbation à ce traité. Recevoir 7.000 hommes qu'il ne pourrait employer et qui lui consommeraient des vivres ! Rendre à l'adversaire un pareil nombre d'hommes qui serviraient non contre l'Espagne sans doute, mais contre les alliés de l'Espagne, et les rendre sans avoir été dédommagé des frais que leur entretien avait coûtés au royaume ! Renvoyer les Français du Roussillon qu'il retenait de force et qui n'étaient que des contrebandiers, des voleurs, des assassins, des espions ! La Union ne pouvait souscrire à de telles conditions. La garnison avait cédé ses armes, ses munitions et ses vivres, ses équipages, sa liberté même ; elle avait cédé Collioure, et puisque les Français étaient maitres de la place, ils n'avaient pas autre chose à exiger.

Dugommier fut indigné. La perfidie castillane éclatait donc ! La Union ne rompait le silence que pour annoncer la

violation manifeste de la capitulation et pour outrager la République ! Il répliqua que rien ne pouvait pallier la « scélératesse » de La Union et de son « infâme » gouvernement ; que la capitulation était utile à la garnison espagnole autant qu'honorable pour les républicains ; qu'il n'y avait d'absurdité que dans les têtes auxquelles elle déplaisait. Cette capitulation n'était pas un traité de paix où la sanction du gouvernement est de nécessité absolue ; elle n'avait nul besoin de l'approbation de La Union ; c'était une convention partielle de quelques hommes, et ces hommes s'étaient préservés d'immenses dangers par des conditions propres et spéciales, par des conditions qui « n'enchaînaient personne hors du cercle périlleux où ils se trouvaient resserrés », par des conditions « modelées sur mille capitulations semblables dont l'exécution avait toujours été respectée ». Un général qui capitule ne connaît-il pas sa situation mieux que qui que ce soit, et cette situation ne lui donne-t-elle pas tout pouvoir de stipuler pour sa délivrance ? Si les 7.000 Espagnols renvoyés par Dugommier consommaient les vivres de La Union, le gouvernement de Madrid n'aurait-il pas une « compensation », un « soulagement » en restituant les 7.000 prisonniers français ? Si ces prisonniers avaient causé des dépenses à l'Espagne, les prisonniers espagnols ne causaient-ils pas des dépenses à la République française ? Évidemment, ajoutait Dugommier, La Union n'a pas fait une excellente logique. Il ne veut pas nous rendre des voleurs et des assassins, qu'il les garde ! Ils sont bien en Espagne. Mais qu'il rende les vertueux Français qui ont souffert pour la liberté. La Union ajoutait que les menaces et « rodomontades » de son adversaire ne l'effrayaient pas : Dugommier laissait les rodomontades à La Union parce que « la rodomontade est indigène à l'Espagne », et, s'il faisait des menaces, il saurait les réaliser. « Nous insisterons, concluait-il, jusqu'à la mort sur l'exécution d'une

convention sacrée ; si on la refuse à la justice, nous l'obtiendrons de la force. Point d'accord avec les traitres ; point de pourparlers avec un homme qui se joue des traités, et plus de prisonniers ! »

Il publia sa correspondance avec La Union et dans une sorte d'avertissement il exprimait l'espoir que ses frères d'armes et ses concitoyens partageraient sa colère et son désir de représailles. « Périsse, s'écriait-il, l'affreux gouvernement ennemi de l'humanité et violateur des droits les plus sacrés! Périssent La Union et ses fauteurs[1] ! »

Les représentants Milhaud et Soubrany louèrent la dignité de son attitude et la fierté de son langage. Mais, bien que Dugommier leur dît qu' « un général peut, sans compromettre sa nation, battre son ennemi par la raison comme par la force », ils trouvaient que ses menaces n'étaient pas assez positives et qu'il avait trop l'air de justifier sa conduite. Ils auraient voulu répondre sur-le-champ à La Union par des actes, et telle était leur rage, leur exaltation furibonde que, dans le premier instant, ils proposèrent à Dugommier de conduire sur le chemin de Figuières les six otages livrés par la capitulation de Collioure et de les fusiller en vue du camp espagnol.

Dugommier combattit cette résolution extrême. Il admirait, disait-il, le patriotisme des représentants et le feu de leurs expressions ; mais, remarquait-il, on devait considérer les effets. Une telle mesure ne rompait-elle pas toute négociation ? N'exposait-elle pas la vie des Français prisonniers en Espagne ? Ne fallait-il pas, avant de l'exécuter, consulter la Convention ? Lui-même pourrait-il exercer la vengeance qu'il annonçait d'une manière bien claire et assez énergique au général espagnol, sans avoir d'abord l'autorisation de l'Assemblée ?

1. *Mon.* des 14 et 17 août ; — Pineau, 527-531 et 817-826.

Milhaud et Soubrany s'apaisèrent. Ils convinrent avec Dugommier que c'était à la Convention et au Comité de prononcer sur la satisfaction éclatante que la République avait à tirer du parjure espagnol. « Nous avons pensé, écrivaient-ils au Comité, que cet acte de vengeance devait être compris dans un décret bien plus terrible, qu'il appartenait à la Convention nationale de prononcer, et que vous pèserez dans votre sagesse. »

En attendant la décision du gouvernement, Dugommier prit des mesures vigoureuses. Les six otages garants de la capitulation, trois colonels et trois lieutenants-colonels, étaient à Montpellier ; ils furent, ainsi que tous les Espagnols et Portugais à qui la ville servait de prison, enfermés à la citadelle. Tous les Espagnols encore libres dans les communes du territoire français furent « resserrés », c'est-à-dire incarcérés. Le payeur espagnol, Manuel de Cia, partagea le sort de ses compatriotes : il fut mis au cachot par le commandant de Perpignan, puis, sur ses protestations, envoyé à la citadelle. Un officier espagnol se présenta le 3 août aux avant-postes avec une lettre de La Union. Les représentants s'écrièrent que cet esclave devait retourner sur-le-champ vers son maître, que toute communication serait désormais coupée et tout parlementaire repoussé, qu'il était indigne d'un général de la République française d'entrer dans le moindre pourparler avec un pareil ennemi, le plus méprisable et le plus traître des ennemis, qu'il fallait ordonner aux sentinelles de tirer sur tout trompette d'une nation sans honneur et sans foi. Sur l'ordre des conventionnels, Dugommier fit dire au messager de La Union par un de ses officiers qu'il serait reçu s'il apportait la promesse solennelle d'exécuter la capitulation de Collioure, que c'était la seule proposition à laquelle les Français pussent entendre. L'Espagnol répondit qu'il ignorait la teneur de la lettre qu'il apportait. Là-dessus, et selon les instructions de

Dugommier, l'officier républicain déclara tout haut, en présence du détachement dont il était accompagné, que son général ne correspondrait plus avec La Union qu'à coups de canons et de baïonnettes, que les parlementaires ne seraient admis que s'ils venaient avec les soldats français et les citoyens paisibles de la frontière actuellement détenus en Espagne. Pourtant, sur ses vives et pressantes instances, l'émissaire fut conduit à Dugommier; la même scène se renouvela. Dugommier refusa de lire la dépêche. « Que votre général La Union, dit-il, satisfasse auparavant à la capitulation de Collioure », et séance tenante, devant l'Espagnol, il dicta l'ordre à tous les commandants d'avant-postes de ne plus recevoir les parlementaires : « On ne les admettra plus sous quelque prétexte qu'ils se présentent, à moins qu'ils ne nous apportent un gage certain de leur repentir et de leur retour à la bonne foi en amenant avec eux nos frères d'armes et les républicains des Pyrénées arrachés à leurs foyers[1]. »

Vint le décret terrible que les représentants avaient prié la Convention de prononcer. Déjà, le 26 mai, sur un rapport de Barère, l'Assemblée avait décrété que les armées ne feraient plus aucun prisonnier anglais ou hanovrien, et dans une adresse aux soldats de la République, elle leur avait dénoncé l' « atroce » politique de l'Angleterre, les avait exhortés à frapper les Anglais sans pitié : « Il ne doit en revenir aucun; que les esclaves anglais périssent, et la France sera libre ! » L'armée des Pyrénées-Orientales connaissait ce décret, et dans son irritation contre les excès des paysans et la violation des articles de Collioure, elle désirait qu'il fût appliqué à l'Espagne. Le représentant Chaudron-Roussau informait le Comité que la division de Puycerda souhaitait que le décret rendu contre les Anglais et Hano-

1. Dugommier aux représentants, 22 et 23 juillet; au commandant de Montpellier, 1er août; au Comité et à la Commission des armées, à Pérignon, au payeur espagnol, 3 août (A. G.); — *Mon.* du 14 août.

vriens fût étendu aux Espagnols ; elle était, ajoutait Chaudron-Roussau, pénétrée d'horreur contre de pareils ennemis, et elle se conduisait envers eux comme si le décret existait. « Demandez, disait Augereau à Milhaud et à Soubrany, demandez à la Convention le décret de guerre à mort ; mes frères d'armes de la division de droite l'attendent avec impatience : leur devise est *baïonnette en avant*, et leur mot de ralliement, *guerre à mort.* » Milhaud et Soubrany firent cette demande. L'honneur du nom français, écrivaient-ils à Paris, ne pouvait plus « admettre aucune correspondance avec un gouvernement qui, par l'accumulation des forfaits, méritait de figurer avec le gouvernement anglais dans la coalition des brigands couronnés », et la Convention devait, sans entrer dans une explication qui la dégraderait, déclarer aux Espagnols une guerre à mort[1].

A l'avance, Dugommier qualifiait ce décret de sublime. Toutefois il priait le Comité de ne rien précipiter, de n'exécuter la mesure établie par la Convention que si les Espagnols « persistaient dans leur perversité » : il fallait, pensait-il, fixer aux ennemis un délai, leur laisser le temps de réfléchir et de venir à résipiscence ; appliquer le décret sur-le-champ, c'était vouer les prisonniers français aux représailles[2].

Mais de leur côté Milhaud et Soubrany avaient écrit au Comité. « Vengeance, disaient-ils, vengeance au nom de la République méconnue et du peuple français outragé ! » et ils flétrissaient La Union, ce fourbe, ce fuyard, et le gouvernement de Madrid, ce gouvernement « saturé de crimes et couvert d'opprobres », le plus lâche, le plus stupide des gouvernements. Ils n'avaient désormais, ainsi que leurs frères d'armes, que de l'horreur pour l'Espagnol, ce vil satellite d'un

1. Chaudron-Roussau au Comité, 3 août ; — Augereau aux représentants, 4 août (A. G.) ; — *Mon.*, du 14 août.
2. Dugommier au Comité, 3 août (A. G.).

tyran, cet instrument du fanatisme monacal et royal, et ils faisaient serment de délivrer les prisonniers français, d'aller chercher ces « malheureuses victimes du parjure le plus odieux » à travers des monceaux de cadavres et au milieu des villes incendiées. Oui, ils verseraient à flots le sang impur des Castillans ; ils changeraient l'Espagne entière en un vaste désert; ils montreraient à l'univers qu'on ne viole pas impunément la parole donnée à la République française !

Le 11 août, Barère lut à la Convention cette lettre des représentants et toutes les pièces de la négociation. Il fit ensuite son rapport. Avec la même violence que Milhaud et Soubrany, il s'éleva contre les procédés de l'Espagne. Quelle perfidie vraiment anglaise! Quelle conduite infâme ! Quel manque de fidélité aux pactes les plus respectés, même chez les barbares, même chez les Caraïbes! Quelle insolente infraction aux lois de la guerre ! Quelle lâcheté inattendue ! Voilà donc la parole des tyrans et de leurs généraux, la parole des valets de cour ! La Union, « ce bas esclave de Madrid », ce « noble faussaire », ne reconnaissait pas la capitulation ! Il déniait les serments des soldats, il contestait les engagements de son lieutenant Navarro! Mais la Convention saurait agir : elle ne ferait pas fusiller les otages, comme proposaient Milhaud et Soubrany ; elle prendrait un parti plus digne d'elle, plus conforme aux principes de justice nationale, plus utile à la politique. Elle exprimerait hautement son mépris pour La Union, son indignation contre « l'atroce » gouvernement espagnol et sa volonté de punir une violation si manifeste du droit des gens. Elle dénoncerait à l'opinion, à l'Europe, à l'humanité le roi d'Espagne et ses satellites. Elle décréterait que la France ne ferait plus de prisonniers espagnols. A quoi bon conclure des traités avec ceux qui refusaient de les exécuter? A quoi bon exiger une fidélité publique de ceux qui n'avaient pas de foi?

Entraînée par Barère, la Convention décida l'impression de la correspondance de Dugommier avec La Union, dénonça La Union comme « violateur du droit des gens et de la foi des traités », et décréta qu'*il ne serait plus fait de prisonniers espagnols*[1].

C'était la guerre à mort, et la lutte allait prendre, disait Barère, un autre caractère, un caractère de férocité. Dès l'avant-veille, Carnot ordonnait aux représentants à l'armée des Pyrénées-Occidentales de ne plus renvoyer de prisonniers sur parole parce que la foi des Espagnols était une foi carthaginoise[2].

Malgré les prévisions de Dugommier, le cabinet de Madrid ne voulut pas appliquer la loi du talion. Sans doute, La Union avait dit au général en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales que, si la France faisait la guerre cruelle des barbares, les Espagnols exerceraient les plus justes et exactes représailles : « vos gens seront traités de la même manière que vous traiterez les nôtres. » Mais il écrivait en même temps au ministre qu'il fallait se garder de rendre la pareille à l'adversaire. « Si ce décret, mandait-il le 4 août à Campo-Alange, est adopté, et à moins que S. M. n'en décide autrement, je pense prendre le parti le plus digne qui est de donner à mes généraux l'ordre de traiter les Français, s'il est possible, avec plus d'humanité encore que par le passé. » Le roi approuva La Union[3].

Une proposition remarquable de La Union termina cette querelle. Le général français lui avait communiqué le décret de la Convention. De son chef, et sans attendre l'agrément de Charles IV, La Union offrit de soumettre le litige à un arbitre. « Pour que vous connaissiez mon impartialité,

1. *Mon.*, des 13 et 14 août.
2. Cf. une lettre de Carnot, du 9 août (A. G.).
3. La Union à Dugommier, 27 juillet (A.G.); — P. Delbrel, art. cité, sept., p. 59.

répondit-il à Dugommier, et lequel de nous deux est le violateur du droit des gens et de la foi des traités, convenons, vous et moi, que cette question soit décidée par la puissance neutre que vous choisirez vous-même. » Dugommier n'accepta pas cette offre. « Il m'est impossible, disait-il, de rien changer à la capitulation de Collioure. » Mais cette démarche de La Union devra trouver place dans une histoire de l'arbitrage. Il désirait la médiation des États-Unis, car Dugommier envoya au Comité, avec la réponse de La Union, une dépêche du général espagnol au ministre plénipotentiaire des États-Unis. « Je soupçonne, remarquait-il, qu'elle a quelque rapport avec sa proposition[1]. »

Il ne reste plus que Bellegarde à prendre, avait écrit Dugommier au Comité de salut public en annonçant la capitulation de Collioure.

Le fort de Bellegarde, situé à une demi-lieue à l'ouest du col de Portell, entre le col de Perthus que la grande route traverse et le col de Panissas qui fut le chemin des anciens, couronne un cône à large base et aux flancs abrupts. Il a deux enceintes : l'enceinte intérieure, flanquée de tours et de bastions ; l'enceinte extérieure, qui suit les bords du plateau. Au-dessous, sur un ressaut qui s'étend vers l'Espagne, est un petit ouvrage à cornes, nommé le fortin. Trois tours qui donnent, l'une sur le col de Panissas, et les deux autres sur chaque revers du Perthus, complètent la fortification. A la vérité, le poste est dominé par les hauteurs voisines, mais à longue distance, et à cette époque, il fallait, pour le canonner, porter les pièces sur le cône même[2].

Le blocus de Bellegarde était commencé depuis l'affaire du Boulou. Pérignon, qui le dirigeait, avait forcé la garnison à se

1. Dugommier au Comité, 20 septembre (A. G.).
2. Fervel, II, 60.

renfermer dans les limites de la place et, dès les premiers jours de mai, il proposait de recourir au bombardement pour hâter la reddition. Mais Dugommier était trop prudent pour entreprendre à la fois plusieurs opérations avec le peu de moyens qu'il avait. Il se trouvait alors devant Saint-Elme, qu'il ne jugeait pas « si méprisable », et il répondit à Pérignon qu'on devait se borner pour le moment à tenir les points essentiels des environs, à intercepter toute communication de Bellegarde avec le dehors, à saisir les passages par où l'ennemi pourrait venir et délivrer la forteresse.

Pérignon avait sous ses ordres les brigades Lemoine, Martin et Point. Du côté de l'est, la brigade Lemoine développait une chaîne de petits postes, de l'ermitage de Sainte-Lucie, par le pic de Saint-Christophe, jusqu'à l'Écluse-Haute. Du côté de l'ouest, la brigade Martin bordait, de La Jonquère à Maureillas, le chemin naguère improvisé par les Espagnols. Deux bataillons d'élite au Portell, quatre au Saint-Christophe, cinq à Sainte-Lucie appuyaient cette ligne d'investissement. Le quartier général était à La Jonquère, sur le sol espagnol; en avant de ce bourg, une batterie de quatorze pièces barrait la chaussée de Figuières, et la brigade Point, établie à Agullana, donnait la main à Augereau, qui s'était, comme on verra, aventuré au loin, jusqu'à Saint-Laurent de la Mouga. L'ingénieur Grandvoinet avait eu mission de faire réparer, par les pionniers et les paysans, la grande route qui reliait le Boulou à La Jonquère par le col de Portell[1].

Durant plusieurs semaines, Dugommier ne changea rien à ces dispositions. Il aurait pu réunir ses trois divisions autour de Bellegarde; il laissa Augereau à Saint-Laurent de la Mouga, Sauret à Collioure et dans le Roussillon, Victor au col de Banyuls. La blessure qu'il avait reçue devant Saint-

1. Dugommier à Pérignon, 10 mai; — à Martin, 12 mai; — à Grandvoinet, 15 juin (A. G.); — Fervel, II, 65.

Elme lui causait d'assez vives douleurs et, mandait le représentant Milhaud à la date du 24 juin, c'était un grand malheur pour l'armée, car depuis la capitulation de Collioure elle n'avait fait que très peu de mouvements. Les opérations languirent. Les chemins étaient mauvais et les convois n'arrivaient qu'avec de longs retards. Les moyens de transport faisaient défaut, et cela seul, disait Lamer, mettait toutes les parties en souffrance, puisque de ce service dépendaient les autres. Les officiers de l'artillerie, les agents des vivres et ceux des fourrages, le chirurgien en chef, tout le monde réclamait des bêtes de somme et de trait. Lamer ordonna, le 9 et le 10 août, d'employer cinq cents chevaux de la cavalerie pour voiturer les fourrages; mais Dugua prit sur lui de ne pas exécuter l'ordre. Les fourrages même manquèrent pendant plusieurs jours. Les chevaux furent réduits, le 6 août, à la moitié de la ration et, le 7, au tiers; le 8, il n'y avait pas dans les camps une once de fourrage et des chevaux moururent de faim; Lamer demandait si l'administration avait décidé la perte des escadrons; « elle nous fera bientôt dire, écrivait-il, que nous avons eu, nous aussi, de la cavalerie. » Les fourrages arrivèrent le 9 août et les jours suivants; mais Lamer restait inquiet. « Je ne serai pleinement satisfait, s'écriait-il, que lorsque je verrai au quartier général une montagne de foin », et par précaution il renvoyait la plus grande partie de la cavalerie — 1.000 à 1.100 hommes — sur les derrières de l'armée, dans la plaine de Maureillas. Enfin, la chaleur était excessive, et nombre d'officiers pensaient qu'il fallait attendre qu'elle fût moins forte, camper dans les Albères à l'abri des maladies, et n'entrer en Catalogne qu'après avoir pris Bellegarde et formé des magasins considérables qui assureraient les progrès de l'invasion [1].

1. Rec. Aulard, XIV, 509; — lettres de Lamer, 7, 8, 11, 12, 13, 17 juillet, 7 et 8 août (A. G.). — Dès le 11 juin, il écrit que la cavalerie « ne trouve

Telle était aussi l'opinion de Dugommier. Le 31 mai, il avait envoyé au commandant de Bellegarde, le général marquis de Vallesantoro, une sommation. Saint-Elme, disait-il, était réduit en cendres ; Navarro, cédant à l'impérieuse nécessité des circonstances, avait rendu Collioure. Pourquoi Vallesantoro ne rendrait-il pas une place cernée de toutes parts et qui ne pouvait recevoir aucun secours ? S'il refusait, les Français ne l'écouteraient plus, et il périrait de misère et de faim. Vallesantoro répondit le même jour que Bellegarde avait ses remparts encore intacts, des vivres et des hommes, et que, pour lui, son honneur et l'honneur des armes espagnoles lui défendaient d'accepter les offres de Dugommier.

Le général français n'insista pas. Il avait épuisé devant Saint-Elme tous les moyens d'une attaque régulière. Bloquer Bellegarde sans tirer un coup de canon et sans user sa poudre, reprendre le fort « bien sain et bien entier », donner à la République une place remise en bon état par les Espagnols et pourvue de neuves et solides murailles, voilà quel fut son plan. « Nous attendons, disait Milhaud, pour les gober vivantes, que les souris espagnoles n'aient plus de galette[1]. »

Le 19 juin, la division Sauret, reposée de ses fatigues, vint par le col de Banyuls où restait la brigade Victor, s'établit à Cantallops, à gauche de la division Pérignon. Son artillerie ne franchit le passage qu'avec peine par un chemin ou plutôt par une corniche qu'on dut tracer au milieu des rochers, et il fallut encore des efforts inouïs pour la traîner jusqu'à Cantallops. Cette division comptait 6.000 hommes : 12 bataillons en avant de Cantallops, le 1er régiment de hussards et deux compagnies franches à gauche et la brigade Guillot à droite de cette infanterie. Une grande redoute,

pas un brin de fourrage » et qu' « il est temps de sortir de cette stupeur mortelle. »

1. Rec. Aulard, XIV, 606.

armée de quatre pièces, fut construite sur une butte en avant du front de bandière et une route à canons pratiquée pour relier Cantallops à La Jonquère où était le parc.

La ligne d'investissement était donc impénétrable du côté de l'est. A l'ouest, on prit des mesures semblables. Deux redoutes en pierres sèches furent élevées au col de Portell et confiées à la brigade Chabert; l'une, à l'entrée du col, battait le chemin de La Jonquère; l'autre, sur le puig Calmell, flanquait la première mais elle n'avait pas d'artillerie[1].

Le 2 juillet, Dugommier envoyait à Vallesantoro une seconde sommation, emphatique, violente, qui décèle son impatience et son irritation, et lui-même avouait plus tard avec franchise que le dépit l'avait dictée : « Je t'annonce la mort, je l'annonce à ton conseil, à tes officiers. Dans deux jours tu m'auras restitué le fort que tu occupes, ou toi et tes officiers vous serez fusillés! » Vallesantoro répliqua simplement qu'il n'avait rien à ajouter ou à retrancher à sa première réponse, qu'aucune menace ne le ferait manquer à son honneur et à son devoir de soldat. « Voilà de la fierté, s'écria Dugommier, mais gare la fusillade! Ce ne sera pas en vain que je lui ai juré au nom de la République de l'exterminer, lui et son état-major, s'il résiste davantage[2]! »

Il sentait toutefois que Bellegarde tiendrait quelque temps encore, et le lendemain de cette sommation, le 3 juillet, il quittait son quartier général pour parcourir la côte et prendre du repos à Ventenac d'Aude, près de Narbonne. Il passa trois semaines à Ventenac. « Je suis, écrivait-il, en bon air, chez d'excellents citoyens où je n'ai rien à désirer pour les attentions et les procédés. » Mais il ne cessait de surveiller les opérations, et le service ne souffrait pas de son éloignement.

1. Mémoire de Desdorides (A. G.); — Fervel, II, 139.
2. Dugommier à Doppet, 3 juillet (A. G.).

Pérignon voulut, pendant l'absence de Dugommier, s'emparer de Bellegarde par un stratagème. La tour dite tour de Panissas ou du cimetière, en avant de la place, était gardée par un piquet qui chaque nuit recevait du renfort. Le capitaine d'artillerie Bondi eut ordre de la faire sauter et de pénétrer dans Bellegarde à la suite de l'explosion avec trois compagnies de grenadiers détachées de la brigade Chabert. Dans la nuit du 11 au 12 juillet, Bondi vint mettre des bombes à l'un des angles de la tour. Mais l'explosion ne fit pas, comme on croyait, l'effet d'une mine. La maçonnerie, très épaisse, ne fut pas atteinte et les défenseurs de la tour eurent le temps de voir les Français et de les cribler de mitraille. Un cadet du régiment de Séville qui commandait ce petit poste et qui, pour sa belle conduite, eut l'honneur de le commander jusqu'à la fin du blocus, indiquait à haute voix aux canonniers le point qu'ils devaient viser. Bondi et ses hommes se retirèrent sur le col de Portell[1].

Les semaines s'écoulaient. Le drapeau espagnol flottait encore sur les remparts et l'artillerie envoyait par intervalles des coups de canon aux tirailleurs français qui se cachaient dans les bois voisins et aux volontaires qui venaient cueillir des raisins aux abords du fort. Jusqu'aux derniers jours, soit par des tentatives de ravitaillement, soit par des lettres énergiques, La Union soutint le courage de Vallesantoro. Mais dès le 1er août la garnison était réduite au quart de ration et désolée par le scorbut. Au mois de septembre, la famine se mit dans Bellegarde, et chaque nuit des fusées parties de la place s'élevaient dans les airs pour annoncer à La Union qu'elle avait besoin d'un prompt secours. « Pérignon m'apprend, écrivait Dugommier, que Bellegarde tire beaucoup de canon et qu'il est fort illuminé. » Le 12, un déserteur du régiment de Séville rapportait que la plus

1. Mémoires de Baudard et de Desdorides (A. G.).

grande misère y régnait, que les malades n'avaient plus de viande depuis quinze jours, que le pain et le biscuit étaient entièrement consommés, que la troupe ne recevait plus que du riz et quelques restes de salaisons. Dugommier ordonna de resserrer le blocus, et deux bataillons allèrent camper à La Bajols[1].

Enfin, le 17 septembre, un tambour, suivi de deux officiers, se présentait au poste des Écluses. Les parlementaires espagnols furent conduits à Maureillas et de là au quartier général de Dugommier à Agullana. Ils remirent au général en chef une lettre de Vallesantoro. Le gouverneur disait qu'il croyait avoir rempli tout ce que son devoir lui dictait et qu'il céderait Bellegarde s'il obtenait une capitulation honorable. Dugommier répondit qu'il ne pouvait accepter aucune proposition, que la garnison devait se rendre à discrétion et attendre son sort de la générosité française. Vallesantoro répliqua qu'il était d'accord avec Dugommier.

Le 18 septembre, après quatre mois et douze jours de blocus, les Espagnols, au nombre de 1.000 dont 400 scorbutiques, sortirent de Bellegarde; les uns furent menés à Perpignan; les autres, à l'ambulance de Céret. On se hâta de hisser sur le fort l'étendard français; mais on ne put trouver d'autre drapeau tricolore que l'écharpe de Delbrel, le nouveau représentant du peuple. Il fallait pourtant apprendre à La Union et à son armée par des signes éclatants que Bellegarde n'était plus espagnol. Le commandant de Perpignan eut ordre d'envoyer sur-le-champ un drapeau très large, très apparent, et ce précieux pavillon républicain, comme disait Dugommier, fut arboré sur la partie de la place qui regardait l'Espagne[2].

La France n'avait plus d'ennemis sur son sol et, le 24 sep-

1. Rapports des 10-11 août, et Dugommier au Comité, 3 août et 13 sept. (A. G.); — P. Delbrel, art. cité, sept., p. 63 ; — *Mon.*, 14 août.
2. Dugommier à Motte, 20 sept. (A. G.).

tembre, la Convention décrétait que l'armée des Pyrénées-Orientales ne cessait pas de bien mériter de la patrie, que Bellegarde prendrait désormais le nom de Sud-Libre, de même que Condé-sur-Escaut avait pris le nom de Nord-Libre, que l'évacuation du territoire serait célébrée par une fête publique. « Cette nouvelle, écrivait le Comité à Delbrel, a produit et produira sans doute une sensation d'autant plus agréable et d'autant plus vive que Bellegarde était le seul point du continent qui restât encore au pouvoir de l'ennemi. Nous nous attendons à de nouveaux succès éclatants de la part de cette armée. »

Cette armée, comme toutes les armées alors victorieuses, reçut de la Convention un immense drapeau tricolore, gage de la gratitude nationale. Ce drapeau par excellence, ce palladium de la République — Dugommier le nommait ainsi — fut présenté solennellement le 12 octobre, dans le camp de Bellegarde, aux députés de chaque bataillon. Delbrel le salua par une harangue enflammée. Il exposa pourquoi la Convention donnait un drapeau à chaque armée, et lorsqu'il eut dit : « Voilà le drapeau des Pyrénées-Orientales, voilà le vôtre ! » il fut interrompu par des cris d'enthousiasme. Il remit le drapeau au général en chef. « Camarades, conclut-il, si la victoire est douce, la reconnaissance l'est bien davantage. Vous l'éprouvez en ce moment, nous l'éprouvons tous en voyant ce témoignage glorieux et sacré de la Convention. C'est le fruit de votre courage, de votre confiance, de tous les travaux que vous avez si généreusement fournis pendant cette campagne ! »

L'armée sut remercier la Convention. Le 3 novembre, Despinoy, accompagné de plusieurs de ses frères d'armes[1], paraissait devant l'Assemblée et lui offrait vingt-cinq drapeaux et deux guidons enlevés à l'ennemi. « Ordonnez, avait

1. Dugommier au Comité, 12 octobre (A. G.) ; — Pineau, 596. — C'étaient

écrit Dugommier à la Convention, ordonnez qu'on laisse de l'espace dans le lieu où vous les ferez déposer; nous le remplirons le plus vite possible. » Soubrany et Milhaud étaient dans la salle. Dugommier avait différé de quelques jours le départ de Despinoy pour donner le temps aux deux députés de gagner Paris et d'assister à la séance : « Après avoir partagé nos peines et nos travaux, disait Dugommier, il est bien juste que les représentants partagent le plaisir de nous voir applaudir. » Despinoy tint un langage digne de son général. Il rappela les événements de la campagne, le Boulou, Collioure, Bellegarde, le territoire entièrement délivré, les Espagnols battus et dispersés, les fonderies et manufactures d'armes dévastées; il jura que l'armée des Pyrénées-Orientales achèverait d'écraser les tyrans, et il conclut en reproduisant les paroles de Dugommier : « Ce n'est point assez pour nos frères d'armes d'avoir précipité du haut des Pyrénées l'insolent ennemi qui osa les franchir, ordonnez qu'aux voûtes triomphales du Temple de la Liberté une place soit destinée pour leurs nouveaux trophées, et bientôt ils la rempliront[1] ! »

On n'avait pas trouvé de drapeaux espagnols dans la place conquise. « Bellegarde, disait Dugommier, n'a pas fourni une enseigne à notre collection. » Toutefois le fort renfermait 68 bouches à feu, 40 milliers de poudre, plusieurs milliers de fusils, et, ce qui valait mieux, ses fortifications étaient intactes. « Dans cet état d'intégrité, marquait Dugommier, notre frontière se trouve toute protégée aux frais des Espagnols. »

Que deviendrait la garnison qui s'était rendue à dis-

Durfort, grenadier du 28e ; Soudey, chasseur du 6e bataillon; Roudille, lieutenant de grenadiers au 1er bataillon du Cantal; Augereau jeune, aide de camp; Dumail, adjoint à l'état-major.

1. *Mon.*, 5 nov.

crétion ? Allait-on lui appliquer le terrible décret du 11 août ? Le vainqueur serait-il sans pitié ? Dugommier n'avait-il pas le 2 juillet promis à Vallesantoro et aux siens toutes les rigueurs, s'ils ne capitulaient sous deux jours? Mais ni lui ni le représentant Delbrel n'étaient hommes à tuer de sang-froid un millier de personnes. « La garnison, avait dit Dugommier, attendra son sort de la générosité française...[1] » Il invoqua cette même générosité dans ses lettres au Comité. « Je me suis engagé, écrivait-il, et je vous appelle au secours de ma signature. » Et il développait arguments sur arguments. Sans doute sa seconde sommation menaçait les Espagnols de la mort[2]. Mais n'avait-il pas dû, lorsque Vallesantoro proposait de traiter, adoucir ses conditions et lui « présenter un appât » ? Sa propre situation n'était-elle pas de jour en jour plus critique? Il comptait dans son armée un grand nombre de malades ; il manquait de moyens de transport ; il savait que La Union s'efforçait quotidiennement de ravitailler la place. Dès lors pourquoi sacrifier l'intérêt public au ressentiment? Pourquoi mêler des scènes de vengeance à la joie de la nation qui voyait sortir de son territoire les derniers ennemis qui le souillaient? Pourquoi susciter des représailles envers les Français prisonniers en Espagne? Le décret du 11 août, qui convenait à un champ de bataille, était-il applicable aux forteresses ? Pour les avoir, ne faut-il pas entrer avec elles en accommodement ? Quelle garnison certaine de périr n'aimerait pas mieux, dans son désespoir, se faire sauter et s'ensevelir sous des ruines plutôt que de se rendre ? Afin de hâter la reddition de Belle-

1. Cf. ce mot de son adjudant-général Boyer à Bessières, 18 sept. : « La garnison s'est mise sous la loyauté française. » C'était le meilleur parti à prendre, et les Autrichiens du Quesnoy l'avaient pris ; eux aussi s'étaient rendus à discrétion, se fiant à la générosité de la nation française et à l'estime que des braves troupes se doivent réciproquement. [(Duquesnoy au Comité, 13 août (A. G.).]

2. Cette phrase de son brouillon a été barrée.

garde, Dugommier avait donc suspendu l'exécution du décret, et il priait le Comité de prononcer. Il se conformerait à la volonté du gouvernement ; mais, concluait-il, « je ne me trouverai tout à fait à mon aise que quand vous aurez applaudi à la mesure que j'ai cru pouvoir prendre et que vous aurez provoqué à la Convention un acte de générosité nationale qui pardonnera à cette garnison son opiniâtreté. »

Le représentant Delbrel appuyait Dugommier et plaidait comme lui la cause de l'humanité. Dugommier, disait le conventionnel, avait considéré l'affaiblissement de l'armée, l'urgente nécessité de s'assurer d'une place qui facilitait aux troupes leur subsistance et leur ouvrait le chemin à d'autres succès, le désir de libérer aussitôt que possible le territoire de la République ; il avait craint que le commandant, poussé par de trop dures conditions à de funestes extrémités, ne fît sauter le fort ; il avait voulu mettre de nouveaux otages sous la main de la nation et déterminer par là le gouvernement espagnol à renvoyer les prisonniers français. Delbrel rappelait le décret du 4 juillet qui portait que les ennemis enfermés dans les places du Nord qui ne se rendraient pas vingt-quatre heures après la sommation du général français, seraient passés au fil de l'épée. Et pourtant, lorsque les garnisons de Landrecies et du Quesnoy avaient capitulé, personne n'avait réclamé dans la Convention l'exécution du décret. Delbrel, seul, s'était levé après le rapport de Barère pour demander si les esclaves des tyrans subiraient leur châtiment, et un murmure presque universel l'avait accueilli ; il avait dû se rasseoir, et ses collègues l'avaient prié de se taire sur cet objet. Pourquoi, ajoutait Delbrel, le Comité ne traiterait-il pas la garnison de Bellegarde comme celle du Quesnoy ?

Le Comité approuva Delbrel et Dugommier. Ainsi que Barère l'avait insinué dans son discours sur la reddition de Landrecies,

le décret du 4 juillet n'était qu'un engin de guerre : répondre par ce décret à toute demande de capitulation, c'était « courber aussitôt les soldats des rois devant la volonté du peuple français ». Carnot n'écrivait-il pas aux représentants Gillet et Duquesnoy que le décret n'était fait que pour « profiter d'un premier moment de terreur », que la fierté républicaine ne devait fléchir en rien, sans toutefois mériter aux Français le titre de barbares, et, lorsqu'il lut son rapport sur les places du Nord, ne disait-il pas que cette loi était un décret de salut et non un décret de carnage, qu'elle avait pour but de terrifier l'adversaire et de le contraindre à se dessaisir incontinent des forteresses françaises ; qu'elle pouvait devenir une arme terrible contre les Français mêmes entre des mains impures ou maladroites ; que, gauchement exécutée, elle pousserait les ennemis au désespoir et accroîtrait leur résistance, mais que, « maniée avec dextérité, elle devait foudroyer leurs dernières espérances » ?

Le 25 septembre, le Comité répondit donc à Delbrel qu'il fallait envoyer les prisonniers de Bellegarde dans les communes de l'intérieur et les employer aux travaux publics, par exemple, à la réparation des chemins[1].

Mais le décret du 11 août, le décret de *guerre à mort*, n'était que suspendu. Dès le 26 septembre, Dugommier rappelait à l'armée qu'elle devait l'exécuter « dans toutes les affaires à venir ». Le 2 octobre, il le mettait à l'ordre du jour. Le 20 octobre, il disait aux soldats : « Il ne sera plus fait de prisonniers espagnols, et leurs prêtres et leurs nobles seront pris en otages, le général espagnol n'ayant pas exé-

1. Dugommier au Comité, lettre sans date et lettre du 18 sept. ; — Delbrel au Comité, 18 sept. (et *Notes*, 20) ; — Le Comité à Delbrel, 25 sept. ; — *Rapport* de Carnot, 5 et 6, et lettre à Duquesnoy et à Gillet, 13 août (A. G.).

cuté la capitulation de Collioure. » La veille, un chasseur du 2e bataillon de la légion allobroge, écrivait de Cerdagne à sa famille qu'il était aux avant-postes et faisait danser la carmagnole aux Espagnols fanatisés : « Nous leur faisons la guerre à mort; autant l'on en attrappe, autant l'on en tue[1]. »

La fatale violation de la capitulation de Collioure rendit donc la guerre sauvage et cruelle. A la fin de novembre, Delbrel exhortera les soldats à ne pas déshonorer le nom français, à ne pas souiller la victoire des lignes de Figuières, « une des plus brillantes victoires qui aient eu lieu depuis des siècles » ; il les priera de respecter l'humble demeure du laboureur ; il leur dira qu'après avoir crié avec la nation entière : *guerre aux châteaux*, *paix aux chaumières*, ils ne doivent pas porter la torche dans les hameaux qu'ils ont conquis à la pointe de l'épée. Ces prières, ces exhortations, l'armée ne les entendit pas, et ne pouvait les entendre depuis que la Convention avait proclamé la guerre à mort. Une fois dans la plaine de l'Ampurdan, elle se livra sans scrupule aux excès d'une indiscipline effrénée ; elle incendia les villages ; elle mit le feu au pied des oliviers, et la Catalogne indignée offrit au gouvernement espagnol de lever 150.000 hommes pour défendre à elle seule son territoire[2] !

Il faut dire à la décharge de Dugommier qu'il s'efforça d'atténuer les horreurs d'une guerre qui semblait sans merci. Au mois de novembre, les miquelets prirent des Espagnols qu'ils menèrent au Boulou. Devait-on fusiller les prisonniers? Dugommier, consulté par Lamer, répondit négativement : la loi portait qu'il ne fallait plus faire de prisonniers; mais

1. Ordre du 26 sept. ; — Dugommier à Lamer, 2 oct. ; — ordre du 20 oct. (A. G.) ; — Folliet, *les Volontaires de la Savoie*, 53.

2. *Journal de l'armée des Pyrénées-Orientales* rédigé par Parizot de Perpignan, n° 2.

elle ne commandait pas de fusiller des vaincus auxquels les Français avaient par ignorance laissé la vie; ceux qui faisaient des prisonniers étaient seuls responsables de l'exécution du décret[1].

1. Dugommier à Lamer, 13 nov. (A. G.).

CHAPITRE XII

LA FONDERIE ET LE LLOBREGAT

Inaction de Dugommier. — Efforts de La Union. — Les soumatens ou soumettants. — L'ingénieur Grandvoinet. — Augereau à Saint-Laurent de la Mouga (6 mai). — Echec des soumatens (15 mai). — Impression produite par la prise de Saint-Laurent et de sa fonderie. — Mécontentement de Dugommier. — Isolement d'Augereau. — Attaque de La Union sur Saint-Laurent et la fonderie (19 mai). — Désespoir de La Union. — Bravoure des Français et notamment de la brigade Mirabel. — Retranchements de La Union en avant de Figuières. — Combat du Llobregat. (7 juin).

Pendant le siège des places fortes, les lieutenants de Dugommier se battaient contre les Espagnols sans remporter de succès décisifs. Telles étaient les conséquences de la faute commise par le général en chef après le Boulou. Il n'avait pas poursuivi les Espagnols alors dépourvus de canons et de matériel, et les Espagnols revenaient à la charge, non seulement pour débloquer Bellegarde, mais pour bloquer les Français victorieux. Plutôt que d'employer tant de monde à l'investissement de Bellegarde, Dugommier ne pouvait-il ressaisir l'offensive? Sans doute il avait beaucoup souffert du coup de biscaïen qui le frappa devant Saint-Elme : la tumeur causée par cette contusion et aggravée par d'excessives fatigues fut un instant affectée de gangrène, et il dut garder le lit durant plusieurs jours[1]. Sans

1. Cf. Pineau, 504-506, bulletin de la maladie, 9 juin, et lettre de Dugommier au Comité, 8 juin (A. G.). On peut, d'après la correspondance de Lamer, savoir exactement son état de santé. Le 8 juin, il est opéré et

doute à la suite des grandes chaleurs, des fièvres malignes s'étaient mises dans l'armée et les deux divisions de droite et du centre avaient quotidiennement cent cinquante malades[1]. Sans doute les vivres manquaient parfois et un officier écrivait dans une sorte de parabole en style biblique que les guerriers enduraient la faim « parce que le grand chef était malade », qu'ils n'avaient pas assez de manne et qu'ils demandaient un sekel de plus par décade[2]. Mais, d'après les rapports des déserteurs, la maladie sévissait pareillement dans l'armée espagnole et une nouvelle victoire aurait tiré les Français de leur détresse. Évidemment, Dugommier n'était pas fait pour la guerre d'invasion au large essor et aux vastes opérations ; évidemment il croyait qu'il aurait rempli sa tâche et fini sa mission s'il boutait l'étranger hors de France. Par instants l'idée d'envahir la Catalogne se présentait à son esprit. Il mande le 8 juin que le blocus de Bellegarde ne peut l'arrêter ni le retarder, qu'il est en mesure d'agir, qu'il fera prochainement un mouvement général. Et ce mouvement, il ne le fait pas ! Il n'agit pas ! Il se contente de bloquer Bellegarde ! Il s'éloigne même du 3 au 29 juillet pour visiter quelques points de la côte, Narbonne, Leucate, Agde, et se reposer trois semaines à Ventenac d'Aude !

soulagé. Le 9, au matin, il semble plus mal, et Lamer écrit aux représentants que sa maladie « prend des couleurs graves », qu'on espère et craint tour à tour ; mais le soir, Dugommier est « infiniment mieux ». Le 10, il est encore « beaucoup mieux » que la veille. Le 11, le mal a « cessé entièrement ses progrès ». Le 14, le général se rétablit et sa guérison prochaine est assurée. En somme, comme l'a dit Desdorides, il ne cesse de donner des ordres, et le service ne souffre pas de son absence.

1. Fervel, II, 138. Dès le 27 juin, Dugommier avait prescrit d'excellentes mesures : balayer le camp tous les matins et l'arroser deux fois par décade, changer les tentes de place, étendre la paille au soleil et la remettre, lorsque l'air qui soufflait après le coucher du soleil l'aurait un peu rafraîchie, changer les latrines de place deux fois par décade et recouvrir les fosses, enterrer les chevaux morts à dix pieds de profondeur, mêler du vinaigre à l'eau que buvaient les troupes.

2. Requête signée par le chef de brigade Beaupoil de Saint-Aulaire (Fervel, II, 137).

Pourtant, et comme l'a dit un soldat de cette armée, pendant l'investissement de Bellegarde, les vainqueurs du Boulou inquiétaient l'ennemi, le troublaient, le harcelaient, le fatiguaient, le tenaient en échec[1].

La Union avait, après la journée du Boulou, offert sa démission. Il assurait qu'il n'était responsable de rien, que Las Amarillas et le prince Montforte avaient fait tout le mal par leurs retards et leur sottise, mais que le public lui attribuait le désastre : il voulait donc soit se retirer au coin de son feu, soit servir sous son successeur qui le surpasserait en talents militaires, et il écrivait au duc de Castel-Franco qu'il était presque sans armée, presque sans artillerie, et qu'il serait volontiers son lieutenant.

Du moins, s'il restait à l'armée, désirait-il en être le maître. Il déclarait que Las Amarillas avait causé le revers du 1er mai pour se venger de n'avoir pas eu le commandement, que quelques chefs le trahissaient, et Godoy lui conseillait de veiller, de se défier de certaines gens, de craindre la contagion des principes jacobins. « Tu as, lui disait le crédule ministre, plus de quatorze officiers des grades supérieurs qui ont des intelligences avec les Français ; on me les a dénoncés ; mais, obligé au secret, je ne puis te révéler le nom des coupables. »

Le comte sollicitait donc l'autorisation de punir ses subordonnés, quels qu'ils fussent, sans être astreint aux formes judiciaires. Sur ses instances, Godoy réunit le Conseil d'État et, dans deux séances, il exposa la déplorable situation des troupes, la conduite suspecte de plusieurs généraux, la fatale jalousie qui les dévorait et la nécessité de châtier Las Amarillas, d'investir La Union des plus grands pouvoirs. Mais le roi, toujours débonnaire, répugnait à tant de sévérité. Godoy avait convaincu tous les membres du Conseil, et ils

1. Mot d'Albert au Directoire, 23 mai 1798 ; — cf. Pineau, 650.

votèrent contre lui. « Personne, écrivait-il à La Union, ne dit : mettons-nous à l'œuvre et faisons des réformes. »

Derechef La Union voulut quitter l'armée. Mais par qui le remplacer? Quel militaire inspirait la confiance? Le ministre de la guerre, le comte de Campo-Alange, son intime ami, refusa sa démission. « Je souffre, répondit-il le 12 mai à La Union, de te voir engagé dans un labyrinthe de circonstances défavorables, et pourtant je ne trouve que toi qui puisses rendre nos armes glorieuses, et le roi ne veut que toi. » La Union garda le commandement. Il n'y avait pas, disait-il, un homme capable de résister à de tels coups; mais il immolait son honneur à son souverain, à l'État et à la religion ; il voyait sa réputation compromise et sa famille abreuvée de continuelles amertumes ; n'importe ; il faisait son devoir, faisait ce qu'il pouvait, et même un peu davantage : « Seule la dignité des sentiments qui nous animent, marquait-il à Godoy, pourrait suffire à nous conserver le courage en présence de tous les obstacles où vient se heurter notre dévouement; occupons-nous de bien servir nos maîtres et laissons le reste. »

Actif, ardent, inlassable, il s'était hâté de reconstituer son armée, de renforcer les bataillons, de réorganiser le matériel et l'artillerie, de rassembler des approvisionnements de toute sorte, de ranimer les troupes et de relever leur moral défaillant. Il rappela les officiers qui s'étaient éloignés sous divers prétextes pour s'amuser à Barcelone. Il obtint de la cour un ordre qui les obligeait de renvoyer leur femme à vingt lieues au moins du quartier général. Il fit à deux reprises chasser du camp les filles de joie. Il tâcha d'exciter dans les âmes le sentiment de l'honneur. Solano, son lieutenant, le même qui fut, en 1809, massacré par la populace de Cadix, désirait un jour abandonner une position périlleuse. La Union lui répondit qu'il fallait la défendre glorieusement; Solano objecta qu'il perdrait son

artillerie. « Eh, perdez-la, répliqua La Union, mais perdez-la avec honneur et que votre troupe la protège jusqu'au dernier moment et en tirant à brûle-pourpoint! »

Mais, malgré les efforts de La Union, le soldat était plus que jamais déconcerté, rebuté. Les officiers demeuraient insouciants, inertes. Comme auparavant, les généraux, satisfaits de l'avancement qu'ils avaient obtenu après la campagne de 1793, n'aspiraient plus qu'au repos, et la plupart, jaloux de La Union, qui était le plus jeune d'entre eux, ne le secondaient qu'avec mollesse[1].

Il sut toutefois enflammer le patriotisme des paysans de la Catalogne et provoquer un redoutable soulèvement des *soumatens*, ou, comme disaient les Français, des « soumettants ». Dès les premiers jours de mai, on écrivait de Figuières que les soumatens arrivaient de tous côtés en grand nombre, qu'ils étaient déjà dix-huit à vingt mille et que, sitôt organisés, ils seraient très utiles. Quelques-uns avaient à leur tête un franciscain, le P. Ambroise Bosc, et des capucins. Ils tiraient bien, et ils étaient alertes, robustes, tout à fait propres à la guerre de montagne, mais fanatiques, souvent féroces, et dans sa lettre du 20 juillet à La Union, Dugommier protestait contre la barbarie de ces Espagnols, qui mutilaient les prisonniers français et les brûlaient à petit feu[2].

Augereau fut le premier qui livra combat aux soumatens. Bien qu'il eût ordre de ne pas passer la frontière, l'audacieux général qui joue dès lors le rôle principal et semble faire la guerre pour son compte, avait pris sur lui d'entrer en Espagne et d'occuper la vallée de la haute Mouga. Connaissait-il le mémoire que Dagobert avait remis, le 9 février,

1. Baumgarten, 523-524 ; — P. Delbrel, *loc. cit.*, août, 655, 661, sept., 59-62.
2. Doppet, *Mém.*, 352-356. « Les soumatens, c'est la levée en masse. Soumaten et tocsin sont synonymes. » (Fervel, I, 96).

au Comité de salut public? Pourquoi, disait Dagobert, ne pas « profiter, quand la chose paraîtrait faisable, du jour que l'ennemi pourrait laisser sur sa gauche, pour passer un corps de trois à quatre mille hommes, qui irait détruire la fameuse fonderie de Saint-Laurent de la Mugue et en même temps faire des visites domiciliaires à quelques villages de cette partie qui sont bien plus riches que beaucoup de villes d'Espagne? » Il est plus probable qu'Augereau suivit les conseils de Grandvoinet. Ce Grandvoinet, ingénieur-géographe, nommé récemment capitaine du génie par les commissaires de la Convention, désirait se mettre en évidence. Dugommier le jugeait avec raison plein de zèle et d'activité, mais encore peu expérimenté dans la science de la fortification et propre à servir en sous-ordre. Il était né à Perpignan, il connaissait très bien la région, il avait fait la campagne de 1793 contre les Espagnols, il avait dirigé les travaux d'Oms et de Taillet qui précédèrent la bataille du Boulou et pris part aux combats qui s'engagèrent sur les hauteurs d'Oms dans les derniers jours d'avril, il avait précédé les colonnes de l'avant-garde le 1er mai à Céret, à Arles-sur-Tech, à Saint-Laurent-de-Cerdans. Ce fut lui qui détermina Augereau à se saisir de Saint-Laurent-de-la Mouga en lui représentant l'importance de la fonderie et en offrant de le conduire sûrement à travers ce pays très difficile qu'il avait jadis exploré. Augereau, dit Dugommier, a marché « d'après la proposition de Grandvoinet dont il a reçu tous les renseignements[1]. »

Et Augereau triompha sans péril. Le 6 mai, au matin, ses deux brigades, la brigade Mirabel et la brigade Guieu, accompagnées de 200 dragons, quittaient Saint-Laurent-de-Cerdans et au bout de dix heures de marche, par des routes détestables, arrivaient sur les montagnes qui dominent le

1. Dugommier au Comité, 11 mai ; — Cf. Dugommier à Bouchotte, 17 février et Dugua à un représentant, 25 mai (A. G.).

village de Saint-Laurent-de-la-Mouga. Un de ses aides de camp vint aussitôt sommer les troupes et la population civile de se rendre aux républicains. Mais les soumatens étaient là. Ils tenaient les hauteurs et interceptaient les passages. L'aide de camp fut accueilli à coups de fusil et obligé de rebrousser chemin. Augereau détacha des tirailleurs sur tous les points. Guieu, à la tête des chasseurs, entra dans le village et, après une légère résistance, les soumatens et tous les habitants déguerpirent. Mirabel, avec sa brigade et le bataillon des chasseurs allobroges, se dirigea sur la fonderie. Elle était gardée par un bataillon de Malaga et un bataillon du Vallespir. Ils ne se défendirent même pas; ils enclouèrent trois canons sur quatre qu'ils avaient; ils tentèrent d'incendier les forges et brûlèrent une partie des bâtiments; sur quoi ils se sauvèrent.

Cette débandade irrita profondément La Union. Il prononça la peine de mort contre quiconque fuirait en poussant des cris qui répandaient la panique. Le 10 mai, dans un violent ordre du jour, il rappelait à ses compatriotes la gloire de leurs ancêtres. Quoi! les Espagnols n'avaient pas su mépriser ces ennemis qui ne l'étaient que par force, qui détestaient leur propre cause tout en la servant, qui ne pratiquaient aucune des vertus morales et chrétiennes! Quoi! il y avait dans une si valeureuse armée des misérables et des lâches qui, pour entraîner leurs camarades à une fuite honteuse, jetaient des cris comme ceux-ci : *Nous sommes coupés! Que de monde! La mitraille! La cavalerie! Fuyons!*

Vaines menaces! Les Espagnols se débandèrent encore; ils crièrent encore « sauve qui peut », et aucune de ces défaillances ne fut punie de mort. A la fin de septembre, La Union fit fusiller deux hommes; il n'ordonna pas d'autre exécution dans tout le cours de la campagne. Il savait que les généraux et les officiers étaient les plus coupables et,

dans sa droiture, il hésitait à n'user de rigueur qu'envers les simples soldats[1].

Maître de Saint-Laurent-de-la-Mouga et de la Fonderie, Augereau prit ses dispositions pour s'y maintenir. Des bivouacs garnirent les hauteurs. La cavalerie se posta dans les gorges pour charger plus facilement l'ennemi qui viendrait l'attaquer. Les pièces espagnoles désenclouées et des pièces françaises furent de même placées dans les gorges. Il rappela les habitants fugitifs, non pour leur imposer des taxes, car la commune était très pauvre, mais pour les prendre, disait-il, par la douceur; il leur promit aide et assistance; il déclara que, si aucun d'eux ne revenait dans les vingt-quatre heures, il les ferait fusiller comme rebelles. Sa conquête le remplissait d'orgueil et de joie. L'établissement était superbe; il y avait trouvé 60.000 boulets de plusieurs calibres, tous les outils nécessaires et quantité de lingots de fer. A l'en croire, la perte des Espagnols était incalculable, car la Fonderie avait coûté des sommes énormes et elle fournissait de projectiles Figuières, Barcelone et les places de la frontière. Il priait Dugommier de lui dire s'il devait rester ou rétrograder et, en ce dernier cas, démolir tout; mais il croyait essentiel de conserver des forges qui seraient d'une si grande utilité à la République[2].

Les soumatens vinrent, le 15 mai au matin, attaquer ses avant-postes sur les hauteurs de Saint-Laurent. Mais les patriotes faisaient le guet. Ils résistèrent avec vigueur et Augereau envoya sur-le-champ à leur secours quelques compagnies de chasseurs dont l'approche suffit pour mettre les paysans en déroute. Guieu poursuivit les fuyards avec deux

1. Rapport d'Augereau (A. G.); — P. Delbrel, *loc. cit.*, sept., 657; — Vidal, III, 240 (Lettre de Mirabel).
2. Cf. le rapport d'Augereau sur les journées des 17 et 18 floréal (A. G.).

bataillons de chasseurs et la légion allobroge jusqu'à une demi-lieue de Figuières. Il trouva sur son chemin des marques odieuses de la barbarie des soumatens. Un volontaire prisonnier avait été rôti dans une chapelle; un autre saigné au cou, mutilé par tout le corps, avait eu le foie arraché et on lui avait mis dans la bouche les parties génitales. Augereau fut, à cette nouvelle, transporté de colère. Quelle férocité révoltante, s'écriait-il, quels raffinements de cruauté! Ces forcenés, ces cannibales, étaient bien les vrais descendants des conquérants du Mexique et du Pérou! « Les principes philanthropiques, ajoutait-il, devaient pour un instant être mis à l'écart. Les créatures de l'Inquisition, les bourreaux des Incas ne connurent jamais l'humanité. Des monstres qui égorgent leurs frères par devoir, qui les brûlent par religion, qui les assassinent pour l'amour de Dieu, doivent disparaître de la surface de la terre. Une guerre révolutionnaire, une guerre à mort, sont les seuls moyens d'y réussir. » Et il jurait de chasser les soumatens du château où ils se retiraient chaque soir ou de les brûler dans leur repaire[1]!

Il n'avait pas manqué d'annoncer avec fracas la prise de la Fonderie, et la nouvelle provoqua l'enthousiasme. « Une division des Pyrénées-Orientales, disait Barère à la Convention, s'est adjointe par son courage à votre commission pour la fabrication des armes. » La pointe d'Augereau était toutefois aventureuse, et il avait pris une position excentrique qui le mettait en grand danger. Il aurait dû, de concert avec Pérignon, couvrir le blocus de Bellegarde, et peut-être s'éloignait-il volontiers de son collègue : les deux généraux, l'un, fougueux, emporté, tout plein de l'audace révolutionnaire, violent et populaire dans le langage et les allures, l'autre, modéré, calme, froid, gardant l'air et les façons

1. *Id.*, rapport d'Augereau sur les journées des 26 et 27 floréal.

d'un officier de l'ancien régime, n'étaient pas toujours d'accord[1].

Augereau n'avait à dessein informé Dugommier de son expédition que très tardivement et, lorsque sa lettre parvint au général en chef, la Fonderie était en son pouvoir. Aussi, dans le premier instant, Dugommier ne dissimulait pas son mécontentement. « Nous voilà donc en Espagne, s'écriait-il, par un incident imprévu ! » Il écrivit à son lieutenant que l'entreprise lui semblait utile, mais qu'il ne fallait pas trop s'écarter, que l'armée était déjà très éparpillée, qu'elle n'avait pas encore Collioure et Bellegarde, ces « deux points capitaux qui devaient fixer l'attention », et il recommandait à Augereau de ne pas aller plus avant, de ne pas dépasser Saint-Laurent-de-la-Mouga et de ne « se permettre aucun mouvement à l'extérieur » qu'après avoir reçu les instructions du Comité de salut public. Il l'engageait même, si la chose était possible, à établir à Saint-Laurent-de-la-Mouga une garnison suffisante et à revenir avec le reste de ses troupes à Prats-de-Mollo et à Saint-Laurent-de-Cerdans. Il blâmait donc la témérité d'Augereau, et, en revanche, il louait la sagesse de Pérignon : « Je te remercie, marquait-il le même jour à Pérignon, de ne pas vouloir entrer en Espagne et de ne voir en ce moment que Bellegarde ; il faut nous rassembler pour ne pas perdre par une dissémination imprudente les fruits de la déroute de l'ennemi. » Il regrettait que la marche téméraire d'Augereau « dégarnît sensiblement la chaîne nécessaire au blocus de Bellegarde ; » cette fonderie de Saint-Laurent-de-la-Mouga, disait-il, occupait près de 5.000 hommes qu'il aurait employés à parfaire l'investissement et à compléter les mesures qu'il prenait contre la place. Son chef d'état-major Lamer partageait ses sentiments. Quelle difficulté de joindre mainte-

1. Fervel, II, 102 et 108.

nant Augereau et que d'embarras il causait! Comment fournir à temps aux besoins de cette division? Les moyens de transport n'allaient-ils pas s'user au commencement même de la campagne? Et lorsque, sur un faux bruit, Lamer crut que Dugommier commandait à Augereau de se replier sur Céret, il jetait un cri de joie.

Mais Dugommier n'osa pas envoyer à Augereau un ordre de retraite. Il accepta les faits accomplis. Après tout, concluait-il, la fonderie était importante; elle appartenait aux Français, et « l'utilité dont elle pouvait être à la République ordonnait de se gêner pour la conserver ». Il félicita Augereau : « Ton expédition est belle et bonne[1]. »

En s'établissant à la Fonderie de Saint-Laurent-de-la-Mouga, Augereau s'éloignait de la ligne française, qui n'était plus protégée sur sa gauche, et il donnait à la guerre une face nouvelle. On se battit dorénavant, non pas, comme d'ordinaire, aux abords de la grande route, mais loin des voies de communication, sur des montagnes reculées, en des solitudes sauvages. Nulle part le terrain de la Catalogne n'est plus bouleversé, plus sévère que dans cette vallée de la haute Mouga : un torrent qui roule dans une gorge étroite entre des rocs escarpés, presque nus, parfois couverts d'arbres et de buissons; un pauvre village; une fonderie; çà et là des cabanes de bergers; des sentiers au bord de l'abîme et au fond des ravins.

L'impétueuse Mouga, qui sert un instant de limite aux deux pays, pénètre sur le territoire espagnol non loin de Saint-Laurent, contourne les rochers qu'on appelle rochers d'Albanya, puis la croupe de la Magdelaine, et, arrivée devant la Fonderie, se dirige vers le sud-est pour déboucher dans

1. Dugommier au Comité, 11 mai, à Augereau, à Martin, à Pérignon, 7, 9, 11, 12, 16 mai; — Lamer à Dugommier, 11 mai (A. G.).

la plaine à Pont-des-Moulins et se perdre dans les marais de la côte. C'est sur sa rive gauche qu'étaient situés Saint-Laurent et à trois kilomètres au nord de ce village, la fonderie du même nom. Sur la rive droite, entre la Mouga et le torrent de Terradas qui se jette dans le Manol, se dresse l'énorme massif de la Magdelaine.

Augereau n'avait pas assez de monde pour occuper la Magdelaine, et il ne put garder avec ses deux brigades que les bords de la Mouga. Il plaça la brigade Guieu sur la rive droite en avant et à l'est de Saint-Laurent, la brigade Mirabel à la Fonderie, et plus haut, à gauche, au hameau de Darnius, en face de la trouée qui séparait la Fonderie du bourg d'Agullana, le 3e bataillon de la 39e demi-brigade commandé par le brave Pourailly[1]. Ce bataillon reliait ainsi la division Augereau aux premiers postes de la division Pérignon. Mais, pour aller de la Fonderie à Agullana, il fallait marcher durant toute une journée par deux crêtes élevées et par trois gorges profondes. La division Augereau était donc isolée, et les Espagnols pouvaient d'un moment à l'autre s'établir au-dessus d'elle sur la montagne de la Magdelaine.

Aussi La Union conçut-il le plan d'écraser Augereau. Son infanterie comptait 15.000 hommes : 5.000 entre Espolla et Vilarnadal, et 10.000 en avant de Figuières. Sa cavalerie toute fraîche, et qui n'assistait pas à la bataille du Boulou, se composait de 4.000 chevaux. Ce n'était pas assez pour débloquer Collioure ou Bellegarde ; c'était assez pour vaincre notre division de droite et reconquérir la *fábrica* de Saint-

1. Etienne Pourailly, né le 14 septembre 1763 à Bayonne, naguère capitaine des grenadiers au 1er bataillon des Basses-Pyrénées. Il arracha le 23 novembre 1795, à Loano, deux drapeaux aux ennemis et fut chargé de porter au Directoire les étendards pris aux Austro-Sardes. Nommé chef de la 4e demi-brigade, il périt au combat de Salo le 3 août 1796. On ne doit pas le confondre avec son frère cadet Bernard, capitaine au 3e bataillon de la légion des Montagnards, qui devint général de brigade et baron de l'Empire.

Laurent. Mais il éparpilla son armée au lieu de la former en masse et de la pousser droit sur la Magdelaine.

Elle était répartie en sept colonnes qui chacune avaient leur mission : la première prendrait Saint-Laurent; la deuxième et la troisième attaqueraient la Fonderie, l'une de front, l'autre à dos ; la quatrième emporterait Darnius et, après ce succès, rejoindrait la deuxième; la cinquième, passant entre la Mouga et la Fonderie, irait vers Coustouges couper aux Français leur ligne de retraite ; la sixième et la septième inquiéteraient Pérignon et l'empêcheraient de secourir les Français qui gardaient Darnius.

Le 19 mai, à la pointe du jour, s'engageait le combat.

La première colonne eut aisément l'avantage. La brigade Guieu n'avait pas de retranchements ; elle fut délogée du plateau qu'elle occupait et rejetée au-delà de la Mouga, jusque dans le village de Saint-Laurent.

La deuxième colonne échoua. Elle ne devait agir que lorsque la quatrième colonne, maîtresse de Darnius, aurait débouché. Après une assez longue attente, elle s'ébranla seule, et ses gardes wallonnes se déployèrent en tirailleurs à mi-côte de la Magdelaine contre la brigade Mirabel, qui tenait en avant de la Fonderie et du pont dit de Saint-Sébastien plusieurs redoutes élevées sur des mamelons. A cet instant Mirabel sut le péril de Guieu. Sans balancer et avec la certitude que le canon de ses redoutes mettrait les Espagnols en échec, il courut à Saint-Laurent avec son artillerie légère ; il arrêta la première colonne qui pénétrait dans le village, il la refoula, et laissant Guieu ressaisir l'offensive, il regagna son poste. Là encore il arrivait à temps : la troisième colonne avait exécuté sa manœuvre, elle tournait la Fonderie, prenait à dos la brigade française. Déjà Mirabel voyait, comme il dit, sous le choc des Espagnols qui se produisait avec une vigueur peu ordinaire, sa droite mise en déroute et poursuivie. Mais il avait prié

Augereau de lui envoyer un bataillon. Augereau vint en personne, et, selon le mot de Mirabel, comme à point nommé. Il avait avec lui le 6e bataillon de chasseurs conduit par Bon. A la voix de Mirabel, quatre compagnies s'avancent vers le centre de l'adversaire pour le rompre; elles gravissent la pente extrêmement rapide de la montagne; puis, après une halte dont elles profitent pour se reposer et se reformer, elles fondent sur les Espagnols et les culbutent. Sur-le-champ Augereau commande de battre la charge et de marcher baïonnette baissée. La brigade Mirabel se rallie, se renforce de trois compagnies, se précipite sur la droite des ennemis que Bon attaque de front; ils plient et fuient en désordre.

Dans le même instant, la brigade Guieu chassait de Saint-Laurent la première colonne et la rejetait sur l'autre revers de la montagne dans la gorge de Terradas.

Ramenés de tous côtés, craignant d'être enveloppés, les Espagnols se sauvèrent en poussant le cri que La Union leur reprochait quelques jours auparavant : « Ils nous coupent ! *Nos cortan !* » Mais ils furent vivement poursuivis. Les gardes wallonnes ne reçurent pas de quartier. Des volontaires du 2e bataillon de la Haute-Garonne étouffèrent dans leurs bras les fuyards qui s'enlaçaient à eux pour éviter leur baïonnette. « Tous les rochers, écrit Augereau, sont teints de sang ; toutes les hauteurs, jonchées de cadavres. »

Sur les autres points, les Espagnols avaient également le dessous et n'opéraient que des marches et contre-marches inutiles.

La quatrième colonne ne put de toute la journée enlever Darnius, que le bataillon de la 39e demi-brigade, animé par son commandant Pourailly et secouru par le bataillon des grenadiers des Bouches-du-Rhône, défendit avec acharnement.

La cinquième colonne s'acquitta de sa tâche. Elle fit même

davantage. Sous les ordres du neveu de La Union, le comte del Puerto, les 600 miquelets dont elle se composait se glissèrent entre la Mouga et la frontière ; ils cheminèrent toute la nuit ; ils attaquèrent le village de Coustouges et obligèrent le détachement qui le gardait à reculer sur Saint-Laurent-de-Cerdans ; si Augereau avait subi un échec, ils lui barraient l'accès du Vallespir; « ils étaient prêts, reconnaît le général, à nous couper en cas de retraite ». Mais à quoi servait ce mouvement, puisque les colonnes qui faisaient le principal effort s'étaient dispersées?

La sixième et la septième colonne remplirent aussi leur mission, et en pure perte. C'était toute la cavalerie qui, soutenue par une brigade d'infanterie, vint sur la grande route aux abords de La Jonquère, et un corps assez nombreux qui sortit d'Espolla pour se déployer sur les hauteurs au nord de Vilaortoli et jusqu'à Cantallops. Ces démonstrations trompèrent Pérignon, qui n'osa dégarnir sa ligne tant qu'il ignora les événements. Mais, lorsqu'il apprit le succès de la Fonderie, au lieu de courir à Darnius et de dégager le bataillon de la 39e demi-brigade, il suivit lentement par la route, jusqu'aux abords de Pont-des-Moulins, les deux colonnes qui se retiraient[1].

La Union était vaincu. Son armée n'avait pas montré la bravoure sur laquelle il comptait. Derechef et avec amertume il se plaignait de l'affaissement des âmes. Partout, des grades les plus élevés jusqu'aux derniers rangs, il remarquait l'indolence, le laisser-aller, l'apathie et même la peur. Il ne reconnaissait plus les généraux qui, l'année précédente, avaient encore quelque entrain. « On ne songe qu'à la paix,

1. Rapport d'Augereau et lettre de Mirabel à Augereau, 20 mai (A. G.) ; — *Gazette de Madrid*, n° 44 (lettre de La Union) ; — Fervel, II, 100-106. Augereau n'avait, dit-il, que 250 hommes tués et blessés.

écrivait-il, et que ferai-je seul, tout seul, *qué haré, solo, solisimo!* »

Sa tristesse était d'autant plus profonde qu'il avouait sincèrement la vaillance et l'activité de ses adversaires. Hélas! ceux qui servaient la « bonne cause », la cause de la religion et de la royauté légitime, étaient « paresseux et mous »! Ils ne combattaient qu'avec répugnance et comme malgré eux pour les idées belles et généreuses! Et les Français, ces révoltés, ces impies, luttaient à outrance pour la fausse philosophie! « Les Espagnols sont froids, disait La Union, et les Français s'électrisent! Oui, rendons-leur cette justice; parmi les plus grands dangers, nos ennemis se conduisent en héros. Ah! si nos gens s'enthousiasmaient à ce point[1]! »

Il avait raison. Augereau parlait de ses soldats dans les mêmes termes que La Union. Tous, lit-on dans son rapport, avaient montré le sang-froid et l'intrépidité qui caractérisent les républicains. Pas un qui n'eût, dans cette journée mémorable, brûlé soixante cartouches. Les canonniers, ayant épuisé leurs mèches, mettaient le feu aux pièces avec des tisons embrasés, et Augereau avouait qu'ils avaient déployé toute l'énergie possible. Désormais cette division, qui venait de faire un si vigoureux effort, se regarda comme une division d'élite. Elle n'eut que mépris pour ceux qu'elle nommait les automates de l'imbécile tyran de Madrid. Elle répéta ce mot du représentant Milhaud que les Français, qui n'étaient que 5.000, avaient, quoiqu'ils fussent cernés, battu 15.000 Espagnols. Avec quel accent superbe Mirabel glorifiait sa brigade! « La République, écrivait-il, peut mettre cette journée au nombre de celles qui font sa gloire. Pour la seconde fois que Don Quichotte La Union attaque la division, il a le bec jaune. Qu'il y revienne encore, il sera toujours châtié. Avec

1. P. Delbrel, *loc. cit.*, août, 658-660.

les fiers héros que je commande, les Espagnols ne me débusqueront jamais du poste inappréciable que j'occupe; je leur ai pris un général, des officiers de tous grades, trois cents soldats, beaucoup de munitions et d'outils, et tel est l'ouvrage d'une poignée de sans-culottes! Tous méritent une couronne civique! Je ne puis te rendre compte de tout ce qui s'est fait de beau et de sublime. Pas un blessé qui n'ait supporté son malheur en républicain; pas un de ceux qui ont péri qui ne soit mort en héros. » Et, dans une autre lettre d'un ton plus familier et plus rude : « Les scélérats ont tenté de me déposséder! Sacredieu, ils se sont trompés. Reposez-vous toujours sur nous et croyez que nous ne reculerons pas d'une semelle. Si le tyran espagnol avait bonne conduite, il devrait s'amuser plutôt à faire forger des hommes qu'à nous en opposer, parce que c'est autant de morts. Cependant ça n'empêchera pas qu'il ne soit de ce nombre et que les braves républicains ne lui fassent éprouver, en place de son fanatisme, les effets de la sainte guillotine avant qu'il soit peu! »

Mais n'était-ce pas la brigade Mirabel qui vendait les fusils enlevés à l'Espagnol pour 6.612 livres et offrait cette somme aux veuves et aux enfants de leurs camarades morts dans le combat du 19 mai? N'était-ce pas la brigade Mirabel qui faisait aux sociétés populaires une réponse vraiment spartiate et républicaine? Les clubs avaient promis des récompenses pécuniaires aux défenseurs de la patrie qui feraient quelque action héroïque ou monteraient les premiers à l'assaut d'une redoute ou d'un fort. Comme le grenadier de l'ancien régime qui disait qu'*on ne va pas là pour de l'argent*, la brigade Mirabel déclara, dans une adresse que la Convention fit imprimer et envoyer aux armées, qu'elle n'acceptait pas de récompenses pécuniaires : « Les bataillons composant la brigade Mirabel les réclament tout au plus pour les veuves et les enfants de soldats morts ou mutilés au champ d'hon-

neur. Ils ne demandent pour eux que les fatigues, les périls, les blessures, la mort. Point d'argent dans notre métier! Il le gâte, surtout quand il s'agit de l'honneur, de la préséance pour monter à l'assaut. La liberté, l'égalité, la République, la patrie, en faut-il davantage pour nous faire braver les hasards des batailles? Nous ne sommes affamés que de gloire et de liberté[1]! »

Dugommier applaudit de tout cœur au combat du 19 mai. « On y reconnaît bien notre avant-garde, écrivait-il à Augereau; elle ne pouvait mieux soutenir sa devise : *baïonnette en avant*[2]! » Mais peut-être, malgré ce beau succès, aurait-il dû tirer la division Augereau de son dangereux isolement et la lier au reste de l'armée, l'employer à l'investissement de Bellegarde ou plutôt à l'invasion de la Catalogne. Il n'en fit rien. Le blocus des places fortes était sa plus grande préoccupation.

Il s'alarma pourtant lorsqu'il apprit que La Union faisait des retranchements en avant de Figuières.

Afin de barrer aux Français l'entrée de l'Ampurdan, le général espagnol avait conçu le vaste et imprudent dessein d'élever des montagnes à la mer une ligne redoutable de défense. Pour l'instant, il choisissait, fortifiait des positions entre la Mouga et le Llobregat, près de la grande route de Bellegarde à Figuières. Cette route longe, au sortir de la frontière française, la rive gauche, puis la rive droite du Llobregat, affluent de la Mouga. Au pont de Capmany, lorsqu'elle débouche de la gorge de Bioure, elle quitte le Llobregat qui la coupe pour se grossir du Ricardell et se diriger vers le sud-est. Elle descend alors en droiture sur Figuières,

1. Rec. Aulard, XIII, 688; — Vidal, III, 240; — *Mon.*, 29 avril et 14 août; — Mirabel à Augereau, 20 mai (A. G.).
2. Dugommier à Augereau, 21 mai (A. G.).

et à Pont-des-Moulins, sur un pont solidement construit, traverse la Mouga.

Ce fut à Pont-des-Moulins que La Union établit son centre et il eut soin de retrancher en avant de ce village le plateau de Notre-Dame-de-Roure et, en arrière, le plateau de Llers.

Averti, Dugommier donna ordre à Pérignon de reconnaître et d'inquiéter les travaux des Espagnols. Pérignon se mit en marche par la grande route, dans la nuit du 6 au 7 juin, avec 600 cavaliers commandés par La Barre et 4.000 fantassins qui formaient les brigades Point, Ramand et Banel. Une forte réserve garda le pont de Capmany. Un détachement de 800 hommes eut mission d'assaillir de front le plateau de Notre-Dame-de-Roure ; Ramand [1], ancien sergent-major au régiment de Bourgogne, devenu en 1792 adjudant-major et en 1793 chef de bataillon, attaché à l'état-major après sa belle conduite à Peyrestortes et au camp de l'Union, était à la tête de cette troupe. La brigade Banel dut aborder de flanc les mêmes retranchements. La brigade Point se posta sur la rive droite du Llobregat en avant de la gorge de Bioure.

Pérignon ne devait faire qu'une démonstration. Mais peut-être voulait-il avoir sa victoire, tout comme Augereau : il attaqua, il livra le combat dit du Llobregat, et il fut vaincu.

L'action commença sur le plateau de Roure. Les Espagnols ébauchaient une redoute près de la chapelle. Ils furent surpris, culbutés et refoulés sur Pont-des-Moulins. « Banel et moi, écrivait Lannes, attaquâmes la redoute que nous enlevâmes ; la terre était jonchée de morts ; je me précipitai au milieu de leurs bataillons et arrachai trois drapeaux

1. Il devint colonel et commanda, outre le département de la Lozère, les places de Bastia, d'Ajaccio, de Blaye, de Nieuport et de Boulogne.

des mains de ces lâches. » Mais le feu des batteries de Pont-des-Moulins arrêta bientôt les assaillants, et La Union envoya contre eux le régiment de Malaga et un corps de cavalerie. Cette cavalerie s'égara et le régiment de Malaga s'attarda. Toutefois, de son propre chef, le major Hogan, avec un bataillon du régiment d'Hibernie et 100 hommes de grand'garde, grenadiers royaux et dragons de Numance, avait volé résolument à la défense du plateau.

A leur droite, les Espagnols obtenaient un avantage encore plus signalé. La Union, croyant être aux prises avec l'armée française, avait lancé la masse de sa cavalerie qui vint, en remontant la rive gauche du Llobregat, tourner la brigade Point. L'intrépide La Barre se jeta sur-le-champ à sa rencontre. Il n'avait avec lui que 250 chevaux. Mais, entraîné par le représentant Soubrany, il n'hésita pas à charger. Il fut tué d'un coup de sabre sur la tête. Soubrany faillit périr : quatre Espagnols l'entouraient ; il reçut un coup de pointe qu'il eut l'adresse de parer et quelques coups de sabre qui tous portèrent à plat ; il n'échappa qu'avec peine en laissant son chapeau à plumes entre les mains de l'ennemi, et les Français durent repasser en hâte le Llobregat. Le général Point accourut avec 600 hommes : il fut enfoncé et repoussé rudement. La cavalerie espagnole, composée des régiments d'Algarve et de Pavie, pouvait couper aux républicains la route de La Jonquère. Heureusement le feu de l'infanterie qui s'était abritée dans les vignes et derrière les haies, l'arrivée des grenadiers du Gard, le tir de l'artillerie légère intimidèrent les escadrons de La Union, et leur commandant refusa de suivre le chemin que le vicomte de Gand lui indiquait et de franchir à cheval un ruisseau que les fantassins français traversaient à gué. Heureusement Augereau avait, au bruit du canon, envoyé de Terradas la brigade Guieu : elle marcha vers le plateau de Llers, « le fusil sur le col, comme à la promenade », em-

porta le camp, et elle allait mettre le feu aux tentes lorsque, à midi, Pérignon fit battre la retraite.

L'affaire, écrivit Dugommier, avait été très chaude. Elle coûtait aux Français près de 200 hommes. Deux chefs étaient blessés ; Ramand, frappé à l'aine, et Guieu, atteint d'un coup de biscaïen au bras droit. La perte la plus regrettable fut celle de l'audacieux, du chevaleresque, du séduisant La Barre, qui, s'il avait vécu, serait sûrement devenu l'un des grands cavaliers de l'Empire. Sa mort fut-elle aussi héroïque que l'ont écrit les contemporains ? Des grenadiers l'emportaient du champ de bataille : « Mes amis, aurait-il dit, laissez-moi, rentrez dans vos rangs et combattez pour la République ; je suis content, je meurs pour elle. » Quoi qu'il en soit, on ignora son sort durant quelques jours. Dugommier et Lamer espéraient qu'il n'avait pas succombé, et, bien que fort inquiets, ils comptaient encore que La Barre n'était que prisonnier. Enfin La Union, consulté, répondit qu'on avait trouvé son habit de général, mais qu'on n'avait pu démêler son corps sur le lieu de l'action et qu'il était, selon toute apparence, au nombre des tués.

Le combat du 7 juin fut donc malheureux. Il ne troubla même pas les travaux des Espagnols. Mais Dugommier n'était pas entièrement responsable de cet échec, et le chef d'état-major Lamer avait quelque raison d'écrire au Comité que son général était douloureusement affecté d'une affaire « à laquelle il n'avait eu aucune participation ». Pérignon avait engagé l'action de sa propre autorité, assez imprudemment et sans avoir pris toutes ses précautions. Augereau n'était nullement informé de la marche de son collègue, et il s'amusait à déloger des hauteurs de Terradas des bandes de miquelets lorsqu'il entendit la canonnade. Pourquoi Pérignon n'envoyait-il aucune instruction, aucun avis à cette division de droite qui pouvait tomber sur les derrières de l'armée espagnole ? Et pourquoi Dugommier n'avait-

il pas enjoint à ses lieutenants de s'assurer d'une mutuelle assistance avant de rien entreprendre? Sans doute il était à ce moment même alité, tourmenté par les souffrances que lui causait la blessure reçue devant Saint-Elme. Pourtant il avait prescrit le mouvement de Pérignon, et puisqu'il savait que ses généraux étaient en mésintelligence, il devait leur ordonner de s'appuyer réciproquement en bons camarades.[1]

1. Cf. Marcillac, 251-254; — Fervel, 111-113; — Vidal, 295-299; — Lannes à Pouzols (*la Révolution française*, 14 janvier 1900, p. 68); — Lamer à Pérignon, aux représentants et au Comité, 8, 9 et 10 juin; — Dugommier au Comité, 8 juin (A. G.).

CHAPITRE XIII

RIPOLL ET BELLVER

Doppet commandant en Cerdagne. — Ordre de protéger Augereau (21 mai). — Marche sur Camprodon (4 juin). — Entrée de Doppet dans Camprodon (7 juin) et dans Ripoll (16 juin). — Charlet attaqué dans Camprodon par Vives. — Reculade de Charlet sur Villefranche (17-19 juin). — Mouvement rétrograde de Doppet. — Son arrivée à Camprodon (18 juin). — Incendie de la ville et des villages d'alentour (19 juin). — Retraite de Doppet sur Prats-de-Mollo (19-20 juin). — Lemoine à Besalu (21 juin). — Lannes à la rencontre de Lemoine. — Réflexions de Dugommier. — Excès des Français et soulèvement des habitants. — Les soumatens et les grenadiers d'Augereau (26 juillet). — Belle résistance de Bellver. — L'adjudant-général Porte. — Journées des 8 et 26 juin. — Doppet remplacé par Charlet (15 septembre). — Attaque de Castellar de Nuc (octobre).

Malgré sa maladie et le blocus de Bellegarde, Dugommier suivait attentivement les opérations d'Augereau et, pour soulager son lieutenant, il mit en mouvement les troupes qui tenaient la Cerdagne. Pourquoi la division de Montlouis ou de Puycerda n'irait-elle pas se lier à la division de droite ? Les deux corps ne pouvaient-ils se protéger mutuellement[1] ?

Doppet, entièrement guéri, commandait cette division de Puycerda. Lorsqu'il avait appris la mort de Dagobert, il s'était offert à Dugommier pour remplacer le « démon des Espagnols ». Le 23 avril, les représentants Milhaud et Soubrany le nommaient commandant des troupes de Cerdagne, et il promit à Dugommier de faire tout ce qui dépendait de lui pour attirer l'adversaire de son côté.

1. Dugommier au Comité, 8 juin (A. G.).

Du quartier général de Las Daynas, à la fin de mai, Dugommier lui rappelait sa promesse et le priait de descendre dans la vallée du Ter pour assurer sa droite. « Le poste qu'Augereau occupe, écrivait Dugommier à Doppet le 21 mai, est jalousé par nos ennemis, et ils y attachent beaucoup d'importance; il a trop peu de monde et sa position est difficile à tenir au milieu des montagnes qui le dominent; il lui parait également qu'à moi nécessaire que tu le joignes. Tu peux opérer cette jonction par Camprodon. C'est le moyen de conserver nos avantages et de nous en préparer d'autres. Il est instant que tu le protèges. » Et le surlendemain, Dugommier réitérait ses recommandations à Doppet, lui représentait de nouveau « la nécessité de protéger la division Augereau menacée par un rassemblement considérable ».

De son côté, Augereau avait ordre de donner la main à Doppet, et il mandait au général en chef de l'armée de Cerdagne qu'il lui semblait très important de marcher sur Camprodon où se formaient de grands attroupements et à Ripoll où était une belle fabrique de fusils.

Doppet était du même avis. Il répondit à Dugommier et à Augereau qu'il allait se diriger vers Camprodon. C'était le seul mouvement possible. Pouvait-il rejoindre Augereau à Saint-Laurent-de-la-Mouga sans franchir des montagnes encore couvertes de neiges? Ne laisserait-il pas la Cerdagne exposée à l'invasion? Il se porterait donc sur Camprodon et il n'irait pas plus loin pour ne pas compromettre Bellver, Puycerda et même Montlouis. Attaquer et prendre Camprodon, c'était évidemment « débarrasser » Augereau et détourner de Saint-Laurent une partie des forces espagnoles[1].

Le 4 juin, après de trop longs préparatifs, Doppet quitta

1. Doppet, *Mém.*, 293, 308, 345; — Dugommier à Doppet, 21 et 23 mai (A. G.).

Puycerda. Il avait divisé sa troupe en trois colonnes : l'une de 1.200 hommes, sous les ordres de Thonin, ancien capitaine de la légion allobroge, chef d'escadron au 15e dragons, qui fut promu, au retour de l'expédition, adjudant-général par les représentants ; l'autre, de 2.000 hommes, conduite par Charlet ; la troisième, de 3.000 hommes, commandée par lui-même. Charlet traînait avec lui les 900 mulets qui portaient les vivres. Avec Doppet était l'artillerie composée de deux mortiers, de quatre obusiers et de dix suédoises et républicaines, pièces d'un calibre inférieur au 4.

Les trois colonnes marchaient sur Camprodon, la première, tout droit par Py-en-Conflent, Mantet et le col de Madone ; la deuxième, par Palau, Osséja, le col de Mayens, Dorria et Ribas ; la troisième, par Alp, la Moline et Tosas. Ces deux dernières se réuniraient en chemin, à une lieue au-dessus de Ribas, aux Rocas Blancas.

Doppet ne croyait pas avoir assez de monde, et il demanda du secours à Dugommier. Sur l'ordre du général en chef, Augereau lui envoya des renforts : l'adjudant-général Bon et 750 hommes qui passèrent par Prats-de-Mollo où ils prirent 300 hommes à un bataillon de l'Ariège[1]. Ils devaient, par Coustouges et le col des Eres, rejoindre la première colonne de l'armée de Cerdagne devant Camprodon.

Les colonnes de Doppet eurent à peiner et à pâtir en traversant les montagnes, non pas à la montée qui fut assez facile, non pas sur les crêtes où sont de vastes plateaux, mais à la descente où il fallut marcher un à un, jeter un pont volant sur deux ou trois torrents que la fonte des neiges avait gonflés, faire traîner les canons par des bœufs ou les faire porter par les artilleurs, qui entrèrent dans l'eau jusqu'à la ceinture. Toutefois le temps était très beau, et il n'y avait ni malades ni écloppés.

1. Lamer à Probst et Dugommier à Augereau, 5 juin (A. G.).

Doppet essuya d'abord un échec. Il envoya sur sa droite, contre le bourg de Castellar de Nuc, trois bataillons commandés par l'adjudant-général Pellenc ; ils lancèrent des obus dans le village et ne purent le réduire. Mais Doppet fit sa jonction avec Charlet, et après de petites escarmouches d'avant-garde contre les miquelets et les paysans qui tenaient les collines, il arriva devant Ribas. Des Suisses défendaient un ermitage qui dominait cette ville ; quelques coups de canon les mirent en fuite, et Doppet s'empara de Ribas où pas un habitant n'était resté.

Le 7 juin, il était en vue de Camprodon. Il entendit une vive fusillade, et il fut très inquiet. La colonne menée par Thonin avait ordre de ne pas s'engager à cause de sa faiblesse numérique. Attaquait-elle la ville ? Tout s'éclaircit bientôt. La veille, l'adjudant-général Bon, détaché de la division Augereau, était venu se joindre à Thonin ; les deux troupes avaient de concert enlevé Camprodon, et lorsque parut Doppet, elles chassaient l'ennemi des hauteurs de Saint-Antoine où il s'était retiré.

Dès le lendemain, Doppet renvoyait à Saint-Laurent-de-la-Mouga l'adjudant-général Bon : la localité montagneuse, disait-il, ne lui permettait pas d'établir sa communication avec Augereau. Mais, sur ses instances, il reçut de Dugommier la légion des Allobroges, composée de 1.400 hommes — cette légion qu'il commandait naguère et qui faisait partie de la division Augereau — et il put dès lors continuer son mouvement. « Tu pourras, lui écrivait Dugommier, renvoyer un ou deux bataillons sur tes derrières pour assurer tes communications et mettre la partie de Puycerda à l'abri de tout événement[1]. »

1. Dugommier à Doppet, 10 juin (A. G.) ; — Cf. Doppet, *Mém.*, 345. — Mais, en échange des Allobroges, Doppet dut céder à la division Augereau trois bataillons, le 8e du Bec d'Ambez, le 5e du Lot, et le 1er des Hautes-Alpes.

Il se rappelait qu'Augereau lui avait conseillé de faire main basse sur Ripoll et sa manufacture d'armes. Le 11 juin, après avoir perdu trois jours, il se dirigea vers Ripoll, en laissant à Camprodon le général Charlet avec 2.500 hommes et la moitié de l'artillerie. Il suivit la rive droite du Ter, puis, en amont de Saint-Pau, passa sur la rive gauche, traversa le gros torrent de Fourcara, et le 16 juin, par San-Juan de las Abadesas, où il mit une garnison pour communiquer avec Camprodon, non sans coups de fusil que ses flanqueurs de droite et de gauche tiraient sur les rassemblements de soumatens, il atteignit Ripoll. Les habitants avaient gagné les hauteurs qui surplombent la ville, les ermitages de Callar, de Saint-Barthélemy et de Saint-Antoine. Il fut maître de ces trois postes au bout de deux heures de combat.

Dans sa correspondance comme dans ses *Mémoires*, il avoue qu'en cette situation il était isolé, trop éloigné du reste de l'armée pour appuyer sa droite à Puycerda et sa gauche à Saint-Laurent-de-la-Mouga. Il aurait donc dû battre en retraite au plus tôt. Pourtant il demeura six jours à Ripoll, saisissant tout dans la manufacture, les armes et les outils, enlevant les subsistances et assez d'argenterie pour en charger deux mulets, détruisant à coups de marteau et de hache ce qu'il ne pouvait emporter, rappelant dans la ville quelques-uns des habitants cachés aux environs, leur donnant des vivres et tâchant assez sottement de leur prouver, comme il disait, que la République faisait la guerre aux tyrans, et non aux peuples.

La Union profita de ses lenteurs. Il avait cru d'abord que Doppet et Augereau s'unissaient pour marcher sur Vich et Girone avec 12.000 hommes, accabler sa gauche, intercepter sa ligne d'opérations. Mais il apprit qu'Augereau ne bougeait pas. Bien qu'il n'eût pas assez de monde pour *boucher les trous*, il résolut de couper la retraite à Doppet et de reconquérir la Cerdagne dégarnie.

Un de ses meilleurs lieutenants, le général Vives, fut chargé d'agir contre les Français qui s'aventuraient dans le bassin du haut Ter. Avec 1.200 fantassins, 300 cavaliers et 6.000 paysans, Vives attaqua Charlet à Camprodon.

Charlet craignit, non sans raison, d'être écrasé. Il tenta d'avertir Doppet et chercha dans sa troupe un miquelet qui voulût, par des chemins détournés, porter une lettre à Ripoll : bien qu'il offrît jusqu'à douze cents livres, aucun ne se présenta. Durant trente-six heures, d'abord dans la vallée, puis sur les montagnes, il lutta contre l'assaillant et il eut 28 morts et 56 blessés. Mais peu à peu il fut refoulé ; les munitions commencèrent à lui manquer, et il dut penser à la retraite. Il ne pouvait se retirer sur Prats-de-Mollo, car Vives avait pris sans peine le village de Mollo et dispersé le faible détachement qui gardait le col des Eres. Force était de se replier par le col de Prégon sur Villefranche et sans perdre de temps ; il n'avait plus de vivres que pour un jour et demi, et il mettrait sûrement pour se rendre à Villefranche quarante-huit heures. Il fit jeter dans la rivière ses deux pièces de 4 et charger sur les mulets deux mortiers, une suédoise et deux républicaines. Puis, dans la nuit du 17 au 18 juin, il quitta Camprodon. La retraite s'exécuta dans le meilleur ordre. Quelques miquelets qui lui restaient éclairaient la marche. Il comptait coucher à Py. Mais il fallut passer un à un plusieurs défilés au bord des précipices, et l'on n'atteignit les cîmes du Canigou qu'après avoir fait plus d'une lieue et demie dans la neige. Il était six heures du soir ; la brume, s'épaississant peu à peu, cachait tous les objets ; la nuit vint ; le froid était extrême. On s'arrêta, on se demandait où l'on était, on ne trouvait plus de chemin. Ceux qui partirent en reconnaissance, n'allant qu'à tâtons, s'égarèrent, et ils ne reparurent que parce qu'ils entendaient le bruit confus de la colonne. Enfin on crut découvrir un sentier, on le suivit, et, au bout de deux heures,

on arriva dans un fond où l'on attendit le jour. Le 19 juin, au matin, on se remit en mouvement et, grâce à un berger qui servit de guide, on gagna dans l'après-midi le village de Py. On se rafraîchit, on envoya des paysans chercher sur des brancards les soldats malades ou fourvoyés; le soir à sept heures, Charlet entrait à Villefranche[1].

Doppet ignorait l'échec de Charlet. Mais lorsqu'il vit que les Espagnols se préparaient à le cerner dans Ripoll, lorsqu'il sut que les habitants qu'il avait nourris étaient leurs espions, il se replia et, selon son expression, se débloqua de ce trou. Le 18 juin, à une heure du matin, sa troupe partait sans que la caisse fût battue et avec ordre de ne tirer qu'en cas d'absolue nécessité. Comme naguère, elle prit la route qui longe le Ter, tandis qu'à droite et à gauche deux colonnes, tenant les hauteurs, assuraient la marche de l'artillerie et d'un nombreux convoi dans le fond de la vallée. Il remonta ainsi jusqu'à Saint-Jean-des-Abbesses. Mais bientôt il aperçut l'ennemi. Il dut, à Saint-Pau, dissiper des nuées de soumatens et à La Réal balayer le chemin par une charge à la baïonnette. Enfin, lorsque les Français débouchèrent devant Camprodon, le rocher du château, l'éminence de Saint-Antoine, tout fourmillait d'Espagnols. Que faisait Charlet? Comment la place était-elle retombée aux mains de l'adversaire? L'aventure semblait à Doppet aussi incompréhensible que malheureuse. Il garda pourtant son sang-froid. Sans attendre sa colonne qu'il laissa sous le commandement du général Peyron, il se mit à la tête de son avant-garde composée de 400 hommes et, avec une pièce de 4 et une pièce de 2, se porta sur une butte qui dominait l'endroit. Les Espagnols, déconcertés par l'impétuosité du choc, évacuèrent Camprodon. Au soir, lorsque la colonne fut arrivée, un bataillon d'infanterie s'installa dans la ville.

1. Rapport de Charlet au Comité, 21 août (A. G.); — Fervel, II, 122.

Restait l'ermitage Saint-Antoine. Par bonheur, Vives était blessé, et les soumatens, livrés à eux-mêmes, faisaient ce qui leur plaisait; à la nuit tombante, ils descendirent dans la plaine pour bivouaquer à leur aise. Vers deux heures du matin, à la faveur des ténèbres, 600 chasseurs, conduits par le brave Papin, rampent par les ravins, escaladent les deux tiers de la montagne, atteignent une terrasse où ils se reforment sans bruit, et de là gagnent l'ermitage qu'ils enlèvent aussitôt.

Au matin du 19 juin, Doppet rétablit les communications avec Prats-de-Mollo et manda les événements à Dugommier. Le sort de son lieutenant l'inquiétait toujours. Des artilleurs avaient découvert dans l'eau du Ter les deux pièces de 4 qu'il avait laissées à Charlet. Des soldats avaient trouvé dans les rues des caissons de cartouches françaises et dans l'église vingt mille rations de pain français. Évidemment Charlet avait dû quitter Camprodon le jour même où Doppet débouchait devant la ville. Mais comment n'avait-il pas entendu la canonnade et pourquoi n'était-il pas immédiatement accouru?

En attendant des nouvelles de Charlet, Doppet résolut de rester dans les positions reconquises et, comme il disait, de s'y établir militairement. A la demande des chefs de l'artillerie et du génie, Doumic et Tersac, il faisait placer à Saint-Antoine une pièce de deux et six fusils de rempart. Il ordonnait de palissader une hauteur à droite de la ville. Il projetait même, si un détachement de la division Augereau venait le rejoindre par Besalu, de s'emparer d'Olot et surtout de Castelfollit; la ligne de défense des Français aurait eu, pensait-il, dans cette partie, deux appuis solides, Castelfollit et Camprodon.

Soudain, à dix heures, un violent incendie éclata dans Camprodon et dans tous les villages à près de deux lieues à la ronde. Qui l'avait allumé? Serait-ce Doppet? Mais il

n'avait pas l'intention d'abandonner Camprodon. Serait-ce Charlet qui voulait arrêter les ennemis dans leur poursuite, les occuper pendant qu'il ferait sa retraite? Et Charlet rapporte en effet qu'il lança quelques bombes. Mais, remarquait Dugommier, est-il raisonnable que les bombes de Charlet aient causé un si grand dommage dans Camprodon et dans les villages d'alentour? Seraient-ce les Espagnols qui prirent la parti héroïque d'ôter aux Français, comme s'exprime Doppet, la possession du pays et de leur « tendre un piège »? Le plus probable, c'est que les soldats de Doppet mirent le feu de leur propre mouvement et sans ordre de leurs chefs. En un instant Camprodon flamba. Doppet fit sortir l'artillerie, les convois, et rassembla ses troupes sur l'esplanade en dehors de la ville, près de la route de Prats-de-Mollo. De là Camprodon ne paraissait plus, dit un témoin, qu'une horrible masse de flammes et de fumée. Un conseil de guerre décida qu'il fallait battre en retraite sur-le-champ. Le mouvement eut lieu sans confusion ni alarme. Vives, croyant que Doppet suivrait le même chemin que Charlet, avait évacué Mollo pour se diriger vers le col de Prégon. Les Français purent donc franchir sans obstacle le col des Eres et arriver le 20 juin à Prats-de-Mollo[1].

Dès qu'il avait su le péril de Doppet, Dugommier avait, le 16 juin, du quartier général de La Jonquère, envoyé l'ordre à Augereau d'opérer une puissante diversion. « Je laisse à ta prudence, mandait-il à Augereau, à faire tous les mouvements qui pourraient dégager Doppet et assurer sa retraite; je ne connais pas assez exactement le pays pour tracer ta marche et je m'en rapporte aux mesures que tu prendras[2]. »

1. Cf. le rapport et les *Mémoires* de Doppet, et Fervel, II, 115-125.
2. Dugommier à Chaudron-Roussau et à Augereau, 19 juin; à Augereau, 20 juin (A. G.).

Augereau avait donc, suivant ses propres termes, la liberté de faire ce qu'il croirait le plus convenable pour secourir Doppet. Il pouvait soit marcher sur Camprodon par Prats-de-Mollo et attaquer de front les Espagnols, soit les assaillir sur leurs derrières. Il prit ce dernier parti : il envoya vers Besalu, sur les bords de la Fluvia, la brigade du général Lemoine que Dugommier lui avait donnée dès le 5 juin pour remplacer la colonne qui, sous les ordres de Bon, allait vers Camprodon à la rencontre de Doppet.

Besalu était un gros bourg relié à Girone par un bon chemin de traverse et assez proche de la ligne d'opérations de La Union. Le 19 juin, Lemoine quittait Saint-Laurent-de-la-Mouga avec 1.000 chasseurs. Le lendemain, il enlevait de vive force le poste de l'Étoile. Le surlendemain, 21 juin, après un combat d'une heure qui ne lui coûta que deux blessés, il entrait dans Besalu. Il somma les habitants de se rendre sur la place pour leur imposer une contribution. Mais il n'était resté dans le village que quelques misérables. Un détachement de grenadiers força les maisons des fugitifs. Les effets les plus précieux furent apportés sur la place et chaque soldat prit dans le tas ce qu'il voulut prendre. Ce qu'on ne pouvait emmener, tonneaux de cartouches, barils de poudre, pierres à fusil, tireballes, fut jeté dans la rivière. Le monastère du lieu n'avait pas été oublié : on y trouva des croix, des bâtons d'argent, la mitre, le rochet, et, comme dit Augereau, les saintes pantoufles de Monseigneur l'abbé[1].

Sur ces entrefaites, Dugommier apprenait que le danger était bien moindre qu'on ne l'avait cru : il s'agissait non plus d'opérer une diversion, mais d'aider Doppet à rétablir ses communications. Dugommier écrivit donc à Augereau que le mouvement de Lemoine sur Besalu était inutile et que

1. Rapport de l'expédition de Besalu (A. G.).

ce général devait regagner sa position accoutumée. De son côté, Augereau savait que Doppet avait heureusement fait sa retraite. Il ordonna à Lemoine de revenir sans retard à Saint-Laurent-de-la-Mouga et, pour faciliter sa marche, envoya au-devant de lui 1.200 hommes de la brigade Banel commandés par Lannes. Un rassemblement de soumatens et d'émigrés prétendait barrer le chemin à Lemoine. Lannes, dit Dugommier, tua les uns à coups de baïonnettes et dispersa les autres. Le représentant Soubrany, toujours friand du danger, accompagnait le futur général et il eut, ainsi que Lannes, son cheval tué sous lui. Un émigré, un capitaine de la légion du Vallespir, Caillé, de Perpignan, avait été pris; selon la loi et sur l'ordre de Soubrany, il fut fusillé aux cris de *Vive la République*[1].

Ainsi se termina l'expédition de Ripoll. Si elle manqua, ce fut surtout par la faute de Doppet, et non, comme on l'a dit, d'Augereau et de Dugommier qui dépêchèrent au secours de Doppet et le détachement de l'adjudant-général Bon et la légion des Allobroges et la brigade de Lemoine. Mais Doppet n'était pas grand militaire et il ne sut prendre une initiative vigoureuse; il perdit un temps précieux, il renvoya l'adjudant-général Bon qu'il aurait pu garder, et ce ne fut pas, comme il assure dans ses *Mémoires*, par un concours d'événements bizarres, mais bien par sa maladresse, par son inertie que l'opération échoua.

Toutefois Dugommier avait tort de donner à Doppet de simples avis, au lieu d'instructions précises, et de conseiller sa marche au lieu de la diriger. Doppet, selon lui, n'était pas immédiatement sous ses ordres; Doppet était, comme lui, général en chef et commandait la division de Montlouis, par suite de circonstances extraordinaires ; il ne pouvait

1. Dugommier au Comité, 24 juin (A. G.) : — cf. Pineau, 511-514.

donc lui imposer, lui dicter des règles de conduite. C'était vraiment trop de bienveillance et de délicatesse.

Même lorsqu'après sa retraite Doppet projeta de se porter sur Berga et sur la Seu d'Urgel, Dugommier répondit simplement qu'il ignorait « en quoi ces mouvements pourraient concerter avec la position actuelle » et que c'était à Doppet d'en calculer les avantages. Même au mois d'août, quand Doppet voulait de nouveau attaquer la Seu d'Urgel, Dugommier se contentait d'écrire qu'il ne pourrait qu'applaudir aux manœuvres de Doppet si la République en tirait quelque grand profit[1].

Il ne blâma donc pas les fautes de Doppet. Mais il ne devait pas les mêmes égards à Charlet, et, dans le premier moment, il le tança, non sans rudesse. Comment Charlet, contraint de quitter Camprodon, n'avait-il pas reculé sur Prats-de-Mollo pour s'appuyer à la droite de l'armée française, se renforcer et se porter ensuite au secours de Doppet? Pourquoi avait-il gagné les hauteurs neigeuses et presque inaccessibles du Canigou, « d'où il ne s'était tiré que par une espèce de miracle? » Sa retraite sur Villefranche était-elle d'une nécessité absolue[2] ?

Charlet se justifia et Dugommier revint de sa sévérité première. Il fit l'éloge de Charlet; il désira plus tard que ce général eût le commandement de la Cerdagne : « Charlet, disait-il, convient si bien à cette partie ! » Et il écrivait aux administrateurs de l'Ariège : « Reposez-vous sur le brave Charlet, il vous défendra bien, il me l'a juré[3]. »

Mais il blâma les incendies. S'il ne savait quel en était l'auteur, Doppet ou Charlet, il condamnait hautement — telle était son expression — de pareils excès qui ne faisaient

1. Doppet, *Mém.*, 294, 344, 359 ; — Dugommier à Doppet, 24 août, et aux représentants, 14 sept. (A. G.).
2. Dugommier à Charlet, 26 juin (A. G.).
3. Dugommier au Comité, 11 sept., et aux administrateurs de l'Ariège, 23 sept. (A. G.).

qu'exaspérer les habitants de la Catalogne. Il félicita Doppet et Lemoine, l'un d'avoir enlevé à Camprodon et à Ripoll l'argenterie des églises et « les richesses du despotisme monacal qui accroissaient le trésor national », l'autre d'avoir pillé le monastère de Besalu. Pourtant il regrettait que des républicains n'eussent pas respecté davantage les signes extérieurs d'un culte dont le peuple catalan était idolâtre. Dans un récent mémoire sur la « réunion » ou annexion de la Catalogne et la conduite des Français dans cette province, n'avait-il pas dit que l'armée devait y entrer, non comme un torrent débordé qui dévaste tout et ne laisse après son passage que la désolation et l'aridité, mais comme un de ces « fleuves bienfaisants qui fertilisent et font désirer leur voisinage » ? N'avait-il pas proposé d'élever, selon le système démocratique, ceux qui n'avaient rien, de dépouiller les nobles et les moines, de faire tomber les couvents « sous la faux de la raison », mais de ménager le clergé séculier et les paroisses? Et les républicains avaient saccagé les édifices sacrés ! Ils avaient outragé les Catalans dans leurs affections de famille et jusque dans le culte des morts! Ils avaient, en parodiant les rites des funérailles catholiques, enfoui leurs chevaux dans le cimetière des villages, auprès de la tombe des ancêtres ! Quoi d'étonnant que les populations se fussent insurgées? « Qu'entends-tu, écrivait Dugommier à Charlet, par une nouvelle Vendée? Est-ce que les habitants sont armés contre nous[1] ? »

Il sut bientôt, à n'en pas douter, que les habitants s'armaient de tous côtés contre les républicains. Le 26 juillet, au matin, quelques grenadiers de la division d'Augereau s'abouchaient avec des soumatens. Ils avaient auparavant demandé la permission à Mirabel, et Mirabel avait consulté

1. Dugommier au Comité, 12 mai et 24 juin, à Charlet, 26 juin (A. G.) ; — cf. le P. Delbrel, *loc. cit.* septembre, p. 60.

Augereau. « Vous voyez, marquait Augereau aux représentants, que nos proclamations produisent le meilleur effet du monde et que le moyen de faire une insurrection dans le pays et de détacher les Catalans de l'armée espagnole est d'avoir des conférences avec eux. » Néanmoins il se rendit sur le terrain de l'entrevue. Trop tard! Lorsqu'il arriva, les grenadiers avaient été massacrés, et les Catalans s'étaient enfuis. Il ne put, comme il dit, venger ses frères égorgés par trop de confiance, mais il se hâta d'annoncer aux conventionnels cet « attentat horrible ». Le même jour, Milhaud et Soubrany défendaient aux soldats de communiquer d'aucune manière avec l'ennemi et leur enjoignaient de répondre par des coups de fusil à tout Espagnol qui se présenterait pour leur parler; quiconque ne se conformerait pas à cet arrêté serait puni de mort[1].

La belle résistance de Bellver avait consolé Dugommier de l'échec de Doppet.

Pendant que Vives s'efforçait de couper la retraite à la division française qui s'était enfoncée jusqu'à Ripoll, un autre lieutenant de La Union, La Cuesta, qui commandait la Seu d'Urgel, avait reçu l'ordre d'envahir la Cerdagne.

La Cuesta marcha sur Bellver. Cette petite ville était mieux placée que Puycerda pour maîtriser le pays. Elle avait une enceinte, une redoute avancée et un camp retranché. Les murailles de l'enceinte, construites sur un escarpement de la Sègre, entre deux ravins, étaient solides. A une portée de fusil, sur un tertre nommé le Pain-de-Sucre qui dominait Bellver, s'élevait la redoute. Au pied de cette redoute s'étendait le camp retranché dit camp de Montarros, appuyé à gauche par des hauteurs, flanqué à droite par une butte couronnée d'une batterie, et protégé sur son front par un pli de

1. Augereau aux représentants, 25 et 26 juillet, 4 août; — Arrêté des représentants, 26 juillet (A. G.).

terrain qui formait comme un avant-chemin couvert. Des détachements occupaient deux villages avoisinants : sur la rive gauche de la Sègre, le village de Pi et sur l'autre rive le village de Talltendre, où il y avait même quelques ouvrages de campagne. Enfin, l'officier chargé de défendre cette position, l'adjudant-général Porte, qui devint sous-inspecteur aux revues, était un vaillant homme, enflammé de l'amour de la France et résolu de tenir jusqu'à l'extrémité dans ce Bellver qu'il appelait le boulevard des deux Cerdagnes. Procureur-syndic du district de Grenade, il quittait en 1793 son foyer et ses enfants dont le plus âgé n'avait que trois ans, parce qu'il ne pouvait, disait-il, rester sourd à la voix puissante de la patrie, et il ajoutait — dans un discours qu'il fit à ses concitoyens — qu'il voulait « être ferme devant l'ennemi, comme les montagnes au pied desquelles il allait combattre ». Capitaine dans la légion des Pyrénées, puis aide de camp de d'Aoust, il fut promu adjudant-général, et le représentant Chaudron-Roussau assurait que son civisme, son courage, ses talents devaient lui valoir le grade de général de brigade[1].

Le 8 juin, cinq jours après le départ de Doppet, les soumatens des montagnes de la Sègre, accourant de tous côtés et poussant des cris sauvages, enveloppaient les villages de Pi et de Talltendre, pendant que des troupes régulières, 200 cavaliers, 500 Suisses et un bataillon du régiment de la Reine, marchaient contre le camp de Montarros. Sans perdre son sang-froid, Porte rangea son monde en bataille à deux portées de fusil, derrière le pli de terrain qui couvrait le front de sa position. Les ennemis, voyant sa bonne contenance, n'osèrent l'attaquer. Un orage éclata. Sous l'averse et malgré la bourrasque, Porte fit faire à ses gens l'exercice et le maniement d'armes. Au bout de deux heures, la cohue espagnole se dispersa. « La supériorité du nombre, écrivait

1. Rec. Aulard, XIV, 604; — Doppet, *Mém.*, 299, 365.

Porte à Dugommier, n'en imposa pas aux soldats ; tous me promirent obéissance et jurèrent de vaincre ou de mourir avec moi. » Au soir, quelques Suisses désertaient et venaient au camp de Montarros, comme dit Dugommier, se jeter entre les bras des républicains.

Une action plus sérieuse eut lieu trois semaines plus tard. Les incendies, les pillages, les profanations avaient inspiré dans la Cerdagne entière l'horreur du nom français, et les paysans, animés d'une haine implacable, se soulevaient partout à la voix de leur clergé. Le 26 juin, 10.000 Espagnols, dont 7.000 soumatens, débouchaient des gorges de la Sègre en vue de Bellver, les uns par la rive droite, les autres par la rive gauche. Le général La Cuesta était à la tête de ce rassemblement ; il avait avec lui 400 cavaliers et 3.500 fantassins qui venaient de la Seu d'Urgel : régiments de la Reine, de la Princesse, de Girone, de Saint-Gall, détachements de divers corps et 400 dragons du régiment de Numance.

Porte, averti par un Andorran, « homme de confiance », se tint sur ses gardes et se défendit avec la même fermeté qu'au 8 juin. Il avait conservé les deux villages de Pi et de Talltendre. Le futur général Dessaix, chef de la légion des Allobroges, était à Pi. Un ancien sergent du 70e, capitaine à la légion des Pyrénées, puis au 29e régiment de chasseurs, l'intrépide Belichon, occupait Talltendre avec 200 hommes du 1er bataillon de la Montagne[1].

Belichon fut assailli dès trois heures du matin, et il dut abandonner Talltendre à quatre heures. Mais, s'il lâchait le village, il ne lâchait pas le terrain. Il s'établit à six cents mètres de là sur un rocher qui devait, en cas d'échec, servir de réduit à son détachement, et les Espagnols, passant outre, se dirigèrent sur Puycerda.

1. Belichon était de Carcassonne ; il donna sa démission en l'an V, puis reprit du service et, après avoir été grenadier près la représentation nationale, obtint sa retraite comme capitaine du 93e.

Pendant ce temps, Dessaix était attaqué sur la rive gauche de la Sègre dans le village de Pi. Ses hommes résistèrent avec la plus grande opiniâtreté. « Je voudrais, dit Porte, exprimer la manière dont les braves Allobroges reçurent l'Espagnol : infanterie, cavalerie, tout ce qui se présentait était dispersé par leur feu. » Lorqu'il eut épuisé ses munitions, Dessaix se replia sur Montarros. Les ennemis le suivirent de loin, prudemment, non sans hésitation, et ils finirent par se concentrer à Taillo, en face du camp.

A cet instant Porte sort de ses retranchements. Il met sa troupe en bataille derrière le pli de terrain qui protège son front de bandière, et il envoie vis-à-vis de Taillo 300 Allobroges commandés par Dessaix, avec les deux compagnies d'élite du 6e bataillon de l'Ariège et une pièce de 2. Les Espagnols se divisent alors en deux colonnes. L'une se jette sur le camp ; l'autre, sur les Allobroges. La première, trompée par le rideau qui couvre la ligne française, vient, à dix pas, essuyer un feu terrible de mousqueterie que dirigent contre elle les grenadiers et chasseurs des Hautes-Alpes, les grenadiers du 2e bataillon de la Montagne et le bataillon des Vengeurs. La seconde, forte de sa supériorité numérique, aborde résolument les Allobroges et les Ariégeois, les cerne, les accable malgré leurs efforts désespérés ; mais trois compagnies du bataillon des Vengeurs, criant *en avant*, *en avant*, arrivent au pas de charge à l'aide de leurs camarades et, après les avoir dégagés, tombent sur le flanc de la colonne qui reculait en désordre. De toutes parts, les Français s'élancent baïonnette croisée. De toutes parts les Espagnols s'enfuient. Chavardès, chef du bataillon des Vengeurs, — un blessé de Jemappes qui fut adjudant-commandant sous l'Empire, — leur donna la chasse jusqu'à Montella.

Cependant la colonne de 4.000 hommes, qui s'était emparée de Talltendre, se répandait avec confiance jusque dans la plaine de Puycerda. Elle faillit se trouver entre deux feux.

Par un singulier concours de circonstances, dans cette matinée, la troupe de Doppet, échappée de Camprodon, entrait à Montlouis, et Doppet, qui venait de conférer au Boulou avec Dugommier, regagnait au même moment son quartier général. Les soldats étaient exténués par trois semaines de marches forcées dans la montagne ; mais bien qu'ils eussent fait une étape ce jour-là, bien qu'ils prissent alors le logement, ils se remirent gaiement en route pour aller à Puycerda au secours de leurs camarades. Un bataillon était nu-pieds, et Doppet hésitait à l'emmener ; les hommes coupèrent la peau de leur havresac et en firent des semelles qu'ils attachèrent sous leurs pieds en disant à leur général qu'ils iraient changer de chaussures avec les Espagnols.

Doppet ne sut arriver à temps, et son mouvement n'eut d'autre résultat que de rassurer les habitants de Puycerda qui se hâtaient déjà d'envoyer leurs bestiaux à Montlouis. Les Espagnols, coupés de la Seu d'Urgel, purent, en jouant des jambes et parce qu'ils connaissaient la région, se sauver dans les montagnes. Ce fut Porte, et non Doppet, qui leur tira les derniers coups de fusil. Sur l'ordre de Charlet venu exprès de Puycerda à Bellver, Porte s'embusqua avec 200 hommes dans le petit bois de la Bastide, et lorsque les Espagnols passèrent, il les assaillit par une décharge à bout portant, les poursuivit jusque dans les neiges. Ce ne fut qu'à dix heures du soir qu'il s'arrêta. Ses soldats étaient harassés. Il ordonna pourtant à quatre Allobroges qui l'escortaient de prendre quelques Espagnols qu'il apercevait à peu de distance et qui ne pouvaient plus marcher. Un de ces Allobroges, épuisé de fatigue, lui dit avec impatience : « Quand il est question de marche, on fait toujours aller les Allobroges ; mais, quand il est question d'eau-de-vie, c'est autre chose ; je n'irai pas. » Porte, irrité, le saisit au collet, le désarma, et menaça de le traduire devant la commission militaire. L'Allobroge demanda grâce ; ses cama-

rades intercédèrent en sa faveur, et Porte lui accorda son pardon s'il amenait dans quatre minutes quatre prisonniers. L'Allobroge amena quatre prisonniers quatre minutes plus tard. Les Espagnols capturés durent porter le butin des Français : huit mille cartouches et quatre caisses de gargousses. Chaque soldat avait deux ou trois fusils. Le lendemain matin, une colonne, partie de Bellver, s'avançait plus loin encore dans les gorges de la Llosa, et elle trouvait sur la neige des caisses de cartouches, des armes, des ustensiles de toute sorte.

L'ennemi, accueilli partout avec vigueur, selon le mot de Dugommier, et « partout renversé », avait 600 blessés, 300 tués et 200 prisonniers. La journée du 26 juin était donc très honorable pour la division. Elle fut peu connue. Les contemporains crurent même que les Français avaient pris cette ville de Bellver qu'ils défendaient et que Dagobert avait conquise dès le 29 août 1793; on lit dans le *Tableau des campagnes* imprimé par ordre de la Convention : « *prise de Bellver le* 8 *messidor* ». Mais la leçon que les Espagnols avaient reçue était si rude qu'ils ne firent plus aucune tentative sur la Cerdagne. Dugommier désira que Doppet se tînt sur une simple défensive et il appela bientôt dans son camp une grande partie des troupes de la division. L'adversaire, qui se souvenait du 26 juin, ne bougea pas[1].

Quelques semaines après, Doppet retomba malade et dut s'aliter. Il voulait se retirer à Prades pour se guérir. Dugommier répondit qu'il n'avait ni ordre ni permission à donner à Doppet qu'il regardait comme un général en chef, que le Comité ou les représentants pouvaient seuls l'autoriser à s'éloigner, et ce fut sur un arrêté du représentant Delbrel que Doppet se rendit à Prades[2].

1. Rapport de Porte à Charlet (A. G.); — Chrétien à Boutarel, 27 juin (A. G.); — Doppet, *Mém.*, 342 : — Fervel, II, 126-131.
2. Dugommier au Comité, 29 juin, et à Delbrel, 25 oct. (A. G.).

Le 15 septembre, Dugommier le remplaçait par Charlet.

Charlet fit parfois des reconnaissances sur sa gauche pour sonder les forces de l'ennemi et, comme il dit, pour exciter à la désertion par la vue de l'uniforme français les Suisses qui servaient dans l'armée espagnole.

Le 23 octobre, il quittait Puycerda à la tête des grenadiers et des chasseurs de sa division. Il se portait par le pla de la Anella sur le camp de Tosas; à sa gauche, l'adjudant-général Gilly marchait par le col de Mayens sur le village de Tosas ; à sa droite, l'adjudant-général Devaux se dirigeait de Bellver sur les passages de Jou et de Pendix.

Charlet comptait surprendre le camp de Tosas ; il ne put que déloger 200 miquelets d'un rocher voisin. Les Espagnols avaient eu vent de son approche, et une lettre qu'il trouva dans l'habit du commandant lui prouva qu'un *confidente*, un adroit espion, avait donné la veille à l'adversaire des nouvelles, des *noticias* qui, « presque toutes, étaient vraies ». Pas un mouvement dont les Espagnols ne fussent informés dans ces parages : les habitants suivaient les colonnes républicaines, et dès qu'ils avaient vu quel chemin elles prenaient, ils couraient par des sentiers plus courts avertir leurs compatriotes.

De concert avec Gilly, qui s'était emparé de Dorria, Charlet gagna Castellar de Nuc. L'attaque de ce bourg, a dit Dugommier, fut remarquable. Les habitants étaient de courageux contrebandiers qui bravaient jusqu'alors les efforts des Français et récemment dans l'expédition de Camprodon, l'adjudant-général Pellenc leur avait inutilement envoyé des bombes pendant quelques heures. Ils avaient sept retranchements formés les uns derrière les autres par des lignes de rochers dont la nature semblait avoir fait des parapets, et un bois très touffu assurait leur retraite. Leur bourg, entouré d'une muraille, comprenait trois parties séparées par une assez grosse rivière, et les maisons, celles du moins qui

regardaient la campagne, étaient crénelées. Pour récompenser la résistance opiniâtre qu'ils avaient de tout temps opposée aux Français, le roi venait de leur donner un drapeau blanc aux armes d'Espagne et une garnison de cent hommes qui protégeait tous les villages voisins. Charlet défendit à ses soldats de tirailler contre des gens qui visaient mieux qu'eux et à couvert. Les tambours battirent la charge, et les grenadiers et chasseurs s'élancèrent à l'assaut. Ils ne purent se saisir de ce fameux drapeau que les paysans, dit Charlet, arboraient avec tant d'emphase et qui fut plusieurs fois en danger; mais, en moins d'une heure, ils enlevèrent les retranchements l'un après l'autre. Ils livrèrent aux flammes les maisons crénelées et tout ce qu'il était impossible d'emporter, caisses de munitions et dépôts de blé. « Tout, écrivait Dugommier, a été détruit, renversé, et le décret de guerre à mort exécuté sur les Espagnols que l'on a pu atteindre ». Charlet eut un mort et neuf blessés, au nombre desquels un capitaine de miquelets et le brave adjudant-général Porte. Comme toujours, le héros de Bellver payait de sa personne; il eut son cheval tué sous lui et reçut un coup de baïonnette à la jambe et une balle à la cuisse droite[1].

1. Charlet aux représentants, 24 oct. et 2 nov.; — Dugommier au Comité, 2 nov. (A. G.); — Fervel, II, 316-317.

CHAPITRE XIV

SAINT-LAURENT-DE-LA-MOUGA

Escarmouches d'avant-postes. — Combat de l'Etoile (26 juin). — Davin sur le haut Tech. — Tentative des Espagnols sur les postes de Davin (28 juillet). — Annonces d'un choc prochain. — Bataille du 13 août. — Mort de Mirabel. — Epuisement de la division Augereau. — Craintes d'Augereau et de Dugommier. — Abandon de Saint-Laurent et destruction de la fonderie. — Nouvelle ligne plus concentrée et ramassée. — Echec de Taranco à la Montagne-Noire (21 septembre). — Le lieutenant Echeverria et la surprise du 1er novembre.

Il semble que Dugommier ait, après l'expédition de Doppet, compris la situation. Ce fut alors qu'il rappela des places du Roussillon sur le versant méridional des Albères la division de gauche ou division Sauret. Mais il sentait que la division de droite était enfournée dans la montagne et qu'elle courait les plus grands risques. En annonçant à ses lieutenants la reculade de Doppet, il leur déclara — le 20 juin — que son but essentiel était la reprise de Bellegarde, qu'il fallait à tout prix assurer le blocus de la place, qu'on ne pouvait faire le moindre pas en avant sans avoir accru les ressources de l'armée, complété ses subsistances, ses munitions et ses moyens de transport, achevé ses établissements de Maureillas et de La Jonquère : pas de mouvements particuliers ; pas d'entreprises isolées ; le meilleur concert entre les chefs de corps ; une bonne ligne où toutes les divisions correspondraient entre elles ; un plan fixe, invariable, le seul qui convînt aux circonstances, c'est-à-dire la défensive : telles étaient les recommandations de Dugommier. On n'aurait de succès,

concluait-il, que par un mouvement général, bien réglé et combiné[1].

Mais les avant-postes ne cessaient de se taquiner. Augereau faisait enlever des grains de tous côtés, sur la droite, sur la gauche de Terradas. Les tirailleurs soutenaient les fourrageurs, et tous les jours étaient marqués par des escarmouches. Tous les jours, des détachements français refoulaient les détachements espagnols. Tous les jours l'ennemi revenait à la charge et regagnait le terrain perdu. On se battit ainsi non seulement à la droite, mais au centre et à la gauche de l'armée française : le 20 juin à Vilaortoli, le 2 juillet, à Massarach, le 3 à Llers et à Palau, le 5 à Massarach et à Mollet, le 8 à Palau, le 10 et le 11 à Albanya et à Pincaro, le 14 à Roccabruna et à Baget, le 17 à Vilaortoli et à Massarach, le 21 à Massarach et à Mollet. Un officier allemand, qui retrace cette campagne à l'époque de la Restauration, a même cru que Dugommier voulait, par ces petites attaques réitérées, détourner de Bellegarde l'attention des Espagnols ou les occuper de telle sorte qu'ils ne pussent employer de forces considérables au débloquement de la place[2].

Ces escarmouches étaient insignifiantes. Le 11 juillet, il n'y eut ni tué, ni blessé. Le 10, à Albanya, sous la fusillade des Espagnols, les Français démolissaient un moulin où ils avaient découvert de la farine et emportaient une grande quantité de blé qu'ils avaient trouvé tout coupé et lié dans un vallon; ils n'eurent que trois blessés, et chacun d'eux, même l'adjudant-général Bon qui dirigeait l'expédition, revint avec une gerbe de blé dans les mains[3].

Le combat le plus marquant fut livré le 26 juin. Ce jour-là — le jour même où La Cuesta échouait devant Bellver —

1. Dugommier aux officiers généraux, 20 juin (A. G.).
2. *Geschichte der Kriege in Europa*, III, 355.
3. Beyrand aux représentants, 11 et 12 juillet (A. G.)

Augereau apprenait que les Espagnols occupaient le poste de l'Estrella ou de l'Étoile pour empêcher la coupe des blés dans cette partie. Il envoya contre eux l'adjudant-général Bon avec le 3e et le 6e bataillon de chasseurs et un détachement du 3e bataillon de la Drôme. Sur l'ordre de Bon, les chasseurs du 6e bataillon marchèrent vers la droite pour tourner l'ennemi pendant que les chasseurs du 3e et les volontaires dauphinois l'attaquaient de front. Malgré le feu nourri de l'adversaire, les républicains, avançant au pas de charge, s'emparèrent du poste. Ils capturèrent six officiers et emportèrent sur leur dos, deux heures durant, par des chemins détestables, une foule de tentes et d'objets de campement. Augereau assura dans son bulletin qu'ils joignaient à la plus grande bravoure « la plus parfaite philanthropie », qu'ils avaient placé sous des oliviers les blessés espagnols et, pour laver les plaies de leurs prisonniers, coupé des morceaux de leur propre chemise. La guerre à mort n'était pas encore proclamée[1].

Enhardi et désireux de tenir son monde en haleine, Augereau proposait, le 6 juillet, au général en chef une opération très importante. La Union se montrait prêt à rentrer en campagne. Il avait reçu des renforts : Suisses, recrues, et 6 à 7.000 hommes de vieilles troupes que la garnison de Collioure avait relevées dans les places. Son armée comptait désormais 45.000 soldats dont 4.000 cavaliers. Sa gauche, liée à Camprodon par le col de Bassagoda, s'était établie sur le bord du Manol et s'étendait de Llorona, où ce torrent prend sa source, jusqu'à Vinyonnet sous le canon de Figuières. Son centre occupait toujours les plateaux de Llers et de Notre-Dame-de-Roure. Sa droite longeait la grande route de Pont-des-Moulins à Capmany et de là obliquait vers l'est pour se terminer à Espolla. Le comte de La Union

1. Augereau à Dugommier, 28 juin (A. G.).

avait donc ressaisi la supériorité du nombre; mais il avait plus que jamais éparpillé ses troupes. Si les Français étaient, eux aussi, disséminés, les Espagnols l'étaient bien davantage[1].

Augereau, craignant d'être tourné par son aile droite et souhaitant de la mettre à l'abri de toute tentative, voulait « balayer par une marche militaire et rapide » tous les postes espagnols aux alentours de Prats-de-Mollo, de Saint-Laurent-de-Cerdans et de Saint-Laurent-de-la-Mouga, enlever les magasins, râfler les bestiaux, imposer des contributions aux villages, brûler ce qu'il serait impossible d'emporter. Il devinait que La Union méditait un coup d'audace. Ne pouvait-on le prévenir, le « dérouter entièrement »?

Dugommier désapprouva le projet d'Augereau. Mais la lettre de son lieutenant appela son attention sur le Vallespir. Évidemment c'était par ces montagnes que les ennemis avaient « quelque chance de succès de le tourner sur ses derrières ». Il crut nécessaire, comme il dit, d'augmenter ses forces dans cette région, dont il comprenait l'importance, et de les confier à un général de brigade.

Davin fut chargé de garder le haut Tech. Il échelonna le gros de son infanterie sur le versant méridional de la chaîne, à l'opposite de celui qu'il devait couvrir, et il n'occupa sur le revers septentrional que la Preste, le Corall, la Manère, Saint-Laurent-de-Cerdans et Coustouges. Mais il retrancha les deux points essentiels, le Corall et Saint-Laurent-de Cerdans. Une grande redoute à double enceinte fut construite sur les hauteurs qui commandent le passage de Saint-Laurent.

L'événement justifia ces précautions. Le 28 juillet, les Espagnols assaillirent les postes de Davin. Tous résistèrent

1. Augereau à Dugommier, 6 juillet (A. G.); — Fervel, II, 144-145; — Pineau, 541.

victorieusement à l'exception du Corall, qui fut pris par 1.200 miquelets. Davin le reprit aussitôt avec l'aide de la garnison de Prats-de-Mollo, et il poursuivit les miquelets jusqu'au village espagnol de Mollo, qui fut incendié[1].

Cette échauffourée du 28 juillet présageait un choc imminent. Alarmé par les signaux de détresse que faisaient les assiégés de Bellegarde, craignant que la place ne fût prochainement réduite aux dernières extrémités, La Union avait résolu de la débloquer ou du moins de la ravitailler, et il tenta de rompre la droite des républicains. « Je vois, écrivait-il à Godoy, la situation périlleuse de cette forteresse, qui finira par succomber, et je voudrais la sauver, je voudrais empêcher qu'on ne me l'enlève à ma barbe! »

Dès le 2 août, des déserteurs des gardes wallonnes, échappés du camp de Llers, venaient dire à Augereau que La Union se préparait à secourir Bellegarde, qu'il traînait avec lui cent chariots de vivres et de munitions, et le 6, Mirabel apprenait par d'autres que le général ferait sous peu une attaque sur tous les points, que les instructeurs ne cessaient d'enseigner aux paysans l'exercice du fusil.

Mais les Français attendaient de pied ferme les Espagnols. Le 9 août, Dugommier annonçait à ses troupes les succès de l'armée des Pyrénées-Occidentales, qui s'était emparée du camp de Saint-Martial, d'Irun, de Fontarabie, de Saint-Sébastien. Ces nouvelles accrurent l'ardeur du soldat, et les républicains n'aspiraient plus qu'à la bataille. Ils croyaient qu'elle aurait lieu le 10 août, que La Union voudrait célébrer ainsi le deuxième anniversaire de la chute de la royauté, et La Union avait en effet l'intention d'en découdre ce jour-là. Des retards imprévus dans ses préparatifs le firent différer jusqu'au surlendemain.

Dugommier employa le 11 et le 12 août à reconnaître

1. Fervel, II, 140-141.

toute la ligne française, à voir, comme il disait, les vainqueurs de Montesquiou et de Collioure dont les armes brillaient et dont les cœurs brûlaient pour la liberté. On avait appris la journée du 9 thermidor : les représentants Milhaud et Soubrany avaient tonné contre Robespierre et les « conspirateurs ». Dugommier écrivit au Comité que l'armée des Pyrénées-Orientales avait juré de verser jusqu'à la dernière goutte de son sang pour la souveraineté du peuple : « C'est son serment le plus cher. Que n'avez-vous pu être témoins de l'enthousiasme avec lequel elle l'a prononcé et du sentiment profond dont elle était pénétrée lorsqu'elle a voué à l'exécration et à la mort quiconque serait tenté d'imiter les derniers tyrans[1] ! »

Le 13 août avait lieu la bataille qu'on a nommée la bataille de Saint-Laurent-de-la-Mouga. Elle se livra, comme le 19 mai, sur les bords de la Mouga et sur les versants du massif de la Magdelaine. Comme le 19 mai, Augereau eut seul à supporter l'orage. Mais il disposait cette fois de 9.000 hommes, et il avait étendu sa ligne sur la rive gauche du torrent en occupant dans la montagne, au carrefour de plusieurs sentiers, la chapelle Saint-Georges, qui commande et surveille Saint-Laurent-de-la-Mouga. Sur la rive droite il tenait toutes les routes qui débouchent sur la Mouga : il avait garni le plateau de l'Avat qui, lui aussi, domine Saint-Laurent et couvre à droite de ce bourg le pont dit pont de Grau ; garni la gorge de Terradas et le petit village de ce nom, d'où part un chemin qui conduit à Saint-Laurent, en longeant le pied de la Magdelaine ; garni le col de la Salud qui fait suite à la gorge de Terradas et qui mène à la Fonderie. La brigade Davin protégeait sur la rive gauche

1. P. Delbrel, *loc. cit.*, sept. p. 61 (lettre du 13 juillet) ; — Augereau à Pérignon, 2 août ; — rapport de Mirabel, 6 août (A. G.) ; — *Mon.*, 24 août.

les derrières de la position, sa droite appuyée au pont de Grau et son centre à la chapelle Saint-Georges. Sur la rive droite de la Mouga l'adjudant-général Bon était au plateau de l'Avat. Lemoine défendait la gorge de Terradas et au nord-est du village les pentes de la Magdelaine où il avait placé une batterie. Plus haut, entre la Magdelaine et le col de la Salud, six bataillons sous les ordres de Guieu et de Mirabel mettaient la Fonderie en sûreté.

Contre ces 9.000 hommes ainsi répartis s'avançaient 20.000 Espagnols — 14.000 de troupes régulières et 6.000 de la levée des soumatens — assez nombreux pour accabler la division Augereau, mais qui, par bonheur et comme d'ordinaire, ne surent pas agir par leur masse.

De même qu'au 19 mai, La Union avait formé six colonnes.

La première, colonne Courten, devait assaillir Lemoine et le chasser de Terradas.

La deuxième, colonne Cagigal, pousserait droit sur Saint-Laurent.

La troisième, colonne Izquierdo, et la quatrième, colonne Perlasca, se dirigeraient l'une sur le flanc gauche, l'autre sur le flanc droit du pont de Grau.

La cinquième, colonne Diego Godoy, se porterait par la gorge d'Albanya sur la chapelle Saint-Georges pour déboucher sur les derrières des Français.

La sixième, composée de 2.000 hommes, attaquerait le village de Darnius.

Les six colonnes, une fois leur mission remplie, convergeraient sur la Fonderie, et la droite française écrasée, elles marcheraient par Massanet, La Bajols et les plateaux de Las Illas sur le col de Portell, pour jeter dans Bellegarde un grand convoi qui se tenait tout prêt. Pendant ce temps des troupes de débarquement, amenées par l'escadre de Gravina, inquiéteraient Collioure et enlèveraient le col de Banyuls.

La Union livrait donc bataille sur une étendue de sept lieues, et il prétendait opérer contre Dugommier la manœuvre que Dugommier opérait naguère contre lui dans la journée du 1er mai. Comme disait après coup le général en chef des Français, ce plan réunissait le triple avantage de ravitailler Bellegarde, de dissiper la droite des républicains et de couper la communication de leur centre et de leur gauche avec toutes les parties de l'administration établie au Boulou. Mais il était trop vaste et trop compliqué.

Courten, très supérieur en nombre, eut aisément le dessus. Son attaque fut si vigoureuse qu'il enleva du premier élan la gorge de Terradas et la batterie établie à mi-côte. Lemoine, vivement pressé, dut se replier en deux colonnes, l'une sur le revers méridional de la Magdelaine, l'autre à l'abri des batteries de Saint-Laurent sur une butte dite la Butte-Verte.

Cagigal, qui commandait la deuxième colonne, fut moins heureux que Courten. Il ne put avoir raison des détachements qui tenaient en avant de Saint-Laurent le plateau de l'Avat, sous les ordres de l'intrépide Bon. Sur tous les points menacés, les chasseurs de Bon, appuyés par la brigade Lemoine, firent un feu des plus vifs et des plus continus.

Izquierdo et Perlasca emportèrent le pont de Grau; mais ils n'osèrent transgresser leurs instructions qui leur enjoignaient de ne déboucher sur la rive gauche de la Mouga que lorsque Godoy aurait pris la chapelle Saint-Georges.

Or Godoy assaillait inutilement ce poste que Davin défendait avec obstination. Sous les boulets de l'artillerie française qui, selon le mot d'Augereau, soutint en ce jour sa vieille réputation, les Espagnols refusèrent de bouger. Godoy s'arrêtait : toutes les colonnes s'arrêtèrent, même celle de Courten qui descendait déjà sur le col de la Salud et

prenait le chemin de la Fonderie après avoir laissé une réserve dans la gorge de Terradas pour garder la route de Figuières.

Augereau remarque l'hésitation, le flottement de l'ennemi. Avec une rapidité de coup d'œil et une résolution qui présagent le héros de Castiglione, il ordonne à Guieu de marcher au-devant de Courten, tandis que Mirabel et Lemoine se jetteront sur Terradas, c'est-à-dire sur la gauche et les derrières de l'Espagnol victorieux. C'est vers midi qu'a lieu ce mouvement décisif. Sous les ordres d'Augereau et de Guieu, les Français s'ébranlent au cri de *guerre à mort* et, par le versant de la Magdelaine, abordent de front l'adversaire au col de la Salud. Longtemps la lutte est indécise ; les Français s'épuisent ; vainement ils lancent des quartiers de roche ; vainement quelques-uns se battent corps à corps, baïonnette ou sabre au poing.

L'audace de Mirabel fait pencher la balance. Il court impétueusement sur Terradas ; il tourne le village, il enfonce tout ce qu'il rencontre, et il tombe mortellement atteint. Lemoine le remplace, Lemoine qui, bien qu'affaibli par la fièvre, s'avance au premier rang, Lemoine qui lève son chapeau de général au bout de son épée. Les républicains, entraînés et jurant de venger Mirabel, fondent avec fureur sur les Espagnols sans accorder de quartier. Après un rude combat, Terradas est pris et la retraite de Courten compromise.

La Union commanda aussitôt à son lieutenant de se replier. Courten se retira vers Figuières en faisant bonne contenance ; il emmenait avec lui 73 prisonniers et 2 canons français. Toutes les colonnes espagnoles reculèrent en même temps. Mais celles qui se trouvaient sur la rive droite de la Mouga furent serrées de près par les chasseurs de Bon et poursuivies jusqu'à Palau « au pas de la victoire ». Godoy qui, par son inaction sur la rive gauche devant la chapelle Saint-Georges, avait causé l'insuccès de la journée, fut refoulé par Davin jusque dans la gorge d'Albanya. Quant aux

Espagnols qui s'étaient présentés devant Darnius, cette fois encore ils avaient été repoussés par le vaillant Pourailly et par son bataillon de la 39e demi-brigade.

Les Français avaient ainsi reconquis, suivant l'expression de Dugommier, le champ de bataille un moment usurpé par les ennemis, et ils avaient déployé le 13 août la même bravoure, la même énergie que le 19 mai. Les Espagnols n'eurent pas, comme on l'a dit, 1.500 tués et 600 blessés, et il ne faut pas croire, avec le représentant Delbrel, qu'ils laissaient sur le lieu de l'action presque autant de morts et de prisonniers qu'ils avaient eu de Français à combattre. Mais ils perdaient 1.256 soldats et 80 officiers, dont le maréchal de camp Kessel. On ne leur fit que 140 prisonniers, la plupart étrangers, et, pour parler comme Augereau, épargnés par pitié « malgré les serments ».

La division de gauche, conduite par Sauret, n'avait pas un succès aussi marqué que la division de droite. Toutefois, écrit Dugommier, elle poussa l'ennemi devant elle et le força de se retirer en désordre. Trois colonnes avaient marché contre elle : l'une remontant le torrent de Vilaortoli et cherchant à gagner le hameau de Recasens au-dessous du col Fourcat ; l'autre, se dirigeant par le ruisseau de Capmany sur Cantallops ; la troisième, formant la réserve et accompagnant sur la grande route une centaine de voitures chargées de vivres. Sauret — qui, dans cette affaire, reçut un léger coup de feu au côté gauche [1], — opposa trois bataillons commandés par Destaing à la première colonne, trois autres bataillons commandés par Causse à la deuxième colonne et neuf compagnies de grenadiers commandées par Micas à la réserve. La fière attitude des Français, qui venaient droit sur eux, intimida les Espagnols. Déjà Destaing refoulait la première colonne et débordait la deuxième. Toutes deux se replièrent, ainsi que la réserve, sur le pont de Capmany, puis sur Notre-

1. La balle lui traversa les habits et effleura les reins.

Dame-de-Roure. Les républicains, déployés de Vilaortoli à Capmany, les observèrent jusqu'à la matinée du lendemain.

La brigade Victor, qui gardait le col de Banyuls et la côte de Catalogne, ne fut pas moins heureuse. Elle avait trois postes le long de la mer, au col des Frères, à Colera, et à Llança. L'escadre de Gravina, composée de deux vaisseaux de ligne, d'une frégate et de quatre chaloupes, vint jeter sur la plage de Colera 1.800 hommes, qui s'apprêtèrent aussitôt à marcher vers le col des Frères. Le 1er bataillon du Tarn et les grenadiers des Bouches-du-Rhône ne leur donnèrent pas le temps de se former en colonnes d'attaque; il les repoussèrent à coups de baïonnettes, et sous le canon de l'escadre les refoulèrent jusque dans leurs canots. Ils eurent un tué et quatre blessés. L'Espagnol laissait sur le rivage vingt morts, sans compter ceux qu'il avait enlevés.

Telle fut la bataille de Saint-Laurent-de-la-Mouga, qui dura de deux heures du matin à six heures du soir et qui fut de nouveau si glorieuse pour la division Augereau. Le général déclarait le surlendemain qu'il voyait avec peine que plusieurs de ses frères d'armes eussent honteusement abandonné leur drapeau. Mais avec quel orgueil la brigade Mirabel parlait de cette journée! Lorsqu'elle enterra son chef dans le camp de la Magdelaine au pied de l'arbre de la Liberté, « il nous commandait hier, disaient les soldats, dans ce fameux combat que nous avons livré aux Espagnols, sur lesquels nous avons remporté une victoire complète. » Le combat du 13 août était déjà à leurs yeux un combat fameux, et la victoire qu'ils avaient remportée la veille leur semblait complète! Quelques jours après, ils apprenaient que la Convention avait décrété, le 22 août, que le nom de Mirabel serait inscrit sur la colonne du Panthéon et que l'armée des Pyrénées-Orientales ne cessait pas de bien mériter de la patrie[1].

1. Ordre du jour du 14 août ; — procès-verbal de l'inhumation de Mirabel (A. G.) ; — *Mon.* du 24 août.

Mais, si fière que fût la division Augereau, elle était épuisée par cette bataille, qu'un témoin qualifie d'opiniâtre et de meurtrière. Elle avait 200 morts et 600 blessés[1] parmi lesquels Augereau, l'adjudant-général Beyrand et le capitaine du génie Sanson. Dès le lendemain, Augereau demandait en toute hâte quelques troupes fraîches pour combler le vide de ses bataillons, et il se plaignait d'avoir des pièces d'artillerie qui ne serviraient plus : elles avaient dû la veille faire un feu continuel, et un canon de 4 avait crevé. Ses anxiétés éclatèrent le surlendemain et les jours suivants. Il écrivait à Dugommier que ses meilleurs officiers et ses plus braves soldats étaient hors de combat, qu'il n'avait plus que peu de monde et ne pouvait garnir plusieurs points importants, qu'il attendait sous trois jours un nouveau choc des ennemis, qu'il redoublait de zèle et d'activité, qu'il avait placé militairement son artillerie, qu'il ne saurait abandonner lâchement ces montagnes qu'il avait occupées durant trois mois, mais qu'il craignait d'être forcé dans ses positions s'il ne recevait sur-le-champ un renfort de 3.000 hommes. Dans son trouble et son impatience, Augereau ne tenait plus en place : il répétait que Saint-Laurent-de-la-Mouga devenait ingardable, n'eût-il à redouter que l'air infecté par les cadavres qui jonchaient les bords du torrent et qu'il n'avait pu encore enterrer ou brûler.

Après avoir félicité Augereau de sa « belle journée » et annoncé, comme il disait, à la Convention et à la France entière, par un courrier extraordinaire, que sa division de droite avait « conservé » le blocus de Bellegarde, Dugommier s'était hâté d'aider son lieutenant de « ses dernières ressources ». Il envoyait à Saint-Laurent-de-la-Mouga toutes les munitions qu'Augereau lui demandait, deux pièces de 4 et une pièce de 8, et 3.000 hommes fournis moitié par

1. Exactement, selon Augereau, 599 blessés et 187 morts.

Pérignon et moitié par Sauret. Mais il partageait les alarmes d'Augereau. Le 13 août, le matin même de la bataille, n'écrivait-il pas à Pérignon que le centre devait plus que jamais « établir avec la droite un concert parfait »? Il ordonna donc, le 15 août, à Augereau de « resserrer sa ligne, » et de « centraliser autant que possible » ses forces jusqu'alors un peu disséminées : les ennemis ne doivent plus l'attaquer avec le même avantage ni faire leur trouée par un point qui ne soit pas suffisamment occupé; qu'Augereau cesse d'« embrasser trop d'espace dans son système de défense », qu'il songe avant tout à la Fonderie et à Darnius, qu'il garnisse les montagnes qui couvrent son camp et qui protègent naturellement la Fonderie, qu'il rapproche son artillerie trop éloignée de lui. Le lendemain 16 août, Dugommier, de plus en plus inquiet, entretient Pérignon de la situation d'Augereau : « Il y a longtemps que je l'improuve, il y a longtemps qu'elle serait changée au plus grand avantage de notre blocus sans la malheureuse Fonderie. » Le 18, il décide de quitter Saint-Laurent-de-la-Mouga pour « fermer davantage et difficiliser l'embouchure du col de Portell », et il mande à Augereau que la division de droite, tout en se prolongeant vers la division du centre, se portera dans les environs du col où les excellentes positions ne manquent pas. Le 19, de bon matin, il se rend à la Fonderie pour conférer avec Augereau.

Il fut convenu qu'Augereau reculerait lentement sur Darnius. Son arrière-garde, formée de trois demi-brigades et commandée par deux adjudants-généraux, Boislinard et Robert, couvrit l'évacuation de Saint-Laurent. Boislinard occupait la Fonderie et Robert la Magdelaine. Mais, le 23 août, Augereau marquait à Dugommier qu'il lui était impossible de rester dans sa nouvelle position, qu'il jugeait sa situation critique, qu'il en avisait le général en chef pour dégager sa responsabilité, que les Espagnols prenaient possession des hau-

teurs environnantes et méditaient un grand coup, qu'ils pouvaient le tourner sur la droite, qu'il mettrait tout en usage pour repousser leurs tentatives, qu'il ferait tous les efforts dont un soldat et un républicain est capable, que la tâche lui semblait néanmoins très ardue, voire insurmontable.

C'est qu'Augereau, en abandonnant Saint-Laurent, avait pour instruction de ne rien laisser aux Espagnols. Il emmenait avec lui tous les habitants valides de peur que La Union ne leur fît prendre les armes comme au reste des Catalans ou ne connût exactement, grâce à eux, les forces et les mouvements des Français. « Ces paysans, écrivait-il aux représentants trois jours après la bataille, sont si fort attachés à leurs lâches compatriotes, les Espagnols, qu'ils n'attendent que le moment pour se joindre à eux. J'ai fait fusiller l'un d'eux, pris les armes à la main dans Saint-Laurent-de-la-Mouga à l'affaire du 13. Les enverrai-je joindre leurs amis ou les ferai-je passer dans l'intérieur? » Les représentants décidèrent de les « faire passer dans l'intérieur », et Dugommier prescrivit de les employer à la construction des routes qui reliaient les camps les uns aux autres.

En outre, Augereau devait démolir de fond en comble la fameuse Fonderie. Ainsi le voulait le Comité. Le 26 mai, Couthon avait écrit à Milhaud et à Soubrany que la France ne laisserait plus sur sa frontière des manufactures dont l'ennemi pût profiter, que ces établissements abondaient dans l'intérieur de la République et suffisaient aux besoins de toutes les armées, qu'il fallait donc détruire entièrement la fonderie de Saint-Laurent-de-la-Mouga « après en avoir retiré tous les projectiles, les modèles et les ouvriers ». L'arrêté, rédigé par Carnot, fut rendu, le 28 mai, par le Comité : la fonderie serait démolie; les projectiles et les modèles seraient expédiés à Perpignan, pour être distribués

de la manière la plus utile; les ouvriers seraient transférés à Toulouse avec leurs ustensiles et outils, pour travailler dans les forges de la République; la commission des armes et poudres, chargée de l'exécution de cet arrêté, enverrait des commissaires à Saint-Laurent-de-la-Mouga.

Un personnage du nom de Julien fut désigné pour se rendre à la Fonderie. Ce Julien délégua François Denat qui vint à Saint-Laurent dans les derniers jours de juin. Sur l'ordre d'Augereau, Mirabel dut fournir quotidiennement à Denat 300 volontaires, qui toucheraient une solde supplémentaire de trente sous. Mais la besogne ne se fit pas ou elle se fit mollement et sans hâte. Denat, dit Dugommier, mit dans sa tâche autant d'impéritie que de lenteur. Avec l'approbation des représentants, le général en chef finit par détacher à la Fonderie un officier d'artillerie, puis l'ingénieur Grandvoinet ainsi que deux pelotons de canonniers et de mineurs. « J'ose vous assurer, écrivait-il au Comité, que la commission que vous aviez proposée à cet effet ne serait pas au quart de l'ouvrage; elle était superflue, puisque, avec nos propres moyens, nous avons tout fait et que nous épargnons au trésor national cent mille écus qu'on avait décrétés pour cet objet; toutes ces commissions extraordinaires n'ont d'utilité que pour les individus qui sont dévorés du besoin d'avoir des places. » Tout était terminé le 25 août. On fit sauter peu à peu, avec de la poudre avariée, les bâtiments de la Fonderie; les objets utiles, bombes, boulets qu'elle contenait, furent envoyés dans l'intérieur sur un millier de charrettes, et les soldats reçurent dix sols pour chaque boulet qu'ils portaient de la fonderie à La Jonquère; les boulets de calibre irrégulier et inusité furent précipités au fond d'un grand puits. « Nous ne laissons, disait Dugommier, que des décombres aux Espagnols. »

Le chef d'état-major Lamer poussa un cri de soulagement. « Enfin, s'écriait-il, voilà une épine tirée du pied! L'éva-

cuation de Saint-Laurent-de-la-Mouga a rendu notre position bien forte et bien assurée[1]. »

La division Augereau ou division de droite se rapprochait donc de celle du centre. Elle avait même lâché tous les postes que son général jugeait trop en l'air, trop en dehors de sa ligne, comme Massanet, où il avait mis d'abord une garnison de 300 hommes qu'il trouvait trop faible, comme la chapelle de Notre-Dame del Fau, qui lui semblait une position aussi dangereuse qu'inutile. Ainsi, disait Dugommier, « elle donne à l'armée une union bien plus imposante, d'autant mieux qu'elle achève de couvrir certains points essentiels qu'on avait été forcé de laisser dégarnis ».

Mais elle ne quitta pas sans regret ces bords de la Mouga qu'elle avait arrosés de son sang et cette gorge de Terradas où était tombé Mirabel. Elle avait élevé à l'intrépide général un mausolée de structure simple, et elle pensait que ce monument, comme dit un représentant, devait être sacré aux yeux de tous les braves. Ce fut avec une douleur mêlée de rage qu'elle apprit l'odieuse profanation de la tombe du héros : les Espagnols avaient détruit le mausolée et mutilé le cadavre qu'ils auraient dû respecter!

La division s'installa autour du village de Darnius, dans

1. Augereau à Dugommier, 14, 15, 16, 17, 22, 23, 25 août ; — Dugommier à La Martillière, 14 août; — à Augereau, 15 et 18 août ; — à Pérignon, 16 et 20 août; — au Comité, 7 juillet et 25 août ; — rapports de Destaing et de Victor, 13 et 14 août ; — Augereau à Mirabel, 26 juin ; — ordre du 14 août donné à Grandvoinet; — Lamer au Comité, 11 juillet; à Beyrand, 21 juillet; à Sol, 30 août (A. G.); — Cf. le discours d'Albert, 23 mai 1798; — Rec. Aulard, XIII, 760 et 799 ; — Fervel, II, 145-153 ; — Vidal, III, 309 ; — Delbrel, *Notes*, 19. — *Composition de la division Augereau au* 30 *thermidor ou* 17 *août :* 3e et 6e chasseurs, 1er grenadiers, 39e demi-brigade, 4e infanterie légère, Légion de la Montagne, Chasseurs éclaireurs, 1er des grenadiers des Bouches-du-Rhône, 1er Alpes-Maritimes, 1er Ariège, 1er Béziers, 1er Hautes-Alpes, 1er Mont-Blanc, 2e Ariège, 2e Aude, 2e Haute-Garonne. 3e Côtes-Maritimes, 3e Haute-Vienne, 3e Montagne, 3e Pyrénées-Orientales, 3e Tarn, 4e Aude, 4e Côtes-Maritimes, 4e Lot, 4e Tarn, 5e Haute-Garonne, 5e Lot, 7e Ariège, 8e Bec-d'Ambez, 9e Drôme.

la vallée de ce nom. Un gros ruisseau, tributaire du Ricardell, traverse cette vallée. Sur sa rive droite est un âpre banc de roc terminé, un peu en aval de Darnius, par une pointe escarpée, la Roca Malera, sur laquelle avait résisté le bataillon de la 39e demi-brigade. Sur sa rive gauche règne un chaînon couvert de bois touffus, qui, tout d'abord, offre un accès facile, mais qui soudain se relève à une grande hauteur pour retomber par un long et rapide talus au pied de la route de Figuières. Cette montagne énorme, qui plane sur toute la région environnante, avait reçu deux noms : les Français l'appelaient la *Montagne Noire*, à cause des bois sombres dont étaient revêtus les versants du nord et de l'est; les Catalans l'appelaient le *Mont Rouge* ou *Mont-Roig*, à cause de la couleur sanglante des roches de son versant méridional.

Augereau disposa la division sur trois lignes qui, toutes, appuyaient leur gauche à la Montagne Noire.

La première ligne, formée par les bataillons de chasseurs, aux ordres de l'adjudant-général Bon, s'étendait sur la rive gauche du Ricardell, depuis l'endroit où ce torrent rencontre le chemin de Massanet jusqu'à son confluent avec le ruisseau de Darnius.

La deuxième ligne occupait la Roca Malera, et à l'entrée de la vallée de Darnius un mamelon très raide où Augereau avait placé une batterie, surnommée l'Invincible.

La troisième ligne commençait à la hauteur du village de Darnius et couronnait la berge gauche du vallon.

La brigade Davin, qui constituait la réserve, avait reculé jusqu'à Coustouges et surveillait la frontière du Vallespir. « Je vois avec plaisir, écrivait Augereau à Davin le 5 septembre, le progrès des redoutes de Coustouges et que notre défensive de ce côté prend une tournure imposante. »

La division du centre ou division Pérignon avait, elle aussi, modifié ses emplacements. Elle bordait la route de

Bellegarde à Figuières; à sa droite, la brigade Rougé s'adossait au mamelon de l'Invincible; à son centre, la brigade Banel défendait deux nouvelles redoutes, l'une tout contre le château de Buscaros, l'autre sur les collines en avant d'Estrada; à sa gauche, la brigade Martin occupait La Jonquère.

La division de gauche ou division Sauret, réduite à 4.000 hommes depuis qu'elle avait renforcé les deux autres divisions, avait abandonné Cantallops pour camper autour de Campcéret et pousser ses avant-postes sur les hauteurs de Recasens jusqu'au château de Sainte-Lucie.

La nouvelle ligne était ainsi plus concentrée, plus ramassée. Tout se touchait et se liait; Sauret n'était séparé de Pérignon que par un ravin, et Pérignon appuyait sa droite à Augereau. Le général en chef avait établi le parc à La Jonquère; mais il avait transporté son quartier à Agullana pour être plus près d'Augereau, son lieutenant favori. La ligne, a dit un militaire très compétent, « deux fois brisée en équerre, à la Montagne Noire, son saillant, et à La Jonquère, son rentrant, avait ses deux ailes en potence sur son centre, c'est-à-dire sur la route, et les deux faces de son angle saillant, ses parties faibles, couvertes par trois redoutes [1] ».

La Union avait pareillement changé ses positions. Il ne se décourageait pas, et le cabinet de Madrid ne lui reprocha nullement la reddition de Bellegarde. « Tu as perdu une forteresse, lui écrivait Godoy, mais non l'estime publique. »

Il s'était hâté de porter sa gauche sur la haute Mouga abandonnée par Augereau. Mais, lorsqu'il vit ses adversaires s'emparer de la Montagne Noire, il regretta de n'avoir pas

1. Fervel, II, 158-160; — Delbrel, *Notes*, 58 : — Augereau à Dugommier et à Davin, 1, 5, 12 sept.; — Mémoire de Pontet (A. G.). Il est curieux de remarquer que les Français, soldats, officiers, même le représentant Soubrany, écrivaient *La Guyane* pour Aguillane.

occupé ce Mont-Roig qui, si longtemps, était resté comme neutre et qu'il pouvait prendre après la retraite du Boulou ; maître de Mont-Roig, il coupait les communications de la droite des Français avec leur centre, il obligeait Augereau à se replier, il établissait la gauche espagnole à Darnius.

Il savait toutefois que la Montagne Noire était faiblement gardée. Il résolut de l'enlever. Le 21 septembre, trois jours après la capitulation de Bellegarde, à six heures du matin, 4.000 Espagnols, commandés par le brigadier Taranco, gravissaient la Montagne Noire par les revers du nord et de l'est, les seuls qui fussent accessibles.

Augereau, toujours en éveil, prévoyait cette attaque. Trois jours auparavant, il disait que l'ennemi tournait son attention sur Mont-Roig et que cette position importante exigeait toutes les précautions. Mais il ne tenait pas la ligne entière des hauteurs, et il avait eu tort de négliger l'est de la crête, le piton culminant qui domine et la montagne et la route de Figuières. Ses postes ne s'étaient avancés que jusqu'à l'échancrure que la crète présente à l'ouest, jusqu'à la vieille tour de Castel-Roig où l'adjudant-général Bon avait mis 50 hommes du 5e bataillon de chasseurs, commandés par le sous-lieutenant Massol.

Selon les instructions qu'il avait reçues de La Union, Taranco devait saisir la pointe orientale de la montagne et ne prendre la pointe occidentale que lorsqu'il aurait amené du canon. Il s'acquitta de sa mission avec intelligence. Sans nul obstacle, il occupa les hauteurs de l'est. Mais la crête est étroite, large seulement de quelques pas ; quatre compagnies au plus peuvent s'y développer, et la confusion se mit bientôt dans sa troupe, qui n'avait plus assez d'espace pour s'étendre et se déployer. Malgré l'ordre positif qui leur défendait de pousser en avant, des tirailleurs s'approchèrent de la tour de Castel-Roig. Il n'y avait là qu'une sentinelle française, un chasseur de la 1re compagnie, nommé

Roques. « Il résista, écrit Augereau, avec une opiniâtreté remarquable, et, quoique environné d'ennemis, il ne se replia sur son poste qu'après avoir brûlé jusqu'à sa dernière cartouche. » Les chasseurs qui tenaient garnison dans le vieux château accoururent, puis ceux qui campaient au pied de la montagne, et le bataillon le plus voisin, le bataillon du commandant Papin, se jetant dans le bois, tomba soudain sur la droite et les derrières de l'assaillant. Une terreur panique envahit les Espagnols amoncelés sur le plateau. Effarés, éperdus, ils s'enfuirent au cri de : « Nous sommes coupés, *Somos cortados!* » et plusieurs d'entre eux, pour se sauver plus vite, se débarrassèrent de leurs armes. Le combat leur coûta 12 officiers, 204 soldats et quatre pièces de 2, toutes neuves, que Taranco était parvenu, non sans peine, à hisser sur la cime. « La Union, disait Dugommier, nous a attaqués pour s'emparer d'une position intermédiaire qu'il croyait avantageuse à son armée ; il trouva, pour son malheur, plusieurs bataillons de chasseurs qui justifièrent leur dénomination et qui, après quelques heures d'engagement très chaud, mirent en déroute tout ce gibier espagnol. »

Cette affaire lui avait montré l'importance de la position. Il était allé sur-le-champ conférer avec Augereau et lui avait ordonné de placer désormais sur la Montagne Noire un bataillon d'infanterie. Un bataillon de chasseurs et une demi-compagnie d'artillerie bivouaquèrent dorénavant au pied du Mont-Roig dans le vallon de Darnius, non loin de la tour de Castel-Roig[1].

La Union était outré. Il venait d'apprendre que quatorze officiers, traduits devant le conseil de guerre et convaincus d'avoir arraché par une indigne pression au général Navarro

1. Les Français avaient eu 44 blessés et 4 tués. Marcillac, 275-280 ; — Fervel, II, 164 ; — Dugommier au Comité et à Augereau, 22 et 23 sept. — Augereau à Dugommier et à Delbrel, 22 et 23 sept. (A. G.).

la capitulation de Collioure, n'avaient subi d'autre châtiment que la destitution. Plus que jamais il rougissait de ses compatriotes et les jugeait dégénérés. « Ils ne sont plus les mêmes », s'écriait-il, et dans son exaspération il proposait d'employer les moyens dont usaient les Français, de pousser les Espagnols à la victoire par la terreur, par les condamnations à mort, par l'échafaud : « Dans un désarroi comme celui de notre armée, il faudrait la justice des Turcs ou celle de la guillotine; avec la guillotine, on ferait faire des prodiges à ces gens-là; si les Français triomphent, c'est la guillotine qui opère ces miracles[1] ! »

Il traita de lâches les vaincus du 21 septembre et il enjoignit aux chefs de corps de dénoncer sur-le-champ les plus coupables. Mais la débandade avait été si soudaine, si universelle, que les chefs ne surent qui désigner. La Union ordonna que ceux qui avaient jeté leurs armes seraient décimés. Ils étaient au nombre de cinquante-trois. Cinq furent condamnés à être fusillés. Au dernier moment, à la prière du général portugais Forbes, La Union décida que deux seulement seraient exécutés. Tous les autres défilèrent devant le front des troupes, montés sur des ânes, comme les criminels d'Espagne qui marchaient au supplice, et tenant en main une quenouille. Ils devaient passer dans une forteresse le reste de leur temps de service; à force de supplications, ils purent demeurer à l'armée; mais ils ne portaient ni cocarde ni insigne militaire et ils campaient à l'écart. Un ordre du 23 septembre punit de mort toutes les défaillances. Pendu, le soldat qui se débarrassait de son arme dans le combat. Pendu, celui qui ne reprendrait pas son rang immédiatement après l'avoir perdu et sur le point même où se

1. P. Delbrel, *loc. cit.*, août, 639-660 ; — Cf. le mot de Brunswick presque à la même époque (A. Chuquet, *Hoche et la Lutte pour l'Alsace*, 37) : « La France est conduite aux grandes actions par l'enthousiasme et la fureur des supplices. »

trouvait la compagnie. Pendu, celui qui s'éloignait de son bataillon à plus d'une portée de canon. Des partis de cavalerie et d'infanterie arrêteraient les fuyards, les mettraient en rangs, les mèneraient à une troupe indiquée d'avance comme centre de ralliement. La Union doutait néanmoins qu'il y eût désormais des fuyards. « J'ordonne, disait-il, aux officiers, sergents, et caporaux d'ôter la vie incontinent à ces infâmes[1] ! »

Il ne fit plus aucune tentative sur la Montagne Noire. Mais chaque matin ses troupes légères apparaissaient sur les rochers opposés qui dominent le Mont-Roig, au Castillet et à la redoute de Passamiliaus, pour échanger des coups de fusil avec les reconnaissances ou, comme on disait, les découvertes des Français. Elles finirent même par descendre au pied de la montagne. Tous les jours étaient marqués par des escarmouches. La plus importante fut celle du 1er novembre. Un lieutenant espagnol, du nom d'Echeverria, avait coutume de harceler les Français dans leurs bivouacs et de leur blesser quelques hommes. Augereau résolut de mettre un terme à ces échauffourées quotidiennes et d'en dégoûter l'ennemi pour longtemps. Il tendit une embuscade. Le 1er novembre, à l'aube, lorsqu'Echeverria s'engagea dans la gorge avec un détachement de 140 hommes, il fut subitement salué par deux pièces d'artillerie volante qui s'étaient dissimulées sur une petite butte et cerné par 400 chasseurs que le chef de bataillon Papin avait cachés la veille au soir dans les broussailles. Il réussit à se faire jour; mais il perdit du monde, et les Français n'eurent que six hommes légèrement blessés et un tambour de dix ans tué par un éclat d'obus. La leçon, dit un des combattants, rendit les Espagnols plus réservés; ils ne furent plus si hardis, et ils restèrent tapis derrière leurs rochers et retranchements. Les

1. P. Delbrel, *loc. cit.*, sept., p. 64.

Espagnols qui s'étaient enfuis au 21 septembre et que La Union avait si cruellement humiliés, appartenaient au détachement d'Echeverria; ils avaient montré de la bravoure; ils reçurent la permission de porter de nouveau la cocarde[1].

La mauvaise saison approchait. Les Espagnols paraissaient décidés à la passer dans leur camp. Ils commençaient à construire des baraquements. Et Dugommier ne les attaquait pas! Plus de six semaines s'étaient écoulées depuis la prise de Bellegarde et, au lieu de livrer bataille aux ennemis, il les laissait, selon le mot d'un de nos officiers, amonceler de l'artillerie autour de lui, exécuter contre lui avec grand luxe un système de fortifications[2]. Pourquoi cette inaction? Était-ce parce que des pourparlers s'engageaient alors entre l'Espagne et la République française? Était-ce parce qu'il manquait de poudre, parce que la plupart de ses soldats marchaient pieds nus, parce que ses magasins étaient épuisés? Ou plutôt le prudent général ne voulait-il agir qu'à coup sûr? Quoi qu'il en soit, l'histoire des négociations qu'il nouait à cette époque avec La Union mérite d'être retracée avec quelque détail, et le suivre dans ces intrigues diplomatiques, ce n'est pas quitter la scène militaire.

1. Ordres d'Augereau, 31 oct.; — Dugommier au Comité, 2 nov. (A. G.); — Marcillac, 279; — Fervel, II, 165. — Le petit tambour qui fut tué dans cette affaire s'appelait Pierre Bayle. Né en 1781 à Tourreilles, dans l'Aude, il était tambour au 8e bataillon de son département où son père servait comme sous-lieutenant, sa mère comme vivandière-blanchisseuse et son frère aîné comme caporal-tambour. Dugommier consacre une lettre à ce « digne émule de Bara » (au Comité, 10 nov. (A. G.) : « Il a, écrit-il, battu la diane avec des efforts incroyables pour étouffer le bruit de la marche de notre artillerie volante. « As-tu assez de force, lui demandait le général du poste, pour battre demain au matin la diane et empêcher que l'ennemi n'entende notre artillerie légère ? — Peut-on manquer de force, répondit le jeune héros, quand on peut servir utilement son pays ? »

2. Mémoire de Baudard (A. G.).

CHAPITRE XV

NÉGOCIATIONS

Réflexions de Dugommier sur la Catalogne (12 mai). — Réponse du Comité et projet d'une république catalane. — Propagande des républicains. — Efforts de La Union pour combattre les idées françaises. — Mécontentement des officiers et de la bourgeoisie. — Désirs de paix et d'alliance avec la France. — Plans de Godoy. — La marquise de C... — Son arrivée à Figuières (9 octobre) et ses entretiens avec La Union. — Lettre de Godoy à Dugommier et proposition de transporter les républicains français dans les îles d'Amérique. — Vaines tentatives de La Union pour conférer personnellement avec Dugommier (3 et 5 août). — Correspondance relative à l'astronome Méchain. — Le payeur français Simonin à La Bisbal. — La négociation amorcée par Simonin. — Première lettre de Simonin. — Le rameau d'olivier. — Réponse de Dugommier. — Instructions du Comité aux représentants Delbrel et Vidal. — Deuxième et troisième lettre de Simonin. — Propositions espagnoles. — Louis XVII, roi du Roussillon. — Réplique indignée du Comité.

L'armée des Pyrénées-Orientales avait, comme disait Dugommier, le pied en Espagne. Dès le mois de mai, elle entamait la Catalogne et allait, selon toute vraisemblance, la conquérir. Le 12 mai, Dugommier communiquait ses réflexions sur ce sujet au Comité de salut public. La Catalogne, écrivait-il, était riche; elle produisait des moissons de toute espèce; elle avait des manufactures, des mines, des ports. Ne faudrait-il pas la réunir à la République? Elle offrirait à la France un boulevard plus assuré que les Pyrénées. Le Catalan, brave, actif, appliqué, détestait l'Espagne; il aimait la liberté, et, lorsqu'il aurait en outre l'égalité, « cette reine du peuple », lorsqu'il aurait la fraternité, dont le drapeau flottait à la tête de l'avant-garde française, il se donnerait à la République et se franciserait en peu de temps.

Le Comité ne goûta pas les idées de Dugommier. Il refusa de « réunir » la Catalogne. Les conquêtes de la France, répondit Couthon aux représentants Milhaud et Soubrany, devaient être nécessaires à sa propre sûreté. Or la Catalogne était très éloignée du centre d'action de la République, et de longtemps elle ne pourrait, à cause de la différence du langage et des habitudes, « s'identifier avec nous ». Mieux valait faire de la Catalogne une République indépendante sous le protectorat de la France. Devenue département français, elle serait aussi difficile à conserver que l'était l'ancien Roussillon. Libre, intéressée par là même à sa propre défense, elle serait une barrière éternelle entre la France et l'Espagne. Il fallait donc, ajoutait Couthon, la lier à la République par les besoins, par les principes, et tout en ménageant le culte auquel elle était attachée, lui inspirer l'amour de la liberté et le « mépris des mômeries espagnoles » ; il fallait protéger la classe indigente et laborieuse, mais écraser les riches, les accabler de contributions, les prendre pour otages ; il fallait introduire la langue française, créer des routes, multiplier les rapports avec la France, et c'est pourquoi le Comité recommandait, « comme un point essentiel de politique », de détruire la fonderie de Saint-Laurent-de-la-Mouga ; la France devait tout fournir au nouvel État[1].

Les Français s'efforcèrent donc de gagner les Catalans à leur cause. Dès qu'ils eurent franchi les Pyrénées, ils commencèrent une active propagande. Une société populaire fut fondée à Puycerda, et les représentants exhortaient les sans-culottes qui composaient ce club à prêcher autour d'eux les vérités éternelles de la raison, à instruire une nation ignorante et « abrutie sous le joug de toutes les

1. Mémoire de Dugommier, 12 mai 1794 (A. G.) et réponse de Couthon au nom du Comité, 26 mai (Rec. Aulard, XIII, 760).

tyrannies ». Les proclamations des commissaires, la déclaration des droits de l'homme, la constitution de 1793, l'adresse de la Convention au peuple français, les grands discours des principaux orateurs de l'assemblée, comme le discours de Robespierre sur les fêtes publiques et celui de Barère sur les secours donnés aux indigents, étaient réimprimés en espagnol ou en catalan, et répandus, semés de tous côtés, jetés sur les chemins, attachés aux arbres. Assez souvent — avant la guerre à mort — les soldats français abordaient les soldats espagnols et leur vantaient les douceurs du nouveau régime, leur reprochaient de se battre pour un despote, les engageaient à déserter ou à ménager, à épargner leurs frères les républicains. Lorsqu'ils arrivaient près d'un village, ils appelaient les habitants, et parfois on déposait les armes de part et d'autre, on causait cordialement; les Français assuraient que la République était le meilleur des gouvernements, qu'elle rendrait les paysans libres et heureux, qu'elle rebâtirait les maisons brûlées, et de temps en temps une sentinelle espagnole, attirée par la curiosité, venait se mêler à la conversation.

La Union résista de tout son pouvoir à la propagande de ces républicains qui faisaient la guerre, selon son expression, avec la plume et avec l'argent plus même qu'avec le feu et l'épée. Dans ses proclamations aux Catalans, il les mettait en garde contre les principes séduisants des « pervers » et, dans ses lettres à ses lieutenants, il les exhortait à montrer aux populations la fausseté des maximes que les envahisseurs savaient revêtir de couleurs agréables. Il ordonnait de tirer sur tous les Français qui s'approchaient du camp, à moins qu'ils ne fussent déserteurs ou parlementaires. Il interdisait, sous peine de mort, aux habitants de la frontière tout rapport avec les Français et même avec les Espagnols du pays conquis. « J'aime mieux, écrivait-il, être moins bien informé, et je veux, avant tout, empêcher que

l'air français ne corrompe le nôtre. » Il enjoignait de saisir et de brûler les brochures révolutionnaires et papiers séditieux : tout soldat devait remettre au général les exemplaires qui tombaient entre ses mains. Il fit faire dans les tentes les plus exactes perquisitions. Il défendit aux émigrés et aux familles de Catalogne d'avoir aucun domestique français.

Des corps d'émigrés servaient dans son armée. La légion du Vallespir, composée de 250 hommes, Roussillonnais pour la plupart et conduite par le brave Antoine de Costa, semblait à La Union digne de toute confiance. Mais le régiment de Royal-Roussillon et la légion royale et catholique des Pyrénées, commandés par le comte de Caldaguès[1] et le comte de Panetier, comptaient dans leurs rangs un grand nombre de déserteurs et de prisonniers de l'armée française, jacobins fervents, qui propageaient parmi les Espagnols les idées nouvelles. La Union fondit Royal-Roussillon avec la légion des Pyrénées, qui prit le nom de légion de la Reine et reçut pour chef le comte de Clairac. Néanmoins l'esprit républicain régnait encore dans la légion de la Reine. La Union lui ôta son nom et finit par la transformer complètement.

Il envoya les prisonniers français très loin de la frontière jusqu'à Séville, jusqu'aux Baléares, et nul d'entre eux ne put communiquer avec les habitants. « Vous ne vous contentez pas, leur écrivait-il, d'avoir violé dans votre patrie toutes les lois divines et humaines, d'y avoir introduit l'anarchie et l'impiété ; il y a parmi vous des insensés qui tâchent d'en faire autant chez nous, et on les regarde comme des pestiférés, puisque l'infection morale qu'ils veulent répandre autour d'eux est plus nuisible que l'infection physique ! »

1. Pierre-Raymond de Caldaguès, colonel d'Angoumois, avait émigré au commencement de 1792 avec les officiers de son régiment. Major de la Légion royale commandée par le marquis de Saint-Simon, il

Mais il reconnaissait que les idées de la nation française étaient plus dangereuses que ses armées. La contagion avait atteint beaucoup de ses officiers, les plus jeunes surtout. Ils ne lisaient pas impunément ces pamphlets où la France était représentée comme une nation généreuse et désintéressée, qui n'entendait rien conquérir au-delà des Pyrénées, rien changer au gouvernement et à la religion. Ils ne dissimulaient pas leur lassitude et leur dégoût. Pourquoi faisait-on la guerre? En tirait-on quelque avantage? N'était-ce pas folie que de vouloir convertir les Français?

Les bourgeois instruits pensaient comme les officiers. L'alliance anglaise était pour eux l'abomination de la désolation. Ils comprenaient, selon le mot d'un Français, qu'ils faisaient une guerre de dupes, une guerre qui rendait l'empire colonial des Anglais plus grand encore. « Ils désirent la paix, marquait Dugommier au Comité, et consentiraient aux humiliations pour l'obtenir; ils détestent les Anglais et prononcent leur nom avec horreur; ils se ligueraient volontiers avec nous pour les détruire. » Le ministre de la marine Valdès refusait d'employer sa flotte au profit du cabinet britannique et déclarait que les vaisseaux espagnols devaient, non pas combattre les Français et faire de hasardeuses entreprises, mais défendre les côtes d'Espagne contre les corsaires. La Union croyait sincèrement que l'Angleterre méditait la ruine de sa patrie : « Je suis persuadé, avouait-il, qu'elle cherche à réduire au néant l'Espagne tout comme la France. » Lorsque les représentants s'abouchèrent avec le gouverneur de Figuières, André de Torrès, et ses deux lieutenants Ortuzar

fut appelé en 1793 par Ricardos en Catalogne pour former le Royal-Roussillon. Lorsqu'après la paix les corps émigrés furent réformés et réunis en un régiment dit de Bourbon, ce régiment eut Caldaguès pour colonel. Brigadier en 1802, maréchal de camp en 1808 et fait prisonnier cette même année à la tête de l'avant-garde de l'armée de Catalogne, Caldaguès rentra au service de France en 1815 et fut promu lieutenant-général par le duc d'Angoulême.

et Allende, ces trois Espagnols manifestèrent énergiquement leur haine contre l'Angleterre et leur désir d'une alliance entre l'Espagne et la République française[1].

L'Espagne inclinait donc à la paix. Ricardos ne disait-il pas, au mois de juin 1793, à Dubois-Brullé, que la guerre était une querelle d'amants qui cesserait dès que les Français seraient devenus plus raisonnables ? Vainement Godoy affirmait, en janvier 1794, que le roi ferait trois campagnes plutôt que de reconnaître la République et, en février, que lui, Godoy, mettrait sur pied 100.000 hommes, qu'il irait même au camp encourager les soldats. Vainement le clergé assurait qu'il fallait s'opposer aux progrès de l' «idolâtrie», que la continuation des hostilités contre une République impie était un devoir religieux. La défaite du Boulou accrut le mécontentement. Les ennemis de Godoy et de la reine attaquèrent un gouvernement incapable et prodigue. Des pamphlets réclamèrent la convocation des Cortès. Godoy fit arrêter plus de soixante personnes ; mais, lorsqu'on lui demandait s'il saurait arrêter l'invasion, il confessait que Figuières, Roses, Girone étaient en mauvais état et que les remparts de Barcelone n'avaient pas été réparés. Il prescrivit de renforcer l'armée par une levée de 40.000 volontaires : quiconque s'engagerait, aurait après la guerre un emploi civil et l'exemption d'impôts pendant six ans. Mais ces volontaires n'étaient pas des soldats, et, malgré les promesses de Godoy, presque personne ne s'enrôla. Qu'on fasse marcher, disait-on, les prêtres et les nobles, les principaux intéressés en cette affaire ! Il fallut racoler des vagabonds au prix de vingt onces d'or ou quadruples d'Espagne comptant. Vint la capitulation de Collioure. Elle fut regardée comme honteuse,

1. Cf. P. Delbrel, *loc. cit.*, sept. 67-85 ; — Baumgarten, 516, 530 ; — rapport de Villemontès, 18 juin ; — Dugommier au Comité, 16 octobre (A. G.) ; — Simonin à Dugommier (*Notes* de Delbrel, 26) ; — Les représentants au Comité, 28 déc. (Arch. nat., A. F. II, 203).

et inutilement Godoy prétendit que la défense de la place avait été héroïque. On lui reprocha d'avoir laissé dans Collioure 7.000 Espagnols que les Français devaient tôt ou tard capturer et de les avoir sottement abandonnés. Pourquoi la flotte de Gravina n'avait-elle pas empêché Castagnier de débarquer les pièces dont les boulets avaient écrasé Saint-Elme? Pourquoi n'avait-elle pas sauvé la garnison? Pourquoi, comme par dérision, se montrait-elle à l'horizon lorsque les troupes de Navarro défilaient vaincues devant l'assiégeant? Mais Godoy ne pensait qu'au plaisir; Godoy conduisait le roi et la reine dans un phaéton à six chevaux; il caracolait sur les promenades; il recevait les femmes et les filles de ceux qui briguaient une place ou une faveur, et tous les hommes éclairés s'indignaient que l'Espagne fût la proie de ce libertin et de ses compagnons de jeu et de débauche, êtres complètement ignorants, dépourvus d'énergie et qui ne savaient qu'exagérer les succès de leurs alliés les Autrichiens. C'était dans les grandes villes et surtout dans la capitale que grondaient les colères. Certains ne cachaient plus leurs sympathies révolutionnaires. Ils portaient des rubans rouge sang, des cravates tricolores, des gilets à la guillotine. L'opinion, témoigne un diplomate, ne pouvait être maîtrisée que par des victoires. Et les revers succédaient aux revers! Fontarabie et Saint-Sébastien capitulaient; les Français de l'armée des Pyrénées-Occidentales occupaient le Guipuzcoa, ils entraient en Biscaye. Le roi, jusqu'alors populaire, fut insulté, maudit. « A quoi bon, entendait-on dans Madrid, ces levées de recrues et à quoi bon ces dépenses énormes, puisqu'il n'y a ni armées ni généraux? Que les Français viennent et qu'ils chassent des gens incapables de régner! Nous les accueillerons avec acclamations! » L'enchérissement du pain faillit provoquer une émeute. On dut, pour contenir le peuple, doubler les patrouilles et envoyer par les rues de gros détachements de cavalerie. Dans les premières

semaines d'août, la cour était abattue, consternée. Quelques-uns proposaient de la transférer à Séville. Une crise semblait inévitable, et Godoy n'avait pour la conjurer d'autre moyen que de s'éloigner ou de conclure la paix avec la France. Un instant le loyalisme des provinces lui rendit cœur, et il parut plus résolu que jamais à poursuivre cette guerre qu'il qualifiait de terrible. Les Cortès de Navarre appelèrent aux armes tous les habitants de quinze à quarante ans. Les États de Biscaye déclarèrent qu'ils sacrifieraient la dernière goutte de leur sang pour la défense de la religion, du roi et de la patrie. Burgos, Logrono, d'autres cités envoyèrent des adresses de dévouement. Godoy réduisit le train de la cour et rogna les appointements des hauts fonctionnaires; il fit dire des prières pendant neuf jours; il lança, le 12 août, une longue, confuse et emphatique proclamation qui trahissait ses craintes et qui, tout en flétrissant les infâmes principes des ennemis et leur esprit de pillage, reconnaissait assez imprudemment leur irrésistible impétuosité. Mais bientôt il apprenait la défaite de Saint-Laurent-de-la-Mouga et il ne doutait pas que Bellegarde capitulerait sous peu de jours. La nouvelle du 9 thermidor le consola ; il envisagea la chute de Robespierre comme une victoire. « Il est mort, s'écriait le pauvre Charles IV, il est mort, le bourreau de la République[1] ! »

L'occasion était propice pour traiter, et Godoy chargea La Union des pourparlers. Bien qu'il eût refusé de contracter avec la prétendue République et accusé les Français de « faire la guerre cruelle des barbares », La Union consentit à négocier.

Mais avec qui? Ces Français de la Révolution, Godoy ne savait, disait-il, par où les prendre. C'étaient des gens

1. Baumgarten, 502, 515, 525, 530-531, 534, 543; — rapport de Villemontès, 28 juin (A. G.); — Marcillac, 76-79; — Fervel, I, 65; — Tratchevsky, *Revue hist.*, mai-juin 1886, p. 42.

inconnus qui ne dépendaient de personne. « Je ne vois pas, écrivait-il à La Union, un gouvernement ou du moins une assemblée sûre de quelque durée et qui, par ses dispositions, puisse garantir la loyauté si nécessaire dans les conventions internationales. »

Le premier moyen qu'il employa répondait bien à la frivolité de son caractère. Il voulut séduire Dugommier.

Dans les commencements d'août, il reçut la visite d'une Française émigrée, la marquise de C.... Elle assurait qu'elle avait autrefois connu Dugommier qui « lui montrait quelque inclination », et elle offrait de revoir son ancien ami, de le gagner à la bonne cause ; elle ne demandait qu'un laisser-passer signé de La Union. Le ministre se défiait de cette étrangère : « L'imagination exaltée d'une femme jeune, d'une Française surtout, marquait-il à La Union, a pu lui faire concevoir un projet inexécutable. Il se peut aussi que sous le masque du zèle elle cache l'intention de nous tromper ou ne cherche qu'un moyen de remédier à son indigence. » Mais Godoy était d'avis qu'il faut, pour sortir d'un mauvais pas, user de tous les expédients. Il envoya Mme de C... à l'armée.

La Union consigna la dame à Barcelone et lui défendit de se rendre au quartier général de Figuières. Il ne croyait pas que Dugommier voulût la revoir. « Dugommier, disait-il, a la guillotine en perspective et il sait que cette peine s'inflige sans examen ; son entourage, qui n'ignore peut-être pas son inclination d'autrefois, soupçonnera pourquoi cette dame est venue, et c'en sera assez pour faire décréter la mort de Dugommier. » Godoy répliqua qu'il fallait « laisser passer la dame et l'aider » ; si Dugommier était soupçonné et guillotiné, ce serait toujours un ennemi de moins.

Cependant la marquise, impatientée, avait écrit de Barcelone à La Union qu'elle désirait aller sans retard à Figuières pour s'aboucher avec lui. Il fut très embarrassé.

Cette femme n'était-elle pas une espionne? Et, quand elle serait dévouée à la monarchie espagnole, que penserait l'armée en apprenant que son général, cet homme austère et vertueux, avait de fréquents entretiens avec une inconnue? Godoy autorisa La Union à traiter l'affaire par lettres. Mais la Française déclara qu'elle ne pouvait s'expliquer que verbalement. Enfin elle obtint la permission de venir à Figuières.

Elle arriva le 9 octobre sous des habits masculins. A cet instant, paraît-il, le cœur lui faiblit. Elle n'osa se rendre au camp français sans s'être assurée qu'elle ne courait aucun danger et, après mainte hésitation, elle résolut de demander à Dugommier sous un prétexte quelconque et sous un nom supposé une lettre d'audience. Mais comment transmettre cette requête? Par un parlementaire? C'était révéler la connivence de La Union. Par des soldats? Par des paysans? Les républicains savaient quelle étroite surveillance La Union exerçait sur les rapports de l'armée et de la population avec les Français.

Durant ces conversations, la marquise s'éprit ou fit semblant de s'éprendre de La Union. Il avait la figure à la fois mâle et douce, une grande distinction de manières, une belle réputation de bravoure et son titre de généralissime. Un jour, elle lui confessa ce qu'elle appelait les « nouveaux sentiments de son cœur ». Elle tombait mal. Tout en l'accueillant avec politesse, La Union la tint désormais à distance.

Dans les derniers jours d'octobre, une lettre de la dame au général en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales fut envoyée on ne sait par quelle voie. La marquise disait qu'elle avait connu Dugommier en France, qu'elle lui gardait une très sincère estime et voulait lui donner une preuve de la plus grande confiance. Elle souhaitait de rentrer dans son pays, le Comtat Venaissin, qu'elle avait quitté depuis 1789, avant qu'il fût incorporé à la France. Retenue en Espagne par des parents qui l'avaient mise sous une dépendance

tyrannique, elle n'avait pu revenir plus tôt. Mais pourrait-elle revenir? N'était-elle pas considérée comme émigrée? Ou bien, puisqu'il lui avait été impossible d'observer la loi, ne serait-elle pas réputée innocente? Elle sollicitait donc les conseils d'un homme de bien, et elle irait volontiers dans le camp de Dugommier lui communiquer des affaires *très importantes et essentielles*. Si le général avait la bonté de lui répondre, il n'avait qu'à écrire à Figuières, à la señora Rosa, sans signer sa lettre.

Quelle était cette aventurière? Avait-elle réellement connu Dugommier en France avant 1789? Serait-ce l'intrigante qui fut plus tard à Madrid, sous le nom de Mme Riflon, l'amie de Pérignon et du duc d'Havré? Serait-ce la fameuse Mme de Bonneuil? Quoi qu'il en soit, Dugommier ne lui répondit pas[1].

Des négociations plus sérieuses s'engageaient pendant qu'avait lieu cette tentative de séduction[2]. A la fin de juillet, Godoy eut une idée étrange, inouïe, absolument extraordinaire. Il composa du mieux qu'il put une lettre à Dugommier et il pria La Union de la lire au général français dans un entretien particulier sans la remettre pour ne pas laisser aux mains des ennemis une preuve écrite des pourparlers de l'Espagne. La guerre, disait Godoy dans ce singulier factum, traînait en longueur et la République française ne s'affermissait pas; son territoire était trop étendu, et sa population ne cessait pas depuis cinq ans de s'épuiser. Puisqu'il leur fallait des limites plus étroites, pourquoi les républicains français ne se transportaient-ils pas dans leurs îles d'Amérique pour établir un gouvernement solide? Le roi de

1. Cf. sur cet épisode le P. Delbrel, *loc. cit.*, novembre, 428-435; — et sur la Riflon le livre d'E. Daudet, *Conspirateurs et Comédiennes*, 1-48.

2. Voir sur ces négociations le P. Delbrel, *loc. cit.*, octobre, 281-298; — A. Sorel, *l'Europe et la Rév. fr.*, IV, 143-146; — les notes du représentant Delbrel, 23-30 (*Revue de la Révol.* 1885, janvier-février) et les documents de la Guerre.

France remonté sur son trône leur garantirait leur sûreté personnelle. Ils trouveraient des alliés comme l'Espagne qui feraient fleurir leur commerce. Godoy invitait Dugommier, qu'une pareille démarche ne pourrait qu'immortaliser, à communiquer ce beau projet à la Convention.

Le ministre jugeait son plan aussi pratique que génial, et il assurait à La Union que cette combinaison terminerait les hostilités, qu'elle flatterait les Français qui laisseraient désormais l'Espagne en repos. La Union ne se payait pas de telles chimères. Il répondit à Godoy que les Français n'accepteraient jamais de semblables propositions et n'admettraient jamais dans leurs négociations rien de contraire à la constitution qu'ils avaient proclamée et défendue. Après avoir soutenu leurs principes avec tant de vaillance dans l'adversité, iraient-ils les abjurer dans la bonne fortune? Vainqueurs sur toutes les frontières, nombreux, aguerris, quelle autre pensée avaient-ils maintenant que d'établir la République d'un bout à l'autre de leur sol? Et ils s'aviseraient de s'exiler avec elle dans les colonies d'Amérique! « Je suis, concluait La Union, aussi marri que personne de les voir arriver à leurs fins; mais nécessité n'a pas de loi. » Il était prêt d'ailleurs à s'aboucher avec Dugommier, et il saurait lui prouver que la France et l'Espagne devaient faire la paix pour résister sérieusement à l'Angleterre, leur ennemi commun.

Le 3 août, La Union envoyait aux avant-postes français un parlementaire chargé de voir Dugommier et de lui dire que le général en chef de l'armée espagnole désirait s'entretenir de la capitulation de Collioure avec le général en chef de l'armée française. Un officier de l'état-major accueillit rudement cet émissaire. « Va-t'en, dit-il, et annonce à La Union que nous le recevrons avec le canon et la baïonnette; va-t'en, envoyé d'une nation de traîtres et traître toi-même! » Pourtant le parlementaire fut admis. Dugom-

mier le reçut en présence de son état-major et lui reprocha très vivement la conduite de La Union et de la cour. « Vous avez, mandait plus tard La Union à Dugommier, oublié ce que vous vous deviez à vous-même, et vous avez eu la gloire, à la tête de votre armée, d'insulter un homme seul; continuez ainsi, et soyez sûr que jamais je ne vous imiterai. » L'Espagnol ne put donc s'acquitter de son message; lorsqu'il exprima le désir de parler à Dugommier en particulier, le général répondit qu'il n'avait rien de secret pour ses entours et que les républicains ignorent la dissimulation : « Je ne reçois, disait-il, ni lettres ni trompettes que devant témoins. »

Une seconde tentative eut lieu deux jours après, le 5 août. Dugommier avait demandé des nouvelles de l'astronome français Méchain, chargé de mesurer un arc du méridien de Dunkerque à Barcelone. Méchain était alors en Catalogne sur le territoire occupé par les troupes espagnoles. Il fut emprisonné à Barcelone et Dugommier ne cacha pas son indignation. « La mission de Méchain, écrivait-il à La Union, devait être respectée sur tout le globe ; les savants ne peuvent être traités ni considérés comme des militaires; les arts paisibles n'eurent jamais rien de commun avec la guerre et, à moins d'une violation inouïe et du droit des gens et des conventions reçues jusque parmi les peuples les moins civilisés, tu ne peux refuser de le rendre, lui et ses deux coopérateurs, à la liberté et à leur patrie[1]. » Mais sitôt que La Union connut l'arrestation de l'astronome, il le fit relâcher. « J'ordonne à Votre Seigneurie, marquait-il au président de l'Audience royale de Barcelone, non seulement de traiter Méchain avec honneur, mais de lui prêter votre concours et même de l'assister pécuniairement si besoin était. » Il répondit donc à Dugommier qu'il estimait en Méchain et la science et les vertus morales : « Si son libre témoignage prouve qu'il a

1. Dugommier à La Union, 16 juin et 3 juillet (A. G.).

été retenu par le gouvernement et par moi, je passerai pour imposteur à la face de l'univers ; j'ai donné des ordres pour qu'il ne manque de rien. » Et La Union ajoutait que Méchain recevrait sans délai la somme de cinq mille francs que Dugommier lui envoyait.

Le général espagnol proposait dans cette lettre, au nom du droit des gens et de l'humanité, un accord sur l'échange des prisonniers, et il se disait prêt à faire des conditions raisonnables, si Dugommier négociait avec lui. Le vainqueur du Boulou ne parut pas comprendre les mots de La Union *si nous traitons tous deux.*

Désespérant de s'aboucher avec Dugommier, La Union recourut à des intermédiaires. Après avoir vainement tâté le général Frégeville, alors prisonnier à Barcelone[1], il résolut de se servir d'un agent français, le payeur Simonin[2]. Le ministre l'approuva. La Union, écrivait Godoy, « ferait entendre à Simonin qu'il était temps de mettre fin à une guerre également fatale aux deux pays. » Mais dans les premières conférences, il s'en tiendrait là; il éviterait toute dis-

1. Frégeville avait été fait prisonnier le 3 septembre 1793 au combat d'Orle.

2. Simonin, agent du Conseil exécutif, avait été chargé, au mois de décembre 1793, de se rendre avec trois adjoints à l'armée des Pyrénées-Orientales pour en « extraire » des troupes destinées à renforcer l'armée devant Toulon. Il connut à Perpignan un autre agent du Conseil, Hardy, qui devint son ami, et fit son éloge à Bouchotte. « Si le Conseil, écrivait Hardy en janvier 1794, devait me donner un collègue, je souhaiterais que ce fût Simonin. » Aussi le 23 janvier, lorsque le ministre décida d'envoyer un agent qui, sous le titre de payeur, remettrait de l'argent aux prisonniers français en Espagne, cet agent fut Simonin. Le 18 février, une convention arrêtée à Banyuls-dels-Aspres portait que la France et l'Espagne entretiendraient chacune un payeur, que ce payeur s'établirait dans la ville où il y aurait le plus de prisonniers, qu'il ne porterait aucun insigne militaire, qu'il n'enverrait aucune lettre cachetée, qu'il pourrait aller partout où seraient les prisonniers de sa nation et les recevoir chez lui. Simonin partit de Paris avec une somme de 200.000 livres. Mais le Comité ne voulait pas, comme disait Bouchotte, que le gouvernement parût en rien dans cette affaire. Simonin se rendit en Espagne de la part et avec une autorisation de Dugommier (Hardy à Bouchotte et à Jourdeuil, 6 et 8 janvier; — Jourdeuil et Bouchotte à Dugommier et à Simonin, 23 et 27 janvier; — convention de Banyuls, 18 février, (A. G.).

cussion de détail sur les conditions du traité ; il aurait l'air d'exprimer ses opinions personnelles et de négocier à l'insu du gouvernement que les demandes de La Union « ne pouvaient engager à rien ».

Simonin et Manuel de Cia étaient allés subvenir l'un en France, l'autre en Espagne, aux besoins des prisonniers de leur nation [1], et, sur l'ordre du Comité, le payeur français se préparait à repasser les Pyrénées lorsque La Union refusa de ratifier la capitulation de Collioure. Manuel de Cia fut interné à Perpignan par Dugommier [2]. Sur quoi, Simonin, qui s'était rendu jusque dans l'île de Majorque, fut relégué par La Union à La Bisbal, à douze lieues de Figuières.

Il fallait rappeler Simonin pour l'employer à la négociation. La Union n'osa lui écrire. Il lui envoya un homme sûr

1. Des lettres de Charton, sergent de Vermandois (23 décembre 1793), de Villemontès à Tilly, 28 juin, de Simonin à Dugommier, 12 octobre, de Fr. Tonnac, volontaire au 8e du Tarn (15 octobre 1794) donnent quelques détails sur les prisonniers français en Espagne. Les officiers, du général au sous-lieutenant, touchaient par jour 6 réaux de veillon ou 30 sols; les sous-officiers et soldats, 14 cuartos ou 8 sols; ils étaient 1.500 à Barcelone, mais ne pouvaient sortir. Frégeville seul demeurait en ville. Les officiers et les habitants de Banyuls logeaient à la citadelle ; ceux-là en un endroit spacieux et aéré, ceux-ci dans un endroit malsain (mais Simonin obtint qu'ils fussent transférés au quartier du Midi où ils avaient bon air, une cour pour se promener et la vue sur le port). Ils pouvaient, à Girone, travailler au dehors et à Figuières et à Majorque sortir pour s'acheter le nécessaire. A Barcelone, à la fin de 1793, le mauvais air, la mauvaise nourriture, la saleté faisaient périr chaque jour 3 à 4 soldats. Ceux qui gisaient à l'hôpital, recevaient la visite des prêtres émigrés qui leur disaient qu'ils étaient damnés, parce qu'ils avaient tué le roi et détruit la religion. 800 furent, au mois de janvier 1794, embarqués à Barcelone pour les îles Canaries ; une épidémie força les vaisseaux de relâcher à Malaga ; plus de la moitié des prisonniers périt dans la banlieue de cette ville. Le 29 juin, ceux qui étaient restés à Barcelone, apprenant les succès de l'armée française, dessinèrent en signe de joie des arbres de la liberté sur les murs ; les habitants en furent instruits ; ils forcèrent les portes et massacrèrent environ 250 prisonniers ; le gouverneur, effrayé, fit embarquer les survivants sur un bâtiment gênois qui les transporta à Gênes. En général, les détenus se plaignaient, non du gouvernement espagnol, mais de la rigueur de ses fonctionnaires et de l'insuffisance de la ration de pain.

2. Cf. plus haut, p. 292. Ordre donné à Simonin par le Comité, 16 juin, et par Dugommier, 3 août (A. G.).

qui vint par deux fois, le 1er et le 19 septembre, exposer au payeur les vues du général espagnol. Simonin déclara qu'il était du même avis, qu'il désirait de tout son cœur une prompte réconciliation entre les deux peuples, mais qu'il ne l'espérait pas et qu'il ne pourrait y coopérer : la capitulation de Collioure n'était pas exécutée, et la Convention avait interdit de parler de paix tant qu'un point du territoire français serait aux mains des ennemis; faire une semblable proposition, c'était jouer sa tête.

Pourtant, après avoir longtemps regimbé, Simonin consentit à amorcer la négociation, et il promit de ne jamais prononcer le nom de La Union. Le général espagnol avait dit — ou fait dire — qu'il agissait à l'insu de sa cour, qu'il demandait le plus profond secret, qu'il aurait, lorsque tout serait convenu, les pouvoirs nécessaires à la conclusion de la paix, mais qu'il ne voulait à aucun prix être nommé. Aussi Simonin ne l'appela que « la personne chargée de me parler » ou « la personne en question » ou simplement « la personne ».

Le 20 septembre, Simonin envoyait à Dugommier une lettre qui contenait un petit rameau d'olivier. « Je ne m'attendais pas, écrivait-il, à recevoir dans un pays où je n'ai aucune connaissance, la visite que l'on m'y a faite le 15 fructidor et que l'on a réitérée hier de la part d'une personne des plus distinguées. Je m'attendais encore moins qu'on m'engagerait à te faire des propositions de... Je m'arrête ; un décret que je respecte m'impose le plus profond silence ; le rameau que tu trouveras ci-joint y suppléera... »

Dugommier reçut cette lettre le 25 septembre par un parlementaire. Il l'ouvrit en présence de son état-major; mais, dès qu'il vit le rameau d'olivier attaché à la première page, il la lut tout bas contre son habitude[1]. Il répondit à

1. La nouvelle se répandit pourtant dans l'état-major: de Montlouis, Charlet en écrivit à Dugommier qui lui répondait le 19 octobre : « la branche d'olivier liée d'un ruban tricolore dont tu me parles est une fable ».

Simonin qu'il rejetterait toute proposition tant que la capitulation de Collioure, violée avec félonie, ne serait pas exécutée. Manuel de Cia, le payeur espagnol qu'il avait fait arrêter, serait relâché, puisque Simonin, le payeur français, était libre; mais otages et prisonniers espagnols continueraient à être resserrés jusqu'à ce qu'il eût satisfaction. Qu'on lui renvoie autant de prisonniers français qu'il a renvoyé de prisonniers espagnols, et qu'on rende les malheureux habitants de la frontière arrachés à leurs foyers parce qu'ils étaient patriotes; sinon, jamais de paix, jamais de traité!

Mais à cette lettre officielle Dugommier joignait un billet confidentiel, conçue en termes moins tranchants : que la capitulation de Collioure soit exécutée, disait-il, « et alors il n'y aura plus de guerre à mort, et nous pourrons prêter l'oreille à la touchante allégorie que renferme ta lettre ».

Il avait envoyé le message de Simonin par un courrier extraordinaire au Comité de salut public — ce message, remarquait-il, « présente un objet de la plus haute importance[1] », — et il demandait des ordres. Toutefois il ajoutait que son armée ne pouvait encore faire « quelque chose de brillant, » parce qu'elle était très affaiblie : « Si le gouvernement n'a aucune vue sur la Catalogne, si l'Espagnol nous laisse la Cerdagne, Fontarabie et le port du Passage, ne serait-il pas avantageux d'écouter les propositions de paix? »

Le Comité chargea Merlin de Douai de répondre, non à Dugommier, mais à Delbrel et Vidal : c'était aux représentants, et non au général, que le Comité devait son opinion. La lettre de Merlin, datée du 8 octobre, était digne et ferme. La République, disait Merlin, étonnait l'univers par ses victoires; la nation n'avait jamais été plus grande, et elle aurait sous peu de jours la barrière du Rhin. L'Espagne, elle aussi,

1. Dugommier à Delbrel, 25 sept. (A. G.).

vaincue, attaquée sur son propre sol, n'avait donc qu'à solliciter l'indulgence de la France. Ses véritables intérêts, qu'elle avait oubliés par orgueil de famille, le souvenir de ses luttes sanglantes contre les Anglais qui voulaient dominer sur la Méditerranée, la crainte de perdre son existence politique, tout lui inspirait évidemment le désir de la paix. Mais Dugommier continuerait la guerre avec plus d'activité que jamais. Les Espagnols cachent leurs desseins avec art et savent temporiser afin de profiter des circonstances; pour déjouer leurs calculs, que Dugommier ne cesse pas de les battre et qu'il réponde à Simonin en ces termes : « *La France veut tout ce qui s'accorde avec son intérêt et sa dignité. Écoute et transmets ces propositions. Toute démarche doit être faite auprès des représentants du peuple, près de l'armée que je commande; la correspondance ne peut s'engager qu'avec eux; les principes l'ordonnent.* »

Delbrel ne communiqua que ce dernier passage à Dugommier : puisque les représentants seuls pouvaient recevoir les propositions espagnoles, le Comité, pensait Delbrel, n'avait sans doute pas l'intention que le général connût le surplus de la lettre.

Au même instant, Dugommier recevait une nouvelle missive de Simonin, datée du 12 octobre. L'agent assurait que la « personne » était de bonne foi et souhaitait une réconciliation perpétuelle ; mais, disait-elle, exiger pour préliminaires de paix l'exécution de la capitulation de Collioure, ce n'était pas le moyen de se rapprocher; cependant, en vertu d'un contrat d'échange, et non d'une convention qu'elle regardait comme nulle, elle ferait rendre un nombre de Français égal au nombre des défenseurs de Collioure, et ces Français, de retour dans leur patrie, auraient, ainsi que les Espagnols, la faculté de servir comme bon leur semblerait.

La réponse de Dugommier à cette lettre du 12 octobre ne

pouvait être que la fière et courte réponse dictée par le Comité : la « personne » était sommée de correspondre avec les représentants.

Mais la négociation s'entamait. Dans une lettre du 20 octobre au Comité, Delbrel discutait le contrat d'échange proposé. La Union, disait Delbrel — car « la personne dont dont on a l'air de vouloir cacher le nom est La Union même » — refusait d'exécuter la capitulation de Collioure, et il offrait de remettre un nombre de Français égal au nombre des Espagnols renvoyés, en stipulant que les uns et les autres pourraient servir comme bon leur semblerait. Ces conditions étaient-elles avantageuses à la République ? Les troupes prises à Collioure passaient pour les meilleures d'Espagne, et si les Français qui rentreraient dans l'armée devaient balancer le renfort que les Espagnols tiraient d'un pareil arrangement, si le Comité voulait se départir de la capitulation de Collioure en quelque point, ne valait-il pas mieux demander que les prisonniers délivrés ne serviraient contre aucune puissance coalisée ? Dès lors, remarquait Delbrel, la garnison espagnole de Collioure ne combattrait pas l'armée française, et les Français rendus pourraient, comme la garnison de Mayence, être employés en Vendée.

De son côté, la cour de Madrid croyait la paix prochaine. La République française reconnaissait Simonin comme intermédiaire officieux et désignait comme ses mandataires, chargés de recevoir les propositions espagnoles, les deux représentants en mission à l'armée des Pyrénées-Orientales. Restait donc à faire ces propositions. Et alors se montra de nouveau l'aveuglement du cabinet de Madrid. Charles IV exigea que Louis XVII eût un coin de cette France qui devait lui revenir toute entière, obtînt un petit royaume formé des provinces limitrophes de l'Espagne !

Les motifs qui déterminaient Charles IV étaient au

nombre de trois, et Godoy les exposait ainsi dans une lettre à La Union :

1° Le roi avait fait la guerre pour restaurer le jeune prince ; s'il n'avait pas atteint complètement son but, il voulait du moins l'atteindre partiellement.

2° Créer ce royaume dans la région des Pyrénées, c'était élever une barrière entre l'Espagne et la République française. Jamais, disait Godoy, on ne pourra espérer une « tranquillité absolue dans un pays dont les frontières toucheront à celles d'une République établie sur des fondements d'horreur et d'incrédulité ».

3° L'existence de ce royaume créé aux dépens de la République et à ses portes mettrait le discorde entre les Français, et la Révolution, absorbée par des dissensions intestines, ne pourrait renverser les trônes et séduire les nations : « c'était, disait encore Godoy, le seul moyen d'allumer la guerre civile et d'assurer le maintien des rois ».

Ces conditions étaient le *sine qua non* de Godoy, et il les regardait, ajoutait-il, comme un minimum. Il ne pensait pas néanmoins qu'elles fussent acceptées, et La Union partageait ses doutes. « Ces furies infernales, écrivait le général au ministre, sont trop orgueilleuses et trop favorisées par le succès pour céder aucune partie de leur territoire. »

Simonin oserait-il transmettre de pareilles propositions, contraires à l'unité et à l'indivisibilité de la République ? La Union se risqua. Avant tout, il fallait que l'agent revint au quartier général espagnol. Mais ses conférences avec La Union n'attireraient-elles pas l'attention ? Ne feraient-elles pas deviner les desseins pacifiques de l'Espagne ? La Union décida que Simonin serait ostensiblement arrêté à La Bisbal et transféré à Figuières, que cette mesure serait considérée comme une représaille du traitement infligé par Dugommier au payeur espagnol, Manuel de Cia.

Le 22 octobre, Simonin fut incarcéré dans la forteresse de Figuières, et le commandant André de Torrès, qui n'était pas dans le secret, lui enleva papier et écritoire, lui défendit de prendre l'air dans la cour, lui interdit de recevoir les gens qui lui apportaient son dîner. La Union fit bientôt adoucir ces rigueurs. Mais dans ses entretiens avec le général, Simonin — qui, chaque fois, lui était amené sous escorte comme un criminel d'État — refusa de transmettre les propositions espagnoles. Elles étaient, répétait-il, contraires aux principes de la nouvelle constitution française, et il jurait à La Union que les Français avaient la passion de l'égalité, qu'ils ne voulaient plus de roi, qu'ils ne souffriraient jamais qu'un homme eût des prérogatives que les autres ne posséderaient pas.

Godoy insista. Il écrivit le 27 octobre à La Union qu'il aimait mieux clore la négociation; et Simonin, se disant qu'après tout il ne faisait, selon les instructions du Comité, qu'*écouter* et *transmettre* les propositions de l'Espagne, finit par s'exécuter.

Il marquait le 4 novembre aux représentants Delbrel et Vidal que la « personne en question » proposait les articles suivants :

1° L'Espagne reconnaîtrait le gouvernement adopté par la France;

2° La France remettrait aussitôt à l'Espagne les deux enfants de Louis XVI;

3° La France donnerait au fils de Louis XVI les provinces voisines de l'Espagne et il y régnerait en roi.

Simonin ajoutait qu'il ne se permettait aucune réflexion, qu'il avait transcrit littéralement tout ce qu'on lui disait, qu'il se conformerait avec exactitude au plan que les représentants lui traceraient. Mais son opinion personnelle perçait. Il terminait sa lettre par ces mots : « Vive la République une et indivisible, la liberté et l'égalité! C'est là mon

désir le plus ardent. Périsse tout Français qui penserait autrement ! »

Les représentants étaient absents, et la lettre courut après eux. Vidal la reçut à Montpellier et la renvoya à Delbrel, qui ne l'eut entre les mains que le 16 novembre. Vidal l'avait jugée insolente et déplacée. Delbrel la fit passer au Comité, en déclarant qu'elle révoltait son âme, qu'elle serait propre, si le Comité la publiait, à irriter davantage encore la nation française contre les prétentions des despotes, qu'en tout cas il répondrait le lendemain d'une manière digne de la République, à coups de canon et à coups de baïonnette.

Le Comité partagea la colère de Delbrel et de Vidal. Les conditions lui parurent « outrageantes », « infâmes ». Il ordonna que Simonin, qui « compromettait la dignité du peuple français », quitterait l'Espagne sur-le-champ, et le 21 novembre, il écrivait aux représentants : « C'est à notre artillerie à répondre par un feu bien soutenu. Disposez tout et frappez. Le Français victorieux traite sans orgueil l'ennemi qui se présente avec l'attitude qui lui convient ; il voue au mépris le vaincu qui ose lui dicter des lois ! »

Dugommier avait déjà frappé.

CHAPITRE XVI

LA MONTAGNE NOIRE

Projet d'invasion en Espagne. — Impatience de l'armée. — Dugommier à Saint-Laurent de Cerdans. — Plan de Bonaparte et de Robespierre jeune pour dégarnir l'armée des Pyrénées-Orientales. — Lettre d'Albitte et plaintes de Dugommier. — Ordre de Carnot d'attaquer Roses. — Dénûment des troupes. — Pénurie de fourrages et détresse de la cavalerie. — Les représentants Delbrel et Vidal. — Energie et activité de Delbrel. — Infructueux efforts du conventionnel. — L'offensive, unique ressource. — Les fortifications de La Union. — L'armée française reconstituée. — Les bataillons de chasseurs. — Plan de Dugommier. — Bataille du 17 novembre. — Augereau. — Sa jonction avec Davin. — Déroute complète de la gauche espagnole. — Echec de Sauret. — Dugommier tué par un obus. — Le commandement confié par Delbrel à Pérignon. — La bataille interrompue, reprise le 20 novembre. — Mort de La Union. — Dugommier enseveli à Bellegarde et plus tard à Perpignan. — Hommages rendus à sa mémoire. — Sa famille.

A deux reprises, pendant qu'il investissait les places du Roussillon, Dugommier avait projeté d'entrer en Catalogne. Au milieu de mai, il demandait à La Martillière si l'armée avait assez de canons et de munitions pour assiéger Figuières et il priait le général d'artillerie de disposer tous les moyens nécessaires au succès d'une invasion en territoire ennemi. En juillet, il pensait à porter à trente lieues en Espagne un corps de 20.000 hommes de toutes armes, et Lamer s'enquérait auprès de La Martillière pour savoir combien il faudrait de chevaux et de mulets pour traîner l'artillerie de siège et de campagne[1].

1. Dugommier et Lamer à La Martillière et aux représentants, 16 mai, 11 et 23 juillet (A. G.). On constata que, si 20.000 hommes pénétraient à trente lieues en Espagne et y séjournaient un mois, il fallait 21.666 bêtes qu'on n'avait pas.

Les représentants semblaient caresser la même idée. Dans une circulaire qu'ils envoyaient, le 24 juillet, aux districts, Milhaud et Soubrany annonçaient que la Catalogne verrait prochainement flotter de toutes parts le drapeau tricolore. Ils mandaient au Comité que cette province était « mûre pour une révolution », qu'elle accueillerait bien les républicains, et dans une lettre que Barère lut le 11 août à la Convention, ils exprimaient l'espoir qu'une action décisive, semblable à celle du Boulou, donnerait dans le mois de septembre la Catalogne aux Français[1].

L'armée attendait avec impatience le signal de marcher en avant et, selon le mot des représentants, de frapper la tyrannie jusque dans ses repaires. Lamer n'écrivait-il pas au commencement de juin qu'on ferait dans peu de jours une « attaque générale[2] »?

Mais les jours, les semaines s'écoulaient, et Dugommier, tout en reconnaissant qu'il avait franchi les Pyrénées, « ces fameuses montagnes », marquait au Comité qu'il ne pouvait aller plus loin parce qu'il était « arrêté par les besoins en tout genre d'une armée qui s'éloigne de ses ressources naturelles », qu'il « se bornait à faire sévèrement le blocus de Bellegarde », et son chef d'état-major priait Augereau, Pérignon et Sauret de calmer l'ardeur des troupes, de leur démontrer « pour que leur courage bouillant ne souffrit pas trop de ne pas encore combattre », que des motifs impérieux commandaient un retard dans les opérations[3].

Dugommier paraissait ne plus songer à la guerre. A la fin d'octobre et dans les premiers jours de novembre, il inspecta les camps et positions de l'aile droite. Il visita durant cette tournée le fort de Prats-de-Mollo, Coustouges, Saint-Laurent-

1. Circulaire du 24 juillet (A. G.); — Rec. Aulard, XIII, 459; — *Mon.* du 14 août.
2. *La Révol. française*, 14 janvier 1900, p. 68.
3. Dugommier au Comité, 7 juillet; — et Lamer aux généraux, 2 juillet (A. G.).

de-Cerdans. Les redoutes qu'il avait prescrit de construire dans cette partie de la frontière étaient entièrement achevées. Il donna surtout son attention à Saint-Laurent-de-Cerdans. Pour protéger cette importante commune, son lieutenant Davin avait fait tracer une redoute à double enceinte dans une situation favorable, et Dugommier proposait d'établir en cet endroit, le seul où l'ennemi pouvait avec quelque succès tourner l'armée française, un second Bellegarde, un fort pourvu de tous les moyens de résistance et imprenable. Il enjoignit d'élargir de dix à douze pieds le chemin qui menait d'Arles à Saint-Laurent-de-Cerdans et à Prats-de-Mollo : c'était faciliter les transports de toute espèce, et si l'on objectait que cette route servirait un jour contre nous, Dugommier répondait qu'elle était dans toute sa longueur bordée de positions et de précipices qui la rendaient extrêmement aisée à défendre et qu'elle offrait aux habitants une nouvelle voie de communication qui « étendrait le commerce et vivifierait tout le pays[1] ».

Il ne prenait donc que des mesures de défense et l'idée de l'offensive semblait bannie de son esprit. Le Comité n'envoyait aucune instruction, aucun plan. Carnot s'était fait remettre le 5 mai par le garde du dépôt des émigrés un manuscrit de la *Campagne* du maréchal de Noailles en 1689. Mais la Belgique, la grande opération du passage de la Sambre, la marche des armées du Nord et de la Moselle qui, selon son expression, alimentaient les journaux affamés de victoires, avaient, pendant l'été de 1794, absorbé son attention. Si le Comité jeta ses regards vers les Pyrénées-Orientales, ce fut pour déclarer la guerre à mort et pour recommander aux représentants de détruire la fonderie de

1. Dugommier au Comité, 3 nov. (A. G., et Pineau, 606); le chemin qu'il fit élargir en 1794 a été depuis transformé en chemin vicinal de grande communication, dit de Saint-Laurent à Batera ; quant au chemin d'Arles à Prats de Mollo, c'est aujourd'hui une grande route (Vidal, III, 334, note).

Saint-Laurent-de-la-Mouga, de proclamer la République catalane et d'expédier dans les départements de l'intérieur les bêtes à cornes et surtout les béliers à laine fine qui seraient pris sur le territoire espagnol[1].

Le Comité voulait même, au fort de l'été, dégarnir l'armée des Pyrénées-Orientales ainsi que l'année précédente au mois de décembre, lorsqu'il projetait d'écraser Toulon. Les représentants aux armées des Alpes et d'Italie, Albitte, de la Porte, Saliceti, Ricord, Augustin Robespierre, entraînés par le fougueux génie de Bonaparte, méditaient alors de saisir l'offensive et de lancer en Piémont une grande armée dont les succès rapides — c'était leur mot — étonneraient l'Europe. Occuper la vallée de la Stura, pousser sur Turin et abattre, comme ils disaient, le trône sarde, envahir la Lombardie et, par les débouchés du Tyrol, attaquer l'Autriche de concert avec l'armée du Rhin, tel était leur plan.

Carnot regimbait. Il désirait garder la défensive dans le Midi, et un arrêté du Comité qu'il obtint le 3 juillet, portait que l'armée d'Italie et celle des Alpes se borneraient à prendre Coni, Demont et Ceva. Encore devaient-elles assurer avec soin les communications entre Nice et Oneille et laisser du monde dans les places de la côte et principalement à Toulon.

Mais Augustin Robespierre vint à Paris. Il avait en mains un projet de Bonaparte, une « note » sur la position politique et militaire des armées françaises de Piémont et d'Espagne. Comme Bonaparte, il opina qu'il fallait avant tout frapper l'Autriche et la frapper non en Espagne, mais en Piémont. Faire la guerre en Espagne, c'était faire une guerre séparée, une guerre absolument isolée, « qui n'était point dans l'esprit général » de la lutte entreprise par la

1. Rec. Aulard, XIII, 291, 416, 620, 743, 760.

Révolution. A quoi bon s'emparer de Madrid ? La nation espagnole patiente, fière, superstitieuse, ne serait-elle pas redoutable si elle était « pressée chez elle » ? Et avec Bonaparte, Augustin Robespierre conseillait de tenir la défensive sur la frontière d'Espagne, d'adopter l'offensive sur la frontière du Piémont, et, par suite, de donner aux armées des Alpes et d'Italie tout ce qui deviendrait inutile à l'armée des Pyrénées, chariots et canons, cavalerie et infanterie [1].

Aidé du crédit de son frère aîné, Augustin Robespierre l'emporta, et Carnot avouait plus tard que les deux Robespierre étaient arrivés à leur but, que les instances de l'un et la « tyrannie » de l'autre lui avaient arraché son consentement. Le Comité résolut l'invasion de l'Italie : on tâcherait de révolutionner Gênes ou d'en tirer une grosse somme d'argent ; on entrerait non seulement en Piémont, mais en Toscane où on lèverait une contribution de vingt millions ; on prendrait quelques milliers d'hommes à l'armée des Pyrénées-Orientales comme à celle des Pyrénées-Occidentales ; Dugommier commanderait les troupes, à moins que Milhaud et Soubrany ne crussent nécessaire de le conserver sur la frontière d'Espagne [2].

Dugommier ignora sans doute qu'Augustin Robespierre lui destinait le commandement d'une armée chargée de conquérir le nord de l'Italie. Mais il sut qu'Albitte avait prié Milhaud et Soubrany d'envoyer sur les confins du Piémont 6.000 hommes de l'armée des Pyrénées-Orientales. Il s'écria sur-le-champ que les représentants devaient « ajourner la motion d'Albitte », qu'on ne pouvait « faire droit à cette demande, sans compromettre l'intérêt de la République », que son armée était hors d'état de fournir ces

1. Cette fameuse *note* est évidemment de Bonaparte ; tout le prouve, le style, le raisonnement fort et dense, l'écriture (celle de Junot) et le papier (celui de l'état-major de l'artillerie de l'armée d'Italie).

2. Rapport d'un agent hollandais à Paris, 13 juillet (*Revue historique*, sept.-oct. 1879, p. 111).

6.000 hommes qui « feraient un vide funeste à ses projets ultérieurs [1] ».

La journée du 9 thermidor ou 27 juillet le rassura. Carnot reprit son ascendant dans le Comité et de nouveau dicta les plans de campagne. Exécuter les desseins des Robespierre, disait-il le 13 août, c'était exposer les frontières de France, abandonner la Corse, livrer Toulon et les derrières de l'armée d'Italie à l'invasion; c'était paralyser les armées des Pyrénées [2].

Le vainqueur du Boulou ne craignait donc plus qu'une décision du Comité vînt brusquement diminuer le nombre de ses bataillons, et après la reddition de Bellegarde, Carnot lui commanda l'offensive. Dans une lettre du 25 septembre au représentant Delbrel, l'« organisateur de la victoire » engageait Dugommier à se concerter avec Moncey, général en chef de l'armée des Pyrénées-Occidentales, pour « faire trembler le tyran de Madrid et l'obliger à prendre des mesures qui pussent indisposer le peuple contre lui. » Carnot croyait qu'il serait téméraire d'attaquer la forteresse de Figuières avant d'avoir dispersé totalement l'armée espagnole; mais il pensait que Dugommier pourrait enlever le petit port de Roses, consolider ainsi la gauche de la frontière française, et jeter la terreur jusque dans Barcelone [3].

En réalité, le dénûment de l'armée arrêtait Dugommier. Abandonnée à elle-même, et, comme disait le général, laissée en souffrance, condamnée à la nullité, cette armée semblait oubliée du Comité. « La situation, écrivait Dugommier à Moncey, n'est pas brillante; nous sommes très affaiblis, et je ne vois pas jour à rien entreprendre de saillant et d'heureux [4]. »

1. Dugommier à Milhaud et Soubrany, 6 juillet (A. G.).
2. Carnot aux représentants à l'armée d'Italie, 13 août (A. G.).
3. Carnot à Delbrel, 25 sept. (A. G.).
4. Dugommier à Moncey, 7 oct., et au Comité, 8 oct. (A. G.).

Avait-on des moyens de transport qui pourraient suivre et seconder tous les mouvements de l'armée lorsqu'elle s'enfoncerait en Catalogne? Avait-on assez de magasins dans le Roussillon pour nourrir le soldat pendant un mois ou deux?

Avait-on assez de poudre pour assiéger Roses et Figuières, qui n'étaient pas « des morceaux à baïonnettes »?

Avait-on assez de troupes à cheval et qu'étaient-ce que trois régiments, intrépides et aguerris, il est vrai, mais incomplets : 1er hussards, 15e dragons, 22e chasseurs? Cette poignée de cavaliers oserait-elle déboucher dans les plaines de l'Ampurdan et braver les escadrons espagnols? Ses chevaux vivraient-ils encore lorsque Dugommier voudrait se porter en avant? Dans la seconde quinzaine d'octobre et dans la première quinzaine de novembre, les fourrages firent à peu près défaut. A certains jours et trois jours de suite, les bêtes n'eurent pas de foin. Quelques-unes moururent. Beaucoup maigrissaient à vue d'œil. « Faut-il donc, demandait Mamet, chef du 22e régiment de chasseurs, qu'elles s'accoutument à ne plus manger? Et aurons-nous la douleur de les voir périr? » Dugua lui répondait que tous les chevaux, chevaux de la cavalerie, chevaux de l'artillerie, chevaux des charrois, étaient dans une situation pareille, qu'il fallait les nourrir en ramassant de l'herbe et de la paille. Mamet répliqua qu'il n'y avait d'herbe ni de paille dans aucun endroit, que le son même manquait, qu'il serait bientôt environné de chevaux morts, qu'il aimait mieux bivouaquer à l'avant-garde une carabine au poing que d'avoir devant les yeux ce misérable spectacle qui le faisait frémir. Le 29 octobre, Dugommier ne pouvait se rendre du Boulou à Saint-Laurent-de-la-Salanque pour passer une revue, parce que ses chevaux et ceux de ses officiers n'avaient reçu que la demi-ration : il ordonna de fournir la ration complète; les agents du Boulou la refusèrent! Dans cette extrême pénurie de subsistances, le général, qui maudissait vainement la

« nonchalance impardonnable » de l'administration, dut employer sur le front de l'armée une seule compagnie d'artillerie volante et laisser sur les derrières les deux autres compagnies ainsi que la cavalerie[1].

Les hommes même étaient mal nourris. Dugommier finit par craindre que l'armée ne mourût de faim. Le pays où elle vivait était épuisé. Les petites voitures à deux roues qui transportaient les munitions de bouche s'acheminaient lentement sur des routes défoncées. Des 14.000 quintaux de farine quotidiennement indispensables les troupes n'en recevaient que 10.000.

Les représentants Vidal et Delbrel usèrent de vigoureux moyens pour remédier à tant de maux. Vidal, malade, ne fit que paraître à l'armée, et, s'il se rendit un jour à Lyon pour obtenir du foin et de l'avoine, s'il convoqua à Nîmes les agents nationaux des districts pour délibérer avec eux sur la disette des fourrages[2], il passa le reste de son temps à Montpellier, où il rétablissait sa santé. Delbrel eut donc le rôle essentiel. C'était un petit homme très énergique et résolu. Avocat à Moissac et procureur de la commune, il s'était démis de ses fonctions et engagé comme volontaire. Élu par le département du Lot à la Convention, il avait voté la mort de Louis XVI, à la condition expresse de surseoir jusqu'à ce que l'Assemblée eût statué sur le sort de tous les Bourbons. Envoyé à l'armée du Nord, il avait dans la journée de Hondschoote animé Houchard de son ardeur et forcé la victoire ; durant deux heures, monté sur un cheval blanc, il avait servi de point de mire au canon ennemi et

1. Dugommier au Comité, 27 août; — Dugua à Dugommier, 29 oct.; — Mamet à Dugua, 15 et 31 oct., 3, 8, 9 nov.; — Merlin à Dugua et Dugua à Mamet, 3 nov. (A. G.). La situation était pire qu'en 1793 puisqu'alors Turreau disait simplement (Turreau au Comité, *Mém.* de Doppet, 213) qu'il serait *peut-être* obligé de répartir sur les derrières le peu de cavalerie qui lui restait.

2. Vidal aux agents nationaux, 19 oct. (A. G.).

contenu par son exemple les troupes qu'il voyait prêtes à fuir. Pendant le siège de Roses, en grand costume, il était partout au fort du danger et, lorqu'il visitait les batteries, il traversait à son pas ordinaire les endroits où la terre fumait sous les balles et la mitraille.

Delbrel ne voulait pas recourir, comme Milhaud et Soubrany, à la terreur, à d'impérieux arrêtés, à de violentes réquisitions. Il aimait mieux employer ce qu'il nommait les moyens paternels de douceur et de persuasion. Dès son arrivée à Perpignan, le 13 septembre, il annonça dans une proclamation qu'il ne négligerait rien pour alléger le fardeau qui pesait sur les habitants : il gémissait de grever encore l'agriculture, mais l'intérêt et la gloire du peuple exigeaient d'indispensables sacrifices ; il fallait « fournir aux armées les moyens de vaincre », et bientôt « elles iraient dans les pays ennemis moissonner pour elles et pour nous ».

Il commença par déclarer que tout ce qui était destiné à l'armée des Pyrénées-Orientales devait lui être exclusivement réservé, que rien n'en serait distrait pour d'autres armées, et il défendit aux autorités constituées d'obéir à des ordres contraires, même donnés par des représentants[1].

Le Comité avait permis aux militaires blessés, malades ou convalescents de se rendre dans leur famille pour se faire traiter, si leur domicile n'était qu'à vingt lieues de l'hôpital ; mais officiers et soldats abusèrent de cette faveur, et Dugommier écrivait au Comité que la mesure était funeste à une armée dont les bataillons appartenaient presque tous aux départements voisins, que « c'était à qui serait malade pour être évacué », que les officiers de santé donnaient trop légèrement des billets d'hôpital, qu'il ne savait « comment arrêter ce torrent », qu'il y avait « beaucoup de maladies réelles, mais infiniment plus de feintes par la mauvaise vo-

1. Arrêté du 3 vendémiaire (24 sept.).

lonté et la mollesse », que « tous voulaient rentrer chez eux, les uns y trouvant quelque ressource qui les *acoquinait*, les autres n'y trouvant que la misère », que la plupart, loin de hâter leur convalescence, ne revenaient dans leur famille que pour perdre entièrement le peu de santé qui leur restait. Delbrel invita les municipalités et les comités de surveillance à renvoyer au camp sans nul délai tout militaire sitôt rétabli[1].

Pour avoir de la poudre, il taxa chaque district de la « division » à un million de salpêtre, et il obligea la population entière à manipuler le « sel vengeur ».

Pour avoir des souliers — l'armée, sur le terrain montagneux où elle était, en faisait une grande consommation, — il envoya une proclamation aux administrations : la chaussure était un des besoins les plus impérieux des troupes dans la saison où elles entraient ; il fallait donc imprimer aux ateliers de cordonnerie une nouvelle activité ; les Français qui demeuraient dans leurs foyers, laisseraient-ils leurs frères d'armes marcher pieds nus à la victoire ? Il enjoignit de verser aux ateliers établis dans les chefs-lieux des districts toutes les matières premières propres à la confection des souliers, et il permit d'employer le veau tourné, à défaut d'autres cuirs. Tous les cordonniers durent pendant une décade ne travailler que pour l'armée, et chaque ouvrier — non pas chaque cordonnier — eut ordre de livrer au bout de dix jours deux paires de souliers. Les souliers mêmes des citoyens furent mis en réquisition, et quiconque avait deux paires de souliers, dut donner la meilleure, qui lui fut payée après expertise[2].

Pour avoir les chevaux nécessaires au service de l'artillerie et à celui de l'ambulance, il demanda, le 31 octobre, aux dis-

1. Arrêté du 28 fructidor, — 14 sept. ; — Dugommier aux représentants 29 août, au Comité et aux généraux, 12 sept. (A. G.).

2. Proclamation du 22 sept. ; — arrêtés des 21 vendémiaire — 12 oct., 1er brumaire — 22 oct., 26 brumaire — 16 nov.

tricts de la « division » 500 charrettes et 3,215 chevaux ou mulets; chaque charrette serait attelée de trois colliers; les bêtes n'auraient pas moins de quatre ans; leur propriétaire toucherait pour le loyer quotidien 4 livres 10 sous.

Mais ce qui manquait et ce qu'il fallait avoir coûte que coûte, c'étaient les grains et surtout les fourrages. Le 26 octobre, Delbrel convoquait à Narbonne les agents nationaux de cinquante districts. Il leur fit le tableau exact et navrant de la situation. Après lui, trois fonctionnaires, les agents en chef des vivres, des fourrages et des transports, expliquèrent les besoins du service dont ils étaient chargés. Delbrel conclut que la détresse de l'armée était extrême et que la patrie attendait des départements de nouveaux sacrifices : « Loin de vous les commander, je vous laisse le soin de vous les imposer vous-mêmes; vous connaissez mieux que moi ce que produisent et ce que peuvent vos districts; réglez entre vous ce que chacun peut fournir. » Les agents nationaux fixèrent la contribution de chaque district. Mais ces moyens, avoue Delbrel, furent déjoués par les circonstances, par la loi du maximum, par le défaut de numéraire, par le discrédit toujours croissant des assignats.

Le représentant eut beau prendre coup sur coup, le 29 octobre, le 31 octobre et le 1er novembre, de rigoureuses mesures. Il ordonnait que les administrateurs et les agents nationaux des districts qui n'avaient pas versé dans les magasins militaires tous les grains requis, devaient livrer le reste avant le 21 novembre, sous peine d'être poursuivis devant les tribunaux; que 23 districts fourniraient 200.000 quintaux de grains, moitié avant le 21 décembre, moitié au 20 janvier au plus tard; que 32 autres donneraient 226.000 quintaux de foin et 50.000 quintaux d'avoine moitié avant le 10 décembre, moitié au 30 décembre. Il nommait une commission spéciale qui fixerait sans délai le recensement de tous les moyens de transport et de tous les grains

et fourrages. Dès qu'il savait que le foin avait été, dans plusieurs districts de la Haute-Garonne, sablé par les inondations, il prescrivait de le faire incontinent manipuler avec soin pour le rendre propre à la nourriture des chevaux. Il fixait pour 27 districts le contingent des charrettes, mules, mulets, chevaux, harnais de devant et du limon destinés au service des transports entre Narbonne et le quartier général, et, pour que ce service fût exact, il établissait des relais. Jusqu'alors, et bien qu'ils eussent à différentes époques fourni, sur la réquisition des représentants, nombre de chariots et de chevaux, les agriculteurs de l' « arrondissement » n'avaient pu réunir assez d'attelages pour assurer les approvisionnements ; Delbrel décida que le service des transports serait fait de Narbonne au Boulou en cinq relais ; les chevaux auraient de la sorte infiniment moins de peine et ils se reposeraient trente-six heures sur quarante-huit. Enfin, le 12 novembre, pour secouer la lenteur et l'inertie des agents nationaux, qui préféraient l'intérêt particulier à l'intérêt national et qui se regardaient, non comme les agents du gouvernement, mais comme les agents des districts et des municipalités, il arrêtait qu'ils agiraient et ordonneraient seuls, directement, sans l'intervention des autorités civiles, qu'ils seraient responsables de tout retard et de toute négligence, jugés par les tribunaux militaires, punis selon la rigueur des lois révolutionnaires [1].

Tout fut inutile. Delbrel ne put obtenir que le quart de ce qu'il désirait et n'eut jamais un approvisionnement pour deux jours d'avance. Les réquisitions qu'il fit, les achats qu'il ordonna, échouèrent parce qu'il ne payait qu'en papier. Vainement le Comité enjoignit de mettre à sa disposition des quantités considérables de grains qui seraient tirées

1. Arrêtés des 8 brumaire, 29 octobre-10 brumaire-31 octobre, et 11 brumaire-1er novembre (Arch. nat., A. F., II, 260).

des ports de la Méditerranée ; les magasins presque vides ne pouvaient même suffire à la consommation locale.

Delbrel perdit patience. Il eut un long et sérieux entretien avec Dugommier. Pourquoi le général restait-il immobile autour de Bellegarde ? Pourquoi n'avait-il pas poussé plus avant sur le territoire espagnol ? Il n'avait pas d'approvisionnements, pas de transports ! Mais faut-il toujours suivre les règles de l'art et de la prudence ? La nécessité a ses lois, et en certaines circonstances, la prudence, c'est l'audace ; les plus sages sont quelquefois ceux qui, dans d'autres conjonctures, paraîtraient téméraires. Dugommier savait tout ce que Delbrel avait fait pour lui donner vivres, fourrages, charrois ; à force de soin et d'activité Delbrel avait pu fournir jusqu'alors aux besoins quotidiens du soldat ; mais aujourd'hui ses démarches étaient impuissantes, les ressources de l'armée diminuaient au lieu d'augmenter, les versements des districts ne cessaient de décroître. « Il faut, conclut Delbrel, ou rentrer dans l'intérieur pour disputer le pain à nos concitoyens ou nous battre pour trouver dans la victoire les moyens de subsister[1]. »

Entraîné par le représentant, Dugommier convint que l'offensive s'imposait prompte, immédiate. Il avait réduit le soldat d'abord aux deux tiers, puis à la moitié de la ration ; il avait épuisé les magasins, et les places fortes, Bellegarde, Collioure qui devaient être approvisionnées pour six mois, n'avaient plus de vivres que pour trois jours. Quelle détresse désespérante ! Oui, Delbrel avait raison. L'armée ne resterait plus tapie dans les montagnes ! Il fallait s'arracher à cette misère par un coup de vigueur ! Il fallait aller de l'avant, emporter les postes de l'ennemi, le poursuivre dans les plaines de l'Ampurdan ! Les Français n'avaient pas de

1. Voir la notice de Delbrel sur Dugommier (A. G.). Cf. Pineau, 727-730, et *Revue de la Révolution*, janvier 1885, p. 19-29.

magasins derrière eux ; ils prendraient ceux que l'Espagnol avait formés devant eux. Une bataille leur livrerait ce que les efforts du représentant n'avaient pu leur donner ! Ils ne pouvaient mieux *dévier* l'adversaire qu'en l'attaquant eux-mêmes !

Le 11 novembre, Dugommier prescrivait à son chef d'état-major Lamer d'obtenir à tout prix des magasins de Port-Vendres assez de foin et d'avoine pour nourrir pendant trois ou quatre jours, du 15 au 19, les chevaux de la cavalerie et de l'artillerie volante, et le 15, le fourrage arrivait au camp. Davin proposait alors de petites opérations ; « pas d'incursions particulières, répondit Dugommier, elles doivent tomber devant un mouvement majeur qui offre plus d'avantage[1] ».

La grande route de Figuières à Bellegarde divise la contrée en deux parties qui contrastent l'une avec l'autre : à l'ouest, des gorges profondes et des montagnes hautes, énormes, terminées par de larges plateaux ; à l'est, des collines peu saillantes et des vallées aux pentes douces.

La Union aurait dû concentrer ses forces dans la région montagneuse tout en les appuyant à Figuières, et c'est ce qu'il fit d'abord quand il s'établit après le désastre du 1er mai sous les murs de la ville et s'étendit sur les plateaux de l'ouest en construisant des ouvrages qui battaient, les uns, la route de Figuières, les autres, les rives de la Mouga. Mais, lorsque la gauche française ou division Sauret vint à la fin de juin camper autour de Cantallops, La Union, qui jusqu'alors s'était contenté d'occuper Espolla, crut utile de consolider sa droite. Il mit la moitié de son armée à l'est du grand chemin. Puis, enhardi par l'heureux combat du

1. Notes de Delbrel et notice sur Dugommier (Pineau, 729) ; — Delbrel au Comité, 14 oct. ; — Dugommier à Lamer, 11 nov. et à Davin, 13 nov. ; — Cosson à Dugua et Leblanc à Cablé, 14 nov. (A. G.).

Llobregat, par la résistance prolongée de Bellegarde et par les secours qu'il reçut, il passa insensiblement de la défensive à l'offensive, à une offensive singulière, qui consistait à opposer aux Français non pas des poitrines, non pas la force active et vivante d'une armée qui tient la campagne et combat résolument, mais la force passive et inerte d'une armée qui se terre, mais une barrière de pierres et de canons. Et sans doute, il voulait par là encourager, ranimer ses bataillons hésitants et timides, en leur donnant une protection et comme un refuge derrière des retranchements ; il voulait les mettre à l'abri de la panique, les raffermir par l'aspect d'un vaste déploiement de fortifications, et s'il édifia ce front menaçant, ce spacieux assemblage de redans et de batteries qui reçut le nom de lignes de Figuières, ce fut peut-être moins pour lutter contre l'ennemi que pour rassurer ses propres troupes.

« C'est à coups de canon, répétait-il, que je chasserai les Français », et il avançait vers l'armée française comme l'assiégeant vers une ville, élevant des redoutes et plaçant des pièces d'artillerie sur tous les points saillants, dressant de hauteur en hauteur des ouvrages pourvus d'escarpes en murs de pierres sèches, de fossés, de palissades, d'abatis, de chausse-trappes, de trous de loup, de mines. Il comptait, par ce système de travaux d'attaque, resserrer peu à peu les Français, les refouler, les rejeter au-delà des monts.

Ce fut au lendemain de l'affaire du Llobregat qu'il conçut ce plan. Il avait alors entrepris nombre d'ouvrages, de Figuières à Pont-des-Moulins et de Vilarnadal à Espolla. Convaincu qu'ils avaient arrêté l'adversaire, il résolut de cheminer ainsi jusqu'au pied des Pyrénées.

Une enceinte retranchée près du village de Vinyonnet, au confluent du Manol et de la gorge de Terradas, le camp de Llers et une série d'autres ouvrages qui prenaient la route en écharpe, formaient déjà sa communication en arrière.

Il se mit à construire sa première parallèle. Le centre était à Pont-des-Moulins, et de là, à droite et à gauche, rayonnaient deux lignes d'ouvrages : à droite, Vilarnadal, Massarach, Mollet, Rebos et Espolla; à gauche, Roure, Escaulas et Boadella. Mais le petit village de Pont-des-Moulins, dominé à l'ouest, ne peut faire une longue défense; La Union prit pour réduit le plateau de Roure qui commande tous les environs jusqu'aux rives de la Mouga, et il le fortifia très soigneusement : ses soldats nommaient la redoute de Roure une citadelle et disaient que dans cette citadelle ils n'avaient d'autre crainte que celle de Dieu.

Vint la deuxième parallèle. Elle devait avoir pour centre la Montagne Noire, en face de Roure, et appuyer sa gauche à Darnius, sa droite à Vilaortoli et à Espolla. Mais La Union, qui n'avançait que pied à pied, ne voulait pas encore se saisir de la Montagne Noire, et il ne pouvait l'aborder par le revers méridional, le seul inaccessible. Il remonta le long de la route jusqu'au village de Capmany et fit des redoutes de Capmany à Espolla par Vilaortoli; il avait de la sorte établi la branche droite de la deuxième parallèle. Pour tracer la branche gauche, il essaya de chasser Augereau de Saint-Laurent-de-la-Mouga; il échoua, et si complètement que son échec détermina le général français à s'installer solidement à Darnius, sur la ligne même que le général espagnol projetait d'occuper. Toutefois, afin de tenir Darnius, Augereau avait lâché Saint-Laurent. Sur quoi, La Union se posta à Saint-Laurent, et sa première parallèle se prolongea désormais jusqu'à la haute Mouga et au massif de la Magdelaine.

La Montagne Noire lui manquait, cette Montagne Noire qu'il avait dépassée, qu'il pouvait prendre depuis longtemps, et qui entrait comme un coin dans la ligne espagnole. Il renonça ou sembla renoncer à la Montagne Noire, et lorsqu'eut lieu le choc suprême, il ne pensait plus qu'à

renforcer sa droite, de Capmany à Espolla, qu'à pousser en avant d'Espolla où ses deux parallèles devaient se rencontrer, une suite nouvelle d'ouvrages ; au retour d'une reconnaissance, Sauret rapportait au quartier général que La Union construisait quatre redoutes en avant de Saint-Clément.

Quoi qu'il en soit, si vicieux, si étrange, si ridicule que fût cet amas de fortifications — il y en avait, dit-on, 97 — il offrait de sérieux obstacles ; il était garni de 250 canons et défendu par 46.000 hommes, dont 36.000 en première ligne : Courten, de Saint-Laurent à Escaulas avec 10.000 hommes ; Las Amarillas, de Capmany à Vilarnadal avec 23.000 hommes ; Santa-Clara, de Vilaortoli à la mer avec 13.000 hommes[1].

Dugommier, qui laissait 12.500 hommes en seconde ligne, avait sous la main 24.200 combattants :

9.000 à la division de droite, commandée par Augereau et composée des trois brigades Davin, Duphot et Beaufort[2] ;

4.200 à la division de gauche commandée par Sauret et composée des trois brigades Guillot, Causse et Motte ;

2.300 conduits pour Victor qui devait, du col de Banyuls, appuyer la gauche de Sauret ;

8.700 sous les ordres de Pérignon dont la division s'était rangée autour de la Montagne Noire, la brigade Banel sur la croupe orientale, la brigade Martin en potence sur Banel le long de la route, la brigade Rougé en arrière dans le vallon de l'Invincible avec l'artillerie volante et la cavalerie.

Le général en chef avait usé de tous les moyens pour augmenter son armée. Il avait appelé à lui dès la fin de mai 6.000 hommes ou dix bataillons de sa seconde ligne.

1. Cf. Fervel, II, 176-185.
2. Beaufort était venu remplacer Guieu blessé.

Il avait affaibli la division de Cerdagne : l'hiver, disait-il, protégeait suffisamment Puycerda, et durant cette saison aucun mouvement n'était à craindre ; il avait donc pris à Charlet 3.000 hommes en lui recommandant d'organiser les gardes nationales et de leur confier comme l'année précédente la défense des postes lorsque les bataillons aguerris se porteraient en avant [1]. Il avait comblé les vides des bataillons en incorporant pendant les mois de juin, de juillet, d'août, de septembre, les recrues des camps d'instruction [2].

Comme naguère, il avait divisé son armée en deux quantités : l'une, sûre, solide, éprouvée, composée des hommes d'élite, des hommes les plus robustes et les mieux exercés, qui devaient aller de l'avant ; l'autre qui resterait en arrière pour « faire respecter et favoriser une retraite ». Sur toutes les troupes qu'ils commandaient et qu'ils passèrent en revue, ses lieutenants avaient eu ordre de prélever le « disponible », la « force active la plus nombreuse possible qu'ils en pourraient extraire pour le succès d'une

1. Dugommier à Doppet, 5 et 11 sept. ; — à Charlet, 11 sept. ; — aux représentants, 14 sept. : — à Delbrel, 6 oct. (A. G.).

2. C'est ainsi que le 1er bataillon de la Révolution (280 hommes) fut incorporé dans le 7e régiment, le bataillon des Amis du peuple dans le 7e de l'Aude et le 71e régiment, le 9e bataillon du Lot dans le 2e du Gard, dit grenadiers du Gard. On affecta autant que possible les citoyens de la nouvelle levée aux bataillons de leur département, et les hommes du 12e bataillon de la Drôme furent incorporés dans les bataillons de leur région ; Dugommier écrivait aux administrateurs de Valence que leurs compatriotes s'étaient si bien comportés qu'il voulait les garder et les mettre ensemble. Le camp de Launac servit surtout à remplir les vides. Il donna 400 hommes au 3e bataillon de la Haute-Vienne et autant au 3e bataillon des Côtes Maritimes, qui ne comptait plus que 75 volontaires. Dès la fin de mai, 240 hommes partaient de ce camp pour compléter le bataillon de sapeurs et, disait Lamer, ce devaient être des hommes vigoureux, capables de manier la hache et la pioche ; « on a trop cru, jusqu'à présent, que le sapeur devait être le rebut des troupes ». Dès le commencement de juillet, 100 hommes venaient du même camp pour être attachés aux charrois, et 150 pour couper le bois. L'adjudant-général Desroches qui commandait le camp de Launac, eut ordre de se rendre au Boulou, à la fin d'août, avec toutes les troupes, qui comprenaient 3.165 hommes. Cf. Dugommier et Lamer à Desroches, 24 mai, 30 juin, 16 et 17 août ; Dugommier aux administrateurs de la Drôme, 10 nov. (A. G.).

expédition, d'une marche aventureuse, d'un coup de main ». Dès le 26 août, il avait prescrit la réorganisation des bataillons de chasseurs, qui seraient désormais au nombre de douze. Chacune des trois divisions de l'armée aurait quatre de ces bataillons. Chaque bataillon comprendrait 500 hommes. On choisirait les gens les plus propres à ce genre d'opérations, tous ceux qui ne craignaient pas la cavalerie et qui savaient l'attendre la baïonnette au poing, et cette fois on les prendrait, non plus par proportion égale dans les compagnies, mais comme on voudrait, et les généraux auraient la faculté de tirer des bataillons soit des parties de compagnies, soit des compagnies entières. Ces 6.000 chasseurs devaient principalement soutenir l'artillerie volante et servir d'avant-garde. Ils n'emporteraient rien qui pût les embarrasser, pas même de tentes, et n'auraient que des gibernes bien approvisionnées, leurs bidons, leurs marmites et leurs sacs. Ils seraient attachés à la division et suivraient toujours sa destinée : Dugommier avait craint, en les faisant agir à part, d'éveiller l'inquiétude de ses divisionnaires, qui se seraient plaints de cette diminution de forces ; mais il eut soin de les avertir que dans une circonstance extraordinaire toute la masse des chasseurs pourrait être réunie sous l'autorité unique d'un général de division. Ceux qui formaient l'avant-garde d'Augereau étaient appuyés par un détachement de 50 sapeurs et commandés par le général Guillaume, le même qui, l'année précédente, conduisait l'avant-garde de l'armée de la Moselle ; arrêté après l'échec de Pirmasens, il venait d'être réintégré et envoyé aux Pyrénées-Orientales, où Pérignon et Dugua louèrent ses talents et son activité ; il joint, disait Augereau, à une longue expérience la bravoure et le zèle [1].

1. Dugommier aux généraux, 26 et 28 août, 1er, 4 et 24 sept., 10 et 12 nov. ; à Lamer, 14 oct. et 13 nov. (A. G.). L'ordre de réunir les compagnies de chasseurs des bataillons date du 21 août, et, à la fin de ce mois,

L'armée était donc, au commencement de novembre, entièrement reconstituée, de même qu'au début de la campagne[1]. Les troupes de troisième ligne s'instruisaient dans les dépôts. Celles de deuxième ligne composaient une petite armée d'observation très propre à protéger les convois, à fermer les passages des cols, à défendre les postes essentiels sur les derrières. Celles de première ligne, infanterie et infanterie légère, pouvaient passer pour l'élite de l'armée. L'infanterie comptait 16.000 hommes. L'infanterie légère, c'étaient les 6.000 chasseurs, dispos, résolus, toujours prêts à défier le danger et à frayer le chemin aux camarades. Il y avait, comme on sait, peu de cavalerie, et Dugommier avait même écrit, le 4 septembre, au Comité ces lignes navrantes : « Plus nous allons, moins j'ai d'espoir de réunir notre cavalerie à nos autres armes. » La quantité des recrues

Lamer envoie au 1er bataillon de grenadiers, le seul qui fût dans l'armée, et au 5e bataillon de chasseurs, les grenadiers et les chasseurs du 1er bataillon des Hautes-Alpes. Dès le 30 mai, il avait ordonné au 1er bataillon du Tarn de détacher sa compagnie de chasseurs au 2e bataillon de chasseurs.

1. Voici la composition de l'armée au 20 novembre : Division Augereau. *Brigade Beaufort :* 39e demi-brigade, 2e Haute-Garonne, 1er grenadiers Bouches-du-Rhône, 4e Aude, 5e Lot, 1er Hautes-Alpes, 1er Vengeurs ; *Brigade Robert :* 70e régiment, 5e Haute-Garonne, 3e Haute-Vienne, 1er Ariège, 1e Lot, 1er Gers, 2e La Montagne, 1er chasseurs de Vaucluse, 1er Alpes-Maritimes ; *Brigade Bon :* 3e et 6e chasseurs, 8e Bec d'Ambez, 9e Drôme ; *Brigade Davin :* Légion de la Montagne, 3e et 4e Côtes Maritimes, 4e Tarn, Chasseurs éclaireurs, 4e infanterie légère, 3e Pyrénées-Orientales, 1er et 5e Mont-Blanc, 1er Béziers, 7e Ariège, 3e La Montagne, 7e Aude ; huit compagnies d'artillerie. — Division Pérignon. *Brigade Point :* 147e demi-brigade, 61e régiment, 6e et 7e Côtes Maritimes ; *Brigade Martin :* 4e Pyrénées-Orientales, 6e Dordogne, 1er Cantal, 3e Ardèche, 3e chasseurs des montagnes, 3e Haute-Loire, 1er de la Montagne ; *Brigade Banel :* 53e régiment, 10e chasseurs, chasseurs de la Moselle, 2e Gers, 7e Hérault ; *Brigade Chabert :* Braconniers montagnards, 5e Ardèche, 2e Côtes Maritimes, 9e Aude, 6e Hérault, 4e Ariège ; *Brigade Guillaume :* 1er Gard, 3e Haute-Garonne, 5e et 7e chasseurs, 8e Aude. — Division Sauret. *Brigade Causse :* 7e et 79e régiments, 4e Haute-Garonne, 2e Ardèche, 6e Aude, 1er Côtes Maritimes ; *Brigade Motte :* 35e régiment, 5e et 6e Bec d'Ambez, 3e Drôme, 7e Haute-Garonne, 5e Haute-Vienne ; *Brigade Guillot :* 28e régiment, 1er et 8e infanterie légère, 2e chasseurs. — Compagnies de chasseurs éclaireurs à la droite du camp ; détachements du 1er hussards et du 22e chasseurs à la gauche du camp (A. G.).

et leur inexpérience, le petit nombre des chevaux et leur qualité médiocre, la difficulté de transporter au loin la subsistance, tout cela avait déterminé Dugommier à n'emmener que 1.800 cavaliers. C'étaient toutefois les meilleurs ; Dugua, sur l'ordre de Dugommier, les avait choisis avec soin, et ils avaient un excellent soutien dans les chasseurs et les trois compagnies d'artillerie volante. Le général en chef était très content de cette artillerie ; il la trouvait parfaitement tenue, et il louait la régularité de ses manœuvres ainsi que le zèle et l'habileté de ses officiers : « elle est remplie de braves, disait Pérignon quelques jours plus tard, qui ont fait merveille[1] ».

Que ferait Dugommier? Allait-il tourner la ligne espagnole ou l'attaquer de front?

Mais pouvait-il tourner la droite des ennemis appuyée à la mer et défendue par le massif du cap Creu, par les forts de Roses, par les marécages de l'Ampurdan? Pouvait-il, pour tourner leur gauche, s'engager dans la lointaine vallée du Ter, s'enfoncer dans les montagnes où le Manol prend sa source et où l'adversaire occupait d'inexpugnables positions?

Pouvait-il, d'autre part, attaquer soit le centre où les redoutes et batteries de Roure, de Llers et de Pont-des-Moulins présentaient les plus grandes difficultés, soit les retranchements de la droite presque aussi formidables et dont la prise n'aurait pas un résultat décisif, puisqu'il faudrait quand même se porter, par un changement de front, contre le centre? Et dans ces efforts contre la droite et le centre, que de temps serait dépensé, que de sang répandu!

Après mûre réflexion, Dugommier décida d'assaillir la gauche des Espagnols à la Magdelaine. Il savait que La Union l'avait dégarnie à cause des aspérités du terrain.

1. Dugommier au Comité, 4 sept., 16 oct., 3 nov., et à Dugua, 10 sept. ; Pérignon au Comité, 26 nov. (A. G.).

Sur cette gauche affaiblie il lancerait sa droite qu'il venait de renforcer; elle connaissait parfaitement les lieux; elle était brave, ardente, tenace, et Augereau la commandait. Dès le 11 novembre, l'impétueux général assurait à Dugommier qu'il serait prêt, qu'il avait 25 brancards, que 80 mulets marcheraient à la suite de ses colonnes et que l'ambulance de Darnius pourrait donner les premiers soins à 150 blessés. Sûrement Augereau enlèverait la Magdelaine, et, la Magdelaine tombant, tout l'ensemble des fortifications tombait avec elle; si les Espagnols perdaient leurs positions de gauche, ils devaient lâcher celles du centre et de la droite[1].

Dugommier ne se contenta pas de cette attaque essentielle; il voulut en même temps percer ou du moins entamer la droite de l'adversaire. Sauret eut ordre de se porter contre elle avec les trois brigades qui formaient la division de gauche; il serait, au besoin, secondé par Pérignon, qui demeurait en réserve à la Montagne Noire, par la cavalerie de Dugua, par l'artillerie volante. Le centre, toutefois, resterait stationnaire jusqu'à ce que les succès de la droite et de la gauche lui ouvrissent le passage, et, en attendant, il détacherait des tirailleurs qui harcèleraient l'ennemi et soulageraient d'autant les deux ailes.

La bataille se livra le 17 novembre.

Augereau, résolu, fier du rôle qu'il jouait, convaincu qu'il déciderait le gain de la journée et qu'il enlèverait, comme il disait, les camps espagnols, sûr que ses soldats le suivraient partout jusque dans les chemins les plus périlleux, au milieu des rochers et des précipices, Augereau attaquait Courten comme Courten l'avait attaqué le 13 août, et il allait rentrer

1. Cf. Fervel, II, 182, et notes de Delbrel, 50 (*loc. cit.*); Augereau à Dugommier, 11 nov. (A. G.).

chez lui, ressaisir les positions qu'il avait alors défendues avec une si belle obstination, la Fonderie, Saint-Laurent, la Magdelaine, les hauteurs de Terradas.

Mais si, le 13 août, Augereau faisait face à l'est, Courten, le 17 novembre, faisait face au nord. Son avant-garde, établie sur la rive gauche du ruisseau de la Fonderie, observait le chemin de Darnius. Une grande redoute, la redoute de la Fita, élevée sur la rive droite de la Mouga, servait à la Fonderie de soutien et d'appui ; elle avait une garnison de 1.500 hommes, dont les 300 émigrés de la légion du Vallespir. 800 miquelets tenaient le village de Saint-Laurent. Une suite de retranchements, de redoutes, de batteries couvrait tout le revers septentrional de la Magdelaine, le col de la Salud et les hauteurs de Terradas, ou le Roc-Blanc entre Escaulas et la Guardia.

Augereau emmenait avec lui, dans son expédition, 5.000 hommes de sa propre division. 1.200 de celle du centre devaient le rejoindre. Mais ils s'attardèrent. Il les attendit quelque temps ; puis, saisi d'impatience, il partit. « Je fais filer ma division, écrivait-il à Dugommier, et, malgré ce retard, *ça ira!* »

Il avait divisé son monde en quatre colonnes. La première, composée de 2.000 chasseurs et conduite par Bon, formait l'avant-garde. Elle était suivie de trois autres, commandées par Beaufort, Duphot et Guieu. La brigade Davin, qui comptait 2.200 hommes campés à Saint-Laurent-de-Cerdans et à Coustouges, avait eu ordre de descendre à quatre heures du soir vers Saint-Laurent-de-la-Mouga et, après avoir tourné le village, de déboucher dans les gorges de Terradas à sept heures du matin.

A minuit, Augereau se met en marche. Pour éviter l'avant-garde espagnole qui surveille le chemin de Darnius, il fait un grand détour à droite comme s'il se dirigeait sur Massanet ; il s'engage dans des sentiers affreux et presque inacces-

sibles ; il remonte le Ricardell ; il passe ce torrent au pont de San-Estevan ; il chemine jusqu'à la hauteur de la Fonderie ; puis, brusquement, il se rabat à gauche vers la Mouga. Le pont de Saint-Sébastien était gardé par un faible détachement ; les éclaireurs français approchent à la sourdine ; ils répondent en espagnol à la sentinelle, ils l'égorgent et tout le piquet avec elle. Les colonnes franchissent la Mouga et pendant que Guieu s'arrête devant la redoute de la Fita, Bon, Duphot et Beaufort atteignent à cinq heures du matin la pente méridionale de la Magdelaine. Ils ont tourné le revers septentrional couronné de postes et de canons ; ils sont sur les derrières de l'ennemi, et aussitôt, malgré la fatigue, sans reprendre haleine, et dans le même silence, ils gravissent l'escarpement, 700 mètres environ. L'aube paraît. On les voit, on tire sur eux à boulets et à balles ; mais ils grimpent toujours, arrivent à la chapelle de la Magdelaine ; escalader la position et l'emporter n'a fait qu'un pour eux.

Il est sept heures du matin, et à cet instant, comme par miracle, avec une exactitude et une précision qui se rencontrent très rarement à la guerre, Davin débouche dans la gorge de Terradas. Il a marché durant quatorze heures ; il a forcé le poste de Notre-Dame-del-Fau, le petit camp de Carbonils, la redoute de la chapelle Saint-Georges ; il a pris 4 pièces de canon ; il a passé, selon son instruction, à gauche de Saint-Laurent-de-la-Mouga, et il est à l'heure convenue au rendez-vous. « Ses braves soldats, disait Augereau, ont montré autant d'intrépidité que de constance et de dévouement. »

Incontinent Augereau commande à Davin de s'établir dans la gorge de Terradas pour couper aux Espagnols le chemin de Figuières et de s'étendre par sa gauche sur le revers méridional du Roc-Blanc pour menacer leur flanc et leurs derrières. Pendant ce temps, lui, Augereau les atta-

quera de front avec les trois colonnes qui se sont saisies du plateau de la Magdelaine.

Cette fois encore, le mouvement combiné réussit. Courten, qui ne pouvait plus tenir au col de la Salud après la prise de la Magdelaine, avait reculé sur le Roc-Blanc au-dessus de Boadella. Poussé en tête par les chasseurs de Bon, débordé à gauche par Davin, il se replia sur Escaulas.

Restait la redoute de la Fita, jusqu'alors observée par Guieu. Ce général, qui n'avait d'autre mission que de partager l'attention de l'ennemi, s'était acquitté de cette tâche avec intelligence; il avait très bien utilisé le peu de monde dont il disposait, envoyé des tirailleurs en avant, ménagé le feu de son artillerie. Mais lorsque Augereau n'eut plus rien à craindre, il dépêcha la brigade Beaufort et 200 chasseurs au secours de Guieu. Après une lutte opiniâtre, les Espagnols et les émigrés de la légion du Vallespir, attaqués de tous côtés, en avant par une partie des troupes de Beaufort, sur les flancs par la brigade Guieu, sur les derrières par les 200 chasseurs, durent céder. Les uns périrent sous les baïonnettes des républicains qui se jetaient au pas de charge dans la redoute ; les autres furent faits prisonniers.

Courten recula sur Llers. Il abandonnait 2 drapeaux portugais, 28 bouches à feu, 1.500 fusils, 200 caisses de cartouches, des tentes et des bagages pour 10.000 hommes, et il laissait entre les mains des Français près de 1.200 des siens. Augereau, qui n'avait pas 100 hommes hors de combat. le fit poursuivre par ses chasseurs, qui s'avancèrent jusqu'à portée de mitraille de Notre-Dame-de-Roure. Allait-il, dans l'élan du succès, enlever le fameux plateau, la citadelle où les Espagnols se vantaient de ne craindre que Dieu ? Il y comptait bien. Dans un dernier billet à Dugommier, il écrivait qu'après avoir enlevé le Roc-Blanc, où il trouverait sûrement quelque résistance, il tomberait sur Notre-Dame-de-Roure. Mais les troupes qui s'étaient saisies de la redoute

de la Fita, ne l'avaient pas suivi. Il établit son avant-garde à la gauche du Roc-Blanc et, remarquant que le mouvement général était interrompu, il réunit sa division et fit halte.

Peu importait. A dix heures du matin, la gauche des ennemis était en une déroute complète, et Delbrel déclarait qu'on ne pouvait diriger une expédition avec plus d'intelligence et plus d'audace, qu'Augereau avait exécuté tout ce qu'il avait promis et tout ce que Dugommier lui avait ordonné.

Sauret n'avait pas eu le même succès. Selon les instructions de Dugommier, pendant que 800 chasseurs aux ordres du chef de bataillon Lanusse masquaient les redoutes de Capmany, ses trois brigades, Guillot à droite, Causse au centre, et Motte à gauche, marchaient sur Vilaortoli. L'entreprise était hardie, puisqu'il abordait de front avec 4.200 hommes une première ligne de redoutes gardée par 10.000 combattants. Il n'avait pas assez de monde pour vaincre tant d'obstacles ni pour parcourir une telle étendue de terrain. Au moins devait-il attaquer plus tôt et profiter de l'obscurité pour s'emparer des ouvrages avant le jour. Ses chasseurs s'amusèrent à tirailler pendant deux heures contre les avant-postes espagnols. La mauvaise chance se joignit aux maladresses. La brigade Guillot s'égara dans les ravins et les défilés qui sillonnent le pays. Sauret l'attendit vainement. Enfin, lorsque l'aube parut, après avoir donné le temps aux ennemis de préparer une vigoureuse résistance, il lança les colonnes Causse et Motte contre la grande redoute de Capmany. Les Français s'avancèrent intrépidement jusqu'aux palissades. Mais un feu très violent d'artillerie et de mousqueterie, et, comme dit un témoin, un feu d'enfer qui partait de tous côtés, enleva des files entières. L'adjudant-général Cazabonne, qui s'était mis au premier rang des tirailleurs, fut blessé à l'épaule. Il fallut reculer.

La cavalerie espagnole, aux cris de *Vittoria*, se jeta sur la queue des colonnes pour les charger. Elle fut rudement reçue. Les républicains coururent à elle et, après l'avoir refoulée jusque sous la mitraille des redoutes, reprirent leur mouvement de retraite avec plus d'ordre et d'ensemble qu'auparavant. Pérignon leur envoya des renforts, d'abord la brigade Banel — dont les grenadiers entrèrent dans un retranchement et enclouèrent un canon qu'ils ne purent emmener — puis les tirailleurs des brigades Martin et Rougé. L'affaire parut se renouveler, tant le feu des Français devint vif et puissant. Mais le vicomte de Gand, qui tenait les redoutes au nord de Capmany, s'était dirigé sur Cantallops, et tout près de Cantallops était le camp de Sainte-Lucie où ne restaient que 900 hommes. Craignant d'être coupé, tourné sur ses derrières, Sauret précipita sa marche rétrograde et dépêcha deux bataillons chargés de défendre son propre camp. Il allait être devancé, et déjà le vicomte de Gand entamait Cantallops, quand le bruit du canon et de la fusillade retentit du côté d'Espolla sur la gauche. C'était Victor qui venait du col de Banyuls et emportait deux redoutes en avant d'Espolla. Le vicomte de Gand, déconcerté par cette diversion et apprenant au même instant par un billet de La Union que la gauche espagnole était perdue, se replia sur Vilaortoli[1].

Dugommier, parti de son quartier d'Agullana, le 16 novembre après le souper, avait, ainsi que Delbrel, passé la nuit sous un roc non loin de Darnius, dans une grotte très profonde où logeait le général Guillaume. A quatre heures du matin, il se rendait à la Montagne Noire et se plaçait avec

1. Voir surtout, outre Fervel, II, 187-192, la notice de Delbrel, ses Notes et sa lettre au Comité, 18 nov. : la lettre d'Augereau et ses deux billets à Dugommier, 17 nov., la lettre de Pérignon, 26 nov. (A. G.) ; Marcillac, Arteche.

Delbrel à l'extrémité orientale du sommet, sur la hauteur la plus élevée, pour mieux suivre du regard les mouvements de son aile gauche et diriger la division Pérignon, sa division de réserve, qu'il avait sous la main. Toutefois, si ce point culminant était un excellent observatoire, il offrait de grands dangers. On venait d'armer dans la nuit même le poste de Mont-Roig et deux épaulements dressés sur la crête : Mont-Roig avait reçu deux obusiers de 8 pouces, et chaque épaulement, quatre pièces de canon. Sitôt qu'ils virent ces préparatifs, les Espagnols tirèrent sur la Montagne Noire. Leur artillerie était bien postée, bien servie, et faisait un feu très violent. Mais celle de leurs batteries qui molestait le plus les travailleurs français, c'était une batterie construite depuis quatre jours avec des sacs à terre en avant de la redoute dite de Passamilliaus. Augereau la craignait, et il avait fait remarquer à Dugommier qu'elle pouvait battre Mont-Roig de bas en haut. Cette batterie couvrit la crête de la Montagne Noire de boulets et d'obus. Plus de 200 projectiles tombèrent autour de Dugommier et de Delbrel, et 5 ou 6 éclatèrent à leurs pieds.

Depuis le commencement de la journée, près d'une des deux batteries qui répondaient tant bien que mal aux ennemis, Dugommier cherchait à deviner au milieu des nuages de fumée le sort de son aile gauche, et il venait d'ordonner à Pérignon d'envoyer une brigade au secours de la division Sauret. A sept heures et demie, il se retira pour déjeuner sur le revers intérieur du piton dans un petit enclos derrière un mur de pierres sèches. Il avait à côté de lui le chef de bataillon du génie Villemontès, plusieurs officiers de son état-major, ses deux fils Dangemont et Chevrigny, Boyer, Buget, Feuillant, secrétaire de Delbrel, et le nègre Patoche, son fidèle serviteur et compagnon de tous ses dangers. Delbrel, resté à la batterie, à cent pas en avant, s'occupait à manier et à pointer une pièce de canon.

Soudain, au bout d'un quart d'heure, un obus, parti de Passamiliaus, vint, après avoir ricoché sur la crête par dessus la batterie, tuer Villemontès et Dugommier. Le général, atteint en pleine poitrine, tomba mort, sans proférer une parole. De même que plusieurs de nos généraux en chef, de même que Gaston de Foix, que Turenne et Berwick, de même que deux de ses lieutenants, La Barre et Mirabel, il mourait sur le champ de bataille et, comme on dit, au champ d'honneur. La consternation de ceux qui l'entouraient fut extrême. Patoche s'était évanoui de douleur sur le corps de son maître. Dangemont et Chevrigny pleuraient leur père. Les officiers se lamentaient, se demandaient ce que l'armée allait devenir[1].

Feuillant avait annoncé la nouvelle à Delbrel. Le représentant arriva. Il dit aux officiers que l'armée, que la République faisait une grande perte; que les troupes après l'action rendraient au général les honneurs qui lui étaient dus; qu'elles pourraient alors laisser un libre cours à l'expression de leurs regrets; mais qu'en ce moment où la bataille n'était pas encore gagnée, elles ne devaient penser qu'à la patrie, et que servir la patrie, c'était venger Dugommier. Tous les témoins de cette scène crièrent : *Vive la République*.

L'instant semblait critique. Delbrel n'ignorait pas que la droite avait triomphé et que la gauche était refoulée, poursuivie : il fallait donc conserver à l'une ses avantages et por-

1. On rapporte quelquefois, d'après les *Mémoires* du prince de la Paix, que le général La Torre, voyant l'affluence du monde à la pointe orientale de la Montagne Noire, aurait fait lancer par un habile canonnier l'obus qui tua Dugommier; mais Fervel (II, 194) a constaté que Dugommier, au moment et à l'endroit où il fut frappé, ne pouvait être aperçu de l'ennemi. La mort de Villemontès, officier d'une arme spéciale, tué près de Dugommier, suscita plus tard une légende. On se souvenait sans doute que Saint-Hilaire, lieutenant général de l'artillerie, avait eu le bras emporté par le même boulet qui tua Turenne, et l'on crut que La Martillière, chef de l'artillerie de l'armée, avait été atteint aux côtés de Dugommier. Berthier disait à Napoléon que La Martillière avait été « blessé du même coup qui enlevait Dugommier à la vie ».

ter à l'autre une prompte assistance; il fallait donner à l'armée un général qui sût, tandis qu'Augereau poussait sa pointe, rétablir le combat à l'endroit où Sauret fléchissait.

Quel serait ce général? Le nom d'Augereau vint d'abord à l'esprit du conventionnel. Augereau était intrépide, superbement audacieux, bien fait pour commander en chef, et les soldats de sa division, les plus braves de la République, avaient en lui une confiance entière. Il connaissait les projets de Dugommier, son intime ami, et il saurait évidemment les développer, les mener à bonne fin. N'avait-il pas, le matin même, enlevé tous les postes espagnols? Dans un élan d'admiration et de gratitude, Delbrel résolut de déférer le commandement à Augereau.

Mais il jeta ses regards sur la gauche française si gravement compromise, et d'autres idées se présentèrent à lui. Augereau était loin, à plus d'une lieue sur la droite, et il faudrait plus d'une heure pour qu'il fût averti, plus de deux heures pour que les ordres qu'il enverrait fussent exécutés, plus de trois heures pour que la gauche reçût le moindre secours. Que les Espagnols, songeait Delbrel, profitent de leurs succès; qu'ils pourchassent vigoureusement les brigades de Sauret, et en moins d'une heure ils peuvent fondre sur La Jonquère, tourner l'armée, lui couper son unique voie de retraite, la mettre dans une position aussi périlleuse que celle où ils étaient eux-mêmes, le 30 avril et le 1er mai, au Boulou!

Cette réflexion fut pour Delbrel un trait de lumière. Elle fixa son choix. Non, Augereau n'aurait pas le commandement. Le général en chef, ce serait Pérignon. Sans doute, il ne vivait pas avec Dugommier en très bonne intelligence, et il ne savait de ses plans que l'indispensable[1]. Mais, s'il

1. En quoi Delbrel se trompait; car le 13 novembre, à quatre heures de l'après-midi, Dugommier communiquait son projet tout entier à Pérignon, auquel il avait donné rendez-vous près de la batterie *l'Invincible*.

n'avait pas l'ardente initiative d'Augereau et sa brillante témérité, il avait, selon le bruit public, plus d'expérience et plus d'instruction. Surtout il était au centre avec des troupes fraîches et pouvait, mieux qu'Augereau, diriger les opérations de l'armée entière, mouvoir l'ensemble, aider la gauche et la dégager.

A la vérité, si Delbrel avait pu, il n'aurait choisi ni Pérignon ni Augereau, car les deux hommes n'étaient pas d'accord; il les eût laissés chacun dans leur grade et à la tête de leur division en faisant venir d'une autre armée le généralissime. Toutefois, se disait-il, cette désunion ne nuirait peut-être pas au succès; Augereau chercherait à compléter sa victoire, et Pérignon ferait tout son possible pour réussir dans une entreprise dont il était responsable. Et ce fut ce qui advint.

Delbrel demanda du papier, une plume et, assis à côté du corps de Dugommier, il écrivit sur ses genoux les lignes suivantes, tout en les lisant à son entourage :

« Nous, représentant du peuple près l'armée des Pyrénées-Orientales, donnons provisoirement au général Pérignon le commandement en chef de l'armée à la place de Dugommier. Dugommier est mort. Courage, républicains! Nous avons le général à venger, la République à servir. Le général est mort; vive la République! »

L'adjudant-général Boyer porta ce billet en toute hâte à Pérignon, et il ajouta de vive voix qu'il fallait soutenir la division Sauret. Un moment après, Delbrel quittait la Montagne Noire pour se rendre à la gauche de l'armée. Il n'attendit pas ses chevaux, qu'il avait laissés au bas du revers septentrional; il descendit à pied par le revers oriental et marcha vers Capmany, longtemps et non sans fatigue. Lorsqu'il arriva, Pérignon avait secouru Sauret pour faciliter la retraite de la gauche et « par respect pour l'ordre de Dugommier, si digne de ses regrets ». Néanmoins Pérignon

n'était pas d'avis de réitérer l'attaque et de s'acharner contre des redoutes dont le feu convergent était très meurtrier et dont la prise ne décidait rien. Il fit rentrer le centre et la gauche dans leurs lignes. Quant à Augereau, il était trop loin du reste de l'armée pour que Pérignon pût concerter avec lui de nouveaux efforts. Il eut ordre de s'arrêter, et il sentait la nécessité de s'arrêter. Toutefois, lorsque Pérignon le pria d'envoyer des troupes à Mont-Roig, il répondit que Mont-Roig était, en effet, un point important où il fallait laisser une force respectable, mais qu'il n'avait pas trop de monde, qu'il occupait d'ailleurs la Fonderie, la Magdelaine, le Roc-Blanc, et que ces positions, formant potence, couvraient Mont-Roig[1].

La bataille du 17 novembre, où succomba Dugommier, était donc, malgré l'échec de Sauret, favorable aux Français. Augereau avait fait pencher la balance; il avait enfoncé la gauche des Espagnols et, par là, pris à revers le gigantesque ensemble de leurs fortifications.

Trois jours plus tard, le 20 novembre, sous le commandement supérieur de Pérignon, il emportait les positions du centre à Notre-Dame-de-Roure et à Pont-des-Moulins, pendant que Sauret et Victor enlevaient celles de gauche à Vilaortoli et à Espolla, et le 28, Figuières, que Dugommier regardait comme la plus forte place de l'Espagne, tombait aux mains des républicains.

La Union était mort dans la bataille du 20 novembre, non pas désespéré de sa défaite, comme on l'a dit, mais valeureux jusqu'au bout et encore animé du désir de résister. Il se trouvait dans la redoute de Roure lorsqu'elle fut prise: il sortit le dernier en ordonnant à ses soldats d'aller avec

1. Augereau à Pérignon, 17 nov., et Pérignon au Comité, 26 nov. (A. G.); — Cf. les notes de Delbrel, *loc. cit.*, 51-53, sa *Notice* sur Dugommier (Pineau, 729-730) et sa lettre au Comité, 18 nov. (A. G., et Pineau, 630).

lui au secours de Pont-des-Moulins. A l'entrée du sentier qui descend de Roure vers Pont-des-Moulins, il mit pied à terre. Ce fut là qu'il périt, frappé de deux balles. Les républicains arrivèrent quelques instants après : il gisait sur le sol et serrait dans une de ses mains un crucifix. On a prétendu qu'un des vaincus de Mont-Roig, auxquels il avait infligé deux mois auparavant une punition dégradante, profita du désarroi de la retraite pour lui tirer un coup de fusil. La preuve manque. Quoi qu'il en soit, le général avait été délaissé par son escorte, et son armée ignorait ce qu'il était devenu. Las Amarillas, obligé de se charger du commandement, écrivit le soir à Pérignon, qui répondit que La Union était mort, percé de deux balles, près de la redoute de Roure : « Il a, ajoutait Pérignon, non sans cruauté, il a succombé en remplissant, comme toujours, les devoirs d'un bon général, tandis que vous et vos troupes preniez la fuite ainsi que vous faites en toute occasion. » Un parlementaire vint réclamer le corps du général. Mais Pérignon, Augereau, Delbrel se rappelaient que les Espagnols avaient profané le tombeau de Mirabel et mutilé son cadavre. Pérignon refusa de rendre la dépouille de La Union. « Qu'avez-vous fait, disait Delbrel, des restes de Mirabel? » Pourtant, au bout de plusieurs jours, le corps de La Union fut remis à son père, le duc de San Carlos[1].

Ainsi, dans cette bataille de la Montagne-Noire ou, comme on la nomme, des lignes de Figuières, les deux généraux en chef avaient péri. Pareillement, le 13 septembre 1759, Montcalm et Wolfe tombaient en même temps devant Québec. « Dugommier, s'écriait en 1798 un ancien officier de l'armée des Pyrénées-Orientales, rendit son dernier soupir dans les

1. Il fut d'abord enseveli sur le sommet de la montagne du Roure, au lieu même où il était mort et où se voit encore aujourd'hui la pierre funéraire ; le 12 décembre 1795, ses restes furent transportés à Barcelone dans le caveau du monastère Saint-François ; ils disparurent vers 1835 lorsque le couvent fut détruit.

bras de la victoire, tandis qu'à très peu d'intervalle son fier rival expirait dans le sein de la défaite, emportant avec lui la certitude de l'entière destruction et de la honte de son armée[1] ! »

Delbrel avait ordonné que Dugommier serait enseveli à Bellegarde. Le 19 novembre, à onze heures du matin, en présence de plusieurs officiers, le glorieux mort fut enterré au pied de l'arbre de la Liberté dans un bastion de cette forteresse qu'il avait rendue intacte à son pays. Quelques jours plus tard, le 28 novembre, le général Despinoy paraissait à la barre de la Convention et priait l'Assemblée d'élever un monument dans le fort de Bellegarde à celui qu'il nommait un héros et un sage. « Quel Panthéon, disait-il, est plus fait pour sa cendre que cette enceinte? Avec quel saint respect s'approcheront ses frères d'armes de la tombe qui renfermera leur chef et leur ami? Avec quel sentiment ils iront jurer sur son urne de l'imiter, de le venger! » Milhaud appuya la proposition de Despinoy : « L'ombre de Dugommier planera sur la montagne voisine de Bellegarde; elle excitera nos soldats à ne jamais rétrograder; ils se souviendront que son dessein était de porter son camp, cet hiver, sous les murs de Barcelone, qu'une seule bombe jetée dans les immenses magasins de cette place l'eût fait rendre aussitôt et que rien n'aurait plus arrêté sa marche sur Madrid! » La demande fut renvoyée au Comité de l'instruction publique et oubliée.

En 1800, lorsque le premier Consul eut décidé qu'un monument serait élevé dans chaque chef-lieu à la mémoire des braves du département morts pour la patrie et la liberté, le Conseil général des Pyrénées-Orientales obtint que les cendres des généraux Dugommier et Dagobert, déposées à Bellegarde et à Montlouis, seraient transférées à Perpignan.

1. Discours du capitaine Albert au Directoire, 23 mai 1798; — Cf. Pineau, 651.

La cérémonie se fit le 2 août avec la plus grande pompe. Les deux bières furent placées sous les fondements d'une colonne qui devait se dresser sur la place de la Liberté et porter cette inscription : « Aux mânes des généraux Dugommier et Dagobert adotpés par la reconnaissance du département des Pyrénées-Orientales. » En 1821, les restes des deux généraux furent exhumés et portés au cimetière de Perpignan ; ils y sont encore, au centre de la grande allée transversale, sous une pyramide de pierre où leur nom a été gravé [1].

Napoléon se souvint que Dugommier avait fait sa fortune. Dugommier avait demandé et obtenu pour lui le grade de général de brigade en disant que « ce jeune homme s'avancerait tout seul, si l'on était ingrat envers lui ». Il voulait l'emmener à l'armée des Pyrénées-Orientales, et il parlait si souvent du Corse qui commandait l'artillerie devant Toulon que les officiers généraux envoyés de la frontière d'Espagne à celle d'Italie avaient la plus haute idée des mérites de Bonaparte.

Aussi Napoléon aimait-il Dugommier, l'estimait, l'appelait son ami. Il ne prononçait le nom de Dugommier qu'avec gratitude. *Frédéric* et *Dugommier* fut le premier mot d'ordre du consul. Il éleva dans la grande galerie des Tuileries la statue de Dugommier, et il nomma « redoute Dugommier » une des batteries du Helder. Il légua 100.000 francs aux enfants du général, et il assurait qu'il payait ainsi les marques d'affection et d'amitié que lui avait données, en 1793, le chef de l'armée révolutionnaire. Même avant Sainte-Hélène, il fit aux Dugommier tout le bien qu'il put.

1. Cf. Pineau, 640-658. Ajoutons que la Convention avait décrété le 25 novembre 1794, à la nouvelle de la mort de Dugommier, que le nom du général serait inscrit sur la colonne élevée au Panthéon à la mémoire des défenseurs de la patrie.

Le général avait laissé sa femme à la Guadeloupe et fait venir sur le continent ses quatre fils et ses deux filles, et le 25 août 1795, sur le rapport d'Aubry[1], la Convention décrétait de secourir la famille de Dugommier : la veuve recevrait une pension annuelle de 3.000 livres ; le fils aîné, prisonnier en Angleterre, serait échangé, et le Comité de salut public pourvoirait à son avancement militaire, ainsi qu'à celui des deux autres fils qui servaient dans l'armée ; une pension annuelle de 1.500 livres serait accordée au quatrième fils et aux deux filles. Mais ce décret resta lettre morte. Le premier Consul l'exécuta. Par un arrêté de l'an IX, la veuve de Dugommier reçut à compter de la mort de son mari une pension de 3.000 francs, et lorsque Leclerc partit pour Saint-Domingue, il eut ordre de faire rendre aux héritiers de l'héroïque créole leurs « fermes d'habitation, manoirs et magasins ».

Le malheur, à vrai dire, s'abattit sur cette famille. Quand les Anglais prirent la Guadeloupe, ils emprisonnèrent Mme Dugommier et séquestrèrent les biens qui lui restaient : elle tomba dans une misère affreuse. Le premier Consul la tira de la détresse ; mais dans les nouveaux troubles de la colonie, elle perdit sa fortune ; affaiblie par la souffrance

1. Le rapport d'Aubry ne fait que reproduire la lettre écrite d'Agullana, le 18 novembre 1794, au président de la Convention par l'adjudant-général Boyer fils ; Boyer décrit « la triste situation de la famille de Dugommier » et assure qu'il a été honoré de la confiance du général, qu'il a connu « ses ressources et ses facultés », qu'il peut « donner des renseignements exacts ». Ce Boyer ne devint pas général, et voici ce que nous avons, non sans peine, trouvé sur lui. Antoine-Alexandre Boyer, né le 8 novembre 1763, capitaine au 5e bataillon de la Gironde en 1791, aide de camp des généraux Antoine Rossi et Dornac, nommé adjudant-général chef de bataillon par les représentants devant Toulon (20 décembre 1793) et breveté dans ce grade par le Comité (29 août 1794), resta chef de bataillon sous le Directoire et l'Empire et commanda successivement le 1er bataillon allemand en l'an IX, la 1re légion de gendarmerie à Saint-Domingue et le 1er bataillon colonial ; accusé de malversations, il dut quitter l'armée, mais rentra comme chef de bataillon au service de Naples, et sous la Restauration on le voit lieutenant du roi à Gravelines et colonel d'état-major.

et, dit-elle, tracassée par les extravagances de son gendre, elle mourut en 1810.

Elle avait donné au général trois fils et une fille. Cette fille, Claire-Antoinette dite Justine, née en 1766, était l'aînée de la famille. Durant la Révolution elle vécut à Marseille où un citoyen Garnier, ami de son père, prenait soin d'elle, et le 25 septembre 1800, Bonaparte priait le ministre de l'intérieur de procurer au généreux Garnier un emploi à Marseille même. Justine venait d'épouser dans cette ville un compatriote, nommé Dumoutier, capitaine d'une compagnie de vétérans. Dumoutier obtint le grade de colonel et en cette qualité commanda la place de Lille. Mais Napoléon, qui le savait infirme et incapable, refusa toujours de le nommer général, et peut-être Dumoutier avait-il, comme disait sa belle-mère, une tête affectée. Envoyé en 1801 à la Guadeloupe pour y être commandant d'armes, il regagna la France deux ans plus tard et fut mis en réforme, puis, par exception et en considération des sacrifices qu'il avait faits à la famille Dugommier, pourvu d'une solde de retraite. Il mourut en 1819, à Saint-Pierre de la Martinique. Sa femme, rentrée dans sa ville natale, à la Basse-Terre, épousa en secondes noces, à la fin de 1820, un capitaine d'artillerie du nom de Collet et mourut en 1833 sans laisser de postérité.

Les trois fils de Dugommier et de Marie-Dieudonnée Coudroy-Bottée se prénommaient, le premier, Jacques-Germain-François; le deuxième, Jacques-François-Germain, dit Dangemont; le troisième, Jacques-François, dit Chevrigny.

L'aîné, Jacques-Germain-François, sous-lieutenant au 4e régiment d'infanterie, puis commis d'administration de 3e classe à la Guadeloupe, fut pris par les Anglais à la fin d'octobre 1793 sur le cutter qui le portait aux îles du Vent et mourut en captivité.

Le deuxième fils, Dangemont, sous-lieutenant au 14e régi-

ment d'infanterie, puis adjoint à l'état-major, puis adjudant-général chef de bataillon, revint aux Antilles en 1796, après avoir fait les campagnes des Pyrénées. De retour en 1798 sur le continent, il fut employé comme adjudant-général chef de brigade à Belle-Isle-en-Mer. Frappé d'aliénation mentale et traité à Charenton, il obtint à la fin de 1801, lorsqu'il fut rétabli, sa nomination d'adjudant-commandant à la Guadeloupe. Sur l'avis de Decrès, qui remarqua qu'il était malade et incapable de résister aux fatigues de la traversée, l'arrêté fut rapporté. Dangemont écrivit alors à Bonaparte, supplia le consul de le renvoyer dans ses foyers, de ne pas le laisser plus longtemps à Paris, cette « ville immense et pernicieuse », et Bonaparte ordonnna qu'il irait à la Guadeloupe. Mais le malheureux Dangemont eut un nouvel accès de folie. Il mourut à l'hôpital du Val-de-Grâce, entre 1810 et 1814.

Le troisième fils, Chevrigny, volontaire au 2e bataillon de Paris, puis sous-lieutenant au 14e régiment d'infanterie, aide de camp de son père, adjudant-général chef de bataillon à l'armée des Pyrénées-Orientales, avait, disait Lamer, une grande bravoure, mais « il était de toute nullité pour ce qui concernait les détails d'un bureau de division territoriale ». Sur la recommandation de Châteauneuf-Randon, qui sollicitait pour lui une place de chef d'escadron, Chevrigny fut envoyé en 1796 comme adjudant-général chef de brigade à l'armée d'Italie, et mis à la tête de l'état-major de la 1re division de cavalerie. Par malheur, dans son grand rapport du 20 décembre, Clarke le jugea dépourvu de talent, ivrogne et peu probe. Il n'eut plus d'avancement. Blessé au passage de la Berezina, il mourut prisonnier à Saint-Pétersbourg. Sa veuve eut par exception une pension de 600 francs.

Dugommier avait, en outre, de deux femmes de couleur, une fille naturelle, Augustine, et un fils naturel, Désiré.

Augustine, qui vivait auprès de sa sœur Justine à Marseille, mourut prématurément.

Désiré, nommé par la suite Adonis, élevé dans une maison d'éducation à Belleville, puis au prytanée de Compiègne, entra dans la marine en 1801. Dépité de n'avoir pas obtenu le grade d'enseigne de vaisseau, il donna sa démission pour servir dans l'infanterie. Lieutenant en 1819, capitaine en 1825, il prit sa retraite en 1838, après avoir fait les campagnes de Belgique et d'Algérie. Avec lui s'éteignit le nom de Dugommier[1].

1. Voir sur la famille de Dugommier notre troisième volume de *la Jeunesse de Napoléon*, et surtout le livre de Pineau, 668-711, ainsi que son article de *la Nouvelle Revue rétrospective*, 10 nov. 1902.

CHAPITRE XVII

DUGOMMIER

Le général révolutionnaire. — Ses services. — Sa prudence parfois extrême. — Ses vertus. — Maintien de l'ordre et de la discipline. — Système de justice militaire. — Critique franche et hardie des mesures du gouvernement. — Les clabaudeurs de clubs. — Bartagnac. — Peyron. — Les clubistes de Montpellier. — Dugommier, père des soldats. — Avancement des officiers. — Buget. — Autres qualités de Dugommier. — Ses propos plaisants. — Son esprit. — Sa bonté. — Sa modestie. — Jugements d'Augereau et de Napoléon.

Dugommier est un officier de l'ancien régime : il a pris part à la guerre de Sept Ans ainsi qu'à la guerre de l'Indépendance américaine; il connaît le métier militaire; il a conquis dans les grades inférieurs, sinon la réputation, du moins l'expérience. Lorsqu'il commande des armées, il a déjà dépassé la maturité. Toutefois il est encore vert et vigoureux, il porte gaillardement ses cinquante-cinq ans, et, de même que deux de ses compagnons d'armes aux Pyrénées-Orientales, Dagobert et La Martillière, de même que Dumouriez, il offre l'exemple d'un général qui, malgré son âge, résiste aux fatigues et déploie activité, vivacité, énergie.

Il convient à son armée. Ce créole des Antilles a les passions ardentes qui sont nécessaires en ces temps d'orages. Il a lutté contre les royalistes à la Martinique. L' « ami du peuple », Marat, le recommande, et Robespierre loue son civisme. Il est membre de la Convention et il tient le même langage que ses collègues de l'assemblée. A l'armée des Pyrénées-Orientales, il approuve les arrêtés de Milhaud et

de Soubrany installant le tribunal militaire révolutionnaire et faisant de sanglants exemples sur les états-majors de 1793. « La justice nationale, dit-il, démontre publiquement sur l'échafaud qu'elle est terrible aux mauvais citoyens », et il déplore que plusieurs officiers aient été victimes des « intrigues » de Barbantane et de Bernède. N'est-il pas en relations cordiales avec nombre de représentants, avec Chaudron-Roussau, avec Albitte, avec Jeanbon Saint-André? Il nomme Chaudron-Roussau un « chaud et bon montagnard », et lui-même se pique d'être ce qu'est Chaudron-Roussau. Il complimente Albitte qui sait être aussi redoutable aux ennemis de l'intérieur que l'armée des Pyrénées-Orientales aux Espagnols : « Brave représentant, lui écrit-il, charge au dedans, je chargerai au dehors. » Il regrette de n'avoir pu embrasser Jeanbon Saint-André à Narbonne et il le félicite d'avoir si efficacement contribué par sa présence aux succès maritimes de la République : « Que ne puis-je me partager et frapper avec toi l'Anglais sur terre et sur mer! L'Espagnol s'efforce de conserver l'empire qu'il usurpa sur la Méditerranée; c'est à toi, c'est à nos braves marins de le lui faire perdre, et nous terrasserons ainsi son orgueil sur l'un comme sur l'autre élément. » Il est toujours, comme on disait, à la hauteur. Lorsqu'il soumet Toulon, il se réjouit d'avoir relevé la liberté et l'égalité dans le midi de la France, d'avoir « vengé la volonté générale d'une volonté partielle et gangrenée ». Il est robespierriste avant le 9 thermidor : il écrit alors au Comité : « Sauvez-nous des factieux, des intrigants, des athées; fondez sur la vertu le triomphe de la République », et il s'indigne que la *Gazette de Madrid* accuse Robespierre de viser à la dictature, qu'elle relate avec déplaisir que « Danton et les chefs de la dernière conspiration ont été guillotinés ». Après le 9 thermidor, il applaudit au châtiment des « tyrans », qui expient sur l'échafaud les « vues criminelles de leur extravagante

ambition ». Il méprise les émigrés, il les abhorre, il les qualifie volontiers de « scélérats ». Lorsqu'il dresse la capitulation de Collioure, il somme le général Navarro de lui livrer ces « rebelles », ces « traîtres », connus sous le noms d'émigrés. Dans la correspondance qu'il échange avec La Union sur l'exécution de la convention, il reproche au gouvernement espagnol de se laisser guider par des scélérats qui se sont révoltés contre la patrie : « Ils n'ont d'autre tactique que de nous charger des atrocités qu'ils commettent eux-mêmes, ils disent que nous sommes inhumains et cruels ; ils nous combattent plutôt par les mauvais conseils qu'ils vous donnent que par le courage qu'ils devraient montrer à la tête de vos bataillons ». Après la capitulation de Bellegarde, il traduit au tribunal de l'arrondissement une famille originaire de Céret, qu'il a trouvée dans la place et qui lui paraît suspecte. Il enjoint à Charlet de faire fusiller, conformément à la loi, un émigré pris les armes à la main. Quand il annonce au Comité que Lannes a dispersé des émigrés et capturé le capitaine Caillet, « ce scélérat, dit-il, a été fusillé aux cris de Vive la République[1] ».

Il reconquit Toulon et les places des Pyrénées-Orientales. Dans les années 1793 à 1794, nul général ne rendit peut-être plus de services. Devant Toulon, il a, du premier coup d'œil, jugé Bonaparte ; il a, dès son arrivée, compris le plan du jeune chef de bataillon, et ce plan, il l'a fait sien, il l'a vigoureusement exécuté. Aux Pyrénées-Orientales, il a réorganisé l'armée, il l'a disciplinée et lui a rendu la confiance, il lui a communiqué sa propre activité, sa propre assurance, et après avoir entièrement dissipé la terreur qu'inspiraient aux soldats de récents désastres, il l'a

1. Dugommier aux représentants, 13 février 1794 ; — à la Commission des armées, 25 mai ; — à Albitte, 19 février ; — à Jeanbon, 6 août ; — au Comité, 11 avril et 16 octobre ; — à Charlet, 9 oct., etc. (A. G.). — Cf. Mémoire sur la prise de Toulon ; — *Mon.*, 24 août 1794 ; — et Vidal, III, 301.

menée, cette armée, ardente, valeureuse, pleine du sentiment de sa force, à la bataille du Boulou, la plus belle des batailles qu'elle ait gagnées; il l'a menée à la reprise de Saint-Elme, de Port-Vendres, de Collioure, de Bellegarde et, si la mort ne l'eût frappé, il aurait emporté la ligne des retranchements espagnols et, comme Pérignon, son successeur, qui ne fit qu'achever ce qu'il avait commencé, obtenu sur une simple sommation la reddition de Figuières. Mais Bonaparte fut bientôt aux yeux des contemporains le preneur de Toulon, et la campagne de 1794 a été peu connue. Dugommier luttait obscurément et à l'écart, loin de l'est et du nord, loin de cette frontière du Rhin vers laquelle se tournait l'attention et se fixaient les regards. « Nous payons, disait-il au Comité, le tribut de l'extrême distance où nous sommes[1]. » Même après sa mort, il a payé ce tribut. Ainsi que son armée, son nom est resté dans l'ombre, et la gloire a répandu tous ses rayons sur d'autres armées et d'autres généraux, sur d'autres et plus grands théâtres, sur d'autres champs d'opérations moins reculés. Dugommier n'a pas fait, à proprement parler, la guerre d'invasion, la guerre de conquête, la guerre alerte, confiante, entraînante, pleine d'élan et d'enthousiasme, la guerre au pas de charge. Il a fait la guerre de défense, la guerre de résistance et de reconquête, sombre, lente, pleine de défiance et d'inquiétude. Et pourtant n'est-il pas plus honorable de chasser l'étranger et de délivrer le sol national que de franchir la frontière et d'envahir le pays ennemi? Dès le lendemain de la Montagne Noire, l'adjudant-général Boyer n'écrivait-il pas à la Convention que la République devait l'évacuation de son territoire aux sages dispositions de Dugommier, et que le vainqueur de Toulon, du Boulou, de Collioure et de Bellegarde méritait justement d'être appelé le *libérateur du Midi?*

1. Dugommier au Comité, 16 octobre 1794 (A. G.), et Pineau, 599.

On lui reprochera des hésitations, des défaillances. Devant Toulon, à l'heure décisive, et lorsque ses colonnes attendaient le signal de l'assaut, il eut un instant d'angoisse. Après le Boulou, il ne profita pas de la victoire. Un de ses officiers, dont le jugement a du prix, dit qu'il sut s'arrêter à propos et qu'en lui l'expérience tempérait l'ivresse du succès[1]. Non. Il eut tort de s'attarder aux sièges des forteresses lorsqu'il pouvait fondre sur les Espagnols et les disperser de nouveau. Il déclarait au 1er octobre que ses troupes avaient à combattre des privations de toute espèce et qu'il leur serait impossible de faire deux lieues en avant. Et cependant, six semaines ensuite, lorsque leur situation avait certainement empiré, elles s'ébranlaient pour vaincre l'Espagnol; elles pouvaient donc remporter cette victoire plus tôt.

Prudent, circonspect, méthodique, persuadé que la patience seule, comme il s'exprimait, fait triompher des plus grandes difficultés[2], Dugommier redoutait de se compromettre, de s'engager trop loin. Il calculait avec scrupule et minutie les moyens dont il disposait, et il ne comptait pas assez sur les chances heureuses qui se présentent toujours.

Si vif qu'il fût et malgré l'ardeur de son sang guadeloupéen, il n'était pas, du moins à la tête d'une armée, entreprenant et avide d'action. Il disait volontiers qu'il suspendait ses coups pour les rendre plus terribles; mais il laissa parfois échapper l'occasion de frapper. Le sentiment de la responsabilité, de l' « effrayante responsabilité », l'accablait, l'écrasait presque. Il était âgé; il avait connu la misère, subi de cruelles épreuves, et, de son aveu, des contrariétés désespérantes, et lorsqu'il eut en main le commandement, sa fougue naturelle s'amortit. Il n'avançait qu'avec précaution et après s'être assuré que rien ne lui faisait défaut; il

1. Le capitaine, plus tard général, Albert, dans son discours du 23 mai 1798 au Directoire.

2. Lettres à Grandvoinet, 21 mai, et au club de Cahors, 1er octobre 1794 (A. G.).

craignait à tout instant d'être arrêté dans l'exécution de ses projets par un obstacle soudain, par la pénurie de poudre, par le manque de munitions ou de fourrages[1].

De là cette mesure qu'il porte le plus souvent dans ses actes, et les conseils de modération qu'il donne aux représentants. De là ses recommandations à ses lieutenants : « Point d'excès d'ardeur, écrit-il au général Guillaume, point d'attaque sans fruit », et il marquait au Comité, après la reddition de Bellegarde, qu'il pourrait enlever plusieurs postes, mais qu'il répugnait aux expéditions qui « n'ont aucun but bien saillant et bien profitable », qu'il « aimait mieux conserver ses moyens pour de plus grandes aventures ». De là le tour sentencieux de ses lettres et de ses rapports ; de là, dans ses propos et ses harangues, malgré la chaleur de son âme et sa facilité d'élocution, quelque chose de simple et de court, nulle diffusion, nulle exubérance de mots. Dugommier, raconte un contemporain, « disait bien, assez et jamais trop[2] ».

Il avait pourtant des parties de l'homme de guerre. Divers témoins nous apprennent comment il entendait le métier de général en chef. Il demandait conseil à ses divisionnaires : « Fais-moi connaître, écrit-il à Pérignon pendant l'affaire du Boulou, ce que tu penses de plus convenable pour tirer parti des troupes qui sont dans l'inaction. » Pareillement il n'hésitait pas à consulter les membres de son état-major : ils avaient tous du talent et des connaissances ; il savait ce qu'ils valaient, puisqu'au cours d'une campagne, comme il disait, l'incapacité, l'insouciance, le goût de l'intrigue et les vices qui nuisent au bien public ont le temps de se montrer à découvert. Il prenait donc leur avis, quel que fût leur

1. Voir plus haut, 271, 298, 311, 376, 400, 411, et se rappeler les reproches que lui fait Arteche, 356 et 370 (*apatía, inaccion injustificable*).

2. Dugommier à Guillaume, 22 septembre, et au Comité, 8 octobre (A. G.) ; — mot de Desdorides.

grade, et il avouait de très bonne grâce qu'il faisait ses plans avec eux et qu'ils pouvaient revendiquer leur part dans le succès. Après le dîner, tandis que ses compagnons se mettaient à l'aise, il s'enfermait dans son cabinet, et au bout de quelques instants il reparaissait pour distribuer le travail du lendemain. Ses ordres devaient être exécutés sur-le-champ et sans nul délai : « Tout ce qui se fait dans mon bureau, disait-il, n'éprouve aucun retard[1]. » Il voyait les choses de haut et en masse; il dictait les mesures d'ensemble et laissait le détail à ses lieutenants. « Les détails, assurait-il, ne font pas gagner les batailles[2] », et il mandait à Pérignon : « C'est aux circonstances, c'est aux dangers à régler ta conduite », ou encore : « Tu prendras conseil de l'événement[3] ».

A vrai dire, il est plus grand par ses vertus que par ses victoires. En ces temps difficiles il sut, sans se faire haïr par trop de sévérité, maintenir l'ordre et la discipline. « Que d'abus, s'écriait-il, résultent de l'inobservation de la hiérarchie militaire ! » D'un ton ferme et digne il invoquait l'attention et la vigilance du Comité. Des officiers arrachaient aux représentants des commissions inutiles qui les éloignaient de l'armée, et ils partaient sans même avertir le général en chef de leur destination nouvelle. « N'est-ce pas à moi, disait Dugommier, à juger des circonstances qui nécessitent l'envoi de ces officiers, et ne suis-je pas le premier qui doive être informé de leur départ[4] ? »

Il apprend un jour que le commissaire des guerres Guérin refuse, malgré ses ordres, de distribuer des souliers. Il s'ir-

1. Dugommier au chef du 6e bataillon de la Drôme, 22 déc. 1793 (A. G.; et Pineau, 802).
2. Notice d'Audouin (*Rédacteur* du 7 brumaire an VII ; — et Pineau, 736).
3. Dugommier à Pérignon, 13 août 1794, et instruction à la veille du Boulou (A. G.) : « Consulte, écrivait-il à Martin le 30 avril, les événements et les localités » ; cf. au Comité, 16 oct.
4. Dugommier au Comité, 3 et 14 novembre 1794 (A. G.).

rite. Est-ce la peine d'obtenir tout exprès une décision des représentants? Un général en chef peut-il faire le bien puisqu' « il est sans cesse entravé par de petites autorités »? Et il commande d'arrêter Guérin. Un brigadier de gendarmerie est chargé de cette mission. Il ne l'exécute pas; il revient avec une lettre du commissaire-ordonnateur qui justifie Guérin. Et Dugommier fait arrêter le brigadier[1].

Il souhaitait à ses troupes « un peu plus de moralité » et il s'efforçait de « donner à la discipline un caractère imposant », parce que les excès « font gémir l'humanité et révoltent la nature », parce que la licence déshonore les armées et les ruine entièrement, parce que le brigandage, dit-il encore, ternit leur réputation et finit par les dissoudre[2].

Le système de justice qu'il désirait établir en 1794 assurait la répression prompte et immédiate des délits. Il remarquait que les prisons regorgeaient de prévenus et que le tribunal, qui ne pouvait suivre l'armée, acquittait, faute de preuves, la plupart des délinquants au préjudice de la discipline. Pourquoi donc chaque bataillon n'avait-il pas sa police particulière, son jury composé de sept membres, un capitaine, un lieutenant, un sous-lieutenant, un sergent, un caporal et deux fusiliers, qui connaîtrait des délits militaires et sans délai appliquerait la loi? « Certains excès, écrivait-il, doivent être punis aussitôt que commis et prouvés, et il n'y aura jamais de moralité chez ceux qui portent les armes tant que les exemples d'une juste sévérité ne marcheront pas à côté d'eux[3]. »

En plusieurs occasions il n'hésita pas à blâmer les mesures

1. Dugommier à Lamer, 6 nov. 1794 (A. G.); — Guérin, mis au Castillet, fut relâché le 13.

2. Dugommier au Comité, 11 mai 1794; — aux représentants, 3 juin; — à la Commission des armées, 23 sept. (A. G.) : « Une certaine moralité, dit-il, est nécessaire à la conservation d'une armée. »

3. Dugommier aux représentants, 3 juin; — au Comité, 3 août; — à la Commission des armées, 23 sept. et 25 octobre (A. G.).

du gouvernement. Il s'élevait avec énergie contre cette manie qu'avaient le Comité et le Conseil exécutif d'envoyer des commissaires qui devaient tout faire en un tour de main et qui ne faisaient rien ou qui n'effectuaient qu'à grands frais ce qui pouvait s'exécuter avec des moyens pris dans l'armée même et sans dépenses extraordinaires. « Une chose qu'on ne conçoit pas, écrivait-il au Comité, c'est qu'avec tant de moyens pour faire aller la machine, elle reste si souvent en arrière. Il y a partout une nuée d'agents de toute espèce, de surveillants à l'infini et de commissaires envoyés à droite et à gauche aux frais de la République; ils parlent beaucoup, proposent sans cesse, paraissent tout faire et ne font rien. Rien n'avance qu'à la longue et la République se ruine par mille faux frais. » Il avait dans son armée un commissaire chargé de l'échange des prisonniers. Pourquoi? Cet intermédiaire n'était-il pas inutile? Le général en chef n'était-il pas le commissaire naturel? « Je vous jure, s'écriait Dugommier, qu'il me tarde bien de vous dire : *Citoyens représentants, la République a triomphé; renvoyez tous ces mangeurs-là*[1] ! »

Il combattit avec la même vigueur les clabaudeurs et aboyeurs de clubs. Un officier avait dénoncé le brave d'Arancey à la Société populaire de Perpignan. Dugommier pria les représentants de sommer ce « malveillant », ce « véritable désorganisateur » de prouver son dire ou de subir la peine des calomniateurs : « En grâce, délivrez-nous de ces frelons, qui veulent coûte que coûte se nourrir du miel des abeilles. Le bon ordre, l'union, la confiance règnent dans l'armée que vous surveillez; au nom de la patrie, je vous conjure de les y maintenir[2]. »

Il y avait alors à l'armée des Pyrénées-Orientales un

1. Dugommier au Comité, 17 février et 7 juillet (A. G.); — Cf. l'affaire de la fonderie de Saint-Laurent de la Mouga, p. 368.
2. Dugommier aux représentants, 25 avril (A. G.).

jeune homme au cerveau fumeux et à la tête détraquée, Jean-François Maidieu-Bartagnac, fils d'un des plus riches propriétaires du Lot-et-Garonne, un des membres les plus ardents du club de Villeneuve-sur-Lot, volontaire au 3e bataillon de la Dordogne, puis adjudant de l'artillerie dans la légion des Pyrénées. Il se disait le second Marat de la République et il envoyait à Paris des plans de campagne et des détails sur l'Espagne où il prétendait avoir servi. Armer les galériens, exciter les Marocains à la révolte et les jeter sur Madrid, piller les églises d'Espagne et, avec les cent milliards qu'on y trouverait, rétablir les finances françaises, créer une ligne de ralliement général qui porterait des forces infinies sur le point attaqué, tels étaient quelques-uns des projets de ce fou, qui se proclamait une « grande âme » et « un génie inventeur ». Il demandait de l'avancement et il l'obtint : il fut employé à l'état-major de Marbot et de Dagobert, et il devint adjudant-général chef de bataillon et commandant de la place de Leucate. Or Bartagnac, entraîné par son zèle révolutionnaire, écrivait un jour à Paris qu'il fallait expulser de France les ecclésiastiques et les nobles, et il accusait d'aristocratie des officiers qui s'étaient signalés à l'armée des Pyrénées-Orientales par leurs mérites. Dugommier, informé, s'indigna : « Je connaissais Bartagnac pour une pauvre tête, mais je ne lui connaissais pas un mauvais cœur. Sa lettre est pleine de faussetés et de calomnies. Il dénonce des citoyens dont il n'atteindra jamais le mérite et qui seraient une vraie perte. C'est un ex-moine et il vous dit tout haut de chasser les prêtres. Il vous dit encore de chasser les ci-devant. Il y a toute apparence que ce moine défroqué convoite la place de quelqu'un. Mais si quelqu'un mérite d'être destitué, assurément, il doit avoir la préférence, car je suis à même de vous envoyer contre lui la dénonciation d'un chef de bataillon qui prouve qu'il est incapable de rien commander. » Plusieurs jours après,

Bartagnac était suspendu par le représentant Chaudron-Roussau[1].

Le général Peyron, d'abord gouverneur de Perpignan, avait accompagné Doppet en Cerdagne. Fatigué de ce séjour dans les montagnes, il avait sollicité le commandement de Montpellier en prétextant qu'il était malade et avait besoin de se reposer. Dugommier répondit par un refus; mais afin de rester sur les derrières et de ne plus servir aux avant-postes, Peyron se fit charger par le représentant Chaudron-Roussau d'une mission qui était celle d'un gendarme et non d'un général : il devait poursuivre les déserteurs et les ramener à leur corps. Durant sa tournée, il vint à Montpellier pour se divertir. Dugommier lui ordonna de regagner la Cerdagne : il répliqua qu'il partait pour Paris, qu'il craignait les neiges de Puycerda et qu'il avait demandé à Soubrany la permission de s'éloigner. Il allait en réalité dénoncer son chef, et déjà le dénonçait partout, l'accusait de traîner en longueur le siège de Bellegarde. Dugommier fut irrité. L' « indigne conduite », le « dessein pervers », les « odieuses menées », le « délire », l' « atrocité » de ce Peyron qui vou-

1. Lettre de Dugommier, 25 mai (A. G.). — Quel singulier personnage que ce Bartagnac ! Il se vantait plus tard d'avoir « débloqué l'armée française cernée par la cavalerie espagnole », d'avoir « paralysé, au moyen de ses machines d'artillerie », la flotte ennemie qui tentait un débarquement, d'avoir « sonné à la tête de l'artillerie volante le tocsin de la victoire ». Il proposait à Napoléon un plan de descente en Angleterre. D'Agen, le 2 janvier 1814, il demandait à Clarke le commandement général de toutes les gardes nationales du Midi : « De mon temps, ajoutait-il, point de cartouches ; des baïonnettes seules, mais couvertes de lauriers ! C'est avec mes principes que vous battrez les Russes et les Espagnols ! » Il avait dit à Napoléon que « les constellations du firmament seraient glorieuses de se resserrer pour placer au milieu d'elles son nom immortel ». Le 26 octobre 1815, de Villeneuve-sur-Lot, il offre de se rendre à Sainte-Hélène ; il lui faut « deux frégates accompagnées de vingt machines infernales, bien supérieures à celles que nous fîmes à Paris au 18 nivôse... Avec une pareille machine, si Sainte-Hélène résistait à me donner l'usurpateur, elle cesserait bientôt d'exister. Que de gloire d'opérer la mort de ce bourreau des nations, qui m'a tenu pendant trois mois dans les prisons de la Police générale et de Saint-Denis comme complice de l'immortel Georges et du brave général Moreau ! »

lait le perdre dans l'opinion et lui ravir la confiance qu'il était alors si nécessaire de conserver, le mirent hors des gonds. Non, il ne resterait pas à l'armée si l'on ne faisait un exemple, si l'on ne punissait cet homme d'une immoralité reconnue, ce militaire insubordonné! Il lança un ordre d'arrestation contre Peyron; il mit Boyer à ses trousses. « Voilà, s'écriait-il, le premier acte de rigueur que j'exerce depuis que je commande! Mais ne faut-il pas venger la loi, rétablir dans toute sa vigueur la discipline méconnue par celui qui devait le premier l'observer? » Et dans la douleur qui se mêlait à sa colère, « Peyron, ajoutait Dugommier, n'a aucun motif particulier de récriminer contre moi. Il me faut donc soupçonner des ressorts secrets. Dès lors il est temps que je me retire et que je cède une place que l'on convoite avant que l'orage ne me culbute[1] » Le 10 octobre 1794, le Comité destituait Peyron[1].

C'est ainsi que Dugommier faisait son devoir, suivant sa propre expression, en dépit des malveillants et des intrigants. Les clubistes de Montpellier avaient complaisamment accueilli les dénonciations de Peyron. « Je me f..., écrivit Dugommier au général Massol, de leurs conciliabules, et je leur donnerai sur le nez partout où je les rencontrerai. Tu peux dire à ceux que tu connais à Montpellier, et qui se donnent des airs de surveiller ma conduite à quarante lieues de moi, qu'ils aient le courage de venir à l'avant-garde de l'armée où ils me trouveront. C'est bien là où ils pourront faire assaut de patriotisme et non à la Comédie de Montpellier. » Les dénonciateurs redoublèrent d'audace. Dugommier mit le club de Montpellier en garde contre ces « injustes meneurs » et ces « bas intrigants » qui « dénigrent et persécutent les bons, les vrais patriotes », contre ces « accapa-

1. Voir sur l'affaire Peyron les lettres de Dugommier à Delbrel, 25 et 26 sept., et au Comité, 30 sept. et 7 oct. (A. G.).

reurs de tribunes », contre ces gens qui veulent « passer pour des patriotes privilégiés[1]. »

Ce général, qui savait se faire obéir et respecter, avait conquis l'affection de son armée. Mais, lui aussi, il aimait les soldats. Il les maniait avec douceur, les ménageait, et le représentant Delbrel assure qu'il était leur père. Nul ne fut si avare du sang de ses troupes ; il ne les exposait qu'à bon escient et le moins possible ; mieux valait, à son avis, obtenir les mêmes résultats par l'habileté des manœuvres que par le sacrifice d'un grand nombre d'hommes. Il disait qu'il ferait constamment tout ce qu'il pourrait pour « satisfaire au bien aise de ses camarades », qu'il ne voulait livrer que des batailles décisives et qu'il « répugnait à perdre des frères pour d'autres succès », qu'il n'assaillirait que les points essentiels et pour les garder longtemps, non pour les lâcher aussitôt. « Nous n'aurons pas la douleur, s'écriait-il, d'abandonner des positions qui nous auront coûté sans aucun fruit de braves républicains ! »

C'est pourquoi il recommandait les attaques de nuit ; celles de jour revenaient trop cher. A l'affaire du Boulou, il conseille à Pérignon et à Martin de « se cacher dans la journée pour opérer dans la nuit prochaine[2] ».

Il visitait volontiers les hôpitaux pour « satisfaire son cœur », et il consolait les blessés, les félicitait de leurs plaies honorables, les assurait de la reconnaissance que la République « conserverait de leurs services et de leurs belles actions[3] ».

Il s'intéressait aux petits et aux humbles de l'armée, à ceux qui n'avaient pas de grades et qui se signalaient par

1. Dugommier à Massol, 28 sept. et au club de Montpellier, 18 oct. (A. G.).

2. Notice de Delbrel (A. G., et Pineau, 727) ; — mot de Desdorides ; — Dugommier au Comité, 22 déc., 23 janv., 16 oct. ; à Pérignon et à Martin, 30 avril (A. G.) ; — Cf. plus haut, p. 47, le mot d'Augustin Robespierre.

3. Dugommier au Comité, 3 nov. 1794 (A. G.).

leur vaillance ; il les cherchait, comme il s'exprime, dans l'obscurité, et lorsque Toulon fut pris, il ne publia les noms des officiers qu'après avoir fait connaître les soldats qui les avaient secondés[1].

Il applaudit à la générosité des quatre combattants du 30 novembre 1793 qui sauvèrent la vie à O'Hara et refusèrent l'or du général anglais ; mais il obligea ces braves gens à recevoir la même somme en assignats : « Acceptez, leur dit-il en mettant la main sur son cœur, acceptez, la source en est pure[2]. »

Quant aux officiers qui s'étaient distingués, il ne cessait de solliciter leur avancement. Avec quelles instances il réclame au ministre les brevets qu'il a demandés ! N'est-ce pas « alimenter la confiance des officiers, qui verront que leur général a soin de faire valoir les circonstances où ils se distinguèrent ? » Avec quelle joie il apprend à ses lieutenants qu'ils ont obtenu le prix de leur bravoure ! « Reçois, mon cher camarade, disait-il à l'adjudant-général Despinoy, nommé général de brigade, reçois le tribut de la reconnaissance nationale ; j'aurais bien voulu t'embrasser en te le remettant ; je désire ce moment qui me mettra à même de te renouveler l'assurance des sentiments que je t'ai voués pour la vie. » *Récompenser* est un de ses mots de prédilection : « il faut récompenser, ce sera toujours la grand ressort du cœur humain », et il ajoutait qu'on ne devait récompenser que le talent et non l'ancienneté, dispenser les grades avec la plus scrupuleuse impartialité, exciter ainsi l'émulation. A plusieurs reprises il priait le Comité de « bannir rigoureusement la faveur », de ne faire dans l'armée des Pyrénées-Orientales aucune nomination avant d'avoir reçu ses notes, qui « se concilieraient avec

1. Dugommier au président de la Convention, 28 déc. 1793.
2. Témoignage de Desdorides (A. G.). ; cf. plus haut p. 120.

l'intérêt de la République et le mérite de chaque individu », et lorsqu'il envoyait à Paris les dossiers des officiers généraux, « les états où vous ne trouverez aucune note de moi, remarquait-il, expriment un silence qui ne doit pas être favorable à ceux que regardent les renseignements ». Quand le représentant du peuple Boisset nommait général de brigade un commandant Legrand, il écrivait à la Commission des armées qu'il ne fallait employer que des citoyens connus par de belles actions ou par de vieux et utiles services, des officiers dont les aptitudes fussent notoires et appuyées par un vrai civisme, que c'était le seul moyen d'éloigner la foule des adjudants-généraux créés par la protection ou par d'indignes motifs, que ce Legrand avait obtenu son avancement sur les derrières de l'armée : « de vaines paroles ne peuvent tenir lieu d'actions, lorsqu'il est question du service de la République [1]. »

Nombre d'officiers qui servirent sous les ordres de Dugommier, non seulement Napoléon, mais Guillot, Victor, Despinoy, lui gardèrent un souvenir reconnaissant et donnèrent aide à sa famille. Guillot, commandant à Belle-Isle-en-Mer, prenait Dangemont, un des fils de Dugommier, pour adjudant-général. Victor, commandant en chef de l'armée de Batavie, emmenait avec lui comme adjudant-commandant un autre fils du général, Chevrigny. Despinoy, qui se vantait au premier Consul d'être l'ami le plus intime de l'illustre Dugommier et d'avoir partagé tous ses travaux, appuyait chaudement sous la Restauration les suppliques de Désiré, le dernier fils du général.

Un de ceux qui vouèrent un culte à Dugommier fut Claude-Joseph Buget. A l'assaut de la redoute anglaise, il avait vu son aîné, François, tomber blessé à ses côtés. Trans-

1. Dugommier à Bouchotte, 30 nov., 13 et 19 déc. ; — à Despinoy, 24 déc. 1793 ; — au Comité, 3 août, 9 et 16 oct., 7 nov. ; — à la Commission des armées, 6 sept. et 5 oct. 1794 (A. G.).

féré à l'hôpital d'Ollioules, François Buget mourut le lendemain. Dugommier vint à l'hôpital; il entraîna dans le jardin le cadet des Buget, qui ne pouvait s'arracher du lit où expirait son frère; il l'embrassa : « Je n'oublierai jamais, lui dit-il, comment ton frère et toi vous vous êtes battus pour la République; tu perds un frère, mais tu trouves un père; je t'adopte pour mon fils; dès aujourd'hui tu es mon aide de camp et demain tu seras adjudant-général; nous ne nous quitterons plus qu'à la mort. » Dugommier tint parole. Il emmena Buget aux Pyrénées-Orientales, et, sur la route, dans la voiture, après les fêtes qu'on lui donnait, « tu vois, disait-il au jeune officier, les honneurs qu'on me rend; tu ne te repentiras pas de t'être attaché à moi, tu auras toujours ta part ». Désormais Buget ne quitta plus le général : il l'accompagna constamment, au Boulou, à Saint-Elme, à Collioure, à Bellegarde, et dans la matinée où Dugommier périt, il avait promis à Buget le grade de général de brigade[1].

On comprend dès lors qu'aux Antilles, en Provence, aux Pyrénées, Dugommier ait eu sur ses troupes un merveilleux ascendant. Il ne se contentait pas de leur donner l'exemple de l'intrépidité, de supporter les mêmes fatigues, les mêmes privations. Il les encourageait par des saillies, par des mots plaisants. Il avait cette gaieté, cette bonhomie qui agréent au soldat. Il appelait les officiers ses camarades, ses compagnons et ses frères d'armes; il les traitait à sa table comme s'ils étaient de sa famille et les entretenait sur le ton le plus cordial. « Courage, disait-il dans un dîner à un capitaine qui lui paraissait fatigué, hier, vous n'étiez pas si bien, n'est-ce pas? et demain vous serez plus mal; il faut savoir jouir du présent. » Au blocus de Saint-Pierre-de-la-Martinique, il animait, excitait tout le monde par son

1. Souvenirs inédits de Buget.

entrain : « Jamais, a-t-il raconté, le patriotisme ne parut avec plus d'éclat. Les pièces de 36, les mortiers étaient transportés sur les mornes avec une célérité qui étonnait ceux mêmes qui les avaient traînés. Le fameux refrain *Ça ira* nous valait mille cabestans; la gaieté que ce chant répandait dans les camps et dans la ville semblait annoncer bien plus une fête qu'un siège, et c'était après sept mois de fatigues et de combats que l'armée de Saint-Pierre montrait cette allégresse [1]. »

Il avait le propos franc, jovial, pittoresque : « Guéris promptement tes vésicatoires, écrivait-il à Doppet, afin que nous allions en porter sur la nuque des ennemis », et encore : « Aussitôt que nous aurons achevé l'Espagnol dans cette partie, nous nous concerterons pour aller le faire danser dans ses propres salles. » Quand il mandait à Augereau que Castagnier approchait : « Je t'apprends, disait-il, dans toute la joie de mon âme, que j'attends Castagnier à toute minute; nous pouvons donner de la colophane à nos violons », et quelques jours auparavant il informait le représentant Beauchamp qu'il se préparait à « donner une bonne fois sur l'oreille espagnole ». Entre amis et dans une intime société, il prodiguait les badinages et les traits d'esprit. « C'est un bon enfant, marquait l'adjudant aide-major Arnauld à la fin de 1793, et il aime le vin vieux. » Le 14 février 1794, il rendait visite au général Guillot et il lui envoyait le surlendemain le billet suivant : « Je songe encore à l'agréable journée que j'ai passée avant-hier et dont je dois une bonne partie à mon ami Guillot [2]. »

Quelquefois il était piquant, mordant. Lorsque Peyron, qui s'était éloigné de l'armée, s'affublait du prénom de Myrte, « un décret de la Convention, lui marquait Dugommier,

1. Notice d'Audouin et *Mémoire* de Dugommier (Pineau, 198, 735, 756).
2. A Doppet, 6 février et 3 mai ; — à Beauchamp, 17 février ; — à Guillot, 14 février 1794 (A. G.) ; — Cf. lettre d'Arnault, 22 oct. 1793.

condamne à six mois de détention celui qui prendra une autre dénomination que son nom propre ; tu voudras bien t'y conformer ; laisse le myrte pour voler aux lauriers », et lorsque Peyron le dénonça, lorsque la prise de Bellegarde mit à néant toute calomnie, « le myrte vénéneux, disait Dugommier à Charlet, n'est pas une fable ; j'aurais pu être victime de son poison, mais j'ai pris une dose de Bellegarde ; ç'a été un excellent antidote. » Sempé se plaignait qu'on eût *monté* le général contre lui : « Personne, lui répondit Dugommier, ne m'a monté contre toi, et personne ne saurait me monter, car on ne monte qu'une machine ; ton expression est donc très déplacée ; je veux bien croire que tu n'en connaissais point la portée[1]. »

Une de ses plus grandes qualités, c'était la bonté. Le 21 septembre 1794, lorsque la Société populaire de Perpignan célèbre le triomphe des armées, il écrit aux clubistes qu'il sera de cœur et d'esprit avec eux et il leur demande un « dédommagement » : qu'ils donnent à leur fête un complément « qui sera bien doux à tous les cœurs sensibles, à tous les vrais républicains » ; qu'ils fassent sortir des prisons de la ville les citoyens de Perpignan et de Collioure qui ont déjà subi à Montpellier une longue et dure détention ; que la fin de l'année républicaine soit aussi la fin des maux qui désolent l'humanité innocente ou égarée ! N'avait-il pas en 1790 félicité les Martiniquais de rester bons et compatissants « dans ces moments dangereux où l'esprit de parti se livre aux impulsions de l'animosité », de « repousser loin d'eux ces scènes d'horreur qui déchirent les cœurs honnêtes et sensibles » ? Cette modération, disait-il, est la pierre de touche du vrai patriotisme. Il plaidait courageusement la cause du malheureux chef d'état-major Chaillet de Verges : il assurait à Paris qu'il avait pris sur Verges

1. A Peyron, 22 sept. ; — à Sempé, 18 oct. ; — à Charlet, 19 oct. (A. G.).

les renseignements les plus scrupuleux et qu'il ne pouvait articuler d'inculpation grave, que cet officier avait des sentiments républicains et des talents peu communs dont la nation devrait tirer avantage : « Tel est le compte que la vérité et la conscience me dictent[1]. »

Par intervalles, il s'emportait. Mais il revenait facilement, et il ignorait la rancune, la haine. Il était loyal, chevaleresque, désintéressé, exempt de faste comme de mesquinerie, modeste. Tout en déployant une grande dignité dans les circonstances où il devait soutenir l'honneur de son rang et le renom de la France, il n'avait ni présomption ni arrogance. Ses rapports rendaient justice à chacun ; il oubliait ce que lui-même avait fait. Après la prise de Toulon, il mandait au président de la Convention qu'il ne chercherait pas à « se donner quelque éclat personnel » ; que s'il avait « contribué de toutes ses facultés » à la soumission de la ville, « la gloire était entière à ses frères d'armes » ; qu'il aurait pu, selon l'usage, envoyer à l'assemblée les drapeaux qu'il avait trouvés en grand nombre dans les postes des alliés ; mais ses soldats, remarquait-il avec une noble fierté, n'estimaient que les drapeaux enlevés sur la brèche et arrachés aux mains de l'ennemi. Pareillement, lorsqu'au mois de novembre 1794, après le Boulou et Bellegarde, Despinoy apportait à la Convention les étendards espagnols, Dugommier lui défendait de prononcer son nom. Un conventionnel l'a comparé, non sans raison, à Catinat ; comme Catinat, Dugommier parlait de sa victoire avec tant de simplicité qu'on aurait cru qu'il n'assistait même pas à la bataille. N'écrivait-il pas à Delbrel : « Tu sais que je n'occupe mon

1. A la Société populaire de Perpignan, 21 sept. (A. G.) ; — Vauchelet, 299 ; — et Pineau, 96 ; — lettre au Comité sur Chaillet de Verges, 13 mars 1494 (A. G.). Turreau avait accablé Verges dans des notes secrètes : selon Turreau, c'était un homme dépourvu de talent qui avait quitté l'artillerie pour avancer plus rapidement et qui affectait le patriotisme, « encensait l'idole du jour ».

emploi que par le désir d'être utile et qu'on ne peut me soupçonner d'ambition, puisque je serais depuis longtemps à la Convention, si j'aimais les premières places. » S'est-il jeté dans la Révolution pour jouer un rôle, pour ravir sa part du pouvoir? Non; il a été entraîné, — et telles sont ses propres expressions, — « par des raisons sentimentales, par la grande cause de l'humanité, par la voix de l'équité naturelle[1] ».

Dugommier, rapporte Augereau, « était d'un caractère vif, d'un génie actif, et la confiance du soldat l'entourait ». Mais l'homme qui l'a le mieux jugé, très brièvement et en quelques lignes frappantes, c'est le maître des maîtres, Napoléon : « Dugommier, a dit Napoléon, avait toutes les qualités d'un vieux militaire ; extrêmement brave de sa personne, il aimait les braves et en était aimé; il était bon, quoique vif, très actif, juste ; il avait le coup d'œil militaire, du sang-froid et de l'opiniâtreté dans le combat. »

1. Notices de Desdorides (A. G.), de Delbrel et d'Audouin, *Mémoire* de Dugommier (Pineau, 727, 732, 752); — Dugommier au président de la Convention, 28 déc. 1793 ; — discours de Barère, 3 juin 1794 ; — Dugommier à Delbrel, 26 sept. 1794 (A. G.).

TABLE DES MATIÈRES

Pages

PRÉFACE 1

CHAPITRE PREMIER

LES ANTILLES

La famille de Dugommier. — Son enfance. — La pension Colin. — Le collège d'Harcourt. — Dugommier à la compagnie des cadets de Rochefort. — Dugommier enseigne. — La guerre de Sept Ans aux Antilles. — Mariage. — Dugommier à l'expédition de Sainte-Lucie. — La vie de planteur. — La Révolution. — Dugommier, membre de l'Assemblée coloniale de la Guadeloupe. — Troubles de la Martinique. — Première et deuxième « marche ». — Troisième expédition. — Les troubles de Saint-Pierre et de Fort-Royal. — Dugommier à Saint-Pierre (7 septembre 1790). — Combat de l'Acajou (25 septembre). — Tentatives de conciliation. — Résistance de Dugommier à Saint-Pierre. — Le décret du 6 août sur la discipline militaire. — Le décret de rappel. — Béhague et les commissaires civils. — Départ de Dugommier (24 mars 1791). — Sa situation intenable à la Guadeloupe. — Sa résolution d'aller en France. 1

CHAPITRE II

GILETTE ET UTELLE

Arrivée de Dugommier à Paris (3 déc. 1791). — Discours à l'Assemblée législative (7 déc. 1791 et 28 mars 1792). — Misère et découragement. — Élections à la Convention. — Dugommier député de la Martinique. — Ses trois fils placés dans l'armée. — Lui-même, grâce à Marat, maréchal de camp (10 oct. 1792). — Demandes d'emploi. — Dugommier désigné pour servir en Corse (22 mai 1793). —

Pages

Départ de Paris (20 août). — Dugommier à l'armée d'Italie. — Combats de Gilette et d'Utelle (18 et 22 oct.). — Martin, Despinoy, Guillot, Parra, Cazabonne, Pelletier, Eberlé, Buget aîné, Partouneaux. — Dugommier prôné par les représentants Ricord et Augustin Robespierre. — Général de division et général en chef de l'armée d'Italie chargé du siège de Toulon (3 nov.)..... 33

CHAPITRE III

TOULON

Fortifications de Toulon. — Travaux des alliés. — Leurs troupes. — Leurs renforts. — Dissentiments. — L'armée assiégeante. — Bonaparte. — Tentative contre l'Eguillette (22 septembre). — La redoute anglaise ou le Petit-Gibraltar. — Carteaux. — La Poype. Petits échecs. — Lenteurs. — Rappel de Carteaux. — Doppet. — Ricord à Paris. — Affaire du 15 novembre. — Arrivée de Dugommier au quartier général (16 novembre)..... 49

CHAPITRE IV

LE COMBAT DES ARÈNES

Portrait de Dugommier. — La confiance qu'il inspire. Ses premiers actes. — Les délégués du Congrès républicain. — Ses rapports avec Bonaparte. — Conseil de guerre du 25 novembre. — Marescot. — Nouvelles batteries. — La batterie de la Convention. — Sortie du 30 novembre. — Surprise des républicains. — Le combat rétabli par Dugommier. — Capture d'O'Hara. — Envoi d'un parlementaire et d'un trompette dans Toulon (2 décembre). — Le sort des représentants Baille et Beauvais. — Bruits qui règnent dans Toulon. — Alarmes de Dugommier. — Attaque retardée. — Impatience des représentants et du Comité. — Proclamation de la Convention... 67

CHAPITRE V

LA REDOUTE ANGLAISE

Renforts. — Craintes de Dugommier. — Conseil de guerre du 11 décembre. — Efforts des batteries. — Attaque de la redoute anglaise (17 décembre). — Instructions de Dugommier. — Désordre des colonnes. — Bravoure et blessures des officiers. — Résistance des Anglo-Sardes. — Enlèvement du fort Mulgrave. — Abandon des forts Saint-Louis et Saint-Philippe. — Les alliés autour du fort

Pages

Saint-Charles sous le commandement d'Izquierdo. — Le promontoire évacué dans l'après-midi du 17 décembre. — La division de l'Est et la prise du Faron. — Conseil de guerre des alliés. — Leurs préparatifs de départ. — Panique des Toulonnais. — Embarquement des coalisés dans la nuit du 18 au 19. — Incendie de l'arsenal. — Entrée des républicains, le 19, à une heure du matin. — Occupation de Toulon. — Le drapeau blanc. — Excès des troupes. — Douleur de Dugommier. — Ses dernières mesures. — Représailles des représentants. — Motifs qui déterminèrent Dugommier à abandonner le commandement. — Il est envoyé aux Pyrénées-Orientales (27 décembre). — Dugommier à Marseille (5 janvier 1794), à Arles (9 janvier), à Montpellier (14 janvier), à Perpignan (16 janvier). — Quel a été son rôle à Toulon..... 89

CHAPITRE VI

PERPIGNAN

La campagne de 1793 aux Pyrénées-Orientales. — Invasion des Espagnols. — Prise de Céret (20 avril). — Bataille du Mas-Deu (19 mai). — Capitulation de Fort-les-Bains (3 juin), de Prats-de-Mollo (5 juin), de Bellegarde (25 juin). — Echec de Ricardos devant Perpignan. — Le Valmy des Pyrénées-Orientales (17 juillet). — Prise de Villefranche (4 août). — Suspension du général de Flers (7 août). — Nouveaux revers des Français, Corbère, Corneilla. — Suspension de Puget-Barbantane (14 septembre). — Victoire des Français à Peyrestortes (17 septembre) et reprise de Villefranche (19 septembre). — Leur défaite à Trouillas (22 septembre). — Dagobert remplacé par d'Aoust. — Attaques stériles contre le camp du Boulou. — Le puig Singli (15 octobre). — Turreau général en chef. — Les représentants Fabre et Gaston. — Echec de Delattre à Espolla (28 et 30 octobre). — Départ de Turreau. — Les Espagnols à Saint-Ferréol (26 novembre). — Défaite des Français à Villelongue (7 décembre). — Leur revanche au même endroit (19 décembre). — Maladie de Doppet. — Ecrasement de la division Delattre et prise de Collioure (20 décembre). — Retraite de d'Aoust sur Perpignan (21 décembre)..... 124

CHAPITRE VII

MILHAUD ET SOUBRANY

Doppet et Dugommier. — Arrivée des représentants du peuple. — Milhaud. — Soubrany. — Leurs premières mesures. — Râfle des royalistes et modérés. — Le tribunal militaire révolutionnaire. — Exemples terribles. — Retraites et suspensions prononcées par le

Pages

ministre. — Arrestations ordonnées par les représentants. — Baude, Boissier, Giacomoni, Bellon, Cavrois, Béthencourt, d'Hargenvilliers, Soulérac, Lenthéric. — Exécution de Ramel et de Bernède. — Fêtes républicaines. — Inauguration du temple de la raison. — Autodafé à Canet. — Blâme du Comité. — Bougon-Duclos. — Le pas de victoire. — Arrêtés en faveur des malades et des blessés. — Châtiment des fournisseurs. — Rétablissement de la discipline. — Chaussures. — Approvisionnements. — Fourrages. — Moyens de transport. — Pas d'amalgame. — Incorporation suspendue. — Camps d'instruction. — Arrêtés contre les réquisitionnaires déserteurs..... 150

CHAPITRE VIII

L'ARMÉE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Première visite de Dugommier au camp de l'Union (20 janvier 1794). — Ses impressions. — Impatience de Barère. — Mesures de Dugommier. — Service des ambulances. — Cavalerie. — Artillerie volante. — Infanterie. — Dugommier et Bonaparte. — Bataillons d'élite. — Grenadiers. — Chasseurs. — Première ligne. — Deuxième ligne ou ligne d'inertie. — Les collaborateurs de Dugommier. — Le chef d'état-major Lamer. — Cosson, Compans, Grézieu, Clauzel. — Les trois divisionnaires, Augereau, Pérignon et Sauret. — Les généraux de cavalerie, La Barre et Dugua. — Le commandant de l'artillerie, Fabre de La Martillière. — Andréossy. — Lemoine, Quesnel, Rougé, Chabert. — Victor, Despinoy, Micas, Guillot, Pelletier, Martin. — Davin, Guieu, Bon, Mirabel. — Banel, Beyrand, Causse, Charlet, Point, Robert. — Bessières, Dessaix, Destaing, Duphot, Lannes, Papin. — Ardeur de l'armée. — Témoignages des généraux et des officiers..... 184

CHAPITRE IX

DAGOBERT

La Cerdagne. — Dagobert. — Sa carrière antérieure. — Commande la frontière depuis Olette jusqu'aux sources de la Garonne (7 août 1793). — Combat du col de la Perche (28 août). — Entrée à Puycerda et à Bellver (29 août). — Combat d'Olette (4 septembre). — Commande en chef l'armée des Pyrénées-Orientales. — Défaite de Trouillas (22 septembre). — Retour de Dagobert en Cerdagne (30 septembre). — Prise de Camprodon (5 octobre). — Prise de Montella (17 octobre). — Excès et soulèvements. — Dagobert rappelé par Turreau à Perpignan. — Diversion sur Céret. — Conseil de guerre du 12 novembre. — Dagobert suspendu

Pages.

(17 novembre). — Son voyage à Paris. — Sa réintégration (31 janvier 1794). — Son plan d'invasion adopté par le Comité de Salut public (12 mars). — Objections de Dugommier. — Dagobert à Puycerda (28 mars). — Reprise de Montella (8 avril). — Dagobert devant Urgel (10 avril). — Sa maladie et sa retraite. — Sa mort (18 avril). — Son grand dessein abandonné..... 215

CHAPITRE X

LE BOULOU

Position de l'armée espagnole. — Marche des Français en avant. — Premier engagement (30-31 mars). — Escarmouches réitérées. — « Farces et « espiégleries ». — Combat de Palau (18 avril). — Lettres de Las Torres. — Premier plan de Dugommier. — La flottille de Castagnier. — Le comte de La Union, général en chef des Espagnols. — Son armée. — Son caractère. — Augereau devant Céret. — Illusions de La Union. — Manœuvre de Pérignon. — Enlèvement de Montesquieu (30 avril). — Retraite du Boulou (1er mai). — Déroute des Espagnols. — Les Français à Céret. — Résultats de la victoire..... 242

CHAPITRE XI

COLLIOURE ET BELLEGARDE

Fautes de Dugommier. — Les places de la côte, fort Saint-Elme, Port-Vendres, Collioure. — Occupation du puig de Las-Daynas. — Bombardement de Saint-Elme. — Sortie du 17 mai. — Impuissance de Castagnier. — Attaque du 22 mai et tentative d'escalade. — Saint-Elme évacué dans la nuit du 25 mai, ainsi que Port-Vendres. — Capitulation de Collioure (26 mai). — Départ de sa garnison (27 mai). — Ses armes déposées à Banyuls-sur-Mer. — Décret du 3 juin. — Violation de la capitulation. — Correspondance de Dugommier et de La Union. — Fureur des représentants. — Le décret de guerre à mort (11 août). — Proposition d'arbitrage. — Investissement de Bellegarde. — Capitulation du fort (17 septembre). — Lettres de Dugommier et du représentant Delbrel au Comité,..... 269

CHAPITRE XII

LA FONDERIE ET LE LLOBREGAT

Inaction de Dugommier. — Efforts de La Union. — Les soumatens ou soumettants. — L'ingénieur Grandvoinet. — Augereau à Saint-

Pages

Laurent-de-la-Mouga (6 mai). — Echec des soumatens (15 mai). — Impression produite par la prise de Saint-Laurent et de sa fonderie. — Mécontentement de Dugommier. — Isolement d'Augereau. — Attaque de La Union sur Saint-Laurent et la Fonderie (19 mai). — Désespoir de La Union. — Bravoure des Français et notamment de la brigade Mirabel. — Retranchements de La Union en avant de Figuières. — Combat du Llobregat (7 juin)..... 311

CHAPITRE XIII

RIPOLL ET BELLVER

Doppet commandant en Cerdagne. — Ordre de protéger Augereau (21 mai). — Marche sur Camprodon (4 juin). — Entrée de Doppet dans Camprodon (7 juin) et dans Ripoll (16 juin). — Charlet attaqué dans Camprodon par Vives. — Reculade de Charlet sur Villefranche (17-19 juin). — Mouvement rétrograde de Doppet. — Son arrivée à Camprodon (18 juin). — Incendie de la ville et des villages d'alentour (19 juin). — Retraite de Doppet sur Prats-de-Mollo (19-20 juin). — Lemoine à Besalu (21 juin). — Lannes à la rencontre de Lemoine. — Réflexions de Dugommier. — Excès des Français et soulèvement des habitants. — Les soumatens et les grenadiers d'Augereau (26 juillet). — Belle résistance de Bellver. — — L'adjudant général Porte. — Journées des 8 et 26 juin. — Doppet remplacé par Charlet (15 septembre). — Attaque de Castellar de Nuc (octobre)..... 333

CHAPITRE XIV

SAINT-LAURENT-DE-LA-MOUGA

Escarmouches d'avant-postes. — Combat de l'Etoile (26 juin). — Davin sur le haut Tech. — Tentative des Espagnols sur les postes de Davin (28 juillet). — Annonces d'un choc prochain. — Bataille du 13 août. — Mort de Mirabel. — Épuisement de la division Augereau. — Craintes d'Augereau et de Dugommier. — Abandon de Saint-Laurent et destruction de la fonderie. — Nouvelle ligne plus concentrée et ramassée. — Echec de Taranco à la Montagne Noire (21 septembre). — Le lieutenant Echeverria et la surprise du 1er novembre..... 354

CHAPITRE XV

NÉGOCIATIONS

Pages

Réflexions de Dugommier sur la Catalogne (12 mai). — Réponse du Comité et projet d'une république catalane. — Propagande des républicains. — Efforts de La Union pour combattre les idées françaises. — Mécontentement des officiers et de la bourgeoisie. — Désirs de paix et d'alliance avec la France. — Plans de Godoy. — La marquise de C.... — Son arrivée à Figuières (9 octobre) et ses entretiens avec La Union. — Lettre de Godoy à Dugommier et proposition de transporter les républicains français dans les îles d'Amérique. — Vaines tentatives de La Union pour conférer personnellement avec Dugommier (3 et 5 août). — Correspondance relative à l'astronome Méchain. — Le payeur français Simonin à La Bisbal. — La négociation amorcée par Simonin. — Première lettre de Simonin. — Le rameau d'olivier. — Réponse de Dugommier. — Instructions du Comité aux représentants Delbrel et Vidal. — Deuxième et troisième lettre de Simonin. — Propositions espagnoles. — Louis XVII, roi du Roussillon. — Réplique indignée du Comité..... 377

CHAPITRE XVI

LA MONTAGNE NOIRE

Projet d'invasion en Espagne. — Impatience de l'armée. — Dugommier à Saint-Laurent de Cerdans. — Plan de Bonaparte et de Robespierre jeune pour dégarnir l'armée des Pyrénées-Orientales. — Lettre d'Albitte et plaintes de Dugommier. — Ordre de Carnot d'arrêter Roses. — Dénument des troupes. — Pénurie de fourrages et détresse de la cavalerie. — Les représentants Delbrel et Vidal. — Energie et activité de Delbrel. — Infructueux efforts du conventionnel. — L'offensive, unique ressource. — Les fortifications de La Union. — L'armée française reconstituée. — Les bataillons de chasseurs. — Plan de Dugommier. — Bataille du 17 novembre. — Augereau. — Sa jonction avec Davin. — Déroute complète de la gauche espagnole. — Echec de Sauret. — Dugommier tué par un obus. — Le commandement confié par Delbrel à Pérignon. — La bataille interrompue, reprise le 20 novembre. — Mort de La Union. — Dugommier enseveli à Bellegarde et plus tard à Perpignan. — Hommages rendus à sa mémoire. — Sa famille..... 399

CHAPITRE XVII

DUGOMMIER

Pages

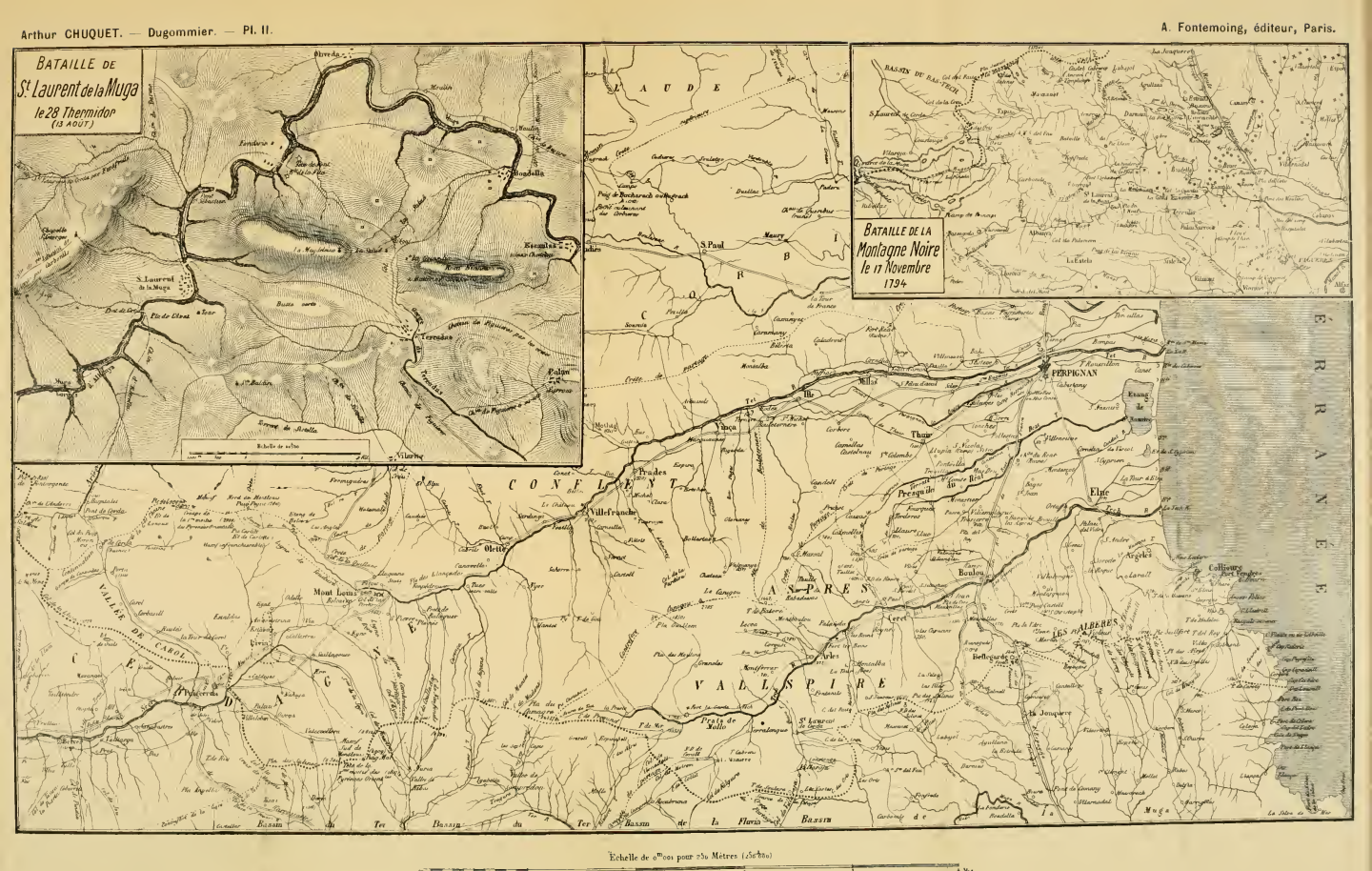
Le général révolutionnaire. — Ses services. — Sa prudence parfois extrême. — Ses vertus. — Maintien de l'ordre et de la discipline. Système de justice militaire. — Critique franche et hardie des mesures du gouvernement. — Les clabaudeurs de clubs. — Bartagnac. — Peyron. — Les clubistes de Montpellier. — Dugommier, père des soldats. — Avancement des officiers. — Buget. — Autres qualités de Dugommier. — Ses propos plaisants. — Son esprit. — Sa bonté. — Sa modestie. — Jugements d'Augereau et de Napoléon..... 438

TABLE DES MATIÈRES..... 459

Arthur CHUQUET.. Dugommier

Toulon.

A. Fontemoing, éditeur, Paris.



TOURS

IMPRIMERIE DESLIS FRÈRES

6, RUE GAMBETTA, 6

Librairie A. FONTEMOING, 4, Rue Le Goff, PARIS.

Arthur CHUQUET

DE L'INSTITUT

Études d'Histoire. — 1re Série : *Bayard à Mézières; la Sœur de Gœthe; l'Affaire Abbatucci; le Révolutionnaire George Forster.* Un volume 3 50

2e Série : *Le Commandant Poincaré; Adam Lux; Klopstock et la Révolution française; Bertèche dit la Bretèche.* Ouvrage honoré de plusieurs souscriptions. Un volume. . . 3 50

Léon-G. PÉLISSIER

Le Portefeuille de la Comtesse d'Albany (1806-1824). — Lettres mises en ordre et publiées avec un portrait. Un volume in-8° . . . . . 10 »

Lettres inédites de la Comtesse d'Albany à ses amis de Sienne (1797-1820). — 2 forts volumes . . . . . 15 »

Lt-Colonel CLERC

Capitulation de Baylen. — *Causes et Conséquences,* d'après les archives espagnoles et les archives françaises de la Guerre, Nationales et des Affaires Étrangères, avec deux cartes. Ouvrage honoré d'une souscription du Ministère de la Guerre. Un volume in-8° 7 50

Paul FRIEDMANN

Lady Anne Boleyn. — Traduction de l'anglais par MM. Lugné-Philippon et Dauphin Meunier. 2 beaux volumes . . . . . 7 »

(Chaque volume se vend séparément).

Tome I. — *Vers le Schisme* 3 50
Tome II. — *Après le Schisme* 3 50

M.-H. WEIL

Le Prince Eugène et Murat. — Opérations militaires. — Négociations diplomatiques (1813-1814). Ouvrage honoré d'une souscription du Ministère de la Guerre. 5 forts volumes in-8° ornés de cartes . . . . . 47 »

(Chaque volume se vend séparément).

T. II : 10 fr.; T. III : 12 fr., T. IV : 12 fr.; T. V : 3 fr.

Général-Major russe Baron de Löwen-

— Publiés d'après le manuscrit original et d'une souscription du Ministère de la . . . . . 15 »

. . . 7 50

une carte . 7 50